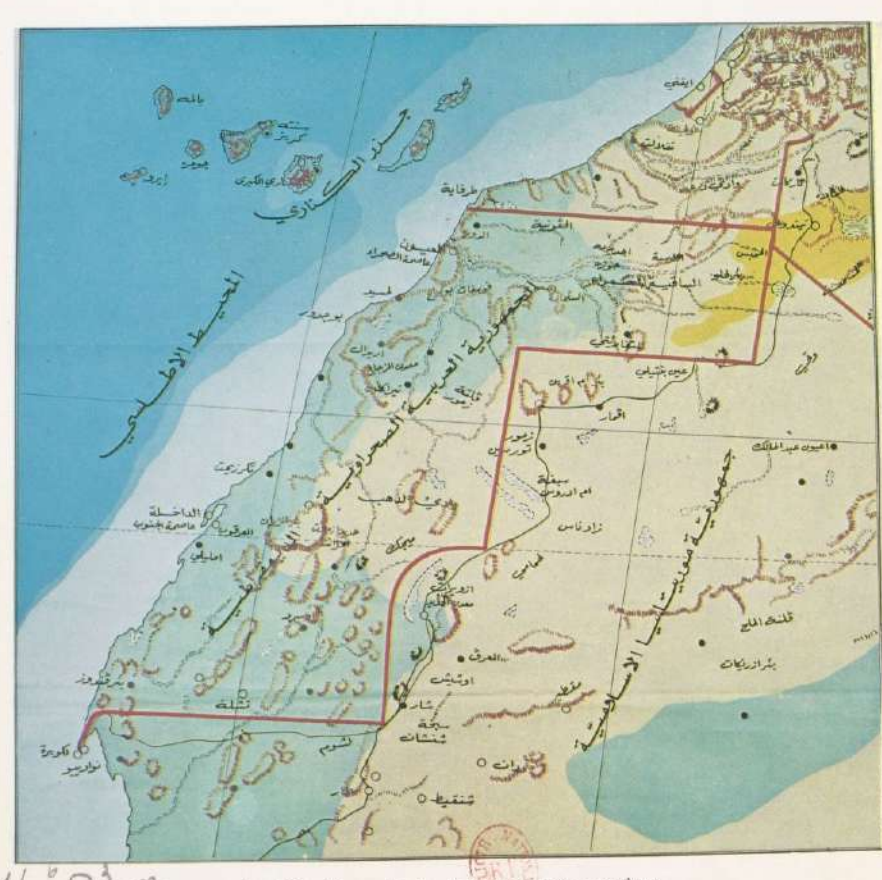
32

Ahmed-Baba Miské

front polisario

l'âme d'un peuple

éditions rupture



La République Arabe Sahraouie Démocratique


ATLANTIQUE
Porto Santo
Madère (port.)
Funchal
Ilhas Salvagens (port.)
La Palma
Tenerife
Sta. Cruz de Tenerife
Gomera
Hierro
Lanzarote
Fuerteventura
Las Palmas
Gran Canaria
Canaries (esp.)
C. Juby
El Aaiún
Saguai el Hamra
C. Bojador
SAHARA ESPAGNOL
Rio de Oro
Tropique du Cancer
Cadix
Algeciras
Málaga
Gibraltar (brit.)
C. Espartel
Tanger
Ceuta
Tétouan
Melilla
El Araich
Ksar el Kebir
Kénitra
Rabat
Salé
DAR EL BEIDA (CASABLANCA)
El Jadida
Settat
Khouribga
Meknès
Fès
Taza
Oujda
Safi
Marrakech
Essaouira
C. Rhir
Agadir
Taroudannt
Sidi Ifni
Goulimine
Tindouf
Béchar
Beni-Abbès
MAURITANIE
Erg Chech
El Djouf
F. Dérick
Atar
Chinguetti
Oujeft
Ouadane
Tidjikdja
Tichit
Moudjéria
Kiffa
Néma
Kaédi
Dagana
Rosso
Tombouctou
Araouane
Taoudenni
Mopti
Kayes
Nioro
SÉNÉGAL
Diourbel



Photo D. R.

Giap et El Ouali :
deux peuples symboles

١٠/٥/٧٦

احمد بابا :

تحية الثورة حتى فرض الاستقلال
وعودة شعبنا لدياره
وبعد : لاشك انكم نجحتم في جانب هام
من المهمة والحمد لله .

. . . .





10-5-76
Ahmed Baba :
(à toi) le salut de la Révolution qui imposera l'indépendance et le retour de notre peuple chez lui.
Pas de doute, vous avez réussi une partie essentielle de cette mission, Dieu soit loué.

. . . .

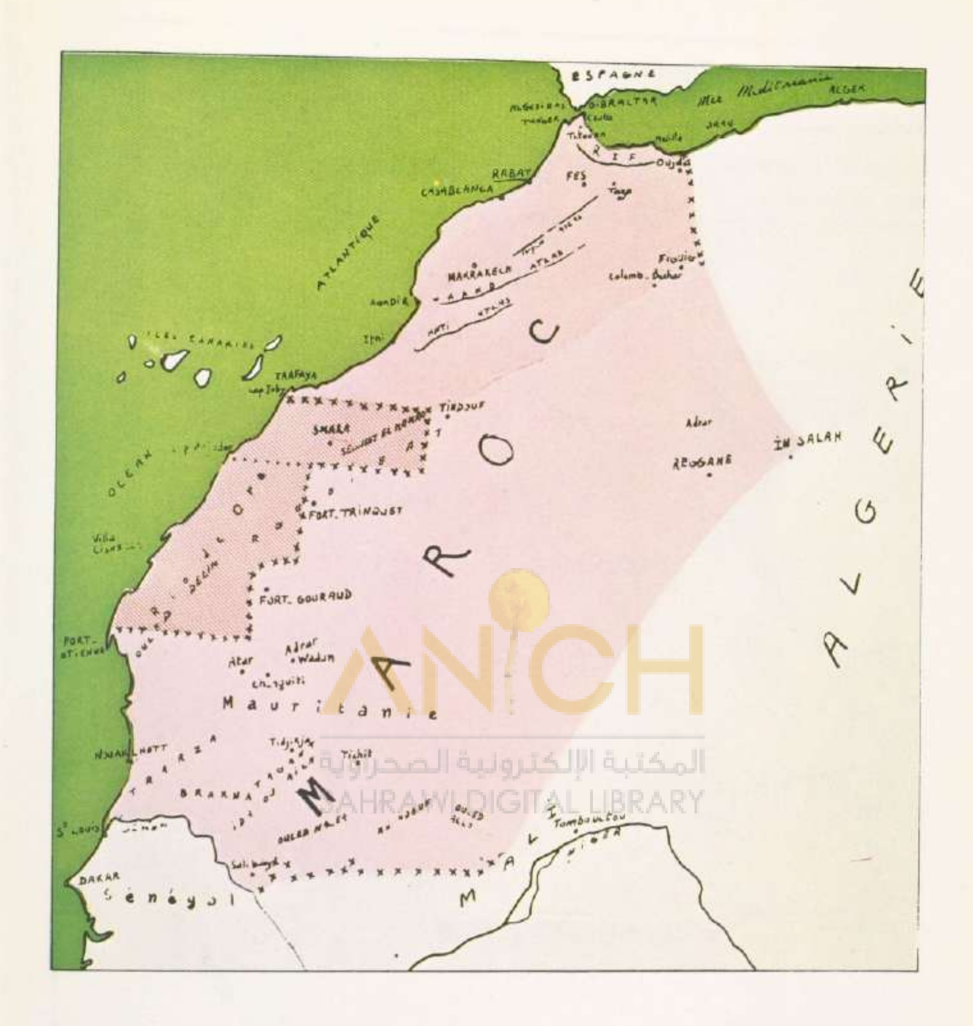
Dieu vous inspire...

« El Ouali maniait aussi bien la plume que le fusil »
Extraits d'une des toutes dernières lettres écrites par le leader sahraoui.

Mai 1976, à Tindouf.
« Où est le livre? »



Photo Gérald Bloncourt



LA QUESTION DE MAURITANIE

Carte simplifiée, montrant la portion du territoire mauritanien sous domination française, et celle sous domination espagnole. Le Maroc comprend tout le territoire qui s'étend de Tanger à St. Louis du Sénégal.

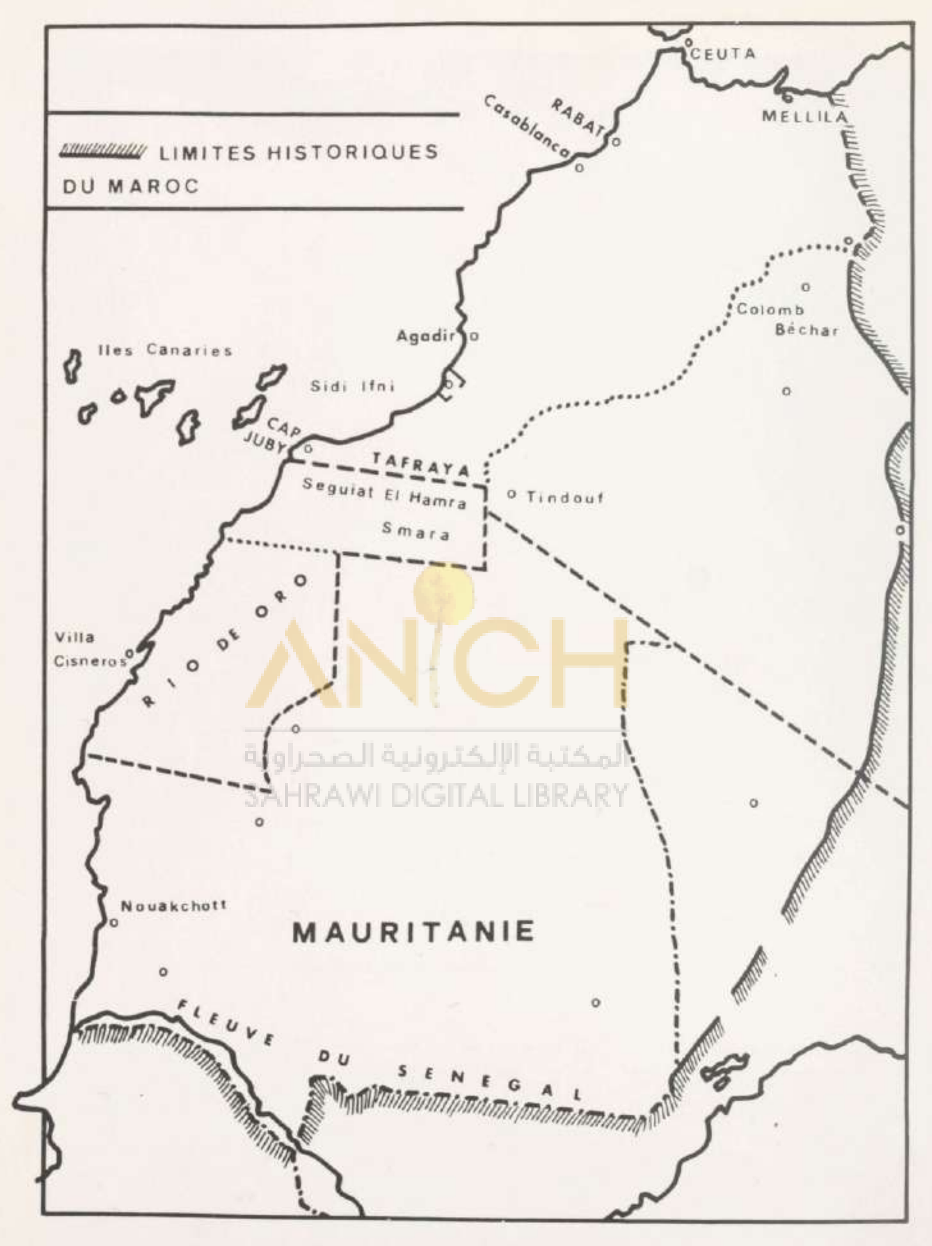
EL PROBLEMA DE MAURITANIA

Mapa simplificado que enseña la parte del territorio de Mauritania bajo la dominación francesa y la que está bajo la dominación española. El territorio de Marruecos se extiende desde Tanger hasta San Luis del Senegal.

THE PROBLEM OF MAURITANIA

A simplificated map shewing the portion of the mauritanian territory under the french domination and that under the spanish domination. Morocco includes all the territory between Tangier and Saint-Louis of Senegal.

Carte et légende contenues dans le « Livre blanc » publié par le ministère des Affaires Étrangères du Maroc en 1960.



« Li *mythes* » du Grand Maroc d'après Allal el Fassi (on voit qu'ils dépassent nettement les limites du fleuve Sénégal). *D'après « Le contentieux territorial entre le Maroc et l'Espagne ». R. Lazrak, Dar el Kitab, 1974.*

Ahmed-Baba Miské

front polisario
l'âme d'un peuple

Suivi d'un entretien avec Jean Lacouture

éditions rupture
18 avenue de la République 75011 Paris


ANICH
المكتبة الإلكترونية الصحراوية
SAHRAWI DIGITAL LIBRARY

A El Ouali Mustapha Sayed
fondateur du Front Polisario
tombé au champ d'honneur le 9 juin 1976
vivant dans les cœurs de son peuple
qui l'évoque chaque jour
lui donnant le nom fraternel de « Luleï »


ANICH
المكتبة الإلكترونية الصحراوية
SAHRAWI DIGITAL LIBRARY

A Luleï
pour mille raisons
ce livre dont il devait être coauteur, dont il a donné l'idée, auquel il collaborait déjà.

« Toi qui connais si bien les langues de ces infidèles et pas seulement leurs langues... commençait-il.

— Tu sais, mon frère, l'exil est dur... on y apprend ce qu'on peut : si seulement on pouvait éviter d'en apprendre trop, pour garder son âme...

— « Bon! »

Il reprenait son sérieux après un de ces rires où éclataient le bonheur de vivre et le soleil du Zemmour.

— « Bon! explique-leur notre peuple. Je suis sûr que s'ils savaient ils nous soutiendraient contre les horribles colonialistes, contre les prétentions de l'expansionnisme. Notre peuple est beau, humain, courageux; il ne veut de mal à personne. Bien sûr, il lui est arrivé d'être un peu dominateur mais qui ne l'a jamais été? On n'en est plus là, nous entrons dans le dernier quart du XXe siècle. L'humanité s'est donné des lois, celle de la jungle est dépassée!

— D'accord, mais à deux conditions;

— D'accord pour les conditions...

— D'abord, on le fera ensemble.

— Écoute, mon affaire à moi, c'est la guerre. Pour le reste, vous vous débrouillez, vous autres... Et puis... ça sert à quoi, un Zâwi (1), *un Ahl Bârikalla, si ce n'est pas à écrire, avant tout?*

Nouvel éclat de rire pour faire passer cette petite allusion « tribale ». En fait, El Ouali maniait aussi bien la plume que le fusil, même si sa disparition tragiquement précoce devait empêcher ses potentialités de se réaliser pleinement.

— « Pourquoi pas, mais chacun doit aussi participer à tous les aspects de la lutte. Ta contribution consistera à me donner au moins toutes les idées que tu as là-dessus et les informations sur certaines périodes.

---

(1) « Zâwi » : membre d'une tribu de lettrés, pluriel Zwâya.

« Deuxième condition : il faut le temps de le faire! Un livre, surtout s'il n'est pas d'imagination, ne s'écrit pas entre deux avions, deux chameaux ou deux lands...! »

— *« Un révolutionnaire doit pouvoir faire dix choses à la fois! »*

C'était début 1975. Il fut question d'autres sujets qui nous tenaient à cœur : l'exil — extérieur ou intérieur — la difficile solitude, la *conscience* (le supplice) de la responsabilité, mais aussi le prix inestimable de l'amitié « si elle existe véritablement ».

La soirée ne fut pourtant pas triste. La musique maure et le thé aidant, les propos graves n'entamaient pas le rire. A notre manière, bien entendu...

Il a été question de ce projet d'autres fois : à Mahbès, au camp Hafid Boujemaa, à Tindouf. El Ouali parlait des débuts du Mouvement Sahraoui, des événements qu'on lui avait rapportés, puis de ceux auxquels il avait participé. C'étaient des conversations à bâtons rompus : des séances plus systématiques étaient prévues... qui n'auront, hélas, pas lieu.

Un jour, à Tindouf :

— *Où est le livre?*

— *Tu sais, ce n'est pas si facile! J'ai commencé, mais d'autres priorités ont surgi. Et puis, c'est un travail effrayant. Pour donner un aperçu même schématique de l'histoire de notre peuple, il faudrait des années de recherche : il faudrait recueillir les récits, la tradition chez nos vieux, chercher des manuscrits, fouiner dans les bibliothèques européennes pour rassembler des bribes vraies parmi des tonnes de littérature colonialiste. Presque rien n'a été fait...*

— *Tout ça, c'est trop long! Je n'y connais rien, à vos histoires de recherche, de sociologie, d'Histoire, mais il doit y avoir un moyen d'y arriver plus facilement! Ce que nous voulons, c'est* présenter notre peuple. *Pourquoi les étrangers ne se contenteraient-ils pas de savoir ce que nous savons nous-mêmes — toi,*

moi — sur notre société et notre passé? Tant pis pour les lacunes, les insuffisances. Plus tard, on pourra faire toutes les recherches du monde! Maintenant, on n'a pas le temps!

El Ouali avait défini la bonne voie, mais c'était plus facile à dire qu'à faire... Ce livre est, finalement, une synthèse des deux exigences.

Pendant l'été 1975, j'avais profité de quelques jours « volés » entre deux missions pour entreprendre la rédaction d'un premier chapitre. Il est devenu aussitôt évident qu'il fallait absolument recueillir un minimum de documentation, écrite et orale. Ce à quoi furent employés ensuite les jours « volés » à chaque occasion. Et enfin ces quelques semaines de l'été 1977 (1), pour mener à bien la rédaction.

En deux ans, les choses ont beaucoup évolué. Pourquoi ce livre? Est-ce seulement par fidélité à la mémoire de son inspirateur? Par goût de l'écriture (par atavisme *écriturier?*).

Pas seulement.

Rares sont encore ceux qui se passionnent pour le « conflit du Sahara Occidental », comme ils l'ont fait pour ceux du Viêt-Nam, de la Palestine ou du Chili.

Sans doute l'ignorance monstrueuse, la non-information, le désintérêt qui maintenaient ce problème dans le néant ont-ils été ébréchés par l'intrusion fracassante de ceux qu'on n'attendait pas dans le champ d'une histoire que d'autres croyaient pouvoir écrire tranquillement à leur place. Ainsi, nombre de lecteurs auront-ils déjà entendu parler du « POLISARIO », des « Sahraouis ». Mais combien savent de qui, de quoi il s'agit?

(1) En fait les tout derniers chapitres seront achevés à l'aube de l'année 1978.


ANICH
المكتبة الإلكترونية الصحراوية
SAHRAWI DIGITAL LIBRARY

Introduction

Le Sahra, qu'est-ce ?

Le « Sahara Occidental » que nous appellerons ici Sahra représente une pièce maîtresse de l'équilibre des forces en Afrique. En même temps, c'est l'un des pays potentiellement les plus riches du continent.

Il possède l'une des façades les plus étirées sur l'Océan Atlantique avec, pour vis-à-vis, les Iles Canaries et, au-delà, les Amériques.

Deux mille kilomètres de frontières terrestres le mettent face à ses voisins, dont les deux états les plus importants du Maghreb : l'Algérie et le Maroc. Avec la Mauritanie — dont l'importance stratégique et économique est connue — le Sahra possède près de 1 600 kilomètres de frontières communes. Les gisements de fer mauritaniens, enclavés dans le territoire sahraoui sont à la merci de qui contrôle ce dernier : même une puissance « moyenne » dispose, dans ce cas, d'un pouvoir exhorbitant de pression.

Les autres États maghrébins sont tout proches : la Libye n'est qu'à une heure de vol...

Le Sahra est aussi la clé de l'Afrique Occidentale : les premiers colonisateurs portugais, qui y laissèrent tant de cimetières, le savaient déjà !

Une puissance qui aurait la haute main sur le Sahra — un Sahra ouvert et développé — disposerait d'un redoutable instrument de pénétration économique et culturelle (donc politique) en Afrique et dans le monde arabe, en même temps que d'une base

militaire capitale commandant toutes possibilités d'intervention dans cette partie du monde.

A cet enjeu stratégique que représente le Sahra, s'ajoute un potentiel économique dont la prospection est à peine commencée et dont la mise en valeur pourrait faire du Sahra un pays aussi prospère que les « émirats pétroliers » grâce cette fois à un « or blanc », le phosphate.

Position géographique

Le Sahra est limité au Sud et Sud-Est par la Mauritanie, au Nord-Est par l'Algérie, au Nord par le Maroc, à l'Ouest par l'Atlantique.

Au-delà de la mer : les Iles Canaries toutes proches (100 km), plus loin l'Espagne et l'Europe et... l'Amérique.

Le Sahra est compris entre les parallèles 27° 40′ et 20° 45′ de latitude nord.

Le tropique du Cancer le coupe vers la péninsule du Rio de Oro.

Superficie

Jusqu'en 1958, le Sahara Occidental dans les limites coloniales fixées par les traités de 1900, 1904 et 1912 entre la France et l'Espagne, avait environ 310 000 km².

Depuis la cession par Madrid de la région sahraouie de Tarfaya, le pays compte à peu près 284 000 km².

Climat

Nettement désertique. Les précipitations annuelles atteignent en moyenne 50 mm. La sécheresse sévit parfois plusieurs années de suite. Très douce sur la côte, la température connaît vers l'intérieur des variations importantes. Lorsqu'il pleut, la terre du Sahra donne de généreux pâturages et de bonnes cultures. D'où les excellentes perspectives pastorales et agricoles lorsque les nappes reconnues (vers Dakhla notamment) pourront être utilisées.

Population

500 000 habitants environ, Arabes et musulmans à 100 %. Origines ethniques : fond négro-berbère, apport arabe important (à l'aube de l'Islam, puis aux XIIIe et XIVe siècles notamment).

Le nombre des habitants est très controversé, les partisans de l'annexion en faisaient un argument en faveur de leurs thèses. Déjà, les Espagnols avaient joué là-dessus pour « justifier » l'intégration du Sahra en tant que « province ». En 1974, ils estimaient la population à environ 100 000 h (dont 1/4 d'émigrés).

Les estimations sahraouies varient entre 500 000 et un million. En l'absence de tout recensement sérieux et crédible, nous donnons la plus modeste de ces estimations.

Ressources du Sahra

Les Phosphates

Minerai : très riche, exploitable à ciel ouvert. Gisements à 100 kilomètres de la mer.

Réserves : La prospection n'est pas terminée. Le seul gisement de Bou-Crâa a environ *deux milliards de tonnes.* D'autres gisements représentent quelque 10 milliards de tonnes. Beaucoup plus (1) d'après des spécialistes.

Exportation : Entreprise par Fos-Bucrâa (2) filiale de l'I.N.I. espagnol (Institut National de l'Industrie) en 1972, elle a démarré à 700 000 tonnes. En 1975, elle atteignait 4 millions de tonnes. Deux installations ultra-modernes en assurent la manutention :

— le nouveau port d'El Aïaoun, dont le wharf permet l'accès de navires de 100 000 tonnes.

— Le tapis roulant le plus long du monde : 98 kilomètres. Il peut acheminer 2 000 tonnes de minerai par heure à la vitesse de 16 kilomètres-heure, soit, à lui seul, « évacuer » 15 millions de tonnes de phosphate par an. Des dispositifs complémentaires étaient prévus pour « couvrir » jusqu'à *20 millions* de tonnes annuelles — ou plus.

Construit par Krupp, ce « tapis volant » aurait coûté *33 millions de dollars.*

(1) Il n'est pas absurde de penser que les Espagnols aient pu le sous-estimer volontairement, pour des raisons politiques évidentes.

(2) Seul propriétaire apparent, mais en fait commanditée par des intérêts privés américains, espagnols, français, allemands... qui ont investi des sommes considérables (quelque 1 000 millions de dollars).

Potentiel : Les réserves du Sahra devraient permettre pendant plusieurs siècles (un siècle dans l'hypothèse la plus pessimiste) un rythme de production comparable à celui du Maroc, actuellement premier exportateur mondial de phosphates, et cela dans des conditions de rentabilité considérablement meilleures.

Donc, si le Maroc contrôlait les gisements de Bou-Crâa, il jouirait d'une position de quasi-monopole mondial pour l'exportation des phosphates, produit essentiel pour la survie alimentaire de l'humanité.

Outre les phosphates, trois ressources principales représentent la richesse du Sahra :

— *Le fer.* Des gisements jugés importants ont été découverts dans le centre du pays. D'après les estimations actuelles, ils seraient de teneur riche. De surcroît ils ont le très grand avantage d'être proches de la mer.

— *La pêche.* Les 1 200 kilomètres de côte atlantique que possède le Sahra comptent parmi les plus poissonneuses du monde. Elles sont le paradis des pêcheurs canariens depuis des siècles; plus récemment d'autres « exploitants » les fréquentent.

— *L'eau.* Eh oui ! Pour un bédouin, c'est la plus belle des richesses. On sait maintenant que le sous-sol sahraoui en possède des nappes très importantes, si bien que le désert peut être transformé, sinon en jardin, du moins en pâturage permanent, moyennant des investissements tout à fait accessibles — même pour moins riche.

— *Pétrole.* La carte géologique du Sahra est loin d'être complète. Le sous-sol et le plateau continental recèlent très certainement d'autres ressources non encore identifiées, y compris — pense-t-on — le fameux « or noir ». Des recherches partielles vite abandonnées n'ont pas été concluantes et le problème est à reprendre.

Et aussi, des indices sérieux d'uranium, de cuivre, de gaz naturel...

Ressources traditionnelles

— *L'élevage :* durant la dernière décennie, le cheptel a été décimé par des années de sécheresse. Ce n'est pas la première fois que cela arrive et il suffit d'attendre quelques années ou de mettre en exploitation les nappes d'eau souterraines pour en obtenir la reconstitution.

— *L'agriculture :* Elle reste une ressource marginale; on cultive surtout de l'orge (quelques tonnes), qui constitue un aliment d'appoint très apprécié.

Nomenclature

Sâhil, Tiris-Rio De Oro, Sahara Occidental, Sahara espagnol, Sario (Saguia al Hamra-Rio de Oro), Sahra, R.A.S.D. (République Arabe Sahraouie Démocratique)...

La multiplicité des noms utilisés pour désigner tout ou partie d'un même territoire risque de prêter à confusion. Chacun d'eux correspond pourtant à une étape historique précise, dont voici la définition abrégée :

As-Sâhil est le nom que les habitants eux-mêmes et leurs voisins des Émirats maures donnaient au pays. Ahl As-Sâhil étaient donc les habitants du Sâhil (1).

Les principales régions du pays étaient (et sont) :

— Tiris (et Adrar Souttouf, etc.), au sud,

— Saguia el Hamra (et Zemmour, etc.), au nord.

Certaines cartes anciennes réalisées par des explorateurs étrangers donnent le nom de Tiris à tout le pays. Pendant longtemps d'ailleurs, les Espagnols désignaient par « Rio De Oro » l'ensemble de leur zone d'influence, c'est-à-dire le futur « Sahara Occidental Espagnol ».

Puis ils le divisèrent en trois entités aux statuts différents : la colonie du Rio De Oro (sud) couvrant les 2/3 de l'ensemble; le territoire de Saguia el Hamra (nord) couvrant un peu moins du tiers, et le protectorat de Tarfaya (extrême-nord) le plus petit, vendu au Maroc en 1958.

Depuis cette date, le « Sahara espagnol » correspond à l'ensemble Saguia-El-Hamra—Rio-de-Oro.

Dès ses premiers pas, le Mouvement national Sahraoui moderne a choisi délibérément d'utiliser cette dernière appellation un peu lourde, un peu artificielle, mais qui présentait des avantages certains; elle situait avec précision les frontières du combat, et collait à la doctrine internationale de la décolonisation, notamment celle de l'O.U.A.

(1) Dans un sens plus restreint, ce terme désignait aussi les petites tribus vivant sur la côte.

Au moment de la proclamation de l'indépendance (27-2-76), c'est cependant le terme Sahra qui a prévalu : c'est ainsi qu'est née la République Arabe Sahraouie Démocratique (R.A.S.D.)

Mais le Mouvement a gardé son nom ancien — F. Polisario (1) — ce qui fait que les deux termes Sario et Sahra sont utilisés concurremment pour désigner le pays, l'adjectif *sahraoui* étant cependant employé de façon exclusive.

Dans ce livre, nous utiliserons essentiellement les termes Sâhil et Sahra, le premier pour désigner le pays ancien, notamment dans la partie historique (jusqu'au début de la révolution en cours), et le second pour désigner la réalité actuelle.

Les autres termes seront employés lorsqu'ils permettent de préciser une situation.

L'enjeu pour l'Europe

Vous serez bien étonnés, lecteurs européens, d'apprendre que votre pouvoir d'achat futur — voire vos libertés — peuvent dépendre de l'issue du « conflit du Sahara Occidental », ce petit pays inconnu. Pourtant, ce n'est pas une boutade !

Les agriculteurs européens savent-ils que leurs difficultés récentes sont dues en partie à la manipulation de l'O.C.P. (2) marocain, par les trusts phosphatiers américains regroupés dans le redoutable Phosrock? Et que l'une des raisons de l'« opération Sahra » serait précisément d'après certaines informations, de donner aux États-Unis un monopole de fait (direct ou non) des exportations de phosphates? Cette situation aurait des répercussions graves au niveau des pays développés, mais surtout, elle deviendrait dramatique pour la situation alimentaire mondiale (3).

Même pour des pays géographiquement plus éloignés, l'enjeu n'est pas indifférent.

Bien entendu, le problème touche plus directement les pays africains et arabes ; il n'en intéresse pas moins les autres.

---

(1) Front Populaire pour la Libération de Saguia el hamra et Rio de oro.

(2) Office Chérifien des Phosphates.

(3) Voir sur ce sujet les intéressantes informations et réflexions de R. Criado (« Sahara occidental, Pasión y muerte de un sueño colonial » Ruedo ibérico 1977).

Ainsi, une Espagne en voie de démocratisation (nous l'espérons) peut-elle rester indifférente au fait d'avoir pour principal partenaire en Afrique du Nord-Ouest un empire fascisant, à la dévotion des *multinationales?* Ou, au contraire, un ensemble d'États progressistes, économiquement indépendants, en plein essor?

Un gouvernement français décidé à renouer avec une politique d'indépendance et de dignité nationale, peut-il négliger l'alliance d'un tel ensemble ou l'hostilité (déclarée ou non) d'un pareil empire?

Même l'Italie de 1980 « compromise » à fond ou non — peut-elle y être indifférente?

De la théorie des Dominos

Utilisée pour justifier une politique douteuse, la fameuse « théorie des dominos » s'est trouvée discréditée avec le déclin de la guerre froide, avant d'être ridiculisée au moment où pourtant elle se vérifiait sur le terrain avec la chute en série des fantoches indochinois. Ce qui était en fait injustifiable, et irréalisable indéfiniment, c'était de vouloir maintenir en place malgré des peuples récalcitrants des régimes antinationaux et incapables. Quant à l'idée qui sous-tend la théorie en question, il s'agit d'une simple idée de bon sens, d'un fait d'observation courante.

Il est évident, dans un dispositif de défense quelconque — champ de bataille, front électoral ou simplement partie d'échecs — que la chute d'une pièce peut entraîner celle d'autres points d'appui et, de proche en proche, l'écroulement du dispositif dans son ensemble. Tout dépend de l'importance de la pièce perdue, et de la vulnérabilité des points qui la jouxtent.

Lorsque les « pièces » en question sont des pays, des États, les choses se compliquent davantage. Ce qui caractérisait le système de pensée symbolisé par la « théorie des dominos », et qui en faisait à la fois la force et la faiblesse, c'était son manichéisme simpliste. D'un côté, il y avait le « Monde Libre » et de l'autre le « Communisme International ». Tant pis pour ceux qui refusaient de se plier à cette division commode — non-alignés et autres afro-asiatiques, ils étaient catalogués dans le camp adverse.

Aujourd'hui, plus encore qu'aux beaux jours de la guerre froide, le monde est caractérisé par une très grande diversité, une infinité de différences, de nuances dans les systèmes politiques et

socio-économiques des États. Un grand nombre de pays bien que non inféodés au système capitaliste, au « Monde Libre », ne sont pour autant ni communistes, ni assimilables à ce système.

Pourtant, il existe bien deux camps, deux lignes entre lesquels une lutte implacable, incessante, interminable se poursuit à l'insu, souvent, de nombre d'acteurs et même de héros. La difficulté, c'est de les définir. Ils avaient bien de la chance, les champions de la guerre froide, avec leur manichéisme massif et franc à sa manière !...

Deux camps? Soyons nous aussi simples, quitte à être taxés de naïveté. D'un côté, tout ce qui va dans le sens des aspirations à l'indépendance des peuples, des nations, et d'un partage plus équitable des biens et des pouvoirs à l'intérieur de chaque pays et à l'échelle internationale. De l'autre, tout ce qui s'oppose à ces aspirations. Cela donne :

— D'un côté, un ensemble de régimes qu'on peut classer sous les rubriques « patriotiques » ou « progressistes » et qui sont généralement en butte à l'hostilité plus ou moins active des intérêts capitalistes, notamment des multinationales et de leurs bras séculiers (gouvernements et autres services spéciaux désignés communément sous le nom d'« impérialisme »); des mouvements de Libération, des forces anti-impérialistes, des partis progressistes dans les métropoles du capitalisme, des pays socialistes.

— De l'autre, les pouvoirs des pays capitalistes à vocation impérialiste; les gouvernements antinationaux des pays dominés, les forces contre-révolutionnaires (1) dans les pays à régimes patriotiques, progressistes, socialistes.

La ligne de front n'est pas toujours claire et il est parfois difficile de classer certaines forces, même d'après ces critères simplifiés. Tel gouvernement qui pratique chez lui un conservatisme social, mène une politique d'indépendance nationale qui gêne l'hégémonisme. Tel autre, classé officiellement allié de l'impérialisme, s'oppose à celui-ci sur des points fondamentaux, et en cela, apporte une aide — voulue ou non — à la lutte émancipatrice. Progressiste à l'intérieur mais menacé par un autre régime progressiste en raison d'incompatibilités d'intérêts nationaux, celui-ci s'allie sur le plan international à des forces conservatrices, sinon à l'impérialisme...

---

(1) Auxquelles on ne peut assimiler toutes les oppositions dans certains de ces pays; oppositions qui ne sont pas toutes contre-révolutionnaires, loin de là.

La ligne de ce front est d'autant plus enchevêtrée qu'elle passe à l'intérieur de presque chaque pays, et la bataille d'autant plus difficile à suivre qu'il n'existe pas de commandement unifié, ni d'un côté ni de l'autre (1).

Le monde est un énorme échiquier sur lequel se dispute une partie géante, selon des règles très particulières : les pièces et les pions ne sont pas ou blancs ou noirs, mais comportent, de chaque côté, une grande variété de couleurs et de nuances, les mêmes couleurs existant parfois des deux côtés. Surtout : un grand nombre de joueurs jouent simultanément des deux côtés, le plus souvent sans se concerter... et pourtant leurs résultats partiels s'influencent, les pertes ou les gains de l'un ayant des conséquences graves ou heureuses pour les autres. C'est le règne de l'absurde, de l'anarchie (2). Votre sort dépend de la bêtise que fera le voisin, et vous n'avez pourtant aucun moyen (ou presque) de l'influencer...

Que pouvaient faire les révolutionnaires uruguayens ou argentins, les patriotes péruviens pour empêcher la chute de l'Unité Populaire au Chili? Et les fantoches khmers et thais pour redresser la politique de Thieu?

Ces règles du jeu montrent à elles seules ce qu'il y a d'erroné dans la théorie des « dominos » prise dans un sens mécaniste; mais aussi la vérité profonde qu'elle exprime, à long terme. On le voit mieux si, au lieu de considérer les camps en présence ainsi que nous l'avons fait tout à l'heure, on prend du recul — quelques décennies suffisent — pour les replacer dans la perspective d'une évolution historique, dynamique.

Un fantastique pouvoir de récupération

La lutte pour l'émancipation de l'homme, des hommes, des peuples est très ancienne. La domination des forces qui s'y opposent n'a été que très lentement et très parcellairement battue en brèche. Et il y a fort peu de temps qu'il est possible de parler de l'existence de deux camps plus ou moins équilibrés.

(1) Cela est vrai mais pas dans la même mesure des deux côtés : l'unité de commandement est beaucoup mieux réalisée dans le camp conservateur, qui a au moins un chef de file incontesté.

(2) Que les libertaires ne s'offusquent pas, ce n'est pas la leur qui est en cause.

On partait donc d'une situation où l'un des deux camps régnait pratiquement sans partage. Les quelques rayons de liberté qui éclairaient des îlots isolés au sein d'une humanité asservie, arrachés par les luttes des peuples, n'illuminaient en fait que la vie de groupes relativement restreints — même dans les pays avancés. C'est au cours de ce siècle que l'évolution s'est véritablement accélérée et que le camp dominant a commencé à se fissurer sérieusement, à s'écrouler par pans entiers. Une des caractéristiques de cette évolution est son caractère apparemment irréversible : le camp conservateur perd régulièrement des positions qui profitent à l'autre — ou plus exactement aux autres camps. Bien sûr, il regagne parfois du terrain plus ou moins durablement : les exemples ne manquent pas dans tous les continents, de l'Allemagne républicaine devenant nazie, de l'Espagne sombrant dans le franquisme, du Chili, à l'Égypte, en passant par l'Indonésie, la Grèce... ; et surtout ce camp, disons l'impéralisme moderne, acquiert une étonnante faculté d'adaptation et de récupération. Sans abandonner ses bonnes vieilles méthodes cyniques et brutales là où elles ont encore une chance d'efficacité (les appliquant parfois ailleurs à contretemps et à ses dépens) il prend son parti des dissidences jugées irrattrapables et tente de créer avec ces partenaires plus exigeants des liens multiples grâce à des échanges divers : commerciaux, technologiques, culturels, humains. Il suffit généralement de maintenir ou de reprendre et de développer des échanges qui existaient avant la *sécession*. Outre les bénéfices directs qu'ils procurent, bénéfices commerciaux, profits abusifs tirés des transferts de technologie, qui compensent dans une large mesure le manque à gagner consécutif à l'abandon forcé des méthodes de pillage anciennes, ces liens deviennent insensiblement — si l'on n'y prend garde — de véritables entraves. Ils créent une sorte de dépendance multiple et insidieuse : dépendance économique à mesure qu'augmente le volume des échanges, qui crée un pouvoir de chantage pouvant devenir grave (1) et joue surtout un rôle d'arme de dissuasion, invisible, le pays ainsi *entravé* pratiquant volontairement une sorte d'« autochantage »; on y regarde à deux fois avant de provoquer une crise majeure avec un partenaire (ou un groupe homogène de partenaires) qui peut du jour au lendemain vous couper les 2/3 de vos rentrées de devises;

---

(1) *Cf.* le sucre de Cuba, le cuivre du Chili, l'utilisation de « l'arme du blé » par Washington, etc.

bien sûr, on essaie de vendre ailleurs, on peut compter — mais si mal, hélas — sur la solidarité des amis, et la rupture ne serait pas sans inconvénient pour le partenaire lui-même; néanmoins on y regarde pourtant à deux fois...; dépendance culturelle et humaine, donc idéologique dans un sens plus sociologique que politique : contagion des modes, qui va des habitudes vestimentaires à la nourriture intellectuelle de tout niveau, à cette gamme de la consommation qui crée des barrages psychologiques innombrables à une rupture, à un éloignement. A moins, bien sûr, que le pays rebelle, prévoyant ces difficultés, n'ait érigé un mur de protection efficace en se fermant complètement, le temps au moins de se tremper, de mettre au point un nouveau système de vie, de valeurs, d'organisation. Même ainsi, les tentatives de récupération un moment découragées, reprennent dès qu'apparaît la moindre *éclaircie*, avec une efficacité cependant moindre.

Cette souplesse de l'impérialisme actuel, cette diversité des comportements en fonction des capacités de refus ou de riposte des partenaires, apparaît comme l'une des principales leçons tirées de toute une série d'échecs cuisants qui se sont échelonnés depuis la dernière guerre mondiale; l'une des réponses clés au défi majeur devant lequel il se trouve placé. Depuis le début de 1977 on assiste à une expérimentation en règle de nouvelles formules destinées à devenir offensives dans ce domaine.

Du rôle du commerce

Les nouveaux maîtres de Washington semblent décidés à aller très loin en ce sens.

Actualisant audacieusement les vieux slogans sur la supériorité du « système libéral » et sa capacité de l'emporter dans une compétition pacifique... ouverte, Andrew Young n'est-il pas allé jusqu'à dire publiquement qu'il ne fallait pas craindre de voir des pays africains devenir communiste (1)? « Peu importe », disait-il en substance, « nous les récupérerons de toute façon grâce au commerce ». Même si ce genre de déclarations de propagande n'est pas à créditer d'un coefficient de sincérité très élevé, il est significatif qu'elles puissent être faites par l'un des principaux porte-parole de la Maison Blanche en matière d'affaires internationales.

(1) Comme si c'était là leur objectif nécessaire, évident pour tous...

Le camp conservateur est donc loin d'être poussé dans ses derniers retranchements : il regagne souvent ce qu'il a perdu, ou le compense ailleurs et, là où il est obligé de céder ou de composer, il dispose d'une vaste gamme d'actions pour récupérer, apprivoiser, ou tout au moins atténuer les effets...

Ces réserves faites, il reste que si l'on dresse un bilan global, le conservatisme perd régulièrement, inexorablement des positions.

Or, la perte de chaque position se répercute en ondes concentriques de plus en plus faibles, jusqu'aux antipodes. Les pays voisins ne « tombent » pas automatiquement, mais sont affectés à des degrés divers. La libération du Mozambique a considérablement renforcé l'évolution de la Zambie vers des positions anti-impérialistes. Le renfort de l'Angola a fini de faire basculer le groupe des pays de première ligne voisins de la Rhodésie dans un sens militant, et sapé l'influence du Zaïre mobutéen, jusque-là dominante.

Par contre la chute du Chili a accéléré la « reprise en main » de l'Amérique du Sud, et celle de l'Égypte a joué un rôle comparable dans le Machrek (1) arabe.

Bien sûr, les effets d'un changement donné varient en fonction du poids propre du pays affecté, de son rayonnement et de la vulnérabilité de ses voisins. Un changement fondamental en Arabie Saoudite aurait des conséquences autrement plus importantes qu'il ne pouvait en avoir au Yemen du Sud; il serait susceptible d'entraîner, à brève échéance, tous les petits États qui l'entourent. Il en est de même du Zaïre, comparé au Congo.

Il ne faut pas négliger non plus l'aspect psychologique, qui a une portée souvent déterminante. Lorsque l'impérialisme perd une position-clé dans une région donnée, sa crédibilité s'en relève difficilement, en particulier auprès des tièdes, des hésitants qui s'éloignent avec empressement. En dehors de certains « gorilles » sans problèmes, rares sont en effet les régimes du Tiers Monde alliés à l'impérialisme à ne pas avoir mauvaise conscience. Soit que leurs dirigeants (cela arrive) aient réellement une conscience — enfin quelque chose qui en tient lieu, et qu'elle soit mal à l'aise du fait d'une politique imposée par les *circonstances* mais qui ne les satisfait pas pleinement. Soit que, simplement, être montrés du doigt dans un monde où il est devenu de bon ton d'être « ouvert » et même carrément progressiste, gêne leur amour-

---

(1) Orient.

propre et nuit à leur popularité, donc à leur maintien au pouvoir.

Il existe une sorte de pression sociale, dans le Tiers Monde tout au moins, qui met pratiquement au ban de la communauté des humiliés ceux qui pactisent ouvertement avec l'oppresseur. Beaucoup le font pourtant, mais s'abstiennent de l'afficher, quand ils ne stigmatisent pas démagogiquement l'impérialisme. C'est déjà un premier stade. Il explique par exemple la ruée vers le non-alignement : une centaine d'États, dont une minorité seulement est réellement non-alignée, le reste se situant entre un alignement total et une sorte de dépendance, d'alignement non assumé, parfois même non ressenti.

Cette mode qui est évidemment plus qu'une mode, est devenue si contraignante que l'impérialisme a fini par être amené à conseiller lui-même à ses protégés d'en user pour donner le change. N'a-t-on pas vu Mobutu, au moment même où il contribuait le plus efficacement et le plus consciencieusement à l'organisation du pillage de son pays par les sociétés impérialistes, se lancer dans une incroyable surenchère démagogique où la consommation des slogans « révolutionnaires » atteignait des proportions hallucinantes, allant jusqu'à la mise en scène d'un « complot américain » dont il aurait été victime. Tout cela n'a pas été sans impact, il faut le reconnaître et, durant plusieurs années, son image de marque s'était améliorée. Le « naturel » est revenu plus tard, bien sûr...

Prenons un autre exemple plus folklorique, et plus proche de nous : en 1974 l'Espagne avait besoin de créer un parti à sa dévotion au Sahra pour contrecarrer l'action du Mouvement nationaliste sahraoui. Quelques fantoches se trouvaient là, aux ordres, mais peu inventifs. Il fallait un nom. Les autorités coloniales — franquistes-fascistes, non? — ne trouvèrent rien de mieux que le titre de « Parti Progressiste Révolutionnaire »...

On le voit, cette souplesse tactique comporte pour le camp conservateur des avantages; d'autant plus qu'elle tend à semer la confusion et à dévaloriser les mots, sinon les idéaux trop mobilisateurs, trop symboliques — L'utilisation de la « Révolution », du « Socialisme » à *toutes les sauces* empêchera-t-elle pour autant le peuple de reconnaître les siens?

Cette tactique a un revers : elle renforce singulièrement la position morale des partisans de la lutte anti-impérialiste, partisans d'une indépendance totale et réelle, d'un ordre international plus juste, puisqu'elle permet à cette position de devenir maîtresse

incontestée du terrain, unanimement admise. Elle affaiblit donc la position des protégés et des tenants du système impérialiste, même s'ils réussissent parfois à compenser cette infériorité par un équilibrisme verbal, car la réalité de leur politique ne peut être cachée totalement; ils se retrouvent en position d'accusés, de renégats, dès que l'imposture est démontrée.

Arabie Saoudite, Zaïre, Brésil, on ne peut s'étonner qu'un pays aux ressources et aux territoires immenses, en « basculant », entraîne avec lui à brève échéance, toute une région.

En Afrique du Nord-Ouest, c'est cependant le « petit » Sahra qui risque de jouer ce rôle; c'est-à-dire le pays le moins peuplé — ses ennemis disent qu'il ne l'est pas du tout — et le moins étendu de toute la région. Certes, ses ressources naturelles sont importantes, ainsi que sa position stratégique, et son peuple compense sa faiblesse numérique par sa vaillance; mais en d'autres circonstances, cela n'aurait pas suffi pour en faire une sorte d'arbitre du destin d'une vaste région du monde arabo-africain qui est l'un des points-clés de l'équilibre du monde. Mais il y a justement les circonstances, et en particulier l'environnement géo-politique. Le camp conservateur était sur le point de perdre le dernier pays important qu'il contrôlait, par disqualification et désintégration interne de son régime. La seule médication qui fut jugée apte à sauver, à revigorer le Maroc impérial, fut un traitement de choc, une intervention de pointe : une audacieuse opération de greffe.

En fin de compte, il s'agit, paradoxalement, moins du Sahra que du Maroc. Il s'agit, pour le camp impérialiste, de perdre ou de conserver le Maroc; c'est-à-dire la dernière base de première importance qui, sauvée, permettrait de conserver bien d'autres bases affaiblies, et de repartir à la conquête d'une nouvelle position dominante, sinon hégémonique dans tout le nord-ouest africain. Sa perte, ou son effacement très marqué, auraient par contre des conséquences incalculables pour le camp conservateur. Il signifierait en effet, une liberté de manœuvre bien plus grande pour une série d'États qui cherchent leur voie vers une indépendance plus réelle et dont les frontières vont jusqu'au cœur du continent et aux confins du Proche-Orient, la constitution d'un bloc libéré, anti-impérialiste, allant des Canaries jusqu'au Soudan et contrôlant des richesses actuelles et potentielles dont peu de régions du monde possèdent l'équivalent.

Venant après la perte définitive de l'Indochine et la constitution en Afrique australe d'un nouveau bloc anti-impérialiste au

rayonnement contagieux, cette nouvelle victoire des forces patriotiques serait une étape décisive dans la lutte pour la liberté des peuples humiliés. En Afrique, elle ferait basculer définitivement le rapport des forces, jusque-là hésitant, en faveur des régimes et des mouvements nationaux. Sur le plan arabe, elle atténuerait les graves défaites subies ces dernières années par les forces de progrès au Machrek et permettrait de leur apporter un soutien efficace.

Une telle victoire aurait également, croyons-nous, un impact non négligeable en Europe, au moment où le destin hésite en France et en Italie, où la péninsule ibérique est en pleine mutation, — situation où il suffit parfois de peu de choses, d'un *coup de pouce* au bon moment, d'un choc psychologique pour renverser ou faire triompher une tendance.

Les liens multiples tissés entre les deux rives de la Méditerranée, économiquement et politiquement, comptent sans cesse davantage dans la vie des nations. Et pas à sens unique. Surtout si demain...

Présomption? Nous ne prétendons évidemment pas dicter aux Européens leurs votes. Tout au plus leur rendre plus de liberté en retirant le poids que constitue aux mains de leurs oppresseurs, nationaux et internationaux, l'utilisation de nos pays, de nos ressources.

Et pourquoi donc un ensemble progressiste nord-ouest africain n'aurait-il pas davantage de poids pour ses voisins français, espagnols ou italiens, que la lointaine Arabie Saoudite, dont un ministre n'a pas hésité récemment à mettre les Français en demeure de voter à droite aux prochaines élections législatives? Notre victoire permettrait au moins d'équilibrer cette pression-là. Sans parler des « conseils » de S.M. Hassan II allant à Paris réconforter son « copain » le Président Giscard, qui le lui rend bien...

On voit jusqu'où va la chaîne des solidarités, des dépendances, des influences. S'il fallait encore *un signal* pour la souligner, voilà ces avions militaires français transportant au Zaïre de Mobutu, pour lutter contre la subversion « soviéto-cubaine », les troupes de Hassan II embarquées à El Aioun (Sahra). La boucle est bouclée, à la grande satisfaction du Roi, qui depuis deux ans, cherche désespérément des brigades internationales rouges dans les rangs du F. Polisario pour convaincre ses alliés et protecteurs du camp conservateur de l'urgence qu'il y a à voler encore plus vite à son secours. Mais puisque la montagne ne venait pas à Hassan...

Un peuple-symbole

Nous essaierons ici d'éclairer la genèse et le contexte de cette guerre du Sahra, l'un des conflits dans le monde dont l'issue est un enjeu vital pour tous ceux qui veulent être libres, comme pour ceux, où qu'ils soient, qui tiennent à préserver des privilèges exhorbitants.

Mais auparavant, je voudrais tenter une clarification.

Je sais qu'en divisant le monde en deux camps, je risque d'apporter de l'eau au moulin des conservateurs les plus enragés. Je les entends déjà jubiler : « Vous voyez, il avoue l'existence d'une internationale de la subversion. Ce sont tous des agents du communisme international, etc. ».

J'avoue en tout cas que ces accusations intempestives ne me gênent pas beaucoup. Quoiqu'on dise ou qu'on taise, les ultras trouveront ce qu'ils cherchent. Le F. Polisario n'est-il pas pour eux une organisation communiste? N'ont-ils pas « découvert » dans nos rangs des Cubains et des Viet-Namiens? Il y a eu mieux! S.M. Hassan II avait *prévu*, annoncé dès 1975 (1), qu'après l'élimination du vrai Polisario (dont il reconnaissait ainsi une première fois l'existence comme force de résistance) *on* allait opposer au Maroc un Polisario « idéologique », multinational et multicolore.

Deux ans plus tard, il n'a ni éliminé le vrai F. Polisario, ni découvert cette caricature de brigades internationales.

J'irai plus loin. Je suis, sur un point au moins, d'accord avec Sa Majesté : notre conflit est bien partie d'un conflit global, d'une lutte sans merci entre deux conceptions du monde, de la vie, de la mort, entre deux camps, et lui est, pour l'un des deux, le meilleur champion dans notre région du monde arabo-africain.

Cela dit, il est bien évident que l'existence de deux camps dans notre esprit a une signification très différente de la conception quasiment policière que s'en font les ultras.

Le fait que des hommes, des États, des partis aient en commun une certaine idée de la liberté et de la dignité des peuples, des nations, de l'homme, conception qui exclut la dépendance, l'assujet-

---

(1) Conférence de presse du 25.11.75.

tissement, l'exploitation, cela les situe dans un camp : celui de la liberté, de l'indépendance; cela n'implique aucunement qu'ils aient entre eux des liens de dépendance, ni même (hélas!) de solidarité. Cela n'implique pas qu'ils fassent sur tous les plans les mêmes choix idéologiques.

Regardons les régimes anti-impérialistes dans le monde : ils vont du nationalisme religieux le plus intransigeant au communisme le plus intégral. Aucune espèce d'organisation commune, d'internationale, ne les lie. Beaucoup se retrouvent dans ce forum du Tiers-Monde que sont les Non-Alignés, mais il y a là également beaucoup de pays nullement anti-impérialistes. Aucune coordination donc dans ce « camp »-ci.

Dans l'autre camp, il en va différemment. D'abord, on y trouve un leader incontesté qui joue consciencieusement son rôle de défenseur de l'ordre ancien, aux quatre coins du monde. La coordination se fait à plusieurs échelons : avec les principaux alliés d'abord, parmi lesquels une dizaine des plus grandes puissances industrielles du monde; avec les protégés ensuite, dont la plupart se prêtent docilement aux directives. Les interventions peuvent donc être rapides, efficaces, et les prévisions sérieuses.

Ce système hégémonique, où l'intérêt et la volonté d'une nation ou d'un groupe d'États s'imposent aux autres, est celui-là même que nous refusons, que nous dénonçons. Nous ne pouvons par conséquent souhaiter un regroupement des forces anti-impérialistes dans un « camp » à l'image de celui-là, sous une tutelle autoritaire. Mais il est difficile de ne pas regretter, en même temps, l'absence de toute structure de consultation, de solidarité, de coordination.

Voyez le Zaïre. Après une bonne décennie de dictature absolue et sanguinaire, de corruption, de gabegie et de pillage insensé, ce pays si riche, recru de misère, cet État dit fort, est en pleine décomposition. Pourtant, il est primordial pour le camp conservateur que Mobutu redresse la situation — les droits de l'homme, M. Carter?

Alors, les consultations vont vite et les rôles sont rapidement distribués : aide matérielle, logistique, technique franco-belgo-américaine, chair à canon marocaine, argent saoudien, soutien moral et politique de tous les autres — Soudan, Égypte (décidément, nous sommes dans le peloton de tête, nous autres Arabes...), Sénégal, Gabon, Centrafrique, etc.

Il est également primordial pour les défenseurs de la liberté des peuples que les Zairois soient laissés libres de mettre de l'ordre

dans leurs affaires et notamment de se débarrasser, s'ils le veulent, d'un régime pourri et incapable.

Or, que voyons-nous face à cette efficace internationale réactionnaire? Quelques dénonciations isolées. Pourquoi n'y a-t-il pas d'initiatives rapides, de consultations entre pays progressistes du continent, entre pays socialistes et mouvements de libération, avec les partis progressistes des puissances occidentales, en vue de coordonner leurs efforts et de faire pression d'abord pour dissuader les forces interventionnistes, et d'organiser le cas échéant le soutien aux patriotes zairois? Y compris, au besoin, un acheminement de volontaires venant en particulier des autres mouvements de Libération ayant acquis une expérience de guérilla? Si des spécialistes contre-révolutionnaires marocains, français, américains vont se battre aux côtés des tueurs de Mobutu, pourquoi des militants sahraouis, namibiens, palestiniens, même européens et américains n'iraient-ils pas défendre là aussi l'idéal pour lequel ils luttent ailleurs?

A la solidarité réactionnaire doit répondre la solidarité révolutionnaire. Avec des méthodes différentes, bien sûr. Mais il faudrait un minimum de contacts et de règles pour organiser chaque fois la coordination. Cela n'est pas facile, hélas, étant donné notamment les divergences, les querelles, les inimitiés qui séparent les amis de la liberté. Une première règle pourrait aider à pallier cet inconvénient : dans chaque région, les pays et mouvements progressistes « de première ligne » auraient l'initiative et le dernier mot concernant les problèmes de leur région, les autres leur apportant leur soutien.

Mais il ne s'agit pas ici de proposer des projets détaillés. L'occasion était simplement trop tentante d'attirer l'attention sur des lacunes, des carences graves.

Un dernier mot à l'adresse des champions de « l'ordre libéral à visage humain ». Vous croyez sans doute avoir lu dans les pages qui précèdent une profession de foi intransigeante, sinon une déclaration de guerre. Il ne s'agit que de légitime défense.

Malgré vos crimes passés (ou ceux de vos prédécesseurs), nous sommes prêts à entretenir avec vous les meilleures relations — égalitaires, bien entendu. Cela à une seule condition : laissez nos peuples se diriger, s'organiser comme ils l'entendent.

Est-ce trop demander? Avez-vous si peu confiance dans la compétitivité de votre système? Pourquoi les Sahraouis et les Zairois ne seraient-ils pas récupérables, eux-aussi, par... le commerce?

L'histoire récente du Sahra illustre bien les étapes, les moyens, les méthodes de l'affrontement entre les aspirations des hommes à la liberté et la résistance des forces de conservation. Sa lutte actuelle est l'un des points de cristallisation extrême où cet affrontement prend à un moment donné dans une région du monde, une forme, une importance décisives, explosives, et *symboliques.* Ces foyers ont nom Viet-Nam-Ho-Chi-Minh, Algérie-F.L.N., Cuba, Chili, Angola, Sahra-Polisario, etc.

Un leader socialiste européen (1) nous disait en 1976 « L'histoire de la décolonisation est jalonnée de peuples-symboles dont la lutte joue un rôle exceptionnel, un rôle exemplaire. Votre lutte devient une lutte-symbole ».

Un peuple-symbole, une lutte-symbole, sans doute mais combien mal connus encore ! L'ambition de ce livre est de les présenter et, à travers eux, de contribuer à la compréhension des rapports des forces, des intérêts, des mouvements qui régissent aujourd'hui la vie des Nations.

Il ne s'agit pas de traiter de façon exhaustive le problème du Sahra, mais plutôt de donner à comprendre et à voir ce qu'est ce peuple aujourd'hui en lutte. C'est pourquoi cet ouvrage comprend principalement :

— une *mise en perspective* du conflit du Sahra replacé dans son contexte africain et international, montrant le rôle dévolu au pouvoir marocain dans la « division internationale du travail » contre-révolutionnaire.

— une *présentation de la société sahraouie sur le plan historique et culturel*, qui constitue le gros du livre autour des thèmes suivants :

- les résistances successives aux envahisseurs, allant jusqu'à des épopées « offensives ». Cet historique n'a ni la précision ni la sécheresse d'un manuel; mais c'est un témoignage de l'évolution vivante de ce peuple jusqu'à son irruption sur la scène mondiale.
- un aperçu de l'organisation sociale, économique, politique des Sahraouis et des modifications que la lutte en cours apporte aux structures traditionnelles.
- une tentative d'explication de ce phénomène « impossible » aux yeux des stratèges militaires qu'est la guérilla du désert.

(1) François Mitterrand.

— enfin, un débat entre Jean Lacouture et l'auteur dont l'objet n'est autre que... ce livre lui-même.

Pourquoi ce procédé inhabituel?

D'abord, pour avoir un point de vue *extérieur :* tout ce qui, pour nous, va de soi n'est pas nécessairement connu du lecteur. Le dialogue avec Jean Lacouture permet ainsi de combler certaines lacunes.

Ensuite, pour mieux faire ressortir, à la lumière d'un débat contradictoire les diverses positions et thèses en présence sur le conflit en cours. Plutôt que de donner la parole à un militant acquis à nos positions, nous avons pensé à Jean Lacouture, écrivain et journaliste, grand connaisseur du Maghreb, du monde arabe, de l'Afrique, du Tiers Monde en général — auquel il a consacré une très grande part de sa vie professionnelle, s'engageant aux côtés de ceux qui luttaient pour la liberté.

A propos du Sahra, Jean Lacouture prend position sur le problème fondamental du droit des habitants de l'ancienne colonie espagnole à la liberté, à choisir leur destin. Partant de là, il se pose — et nous pose — des questions, émet des réserves, fait valoir des arguments contradictoires.

S'il condamne l'agression perpétrée au Sahra et les méthodes des États expansionnistes — notamment celles du régime alaouite — s'il s'étonne de la politique suivie par ses amis de la gauche marocaine, il n'est pas insensible à certains arguments concernant la nécessaire unité régionale. Bref, Jean Lacouture joue ici le rôle d'un ami vigilant, au soutien d'autant plus critique qu'une longue expérience dans un métier qu'il a porté à un haut degré de perfection l'a amené à développer cette liberté de jugement, irremplaçable même à l'égard des amis.

Sans toujours les partager, nous respectons ses choix et ses idées.

Mais tout d'abord, il s'agit d'évaluer l'enjeu stratégique que le Sahra représente pour les parties intéressées et même pour des puissances étrangères à cette région du monde. Le chapitre qui suit a été écrit pour l'essentiel, au cours de l'été 1975, alors que l'Espagne n'avait pas encore abandonné sa colonie, alors que le renversement d'alliances opéré par Nouakchott n'était qu'amorcé, avant la « marche verte » et le début de la guerre du Maroc et de la Mauritanie contre les Sahraouis. Il nous a semblé utile de l'incorporer tel quel à ce livre, dans la mesure où il éclaire la permanence de certaines lignes de forces essentielles dans cette partie du continent africain.



Le Sahra — Clé de voûte stratégique

Le Peuple sahraoui veut l'indépendance...

Pour qui pouvait encore en douter ou l'ignorer, la visite de la Mission de l'O.N.U. (1) vientd'apporter une démonstration sans réplique.

Rien ne pourra empêcher ce peuple unanime et mobilisé, d'imposer ses droits, d'arracher sa liberté.

Mais on n'empêchera pas non plus les stratèges de tous les bords de *supputer*.

Supputons donc avec eux, non pour le plaisir de jouer mais pour mieux éclairer les diverses facettes du problème, les raisons des diverses positions connues ou encore dans l'ombre.

Théoriquement, plusieurs combinaisons pouvaient être imaginées. En dehors d'une indépendance totale et sans compromis, le Sahra pouvait soit rester lié à l'Espagne d'une façon ou d'une autre, soit s'associer d'une façon ou d'une autre à un ou plusieurs de ses voisins.

L'Espagne n'a rien épargné pour maintenir le plus longtemps possible le statu quo colonial. La pression extérieure, puis, surtout, intérieure — celle de la lutte de libération sahraouie — devenant trop fortes, elle a tout mis en œuvre pour créer les bases d'un pouvoir local à sa dévotion qui aurait, sous l'apparence de l'autonomie ou même de l'indépendance, servi de paravent au maintien de sa domination. En somme, ce qu'ont essayé — et souvent réussi — toutes les puissances coloniales.

Elle défendait, bien sûr, ses intérêts propres. Mais elle agissait également en qualité de mandataire d'autres puissances intéressées soit directement aux richesses du Sahra — où elles ont d'importants investissements — soit au rôle stratégique du pays, soit aux deux à la fois. De plus, le maintien du contrôle espagnol constituait une précieuse garantie pour les États-Unis.

Si cela devenait impossible, les préférences de Washington iraient sans doute à une solution attribuant le Sahra à l'État voisin le plus lié à eux; mais autant aider l'Espagne à prolonger le plus possible sa présence...

Deux des trois pays limitrophes du Sahra — le Maroc et la Mauritanie revendiquent celui-ci purement et simplement comme étant partie de leur territoire national, « arbitrairement séparé de la mère-patrie » par le régime colonial. L'enjeu est énorme pour chacun d'eux, mais cela pour des motifs très différents.

---

(1) En mai-juin 1975. Ce chapitre a été écrit 2 mois plus tard.

Allal el Fassi et
El Ouali



Photo AGIP

Le choc de deux cultures,
de deux volontés.

Photo A.P.S.

Maroc + Sahra : un Iran maghrébin

Pour le régime de Rabat, la « récupération » du Sahra est devenue une question de vie ou de mort. L'opinion marocaine a été conditionnée à y voir une cause nationale, et le régime a pris l'habitude d'en jouer en fonction de la situation intérieure. N'ayant pas réussi par la répression à éliminer toute opposition, le Palais, isolé, en butte aux révoltes de son propre appareil répressif, se trouva dans une situation désespérée après les coups d'État manqués de 1971 et 1972. La réactivation du problème du Sahra, dont il prit l'initiative en 1974, fut pour lui une diversion providentielle. L'opinion était trop conditionnée pour ne pas répondre favorablement à un appel de mobilisation et d'union nationale pour une « cause sacrée », quel que soit le crédit du pouvoir qui en prenait l'initiative.

L'opposition elle-même pouvait difficilement se dérober. Tout au moins cette opposition-là dans la situation où elle se trouvait. Les partis, en tant qu'appareils, étaient depuis longtemps réduits à l'impuissance, par la répression. Profondément légalistes, leurs directions s'étaient résignées à un rôle formel et s'étaient laissées couper à la fois des masses populaires et des militants les plus actifs. Les masses, sans encadrement politique, oscillaient entre une apathie propice au conformisme, une obéissance passive aux autorités établies, et des révoltes spontanées et inorganisées, banc d'essai idéal pour les forces et les armes de la répression.

Les militants qui ne se résignaient pas à l'inaction étaient, à leur tour, partagés entre deux tendances : la tentation putschiste et la création d'organisations politiques nouvelles. L'action violente, mais coupée des masses alimenta elle aussi la répression en donnant prétexte à des vagues d'arrestations débordant bien entendu largement les milieux qui en étaient responsables. Quant

aux initiatives politiques nouvelles, elles aboutirent à ce qu'il faut bien appeler une « groupuscularisation » due à divers facteurs, et notamment à la diversité des courants idéologiques, à l'image des milieux d'extrême-gauche étrangers dans lesquels la plupart de ces militants avaient fait leurs premières classes politiques. Une autre cause de cet échec fut, sans doute, le fait que les partis traditionnels d'opposition étaient toujours là, officiellement, et gardaient une certaine audience même s'il ne s'en servaient pas. Cela rendait la tâche des nouvelles organisations d'autant plus difficile pour « prendre leur place » qu'elles étaient obligées de se cantonner dans une stricte clandestinité ou dans l'exil.

En somme, les « partis » se comportaient comme ce mauvais fils stigmatisé par un dicton populaire maure : « Il n'est pas utile aux siens... et ne permet à personne de l'être ». Ils étaient trop présents pour que d'autres prennent leur place, et pas assez pour agir eux-mêmes efficacement. Cette simplification ne tient évidemment pas compte de nuances importantes, d'exceptions, de périodes très diverses. Telle était cependant la tendance générale depuis la disparition du très regretté Mehdi Ben Barka et la différenciation de plus en plus poussée au sein de l'U.N.F.P. (1) entre tendances « activistes » dirigées essentiellement de l'extérieur, et tendances « légalistes ». « Les partis » accueillirent donc l'appel du Roi comme une bouée de sauvetage. Il leur donnait l'occasion de se manifester enfin, d'exister. En y répondant avec empressement, ils contribuèrent au succès de la manœuvre : le Roi n'était plus cet homme seul traqué dans ses palais, mais le guide d'une nation unie, prête à se battre pour une « cause sacrée ».

Même l'extrême-gauche violemment anti-monarchiste prit part à la campagne expansionniste, soit parce qu'elle était convaincue du caractère marocain du Sahra — le lavage de cerveau durait depuis près de 20 ans, — soit par tactique, les dirigeants des organisations révolutionnaires craignant de commettre les erreurs des anciens communistes arabes en sous-estimant les sentiments nationalistes des masses. Une seule organisation, Ila Lamâm tenta d'aller à contre-courant mais dut vite se résigner au silence devant les risques de mise « au ban de la nation ». Du moins eut-elle le courage de se refuser à participer à la surenchère...

L'union sacrée était donc pratiquement réalisée. Le roi avait

(1) Union Nationale des Forces Populaires issue de la scission du Parti de l'Istiglâl survenue en 1959.

réussi un coup de maître. Presque trop bien réussi. Il était devenu prisonnier de la campagne qu'il avait lancée et qui risquait d'échapper à son contrôle. « Les partis », en effet, essayèrent de profiter de l'aubaine sans cesser de jouer le jeu de la légalité. Ils acceptèrent de se faire, à travers le monde, les émissaires du Roi pour la « bonne cause ». Mais ils essayèrent en même temps de pousser au maximum la mobilisation populaire et si possible, de l'organiser. Uniquement pour et à propos du Sahra. Mais même ainsi, espéraient-ils, il serait difficile au pouvoir de revenir à la situation passée : une fois habitués à participer, à discuter, à agir, les Marocains exigeraient de plus en plus de liberté, de démocratie. Illusion...?

Le Roi n'avait, lui, aucune envie de remuer le pays en profondeur... mais il était pris à son propre piège. Aussi, eut-il du mal à trouver une porte de sortie honorable pour éviter l'affrontement militaire avec l'Espagne en septembre 1974, lorsqu'après plusieurs mois de « mobilisation nationale » il fallait soit reculer, soit se battre. Il dut alors promettre en cas d'échec des nouvelles initiatives diplomatiques annoncées, d'utiliser les moyens suprêmes. Les partis continuèrent sur leur lancée et un an après, en août 1975, le Roi renouvelait solennellement sa promesse d'utiliser tous les moyens y compris la guerre pour conquérir le Sahra. On imagine ce que serait pour lui un échec total. Ce ne serait pas le retour à la situation de 1972-1973, mais pire : une opinion mobilisée pendant deux ans; une opposition enhardie et encouragée par cette mobilisation populaire et par ses propres audaces (si prudentes soient-elles); une armée humiliée par la défaite, qu'elle se soit battue ou non, après avoir été traumatisée et profondément aigrie par les purges et les brimades.

Politiquement, le régime joue donc sa survie; plus même, car les avantages d'une éventuelle victoire seraient à la mesure des inconvénients d'un échec. Le Roi pourrait devenir un héros national au prestige immense. S'il sait en profiter, il pourrait éliminer pour longtemps toute opposition intérieure sérieuse. Vis-à-vis de l'extérieur, le régime acquerrait une position stratégique déterminante : il contrôlerait le Sahra et la Mauritanie qui tomberait pratiquement sous son obédience, même si, dans un premier temps, elle conservait une indépendance formelle.

Cette renaissance politique serait puissamment favorisée par « l'assainissement » économique des bases du régime grâce aux richesses du Sahra.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le régime pourrait se faire prendre au sérieux par ses alliés étrangers. Certes, ceux-ci ont toujours eu pour lui la tendresse naturelle de leur part pour les régimes conservateurs ouverts à leur influence, et lui accordaient un certain soutien. Mais ces puissances, notamment les U.S.A., n'ont jamais osé miser à fond et sans réserve sur un régime dont la faiblesse et l'isolement n'avaient cessé de s'aggraver depuis une bonne décennie. Elles s'étaient donc résignées à traiter avec l'Algérie comme principal partenaire maghrébin, partenaire exigeant mais réaliste et stable. Elles ne pouvaient cependant voir sans déplaisir celle-ci jouer un rôle prédominant en Afrique du Nord-Ouest et, à partir de ce tremplin, devenir au niveau africain, arabe et non-aligné, l'un des chefs de file les plus actifs de la nouvelle guerre d'indépendance des peuples du Tiers-Monde. Contre cette base anti-impérialiste à l'efficacité grandissante, il manque à l'impérialisme une base puissante sur le flanc occidental du monde arabe, destinée à jouer un rôle analogue à celui de l'Arabie Saoudite et de l'Iran réunis. Agrandi par le Sahra (et la Mauritanie) le Royaume Chérifien serait un candidat plus qu'honorable pour ce rôle.

Le renversement de la situation qui en résulterait ne serait d'ailleurs pas sans rappeler (malgré les différences de toutes sortes) le « rétablissement » spectaculaire effectué avec la bienveillante sollicitude de Washington en 1954 et qui marqua le début de « l'irrésistible ascension » d'un sous-impérialisme régional au rôle désormais bien connu, celui du Shah d'Iran.

Renversement de situation. Bouleversement du rapport des forces. Un royaume conservateur disputerait désormais dans une région d'importance comparable, au moins potentiellement, au Golfe Arabe, la première place à l'un des chefs de file de la bataille contre l'ancien ordre mondial. Un mouvement de libération plein de promesses anéanti (au Sahra). Un autre directement menacé (en Mauritanie).

Les conséquences d'un tel bouleversement seraient incalculables, sur le plan régional comme sur le plan international. Pourquoi, dès lors, l'Occident ne mettrait-il pas tout en jeu pour assurer la victoire du Roi?

Mauritanie + Sahra : un autre enjeu

Les revendications mauritaniennes sur le Sahra n'entraient pas, elles, dans une stratégie politique bien définie. Elles se voulaient moins le résultat d'une volonté de puissance, de domination, que d'un mouvement d'identification, de solidarité (Hamjiya) face à un danger extérieur commun. Traduit de façon très simple, cela donnait : « Les Sahraouis et nous, c'est la même chose, la même « race », le même peuple, les Bidhân. Géographiquement complémentaires, humainement semblables, nous devons constituer une même nation. En tout cas, les Sahraouis n'ont rien à voir avec les Chlouha marocains, leurs ennemis traditionnels, qui veulent les asservir, les massacrer ».

Et à l'O.N.U. : « Venez donc voir... vous verrez que Mauritaniens et Sahraouis, c'est le même peuple, très différent des Marocains. » Puis : « demandez leur donc qui ils sont, ce qu'ils veulent... » Cette idée a fait son chemin et a fini par donner naissance au projet de référendum patronné par l'O.N.U.

Il y avait également de la part de la Mauritanie un réflexe naturel de défense. Revendiquée elle-même par le Maroc, elle n'avait pas intérêt à voir un adversaire agressif et plus puissant qu'elle, s'installer à ses frontières sur 1 600 km, à portée de canon de ses principales richesses connues.

L'adjonction du Sahra à la Mauritanie n'aurait pas de conséquences comparables à celles d'un rattachement au Maroc, mais ne serait pas sans importance. Même en restant loin derrière ses deux grands voisins du Nord, un ensemble mauritano-sahraoui serait pour eux un partenaire plus crédible dans la perspective d'une éventuelle construction maghrébine.

Mais un échec des revendications mauritaniennes, non assorti

d'une main-mise marocaine sur le Sahra n'aurait pour le régime mauritanien aucune conséquence dramatique, le Sahra n'ayant jamais constitué un élément important de politique intérieure.

Le gouvernement de Nouakchott s'est toujours contenté de poser le problème sur le plan international, se refusant obstinément à faire le moindre geste pour favoriser les aspirations des Sahraouis à la liberté ou même pour développer chez eux un sentiment d'identité avec les Mauritaniens.

Vers la fin des années 60, le Mouvement de Libération Sahraoui prenait une importance grandissante et déclenchait la lutte armée, en mai 1973, sous le nom de Front Polisario (Front Populaire pour la libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro).

Ses principales bases logistiques et populaires extérieures se trouvaient en Mauritanie du Nord-Ouest, parmi les populations mauritano-sahraouies de ces provinces. Il aurait suffi au gouvernement mauritanien d'apporter une aide à ce mouvement pour mutiplier ses chances de succès d'une part et pour, d'autre part, renforcer et actualiser les liens multiples existant entre les deux peuples et favoriser un processus unitaire entre eux.

Ces possibilités, bien évidentes, n'échappèrent pas complètement à certains responsables mauritaniens qui tolérèrent la présence des premiers militants réfugiés à Zouérate après le massacre de El Aïoun (1970) et cherchèrent discrètement à obtenir leur sympathie. Mais ces velléités furent par trop timides, et dès la création du F. Polisario les dirigeants de Nouakchott ne virent plus dans le mouvement sahraoui qu'un groupe d'éléments « subversifs » créant une « agitation » en Mauritanie et qui risquait, en utilisant le territoire mauritanien comme base-arrière, de compromettre les bonnes relations mauritano-espagnoles.

Les patriotes sahraouis eurent donc droit à la répression. Dépouillés de leurs armes et de leurs chameaux quand ils étaient interceptés, ils connurent souvent la prison et furent parfois menacés d'être livrés aux Espagnols. Chaque fois, les autorités furent contraintes de les relâcher sous la pression populaire.

Parallèlement à cette adhésion spontanée dans les provinces du Nord-Ouest, le Mouvement National Démocratique — M.N.D. — (opposition progressiste mauritanienne) organisait le soutien au F. Polisario sur une échelle plus large. En 1974, la politique antisahraouie du gouvernement était dénoncée dans tout le pays et notamment, de façon spectaculaire, au cours d'une série de séminaires à Nouakchott même. Pour désamorcer cette mobilisation

qui prenait de l'ampleur, le pouvoir fit des concessions. Les militants et combattants sahraouis purent évoluer plus librement.

En fait, au moment même où il s'inclinait en apparence devant l'opinion publique intérieure, le gouvernement mauritanien était en train de changer totalement de politique, et de bouleverser du même coup les données traditionnelles du problème. On remarqua avec étonnement que la délégation mauritanienne à la 29e session de l'O.N.U. (en 1974) donna son accord à une démarche marocaine visant à dessaisir l'Assemblée Générale du problème sahraoui au profit de la Cour internationale de Justice.

Mais ce n'est qu'en 1975 que l'on sut peu à peu, grâce à des indiscrétions volontaires ou non, que la « collusion » à propos du recours à La Haye n'était pas un acte isolé, mais la première manifestation publique d'une alliance durable entre Nouakchott et Rabat. Tout donne à penser que cette alliance a été scellée en octobre 1974 par un accord secret entre le Roi Hassan II et le Président Mokhtar Ould Daddah, prévoyant le partage du Sahra et des Sahraouis.

On parle officiellement de co-souveraineté — et d'exploitation commune des richesses, notamment des phosphates de Boucraa. On est loin des raisons et des motivations des premières revendications mauritaniennes, et l'on peut s'étonner d'une telle volte face, d'une telle audace de la part d'un régime connu pour sa prudence excessive en ces matières et pour la terreur que lui inspirait la seule perspective de se trouver un jour voisin immédiat du Maroc. La seule explication plausible résiderait dans une fascination aussi soudaine qu'irrésistible exercée sur certains dirigeants mauritaniens par les richesses du Sahra. L'habileté des hommes de Rabat a été de faire miroiter les énormes revenus assurés par l'exploitation de ces richesses dans le cadre d'une coopération idyllique qui en rapprocherait et faciliterait vertigineusement l'échéance. A défaut de bonne volonté mauritanienne, le Maroc se les réserverait puisque, à en croire ses dirigeants, il finirait par avoir le Sahra, quel que soit le prix et le temps à y mettre.

Il n'est pas absurde de penser que la réussite d'une telle manœuvre ait été facilitée par la découverte toute récente par certains dignitaires mauritaniens en visite dans les Émirats du Golfe, de la fabuleuse puissance, sans parler du luxe, que donne l'argent facile et excessif, même aux États les plus minuscules.

Pour achever de donner le vertige aux dirigeants mauritaniens, ceux de Rabat déversaient sur Nouakchott une manne apparem-

ment inépuisable (toutes proportions gardées) dont les « retombées privées » seraient au moins aussi importantes que les affectations officielles.

Cependant, nombre de dirigeants mauritaniens considèrent cette politique comme une dangereuse aventure et disent en privé leur inquiétude. Peu confiants en les promesses de Rabat, ils doutent que le Maroc, le jour où il aurait gagné la partie veuille arrêter son armée à mi-chemin ou partager les richesses sahraouies, notamment les phosphates du Nord. La Mauritanie risque d'être menacée dans son existence même, puisque le Maroc n'avait reconnu cette existence que du bout des lèvres et cela neuf ans après son indépendance, et que Nouakchott a payé son accord avec Rabat au prix fort, en tournant le dos à l'Algérie son alliée traditionnelle, seule puissance régionale capable « d'équilibrer » le Maroc.

L'opinion mauritanienne, elle, continue à soutenir la lutte de libération sahraouie, tout en souhaitant, bien sûr, que les deux peuples se retrouvent dans une unité librement consentie.

D'ailleurs, le gouvernement mauritanien n'a pas jugé opportun de révéler sa nouvelle politique (1) au pays. Aux dirigeants sahraouis et à leurs amis il n'hésite pas à déclarer que son seul objectif reste d'empêcher le Maroc d'asservir leur pays (et le sien).

Cette discrétion vient-elle du fait que, ne se sentant pas porté par une opinion acquise aux débordements chauvins, il n'ose pas ou ne sait pas comment abattre son jeu? Ou bien, préfère-t-il se ménager, au moins sur le plan intérieur, une porte de sortie en cas d'échec de la « solution marocaine »?

Une chose est certaine : le gouvernement Ould Daddah a été constamment en porte-à-faux par rapport à l'opinion, depuis l'apparition du Mouvement de Libération Sahraoui. Après l'inertie des débuts, son intérêt était négatif : *empêcher* le Maroc d'occuper le Sahra, *empêcher* les patriotes sahraouis de bouger, *empêcher* la contamination de la lutte armée populaire... Et s'il passait à l'intérêt le plus débordant, c'était pour participer au démembrement du Sahra.

Maroc + Sahra (+ Mauritanie)?
Mauritanie + Sahra?

Nous avons interrogé ces deux hypothèses et les perspectives qu'elles offraient. Il en reste théoriquement une, puisque le Sahra a trois voisins :

---

(1) On est toujours en 1975.

Algérie + Sahra?

Avec seulement une centaine de kilomètres de frontières communes? Mais on a vu des cas beaucoup plus extrêmes.

Avec une légère modification, l'hypothèse aurait cependant été beaucoup plus plausible :

Algérie + Mauritanie + Sahra.

On sait combien furent étroites, dix ans durant, les relations algéro-mauritaniennes. Si étroites, et si fréquentes les visites des dirigeants mauritaniens en Algérie, qu'on plaisantait couramment, dans les milieux diplomatiques d'Alger, sur la « Nième Wilaya mauritanienne » et sur le « Vice-Président de la République Algérienne, Mokhtar Ould Daddah ». On sait moins que le Président Ould Daddah a proposé l'unité des deux pays, sous forme de fédération.

Supposons que l'Algérie ait accepté. Hypothèse tout à fait plausible, raisonnable. Regardez la carte. Et pensez au potentiel humain, économique, militaire, stratégique, diplomatique que constitue un ensemble algéro-mauritanien, à l'égard du problème du Sahra. Disons qu'à tout le moins, il lui serait facile de neutraliser les revendications marocaines pour laisser le Sahra accéder à l'indépendance, et l'accueillir comme 3e partenaire d'une fédération qui commencerait déjà à ressembler à un embryon de Maghreb Uni, d'autant plus qu'un autre État voisin, et unioniste par principe, la Libye, ne se ferait pas prier pour participer à cet ensemble.

Il serait étonnant que la Tunisie veuille alors rester à l'écart. Ne serait-ce que par réalisme... et à cause des vastes perspectives qu'un tel ensemble ouvrirait aux talents de ses élites, comparativement pléthoriques, et à sa main-d'œuvre excédentaire.

Resterait le Maroc. Il est difficile de prévoir quels bouleversements y provoquerait une telle issue. Mais, quel qu'y soit le régime, choisirait-il longtemps le repli sur des rêves impériaux d'un autre âge et l'isolement? Cela dépendrait probablement de la capacité de ses frères maghrébins à lui offrir une alternative acceptable, à la fois pour ses intérêts et pour sa dignité; par exemple, une coopération suffisamment étroite, suffisamment étendue, pour constituer une alternative avantageuse aux querelles territoriales. Et ce serait nécessairement le cas puisqu'il s'agirait *d'unité*.

Et voilà, de proche en proche, le Maghreb Arabe construit! Non, il ne s'agit pas de politique-fiction pure et simple. La première étape, qui commande les autres, a failli être franchie. La seconde, dans ce cas, s'inscrivait d'elle-même dans les faits. La troisième...

Si l'Algérie était unioniste... diraient d'autres avec regret. Les Algériens répondent qu'ils le sont. Mais qu'ils ne croient pas à l'unité politique plaquée d'en haut, sur des réalités trop différentes, des contradictions potentiellement explosives. Ils ne veulent pas risquer, au Maghreb, des expériences à la Syro-Égyptienne. Ils préfèrent renforcer au maximum les relations concrètes — économiques, culturelles, techniques — entre pays frères pour que l'unité politique vienne comme un couronnement, un achèvement naturel et, du coup, irréversible.

On peut contester cette conception de l'unité. On peut imaginer par exemple un juste milieu entre cette prudence peut-être excessive, et la conception ultra-volontariste de Gueddafi.

En tout cas, l'attitude de l'Algérie à l'égard du Sahra est strictement conforme à cette vision de l'unité arabe et maghrébine. Elle se comporte ici comme elle le fait à l'égard d'autres pays en lutte pour leur indépendance. Aucune tentative de susciter un mouvement, d'influencer les choses de l'intérieur. Une fois qu'un mouvement de libération existe par lui-même, le soutien de principe lui est acquis. Enfin, vient le soutien actif et exclusif au mouvement le plus représentatif et le plus avancé.

L'Algérie affirme qu'elle n'a aucune revendication territoriale à l'égard du Sahra et il est peu probable qu'elle veuille demain faire avec le Sahra indépendant ce qu'elle a refusé hier de faire avec la Mauritanie.

Peut-on s'étonner de ce que l'Algérie souhaite voir triompher une voie progressiste au Sahra? Peut-on lui reprocher d'y soutenir, comme elle le fait pour des pays moins proches, le mouvement le plus représentatif? C'est en dehors d'elle que ce mouvement a réussi à s'imposer comme seul valable. Il a été le seul à mener une lutte armée conséquente et le peuple sahraoui s'est reconnu en lui.

Signalons encore qu'Alger a soutenu depuis le début, il y a plus de 10 ans, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et sa position n'a pas varié depuis. Or, au début, la situation était beaucoup plus confuse, personne ne savait très bien ce que voulaient les Sahraouis (dont l'unité nationale ne s'était pas encore réalisée autour d'un mouvement unique et représentatif) et le régime marocain claironnait qu'un référendum se solderait par une victoire écrasante de ses thèses.

Comme la Mauritanie, le Maroc a donc longtemps soutenu la formule de l'autodétermination. Ayant enfin reconnu que cette solution lui serait défavorable (les Sahraouis n'étant pas et ne

voulant pas devenir sujets de Sa Majesté chérifienne), il reproche à l'Algérie de ne pas le suivre dans sa volte-face.

Reste une question que tout le monde se pose : l'Algérie s'opposerait-elle, y compris par la force, à l'annexion du Sahra par le Maroc? Non, sans aucun doute, si cette annexion était conforme au choix librement exprimé des Sahraouis. Et dans le cas contraire? Si le Roi, après l'échec de toutes ses tentatives diplomatiques, essayait d'imposer militairement l'annexion aux Sahraouis récalcitrants... et si ceux-ci demandaient le soutien de l'Algérie, pour les aider à résister à l'invasion?

On ne peut répondre à la place des Algériens. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une action destinée à soutenir, contre une invasion illégale, un peuple en lutte pour sa libération peut difficilement être condamnée par la communauté internationale.

Malheureusement en ces matières le droit compte en dernier ressort beaucoup moins que le rapport des forces.

Sahra libre : une chance pour l'unité maghrébine

Nous avons parlé de toute sorte de solutions : marocaine, mauritanienne, algérienne, espagnole, américaine, et de leurs combinaisons possibles. Mais n'existe-t-il pas une solution simplement sahraouie, celle d'un « Sahra sahraoui »? On a si peu parlé jusqu'ici des Sahraouis, que le lecteur non averti pourrait s'étonner : « où est donc le peuple de cette contrée? Pourquoi veut-on à tout prix le rattacher à autre chose? S'agirait-il d'une mystérieuse Atlantide sans habitants que l'on vient de découvrir? »

Eh bien non! Il existe bien un peuple sahraoui. Mais, il y avait à son sujet une sorte de convention tacite entre les divers prétendants à la possession du pays : puissance « administrante », États revendicateurs, États plus lointains mais économiquement plus présents, stratèges de puissances diverses... Cette convention consistait à ne pas « voir » les habitants, à n'en point parler si ce n'est, lorsqu'on ne pouvait plus éluder la question, pour « constater » qu'ils n'existaient pour ainsi dire pas : quelques milliers de Bédouins sans attaches précises, incapables de prendre en main leur destin, encore moins de constituer un État à eux seuls!

Pourtant ceux qui font semblant d'ignorer l'existence des Sahraouis, savent mieux que personne à quoi s'en tenir. Ils connaissent leur spécificité en tant que peuple, leur courage guerrier, leur invincible volonté d'indépendance. C'est même pour cela qu'ils s'acharnent à les nier, à les faire oublier, le temps de disposer de leur pays et de les enterrer définitivement.

Pourtant rarement peuple a exprimé avec tant de force, d'éloquence et d'unanimité sa volonté d'être, ses choix, ses espérances. Ce que sont les Sahraouis, ce qu'ils veulent, ce dont ils

sont capables... nous y consacrons l'essentiel de ce livre. Restons pour le moment dans le cadre du jeu stratégique.

Sur tous les plans, et en particulier sur le plan stratégique, sur le plan de l'équilibre des forces régionales et internationales, deux grandes hypothèses comportant chacune des variantes, existent pour la solution du problème sahraoui.

Commençons par la moins plausible : la solution marocaine, assortie ou non d'un « intéressement » de la Mauritanie. Il faudrait pour qu'elle réussisse, bien des conditions : que la communauté internationale ferme les yeux, que l'Algérie laisse faire, que l'Espagne soit complice, que l'armée royale vienne à bout de la résistance sahraouie (au prix d'un génocide s'il le faut). Supposons donc que tout le monde se ligue pour « donner » le Sahra au Roi, dont la zone d'influence directe s'étendrait du même coup jusqu'au Sénégal (avec ou sans annexions territoriales supplémentaires).

Cela signifierait, comme nous l'avons vu, l'émergence d'un géant conservateur à tendance hégémonique en Afrique du Nord-Ouest. Combien de temps lui faudrait-il pour devenir opérationnel, pour que l'équilibre des forces ait réellement changé? Cela dépendrait de son aptitude à digérer ses butins, à utiliser ses nouveaux atouts pour consolider ses conquêtes territoriales, ses assises politiques et économiques.

La seconde hypothèse est que le peuple sahraoui décide lui-même de son destin, c'est-à-dire, qu'il accède à l'indépendance, son choix ne faisant guère de doute.

L'indépendance du Sahra sous l'égide d'un mouvement patriotique favorable à une réelle libération sociale et économique, aurait pour premier résultat de consolider l'équilibre régional au bénéfice des forces de progrès. Il favoriserait également les chances de l'unité maghrébine, dont les bases objectives — une convergence plus grande des régimes socio-politiques — auraient ainsi augmenté.

Un axe Alger-Tripoli-El Aioun — (Nouakchott)? — dans lequel le jeune État sahraoui pourrait, malgré son âge, jouer un rôle positif, s'esquisserait... non pas contre quelqu'un — sinon la domination étrangère — mais pour quelque chose.

Pour explorer notamment, avec prudence, des voix nouvelles vers l'organisation de la solidarité dans la lutte contre le sous-développement, contre les formes de dépendance les plus insidieuses, celles dont on ne peut se débarrasser à coups de fusil ou même de fusée.

L'importance du choix sahraoui vient en partie du fait que l'équilibre des forces au Maghreb est très incertain. Les forces de progrès avaient l'avantage, en tout cas l'initiative, mais celles du conservatisme maintenaient de solides positions. Cette incertitude a été renforcée par le renversement d'alliances pratiqué par la Mauritanie dont la politique est devenue quasiment imprévisible.

Or, la solution qui prévaudra au Sahra déterminera presque automatiquement le choix de Nouakchott qui, si le Sahra accède à la liberté, peut difficilement maintenir une alliance privilégiée avec un régime marocain battu, affaibli et lointain, contre l'Algérie, le Sahra et en arrière-plan la Libye.

Le Sahra (plus la Mauritanie, curieusement à sa traîne) ferait donc basculer le Maghreb dans un camp ou dans l'autre. En l'occurrence dans le camp du progrès.

J'évite sciemment d'utiliser certains mots, notamment celui de socialisme, pour éviter les équivoques, et les interprétations abusives, ou abusées, mais aussi parce qu'il s'agit de régimes ou de mouvements qui ont entre eux de notables différences. En supposant qu'en Mauritanie la tendance nationale et moderniste l'emporte et, bien entendu, que le F. Polisario arrive au pouvoir, il s'agirait, avec l'Algérie et la Libye, d'un ensemble de pays dirigés par des forces authentiquement patriotiques pour lesquelles l'intérêt national est la règle suprême et qui jouiraient d'une indépendance politique, d'une autonomie de décision suffisamment grandes pour le faire prévaloir; pour lesquels bien qu'à des degrés divers, cet intérêt national commande des changements structurels importants dans la société, dans un sens modernisateur et plus égalitaire.

Il en découle suffisamment de convergences actuelles ou potentielles pour fonder une politique commune dans ses grandes lignes. Pour qu'un tel « programme minimum commun » ait une chance de devenir la charte d'une quelconque forme d'unité, il faudrait notamment que les points de vue des deux principaux partenaires sur cette « forme » se rapprochent considérablement.

Il faudrait, en particulier, que l'impatience libyenne s'accommode de la prudence et du réalisme algériens. On peut espérer qu'Alger de son côté tiendra davantage compte de l'importance du facteur proprement politique, c'est-à-dire d'une incitation volontaire, permanente, systématique venant d'une autorité politique commune, de l'importance de ce facteur pour accélérer l'intégration économique, culturelle, dans laquelle elle voit à

juste titre la condition sine qua non de toute union valable.

On peut donc imaginer une forme de confédéralisme très lâche évoluant plus ou moins lentement en fonction des écueils ou des succès vers un fédéralisme, précédé par une période de préparation destinée à harmoniser le mieux possible les politiques respectives, notamment sur les plans extérieur et économique.

Cette période permettrait aussi d'essayer de trouver des terrains d'entente avec les autres pays de la région, et en tout cas de leur prouver que le regroupement projeté n'est pas fait contre eux, et de trouver avec eux d'autres formes de coopération, en attendant mieux.

Le passage de la période transitoire à la période confédérale puis au fédéralisme, se ferait pas étapes, compte tenu des particularismes que l'appel au principe de l'unité arabe ne suffit pas à exorciser. Chaque pays a une existence propre, le droit et le moyen de la garder, sans même renier l'objectif unitaire. Pour qu'il accepte de s'intégrer dans un ensemble plus vaste, il faut (en plus de la conviction unioniste) qu'il y trouve son compte.

Il faut, en particulier, qu'aucun pays n'ait l'impression de trop perdre — sur le plan économique notamment — en y adhérant, ni que l'influence qu'il y exerce ne soit pas en rapport avec le poids qui était le sien auparavant. Sinon, les « égoïsmes nationaux » feraient éclater la construction avant que ses bases objectives ne la rendent irréversible.

Il faut d'abord convaincre les éventuels partenaires de tenter l'expérience. Et le meilleur moyen, le seul peut-être, serait de leur donner la garantie que rien ne leur sera imposé contre leur volonté, leurs intérêts propres. Il faut donc, dans un premier temps, privilégier l'égalité des États, assortie de la règle de l'unanimité, et du droit de séparation. Il s'agirait, dans les premières étapes, beaucoup plus d'une coordination poussée et systématique que d'une autorité « supra-nationale » pouvant imposer sa décision.

Je sais qu'il y a de quoi faire hurler les tenants de l'unité intégrale et immédiate, mais il s'agit de savoir si l'objectif consiste à continuer à appeler de nos vœux l'unité intégrale et immédiate ou à réaliser un jour l'unité.

Il est temps, je crois, de profiter des leçons de l'histoire, de notre histoire.

Progressivement, très prudemment — l'unité étant trop précieuse pour qu'on risque de la briser par imprudence — on pourrait commencer à privilégier une autre forme, une autre

conception de l'égalité que celle, souvent fictive, des souverainetés étatiques.

Chacun prendrait, dans l'ensemble unitaire, une place plus conforme à son importance, à son poids réel, (démographie, ressources naturelles, etc...) et pourrait ainsi plus facilement abandonner au profit de l'autorité commune, une part plus grande de sa souveraineté. Mais il faudrait se garder de pousser cette évolution jusqu'à ses conséquences extrêmes, qui seraient la création d'un pouvoir excessivement centralisé et la négation de toute autonomie régionale.

Pour le court et le moyen terme (seuls prévisibles avec quelque sérieux) l'objectif doit être d'arriver à une fédération unifiant les domaines de souveraineté extérieure, les grands problèmes économiques et culturels, et laissant une large autonomie aux États membres, dont la personnalité doit être respectée et sauvegardée.

L'indépendance du Sahra n'est évidemment pas un événement magique qui créerait de toute pièce les conditions favorables à une expérience unitaire. C'est parce qu'il existe déjà des éléments positifs qu'un événement de cette importance pourrait servir de catalyseur, débloquer la situation et amorcer un processus. Ne serait-ce qu'en donnant confiance aux forces de progrès lorsqu'elles prendront conscience de l'importance du bloc qu'elles constituent : de Benghazi à La Güera sans discontinuité.

Cette confiance devrait permettre d'accueillir, sans réticence et sans complexe, les autres voisins qui voudraient participer, dès le départ ou à une étape quelconque, à l'expérience unitaire. Il semble évident que la Tunisie ne serait pas la dernière à s'y joindre. Et tous les efforts, toute la compréhension et même toutes les concessions compatibles avec la dignité et les intérêts fondamentaux des autres peuples concernés, devront être faits pour obtenir la coopération du Maroc sans lequel le Maghreb resterait gravement amputé.

Que signifierait cette solution pour les puissances étrangères ayant des intérêts dans la région?

L'émergence d'un Maghreb enfin uni (même imparfaitement), enfin indépendant et se développant rapidement signifierait pour certains intérêts privés la perte de profits abusifs. Mais cela signifierait pour ces puissances, par contre, l'apparition d'un partenaire économique et commercial de première importance,

donc des échanges et notamment des exportations accrues; partenaire sérieux et stable qui garantirait à ses clients la régularité de leur approvisionnement en matières premières.

L'autre solution aurait certainement la faveur de certains intérêts privés, et celle des États-Unis qui ont fait de la création de sous-impérialismes autochtones une pièce maîtresse de leur système d'hégémonie. Ceux-ci remplacent avantageusement les anciennes puissances coloniales européennes : ils suppriment l'élément de provocation que constituait à la fin, la seule présence des Européens, qui fournissait aux mouvements de libération un puissant facteur de mobilisation contre la domination étrangère.

Devenue indirecte, celle-ci est beaucoup plus difficile à discerner par les masses, donc à combattre. Les sous-impérialismes autochtones, peu développés malgré leurs airs de matamore, peuvent rester longtemps de simples relais de l'impérialisme dominant, alors que les puissances européennes même secondaires, sont pour l'économie de celui-ci, des rivales qui prétendent maintenir une sorte de chasse gardée dans leurs domaines coloniaux ou néo-coloniaux.

Enfin, les pouvoirs locaux et les sous-impérialismes autochtones, chacun à son niveau, sont devenus des agents de répression contre la « subversion » anti-impérialiste infiniment plus efficaces que les puissances coloniales étrangères.

Les gouvernements européens sont en effet obligés de tenir compte d'une opinion publique intérieure qui se met en transes dès que le moindre aventurier « blanc » tombe entre les mains des « Barbares » et d'une opinion internationale qui se révolte lorsque des massacres sont imputables à une origine coloniale et ne tolère pas les atteintes ouvertes et non justifiées aux souverainetés nationales. Cependant, elles restent étrangement muettes quand elles sont le fait de pouvoirs autochtones. Il y a là une sorte de racisme très sophistiqué fait de racisme à rebours (on n'ose dénoncer un noir ou un jaune), de mauvaise conscience, de racisme tout court (« ils » se massacrent entre eux, c'est « leur » problème etc...).

Imagine-t-on la Hollande extirpant la « subversion » en Indonésie au prix de centaines de milliers de morts? L'Angleterre a bien encadré de mercenaires l'armée de Qabus... Mais quelle levée de boucliers dans le monde, quelle mobilisation chez les peuples arabes si elle avait engagé massivement ses troupes au Dhofar!

Et quelle indignation au sein de l'opinion britannique (1), devant le nombre des pertes... anglaises !

Or, l'invasion iranienne au Dhofar, les atrocités commises, le sacrifice de centaines de jeunes Iraniens, tout cela n'a provoqué pratiquement aucun écho, même dans les rangs arabes — excepté chez Gueddafi — (dont l'« idéalisme » irrite, quand il ne fait pas sourire).

Voilà un exemple parfait des avantages qu'offre, pour une puissance hégémonique, un sous-impérialisme autochtone par rapport à une puissance coloniale ou néo-coloniale.

Mais pour les nations européennes, ce choix est-il évident? Ont-elles intérêt à contribuer au maintien et au développement de tensions, de situations explosives plus dangereuses encore, dans l'espoir de reculer les échéances irréversibles, au risque de compromettre encore plus l'avenir?

(1) Et demain en France, si des soldats français tombaient au Sahra?

Les origines des revendications marocaines

Avril 1956 : le Maroc est indépendant et réunifié. Acquise dès novembre 1955, l'indépendance du « Maroc français » est en effet proclamée en mars 1956 ; celle du Maroc espagnol, un mois plus tard.

Les seules réserves connues émises à ce moment-là par le gouvernement de Rabat, concernent les enclaves gardées par l'Espagne (Ifni et les Présides, c'est-à-dire essentiellement les villes de Ceuta et Melilla), et des rectifications de frontières avec les territoires soumis à l'autorité française, c'est-à-dire l'Algérie, seul territoire « français » limitrophe. Il est donc question d'une commission mixte franco-marocaine pour l'étude, la délimitation et éventuellement la rectification des frontières.

Pour le monde entier, comme pour les Marocains, le Maroc a retrouvé sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, à quelques retouches près.

Tous les Marocains sauf peut-être un. Il est vrai que ce n'est pas n'importe qui : quelques années plus tard, presque tous les Marocains sont convaincus que les 4/5 du « Maroc historique » restent à libérer.

Ce fut le début d'une croisade don quichottesque qui, 20 ans après, continue à dominer la vie politique du royaume chérifien et à empoisonner ses relations avec ses voisins.

Leader incontesté de l'Istiqlal qui a dirigé l'essentiel de la lutte pour l'indépendance, Allal El Fassi était le personnage politique le plus connu et le plus influent du pays.

Le 21 septembre 1956, « Si Allal » rendait publique sa thèse du « Grand Maroc » (cf. carte), qui comprenait une grande partie de l'Algérie, un morceau du Mali, du Sénégal, la Mauritanie et le « Sahara Espagnol » en entier.

Malgré son prestige, Si Allal eut beaucoup de peine à convaincre son propre parti de prendre à son compte cette vision grandiose, mais peu réaliste. Quant aux milieux proches du Palais, ils traitèrent le grand leader carrément de fou — en privé, bien sûr. Néanmoins, la presse de l'Istiqlal commença à diffuser sa thèse.

Pour la faire passer au niveau du grand public et obliger le pouvoir royal à en tenir compte, Allal El Fassi allait utiliser très habilement une série d'événements.

Le premier fut le ralliement à sa bannière de Horma Ould Babana, personnage haut en couleur qui avait été député de Mauritanie à l'Assemblée nationale française. Éliminé ensuite, malgré sa popularité, par des fraudes électorales, il rejoignit le Caire puis Rabat, à la recherche d'un nouveau rôle, ayant perdu tout espoir de retrouver la faveur de l'administration coloniale.

Horma joua avec une complaisance sans limites le rôle qu'Allal El Fassi souhaitait lui assigner. Avec une sincérité aussi soudaine que totale, il développa ses thèses en les amplifiant, devant la presse, dans les meetings, à la radio, devant le Roi. Ses déclarations se résumaient à peu près à ceci : « Oui, la Mauritanie est depuis toujours une province marocaine, y compris d'ailleurs « Le Sahara espagnol » qui devrait s'appeler « Mauritanie espagnole » et que les colonisateurs ont débaptisé pour en occulter le caractère marocain.

Oui, les Mauritaniens ont hâte de retrouver leur place au sein de la mère-patrie, d'exprimer leur allégeance à leur Roi bien aimé. Ce sont les colonialistes qui les obligent à taire leurs sentiments en les soumettant à toutes sortes de pressions et d'exactions. Il faut libérer la Mauritanie. Il suffit d'ailleurs de commencer la lutte et d'envoyer des émissaires de Sa Majesté sur place pour que la population se soulève en masse et chasse elle-même les étrangers... »

Le second élément important qu'Allal El Fassi allait utiliser dans son jeu était l'existence de groupes armés issus de la lutte pour l'indépendance du Maroc et qui s'étaient donné le nom de Jaïch at Tahrir, ou Armée de Libération.

Regroupés dans l'extrême sud du pays et soumis à l'influence des tendances les plus dures de la résistance et de l'Istiqlal, ils constituaient à ce moment-là un des atouts qui restaient au mouvement nationaliste dans la lutte qui l'opposait au Palais

pour le contrôle du pouvoir réel. Allergique à tout embrigadement dans l'armée royale, l'A.L. regardait vers Ifni où il y avait un territoire incontestablement marocain à libérer. Si Allal allait lui proposer des objectifs plus grandioses.

Il fallait « libérer » la Mauritanie « française », après quoi la « Mauritanie espagnole » (c'est-à-dire le Sahra) tomberait d'elle-même, comme cela avait été le cas pour le Maroc espagnol.

C'est pourquoi il est nécessaire d'évoquer ici les revendications marocaines sur la Mauritanie qui furent pendant très longtemps inséparables de celles qui concernaient le Sahra.

Le Palais essaya d'abord de s'opposer à l'aventure mauritanienne, parce qu'elle paraissait vouée à l'échec — les conseillers royaux n'étant eux en proie à aucun vertige mystique — et par crainte des complications qui risquaient d'en écouler dans les relations avec la France et l'Espagne. Puis il comprit tout le parti qu'il pouvait en tirer et donna son accord — officieux. Le calcul était simple : ou l'A.L. réussissait contre toute attente, et ses conquêtes viendraient agrandir le royaume et toute la gloire rejaillirait sur le Roi (au nom duquel l'entreprise était menée). Ou bien elle se faisait battre, sinon annihiler, et ses débris seraient plus faciles à « récupérer », à intégrer. Les difficultés qui allaient en résulter avec les puissances amies (France, Espagne) étaient bien sûr gênantes. Mais après tout, personne n'ignorait les limites actuelles de l'autorité royale et les réserves qu'inspiraient au palais ce qu'on appelait irrévérencieusement « les élucubrations de Si Allal »...

Pour compléter le tableau, il faut préciser que l'« A.L. » avait été rejointe par un certain nombre de combattants mauritaniens et sahraouis, désireux de reprendre la lutte contre les infidèles.

Le dernier bastion de la résistance à l'envahisseur colonial en Afrique du Nord-Ouest avait été le Sâhil, l'actuel « Sahara espagnol ». Des patriotes d'origines diverses s'y étaient réfugiés et battus aux côtés des Sahraouis jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Le Maroc, premier pays musulman et arabe à se libérer dans la région, semblait désormais la meilleure base arrière pour la lutte des pays frères encore colonisés.

Taillée en pièces malgré le courage de ses combattants, par les armées française et espagnole coalisées et infiniment supérieures en nombre et en armement, l'A.L. fut, comme prévu, « cueillie » à son retour au Maroc et intégrée aux F.A.R. (Forces Armées Royales), après une sévère épuration.

Son passage au Sâhil avait cependant contribué à servir de catalyseur à un soulèvement général des tribus qui faillit être fatal à la présence espagnole.

Ces tribus, ces combattants étaient souvent les mêmes qui, à peine 20 ans plus tôt, résistaient encore à l'occupation; ils avaient gardé leurs armes sous leurs tentes, et dans leur cœur la haine des infidèles, et les traditions guerrières de leurs ancêtres. Mais la puissante coalition franco-espagnole vint à bout de ce soulèvement-là aussi, n'hésitant pas à employer les grands moyens — y compris des massacres de populations civiles perpétrés notamment par l'aviation française.

La mésaventure de l'A.L. se termina donc à l'avantage du pouvoir royal. Mais celui-ci était obligé d'assumer, à son corps défendant, l'héritage de l'Istiqlal, dont il investissait progressivement toutes les positions. Il lui fallait, en particulier, prendre en charge les thèses expansionnistes. Elles furent donc assumées officiellement et solennellement. Mais il n'était plus question de se lancer dans des opérations aventureuses.

Pour compenser sa volonté bien arrêtée de ne rien faire pour « libérer » les soi-disant « provinces marocaines » dont il se souciait à l'époque comme de la Papouasie, le Trône se livra dès lors à une surenchère verbale qui atteignit vite des proportions hallucinantes.

Il contribuait ainsi à aggraver le dilemme. La propagande quotidienne déversée sur les Marocains créait elle-même un fait nouveau et très important : l'opinion marocaine se persuadait sincèrement de la validité des thèses expansionnistes et constituait désormais un élément de pression considérable en leur faveur. C'est ainsi que l'affaire de la Mauritanie et du Sahra devint un facteur important de la politique intérieure marocaine.

Le gouvernement de Sa Majesté essaya, malgré tout, d'offrir quelques résultats concrets à son opinion. Il obtint des succès diplomatiques non négligeables : soutien du groupe de Casablanca, qui réunissait en 1960-61 une demi-douzaine de pays progressistes africains; celui de la Ligue Arabe qui, à l'unanimité moins une voix — la Tunisie —, décida, sans trop y regarder de près, que la Mauritanie était marocaine; de l'ensemble du bloc socialiste — Moscou allant jusqu'à opposer son veto en 1960 à l'admission de la Mauritanie à l'O.N.U.; de la plupart des pays non-alignés qui suivirent la position de leurs partenaires africains et arabes au sein du mouvement.

Le ministère de la Mauritanie et du Sahara

Par ailleurs, la propagande officielle offrait presque quotidiennement des victoires imaginaires : le moindre fait favorable était amplifié à l'infini et transformé en succès majeur. Ainsi, en l'absence de tout mouvement se réclamant des thèses marocaines en Mauritanie, la propagande officielle s'empara des mouvements anticolonialistes mauritaniens et les proclama purement et simplement pro-marocains. Chaque fait et geste de l'A.J.M. (Association de la Jeunesse de Mauritanie) et surtout de la Nahda (1) était présenté comme un acte de résistance du « peuple marocain de Mauritanie ».

Le Sahra? Il en était très peu question : la thèse de la priorité à la Mauritanie prévalait encore. Un ministère de la Mauritanie et du Sahra avait cependant été créé. Après l'indépendance de la Mauritanie et son admission à l'O.N.U. en 1961, la tendance allait s'inverser, progressivement.

Cette méthode devait avoir pour le mouvement anti-colonialiste mauritanien les conséquences les plus funestes. Elle était un prétexte rêvé pour l'administration coloniale et pour l'embryon d'État néo-colonial : tout acte d'opposition patriotique pouvait, ainsi, être assimilé à une trahison contre la « patrie mauritanienne » et une collusion avec l'ennemi. « Comment pouvez-vous nier que vous êtes des agents du Maroc puisque Radio-Rabat l'avoue... » !

Le Mouvement National Mauritanien, c'est-à-dire, à partir de 1958, essentiellement la Nahda, était un courant patriotique très ample mais peu structuré, n'ayant ni l'expérience ni la capacité d'analyse nécessaires pour élaborer une stratégie sûre et une tactique adaptée à l'évolution de la situation. Il ne sut opposer aux manœuvres du colonialisme, au cynisme de Rabat que la bonne foi naïve et le courage désintéressé de ses militants. Après avoir symbolisé un immense espoir pour les masses mauritaniennes, et écrit l'une des plus belles pages de leur volonté de résistance, il devint une proie relativement facile pour la répression d'abord, pour la « récupération » ensuite — l'administration française

(1) Parti anti-colonialiste créé le 27 août 1958.

ayant décidé d'accorder assez vite l'indépendance au bénéfice de l'autorité locale qu'elle avait mise en place et préparée à cet effet, afin de donner au système néo-colonial une certaine crédibilité.

Elle réussit, en somme, en 1960 là où son homologue espagnole allait échouer quinze ans plus tard.

Puisqu'elles avaient le soutien de principe de la Ligue Arabe, les revendications marocaines allaient avoir une autre conséquence néfaste et durable : servant de prétexte pour mettre entre parenthèses les liens arabes de la Mauritanie, elles permirent une orientation nettement anti-arabe du nouvel État. Pourtant, la majeure partie de sa population se réclame du monde arabe, d'où elle tire l'essentiel de sa substance culturelle et religieuse.

L'administration coloniale était traditionnellement anti-arabe : depuis « Mahomet », Poitiers, l'Andalousie, les croisades, l'Arabe était l'ennemi héréditaire, concurrençant la culture, la religion, le commerce européens en Afrique... « Inassimilable, inconvertible, alors que le bon africain, surtout s'il n'est pas musulman est un être simple, pur, dont on fait ce qu'on veut... »

Ces idées simplistes, restaient la base de l'idéologie et de la politique coloniales en la matière. Cette vision manichéenne et raciste était confirmée, renforcée, exacerbée par la guerre de libération algérienne dont on craignait la contagion en Afrique et par le rayonnement de l'Égypte nassérienne, source présumée de toutes les subversions. « Et puisque la Mauritanie a été intégrée durant un demi-siècle à notre Afrique Occidentale, faisons qu'elle reste tournée vers le sud et renforçons, pour les rendre irréversibles, les liens innombrables tissés par cette longue symbiose. D'autant qu'il existe une minorité négro-africaine qui détient la plupart des leviers de commande puisqu'elle compte, grâce à nos écoles, beaucoup plus de cadres modernes. Il suffit de la sensibiliser au danger que constituerait pour elle l'intégration du pays à un monde arabe où elle ne serait plus qu'une quantité négligeable. »

Le nationalisme mauritanien en était encore au stade des chauvinismes antagonistes — arabe d'un côté, négro-africains de l'autre. La synthèse ne se fera que 10 ans plus tard, avec la renaissance (à partir de 1967-1968) du mouvement national, devenant le Mouvement National Démocratique et qui posera le problème sur des bases radicalement différentes : respect des droits de chaque nationalité, lutte commune contre la féodalité qui opprime également les masses de tous les groupes ethniques, contre le système néo-colonial et pour l'indépendance nationale.

En attendant, les dirigeants du nouvel État, coupés du peuple, ne pouvaient rien contre les manœuvres de leurs tuteurs. Entre l'hostilité arabe et le soutien des États issus de l'ancien Empire français, encore solidement tenus en main par l'Élysée dans le cadre de l'O.C.A.M. (1), il n'y avait pas pour eux à hésiter.

La majorité arabe, désorientée par le démantèlement de la Nahda qu'elle avait soutenue massivement, n'était pas à même de réagir contre une politique qui ne s'exprimait pas ouvertement, ni de répondre aux craintes des minorités de façon satisfaisante.

Le problème ainsi créé allait empoisonner les relations entre communautés et ses effets n'ont pas fini de se faire sentir. Ainsi toute tentative d'ouverture vers le monde arabe et au début même toute mesure en faveur de la langue de culture qu'était l'arabe, pour toutes les nationalités, apparaissait comme une brimade contre les minorités. Il a fallu douze ans pour que le régime ose demander son admission à la Ligue des États Arabes.

C'est donc bien après l'indépendance de la Mauritanie que les revendications du Maroc sur le Sahra commenceront à prendre la première place — lorsqu'il ne sera plus possible de cacher à l'opinion marocaine le caractère irréversible du « fait accompli mauritanien ». Jolie formule !

Le « Ministère de la Mauritanie et du Sahara » continuera à exister sur le papier, et la R.I.M. (2) ne sera reconnue officiellement qu'en 1969-70, mais dès 1964-65, l'accent sera mis davantage sur le Sahra. Le problème étant posé devant l'O.N.U., ce sera le début d'une bataille diplomatique acharnée, mais circonscrite pour l'essentiel à l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies. Elle intéresse 3 adversaires : l'Espagne, qui, avec les découvertes minières, se préoccupe enfin de la mise en valeur de sa colonie; la Mauritanie qui, en défendant le Sahra contre les visées de Rabat, défend en même temps sa propre existence; enfin le Maroc pour qui c'est le dernier espoir d'agrandir ses domaines sahariens, puisque ses revendications concernent en apparence une présence coloniale et non le peuple sahraoui, présenté comme victime à libérer et à réintégrer à la « mère patrie ».

Entre le Maroc et la Mauritanie, la partie était au départ inégale. La situation s'équilibra progressivement, à mesure que la Mauritanie diversifiait ses contacts internationaux et réussissait

(1) Organisation Commune Africaine et Malgache.
(2) République Islamique de Mauritanie.

à briser le mur d'hostilité qui la séparait des pays progressistes des 3 continents et du camp socialiste.

Aussi, lorsque l'O.N.U. en vint à examiner le problème de fond (1965-66), il y eut match à peu près nul entre les deux adversaires. L'O.N.U. demanda à l'Espagne d'appliquer au Sahra les résolutions de l'Assemblée Générale, sans omettre de consulter les pays voisins intéressés.

Pour le Maroc, un espoir s'évanouissait : celui d'obtenir gain de cause sans passer par l'exercice du droit à l'autodétermination reconnu à tous les pays dans le cadre de leurs frontières coloniales. Visiblement, la très grande majorité des nations, même amies, n'étaient pas convaincues par les thèses de Rabat, à savoir que le Sahra était un territoire marocain qui devait être « restitué » sans autre forme de procès, comme l'avait été Tarfaya (dont pourtant le caractère marocain n'était guère évident), comme allait l'être Ifni dont personne ne contestait la marocanité, comme devraient l'être Ceuta et Mellilla. L'année suivante Rabat se résignera en conséquence à soutenir, en même temps que la Mauritanie, une résolution plus dure à l'égard de l'Espagne, mais reconnaissant explicitement au peuple sahraoui le droit de choisir librement son destin.

Ce texte fixait les grandes lignes des modalités qui devaient permettre ce choix : organisation d'un référendum sous l'égide de l'O.N.U. et en consultation avec les pays voisins (Maroc, Mauritanie et Algérie).

Au Maroc, ce résultat fut présenté comme une victoire de la diplomatie royale pour qui l'essentiel était, paraît-il d'obtenir une condamnation ferme de l'Espagne, mise en demeure de quitter le Sahra. La méthode importait peu, car les Sahraouis n'attendaient que la possibilité de s'exprimer pour réclamer massivement le « retour à la mère-patrie ».

Le croyaient-ils vraiment? Avaient-ils fini par se persuader de la réalité de leurs slogans, à force de les répéter? Ou bien les Marocains étaient-ils simplement pris à leur propre piège?

En effet, les délégués des pays frères qui essayaient d'arranger les choses leur disaient : « D'accord pour chasser l'Espagne... Pour le reste, il est difficile de persuader l'O.N.U. de ne pas respecter ses propres engagements concernant l'exercice par les populations de leur droit à l'autodétermination. Mais c'est tout à votre avantage : vous nous avez toujours assurés qu'il s'agit de marocains prêts à tous les sacrifices pour défendre leur marocanité... »

Que répondre à cela quand on sait par ailleurs qu'on ne peut de toutes façons rien obtenir de plus.

Même si, en eux-mêmes, ils n'étaient pas sûrs des sentiments des Sahraouis, les dirigeants marocains espéraient sans doute les infléchir par la suite en leur faveur.

Comment on fabrique des mouvements de libération

Les tentatives se succédèrent dès lors pour susciter un courant pro-marocain. En ce sens, la présence au Maroc de nombreux réfugiés sahraouis venus en 1957-58 et la population sahraouie de Tarfaya (rattachée au Maroc en 1958) représentaient un atout majeur.

Au lieu de soutenir les patriotes sahraouis sincèrement désireux de se battre mais non servilement dociles, les « services concernés » préféraient utiliser des méthodes policières : pression, corruption, répression, assassinat, enlèvement... Résultat : les éléments honnêtes qui arrivaient à s'enfuir préféraient retourner au Sahra, risquant de se retrouver dans les geôles espagnoles, ou se réfugier ailleurs. Ils allaient rejoindre le Mouvement de Libération Sahraoui, qui commençait à s'organiser.

Des éléments opportunistes se prêtèrent cependant au jeu marocain et promirent d'organiser des mouvements. Des sommes considérables furent englouties dans ces tentatives. De 1966 à 1975, une dizaine de sigles seront ainsi lancés « sur le marché » avec le même insuccès.

En voici quelques-uns :

1966 : Front de Libération de la Saguia El Hamra et du Rio de Oro; gelé en 1967 pour... inconsistance

1972 : Morehob (Mouvement de Résistance des Hommes Bleus)

1973 : Front national de la Libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro

1974 : Mouvement du 21 août (référence à une date importante pour la monarchie alaouite : le 20 août, anniversaire célébré chaque année de la « Révolution d'un peuple et de son roi »).

1975 : F.L.U. (Front pour la libération et l'Unité).

Les arguments du Maroc
les Sanhadja et les normands

On a vu quel rôle ont joué, dans presque toute l'histoire du Maroc indépendant, les revendications concernant la Mauritanie et le Sahra. On n'en est que plus étonné de la faiblesse des arguments sur lesquels elles se fondent et qui sont censés prouver la marocanité des pays et peuples revendiqués.

C'était déjà vrai pour les plaidoieries d'Allal El Fassi qui avaient au moins pour elles l'éloquence, probablement la sincérité et le prestige du grand leader. Son problème à lui ce n'était pas, visiblement, de donner des preuves concrètes, rationnelles, mais simplement de dire, d'affirmer, de révéler...

Mais depuis, d'innombrables spécialistes furent chargés de constituer des dossiers solides : historiens, diplomates, sociologues, géographes, juristes... Du moins on voudrait le croire, pour ne pas dénier un minimum de sérieux au gouvernement d'un grand pays, à un État si ostensiblement fier de l'ancienneté de ses traditions étatiques, de son enracinement dans l'histoire.

Pourtant, le dossier est toujours aussi pauvre. Depuis bientôt 20 ans, on entend les mêmes affirmations gratuites, les mêmes comparaisons sans signification, les mêmes évocations historiques tronquées.

Or, toute l'affaire tourne autour d'un problème : le Sahra faisait-il partie du Maroc?

Autodétermination ou pas; partage ou pas; querelle faite à l'Algérie...; légitimité de la position des progressistes marocains (chauvins ou simplement patriotes...); soutien ou non au mouvement sahraoui (mouvement de libération anti-impérialiste ou groupe sécessionniste faisant le jeu de l'impérialisme) etc.

Tout dépend de la réponse à cette première question : s'agit-il ou non d'un territoire marocain?

Les thèses marocaines sont connues : elles ont été largement diffusées dans des documents officiels, des brochures, des articles de propagande. Signalons en deux, dont chacun constitue le résumé, la *somme* d'une époque :

— Le Livre Blanc sur la Mauritanie et le Sahra publié en 1960 par le Ministère des Affaires Étrangères Marocain;

— La plaidoirie marocaine devant la cour de La Haye (1975).

Un trait commun à tous ces documents : le peu d'intérêt accordé aux peuples de « ces régions ».

On trouvera donc peu de choses sur la société sahraouie, sa vie, son organisation propre. Le « Livre Blanc » par exemple, se contente de nous dire, dans une note en bas de page : « ... les Sanhadja almoravides s'affirmaient dans tout le Sahara jusqu'aux confins du Sénégal et du Niger. Des tribus d'ethnicité unique peuplaient le pays de la Méditerranée jusqu'au Soudan : les Djezoulas entre le Sous et la Seguia, les Sanhadja plus au sud et les Lemtouna, originaires de la dynastie des Almoravides, au nord du Niger. Aujourd'hui encore, ces Sanhadja s'éparpillent dans l'Atlas, le Rio de Oro, la Saguia El Hamra et le sud de la Mauritanie ».

On est bien avancé, car pour prendre un exemple européen, cela équivaudrait à dire que des tribus diverses telles que les Normands s'étaient affirmées dans toute l'Europe occidentale, de la Scandinavie à la Méditerranée, et d'en tirer argument comme preuve d'une ethnicité unique des peuples d'Europe.

Dans d'autres documents, des développements plus importants sont consacrés à l'ethnicité, à l'organisation sociale, culturelle et économique.

L'argument de base reste :

« Les sahraouis sont musulmans et arabes, ce sont donc des marocains et des sujets de Sa Majesté... »

L'utilisation d'arguments aussi étonnants... étonne car une vingtaine d'autres pays frères pourraient être revendiqués de la sorte.

Ces « arguments » continuent pourtant à être utilisés, devant les instances les plus exigeantes. Écoutons le procureur Ben Jelloun, devenu en la circonstance avocat de Sa Majesté devant la Cour Internationale de Justice :

« La culture du Sahara, est la même que celle du reste du Maroc; et lorsque le mémoire espagnol cite le cas du Cheikh Mohamed Ould Mohamed Salem, qui a écrit des commentaires de plus de 1 250 pages au Maroc espagnol, ce mémoire oublie seulement d'indiquer que cet auteur, comme d'ailleurs tous les auteurs ou intellectuels sahraouis, emploie la langue arabe pour s'exprimer, c'est-à-dire la langue de l'ensemble des marocains »...

... « La culture des habitants du Sahara issue du patrimoine commun arabe ou musulman et véhiculée par la même langue que celle qui est parlée à travers le monde arabe, ne peut, par

définition, être différente de la culture des autres habitants du Maroc... »

Bien sûr. Ni de ceux du Qatar, ou de Khartoum. Une petite rectification, cependant : Mohamed Ould Mohamed Salem, ne vivait pas au Maroc espagnol, mais au Tiris, aux confins mauritano-sahraouis (Rio de Oro).

Les thèses marocaines s'appuient aussi sur des « arguments historiques et juridiques » de deux sortes :

— des traités internationaux auxquels on essaie de faire dire le contraire de ce qu'ils disent. Ainsi, le traité de 1767 entre l'Espagne et le Maroc, où le Sultan limite ses prétentions territoriales extrêmes à l'Oued Noun, de façon explicite et sans équivoque;

— des expéditions qui auraient porté la souveraineté marocaine jusqu'au Sahra.

Mais même si on admettait que les expéditions dont ils font état ont bien eu lieu, ce qui est loin d'être prouvé, et même qu'elles ont été suivies d'occupation durable, ce qui est manifestement faux, cela ne donnerait pas au royaume chérifien le droit de « rétablir » sa domination sur des peuples qui n'en veulent pas et refusent en quittant une oppression coloniale dont ils sont en train de se libérer, de tomber dans une oppression féodale et néo-coloniale plus impitoyable encore.

Des nations et des frontières

Pour mieux comprendre, prenons quelques exemples : Afrique, Europe, Moyen-Orient, Asie, on a l'embarras du choix.

En Afrique, personne ne s'est avisé, jusqu'à présent, de revendiquer ses voisins sous prétexte que tel empire congolais s'étendait sur plusieurs pays actuellement séparés par des frontières étatiques ou que Samory, ou El Hadj Omar régnaient sur une grande partie de l'Afrique Occidentale.

En Europe, qui aurait l'idée de vouloir rendre à l'Autriche la Hongrie, dont la « perte » est pourtant bien postérieure à la prétendue perte du Sahra? Pourtant les deux pays étaient longtemps liés au point de désigner l'État qu'ils formaient de leur double nom!

Au Maghreb même, l'Algérie et la Tunisie, pendant des siècles

provinces de l'Empire ottaoman, en furent détachées par la violence coloniale au XIXe siècle. Selon le raisonnement de Rabat, elles auraient dû être rendues, au moment de la décolonisation, à leur situation antérieure. Personne pourtant n'a pensé à demander aux Algériens, lors du référendum de 1962, s'ils désiraient redevenir Turcs ! Ni quelques années plus tôt, aux Tunisiens et aux Libyens.

Donc, même si le Sahra avait été soumis à la domination marocaine, il y a un ou dix siècles, cela n'aurait pas suffi, au regard du droit international moderne, à faire prévaloir un éventuel « droit de reconstitution d'empire » sur le principe de l'autodétermination et de l'indépendance universellement et inconditionnellement reconnu aux territoires et peuples coloniaux.

De surcroît, le Sahra n'a jamais eu de liens étatiques et administratifs avec le royaume chérifien. Qu'en est-il alors du « Grand Maroc » et de cet État marocain plus que millénaire qui, à en croire certains publicistes, ferait de ce pays le seul agent actif de l'histoire araboafricaine en Afrique du Nord-Ouest et l'héritier culturel de toutes les dynasties, de tous les empires qui s'y développèrent ?

Loin de nous l'idée de vouloir diminuer aux yeux des patriotes, des citoyens, des enfants marocains le glorieux passé de leur pays. Ils ont le droit d'en être fiers. Mais est-ce vraiment toucher à la dignité d'un pays que de constater qu'à une période historique donnée y prévalaient *en gros* les mêmes réalités et les mêmes conceptions sociales, intellectuelles et politiques que dans les pays voisins ? Des pays où dominaient la même culture, la même idéologie et les mêmes pouvoirs ?

Et si les petits — et les grands — marocains peuvent être fiers de leur marocanité et aussi de l'important héritage maghrébin commun à plusieurs peuples, pourquoi les Tunisiens et les Algériens par exemple n'auraient pas le même droit ?

Un de nos grands saints a composé, il y a un siècle, à l'usage des mystiques en herbe, un petit poème... dont la substance est difficile à transposer, mais dont le sens vulgarisable est à sa manière une belle leçon de tolérance et de modestie :

« *Le prophète-messager de Dieu est un puits profond et désaltérant*
les saints sont vers lui des chemins pour l'égaré
ne nie donc pas, ô toi qui vas vers l'eau,
la pluralité des chemins qui mènent au puits.
le disciple doit croire que son maître
ne le cède à aucun autre

sans nier le mérite d'autres maîtres :
Dieu est vaste et ses dons
seul peut les connaître exhaustivement
celui... dont la générosité est infinie... »

Aujourd'hui, les notions de frontières étatiques précises, d'État national, de nationalisme au sens moderne sont choses évidentes, claires. Du coup, on a tendance à croire qu'il en a toujours été ainsi.

Faut-il rappeler que, jusqu'à la colonisation par l'Europe du reste du monde, ce n'était pas le cas? Et qu'en Europe même où il s'est d'abord développé, le phénomène est tout récent : 2 ou 3 siècles à peine. Auparavant, les armées des rois transportaient constamment avec elles les frontières de leurs « pays » à la semelle de leurs souliers; aux sabots de leurs destriers; il serait plus exact de dire : les frontières des *domaines* de leurs monarques.

Par quel miracle aurions-nous pu, au Maghreb, produire un État-national vieux de 1 000 ans? Et pourquoi les historiens, sociologues et politologues du monde entier feraient-ils si peu cas d'un cas aussi rare?

Mais soyons sérieux. Si notre région, notre monde arabo-musulman a toujours été le lieu de prédilection d'un certain type de nationalisme — refus, résistance à la domination étrangère, solidarité communautaire — il était sans doute l'un des domaines à priori les moins propices au développement du sentiment national dans sa définition moderne la plus étroite, dont la résolution 244 du Conseil de Sécurité est le modèle idéal.

Quelle frontière en effet pour notre Oumma, la Oumma de Mouhammad, d'où était bannie par principe toute discrimination de race, de couleur, de langue, de pays etc...? Celle de Dar-Al-Islam, c'est-à-dire, littéralement la « Maison de l'Islam »; le domaine, la patrie de l'Islam.

Pour vaste qu'il fût, ce patriotisme-là ne manquait pas pour autant de vigueur : c'est à lui que nous devons des siècles de grandeur. Le nationalisme de type nouveau, secrété par le colonialisme dont il est l'antidote, est obligé dans la pratique, d'épouser les contours de frontières nouvelles, elles aussi inventées par l'occupant européen. Mais pour être (devenu) nationaliste tunisien, on n'en est pas moins maghrébin, arabe et — sauf exception — musulman. Tout au moins au début. Et tous ces nationalismes se superposent ou se tiraillent, convergent ou se contredisent; en tout cas cette allégeance multiple ne favorise pas au départ,

l'éclosion précoce d'un sentiment national exclusif, à *l'objet* unique et clairement défini, comme pour un Suédois, un Japonais, un Brésilien.

Cette dualité est difficile à comprendre pour l'étranger; mille exemples pourtant témoignent de sa profondeur et de ses répercussions politiques, culturelles, sociales dans la vie des individus, des peuples, des États. Sait-on par exemple qu'aujourd'hui en Syrie ou en Irak, le gouvernement en place est considéré officiellement, constitutionnellement, comme un gouvernement provincial indépendant malgré lui, en attendant la réunification avec les 20 autres provinces de la Nation Arabe — c'est-à-dire avec les 20 autres pays frères? En attendant, ce gouvernement de la province syrienne (ou irakienne) obéit théoriquement à une direction nationale, c'est-à-dire arabe du parti Baath, composée de délégués des sections de ce parti dans tous les autres *Qitr* (1).

On connaît sans doute mieux en Occident les théories pan-arabes et pan-islamiques du leader de la révolution libyenne dont les initiatives hardies constituent peut-être la meilleure illustration de ce patriotisme pluriel, pas toujours facile à assumer.

L'unité politique de la Oumma de Mouhammad, de la patrie de l'Islam dura environ un siècle, jusqu'au début du règne des Abbassides. Depuis, la vaste patrie de l'Islam, offrait un champ presque illimité aux ambitions des faiseurs d'empires. De la Perse à l'Atlantique, aucune frontière nationale ne se dressait en obstacle à leurs conquêtes. Si les historiens s'amusaient à montrer sur une carte les frontières des États qui s'érigèrent au cours des 10 derniers siècles, chaque pays actuel, chaque ville serait traversée par des dizaines de tracés qui se couperaient, se croiseraient, s'enchevêtreraient à l'infini.

Cela est plus spécialement vrai au Maghreb (avec, puis sans l'Andalousie). Durant les six derniers siècles, des dizaines de pouvoirs se sont partagés les 3 pays centraux — il n'existait évidemment ni Maroc, ni Algérie, ni Tunisie — appellations inventées par les étrangers et utilisées par eux seuls jusqu'à une époque très récente. Les États étaient désignés par référence à leur fondateur, à une dynastie, à la rigueur à une capitale (Marrakech, Tunis, Tlemcen, Constantine...) Ils naissaient à n'importe quel bout du Maghreb et demeuraient un petit pouvoir

(1) Pays-province.

local ou s'étendaient jusqu'à l'autre extrémité, où il leur arrivait parfois de se maintenir longtemps en ayant perdu toute attache avec leur point de départ.

Tout se passait comme si le Maghreb était, dans le cadre de l'ensemble arabo-musulman, un pays à vocation nationale unitaire... qui n'en finissait pas de faire ou de perdre son unité.

C'est en fait la colonisation européenne qui décidera définitivement en faveur des divisions et stoppera le développement historique naturel en érigeant les terribles barrières que sont les frontières étatiques modernes.

Au-delà du Maghreb el Aqsa (Maghreb extrême — actuel Maroc), les frontières s'imposaient d'elles-mêmes. Tout se conjuguait pour arrêter les velléités d'expansion dans cette direction : l'impossibilité pour les sédentaires du nord d'affronter le désert; le coût prohibitif de ce genre d'expéditions et surtout la « sauvagerie » légendaire des « Arabes du Sahra », c'est-à-dire leur volonté d'indépendance, leur courage et le monopole qu'ils avaient de la connaissance de ce « terrible désert » qui, pour nous, est simplement notre pays; enfin, l'absence de motivations suffisantes pour affronter tant de dangers et de fatigues.

Ces pays au-delà du Maghreb extrême, ne s'étaient cependant jamais donné des gouvernements centralisés et sédentaires; dignes donc d'être reconnus par les puissances de l'époque comme interlocuteurs valables. Comme toute l'Afrique, c'était en somme « le domaine des tribus » dont le droit colonial fera ses fameuses « terrae nullius » — « territoires sans maîtres ».

Domaine ouvert au premier venu? Voire. Les tentatives sultanesques s'y sont brisées nombre de fois et les conquérants européens y ont rencontré une résistance plus longue et plus meurtrière que dans les États les plus fiers de leur historicité.

A l'apogée de leur puissance, certains monarques maghrébins ont entrepris la traversée du Sahra. Mais leur objectif n'était pas de tenter l'impossible, de soumettre à leur autorité les pays des Maures; mais de trouver un chemin vers le fameux « or du Soudan ». Ils essayèrent de traverser le désert comme d'autres l'océan. L'une de ces expéditions les plus anciennes, la plus fameuse et celle qui a donné lieu à l'occupation la plus durable fut celle du « Pacha Djouder », ce condottiere espagnol qui conquit Tombouctou.

Il le fit grâce à une armée qui préfigurait étrangement les futures armées coloniales : 2 000 mercenaires européens des

mieux organisés, entraînés au maniement des armes « modernes » de l'époque, en constituaient l'encadrement et le fer de lance, le gros des troupes étant d'origine indigène. Cette expédition d'un genre particulier faite sous le pavillon d'une dynastie de « l'Extrême Maghreb » ne concernait de toute façon pas le Sahra : elle est passée plus à l'Est, sur les territoires de l'Algérie et du Mali actuels. Les sultans prenaient d'ailleurs toujours soin de se ménager des alliances parmi les tribus du désert avant d'en affronter la traversée, étant toujours entendu qu'il s'agit de *traverser* un territoire non de l'occuper.



Les revendications mauritaniennes : une mesure défensive

La république Islamique de Mauritanie (R.I.M.) est née le 28 novembre 1960. Mais les premières revendications officielles de la Mauritanie sur le Sahra datent du... *1er juillet 1957 !*

La Mauritanie a donc revendiqué le Sahra 3 ans avant d'avoir obtenu son indépendance, alors que le Maroc a laissé passer plusieurs années après avoir recouvré sa souveraineté avant d'émettre officiellement des prétentions relatives à ses voisins méridionaux.

On verra ce qui explique une telle précocité de la part d'un régime qui, même après avoir atteint la majorité, ne se montrera jamais très enreprenant sur le plan des conquêtes et sera même parfois étonnamment accommodant sur le chapitre de la défense de son intégrité territoriale. Initiative d'autant plus surprenante que la Mauritanie ne jouissait même pas de l'autonomie interne. Elle était « territoire d'outre mer », autrement dit colonie française, dirigée d'une main très ferme, par un gouverneur. Le régime de la « loi-cadre » ([1]) qui devait entraîner une certaine décentralisation dans le cadre de la République — une et indivisible — entrait à peine en vigueur. L'Assemblée territoriale avait théoriquement un peu plus de pouvoir qu'avant et le gouverneur était secondé par un adjoint paré du titre de Vice-Président d'un Conseil de gouvernement qui réunissait, autour du Chef du territoire, des... conseillers qu'on prit vite l'habitude d'appeler « ministres ». Ce conseil et son vice-président avaient un pouvoir très variable selon les territoires.

Là où la lutte anti-colonisaliste avait atteint un degré de maturité et d'organisation tel que l'Administration était obligée de faire appel aux partis les plus avancés et les plus représentatifs,

---

([1]) Dite aussi *loi-Defferre*, du nom du leader socialiste, à l'époque ministre de la France d'Outre-mer.

on allait plus loin et plus vite que la loi-cadre ne le prévoyait (Guinée, Côte d'Ivoire, Soudan, et même Sénégal avec Mamadou Dia et Niger avec Djibo Bakari).

Par contre, là où les mouvements nationalistes étaient trop faibles ou trop maladroits pour imposer leur présence, l'administration coloniale choisissait elle-même ses futurs partenaires, auxquels elle ne se résignera à accorder une parcelle de pouvoir que des années plus tard.

En 1957, ils devaient se contenter de titres et de quelques avantages matériels. Avec le Gabon, Madagascar et le Congo de l'Abbé Fulbert Youlou, la Mauritanie était citée comme un exemple du genre.

Comment donc un pouvoir « national » aussi embryonnaire, aussi dépendant, aussi dépourvu de compétence en matière de souveraineté pouvait-il exprimer des revendications à l'endroit de ses voisins? L'initiative mauritanienne fut donc dénoncée au Maroc comme une « manœuvre » intolérable de l'administration coloniale. Ce n'est pas la « mauritanité » du Sahra qui inquiétait Rabat (les deux constituant une même « province marocaine »), mais le fait que cette prise de position supposait l'existence d'une entité mauritanienne à vocation étatique, donc « sécessionniste ».

Pour la vérité historique, il faut dire que le même pouvoir, ici encore colonial, là déjà néo-colonial, manœuvrait à Rabat comme à Saint Louis (encore chef-lieu de la Mauritanie française).

Au Maroc, il soutenait et conseillait efficacement une monarchie miraculeusement sauvée et parée d'un nouveau prestige qui lui permettait de ravir le pouvoir à un mouvement nationaliste pourtant populaire, puissant et organisé et de contenir ainsi, dans des « limites raisonnables », le puissant courant anti-féodal et anti-impérialiste qui agitait le pays.

Il lui léguait notamment un appareil répressif ayant une précieuse expérience « anti-subversive » et l'aidait à l'adapter à la nouvelle situation. Cette influence étrangère, ne l'était sûrement pas à l'attitude du Palais à l'égard de l'Armée de Libération, ni à la tactique qui permettra finalement de récupérer cette dangereuse « séquelle » de la résistance anti-coloniale.

L'ironie de l'histoire a voulu que deux pays frères, victimes de la même domination étrangère, se mettent à jouer l'un contre l'autre aux jeux impérialistes dont ils étaient victimes, permettant ainsi à une puissance coloniale de se donner le beau rôle et de

mettre sur le compte de la défense des plus faibles, ce qui n'était que la défense de ses propres intérêts impériaux.

On voit le gâchis qui en a résulté et quelle part de responsabilité en incombe au mouvement nationaliste marocain.

Une attitude différente du Maroc indépendant à l'égard de ses voisins encore colonisés aurait pu être décisive pour la Mauritanie où un mouvement authentiquement national et anticolonialiste émergeait en marge des luttes électoralistes liées à la vie politique de la « métropole ».

En 1957-58, il prenait un essor prodigieux, mais restait extrêmement vulnérable. Il manquait d'expérience et, vu l'isolement du pays, ignorait tout de l'expérience des autres peuples.

Généreux et idéaliste, c'était davantage un courant populaire spontané aux structures à peine embryonnaires, qu'un mouvement politique à proprement parler. Il allait être fauché en pleine croissance, par « l'indépendance ».

Si le Maroc n'avait pas donné des armes aux colonisateurs contre les patriotes mauritaniens, s'il les avait soutenus sans conditions, leur servant de refuge sûr, de base arrière, le cours des événements aurait été radicalement différent dans toute la région.

Le mouvement mauritanien aurait alors pu peser bien plus dans le sens d'une indépendance réelle du pays. Au Sahra, le soulèvement des tribus, mieux préparé, n'aurait pas été un tragique avortement mais le début d'une victorieuse guerre de libération.

La cause de l'unité arabe, maghrébine, y aurait infiniment gagné. Le Sahra, la Mauritanie, libérés dans de telles conditions, n'auraient eu aucune raison de ne pas établir avec leur frère aîné du nord des relations plus étroites, en attendant que le noyau ainsi formé prenne des dimensions véritablement maghrébines avec l'indépendance de l'Algérie — qui, elle-même aurait probablement été accélérée de ce fait.

On objectera que pour cela il aurait fallu qu'existât au Maroc un régime progressiste. Pas nécessairement. Notre hypothèse suppose essentiellement que le Maroc se soit abstenu de baser ses rapports avec ses voisins du sud sur des revendications territoriales.

Or, il faut rendre au moins cette justice à un régime vis-à-vis duquel nous ne sommes pas suspect de complaisance : il ne porte pas la responsabilité première des revendications, qui lui ont été imposées par Si Allal El Fassi et la « machine » du mouvement

nationaliste, que le grand leader avait réussi à mettre en branle au service d'une vision grandiose, mais éminemment chauvine et impériale. Avec une vision comparable mais moins élitiste, moins étroitement chauvine, plus dynamique, si la dixième partie des formidables moyens engagés en affrontements l'avaient été pour promouvoir la solidarité de lutte et la coopération entre les peuples, l'unité maghrébine serait aujourd'hui une réalité vivante.

La vision d'Allal El Fassi était en effet séduisante. Son erreur a été de se tromper d'« étiquette ». Au lieu de « Maroc », il aurait fallu dire « Maghreb » pour désigner le grand ensemble dont il rêvait et toute la perspective aurait été changée. Au lieu d'un affrontement de nationalismes, dont l'un voudrait dominer les autres, il y aurait eu convergence et addition d'efforts, lutte commune pour créer ensemble, en se dépassant, quelque chose de nouveau, de supérieur. Cette confusion des termes s'explique du reste sur le plan linguistique : le mot « El Maghreb » veut dire à la fois Maroc et Maghreb (dans ce dernier cas on lui ajoute maintenant le qualificatif « arabe » pour établir la différence).

Si bien que pour dire « Maghreb » ou « Occident arabe », on dit en fait « Maroc arabe », mais comme cette expression peut très bien être utilisée pour indiquer simplement que le Maroc est arabe... on s'y perd, même en étant arabe !

On peut se demander, dans ce cas, si Allal El Fassi n'a pas été trop modeste dans sa vision du Maroc-Maghreb dont les limites devraient s'arrêter non plus à la Saoura, mais à la Cyrénaïque.

« Le Maghreb » désignait « l'Occident arabe » tout entier, depuis une époque reculée où il n'existait aucune frontière durable séparant des entités « nationales » ressenties comme telles. Les frontières changeaient au gré des dynasties ou même des souverains, dont les domaines s'étendaient à l'ensemble de l'Afrique du Nord ou au 10e de l'actuelle Tunisie. Progressivement, une différenciation s'est établie : Tripoli, Algérie, Tunisie, El Maghreb el Aqsa (extrême Maghreb) ou Marrakech (d'où le Marruecos espagnol puis le Maroc français).

L'État portait simplement le nom de la dynastie régnante. Il n'y avait donc pas d'État marocain, mais une *dawla alaouya* (Royaume alaouite), comme aujourd'hui encore le royaume Saoudite, de « saoud », nom de l'ancêtre de la dynastie régnante).

Cela correspondait bien mieux à la réalité de l'époque, au système des relations internationales et surtout inter-arabes,

inter-musulmanes : en l'absence de frontières stables entre États, les limites de chacun étaient définies par son autorité réelle.

Depuis que le Maroc moderne s'est réservé l'usage exclusif de l'appellation El Maghreb, les choses se sont compliquées : en arabe, on ne sait plus comment parler de l'unité maghrébine, puisque tout ce qui appartient au Maghreb devient rétrospectivement marocain ! Cette confusion prête à toutes les polémiques. Qu'un mauritanien ou un sahraoui soit qualifié de maghrébin (maghribi) par un cadi du Hijâz (1) et voilà la preuve que, de Tanger à Saint-Louis du Sénégal, tout le monde est forcément marocain (maghribi) !

La position prise en juillet 1957 par le Vice-président de la République Islamique de Mauritanie se voulait autre. Plutôt que d'une revendication, il s'agissait d'un constat : « Nous sommes au fond le même peuple », assorti d'un appel « nous avons intérêt à nous unir, pour le meilleur et pour le pire ». Le pire était évident : la menace que les Choulhas (berbères et par extension, marocains) faisaient peser sur les Bidhân. Le meilleur ? Un appel généreux à partager les richesses mauritaniennes : l'exploitation du fer était sur le point de commencer, et le Sahra était encore réputé irrémédiablement pauvre.

La référence à la réunification de la Mauritanie deviendra rituelle après l'indépendance. Pendant longtemps rien d'autre ne sera fait que cette mention du Sahra à certaines grandes occasions — principalement lors du discours célébrant l'anniversaire de la fondation de l'État.

Rien ne sera fait pour dynamiser, pour renforcer cette solidarité entre Maures « de l'Atlantique à l'Azawâd », invoquée comme fondement de la réunification, pas plus que pour faire connaître à l'extérieur la position mauritanienne. Il est vrai que le gouvernement mauritanien avait fort à faire à l'intérieur pour être admis et pour briser, à l'extérieur, l'isolement dans lequel Rabat avait d'abord réussi à l'enfermer. Mais il y avait, je crois, une autre raison à cette inertie qui ressemblait à du désintérêt.

Le gouvernement de Nouakchott reste longtemps marqué, affaibli par son péché originel : l'absence de légitimité nationale, populaire.

---

(1) Région d'Arabie où se trouvent les lieux saints de l'Islam.

Bien après le ralliement du mouvement national, dont l'élan avait été brisé, le courant ne passait toujours pas entre les masses et le régime, qui restait « très loin », comme l'avait été le pouvoir étranger qu'il remplaçait. Il n'y avait pas eu *rupture* dans l'esprit des gens et probablement pas dans celui du régime lui-même.

Le gouvernement expédiait les affaires courantes, dans les services laissés en place et dirigés plusieurs années encore après l'indépendance par des coloniaux. Or, à l'égard du Sahra, il aurait fallu prendre des initiatives, peut-être des risques, donc être disponible, suffisamment sûr de soi.

Rien de particulier n'allait être fait jusqu'à la grande bataille diplomatique menée à l'O.N.U. à partir de 1964. Encore l'initiative prise alors fut-elle pratiquement individuelle, du fait de la présence d'un diplomate particulièrement sensibilisé au problème, de par ses attaches sahraouies.

Cette bataille faillit être perdue avant d'être entamée. Le manque d'intérêt pour le problème était tel que le nouveau représentant de la R.I.M. ne trouva en arrivant aucune trace de dossier. Le Maroc, lui, avait engagé l'offensive depuis longtemps et pratiquement obtenu gain de cause lors de la précédente session : seuls des détails sans importance avaient finalement fait reporter d'une session, l'adoption d'une résolution recommandant à l'Espagne de négocier avec lui des modalités de la décolonisation du Sahra. La reconnaissance du caractère marocain du « territoire » une fois acquise, l'essentiel était fait pour Rabat.

Il fallut se battre durement pendant deux ans (1964-66) pour remonter le courant. L'O.N.U. reconnaissait au Maroc et à la Mauritanie, à égalité, et aussi à l'Algérie la qualité de pays « intéressés ».

Elle reconnaissait surtout au Sahra le caractère de pays colonial devant bénéficier du droit à l'autodétermination : droit qui allait être bientôt précisé, l'Assemblée Générale demandant à l'Espagne d'organiser un référendum libre.

Une fois ce résultat acquis, la Mauritanie allait avoir d'autant moins de peine à le maintenir qu'elle avait commencé à développer habilement ses relations extérieures et noué de solides amitiés parmi les pays non-alignés qui tenaient le haut du pavé dans les instances internationales. Le Maroc, lui, s'isolait au contraire, dans ses complots, sa répression, son alignement pro-américain.

Contradictions mauritaniennes

Ces succès onusiens ne changeaient cependant rien à l'attitude fondamentale de Nouakchott : toujours aucun signe d'intérêt, aucune initiative; jusqu'au moment où le développement du mouvement de libération sahraoui allait imposer une réaction, hélas négative.

Les autorités mauritaniennes allaient tenter de limiter (sinon d'arrêter) le soutien apporté aux patriotes sahraouis par les populations mauritano-sahraouies des provinces du Nord-Ouest du pays et par le Mouvement National Démocratique.

L'année 1974 voit se développer une campagne de soutien et de protestation au niveau national entraînant un recul tactique très net de la part du pouvoir.

Par ailleurs, un changement relatif était en train de se produire au sein du régime mauritanien, à la suite de mues successives masquées par la stabilité au sommet. La participation à tous les niveaux de responsables plus jeunes, plus modernes, qui n'étaient pas compromis avec l'ancien régime colonial, a contribué à lui donner une mentalité, sinon une âme nouvelles.

Partiellement, car il n'y a pas pour autant rupture, et l'appareil d'État reste en grande partie tel que la « coloniale » l'a formé. Suffisamment cependant pour que la tendance la plus patriotique du pouvoir prône une ouverture vers l'opposition de gauche et pour que le M.N.D. décide de sceller avec elle une alliance tactique à l'occasion du congrès du parti en place (Parti du Peuple Mauritanien, P.P.M.).

Dès lors, le régime mauritanien mène deux politiques parallèles et totalement contradictoires. Pour des raisons et dans des circonstances qui restent à élucider, il décide de s'allier au Maroc pour partager le Sahra et signe à cet effet un pacte secret en octobre 1974. Pourtant, la ligne suivie restait la même! A l'extérieur : alliance avec l'Algérie, militantisme non-aligné etc...; à l'intérieur : politique de réformes nationales tendant principalement à séduire la jeunesse anti-impérialiste et les nouveaux cadres. Le double jeu se faisait particulièrement sournois à l'égard du Sahra : au moment même où on s'engageait à fond avec le Maroc en vue de rayer ce pays de la carte, on s'ingéniait à Nouakchott à jouer au grand frère désormais décidé à apporter son aide; on fermait

davantage les yeux, allant jusqu'à offrir des passeports pour faciliter les déplacements à l'étranger des représentants du Front.

Cette manœuvre fut utile au pouvoir, à plus d'un titre. Sur le plan intérieur mauritanien, elle faisait partie des concessions — ou des appâts — tendus aux Kâdihîn (1) dont les principales revendications comprenaient le soutien à la lutte légitime du peuple sahraoui. Sur le plan extérieur, elle contribuait à maintenir l'image progressiste du régime. Enfin, elle donnait le change au F. Polisario et l'incitait à ménager un gouvernement devenu plus accommodant.

Débat au M.N.D.

Cette politique d'ouverture apparente et de réformes donnait des arguments décisifs à la tendance du M.N.D. et du P.K.M. (2) favorable à un rapprochement avec le régime. En fait, un débat très dur se développait au sein du Mouvement depuis de longs mois, qu'on peut schématiser ainsi :

Première tendance :

Le régime mauritanien est une alliance composite. Certes, on y trouve les représentants des forces les plus conservatrices sur le plan politique et social (féodalité tribale, esclavagiste, agents de l'administration coloniale restés en place etc...) Mais, il y a également une bourgeoisie nationale ascendante, dont les porte-parole gouvernementaux sont les jeunes ministres « techno », les hauts fonctionnaires sortis du même moule et un certain nombre de proches du Président Mokhtar Ould Daddah — ce qui tendrait à prouver que lui-même...

C'est là l'aile marchante et de plus en plus dominante du pouvoir; à preuve : la série de réformes de plus en plus radicales qui acheminent le pays vers une véritable indépendance. De plus, les alliances extérieures et surtout l'aide économique et financière sont essentiellement fournies par les pays du Tiers-Monde, à

(1) Littéralement : « Les prolétaires » : nom par lequel on prit l'habitude de désigner les militants du M.N.D., avant d'être adopté par le nouveau parti révolutionnaire (clandestin) qui devint, depuis le début des années 1970, le principal animateur du mouvement.

(2) Parti des Kâdihîn de Mauritanie.

commencer par l'Algérie et la Libye anti-impérialistes, et même le reste provient d'autres pays arabes, non des super-puissances.

Pour les tenants de cette tendance, l'urgence de soutenir une telle politique paraissait évidente : les conservateurs n'avaient pas désarmé et, avec l'appoint du M.N.D., l'aile patriotique du pouvoir serait à même d'accélérer et de radicaliser la politique d'indépendance nationale et de réformes démocratiques.

Deuxième tendance :

L'analyse de classe qui fonde toute cette démonstration est fausse. Il n'existe pas de véritable bourgeoisie nationale en Mauritanie (1), mais une faible couche parasitaire, « compradore » liée aux étrangers dont elle ramasse les miettes et qu'elle sert. Même en admettant qu'il y ait parmi eux des patriotes, les « technos » ne représentent pas grand'chose au gouvernement : le centre de gravité du régime reste du côté des féodalités tribales, des groupes de pression régionaux ultra-conservateurs, de la bureaucratie héritée du régime colonial. Mokhtar Ould Daddah n'a pas changé et le fait qu'il utilise à un moment donné tel ou tel ministre ne prouve rien; pas plus que ses promenades à Alger, Pékin ou ailleurs : tactique trop connue... Il est donc urgent de *ne pas* abandonner la lutte qui a permis au peuple mauritanien, depuis 1968, de contraindre le régime à certaines concessions. Les réformes (encore bien timides) dont on fait si grand cas, sont dues aux luttes populaires, aux dures batailles livrées par le Mouvement et non à une conversion subite de O. Daddah. Il est urgent de ne pas trahir la confiance des travailleurs, des masses qui ont fait la force du Mouvement, consenti les sacrifices les plus durs, et qu'il sera plus difficile de mobiliser par la suite s'ils ont l'impression que les dirigeants ont cédé à l'attrait du pouvoir; urgent de préserver l'organisation mise en place au cours d'années de luttes et le grand prestige dont jouissent désormais les Kâdihîn; quitte à corriger les excès et les défauts qui ont handicapé le mouvement : volontarisme et aventurisme parfois, faiblesse d'implantation dans les campagnes et la bâdiya (2) (même si le Mouvement y était populaire...)

(1) Sur la *néocolonisation* de la Mauritanie — notamment la notion originale de *Capitalisme en blanc* — on peut consulter utilement « l'indépendance néo-coloniale : la Mauritanie » de Hamid El Mauritaniy — Sisai - Six continents — 1974.

(2) La Bâdiya est pour le bédouin (nomade) ce qu'est la campagne pour le rural; en somme, une campagne qui n'est chaque fois ni tout à fait la même...

Au printemps 1975, le débat approchait de son terme. La volonté de réforme et d'ouverture du gouvernement semblait si évidente que la majorité des militants et cadres du Mouvement était convaincue par les thèses de la première tendance.

Le ralliement au régime est donc adopté, à la veille du 4e congrès du P.P.M., en août.

La plupart des militants du M.N.D. y adhèrent, espérant favoriser une évolution progressiste.

Une minorité refuse de s'incliner. Pourra-t-elle comme elle le pense, *maintenir*, sauvegarder l'héritage, les acquis du Mouvement? Ou le reconstituer... à partir d'un « marweb » (1) ainsi mis à l'abri? (2)

En attendant, bien des patriotes ont l'impression de revivre une séquence de leur vie passée : l'atmosphère ambiguë de la réunification politique de 1961, c'est-à-dire de la première récupération du Mouvement national, qui s'est trouvé *piégé* alors qu'il croyait investir le pouvoir de l'intérieur.

En 1975, le régime a sans conteste réussi l'un des plus beaux « rétablissements » de son histoire. A la veille de s'engager, aux côtés du Maroc, dans l'aventure de la guerre du Sahra, il a réussi à neutraliser une opposition qui aurait constitué un second front, un front intérieur redoutable.

N'assumant sa nouvelle politique que progressivement, il laisse au ralliement des Kâdihîn le temps de devenir irréversible.

Alors que le pacte secret Hassan-O. Daddah date d'octobre 1974 et l'accord tripartite de Madrid du 14 novembre 75, c'est seulement début 76 que Nouakchott *pratique* au grand jour — et encore avec des précautions — ses alliances ainsi renversées. Même l'entrée en guerre, le 10 décembre 1975, est présentée comme un incident regrettable provoqué par le F. Polisario, la Mauritanie s'étant trouvée « en état de légitime défense... »

Les Kâdihîn affirment être restés sur leurs positions au sujet du problème du Sahra. Leur ralliement n'est pas inconditionnel. Ils soutiennent ce qu'il y a de positif dans l'action et les projets du gouvernement, notamment le rapport moral de O. Daddah au Congrès du PPM dont il est le Secrétaire Général, jugés suffisamment intéressants pour justifier un soutien assez franc, mais

---

(1) Semence

(2) Ici s'arrêtait la partie de ce chapitre écrite en 1975.

entendent continuer à combattre les aspects négatifs et à lutter pour certaines exigences fondamentales non encore satisfaites : instauration des libertés fondamentales, satisfaction des besoins les plus urgents des masses, politique d'indépendance nationale, reconnaissance des droits fondamentaux des diverses nationalités du pays, adoption d'une politique juste à l'égard du Peuple sahraoui frère.

Mais s'opposer... comment? Jusqu'à quel point? Et avec quelle efficacité? Une seule réponse claire : de manière à ne pas mettre en danger l'unité politique réalisée. Dans la pratique, cela réduira à peu de chose l'action des Kâdihîn contre la guerre, qu'ils réprouvent pourtant. Cela ne manque pas de causer une certaine déception chez les patriotes sahraouis, dont certains auront l'impression d'une trahison, tout au moins d'un abandon au plus mauvais moment possible.

Deux ans après le ralliement d'août 75, la controverse n'est pas close. Les Kâdihîn minoritaires accusent carrément de trahison leurs camarades ralliés. Ils font valoir — et il est difficile de leur donner tort — que les événements ont prouvé qu'ils avaient raison de contester la sincérité du régime. Nouakchott s'aligne de plus en plus sur Rabat qui *investit* progressivement la Mauritanie — militairement, politiquement, culturellement, économiquement — et entretient un lobby marocain de plus en plus puissant dans tous les domaines; l'ancienne puissance coloniale revient en force, au point qu'on se croit revenu aux plus beaux jours de la Communauté; les alliances extérieures suivent, la seule exception restant le maintien d'une coopération relativement importante avec la Chine, autour de laquelle on fait beaucoup de « tam-tam » pour essayer de « faire passer » le reste.

La direction des Kâdihîn se refuse pourtant à reconnaître cette évolution, et considère que l'essentiel des acquis nationaux d'avant la guerre du Sahra n'a pas été remis en cause : nationalisation du fer, création d'une monnaie nationale, par exemple.

Le Peuple mauritanien refuse la guerre

Même s'ils reconnaissent que leur action contre la guerre n'est pas très... spectaculaire, ils jugent qu'elle n'est pas négligeable, au moins sur un point : elle empêche — elle contribue à empêcher — l'apparition d'une unanimité nationale sur des bases chauvines. Ils ont là, beau jeu de comparer leur résistance, même

passive, au moins morale, aux surenchères désolantes de la gauche marocaine, qui ont tant contribué à renforcer l'union sacrée autour du trône chérifien.

Disons que leur attitude a peut-être contribué à maintenir cette fluidité de l'opinion mauritanienne qui met le gouvernement de Nouakchott en position de faiblesse relative-comparé à son envahissant allié, et que même les étrangers sentent bien, lorsqu'ils voient partout des complicités avec le F. Polisario (Nouakchott, Zouérate etc.). Mais en dehors des Kadihîn, il existe d'autres forces patriotiques d'inspirations diverses opposées à la politique du pouvoir. Même certains unionistes arabes enclins au début à une certaine indulgence à l'égard d'une approche marocaine, s'aperçoivent en fin de compte, que si l'indépendance de la RIM est la première victime de cette guerre, la cause de l'unité est la seconde.

En réalité, le peuple mauritanien continue à refuser la guerre. Non pas de manière active — sauf exceptions (nombreuses il est vrai) — mais de manière diffuse, par une sorte de désobéissance passive pas toujours consciente, mais contre laquelle viennent se briser les efforts de mobilisation populaire et guerrière.

Pourquoi cela, malgré une propagande intense? Chacun a son explication : les populations du fleuve ne se sentent pas concernées, et déplorent pourtant les plus lourdes pertes; celles de l'Est non plus; celles du Nord-Ouest sont soupçonnées de collusion avec leurs cousins sahraouis, etc... En fait, c'est la grande majorité du Peuple mauritanien qui refuse cette guerre, qui n'est pas la sienne. Elle se fait quand même mais, en dehors des profiteurs inévitables et des inconditionnels généralement intéressés, rares sont ceux qui la font en y croyant vraiment; beaucoup de ceux qui la font disent même en privé qu'ils la désapprouvent, mais ne savent comment réagir, et voient avec appréhension, parfois avec indignation, s'apesantir la main-mise sur le pays de la lourde machine militaire et policière marocaine.

Certains « marchent » encore parce qu'on a réussi à les persuader que la Mauritanie n'a pas le choix, et que c'est l'Algérie qui lui impose et la guerre, et l'alliance avec Rabat...

*
* *

Le lecteur pourrait s'étonner, paraît-il, de ne pas trouver ici un chapitre consacré aux revendications algériennes à l'égard

du Sahra — c'est du moins l'avis d'une amie qui vient de lire le manuscrit.

L'auteur de ce livre ne fait pas mystère de ses opinions, ni de ses sympathies, mais il ne les pose pas en postulat, ni ne les impose : il rapporte les faits et les événements ; au lecteur de se faire son opinion.

Alors pourquoi parler seulement du Maroc et de la Mauritanie dans ce chapitre consacré aux revendications territoriales des voisins du Sahra?

Pour une raison très simple : l'Algérie n'a jamais eu de revendications territoriales, et n'en a toujours pas.

C'est un fait connu, officiel, *incontesté.*

C'est tout. Cela suffit, non?

Faut-il rappeler, *en plus*, qu'à l'époque où se développaient ces revendications et les luttes qu'elles engendraient, l'Algérie avait autre chose à faire : elle menait sa propre guerre de libération, jusqu'en 1962; en 1963, elle avait elle-même à repousser une invasion militaire de l'un de ses voisins (1).

Depuis, elle soutient invariablement le droit des Sahraouis à disposer, comme tout le monde, de leurs territoires.

Les Marocains lui prêtent des arrière-pensées.

Il nous semble que les faits avérés et les actions constatables sont des témoins plus solides de la position de chacun, que les procès d'intention.

C'est pourquoi on peut, je crois, légitimement consacrer un chapitre aux revendications du Maroc et de la Mauritanie, sans se sentir obligé de leur adjoindre, sur ce point précis, l'Algérie. Pas plus que le Mali ou la Libye.

(1) Tout le monde aura reconnu, bien sûr, le Maroc hassanien.

Des siècles d'histoire

Aussi loin que porte la mémoire

Les pages qui vont suivre ne constituent pas un manuel d'Histoire; mais un essai de présentation dont l'objectif est de faciliter la compréhension d'un problème, la connaissance d'un peuple; des indications, des éléments culturels, politiques, sociologiques, mais aussi une trame historique, une vision globale et vivante d'un peuple et de son pays, avec les lacunes et les insuffisances, et les richesses qu'elle comporte. Pas de préhistoire, par exemple : simplement, aussi loin que se souvienne la mémoire collective de ce peuple (parfois écrite...).

Certes, la mémoire *se souvient* d'événements survenus il y a 14 siècles et intégrés dans le patrimoine culturel et religieux de ce peuple. Mais sans continuité. Il y a ainsi « un trou » de près d'un millénaire — dans la mémoire; pas dans l'histoire. C'est bien pour cela d'ailleurs qu'il faut la reconstituer.

Aussi loin que porte la mémoire sahraouie, ce peuple vivait libre, sur une terre aux horizons infinis.

Depuis combien de siècles? *Allâhou aalam...* Des siècles, en tous cas. Il y a bientôt deux cents ans, Cheikh Mohamed El Mamy avait déjà écrit son fameux Kitâb el Bâdiya (1) où il consigne les coutumes d'un peuple, d'un pays aux traditions très anciennes.

On s'étonnera sans doute — et certains y puiseront trop hâtivement des arguments pour certaines thèses — du fait que ce pays ne possédait ni nom bien précis, ni frontières clairement délimitées. Comment imaginer une telle situation dans le monde d'aujourd'hui?

Ce peuple existait pourtant; indépendant, il vivait dans une liberté qui ferait rêver les plus libertaires des anarchistes : sans pouvoir central, sans frontières contraignantes, sans impôts...

(1) Le livre de la « Béduinité ».

Aussi loin que remonte la mémoire... dans mon pays, au sud du Sahra, (à la frontière ouest de la Mauritanie) existent des cimetières dont la tradition nous apprend qu'ils sont ceux de Portugais contre qui les habitants se sont jadis battus. Ce fait nous renvoie à la fin du xve siècle, à l'époque où le Portugal — grande puissance maritime et pionnier de l'expansion européenne — cherchait des points « de contact » et des voies de pénétration dans notre continent. Il finit par les trouver, mais plus au sud. Ces cimetières et la tradition sahraouie prouvent que, il y a cinq siècles déjà, ce n'est pas seulement l'hostilité de la nature qui découragea les premières tentatives de colonisation, mais surtout un peuple défendant farouchement sa liberté et celle du continent en montant une garde vigilante face aux puissances dominatrices.

Portugais, Espagnols, Anglais, Français, Hollandais, les tentatives se succédèrent durant les siècles suivants, avec aussi peu de succès — si l'on excepte les occupations multiples de l'Ile d'Arguin, à l'extrême sud, restée finalement française et aujourd'hui mauritanienne. Si l'on excepte aussi quelques échanges pacifiques éphémères à l'occasion d'escales tolérées, les comptoirs commerciaux n'ayant pu s'établir durablement qu'à la fin du siècle dernier.

Même cela ne fut possible qu'à la suite d'un changement de tactique de la part des futurs colonisateurs. Abandonnant toute tentative de s'installer par la force, les Espagnols envoyèrent des délégations chargées de négocier avec les autorités du pays des accords qui régiraient les relations hispano-sahraouies. Cette méthode réussit pleinement à partir de 1884-86, date de la signature de véritables traités entre les émissaires espagnols (1) et un aréopage de personnalités du Sâhil.

Pourquoi tant de souplesse, contrastant avec la politique du « grand voisin » colonisateur — la France?

C'est que la Conférence de Berlin se préparait et que l'Espagne, en pleine décadence, s'empressait de *prendre une option* sur le pays, à défaut d'avoir les moyens d'en prendre possession. Nos ancêtres qui signèrent à la Kedia d'Idjil (aujourd'hui Zouérate) ce qu'ils croyaient être un traité d'amitié, ignoraient la nature de l'enjeu.

---

(1) Le 1er fut Émilio Bonnelli, de la « Sociedad española de geografia commercial » qui rencontra des chefs du Sâhil et l'Émir Ahmed ould Mhammed et revint avec ce qu'il considérait comme des traités de protectorat sur le Sâhil et sur l'Adrar.

La conférence de Berlin, réunie en 1885, avait pour but avoué sans fausse honte, le partage entre les puissances européennes (grandes ou petites) des terres colonisables et, essentiellement, de l'Afrique.

Il s'agissait de fixer les règles du jeu entre parties prenantes pour passer du stade artisanal au stade industriel de l'expansion coloniale; de laisser une place aux colonisateurs tard venus mais ayant les dents longues, comme l'Allemagne, de ménager les « petits » États issus du clivage nationaliste (comme la Belgique), de rendre hommage aux précurseurs (Espagne, Portugal, Hollande) et de freiner les prétentions au monopole des maîtres d'empires comme la France et la Grande-Bretagne, qui risquaient de se lancer dans des guerres fratricides à propos de territoires lointains...

Les États-Unis, seule puissance extra-européenne (1) s'y distinguèrent en plaidant pour une plus grande moralité dans les rapports internationaux et en dénonçant vertueusement certains abus.

Ils « se contentaient » en ce qui les concerne, de se faire reconnaître dans la pratique une petite sphère d'influence réduite à... la plus grande partie du continent américain. Cela ne se faisait pas explicitement, bien sûr, mais par le biais de la fameuse doctrine Monroe qui instaurait une véritable chasse gardée en Amérique Latine, où le néo-colonialisme était déjà en marche. Les Américains seront ainsi, dans ce domaine, en avance d'un siècle!

Les progrès de l'expansion coloniale européenne ont suivi pas à pas, dirait-on, ceux du « décollage » de la société européenne par rapport aux autres civilisations, notamment l'arabe qui semblait (qui semble plutôt, à postériori) avoir été la plus indiquée pour bénéficier de ce décollage.

Après s'être brillamment développée au stade précédent, poussant très loin son avance scientifique, intellectuelle, artistique... on dirait qu'elle a hésité et renoncé au dernier moment, fatiguée par l'effort, cédant aux tentations du luxe et des jeux sophistiqués qu'il autorise... (et à bien d'autres causes, mais « l'explication » ici n'a aucune prétention scientifique).

L'Europe élue

Développer les découvertes déjà faites (navigation, armes à feu, imprimerie, etc.) et les méthodes d'analyse, de recherche, d'organisation, les appliquer en théorie et en pratique, mettre en place

(1) Géographiquement parlant.

la science, la technique modernes, fut l'honneur et surtout l'avantage de l'Europe. Le malheur des autres nations fut de ne pas percevoir cette mutation radicale, de n'en voir que certains effets apparents... les armes, par exemple. Jusque-là, si l'ennemi avait une arme légèrement supérieure, il suffisait de s'en procurer un prototype et de l'adopter. Se procurer des fusils, ou même des canons, ne suffisait plus. Le problème n'était d'ailleurs pas uniquement celui de ces armes là, mais aussi et surtout celui d'une arme encore plus redoutable, l'arme organisationnelle, méthodologique.

Ce « décollage » fut lent selon les normes d'aujourd'hui. Peu à peu cependant, l'équilibre s'était rompu au détriment des nations non-européennes; de manière si fondamentale qu'elle semblait témoigner d'une différence *de nature*. D'où parfois, pour nos peuples écrasés par une force inhumaine (surhumaine?) et ne disposant pas d'une explication logique, ne *pouvant* comprendre, le recours, la croyance à des phénomènes surnaturels, diaboliques (les choses étant ce qu'elles sont, il était évidemment difficile de penser à des anges...) d'où les « diables blancs... » et bien d'autres formules...

D'où également le complexe de supériorité qui se développa, s'enfla chez les Européens, pour se transformer en racisme d'abord simple, brutal, puis de plus en plus élaboré, civilisé, tout au moins chez certaines élites. Sa théorisation la plus humaniste et la plus payante devait être la mission civilisatrice de l'Europe. Autrement dit, en pratique, l'appropriation par celle-ci de l'ensemble des autres pays du monde, dont les peuples seraient forcés de *bénéficier* de la (vraie) civilisation, c'est-à-dire du mode de travail et (accessoirement) de vie et de pensée européens, donc l'éviction des autres civilisations ou leur réduction à un simple folklore, à une parure.

La réussite est incontestable — la preuve... —. Et même si parfois ses conséquences sont loin de ce qu'avaient voulu les *civilisateurs*, on ne peut nier une uniformisation apparemment irréversible, une universalisation de la civilisation européenne.

Mais à l'ère de Bismarck, on n'en était pas encore là. Il s'agissait encore d'occuper les territoires, de les mettre en valeur, c'est-à-dire d'en tirer au plus vite le maximum de profit pour la métropole et, subsidiairement, de catéchiser quelques *bons nègres* pour montrer qu'on n'oubliait pas la mission civilisatrice : cela donnait bonne conscience à l'élite humaniste, embryon de cette future opinion publique internationale et à qui il fallait déjà sa ration quotidienne de démagogie.

Les autres peuples n'étaient pas encore *universalisés*, pas même leurs élites.

A la Conférence de Berlin, donc, l'Espagne fit valoir ses « droits » sur le Rio de Oro « droits historiques et naturels » — ceux qui revenaient au premier explorateur, au « découvreur ». Et puisque l'Espagne était établie aux Iles Canaries, la côte africaine qui leur faisait face lui revenait *de droit*.

La Conférence de Berlin ne fit guère de difficultés pour entériner ce que le concert européen avait admis. A une condition : que le terrain soit effectivement occupé par la puissance qui en revendiquait l'attribution.

A Berlin : une bonne histoire d'héritage

On ne peut éviter de penser à ce principe démocratique que proclame notre droit musulman, et que les réformes ou révolutions agraires tentent d'appliquer : « la terre à celui qui lui donne la vie » (autrement dit qui la met en valeur).

La Conférence de Berlin, c'était un moment étonnant d'une bonne histoire d'héritage... Le monde, l'Afrique étaient considérés comme la propriété d'une famille, celle des nations civilisées d'Europe. Certains enfants étaient trop trubulents, gourmands et accapareurs. Il fallait procéder au partage. Mais il n'était ni pratique, ni moral de partager en parts égales.

La tâche, la « mise en valeur » était rude et exigeait des qualités — esprit d'entreprise, goût du risque — des moyens économiques, militaires, etc. qui n'étaient pas également partagés. Le conseil de famille prétendait donner à chacun ses chances : « allez mes enfants... explorez, prenez de la peine ! mais évitez de vous disputer. Le domaine est immense. Allez dans des directions différentes et vous aurez toutes les chances d'agrandir vos terres sans jamais vous rencontrer. Si par malchance cela arrivait, quelques règles de bonne conduite éviteront les heurts. Sinon, revenez en famille, vous soumettre à l'arbitrage du Conseil. Pour simplifier les choses, deux principes simples étaient adoptés :

— Si un frère vous a précédé, n'essayez pas de profiter de sa découverte pour le frustrer du fruit de son effort : laissez-lui la priorité, c'est la juste récompense de son audace et de son esprit d'entreprise.

— Ne croyez pas pour autant que cette prime au premier découvreur vous garantit durablement la propriété d'un terrain. L'intérêt supérieur de la famille et de la Civilisation veut qu'un maximum de terres soient défrichées, mises en valeur, civilisées.

L'accaparement de terres en friche, où l'ordre et l'exploitation économique ne seraient pas assurés, « n'est pas admis ».

Voilà donc le gouvernement espagnol bien embarrassé. Il ne manquait pas de *bonnes intentions*, ne demandait qu'à *occuper*, mais n'en avait guère les moyens. Il allait donc tricher. Il se contenta d'installer un comptoir commercial sur la côte, puis deux, puis trois, avec l'accord et sous la protection des Chefs sahraouis. Cela n'empêcha pas certaines *bavures* : les factoreries furent parfois l'objet d'attaques, parfois complètement détruites par des groupes de patriotes inquiets de la trop grande confiance des chefs et peu rassurés par les bonnes paroles de ces infidèles dont les frères massacraient les nôtres ailleurs et profanaient partout la terre d'Islam.

Il est vrai qu'une puissance d'une toute autre envergure coloniale, faisait le travail pour deux. Madrid n'avait qu'à attendre, endormant les sahraouis avec qui elle était en contact par une politique pacifique et amicale, une présence uniquement commerciale et peu encombrante, et au besoin une certaine générosité — celle du pauvre, mais on fait ce que l'on peut — jusqu'à ce que la France ait « fait le boulot ».

Après avoir été irritée par les prétentions espagnoles qui menaçaient de briser l'unité du bel empire qu'elle projetait de se constituer en accaparant toute la partie nord-ouest de l'Afrique, la France se mit à encourager l'installation et le maintien de Madrid dans la région. Cela peut paraître paradoxal, car il lui aurait été relativement facile d'éliminer ce concurrent faible. Elle ne s'en serait pas privée — c'était la règle du jeu, la loi de la jungle — si elle n'avait eu de sérieuses raisons d'agir autrement. En vérité, la France avait besoin de laisser à l'Espagne un bout de quelque chose, dans cette partie du continent. Paris ne pouvait, devant le concert européen, et à l'égard de ses principaux rivaux, l'Angleterre et l'Allemagne, contre qui elle menait une lutte âpre pour le partage de chaque région encore colonisable, justifier la prétention d'accaparer seule l'immense Afrique du Nord-Ouest. Tout devenait différent s'il s'agissait non plus d'une, mais de deux grandes nations européennes (qualité que personne ne pouvait contester à l'Espagne même décadente).

Or, pour la France, il était particulièrement avantageux d'avoir pour voisin colonial un État faible :

— elle se garantissait contre la présence d'un voisin plus exigeant ;

— Avec l'Espagne, qu'elle devait pousser, aider à occuper sa part, elle savait qu'elle pouvait en réduire à volonté la dimension. Elle allait se tailler en fait la part du lion et, à condition qu'il y ait présence espagnole, les autres ne pourraient plus rien faire.

A la France, la Mauritanie, à l'Espagne le Rio de Oro.

A la France, le Maroc, à l'Espagne la zone du Rif dite « Maroc espagnol ».

A la France était, déjà, toute l'Algérie. Et le Sénégal, le Mali, etc.

Les territoires destinés à l'Espagne étant entourés de toutes parts, comme encerclés par des *possessions* françaises, ou destinées à le devenir, il suffisait d'attendre que la France ait fini de pacifier les siens pour que ceux de l'Espagne tombent pratiquement d'eux-mêmes. Le schéma ne fut pas respecté jusqu'au bout au Maroc où les Espagnols se sentaient davantage chez eux, s'appuyant sur la présence de villes espagnoles installées au Maroc même, où ils avaient débarqué un important corps expéditionnaire. Ces circonstances « favorables » devaient leur coûter cher : elles les poussèrent à être plus offensifs, mais ne les empêchèrent pas d'être écrasés par le grand héros du Rif, Abdel Krim Al Khattabi.

C'est l'occasion qu'attendait la France, dont l'intervention massive sauva les Espagnols et consolida l'ordre colonial dans l'ensemble du royaume chérifien.

France-Espagne : le droit du plus fort

Chez nous, les choses se déroulèrent de façon bien différente. L'Espagne attendit tranquillement que les domaines français environnants fussent complètement occupés, « pacifiés », encerclant totalement — au sud, à l'est, au nord — le « Sahara espagnol », dont il fallut bien, à la fin, fixer les limites, car d'empiètements en droits de suite, les bords de la « Rivière d'Or » tendaient curieusement à se confondre avec le rivage de l'Atlantique.

En fait, des négociations laborieuses et âpres avaient eu lieu

à la fin du XIXe et au début du XXe siècle entre Madrid et Paris. Dans un premier temps, Madrid avait obtenu une délimitation de principe, « normale », pourrait-on dire : conforme, en tous cas, aux frontières politiques et humaines existantes. A l'origine, les Espagnols avaient un but précis, une idée fixe : obtenir ce qu'ils appelaient Adrar Temar, l'inclure dans leur domaine. Ils invoquaient des prétextes historiques, un début d'exploration, sinon d'occupation et autres « antécédents (1) ».

Les Français firent valoir sans peine qu'il s'agissait là du cœur même de l'Émirat de l'Adrar qui était *incontestablement leur*, d'après toutes les normes, valeurs et usages de la famille coloniale.

Bien mieux informés et documentés, ils firent état de nombreuses expéditions dont de fort récentes et submergèrent sous une avalanche de documents et de témoignages « irréfutables », les négociateurs ibériques.

On transigea donc une première fois, sur un malentendu, volontairement entretenu sans doute par les Français : cela leur permettait de passer un cap difficile en faisant valoir devant le concert européo-colonisateur une entente hispano-française parfaite; plus tard, les Espagnols allaient bien être obligés de s'incliner. Non seulement parce que rapport de force oblige, mais aussi parce qu'ils découvriront trop tard qu'ils s'étaient « laissés avoir »...

Le compromis accepté laissait à la France l'Adrar Temar, mais dans ses limites les plus étroites. Pour les Espagnols, cela voulait dire la montagne de l'Adrar, la frontière passant à peu près par la ville d'Atar ou, à la rigueur par Foum Jaol, à quelques kilomètres au nord-ouest, pour ne pas diviser l'agglomération ataroise; la frontière aurait continué vers l'Atlantique en passant par la région d'Akjoujt, pour aboutir non loin de Jreida.

Pour la France, il ne pouvait s'agir que de l'Émirat de l'Adrar, ce qui était justifiable géographiquement et politiquement. Et la thèse française finit par prévaloir dans son extension maximum.

Le pays des Sahraouis a été colonisé officiellement par l'Espagne. C'est pourquoi on ignore généralement que presque toute la résistance sahraouie à la pénétration et à l'occupation coloniales, c'est-à-dire quelque trente années de luttes héroïques et d'exploits légendaires, a été dirigée contre la France.

(1) Notamment le traité de 1884 avec l'Émir de l'Adrar.

Face à face : Français-Sahraouis

Repères

Voici quelques dates de la pénétration française en Mauritanie et au Sahra.

1899 : Après plusieurs missions d'études, Xavier Coppolani (arabisant et islamologue) propose au gouvernement français l'occupation et la constitution d'un vaste territoire qui s'appellerait Mauritanie et couvrirait l'ensemble des régions où vivent et nomadisent *les Maures* (en gros cela irait du fleuve Sénégal jusqu'à l'Oued Draa, à Tindouf et à Tombouctou).

1902 : Chargé par son gouvernement de pacifier la Mauritanie, Coppolani entame la pénétration au Trarza. Il mène une habile politique d'amitié avec les autorités traditionnelles et limite au minimum l'usage de la force, rendu difficile de toute façon par la pauvreté des moyens mis à sa disposition. C'est ce qu'on appelle « la pénétration pacifique ». Coppolani veut être un conquérant sans violence, l'émule de S. de Brazza.

1905 : Après avoir conquis le Trarza, le Brakna et le Tagant, Coppolani est tué à Tidjikdja par un commando de patriotes kamikaze, en plein camp français.

1909 : Après la mort de Coppolani, la poursuite de son œuvre est confiée à des militaires de carrière. En 1908, le Colonel Gouraud s'attaque à la principale forteresse de la résistance, l'Adrar, et occupe la capitale de cet émirat, Atar, en 1909. Après l'Adrar, les envahisseurs s'attaquent au Sâhil où se réfugie la résistance de tous les pays maures.

1913 : La colonne Mouret s'enfonce jusqu'à la Saguia el Hamra et occupe Smara, la ville sainte de Cheikh Malaïnine. Mais elle ne s'y maintient pas, car Smara est trop évidemment dans la zone dévolue à l'Espagne, et aussi trop éloignée des bases arrière françaises.

1900, 1904, 1918 : Traités franco-espagnols délimitant les zones respectives

1934 : L'occupation de toute l'Afrique du Nord française est achevée. La *jonction* se fait entre les forces venant du nord et du sud, entre les armées d'occupation en Algérie, en Mauritanie et au Maroc, aux confins des trois pays, et avec les Espagnols du Sahra.

Le 7 mars 1934 : première liaison à Belguerdane (360 km au sud de Tindouf) entre le Général Girard et le Colonel Trinquet venant de Tindouf (Algérie) et le Commandant Bouteil venant d'Atar (Mauritanie).

En décembre 1934 : une nouvelle liaison automobile est réalisée à Bir Mogreïn (bientôt baptisé Fort Trinquet) pour organiser la coopération aux confins. Une délégation militaire espagnole se joint aux officiers français. L'Espagne promet d'occuper *effectivement* ce qui reste de la zone qui lui était reconnue, et où les empiètements français continuent, à la faveur d'innombrables « droits de suite » exercés contre les résistants mauritano-sahraouis.

* * *

Deux raisons principales ont amené les Sahraouis à se battre contre le colonialisme français.

La première peut se résumer en un mot : *solidarité*, mais employé ici dans un sens plus actif que d'habitude. Chacun se sent directement impliqué, partie prenante. Il ne s'agit pas d'un devoir accompli de l'extérieur comme c'est le cas des *actions de soutien* diverses aux *causes justes*. A l'époque — et aujourd'hui encore dans une certaine mesure — dans notre monde arabo-africain, plusieurs allégeances patriotiques coexistaient chez un individu et se superposaient. On était, bien sûr et avant tout, membre d'une petite communauté — l'équivalent du nationa-

lisme moderne — mais on se sentait membre d'un ensemble beaucoup plus vaste : la communauté musulmane, la *Nation musulmane;* ce sentiment n'était pas seulement religieux, mais patriotique, il impliquait une solidarité réelle entre les membres, même éloignés, d'une même famille. Nos grands-pères suivaient par exemple avec passion les récits des exploits du Othmani (l'Ottoman), de Moustapha Kamal, contre les ennemis de la Nation.

Bien sûr, cet intérêt restait abstrait lors d'événements survenant à des mois de marche de distance et qu'on n'avait aucun moyen d'influencer (à l'époque, même la possibilité bien dérisoire, hélas, d'une manifestation de soutien n'existait pas). Plus l'événement était proche, plus on se sentait concerné, concrètement impliqué.

Cette solidarité vivante entre des peuples différenciés, indépendants les uns des autres était concrètement vécue, car il était évident pour tous que leur sécurité extérieure était étroitement liée. La sécurité commune, face au « vrai étranger », était un fait indissociable, chacun le savait, même s'il ignorait ce qui se tramait dans les *chancelleries*, ou aux sièges des grandes compagnies coloniales et autres *sociétés de géographie;* même s'il ignorait les conclusions, pourtant publiques, des conférences de Berlin ou d'ailleurs. Nos peuples sentaient cependant très bien, *voyaient* bien que la nouvelle croisade européenne avait pour but final de submerger tous les pays libres du continent. Oui, croisade : c'est ainsi que le ressentaient nos peuples.

Tant qu'il s'agissait de conflits inter-africains, inter-arabes, inter-régionaux, chacun avait le sentiment de pouvoir se défendre seul. Mais face aux ennemis de la communauté entière, à ces envahisseurs d'au-delà des mers, aux mœurs, et aux armes et aux méthodes si étranges et si dangereuses, la solidarité devenait à la fois un devoir sacré et un impératif vital.

La deuxième raison de l'affrontement fut que, très vite, la France empiéta de plus en plus sur ce que les Sahraouis considéraient comme leur domaine. Dès lors, ils ne participaient plus seulement à la défense commune contre les infidèles mais luttaient directement pour leur indépendance. Très vite, des postes-clés du dispositif militaire français furent installés et fortifiés à Nouadhibou, Akjoujt, etc. Les groupes Nomades (G. N.) ces unités méharistes mobiles d'intervention, véritables forces « anti-guerrilla » atteignaient, sous le commandement de certains

officiers de valeur, une efficacité qui leur permettait de pousser des pointes plus avancées encore dans le Tiris, le Zemmour et jusqu'à la Saguia.

C'est vers le sud, bien entendu, que l'engagement sahraoui fut le plus long, le plus soutenu, le plus total comme on va le voir. Mais il y eut également au nord une intervention au moins qui mérite d'être mentionnée, par son ampleur, ses répercussions extérieures et les controverses qu'elle suscite encore.

Au début du siècle, la dynastie alaouite sombrait dans les querelles intestines et la décadence, entraînant avec elle le Maroc convoité par les principales puissances coloniales. Les Sahraouis essayèrent alors de rééditer l'épopée almoravide qui permit aux guerriers du désert, il y a près d'un millénaire, de sauver le Maghreb et l'Espagne arabes de la désintégration et de la main-mise de l'Europe croisée et coalisée.

Les guerriers du Sâhil conquirent sans difficulté le sud du Maroc et furent accueillis en libérateurs à Marrakech (1912) : la déchéance des derniers Alaouites qui se disputaient les faveurs de la France fut alors proclamée. Le guide que les vainqueurs s'étaient donné fut nommé sultan. Cette marche triomphale se serait poursuivie à travers le royaume entier, révolté contre ses dirigeants félons, et en plein désarroi face à la menace coloniale. Mais quelqu'un veillait. Ayant pratiquement déjà tout mis en place pour installer un « protectorat », la France ne pouvait se permettre de laisser naître une situation nouvelle qui mettrait en péril ses plans. Un pays en proie à l'anarchie, doutant de lui-même, une famille royale divisée parmi laquelle le colonisateur pouvait choisir l'homme qui lui convenait, tel était le Maroc. Il n'était pas question de tolérer qu'il se transformât tout d'un coup en entité unie autour d'une volonté de résistance et d'un chef reconnu et respecté (en langage colonial on dirait : « un pays fanatisé sous l'emprise d'un chef sauvage et xénophobe... »).

Il fallait donc stopper immédiatement la menace sahraouie, l'étouffer dans l'œuf, quitte à bousculer le calendrier prévu. Pour justification, on pourrait toujours parler d'une opération de police : ne fallait-il pas *aider* cet infortuné pays, dans s*on intérêt* et celui de la communauté des Nations? D'ailleurs, les *autorités légales*, l'un des nombreux sultans qui se destituaient mutuellement, n'étaient-elles pas d'accord?

Un petit corps expéditionnaire français, commandé par le colonel Mangin, fut donc mandé en hâte à Marrakech. L'armée

de Cheikh Ahmed el Haiba fut mise en pièces : les Sahraouis et les Marocains qui s'étaient joints à eux, tout comme les Mauritaniens (1) et les Algériens, etc. n'avaient que leur courage et leur foi, quelques armes archaïques et peu de munitions à opposer à ce que la technique avait inventé de plus perfectionné en fait d'artillerie, de logistique, d'organisation.



(1) Parmi eux des personnages importants comme Sidi Ould Sidi Ould Mohamed Lehbib, guerrier fameux et frère d'un émir encore plus fameux, Ahmed ould Deid qui avait longtemps combattu les troupes d'invasion coloniales en Mauritanie.

Un grand résistant sahraoui Cheikh Malainine

Il est temps de dire un mot d'un personnage exceptionnel qui fut le héros central de toute cette épopée : Cheikh Malainine.

Les propagandistes marocains chargés de prouver la « marocanité » du Sahra se sont emparés de lui comme d'une véritable aubaine, pour essayer de l'annexer.

Cheikh Malainine était un Sahraoui d'origine mauritanienne qui s'installa, jeune, dans la Saguia, y fit souche et acquit une grande renommée. Son immense savoir, sa vie exemplaire, sa sainteté attirèrent des adeptes de toute l'Afrique du nord-ouest, si bien que son influence finit par dépasser, et de loin, les frontières de son pays. Elle était suffisamment grande au Maroc pour attirer l'attention des sultans et leur faire rechercher à la fois sa « *Baraka* » (pour des raisons spirituelles) et (ou) son amitié (pour des raisons politiques).

Cheikh Malainine était un homme profondément pieux, et un patriote musulman d'une grande rigueur. Sa principale préoccupation qui devint hantise vers la fin de sa vie était la menace d'invasion par les infidèles (ou étrangers, si l'on préfère) qui pesait sur la terre d'Islam encore libre. Cette menace se profilait à partir de deux bases voisines, deux pays déjà occupés : le Sénégal et l'Algérie.

Aussi ne cessa-t-il de prêcher la résistance à tous les patriotes de la région.

En ce qui concerne le Maroc, les sultans voyaient en lui un allié utile tant qu'ils furent animés par la volonté de maintenir un reste d'indépendance. Il les exhorta à la fermeté et à la solidarité avec les patriotes des autres pays menacés (Mauritanie, Sahra, Mali...) qui cherchaient désespérément des armes. Comparé

à eux, le Maroc disposait à l'époque de possibilités considérables d'armement. Dans la logique patriotique du saint personnage, la solidarité était un devoir absolu autant qu'une nécessité vitale. Il était évident que chaque pays qui tombait aggravait la menace sur le voisin et sur l'ensemble de l'Islam. Il ne peut cependant obtenir, à l'époque de la meilleure entente, que quelques fusils.

Le sultan Moulay Hassan, dernier grand monarque de la dynastie à avoir essayé, à la fin du XIXe siècle, de prévenir l'inéluctable décadence, combla pourtant le Cheikh de prévenances. Son fils, le faible Moulay Abdel Aziz fut particulièrement sensible à la prédication du grand saint sahraoui. Il alla jusqu'à envoyer un émissaire, un parent même, porter l'expression de sa solidarité à la résistance maure. Geste cependant renié dès que la France fit des remontrances (1).

Lorsque les sultans prirent définitivement le chemin de la collaboration avec l'envahisseur de leur propre pays, Cheikh Malainine n'hésita pas à les dénoncer fermement. Il entreprit dès lors une campagne de sensibilisation au danger désormais présent partout (Algérie, Mauritanie, Maroc, Mali...) et de mobilisation.

Ses nombreux adeptes marocains firent appel à lui, demandant qu'il prenne le relais de la dynastie défaillante. Bien qu'âgé et épuisé, il ne se déroba pas, et entreprit une grande tournée au Maroc puis une véritable offensive militaire contre « le sultan des Français » (Fès 1910). Il ne put l'achever. Son fils, Cheikh Ahmed el Haiba reprit le flambeau. C'est lui qui fut proclamé sultan à Marrakech (1912). Les chroniques coloniales l'appellent le « Sultan Bleu ».

Lorsque les colonisateurs eurent mis la main sur l'ensemble de la région, la famille du Cheikh, sa nombreuse descendance se trouva dispersée au gré des événements. Une partie se maintint au Sahra contre vents et marées. Une autre se fixa au Maroc, attirée et choyée par les nombreux adeptes qu'y comptait le fondateur de la lignée. Une autre branche enfin s'installa en Mauritanie après que la France y ait fait déporter l'un des fils du Cheikh fait prisonnier au cours de la lutte.

Cheikh Malainine fut un grand patriote sahraoui, mais aussi africain, maghrébin; un grand homme dont le rayonnement spi-

(1) Les démêlés de Cheikh Malainine et des résistants sahraouis et mauritaniens avec les Sultans, ne sont pas sans rappeler ceux de l'émir Abdel Kader, trahi lui aussi alors qu'il appelait à une lutte commune, solidaire, face au danger européen; comme plus tard le F.L.N. restera également seul en lice.

rituel, intellectuel, politique dépassait largement les frontières d'un seul pays. Son héritage peut, à juste titre, être revendiqué en commun par tous les pays de la vaste patrie afro-arabe évoquée plus haut; or, il est utilisé de façon malhonnête et anachronique pour justifier des notions et des querelles impensables à son époque.

Comme si Ibn Khaldoun, ce parfait maghrébin, pouvait être utilisé au profit d'un particularisme expansionniste; ou de même El Hadj Oumar, cet autre grand résistant africain dont l'héritage spirituel, intellectuel et politique est commun à de nombreux pays de l'ouest du continent, était revendiqué par exemple par le Mali contre le Sénégal ou la Mauritanie (ou vice-versa).

Cheikh Malainine aurait été, selon les propagandistes marocains, un serviteur zélé du sultan et aurait gouverné le Sahra en son nom. Même la conquête d'une partie du Maroc est *récupérée* par certains : « si vous nous avez occupés, c'est que vous êtes des nôtres » disent-ils. D'ailleurs « nombre de nos dynasties sont venues du sud... ».

Si on applique ce raisonnement à d'autres pays, le Mali, par exemple, pourrait revendiquer la Mauritanie, et la Guinée; l'Égypte serait syrienne; l'Allemagne française... ou belge, ou polonaise; le Japon coréen ou chinois; l'Italie albanaise... sans parler des conquêtes coloniales proprement dites. A quand les revendications de l'Indonésie sur la Hollande, du Gabon sur la France, du Zaïre sur la Belgique...?

Celles de l'Ouganda sur la Grande-Bretagne sont en bonne voie, et l'on comprend mieux le ton paternaliste — noblesse oblige — employé récemment par le roi Hassan à l'adresse de ses futurs sujets parisiens.

Signalons que, si certaines dynasties marocaines sont venues du *sud*, aucune n'était du Sahra. La confusion est fréquente chez les auteurs marocains : après Marrakech et en tout cas Agadir, c'est le sud, le Sahra, le désert... c'est le bout du monde. Ce n'est pas pour rien qu'un grand sultan alaouite du XVIIIe siècle affirmait dans un traité international (1) que son autorité n'allait pas jusqu'à l'Oued Noun et qualifiait ceux qui vivaient au-delà de cette limite de « peuplades vagabondes et féroces ». La Saguia el Hamra, s'ils en avaient seulement entendu parler, paraissait aussi éloignée, mystérieuse et sauvage aux dirigeants marocains

(1) Traité du 28-5-1763 entre Don Carlos III roi d'Espagne et Sidi Mohammed Ben Abdalla, sultan du Maroc.

du XVIII[e] siècle que la forêt équatoriale africaine et ses peuples à l'Européen de la même époque.

Les Almoravides sont bien venus du *désert*. Cela ne prouve rien. Personne de sensé ne peut tirer argument de conquêtes survenues il y a des siècles. De plus, le Maroc n'existait pas alors. Des siècles allaient passer avant qu'il n'émerge en tant qu'entité nationale distincte du Maghreb.

Faut-il rappeler, de surcroît, que les fondateurs de Marrakech et de la dynastie maghrébo-andalouse n'étaient qu'un contingent dirigé par un lieutenant du chef des Almoravides, laissé libre de s'installer dans les terres conquises. D'ailleurs, Youssef Ben Tachfin se coupa très vite de sa communauté d'origine qui, dirigée par Boubakar Ben Aamer, préférait continuer à lutter au sud du Sahra pour la gloire de l'Islam.

Même alors, il n'y avait pas « liens de souveraineté » entre les deux futurs pays.

Les descendants de Cheikh Malainine restés au Sahra sont d'authentiques Sahraouis. Nombre d'entre eux ont milité dans les mouvements nationalistes, vécu la répression puis l'exode parmi leur peuple et continuent la lutte. Le fait qu'ils aient comme d'autres Sahraouis, des parents collaborateurs n'a rien d'exceptionnel. Ceux qui se sont installés dans les pays voisins ont eu, comme d'autres Sahraouis, un choix à faire : adopter définitivement la nationalité du pays d'accueil n'aurait en soi rien de déshonorant. Mais ceux qui auront accepté de cautionner, par surcroît, l'utilisation abusive de la mémoire de leur aïeul pour une cause injuste, et contre les idéaux auxquels il s'est tant dévoué, se seront simplement rendus indignes de lui. Ils peuvent s'égarer eux-mêmes ; ils ne peuvent disposer de Cheikh Malainine, ni changer ce qui a été, ce qu'*il* a été.

Encore un mot, pour dissiper un autre malentendu, à l'origine d'autres controverses. Cheikh Malainine n'était pas *le chef*, pas un chef temporel au Sahra. Il était avant tout une autorité religieuse et intellectuelle jouissant d'un grand respect et disposant par conséquent d'une influence considérable au nord du Sahra, que sa renommée dépassait d'ailleurs largement. Mais il n'a jamais prétendu *commander les Sahraouis* et n'estimait pas que c'était son rôle.

La première résistance ou le temps des « Rezzous »

Au sud, les Ahl as-Sâhil s'engagèrent de deux façons : en menant directement la lutte, et en accueillant les résistants des pays déjà envahis par les armées coloniales, leur offrant un refuge et une base-arrière. Ces réfugiés, résistants portaient un nom des plus significatifs : Al Mouhajriya, c'est-à-dire *ceux qui se sont éloignés* pour se soustraire à la domination des impies (et pour la combattre); ceci par référence à un événement qui s'est passé 14 siècles plus tôt (la Hijra ou Hégire) du Prophète Mouhammad qui s'est exilé avec nombre de ses compagnons à Yathrib (l'actuelle Médine) pour fuir les persécutions des siens, les Mekkois idolâtres.

Les Ahl as-Sâhil commencèrent dès le début du siècle à lancer des expéditions contre les troupes coloniales jusqu'au cœur du Trarza, du Tagant. Mais c'est surtout à partir du moment où les Français eurent occupé Akjoujt, Nouadhibou et les principales villes de l'Adrar tout proche, que l'affrontement devint direct et permanent. Ils pratiquaient la technique ancienne des ghaziân (1); raids de longue portée, exceptionnellement mobiles et rapides pour l'époque, malgré l'absence de tout autre moyen de transport que le chameau. Les colonnes ou les postes français étaient généralement attaqués avant l'aube, à l'improviste alors que rien n'avait signalé l'approche des assaillants.

Malgré les distances et les dangers, ces expéditions exerçaient un grand attrait sur les Sahraouis. A leurs traditions guerrières, s'ajoutaient de puissantes motivations d'ordre religieux et patriotique. Mourir en défendant la terre d'Islam contre les envahisseurs, devenir Chahîd (2), était la plus belle mort qu'on pût rêver. Et on

(1) Pluriel de ghazzi, dont le français rezzou est une déformation.
(2) Martyr.

pouvait revenir chargé de gloire et de butin. L'espoir de s'emparer d'armes nouvelles était un puissant stimulant.

De fait, l'armement sahraoui s'est entièrement renouvelé, et nettement amélioré grâce à ces prises. Il ne s'agissait toujours que de fusils, mais de fusils de guerre à tir rapide, de mousquetons en bon état.

La vieille méthode du ghazzi fut adaptée à la guerre contre un ennemi disposant de moyens infiniment plus puissants. En fait, les Sahraouis inventèrent alors avec les seuls chameaux, la guérilla du désert qui apparaît aujourd'hui comme une nouveauté. Évidemment, elle est bien plus spectaculaire en 1977 avec des « chameaux » dont l'efficacité (vitesse, capacité de transport) a été multipliée par 10 !

L'observateur qui constate les performances des guérilleros sahraouis à bord des Land Rover imagine difficilement que c'est le fait d'une pratique vieille d'une ou deux années seulement, parfois de quelques mois. Il perçoit une intimité entre l'homme et sa « monture » qui ne peut être que le résultat d'une expérience séculaire. Et c'est bien cela : pour faire le *transfert* (y compris affectif) de l'ancien au nouveau « chameau », quelques mois ont suffi.

La nouvelle « monture » ayant été adoptée par la communauté, il suffit maintenant de quelques semaines pour qu'un guérillero acquière la maîtrise du « chameau »-land.

Ainsi les premières fois que des commandos sahraouis attaquèrent les villes du sud-est mauritanien, la surprise au début fut totale : ils n'avaient emprunté aucun route connue; ils avaient franchi des obstacles, traversé des zones où aucun véhicule ne s'était jamais aventuré et que même les chameliers expérimentés du pays n'affrontaient pas, en particulier certains ergs réputés infranchissables. Eh bien ! les guérilleros modernes ne font là que suivre avec quelques variantes les traces de leurs pères qui avaient, grâce à ces parcours audacieux, réussi à porter la guerre contre les colonisateurs français et leurs « harkis » locaux, jusqu'au cœur du Hodh et du Tagant, au cours de ghaziân célèbres. Certains furent tout de même décimés, au retour, par la soif.

Des anciens de la première résistance participent d'ailleurs aux expéditions actuelles avec le même enthousiasme et la même endurance, malgré l'âge...

La confrontation franco-sahraoui a donné lieu à des batailles mémorables dont les noms sont restés dans les mémoires, et la légende : Damân, Lebbeïrât, Chreïrîk, Treïfiya, el Houfra, Toujounîn, oum Aghwâba, etc.

L'une des dernières et des plus meurtrières — Oum Tounsi, (18 août 1932) — eut lieu à moins d'une journée de marche de Nouakchott. Un « groupe nomade » français y fut mis en pièces. Parmi les morts français, 15 officiers et sous-officiers, dont un nom célèbre : le lieutenant de Mac-Mahon, petit-fils du fameux général-président. A leurs côtés, tirailleurs et goumiers tombent par dizaines.

L'une des nombreuses légendes nées de cette bataille décrit avec humour la terreur qui s'empara de certains officiers français et de leurs auxiliaires *indigènes*.

Un rescapé, Mahmoud, court si vite qu'il arrive le lendemain à Saint-Louis (normalement il faut une bonne semaine de marche). C'est là seulement qu'il se sent enfin en sécurité.

Quelques jours après, une sorte de conseil de guerre se réunit à Boutilimit (à l'époque chef-lieu de la région) pour évaluer le désastre et juger les fuyards. Le capitaine qui commandait le goum y siège. Mais un officier supérieur est venu spécialement pour la circonstance. Le commandant apostrophe le goumier Abdallahi :

— « Il paraît que tu as pris la fuite en courant au milieu de la bataille. Tu as même jeté ton fusil : le capitaine t'a vu. Tu n'as pas honte? C'est une désertion, une...

— « Moun coumânda, moi jana vi moun cabitaïn lui jette fisi pour lui, alour moi croire ce un loi, alour moi y en a jette moun fisi coumme lui... »

En fait, Oum Tounsi n'était qu'une étape d'un extraordinaire ghazzi, d'une témérité incroyable. Parti du Tîris (Rio de Oro), il traversa, *déchira* (1) la Mauritanie de part en part, d'ouest en est, à un moment où elle était déjà entièrement occupée, quadrillée : postes fortifiés, goums réguliers mobiles, supplétifs, etc., et où une grande partie du Sâhil l'était également. Ghazzi Charwât sema la panique parmi les occupants et les collaborateurs, en Adrar, au Tagant, au Trarza, avant de revenir au Sâhil.

Ce fut une randonnée fantastique, apparemment suicidaire; une manière de lancer un dernier défi altier à l'inexorable invasion, et d'offrir une dernière fête à la liberté, de la part de ces hommes libres. En effet, aucun ghazzi, si charwât fût-il, ne pouvait plus modifier le destin, déjà scellé.

---

(1) D'où son nom : Ghazzi Charwât.

Pourtant, à la même époque, un autre événement dont le théâtre était cette fois le nord du Sâhil et l'Adrar voisin, montrait combien la volonté de résistance, la passion de la liberté restaient puissantes chez ces peuples libres.

En 1932, Sid'Ahmed Ould Ahmed Ould Aidda, émir de l'Adrar, repartait une nouvelle fois en guerre contre les occupants étrangers et tentait de rejoindre les résistants sahraouis du nord.

L'émir Sid'Ahmed ne pouvait pourtant rien ignorer de la puissance de l'occupant, ni se faire d'illusions sur la disproportion des forces, de l'armement, des alliances. L'histoire de son règne, depuis le début du siècle, se confond avec celle de ses démêlés avec les envahisseurs. Dès son accession, encore adolescent, au trône des Ahl AhmellAidda, il leva l'étendard de la révolte contre les Infidèles, déjà partiellement maîtres des émirats voisins.

Après de nombreux affrontements, au cours desquels il fut blessé à plusieurs reprises, Sid'Ahmed fut fait prisonnier et, après de nombreuses péripéties, conduit à Saint-Louis du Sénégal (1918). Au cours de sa longue détention, transformée en résidence (très) surveillée, il eut tout loisir de méditer sur la versatilité de la fortune, la traîtrise du destin, la vanité des honneurs, thèmes qu'il développa dans des poèmes d'une sobre élégance. Sa captivité fut adoucie par l'hôte d'exception chez qui il fut finalement hébergé : Mohammedden Ould Abn Al Moqdâd était un excellent poète en arabe classique comme en hassâniya, fait d'autant plus remarquable qu'il n'est pas arabophone d'origine. Les deux hommes se livrèrent avec délices au Gtâa (1) et se lièrent d'amitié, malgré tout ce qui les séparait.

Mohammedden était, en effet, l'interprète sénégalais du gouverneur français dont les troupes étaient en train de soumettre par le fer et le sang le pays de l'émir. Si l'interprète-poète connaissait l'Adrar, c'est pour y avoir effectué une mission d'exploration et de recherche de prisonniers européens emmenés par les guerriers maures.

---

(1) Joute poétique.

Saint-Louis était alors la capitale de deux colonies : le Sénégal et la Mauritanie (pendant longtemps une sorte de sous-colonie). Pour un bédouin venu du désert, c'était une ville impressionnante, où se concentrait une population énorme, une puissance redoutable, un faste étonnant. L'émir eut donc tout loisir d'observer l'écrasante puissance de la France; de constater que tous se ralliaient aux nouveaux maîtres : les délégations de pays maures venues apporter leur soumission au gouverneur défilaient sans cesse chez Ould Abn Al Moqdâd.

Le gouverneur attendait le moment propice pour conclure un accord définitif avec son prisonnier. En attendant, un autre membre de la famille émirale, auxiliaire obéissant de l'administration coloniale, avait été *intronisé*, le pouvoir réel étant aux mains du commandant militaire français d'Atar.

Regardant la ville du haut du balcon de la grande maison des Ahl Abn Al Moqdâd, Sid'Ahmed composa un jour ce poème :

De la danse des palmiers
au creux de cet oued
renaît la nostalgie
mais est-ce un oued?
est-ce un lit de rivière?
une simple presqu'île?
que m'importe son nom...
cette brise discrète le rend plus doux à mon émoi...
mais je sais un endroit
bien différent de celui-là
dont l'existence seule
m'interdit
mais sans haine
tout autre attachement

Lorsqu'il le dit à son hôte, une légère émotion perçait dans sa voix, lui toujours si maître de lui-même. Seuls les initiés pouvaient déceler une *attaque*... au second degré, partant du dicton hassani :

« Chanter la générosité d'une grande tente, c'est en dénigrer une autre ».

Mais Mohammedden peut y lire une autre signification plus cachée encore, et infiniment plus importante à ses yeux que les habituels et charmants divertissements du gtâa. Le lendemain, il avertit donc le gouverneur que le temps, l'exil, le mal du pays

et des grands espaces, l'ennui — malgré tous les adoucissements — et encore plus sans doute la constatation lucide qu'il n'y avait plus rien à faire contre un ennemi dont la puissance n'est pas de même nature, avaient fait leur œuvre.

Peu après, Sid'Ahmed retrouvait son émirat, résigné à s'accommoder de la présence française. Il croyait cependant aux conventions négociées, qui promettaient le respect des pouvoirs nationaux, de la culture, des coutumes.

La *sagesse*, le pessimisme, la résignation acquis à Saint-Louis...? L'émir fit des efforts méritoires pour s'accommoder de tout, de presque tout. Mais il finit par entrer en conflit avec les officiers français, qui se voulaient maîtres, et seuls maîtres à bord. Les années qui suivirent furent émaillées d'incidents, de frictions, de défis, de réconciliation spectaculaires, de nouvelles ruptures.

Il arriva à Sid'Ahmed, devant une humiliation insupportable, de gifler tel résident, ou son interprète, de faire battre et promener nu tel jeune chef ambitieux que le colonisateur poussait en sous-main à lui tenir tête.

La situation était sans issue, mais intenable, en tout cas pour un homme d'honneur. Sans issue, car tout l'émirat était solidement tenu par l'armée d'occupation, de même que tous les voisins du sud et de l'est. A l'ouest et au nord, une bonne partie du Sâhil voisin était également occupée et annexée. Le Maroc, l'Algérie et le Soudan (1) étaient sous la botte. Même les Espagnols, aux dernières nouvelles, commençaient à « bouger » en partant de leurs vieux comptoirs de Dakhla (Villa Cisnéros) et Tarfaya pour tenter d'occuper ce qui restait du Sâhil.

Malgré tout, l'émir décida de lever une dernière fois l'étendard de la liberté, de la résistance; ou bien a-t-il voulu mourir en « chahîd » après avoir lavé l'honneur? L'encerclement était presque total. Pourtant, il restait une petite lueur de liberté, une seule : aux confins de tous ces pays asservis (Mauritanie, Mali, Algérie, Maroc, Sâhil) et malgré le ralliement de tous, y compris de nombreux gens du Sâhil, un dernier carré d'irréductibles résistants sahraouis maintenait une sorte de sanctuaire mouvant de la liberté.

L'émir leur fit savoir discrètement qu'il désirait reprendre la « *Hijra* » (2).

---

(1) Ancien Soudan français, actuel Mali.
(2) Voir page 99.

Malgré les guerres qui avaient opposé, dans le passé, des tribus du Sâhil et de l'Adrar, les relations entre la famille émirale des Ahl'Aidda et les Sahraouis sont toujours restées courtoises, fondées sur l'estime et le respect mutuel. Les résistants accueillirent donc la nouvelle avec joie et firent savoir à l'émir que les tribus libres du Sâhil allaient se rassembler pour l'accueillir et préparer ensemble une nouvelle offensive contre les Infidèles.

Il s'agissait en effet pour eux d'un allié de choix dont la prise de position pouvait peut-être desserrer l'étau inexorable de l'encerclement en provoquant un soulèvement ou tout au moins des rebellions dans l'Adrar.

Le commandant du G.N. qui surveillait, sans vouloir le paraître, la *hilla* — campement émiral —, eut vent de certains préparatifs « suspects ». Il dépêcha un détachement dirigé par un officier français, avec mission de « tâter le terrain » et, au besoin, de s'assurer de la personne de l'émir. Sid'Ahmed comprit qu'il fallait agir vite, ou renoncer définitivement. Il liquida donc le détachement méhariste, et s'enfonça avec toute sa « hilla » vers le grand nord. Le G.N. se lança dans une audacieuse poursuite et réussit à rejoindre la hilla avant qu'elle ne fasse sa jonction avec les sahraouis.

Sid'Ahmed n'avait avec lui qu'un petit groupe de guerriers, ayant été obligé de *partir* plus vite que prévu avant d'avoir rassemblé d'autres fidèles. Il comprit — ou décida — que l'heure était venue. Il pouvait se faire couvrir par une petite arrière-garde, et se porter avec les montures les plus rapides à la rencontre des Sahraouis. Il pouvait se rendre, en négociant une nouvelle fois ses conditions. Il choisit de faire front, presque seul, en ordonnant à ses compagnons d'amener la hilla pour la mettre hors de danger.

Presque seul, il protégea leur fuite et tint tête à tout le groupe nomade. Lorsqu'il cessa de tirer et que les méharistes osèrent, au bout d'un moment, s'approcher, ils le trouvèrent mort et à moitié enseveli sous une montagne de douilles.

La « Bidanisation » de la guerre

La mort de l'émir de l'Adrar était un nouveau coup dur pour la résistance, qui aggravait encore plus l'isolement des sahraouis. Mais avec ou sans lui, cela n'aurait pas changé fondamentalement les choses. La résistance ne pouvait plus tenir très longtemps, du

fait des circonstances déjà décrites et dont les conséquences se manifestaient désormais dans deux éléments décisifs :

• l'encerclement, par l'occupation de tous les pays voisins et d'une bonne partie du Sâhil. Il en résultait le rétrécissement dramatique de leurs bases arrière, de l'espace vital nécessaire à la survie des troupeaux — de grande nomadisation — donc des hommes. Il en résultait aussi le tarissement des sources d'approvisionnement en armes et surtout en munitions.

• l'africanisation et surtout la *bidanisation*, la bédouinisation de la guerre. Peu à peu, les officiers français avaient réussi à adapter leurs unités aux conditions de la guerre du désert. Au bout de 30 ans, ils avaient peut-être la meilleure armée de contre-guérilla qu'ait connu le colonialisme moderne. Le principe de base était simple : organiser chaque unité opérationnelle comme un vrai *ghazzi*. Mobilité comparable et recrutement similaire pour garantir les qualités qui faisaient la force des *ghaziân :* connaissance du terrain, des montures, des tactiques familières aux guerriers du désert, etc. Ainsi, les G.N. furent-ils composés essentiellement de guerriers maures, d'abord du Trarza et de plus en plus des Adrariens, et d'autres; des guerriers auxquels on laissait presque la direction des opérations; la présence française était limitée à l'encadrement supérieur réduit pour chaque G.N. à quelques officiers et sous-officiers européens, ayant parfois une sorte de garde de... précaution, de sécurité composée de « tirailleurs sénégalais » (1).

Il fallait à ces derniers, comme à leurs chefs *blancs* de longs et pénibles efforts, un vrai calvaire, pour devenir des méharistes à peu près acceptables. Ils constituaient surtout au début, un lourd handicap pour la mobilité et la *maniabilité* du groupe : sobriété, résistance aux intempéries, utilisation du terrain, adaptation de la riposte, etc.; handicap compensé par la puissance de feu des armes automatiques qu'il n'était pas question de livrer — ni d'apprendre — aux goumiers maures vis à vis desquels il y avait un seuil de confiance à ne pas dépasser... par principe.

A la fin, le G.N. avait presque tous les avantages d'un ghazzi authentique, plus ceux d'une armée moderne : discipline, organi-

(1) Authentiquement sénégalais au début, lorsque le Sénégal était la seule colonie française d'Afrique, ces tirailleurs furent ensuite recrutés dans toute l'Afrique noire (Mossis de Haute-Volta, Bambaras du Mali, etc.).

sation, logistique, armement très supérieur et munitions inépuisables.

Pour obtenir ces résultats remarquables en ce qui concerne la bédouinisation de la guerre, les Français avaient mené une habile politique d'apprivoisement des élites, grandement facilitée par les divisions, les guerres endémiques, les rivalités tribales de toute sorte; toutes choses qu'ils encouragèrent bien sûr en jouant sur tous les registres. C'est ainsi qu'ils eurent dans leur jeu, dès la fin du XIX[e] siècle, l'un des plus grands chefs spirituels du Trarza, et dès leurs premiers pas dans le pays, une des branches de la famille émirale dont le candidat au trône fut proclamé émir sous leur protection. Ce qui ne les empêchera pas, quelques années plus tard de négocier avec son rival qui était parti en dissidence et fut l'un de leurs plus rudes adversaires, sans pour autant détrôner le premier.

Ce fut un chef-d'œuvre : il y eut pendant de longues années, deux émirs du Trarza, l'un à l'est et l'autre à l'ouest. Ce n'était pas très grave en fin de compte, puisque le pouvoir réel était exercé par les résidents, les deux émirs se contentant d'avantages matériels importants et d'une certaine liberté d'action, chacun dans sa zone.

Définitivement assagi, bien qu'il ait gardé jusqu'à la fin une grande dignité de comportement et une certaine liberté de langage, l'émir rebelle épousa l'une des filles de l'autre, auquel il finira par succéder après sa mort, rétablissant ainsi l'unité.

Au Trarza comme en Adrar — et à un moindre degré dans d'autres principautés maures — le recrutement des goumiers fut facilité par le désœuvrement subit de nombreuses tribus guerrières dont l'activité principale avait toujours été... la guerre, le rezzou. Guerres entre tribus, entre émirats, entre pays voisins. La pesante « paix française » les réduisait, en quelque sorte, au chômage. Les officiers méharistes surent même parfois donner des motivations apparemment « nobles » au *reclassement* des guerriers déchus. En s'engageant dans les G.N., ceux de l'Adrar, par exemple, ne défendaient-ils pas leur pays contre les attaques de ghaziân du Sâhil? De là à porter la guerre au Sâhil même, il n'y avait qu'un pas. Il s'agissait en somme, expliquaient-ils, d'une alliance entre Français et Adrariens contre les ennemis héréditaires de ces derniers. Qu'il s'agît de l'alliance du cheval et du cavalier, c'était un autre problème...

Toujours est-il qu'à la fin, les affrontements opposaient non pas une armée coloniale aux patriotes africains et arabes, mais

des deux côtés, des guerriers maures, aussi expérimentés les uns que les autres. Si les uns étaient plus motivés, les autres étaient mieux armés et organisés. Un équilibre s'établissait ainsi, puis se rompait progressivement en faveur des collaborateurs, disposant d'une machine de guerre qui ne faisait que se renforcer et se perfectionner.

Sans la *bidanisation* de la guerre, Lecocq n'aurait jamais pu réussir sa fantastique poursuite de l'émir de l'Adrar. Ghazzi Charwât n'aurait pas payé de la perte de valeureux héros la victoire de Oum Tounsi. C'est un jeune guerrier adrarien, et non français, qui a tué le grand héros sahraoui Eali Ould Mayara, et ainsi de suite.

L'Espagne enfin occupe

Dès lors, les Espagnols purent faire face à leurs « obligations » sans coup férir. La « pacification » était pratiquement parachevée et il leur suffisait d'adjoindre aux comptoirs de Dakhla, Tarfaya, La Güera, quelques postes militaires limitrophes des territoires français. Ayant obtenu l'accord préalable de personnalités saharouies, ils purent le faire sans se départir de leur politique de coopération « pacifique » avec la population. Pendant des décennies, l'occupation espagnole se limita à cette présence militaire quasi symbolique et à quelques services rendus aux notables. Les Sahraouis restèrent à peu près aussi libres qu'auparavant, sauf lorsqu'ils empiétaient, pour les besoins de la nomadisation, des échanges, des liens familiaux ou tribaux nombreux, sur le *domaine français*.

En effet, de nombreuses tribus ou fractions de tribus sahraouies se trouvèrent rattachées administrativement à ce domaine (essentiellement à la colonie de Mauritanie), une grande partie de leurs terrains de parcours ayant été occupés par la France. Tout en continuant à nomadiser, sans tenir compte de la nouvelle frontière *franco-espagnole*, qu'elles ne connaissaient du reste pas, ces tribus étaient désormais réputées mauritaniennes et recensées à Nouadhibou, F'Dérick, Akjoujt et Atar.

En 1935-1936, la *paix coloniale* s'étendait sur toute l'Afrique du Nord-Ouest et le Sahara occidental espagnol existait dans les limites qui restèrent les siennes jusqu'en 1957-58.

L'insurrection de 1957 (deuxième résistance)

La résistance sahraouie avait été littéralement étouffée par le bouclage de toutes les voies d'accès au monde extérieur, avant d'être achevée sur son propre sol. Cela dura une vingtaine d'années. Dès qu'une lueur de révolte, de lutte, de liberté fut entrevue dans l'environnement proche, les patriotes sahraouis regardèrent avec espoir. On entendait de plus en plus parler des Wataniyîn (patriotes) algériens, puis marocains, dont on commentait sans fin les exploits héroïques.

En 1955-56, les voyageurs qui rentraient des Mouggars (1) du Sud marocain parlaient de plus en plus d'une Armée de Libération qui avait participé à la lutte contre le colonialisme et qui refusait de déposer les armes pour deux raisons :
1° Empêcher que la restauration du roi Mohamed V ne soit la fenêtre par laquelle le colonialisme nouveau rentrerait, après que l'ancien fût sorti par la grande porte.
2° Soutenir (et au besoin participer directement à) la lutte de libération des autres peuples frères encore asservis, l'indépendance des uns ne pouvant être complète sans celle des autres.

Ces nouvelles provoquèrent un grand enthousiasme, une grande effervescence chez les hommes libres du Sâhil, dont l'acceptation conditionnelle et réticente de l'ordre colonial ne pouvait se traduire purement et simplement par l'expression *déposer les armes*, qu'ils n'avaient jamais livrées d'ailleurs... mais simplement s'abstenir provisoirement de les utiliser...

Les Sahraouis avaient été les derniers à résister à l'envahisseur européen, et à offrir un refuge aux résistants des autres pays

(1) Foires traditionnelles.

et voici qu'un pays voisin, le premier à s'être libéré du joug étranger, leur offrait à nouveau une plate-forme de combat !

Les patriotes sahraouis affluèrent bientôt, chargés de ramener armes et munitions. L'armée de Libération marocaine leur proposait « *mieux* » : une lutte pour la libération commune. Venus sans plan précis, en ordre dispersé, Sahraouis et Mauritaniens se laissèrent convaincre, dans un premier temps (1).

Nous avons vu dans quelles circonstances les gouvernants marocains envoyèrent sciemment cette A.L. à la défaite. Quant aux Sahraouis, ils n'avaient guère envie de libérer d'autres pays — même frères — avant d'avoir reconquis leur propre liberté. Si bien qu'ils cessèrent vite de suivre les directives de l'A.L. et ce fut l'insurrection générale. D'abord surpris, les Espagnols firent venir des renforts, mais ne réussirent pas à contenir la révolte, malgré la supériorité considérable de leur armement, et durent se replier sur les principales villes côtières dont ils renforcèrent en hâte les défenses, abandonnant le reste du pays.

C'est alors que Madrid accepta de coordonner avec Paris une contre-attaque pour éliminer l'A.L. et extirper tout germe de révolte de ces terres qu'ils avaient eu tant de mal à *pacifier*. La France avait tout intérêt à éloigner tout risque de contagion de « sa » Mauritanie, marche protectrice de son empire ouest-africain et à empêcher l'installation d'un foyer *d'agitation et de subversion* au sud d'une Algérie en pleine guerre de libération.

Le commandant en chef des troupes de l'A.O.F., le général Burgund organisa l'opération « Écouvillon ». Une puissante colonne de troupes stationnées au Sénégal alla renforcer celles qui se trouvaient à Atar. Une véritable armée motorisée, avec couverture aérienne, se dirigea vers le nord, pour faire la jonction avec une armée espagnole dirigée par le général Hector Vasquez. L'armée française allait, de nouveau, atteindre Smara...

L'insurrection fut écrasée dans le sang; elle n'avait pas eu le temps de s'organiser.

Mais il était indispensable de colmater la brèche ouverte dans l'encerclement mis au point une vingtaine d'années plus tôt. Pour cela, il fallait obtenir la complicité de Rabat, donc aider le roi à s'imposer définitivement, aux dépens des forces de la Résistance, et des partis où dominaient encore des courants radicaux. La

(1) Les unités qui se battront en Mauritanie et au Sahra comprendront surtout des ressortissants de ces pays, à l'exception de quelques chefs.

défaite de l'Armée de Libération constituait un pas décisif en ce sens. Madrid consentit un geste : elle offrait au Malik la province sahraouie de Tarfaya en avril 1958, l'aidant à détourner l'attention de la liquidation de l'A.L. et de l'élimination de la Résistance en tant que force organisée.

L'opération avait de multiples avantages pour les Espagnols. Elle permettait de renforcer l'autorité de la monarchie qui ne demandait qu'à parfaire le verrouillage souhaité par les deux puissances coloniales voisines, en extirpant toute source de « subversion » de ses états, notamment de ce sud si remuant, et laisser au Maroc le soin de parachever — tâche ingrate — la répression contre les insurgés sahraouis dont la plupart étaient retranchés dans la région de Tarfaya-Tantan-Goulimine. En même temps la jeune armée marocaine recevait un os à ronger et on pouvait établir avec elle des relations de coopération sur le terrain, renforçant les liens existant déjà puisque les cadres formés par l'armée espagnole ou venus de l'armée française, constituaient l'ossature même des F.A.R. (forces armées royales).

Madrid ne se priva pas d'obtenir d'autres avantages : accords économiques et commerciaux en matière de pêche notamment, tranquillité pour les présides, notamment Ceuta et Mellilla.

Les Français encouragèrent discrètement la transaction; ainsi, les marches sahariennes de leurs « départements algériens » et de leur empire ouest-africain seraient calmes pour longtemps. C'était d'autant plus important qu'ils engageaient, à cette époque-là, deux opérations majeures de *décolonisation* qui avaient pour commun dénominateur, l'Algérie : l'opération loi-cadre qui allait aboutir rapidement à l'abandon presque total en Afrique du système colonial direct en faveur du système néo-colonial; l'opération O.C.R.S. (1) destinée à créer, avec la complicité des futurs États voisins un cadre permettant de détacher de l'Algérie, dont le maintien dans l'orbite française devenait trop incertain, ses territoires du sud baptisés « Sahara français ».

(1) Organisation Commune des Régions Sahariennes.

Émergence du mouvement nationaliste moderne

La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire était donc scellée. Ses victimes étaient les peuples des quatre pays : le Sahraoui, meurtri et dispersé; l'Algérien que la France tentait d'isoler dans sa lutte héroïque; le Marocain, dont la victoire fut confisquée et dénaturée; le Mauritanien, dont le mouvement national faisait ses premiers pas et que l'on voulait « protéger » contre les influences *subversives* du nord.

Les menées contre les directions patriotiques du Soudan (bientôt Mali), de la Guinée et partiellement du Sénégal ainsi que l'élimination brutale de l'équipe dirigeante du Niger, complétaient ce « dispositif de sécurité ».

Sage précaution lorsqu'on sait combien le soutien d'un voisin progressiste fut précieux pour le F.L.N. au cours des dernières phases de la guerre : « deux Mali » eussent été de trop!

Au Sahra cependant, la fin des années 60 allait marquer une étape nouvelle. La longue résistance subit une véritable mue qui allait la transformer en mouvement de libération de type moderne.

La première résistance, celle qui s'acheva au milieu des années 30, était exclusivement bédouine, traditionnelle, coupée des expériences de lutte qui avaient cours ailleur. L'insurrection de 1957 avait été plus perméable aux influences extérieures. Mais on dirait que la prédilection ancestrale pour l'action directe, l'atavisme guerrier, joint à l'absence d'organisation politique centrale et de structure socio-économique susceptible d'en assurer le support, firent négliger aux patriotes sahraouis tout ce qui, dans les apports extérieurs, n'était pas le fusil.

Ils allèrent donc « droit au but ». L'avenir devait prouver

que, s'il était effectivement essentiel, le maniement du fusil ne dispense pas d'un minimum de préparation, d'organisation.

Ce n'est pas un simple hasard si la fin des années 60 vit la naissance d'une nouvelle forme de lutte, inconnue jusque-là au Sahra. Une nouvelle base sociale, encore embryonnaire, était en train de se constituer. Jusque-là, la vie sédentaire. sans parler de vie citadine, était inconnue dans cette société intégralement bédouine. Pas une ville, pas un village. Pas d'oasis, contrairement à la Mauritanie ou à l'Arabie. La présence espagnole n'avait pratiquement rien changé à cela. Autour des postes militaire, peu nombreux, s'étaient constitués de petits villages, sans activités productives et sans vie intellectuelle : les familles des rares auxiliaires sahraouis, quelques petits commerçants, aucune activité économique, pas d'école.

Divers facteurs allaient favoriser, puis accélérer, la sédentarisation ; d'autres allaient contribuer à la transformation rapide, à l'urbanisation de ces nouveaux sédentaires d'où émergea très vite une *classe* encore hybride, ambiguë, que l'on pourrait être tenté d'appeler « petite bourgeoise » pour employer un terme familier aux lecteurs.

Mais on comprendra le danger d'une telle simplification quand on verra que cette couche est composée en grande partie d'ouvriers — sans qu'on puisse pour autant parler de prolétariat — de notables tribaux — mais peut-on parler de féodalité? — de militaires de l'armée coloniale...

La sédentarisation fut d'abord l'œuvre de la répression et de la sécherresse. L'exode profita aux centres les plus importants : El Aïoun, Smara, Dakhla. Puis l'intérêt soudain manifesté par l'Espagne pour *son* Sahara, se traduisit par des activités nouvelles, donc des emplois. Renforcement de la présence militaire, d'où constructions, commerce; intérêt économique : prospection, début d'exploitation de nouvelles richesses; volonté politique de contrôler la population, d'où contacts, recherche de l'adhésion des notables, dépenses considérables en leur faveur, tels furent les éléments nouveaux.

Cet intérêt *politique* et ses conséquences pratiques, notamment financières s'accrut dans des proportions invraisemblables lorsque Madrid prit pleinement conscience de l'importance économique (richesses minières, pêche) de sa colonie et décida, en particulier, d'exploiter les phosphates.

En quelques années, l'importance *donnée* aux chefs locaux devint énorme : ils devenaient la justification, la « vitrine » du

système à l'égard de l'O.N.U., de l'étranger. C'est parmi eux qu'allaient être recrutés les « représentants » du peuple sahraoui aux Cortès et les membres de la Djemâa (1).

Les petits salaires qui leur étaient payés auparavant furent décuplés, parfois centuplés ! Certains touchèrent jusqu'à 100 000 pesetas par mois !

Des écoles furent créées : puisqu'on jouait le jeu de la coopération avec l'O.N.U., l'acceptant comme organe de tutelle, on ne pouvait décemment avouer une aussi totale négligence dans un domaine où l'opinion internationale se montrait particulièrement sensible et exigeante. Comment ces populations attardées pourraient-elles participer à la direction de leurs affaires si on les privait des lumières de *la Science* et de *la Culture?* Madrid jouait alors à fond l'assimilation, fondée sur la fiction juridique d'un Sahra « province espagnole ». Bientôt, les premiers jeunes sahraouis diplômés allaient prendre le chemin de la *métropole* pour parfaire leur éducation, leur intégration. On ira jusqu'à les embrigader dans les organisations de jeunesse du « *Movimiento* » !

En 1967-68, ce processus ne faisait que commencer. Des fils encore ténus commençaient à relier des Sahraouis en nombre croissant au réseau de relations complexes qui fait l'*universalité* de la société humaine actuelle, et fonde la puissance des *mass media* et de l'opinion publique, mais rend possible (aussi) la popularisation des expériences *subversives* à travers le monde.

Par exemple : travailler dans un bureau, une usine, se livrer à un commerce plus complexe, voyager à l'étranger, même s'il ne s'agit que des Canaries toutes proches (mais appartenant déjà à un autre monde...), entendre compter le temps en heures et en minutes, dépecer la durée du travail et de la vie, prévoir les rencontres avec cette nouvelle balance...

Pas de journaux encore, ni de livres, mais l'écoute de la radio progressait étonnamment vite. Et la gamme des émissions *écoutables* en arabe était infinie.

Dès que cette société naturellement portée au refus de toute autorité imposée, et à la lutte, eut acquis le minimum de préparation, de liaisons, de connaissances indispensables pour comprendre les signes de communication qui régissent le monde actuel, la circulation des idées nouvelles s'y fit avec une facilité et une rapi-

(1) Assemblée locale.

dité inattendues. Les Sahraouis prirent conscience simultanément de l'anomalie de leur situation de colonisés, de l'existence de méthodes de lutte autres que le fusil qui pouvaient relayer, préparer et guider la lutte armée; de l'importance des appuis extérieurs, même lointains, et de l'opinion publique internationale, de la vulnérabilité du colonisateur, malgré sa puissance apparente.

Chaque jour en effet la magie des ondes apportait des informations exaltantes sur la résistance et les victoires de tel ou tel petit peuple contre des géants qui auraient dû n'en faire qu'une bouchée. Les sacrifices exemplaires et les actions héroïques des Vietnamiens et des Palestiniens étaient évidemment suivis avec une attention et une ferveur particulières. Nasser était toujours le symbole de tous les défis, de toutes les réhabilitations.

On découvrait pêle-mêle l'afro-asiatisme, l'esprit de Bandoeng, le non-alignement (compris dans un sens offensif — chacun entend avec les armes de son cœur —), la solidarité tiermondiale et africaine.

Tout cela s'identifiait progressivement avec le nom d'un pays dont on découvrait après une longue méconnaissance due à l'isolement qu'il est un voisin tout proche et que sa lutte de libération fournissait un exemple d'une richesse incomparable : l'Algérie combattante d'hier, l'Algérie socialiste d'aujourd'hui, devenait un puissant stimulant pour les patriotes en voie de conscientisation et d'organisation qui sentaient que la lutte, quelle qu'en soit la forme, aurait besoin du soutien d'au moins l'un des voisins immédiats : c'était vital.

C'est dans les villes à forte concentration sahraouie que circulaient et se brassaient les idées. Aioun, Smara, puis Dakhla à l'intérieur; Tan-Tan (sous contrôle marocain); plus tard Zouérate et Tindouf, où vivaient de nombreux réfugiés.

Tan-Tan devint un haut lieu du nationalisme sahraoui. Dès 1957-58, il vit les patriotes sahraouis s'opposer aux prétentions de l'Armée de Libération récupérée par le Palais, puis tenter de faire échec à l'occupation de la province par les F.A.R. : tentative d'autant plus significative qu'elle était désespérée, puisqu'ils apprirent au dernier moment la cession de ce territoire au Maroc et qu'ils ne disposaient ni des troupes ni de l'armement, ni de l'organisation nécessaires.

Petit village sahraoui du nord, Tan-Tan avait vu affluer les réfugiés du centre et du sud face à l'avance des armées franco-espagnoles.

La brutalité de l'occupation et de la répression marocaines, allaient bientôt leur faire regretter l'administration et l'armée franquistes. Ce qui était exception et moyen d'intimidation chez celle-ci (exactions, pillages, viols, exécutions sommaires) devint avec celle-là pratique courante, méthode de gouvernement, la norme, en somme.

Colonisateurs au rabais

Aux yeux des nations européennes industrialisées, l'Espagne faisait figure de parente pauvre, quasiment sous-développée. Cette réalité était perçue par notre peuple, mais exprimée en termes de valeurs et d'organisation sociale qui lui étaient propres. Les Sahraouis disaient que les Espagnols étaient les « aznâga » de l'Europe (tributaires, par opposition aux gens nobles) alors que les Français seraient de nobles arabes et même des qoraïche (1).

Les Sahraouis déploraient donc, en plaisantant, d'être non seulement colonisés, mais de se trouver par malchance sous le joug de colonisateurs au rabais. Hélas ! on trouve toujours plus sous-développé que soi... Une sorte de loi sociologique : plus le maître, le patron, le colonisateur est faible, pauvre, arriéré, plus il est dur est méprisant à l'égard du dominé. Moins son complexe de supériorité est justifié, plus il est violent, ombrageux. Nous connaissons très bien cela dans notre société : moins la distance entre l'esclave et son maître était grande, plus l'esclavage était impitoyable, inhumain. Les esclaves dont les maîtres étaient des affranchis ou de petits tributaires étaient généralement traités de façon infernale, alors que les serviteurs de grandes tentes vivaient souvent comme des hommes « presque libres ».

Un dicton populaire maure disait : « la fierté de l'esclave est fonction de celle de son maître ». Cela s'inspire bien entendu d'une idéologie dominante correspondant à un stade donné d'évolution.

Il n'y a pas de bon colonisateur. L'Espagne était un colonisateur mesquin, au besoin cruel, mais les Sahraouis allaient apprendre à partir de 1958 qu'il y avait pire. Les performances des représen-

(1) Membres de la tribu du Prophète.

tants de Rabat à Tarfaya-Tan-Tan, à partir de 1958, allaient jouer un rôle actif dans l'accélération de la prise de conscience nationale sahraouie et faire de la zone occupée par eux un foyer d'irrédentisme, d'agitation, de propagande nationalistes.

Bassiri le catalyseur

Pendant les dix années qui suivirent l'échec de l'insurrection, apparemment, rien ne se passait. Mais les idées circulaient et il y avait comme une sorte d'attente... de quelque chose, de quelqu'un.

C'est alors que Bassiri revint du Moyen-Orient, ayant fait des études en Égypte et en Syrie. Déjà nationaliste ardent, il revenait du Machreck avec des idées et une volonté précise de lutter pour la libération du Sahra. Mais il savait la difficulté qu'il y avait à mener une activité politique dans son pays. La position de Madrid était simple : très grand *libéralisme*, — laisser faire, laisser s'enrichir — dans tous les domaines, sauf en politique où le remède était radical; la moindre velléité d'opposition, de « subversion » était immédiatement sanctionnée par l'expulsion ou des mesures plus brutales pour les *cas graves*. Ces mesures étaient quasi automatiques lorsque le « suspect » venait de l'extérieur.

Bassiri préféra donc commencer son action à partir du Maroc où une certaine ambiguïté pouvait lui laisser une marge de manœuvre. Officiellement, le Maroc revendiquait toujours le Sahra (et la Mauritanie). En fait, après l'échec retentissant des revendications sur la Mauritanie en 1960-61, et de la tentative militaire contre l'Algérie en 1963, après avoir perdu la bataille diplomatique à l'O.N.U. en 1964-66 le Palais s'était résigné à accepter le principe de l'autodétermination du peuple sahraoui. En réalité, le problème l'intéressait modérément : les avantages économiques n'étaient pas encore évidents, les quelques bouts de désert qu'il contrôlait déjà (notamment Tarfaya) ne lui avaient causé que désagréments. L'amitié de l'Espagne et de ses alliés euro-américains était plus précieuse que quelques arpents de sable qu'on n'était pas même sûr d'obtenir. Si Rabat faisait officiellement mine d'y tenir, c'était surtout pour couper l'herbe sous le pied aux nationalistes de l'Istiqlal. En effet, Allal El Fassi continuait, à chaque

occasion, de rappeler le « grand Maroc » mythique. Le prestige du leader faisait que ses déclarations étaient pieusement reprises dans la presse du parti. L'U.N.F.P. qui sauvegardait encore son unité de façade était, depuis toujours, hostile aux revendications territoriales, conformément à ses orientations *en gros* progressistes, mais ne jugeait pas opportun d'aller publiquement à contre-courant de la tendance expansionniste dominante. Seuls en son sein quelques anciens de l'Armée de Libération, dont d'authentiques résistants anti-impérialistes (1), militaient avec ferveur pour la « marocanité » du Sahra et de la Mauritanie. Marqués par la fraternisation au sein de l'A.L. entre combattants mauritaniens, algériens, marocains, sahraouis, ils ne se rendaient pas compte que leurs généreuses options unionistes se dévoyaient en se confondant avec un expansionnisme étroitement chauvin, *qitri* et devenaient au contraire *iniizâliya* (séparatisme réactionnaire).

Le parti communiste marocain se livrait à une surenchère de plus en plus chauvine destinée semblait-il, à le « dédouaner » aux yeux de l'opinion nationaliste. Mais il restait de toute façon marginal, malgré la présence d'intellectuels de valeur et l'ardeur militante d'une fraction du mouvement étudiant dont une grande partie allait d'ailleurs le quitter.

Malgré l'unanimité apparente, chaque chapelle politique avait sa propre position et ne dédaignait pas d'avoir à l'occasion *ses* sahraouis.

Le problème était plus compliqué pour qui refusait de s'inféoder au pouvoir, ou à tel parti. Il semblait cependant qu'on pouvait, au Maroc, préconiser la *libération du Sahra* à condition de ne pas en préciser la nature et les objectifs, et de ne pas prononcer le mot « indépendance ».

Bassiri voulait créer un journal. Pour diffuser des idées, servir de point de ralliement, concrétiser, la volonté de lutte. Il avait d'ailleurs fait des études de journalisme au Machrek. Il commença par collaborer à des publications déjà existantes.

---

(1) On en retrouve notamment au sein du « 23 mars », scission de gauche de l'U.N.F.P., où ils ont malheureusement contribué à faire prévaloir une position erronée sur le problème du Sahra, faite d'incompréhension à l'égard de la lutte libératrice du peuple sahraoui et de ses potentialités révolutionnaires pour toute la région. Il n'en est que plus impératif de saluer le courage des militants de cette organisation, qui, au même titre que leurs camarades de Ilal Amâm, ont bravé la torture et la mort en disant publiquement leur soutien à la lutte du peuple sahraoui.

Mais très vite le pouvoir mit fin à une expérience jugée subversive de par sa nature même, car indépendante de lui : *mauvais exemple*, potentiellement contagieux, sur le plan marocain même, sans parler du danger que peut avoir une agitation sahraouie sur l'irrédentisme des tantaniens, voire des Gouliminiens. Bassiri échappa de justesse à la prison.

Craignant pour sa vie, il réussit à s'enfuir du royaume de Hassan et à rentrer clandestinement au Sahra de Franco, fin 1967.

Il vécut quelque temps caché à Smara. Puis, des oncles influents intervinrent auprès du colonisateur pour obtenir une autorisation de séjour. Marché conclu, à condition qu'ils s'en portent garants et que Bassiri s'abstienne de toute activité suspecte. Le militant se souvint fort à propos de ses origines maraboutiques, et se mit à dispenser des cours dans une mosquée de la docte Smara. Rassurés, les Espagnols lui accordèrent la carte définitive de séjour. Ils ne demandaient qu'à se laisser convaincre car ils entamaient une politique d'ouverture relative, à leur manière : politique du sourire, de la démagogie, de la peseta. Il le fallait pour obtenir le soutien d'une base indigène et ainsi amadouer la majorité anticolonialiste de l'O.N.U. Devant le renforcement continu du camp non-aligné et la curiosité de plus en plus gênante des organismes chargés de veiller à l'application des résolutions exigeant « l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux », les puissances décidées à ne pas décoloniser vraiment avaient le choix entre deux tactiques :

— refuser toute coopération avec l'O.N.U. et maintenir une doctrine coloniale pure et dure au risque de guerres coloniales ruineuses et interminables, comme celles du Portugal, et aussi d'être mis au ban de la communauté internationale *et même* européenne;

— ou bien accepter de composer, ce qui impliquait nécessairement une caution locale, *indigène*, une représentation ayant un minimum de crédibilité vis-à-vis de l'extérieur, et dont la loyauté à l'égard de la métropole soit garantie. Pas facile à concilier en apparence, mais cela s'est vu souvent. Très souvent même. Étonnamment.

Le premier choix ne pouvait intéresser l'Espagne. En voie d'industrialisation rapide, elle avait un urgent besoin de faire coïncider son image politique avec des réalités socio-économiques qui la liaient étroitement aux démocraties occidentales, notam-

ment aux États-Unis et à l'Europe de l'Ouest. Son entrée dans le Marché Commun était à ce prix, et même l'officialisation, la normalisation de sa participation à l'O.T.A.N. Il ne fallait surtout pas donner prise à une comparaison avec ce pauvre Portugal, si proche pourtant — et pas seulement sur le plan géographique — mais si gravement empêtré dans le sous-développement et dans des guerres coloniales absurdes.

Les trois mamelles de l'assimilation

Rallier les notables en leur permettant de s'enrichir ne suffisait pas. Il fallait donner l'illusion d'un minimum de participation des *populations* à leurs affaires, en introduisant dans le circuit quelque chose d'électif.

Madrid décida donc de faire une concession à l'opinion internationale en créant une « Assemblée sahraouie »! Il s'agissait de gagner du temps et, à plus long terme, d'essayer de prendre l'O.N.U. à son propre jeu. Puisque « autodétermination » était le maître-mot de la décolonisation, que pourraient dire les Onusiens si les *populations elles-mêmes* demandaient l'intégration à l'Espagne, par la voix de leurs « représentants »? La situation dans le *territoire* ainsi que les rapports euphoriques des autorités semblaient justifier ce calcul. La faiblesse numérique du peuplement local et les richesses considérables du pays incitaient à l'optimisme.

Le coût de l'opération séduction — visant l'élite traditionnelle — et de l'assimilation des jeunes et des travailleurs serait largement amorti dès les premières années d'exploitation des phosphates.

Ce qu'ils ne comptabilisaient pas et qui allait tout fausser, c'était le cheminement invisible, imprévisible, la remontée inexorable de l'irrédentisme sahraoui; l'impossibilité d'extirper l'attachement exclusif, explosif à la liberté chez ce peuple. Ni par la force : il a été écrasé, saigné à blanc, dispersé, quasiment liquidé par deux fois en moins d'un quart de siècle; ni par la séduction, ni par l'embourgeoisement. Il s'agissait en somme de ce facteur irréductible qui échappe toujours, partout, aux *meilleurs* contre-révolutionnaires : l'irréductibilité justement de la volonté populaire à des éléments chiffrables et computérisables, la prolifération, la démultiplication infinie des capacités des peuples les plus petits et les plus démunis dès qu'une volonté de résistance les anime, les

soulève. Or, les bourgeois, c'est connu, sont des gens rationnels, qui ne peuvent croire à la génération spontanée. Malgré tous les Viêt-Nam et tous les Polisario.

Séduction, assimilation; un troisième élément est également favorisé, dans l'esprit des architectes de la nouvelle politique madrilène, par la faiblesse démographique du *territoire* : il s'agit du peuplement européen qui, favorisé activement et systématiquement, achèverait de faire du Sahara Occidental une province (à peu près) comme les autres, une Canarie de plus, en somme. La seule différence — il faut bien sacrifier aux modes de son temps — : on ne répète pas, pour éviter aux immigrants européens les désagréments de la promiscuité avec les indigènes et faciliter le rattachement à la métropole, le procédé employé vis-à-vis des Guanches, exterminés en grande partie. On n'était plus au xve siècle, et les Sahraouis avaient bien de la chance : on leur faisait l'insigne honneur de vouloir les transformer en citoyens espagnols. Et même en Espagnols tout court; tout au moins les jeunes, de préférence les enfants, s'ils sont intelligents et surtout sages.

Bien sûr, on ne décourageait pas ceux qui voulaient émigrer : moins il y en aurait, plus la solution serait facile. Au besoin on anticipait : les « recensements » allaient si bien dans le sens souhaité que, finalement, sur le papier, il ne resta bientôt plus de Sahraouis : quelques milliers à peine, pour un territoire de près de 300 000 km^2. On descendit jusqu'à 25 000 habitants à un moment donné. Autant dire un territoire vide qui revenait au premier occupant. La vieille doctrine coloniale du « territoire sans maîtres » était poussée ici à une perfection rare puisque, par un savant jeu d'écritures on mettait entre paranthèses l'existence d'un peuple, on suggérait qu'il s'agissait d'un territoire sans habitants. Curieuse comptabilité, plus efficace pourtant qu'on ne l'imagine. Car, pour l'opinion internationale, qui sont les Sahraouis? Où sont-ils? Existent-ils seulement? Il faudra de longues années de lutte, de travail de désintoxication, de guerre sans merci pour qu'une petite frange de l'opinion étrangère commence à entrevoir une réponse à ces questions.

Cependant, dès 1968 Bassiri se mit au travail. Il n'était pas question de faire des journaux, ni d'entreprendre ouvertement une tâche de propagande et d'organisation. Son action fut cependant facilitée par le précieux soutien de nombreux parents retrouvés. L'adhésion immédiate et inconditionnelle de certains d'entre eux, fit d'eux les premiers militants du futur mouvement, adjoints

et intermédiaires irremplaçables auprès des milieux nationalistes qui leur étaient familiers. Bassiri était obligé de rester confiné dans sa mosquée, mais l'assiduité d'un cousin ne pouvait éveiller les soupçons. Le mouvement de libération du Sahra était né (1).

Bassiri en envisageait le développement de façon lente. Il avait établi des règles strictes d'adhésion, pour construire une organisation solide, bien structurée, totalement clandestine. Il croyait à une action à long terme.

Mais l'attente, la disponibilité pour un engagement politique actif, avaient atteint un degré explosif dans les rangs de presque toutes les couches de la population. Au point que des militaires, et certains chefs traditionnels furent parmi les premiers à rejoindre le mouvement, et à faire du prosélytisme.

En moins de deux ans, le Mouvement avait dépassé, en volume, les prévisions les plus optimistes. La rigueur initiale avait dû être atténuée dans la pratique. Les autorités coloniales ne réagissaient pas. Étaient-elles si mal renseignées? Préféraient-elles éviter toute fausse note dans leur politique de séduction, persuadées qu'il n'y avait pas grand danger?

D'abord inquiet de cette trop rapide progression et des imprudences de néophytes de ses partisans, Bassiri était en même temps ravi de tant d'enthousiasme, de volonté de lutte, de courage. Il continuait à prodiguer des conseils de prudence, mais se laissait entraîner par le courant, se disant que la situation était peut-être plus mûre, plus révolutionnaire qu'il ne l'avait vue, de loin. Les adhérents l'écoutaient avec respect, et confiance; mais agissaient, inconsciemment, de façon à précipiter les événements. C'était leur première expérience de lutte politique, et s'ils la croyaient nécessaire, ces combattants d'hier, ou fils de combattants, restaient influencés par les traditions de lutte ancestrale, la lutte armée. Au fond d'eux-mêmes, ils n'étaient pas loin de mépriser ces formes nouvelles, plus tortueuses, et de concevoir l'organisation politique à la manière de la mise sur pied des anciens ghaziân: on se réunit, on se met d'accord sur l'objectif et les moyens, au besoin on prête serment et hop! le ghazzi prend le départ.

Ils comprenaient cependant très bien combien était insuffisante leur connaissance des nouvelles méthodes de lutte, dont l'expé-

(1) Le nom exact était « Organisation d'avant-garde pour la libération du Sahra ». On disait couramment *l'organisation*. Pour l'administration coloniale : « Le Parti musulman. »

rience sahraouie et les exemples étrangers établissaient clairement la nécessité; ils savaient qu'il leur fallait s'en remettre à un chef mieux informé. C'est d'abord sa qualité d'intellectuel qui désignait à ce moment-là Bassiri comme le chef indispensable aux yeux des patriotes; pas n'importe quel intellectuel bien entendu : un intellectuel militant, ayant une expérience des luttes politiques et, de surcroît, ayant à son actif la première initiative d'engagement.

Avec l'année 1970, la politique d'intégration de l'administration coloniale entrait dans une phase particulièrement active. Pour la justifier et la fonder, elle imagina une soi-disant « union hispano-sahraouie » dotée d'une charte que signeraient chefs et notables. Il s'agissait d'une sorte de « *statut indigène* », dans le cadre de l'État espagnol; d'une intégration totale, la spécificité sahraouie consistant simplement à tolérer que ces citoyens de seconde zone gardent, chez eux, certaines coutumes; que leur assemblée régionale s'appelle « Djemâa », et quelques détails folkloriques du même genre.

On était loin du modèle de la « communauté française » ou « franco-africaine » dont semblait s'inspirer le projet. On voit la répugnance que le franquisme mettait à faire semblant de jouer le jeu du droit des peuples : une bonne décennie auparavant, la « Communauté française » qui accordait pourtant une indépendance presque totale dans le cadre d'une sorte de Commonwealth francophone, apparaissait déjà à tous les Africains comme une *dernière* tentative de maintenir, sous une nouvelle forme, la mainmise coloniale sur leur pays. Au lieu d'inventer quelque chose de plus hardi, en rapport avec les exigences de libération politique, économique, culturelle qui s'étaient entre-temps considérablement radicalisées dans le monde, la montagne franquiste accouchait d'un avorton de souris. L'union hispano-sahraouie rappelait au mieux les statuts indigènes de l'immédiat après-guerre !

Cinq ans plus tard, trop tard, Madrid essayera dans une course éperdue, désordonnée, de rattraper ce quart de siècle : cette course contre le temps sera perdue. Tout d'ailleurs sera perdu, à commencer par l'honneur.

La formule mise en avant en 1970 — innovation audacieuse pour les autorités madrilènes — était dépassée, maladroite au point de provoquer la première grande révolte nationale de caractère proprement politique dans le vieux Sâhil, dans le nouveau Sahra en rapide gestation.

Le projet espagnol apparut comme un danger mortel pour

l'existence même du peuple sahraoui. Un besoin profond, collectif d'action, de riposte déferla sur le pays. Et puisqu'il y avait désormais un mouvement, Le Mouvement, toutes les consciences, tous les espoirs se tournèrent vers lui.

Bassiri pressentait qu'il était imprudent, dangereux, de se lancer si vite, dans un combat de front avec les autorités coloniales.

Mais le courant était trop fort. Tout un peuple voulait prouver son existence, se sentir vivre, se redonner confiance. L'action était peut-être prématurée, insuffisamment préparée... Le prix allait être lourd... mais il le fallait sans doute. Car seule l'expérience de la lutte permet de comprendre ces choses-là et d'avancer, de progresser.

Le principe d'une action de riposte fut donc retenu par le Mouvement. Bassiri et ses compagnons se mirent aussitôt activement, fébrilement au travail.

Zemla : l'échec de la voie pacifique

Rien n'avait été préparé pour la lutte armée. Elle fut remise à plus tard, malgré de nombreux avis. Il s'agirait d'une action de masse pacifique. On opta pour un seul rassemblement, auquel participerait un maximum de gens de toutes les provinces. Cela répondait à une aspiration commune de se retrouver ensemble, uni, de sentir sa force, sa cohésion : le peuple sahraoui irait en somme d'un même mouvement, d'une même voix, signifier au colonisateur sa volonté d'exister.

Bassiri fit admettre la nécessité d'une très grande modération dans les slogans, dans les revendications, pour réduire au maximum les risques d'un affrontement violent et prématuré. Il rédigea lui-même le mémorandum qui devait être remis au général-gouverneur. *Raisonnable*, ce texte comportait des revendications, qu'un observateur superficiel aurait jugées « réformistes ».

Le mot indépendance n'était pas prononcé. On se contentait de réclamer le respect des principes officiellement admis (principes égalitaires, libéraux). On demandait que les Sahraouis fussent traités comme des hommes, des citoyens et non comme des sujets indigènes. Une revendication plus gênante pour les projets espagnols pointait cependant nettement : celle de l'autonomie interne, du respect de la personnalité sahraouie qui contenait implicitement la menace future du projet indépendantiste.

Il s'agissait donc d'une position qui peut paraître confuse, sinon contradictoire : on réclame en quelque sorte des droits de citoyens dans le cadre d'un État auquel on refuse en même temps d'être intégré ; on semble à la fois exiger et rejeter l'assimilation. Cette ambiguïté était en partie volontaire, tactique, en partie conforme à une étape historique dans le développement et la maturation du Mouvement. La plupart des mouvements de lutte anticolonialiste sont passés par là. Elle traduisait également une autre réalité : la coexistence au sein du Mouvement de toutes les tendances de l'opinion (hormis les « *béni-oui-oui* » inconditionnels) allant des partisans de la lutte armée immédiate, à ceux d'une entente avec les Espagnols en échange d'une sorte d'autonomie interne.

Ce sont finalement les Espagnols qui fixèrent — sans le savoir — la date et le lieu de la manifestation. Ils se rendaient bien compte que le sol devenait incertain sous leurs pas, qu'il se passait quelque chose, mais ils ne savaient pas quoi. Les secrets du Mouvement étaient assez bien gardés : le serment prêté par les adhérents était un utile contrepoids à l'inexpérience et à l'enthousiasme.

Les autorités coloniales décidèrent donc de mener plus rapidement leur politique d'intégration. Et pour lui donner une « légitimité populaire », ils entreprirent de convoquer quelque chose comme des États Généraux du Sahra traditionnel. Prudents, ils décidèrent de l'annoncer au dernier moment.

Vers la mi-juin, la nouvelle éclata : les autorités convoquaient, *pour le 17 juin*, tout ce qui comptait officiellement au Sahra : chefs, notables, fonctionnaires, commerçants... Ce rassemblement devait approuver, plébisciter « l'union hispano-sahraouie ».

C'est donc le *17 juin* qu'aurait lieu la grande manifestation patriotique, riposte immédiate et *alternative* à la tentative intégrationniste du pouvoir.

De partout, les patriotes affluèrent à Zemla, quartier périphérique de la capitale. Le rassemblement prit l'aspect d'une kermesse populaire : tentes dressées pour accueillir les délégations, méchouis, thé, chants patriotiques...

Les participants n'étaient pas vraiment inquiets : expérimentant une forme de lutte inédite pour eux, ils n'imaginaient pas qu'on puisse opposer la violence à des gens sans armes venus exposer leur point de vue. Bassiri lui-même pensait que la modération des revendications permettrait d'éviter un affrontement trop violent, sans exclure des mesures répressives.

Les autorités coloniales prises au dépourvu, surprises par l'ampleur du phénomène, semblèrent d'abord préoccupées de *contenir* la manifestation, de désamorcer la crise. Elles essayèrent de « boucler » Zemla pour empêcher les habitants des autres quartiers de s'y rendre. Les militants et surtout les femmes, trouvaient mille astuces pour contourner les barrages ou passer au travers. La plupart des policiers et militaires sahraouis étaient complices et nombre d'entre eux participaient directement au Mouvement. Une compagnie entière, basée à Smara, se transporta à Aioun et à la suite de son chef sahraoui, se joignit aux manifestants. Sans armes cependant, conformément aux consignes.

Le gouverneur d'El Aioun était d'autant plus désireux d'aboutir à un apaisement que la présence de journalistes pouvait être gênante : ils avaient été invités à assister au rassemblement officiel qui du coup, fut escamoté. Il y eut une série de manœuvres : tentative de dialogue pour convaincre les manifestants de se retirer en laissant à une délégation le soin d'exposer leurs doléances; appel aux chefs influents, menaces, etc. Dernier argument : *nous sommes d'accord avec la plupart de vos revendications, mais le général ne peut vous recevoir sous la pression...* En somme, « les masses au vestiaire »...

Beaucoup de chefs traditionnels influents se dérobaient, sentant que leur intercession serait vaine. D'autres étaient complices ou même membres du Mouvement. Un dernier carré de fidèles « béni-oui-oui » conseillaient la manière forte, qu'ils sentaient venir. Pas un instant les autorités coloniales n'avaient envisagé de discuter sérieusement avec les manifestants, ni de faire des concessions. Des « gestes » tout au plus. Après l'échec d'émissaires subalternes, avec lesquels les manifestants refusaient de discuter, un officier supérieur tenta le dialogue. On lui signifia qu'on ne discuterait qu'avec le général lui-même. L'incroyable se produisit un peu plus tard : le gouverneur de tout le Sahara Occidental, arriva, sans escorte, parmi les manifestants. Il leur tint un langage conciliant, quelque peu démagogique, normalement parternaliste : *Espagnols et Sahraouis, nous sommes frères. Nous ne devons pas laver notre linge sale devant les étrangers. Vous êtes mes enfants, je comprends votre désir de discuter. Je vous demande d'attendre leur départ, alors je recevrai vos porte-parole.*

Rien à faire. Le peuple ne se laisserait ni intimider, ni berner. Aux propos mielleux du gouverneur, répondaient des clameurs peu diplomatiques, sinon insultantes. Le général prit un ton plus ferme,

et essaya de persuader ses interlocuteurs, dont « l'inconscience » visiblement le chagrinait, de la gravité des conséquences de ce qu'ils allaient déclencher. Les grondements de la foule, et les impertinences redoublèrent. Le représentant du Caudillo prit juste le temps d'adresser une dernière mise en garde, sur un ton d'où toute aménité avait disparu :

« *Une dernière fois, je vous conseille de vous disperser. Plus personne ne doit être là à 16 heures, dernière limite. Après 16 heures, je ne garantis rien... qu'ils ne s'en prennent qu'à...* » Sans doute « *à eux-mêmes* », mais on n'entendit jamais la fin de la phrase, couverte par une joyeuse clameur.

Personne ne prit au sérieux les menaces du gouverneur. La fête continuait... A l'heure dite pourtant, les légions du Tercio avaient encerclé la place et avançaient vers le centre du rassemblement. Un officier, dont l'unité arriva la première en contact avec les *manifestants*, essaya encore de parlementer, d'intimider... « *Le peuple ne se laissera pas avoir au bluff* ». D'un revers de main, un hartani (1) à la carrure de « Aantar » (2) envoya l'officier rouler au loin. L'Espagnol se releva, le visage en sang, et déchargea son pistolet sur son contradicteur.

Un deuxième officier fit une tentative similaire. Il eut affaire, pour son malheur à une militante de choc et de poids : la terrible Salka le terrassa en un clin d'œil sous les yeux incrédules de ses soldats.

Alors, l'ordre fut donné de tirer dans le tas.

Scènes atroces, poursuites éperdues. Des blessés achevés. D'autres se traînant les mains pleines de leurs entrailles.

Personne ne sut jamais le nombre de blessés, de morts : ceux-ci furent ramassés dans la nuit par le Tercio. La terreur qui suivit fut telle que des familles n'osaient même pas demander des nouvelles des leurs. Certains, considérés comme morts, étaient *seulement* arrêtés et réapparurent quelques mois ou quelques années plus tard. D'autres avaient pu se réfugier en Mauritanie. Les blessés qui réussirent à s'échapper se gardèrent bien d'aller dans les hôpitaux.

Tous ceux que ne fauchèrent pas les balles furent arrêtés. Une terrible chasse à l'homme prolongea la fusillade, et porta la terreur dans les foyers, dans tous les quartiers de la ville.

---

(1) Ancien esclave.
(2) Célèbre héros arabe anté-islamique. Fils d'une esclave, il était noir, athlétique et ...poète.

Dans la nuit, on « cueillit » les militants et responsables fichés qui n'avaient pas été pris *à chaud*. La ville était bouclée, en état de siège; on perquisitionnait partout.

Bassiri fut arrêté cette même nuit du 17 juin. Ses amis lui avaient conseillé de fuir. Un jeune cousin l'attendait en un lieu convenu pour tenter de sortir de la ville. Mais il rebroussa chemin avant de le rejoindre.

A-t-il pensé que la tentative était vaine? Pécha-t-il par excès de confiance, de légalisme? Crut-il que si les autorités l'arrêtaient un temps, tout ne serait pas perdu? Plus personne n'a pu en discuter avec le fondateur du Mouvement de Libération du Sahra.

Les rares témoins qui l'ont vu pendant les tout premiers jours de sa détention, rapportent des propos qui ne manquent pas de grandeur : « *j'ai failli rejoindre Moïssa mais à la réflexion, je n'ai pas voulu qu'on dise : c'est un aventurier qui est* venu, *a poussé le peuple à la catastrophe, et a disparu et le Mouvement avec lui. Si je reste, même en prison, ils ne pourront pas faire croire cela, il restera un espoir* ».

Au bout de quelques jours, les autorités coloniales procédèrent à des mesures d'apaisement : ils libérèrent des fournées de détenus *sans intérêt*... pour eux; des gens pris dans des rafles; des *manifestants*, qui en fait se trouvaient là un peu par hasard; des sympathisants faciles à *récupérer*, en faveur de qui intercédaient des notables.

Ce fut là la grande astuce : utiliser ces libérations de toute façon inévitables, pour renforcer le crédit des chefs alliés (ou ralliés) en les faisant apparaître comme des intercesseurs efficaces, en montrant la *magnanimité* du pouvoir.

Après un tri minutieux, il ne restait qu'une quarantaine de détenus. Jugés dangereux, ils furent dispersés aux quatre coins du pays, dans les prisons de Dakhla, Bir Nzarân, Guelta, Ausred, Tfarity... Un groupe de militaires fut déporté aux Canaries.

Les détenus furent libérés progressivement en 1970-71. Certains revinrent estropiés pour la vie, par suite de tortures et de conditions de détention particulièrement dures.

Un traitement à part fut réservé à Bassiri : son rôle réel n'avait pas échappé aux autorités coloniales, bien qu'il se soit abstenu d'être physiquement présent à Zemla. Aussi, personne ne devait plus jamais revoir Bassiri, séparé de ses compagnons et emmené vers une destination inconnue.

Des années durant, les versions les plus contradictoires ont circulé à propos du leader sahraoui devenu héros de légende. Il



Photo D. R.

Mohamed Sid Brahim Bassir, dit Bassiri. Sa photo était dans toutes les maisons, dans toutes les tentes, dans tous les cœurs.

La dernière lettre de Bassiri.

بسم الله الرحمن الرحيم

الى اخواننا الاعزاء المحترمين

تحية طيبة حارة و بعد:

نحن بخير و على خير.. المذكرة لم تقدم بعض من السلطة
و السلطة لم تتقابل مع اعضاء المنظمة.. و رفضت
ذلك.. و نحن قررنا ان لا نشارك في مظاهرتهم الا
بصفة واحدة و هي اننا نستجمع وحدنا
عند الخيام.. و من ارادوا ان يتكلم معنا فالمتقدم
علينا من جهة الحكومة.
و اعلموا ان المسالة خطيرة و خطيرة جدا
و الامور معقدة كثيرا من التعقيد
و متأزمة.. و حسب ما يظهر لي انها شر
من التعقيد.. لكن فلا باس سوف تحل
كل الامور بالحسنى ان شاء الله.
اهل الدواخلة اتيناهم و دخل معناه شخصا
منهم و كبيرهم ينظر و هو خطير.
ان امر تكلم الحكومة بالقدوم فقد جاؤوا عندنا
و نحن بانتظاركم.. و ان قالت لكم انها سوف
تذهب بكم لمصلحتها فقولوا لها نحن
بانتظاركم..
اوصيكم بالصبر و الثبات.. و اياكم و التزعزع

Traduction de la dernière lettre de Bassiri :

Au nom d'Allah, le Clément et Miséricordieux.
A nos frères bien aimés et respectés, notre salut affectueux et chaleureux.
Nous sommes bien.
Les autorités ont refusé de recevoir le mémorandum et de rencontrer les Membres de l'Organisation. Elles ont refusé tout cela.
Nous avons, quant à nous, décidé de ne pas participer à leur manifestation, sinon de la façon suivante :
nous nous rassemblerons à part dans des tentes, et ceux qui voudront, de la part de l'administration, parler avec nous, n'auront qu'à venir nous voir.
Sachez que l'affaire est dangereuse. Très dangereuse. Les choses sont très complexes, enchevêtrées, la situation explosive...
Mais cela ira, tout s'arrangera pacifiquement.

. . . .

. . . .

Je vous recommande la persévérance et la fermeté.
Préservez-vous du reniement.



serait détenu dans le nord de l'Espagne. De mystérieux militants révolutionnaires (de l'E.T.A.?) auraient réussi à entrer en contact avec lui. Ou encore : il serait détenu dans une geôle affreuse, etc. Pour le peuple sahraoui, en tout cas, Bassiri était vivant et reviendrait un jour. Sa popularité était devenue immense.

Chaque militant, chaque tente ou maison s'arrangeait pour avoir sa photo.

Qu'ont fait en réalité les Espagnols du Chef du Mouvement sahraoui? Leur haine pour lui était à la mesure de leur désappointement, de leur déconvenue. Ils ne pouvaient lui pardonner de leur avoir fait perdre la face, de les avoir « trompés » en préparant sa « conspiration » dans l'ombre pour les placer un beau jour devant une véritable révolte. C'est ainsi, du moins, qu'ils raisonnaient, incapables comme tous les colonialistes, de croire les peuples capables d'agir autrement que comme des marionnettes agitées par quelque meneur. Ils devaient penser aussi sans d'ailleurs complètement se tromper, qu'un tel leader était dans l'immédiat difficilement remplaçable. Ils allaient s'apercevoir à leurs dépens que, même si la disparition de Bassiri avait été un coup rude pour le mouvement, il ne faudrait pas longtemps pour qu'émergent d'autres directions, qui sauraient continuer l'œuvre, en tirant la leçon de Zemla.

Qu'ont-ils donc fait de Bassiri? A-t-il été assassiné de sang-froid? sous la torture? Il est peu probable qu'ils l'aient gardé sept ans, sans essayer d'utiliser, d'une façon ou d'une autre cet atout considérable au cours des diverses et parfois difficiles péripéties que leur système colonial a traversées depuis cette mémorable journée de juin 1970. Par exemple comme monnaie d'échange lorsqu'ils déployaient des efforts désespérés pour obtenir la libération des officiers et autres militaires capturés en mai 1975 par le F. Polisario.

A cette époque-là, au cours d'une rencontre avec des officiels espagnols quelque part en Europe, et devant notre insistance pour avoir des nouvelles de Bassiri et obtenir sa libération, s'il vivait encore, nos interlocuteurs ont essayé de disculper leur pays grâce à une version dont ils certifient en tout cas l'authenticité en engageant leur parole d'honneur, leur parole de gentilshommes espagnols. D'après eux, Bassiri n'aurait pas été assassiné de leur fait, ni même longtemps gardé en prison, mais *simplement* expulsé vers le Maroc. S'il est mort, c'est aux Marocains qu'il faudrait demander des comptes.

Version à priori peu satisfaisante, et cela indépendamment de la bonne foi de nos interlocuteurs. Quoi qu'il en soit, la responsabilité de l'Espagne reste totale, même si on admet que, au lieu d'assassiner Bassiri, elle l'a livré aux bourreaux de Rabat. Il s'agirait même, à notre avis, d'une circonstance déshonorante de plus.

A vrai dire, la version de la remise de Bassiri aux Marocains n'était pas tout à fait nouvelle. Les Espagnols l'avaient laissé entendre à certains de ses parents dès 1970. Des sympathisants du Mouvement avaient même retrouvé le texte d'un message officiel (1) daté du 29-6-70 faisant état de « l'expulsion » de leur leader. Mais cela n'avait pas emporté leur conviction, ni entamé l'espoir de voir un jour l'Espagne rendre Bassiri à son peuple selon une tradition bien établie, même chez les colonisateurs les plus féroces et dont notre continent connaît maints exemples. La confirmation de 1975 laissait, hélas, peu d'espoir de voir se réaliser cette attente.

Inconnue à l'extérieur, Zemla est une date capitale pour le peuple sahraoui. Une date de rupture, le début d'un tournant décisif. Le traumatisme de la répression sera durable et assurera au colonisateur une tranquillité apparente qui le trompera quelque temps, d'autant plus que les prochains coups viendront de là où il ne les attendait pas.

En réalité, Zemla n'aura pas seulement entraîné un traumatisme mais également une prise de conscience profonde. Comme si d'un seul coup ce cataclysme violent, inattendu, immérité, avait fait mûrir une situation qui, sans cela, aurait demandé des années de lutte, d'expériences, de formation. Zemla fut pratiquement le premier (et le dernier) essai d'utilisation de la lutte pacifique seule. Les patriotes sahraouis en tirèrent tout de suite certaines conclusions :

— Ne jamais se fier aux bonnes paroles du colonisateur, aux beaux principes humanitaires proclamés devant les instances internationales. La réputation de duplicité, de traîtrise de l'Espagne déjà bien ancrée dans les esprits, s'est trouvée dès lors définitivement établie dans la conscience collective sahraouie.

— La voie pacifique — exagérément confondue parfois avec la lutte politique — est définitivement discréditée.

— Il est indispensable d'avoir des points d'appui à l'extérieur.

(1) Fuite volontaire? De peu d'effet en tout cas...

Le choix des alliances

Du vivant de Bassiri, une timide tentative de contacts avait été ébauchée vers l'Algérie. Elle s'était limitée à la remise d'un document exposant les objectifs du Mouvement par l'intermédiaire d'un sympathisant qui allait au Mouggar de Tindouf.

En fait, le Mouvement avait programmé des contacts systématiques avec tous les pays voisins, y compris le Maroc, malgré le peu d'illusions qu'il pouvait se faire à son sujet, et avec d'autres pays arabes progressistes, notamment la jeune révolution libyenne et l'Irak. L'envoi d'un mémorandum aux trois pays voisins devait se faire simultanément, mais l'envoi d'émissaires sûrs n'était pas chose aisée et il fut donc décidé de profiter du Mouggar de Tindouf en mai 70 pour le faire parvenir à l'Algérie en premier. Le même messager devait se charger ensuite, à la faveur de déplacements normalement justifiables, de transmettre ce document aux autorités mauritaniennes et marocaines.

Rédigé le 5 mai 1970, le Mémorandum décrivait la situation tragique du peuple sahraoui, demandait aux frères et voisins leur soutien concret et notamment :

— la fourniture d'armes et matériel pour la lutte de libération,

— un entraînement militaire des patriotes sahraouis,

— de faire connaître au monde la situation de ce peuple opprimé et les crimes colonialistes commis contre lui, afin de briser le mur du silence maintenu autour de cette colonie ignorée,

— d'exiger de l'Espagne le respect des droits des peuples et l'application du principe de l'autodétermination,

— d'accorder des bourses d'études à de jeunes sahraouis,

— de reconnaître le Mouvement comme représentant légitime du peuple sahraoui.

*
* *

Tindouf, qui abritait déjà une communauté sahraouie de réfugiés ayant fui la répression hispano-marocaine et la sécheresse, restait un lieu ouvert; mais on évitait d'abuser de cette hospitalité.

C'est en fait vers la Mauritanie que les regards et les espoirs se tournaient à cette époque. Cela, pour plusieurs raisons :

— Les patriotes sahraouis ne pouvaient se faire d'illusions sur

l'attitude des autorité alaouites. Beaucoup avaient déjà vécu l'expérience de la répression du côté de Tan-Tan, directement dans leur chair, ou indirectement à travers des parents ou des camarades. Après tout, ce n'est pas pour rien que le fondateur du Mouvement avait dû renoncer à agir à partir du Maroc, et se *re-réfugier* auprès des autorités franquistes.

— Les liens naturels étroits qui unissaient les deux peuples mauritanien et sahraoui avaient connu récemment un renforcement considérable du fait du développement accéléré du commerce et des échanges. Les produits bon marché provenant de la zone franche des Canaries, à travers leur prolongement sahraoui, se déversaient en avalanche sur la R.I.M. ; en grande partie d'ailleurs par des voies non orthodoxes, la contrebande en assurant une large part grâce à la faiblesse des moyens de contrôle mauritaniens, à l'immensité des frontières, au génie corrupteur des commerçants des deux bords dont certains ne s'étaient « reconvertis » qu'à moitié et n'avaient garde d'oublier *à l'occasion*, le pouvoir convaincant d'un argument dialectique inégalable : leur vieux compagnon, le fusil. La corruption galopante des milieux douaniers et administratifs mauritaniens faisait le reste.

Ce courant commercial était favorisé par Madrid à la fois pour des raisons de profit et pour s'attacher davantage les dirigeants de Nouakchott, qu'elle continuait à jouer contre ceux de Rabat.

La circulation des biens et des hommes était donc intense entre les deux pays abritant les principales communautés maures d'Afrique du Nord-Ouest.

Certes, le gouvernement de la R.I.M. revendiquait officiellement le Sahra. Mais personne n'ignorait que cette position était essentiellement destinée à faire pièce à celle de Rabat, qui confondait dans une même menace annexionniste les deux peuples frères, qu'en tout cas cette revendication était assortie d'une reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ; enfin que Nouakchott n'avait jamais rien fait de concret pour mettre en pratique ses revendications et ne semblait pas davantage disposé à le faire.

Les autorités mauritaniennes ne soutenaient pas pour autant la lutte des Sahraouis. Mais on pouvait espérer une tolérance de leur part, à condition de ne pas se montrer trop actif contre les Espagnols, de ne pas donner prise à l'accusation d'utiliser le territoire de la R.I.M. comme base d'actes hostiles à l'égard de l'Espagne.

Les rescapés de Zemla n'en demandaient pas plus, — dans un premier temps. Ils avaient besoin de se regrouper, de faire le point, de renouer les fils rompus entre les différents milieux patriotiques (Aioun, Dakhla, Smara, Tan-Tan, Tindouf, Zouérate, Atar, Nouadhibou...).

Enfin, les patriotes sahraouis s'ils ne pouvaient attendre plus qu'une neutralité de la part du pouvoir mauritanien, savaient qu'ils pouvaient compter sur le soutien d'alliés autrement sûrs : depuis 1967-68, se développait un mouvement patriotique anti-impéraliste, le M.N.D. (Mouvement National Démocratique) dont l'ascension devait se poursuivre jusqu'en 1973-74. Contrairement à l'opposition marocaine, dont il devenait difficile de distinguer les diverses composantes, toutes se lançant dans une surenchère où chacun mettait son point d'honneur à paraître plus expansionniste que le roi, le M.N.D. soutint dès le départ, sans équivoque, la lutte du peuple sahraoui, reconnu avec une insistance presque provocante, volontairement, comme un peuple à part. A l'argument classique des expansionnistes : « vous nous ressemblez, nous avions des liens dans le passé. donc vous êtes l'une de nos provinces »... le M.N.D. rétorquait : « les liens entre Mauritaniens et Sahraouis sont très étroits, des plus étroits; s'il devait y avoir union, c'est entre nos deux peuples d'abord qu'elle s'imposerait, logiquement. Nous en concluons qu'il est de notre devoir d'apporter un soutien total à la lutte du peuple frère, de respecter sa volonté, son choix. S'il veut, une fois libre, s'unir à nous, nous en serons heureux. S'il veut s'unir à d'autres, nous n'avons rien à objecter. S'il veut rester seul, libre à lui... Dans tous les cas, nous maintiendrons notre soutien *sans condition...* »

Le M.N.D. ne se contenta pas d'affirmer ces principes. Il apporta un soutien précieux, multiforme, politique et matériel, au mouvement sahraoui. Il popularisa ses positions parmi ses militants et sympathisants et de larges secteurs de l'opinion, en particulier de la jeunesse. Il critiqua sans relâche les positions du pouvoir, contribuant ainsi à assurer aux militants sahraouis une protection contre les mesures trop radicales de répression.

La liaison avec le M.N.D. fut d'ailleurs facilitée par la présence en son sein de militants d'origine sahraouie. Nous avons vu que, au moment de la « pacification » par les troupes françaises des confins mauritano-sahraouis, certaines fractions des tribus du Sâhil étaient passées sous contrôle français, recensées, donc administrativement rattachées à la Mauritanie. Nombre de leur des-

cendants étaient ouvriers, commerçants, fonctionnaires, étudiants, militants. Le développement des échanges avait fait découvrir à beaucoup d'entre eux des cousins proches ou lointains, des contribules de toute sorte, et réactualisé un sentiment d'appartenance sahraoui qui n'avait jamais été vraiment oublié. Certains en profitaient d'ailleurs pour des raisons sans rapport avec la cause qui nous occupe : les cousins d'El Aioun ou de Dakhla avaient plus de facilités pour faire venir des marchandises bon marché des Canaries; ceux d'Atar, de Nouadhibou ou de Zouérate étaient mieux placés pour les faire entrer et les commercialiser en Mauritanie. L'association s'imposait. Mais le Mouvement de *retrouvailles*, de réidentification dépassait largement le cadre de ces rencontres plus ou moins intéressées, même s'il était encore loin de toucher l'ensemble des Ahl Sâhil demeurés en R.I.M.

Zouérate, Tan-Tan : les liens se renouent

Sahraouis et Mauritaniens se retrouvaient aussi dans deux des principaux centres ouvriers de Mauritanie situés à la frontière, dans des régions où dominent traditionnellement les Ahl Sâhil : Zouérate et Nouadhibou. Le M.N.D. y comptait de nombreux sympathisants et des militants.

C'est à Zouérate qu'il faut situer le *vrai départ* du Mouvement mauritanien. Fin mai 1968, une grève quasi totale et parfaitement organisée à l'insu du syndicat fantoche, paralysait la redoutable Miferma (1), État multinational à dominante française, dans l'État anti-national (en tout cas néo-colonial) mauritanien. L'armée tira sur les travailleurs. Parmi les dizaines de morts et de blessés, il y avait des Mauritaniens de toutes les régions et de toutes les ethnies, mais aussi des Sahraouis.

Zouérate 68 a profondément marqué la conscience militante mauritanienne. Elle a été célébrée dans de nombreux chants, dont voici deux parmi les premiers connus; l'un, en hassâniya, est d'une ironie féroce :

... « *Louange à Dieu*
pour cette indépendance
de Mokhtar et ses acolytes valeureux!

(1) Société des Mines de Fer de Mauritanie.

Les travailleurs
— ceux du nord —
y ont trouvé leur compte
assurément
mitraillés par... prudence
ils sont morts par... méprise
puisque nul avant eux
n'a marché sur la tête (1)

l'autre, en langue classique mais s'inspirant de la prosodie du *ghna* (poésie populaire en hassâniya) appelle sans détour à la vengeance, à la révolte :

arrête, compagnon, voici Lebtâh (2)
recueille-toi
ici sont tombés les martyrs
arrête, compagnon, voici Lebtâh

entends les mères, compagnon
dont les sanglots sont aujourd'hui torrents de sang
du sang le plus noble

dis à ce peuple glorieux :
les pleurs te sont-ils suffisants
quand eux ont prodigué leur sang?

ils ont bravé la mort sans faiblesse
pour délivrer le peuple
de l'exploiteur infâme
et des fantoches traîtres

debout, venge-les, châtie les assassins

ici sont tombés les martyrs
entre les maisons de Lebtah
les oueds de la terre familière
se sont gonflés de sang précieux
les jets de bombes, d'engins de mort
et des cascades de rafales
ont donc vaincu la sécheresse...
il est bien loin le temps des larmes

(1) Allusion à un propos, resté célèbre, du président mauritanien qui explique, au cours d'un meeting, que les travailleurs avaient été tués par erreur : ils s'étaient baissés pour prendre des pierres au moment où la troupe tirait, visant aux jambes!
(2) Lebtâh ou Btâh Zouérate = Zouérate.

ô peuple, le pouvoir te trahit — chien aboyant pour l'étranger —
réveille-toi du sommeil profond
lève-toi à l'appel du combat
pour la libération

Des rescapés des massacres de Zouérate, dont certains blessés, combattent aujourd'hui au sein du F. Polisario. Deux années, presque jour pour jour après Zouérate, c'est Zemla.

C'est justement à Zouérate aussi que viendront se réfugier les survivants de Zemla au fur et à mesure qu'ils seront libérés.

Quelques militants qui n'étaient pas à Zemla le 17 juin étaient déjà là et avaient préparé le terrain. Les nouveaux arrivants se groupèrent autour de ce noyau, et notamment d'un aîné, Mhemmed Ould Ziou, vétéran de la guerre de 1957-58. Mhemmed avait établi un contact officiel avec le gouvernement mauritanien, qui avait assuré le Mouvement sahraoui de sa sympathie, tout en insistant sur la nécessité d'être *discret*.

Une délégation dirigée par lui avait tenté d'approcher les participants de la Conférence de Nouadhibou, première rencontre tri-partite (Algérie, Maroc, Mauritanie) consacrée au problème du Sahra. Ils espéraient en particulier nouer à cette occasion des contacts avec les Algériens.

La tolérance des autorités mauritaniennes étant acquise, l'accueil à Zouérate ne soulevait pas de difficulté : la communauté sahraouie était organisée depuis longtemps pour venir en aide aux compatriotes. Une organisation plus politique de la solidarité deviendra nécessaire lorsqu'un groupe important sera réuni, avec des plans précis d'action. Les premiers venus, eux, se contentaient d'établir les contacts, profitant notamment du va-et-vient commercial intense entre Zouérate et le Sahra, envoyant des émissaires qui sauront aller jusqu'au Maroc pour établir la liaison avec la communauté sahraouie qui s'y trouve.

Au Maroc, une sorte de mouvement parallèle, indépendant, s'était développé parmi les Sahraouis, habitants des régions cédées par l'Espagne en 1958, émigrés, réfugiés...

Tan-Tan en était le centre, puis, son prolongement Rabat. Il ne s'agissait pas d'un mouvement organisé, mais d'un irrédentisme, d'une solidarité spontanée qui resserrait irrésistiblement les rangs autour de... tout et de rien : nouvelles du pays, exactions contre les patriotes, informations internationales relatives à la cause; il s'agissait d'un courant, d'un processus de prise de conscience

jalonné de péripéties, d'actions ou plutôt de réactions intermittentes à la répresssion, au mépris, à l'injustice. Mais il manquait là aussi, comme à Aioun à la veille de l'arrivée de Bassiri, une direction politique capable d'orienter, d'organiser, de planifier.

Elle ne *viendra* pas : elle montera lentement des entrailles même de cette communauté *exilée*, opprimée, humiliée qui manquait, semblait-il d'« intellectuels », c'est-à-dire d'éléments ayant un minimum de culture, de formation modernes, de pratique et d'intelligence du monde contemporain pour être en mesure d'en comprendre et d'en interpréter les *signes*, d'en approviser et utiliser les inventions idéologiques, méthodologiques et organisationnelles. Ce sont ses propres enfants qui combleront cette lacune. Dès le collège, et parfois plus tôt, ils se mettent à militer et, peu à peu, se dégage un groupe qui s'appliquera à compléter la solidarité naturelle de cette communauté, sa cohésion traditionnelle par un embryon d'organisation, de structures politiques. D'abord chahuteurs et provocants comme les contestataires de leur âge, ils apprennent à être plus discrets, plus secrets. Des sortes de cellules s'organisent même, avec les patriotes les plus avancés. Les femmes jouent un rôle de premier plan.

Au début des années 70, Tan-Tan est devenu un centre actif du nationalisme sahraoui : des manifestations sont même organisées à l'occasion des Mouggars (marchés annuels où les bédouins sahraouis se rendent nombreux pour vendre du bétail, et qui coïncident avec l'époque des grandes vacances).

Les jeunes Sahraouis tâtent des prisons marocaines, des bastonnades. Pourtant, ils se contentaient de dénoncer le colonialisme espagnol et de réclamer « la libération du Sahra ». Ce fut le cas notamment lors des manifestations de l'été 1972 à Tan-Tan. Mais « ces ingrats », élevés et instruits *sous la protection* de S.M. chérifienne ne daignaient même pas rendre hommage à *leur roi*, ni faire référence à leur marocanité et à celle de leur pays, ni même à celle de Tarfaya !

On pourrait penser que Tan-Tan avait ainsi pris le relais d'El Aioun, après Zemla. Pourtant malgré l'influence évidente, il n'existe pas de filiation organisationnelle directe, entre l'action de Bassiri et le mouvement embryonnaire qui se développa à Tan-Tan et qui, curieusement, ne portait pas de nom. Personne n'en éprouvait le besoin : tout le monde se comprenait, l'action restait locale, limitée à un cercle presque familial; on savait qu'on n'était pas encore au stade du vrai mouvement de libération, à

l'échelon national. L'explication paraîtra insuffisante à certains, mais il en était ainsi Rien ne le prouve mieux que le nom qui restera quand même lié, pour certains, à cette période de préparation de la lutte dans une fraction de la diaspora sahraouie : « al haraka al janînyia »; littéralement « le mouvement embryonnaire »...

Être Sahraoui à Rabat

Confiné dans des limites villageoises, l'*embryon* de Tan-Tan manquait de contacts. C'est encore à travers le développement naturel de la génération montante que le remède fut trouvé : à Rabat, les jeunes Sahraouis qui avaient réussi à se faufiler jusqu'à l'université, s'instruisirent beaucoup politiquement, et s'aguerrirent au contact d'une jeunesse estudiantine marocaine en pleine effervescence. Ils pouvaient militer sans restriction dans les organisations les plus radicales, notamment l'U.N.E.M. (1), leur qualité d'étudiants marocains à part entière n'étant pas contestée. Ne venaient-ils pas de la « province marocaine » de Tarfaya?

Ils ont l'intelligence et le culot d'abuser largement de ces facilités.

Bien qu'ils se soient appliqués à respecter les apparences, tout le monde les prenait pour ce qu'ils étaient : des militants de leur propre cause, représentants en quelque sorte de leur peuple.

Un petit groupe activiste se forma, dont émergera rapidement la personnalité exceptionnelle de El Ouali Ould As-Sayed (familièrement Luleï — diminutif affectueux d'El Ouali). Il essaya d'obtenir un soutien aussi large que possible pour dénoncer le colonialisme espagnol, défendre la cause de la libération du Sahra, obliger l'Espagne à appliquer les résolutions de l'O.N.U. reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, et obtint l'appui agissant de l'extrême-gauche estudiantine qui constituait à l'époque une caution non négligeable. Côté pouvoir, après des tentatives de récupération, ce fut une tolérance sans trop de bienveillance... Du côté des partis, la situation était plus ambiguë. Officiellement, l'U.N.F.P. les soutenait. Sans jamais exprimer clai-

(1) Union Nationale des Étudiants Marocains.

rement sa position pour des raisons tactiques — électoralistes disent certains — elle a toujours été opposée, en fait, aux revendications expansionnistes envers les voisins pour des raisons de principe, mais aussi par réaction contre les positions d'Allal El Fassi dont la personnalité écrasante, les tendances « hégémoniques », la « mégalomanie » suscitaient chez eux une véritable allergie. Ils n'avaient pas caché leur soulagement et leur approbation lorsque peu de temps auparavant Hassan II avait enfin reconnu officiellement la Mauritanie indépendante.

Les dirigeants les plus progressistes du parti préconisaient donc un appui actif à la lutte du peuple sahraoui, jugée solidaire de la lutte anti-impérialiste au Maroc même et constituant en même temps un *investissement* en vue d'une future « unité ». Les plus modérés montraient une nette réserve. Le soutien à l'action des jeunes sahraouis était accaparé par les « extrémistes » (y compris la gauche dissidente de l'U.N.F.P.). Mais surtout, les caciques du parti avaient renoncé à toute action « aventureuse » et préféraient miser sur les *valeurs* présumées *sûres* : alliance avec le respectable Istiqlal — Ben Barka, qui était-ce...? —, dialogue de la longue patience avec le roi... Pourquoi dans cette logique renoncer aux dividendes politiques de la surenchère nationaliste? C'est probablement à cette époque que s'est amorcé le virage qui fera de Monsieur Bouabid le nouveau chantre du petit « grand Maroc » ravissant presque la vedette dans ce domaine aux dirigeants de l'Istiqlal. On apprendra même, quelques années plus tard, que l'U.S.F.P., à travers son ancêtre l'U.N.F.P., a « toujours » été à l'avant-garde de ce national-expansionnisme.

El Ouali à Allal El Fassi : préparez vos dossiers

L'Istiqlal ne jetait pas l'anathème. Ne se devait-il pas de soutenir les efforts de ces jeunes et courageux « compatriotes » de là-bas, seuls spécimens disponibles et en tout cas agissants, crédibles, de ces mythiques « provinces séparées »? Le parti éprouvait une certaine gêne à voir se développer en dehors de lui la seule action animée par de vrais Sahraouis. Non seulement ces « jeunes écervelés » avaient l'impertinence de ne pas se réfugier dans le giron de leur mentor naturel, de ne pas se laisser guider, protéger, exhiber par lui, mais ils commettaient l'impardonnable maladresse

de se laisser accaparer par le soutien intempestif de ces « fous de gauchistes ».

Autre sacrilège : lorsque les Sahraouis eurent le privilège de rencontrer le grand Zaïm, ils ne lui témoignèrent pas une déférence excessive. Ils avaient décidé de faire le tour systématique des partis et personnalités pour demander leur soutien. C'est une délégation dirigée par El Ouali qui fut reçue par le chef de l'Istiqlal. Le contact fut raté, dès le départ. Le Zaïm ne se dérangea pas pour accueillir ces visiteurs qu'on lui avait décrits comme de jeunes trublions. Sans cesser de lire un document, sans les regarder, il leur avait fait signe de s'asseoir, de la main gauche. Ou bien tendait-il cette main-là pour leur permettre de la baiser? Ils ne le surent jamais. Peu habitués à baiser des mains d'hommes et à se prosterner, comme cela se pratiquait traditionnellement au Maroc, les enfants des fiers bédouins de la Saguia et du Tiris se rebiffèrent, se sentant humiliés. La discussion, tendue, fut un dialogue de sourds : opposition bien sûr, mais aussi incompréhension, choc de deux cultures, de deux mentalités, de deux personnalités. La rencontre se termina sur un échange de répliques qui illustre éloquemment l'irréductible antagonisme.

El Ouali expliqua la volonté des Sahraouis de se battre pour libérer le pays des colonialistes espagnols, et la nécessité d'un soutien actif à cette lutte. Allal El Fassi répondit en substance que la situation au Maroc ne permettait pas un effort particulier en ce sens; les Sahraouis n'avaient qu'à entamer la lutte et lorsque les Espagnols seraient obligés d'en tenir compte, *nous prendrons les choses en main pour mener à bien la négociation.*

— Eh! bien, vous pouvez commencer à préparer vos dossiers car nous, nous allons nous battre, lui lance Luleï en se levant.

Le grand Zaïm — allah yarhamou! — a-t-il saisi la cinglante ironie de cette réplique? Ce n'est pas sûr : il planait si haut et son impertinent interlocuteur se moquait bien de se faire comprendre. Libéré de toute contrainte devant tant d'arrogance et d'incompréhension, il s'était mis à parler dans sa hassâniya natale!

L'Istiqlal ne jetait donc pas l'anathème, préférait faire semblant de ne pas voir derrière le mot « libération » celui d'indépendance, pourtant lisible pour plus analphabète. Il se contentait de bouder. Sa presse finit par dénoncer comme « opportunistes » les Sahraouis de Rabat, faisant un amalgame entre les jeunes et courageux amis de Luleï, et certains aînés qui gravitaient dans les allées du pouvoir, autour du cadavre du « Ministère de la Mauritanie et du Sahra ».

Dans leur quête anxieuse de soutien concret, les jeunes Sahraouis s'adressèrent ensuite à Bouabid qui leur prodigua de bonnes paroles : « Notre position en faveur des luttes de libération est bien connue etc. Mais il faut d'abord libérer le Maroc... ». Chez Ali Yata, ce fut la même chanson, à quelques variantes de terminologie près.

Il y eut une curieuse exception : la grande centrale syndicale U.M.T. (1) apporta un soutien concret et sans conditions. C'est sous son égide que se tinrent plusieurs meetings à partir de mars 1972, à Tetouan, Marrakech, Oujda, Meknès, Casablanca.

L'action sahraouie à Rabat avait cependant des limites, même si elle parvenait à déborder l'université. C'était aussi une arme à double tranchant. Les « mass média » ne pouvaient manquer de la replacer dans la stricte orthodoxie officielle; plus on parlerait de libération du Sahra, de soutien à sa lutte contre le colonisateur, plus on parlerait de « Sahra marocain... ». Cercle vicieux...

La situation était d'autant plus ambiguë que Luleï et ses compagnons n'étaient ni les seuls, ni les premiers sur scène. Une petite colonie mauritano-sahraouie un peu particulière s'était constituée à Rabat. D'abord avec des ressortissants mauritaniens, des personnalités telles que Horma Ould Babana, l'émir Ould Oumeïr, les ministres Dey Ould Sidi Baba et Mohamed El Moktar Ould Bah, etc. s'étant ralliés à la thèse du « grand Maroc ».

La Mauritanie étant passée au second plan, au milieu des années 60, seuls restaient quelques mauritaniens qu'on exhibait à l'occasion pour montrer qu'on n'abandonnait pas. La dominante du groupe devint donc sahraouie. Il y avait là des fils de grande tente élevés au Maroc. C'est parmi eux que se recrutaient les « conseillers » du fameux « Ministère de la Mauritanie et du Sahra », dont l'activité se réduisait à payer un certain nombre de salaires et à publier, de temps en temps, un numéro de « la revue ».

A eux venaient s'ajouter des anciens de l'« Armée de Libération », dont les plus en vue avaient été gratifiés de grades de complaisance, ainsi qu'un certain nombre d'aventuriers à la recherche de n'importe quel « fromage ». La délégation présentée à l'O.N.U. en 1966 pour prouver la « marocanité » du Sahra, les dirigeants de mouvements fantômes inventés par les services chérifiens, étaient choisis parmi ce groupe.

En 1971-1972, un vent de patriotisme soufflait sur la colonie

---

(1) Union Marocaine des Travailleurs.

sahraouie de Rabat; mais tout le monde n'avait pas la même conception du combat à mener, ni de son objectif final. Certains étaient encore pour une lutte pacifique, en collaboration avec le Maroc. C'était le cas des professionnels de la figuration, mais aussi d'une partie des étudiants soucieux de diplômes et de carrières.

La constitution d'une direction sahraouie comprenant des éléments des divers milieux fut proposée ainsi que des contacts avec la « base » sahraouie, mais limités aux notables. Luleï fit valoir l'inanité d'une direction cooptée, coupée du peuple, qui ne représenterait rien.

Un congrès itinérant

Rompant avec les vains conciliabules de Rabat, il partit avec quelques compagnons. Se partageant le pays (tout au moins le nord, y compris la région de Tan-Tan) chacun devait passer les grandes vacances dans son secteur pour s'informer de l'état d'esprit de la population, et amorcer un travail de conscientisation.

Enfin, chacun devait rejoindre Zouérate en traversant le Sahra et en amassant le plus possible d'informations et de contacts. Il s'agissait d'un congrès itinérant, en quelque sorte.

Entre temps, Luleï allait profiter de chaque occasion pour voyager à l'extérieur : durant l'été 1971, il avait séjourné en France et en Hollande, parmi les travailleurs d'origine sahraouie. En 1972, malgré les difficultés, il fit un voyage plus nettement politique : Algérie, Libye, Mauritanie. Il était indispensable d'évaluer les chances de soutien de la part des pays frères, notamment de la Libye qui avait annoncé publiquement ses bonnes dispositions. Début 1973, ce fut de nouveau le même périple : Libye, Algérie puis Mauritanie où était le rendez-vous avec ses cinq compagnons et le groupe de Zouérate pour l'étape ultime, la création du Mouvement.

Rabat devenait invivable : la répression frappait les milieux universitaires, vivier du groupe. L'Istiqlal se fâchait. Il était temps d'aller continuer ailleurs.

C'est pourquoi, Luleï et ses compagnons accueillirent avec soulagement les messages venus de Zouérate qui faisaient dès 1972 état d'un fort soutien populaire et d'une bienveillance officielle à l'égard du groupe militant qui y était implanté. Ils firent savoir qu'ils étaient prêts à y rejoindre les rescapés de Zemla.

Ces derniers avaient fait du bon travail. La sensibilisation des

sahraouis de Mauritanie progressait, un début d'organisation se mettait en place.

Le groupe de Zouérate ne se faisait pourtant pas d'illusions sur la capacité du mouvement à redémarrer à partir de ses anciennes bases. La disparition de Bassiri avait laissé un vide cruel. Ils attendaient donc avec espoir les renforts de Rabat, et réussirent à obtenir des autorités mauritaniennes de Bir-Maghrein et Zouérate une autorisation d'entrée pour *quelques jeunes frères* désireux de quitter le Maroc.

*
* *

Pendant que s'achevait l'année 1972, se mettaient en place les éléments d'une situation nouvelle, et s'accélérait l'histoire du vieux Sâhil, qui accouchait douloureusement du moderne Sahra, sous le nom de Saguia El Hamra et Ouadi Dhahab (1).

Renforcé par celui de Rabat, le groupe de Zouérate était désormais plus sûr de lui, plus à même d'agir. Il sentait que le temps était compté, qu'il fallait aller vite.

Le front maghrébin, façade unitaire et arrière-pensées

Toutes les parties *concernées* semblaient d'ailleurs saisies d'un sentiment d'urgence. Talonnée par les résolutions de l'O.N.U., de l'O.U.A., etc., l'Espagne ne pouvait se contenter indéfiniment de répéter de bonnes paroles et réitérer son accord de principe sur l'autodétermination, comme elle le faisait depuis 1966. Elle *poussait* donc fébrilement les dispositifs de sa stratégie d'intégration : assimilation culturelle des jeunes, urbanisation et enrichissement accéléré des couches moyennes récemment sédentarisées, corruption des notables, encouragement systématique de l'immigration européenne, mise en route de l'exploitation des richesses minières, poursuite de la recherche et de l'expérimentation de formules et structures politiques pour « chapeauter » l'ensemble et se retrouver quitte envers la communauté internationale.

Les pays voisins, baptisés depuis 1966 « parties concernées » ou, mieux, « *intéressées* » (jolie formule où le sage cynisme onusien se drape dans l'apparente rigueur d'une digne objectivité)

---

(1) Rio de Oro.

s'inquiétaient de l'attitude espagnole. Ils y voyaient à juste raison une volonté de mettre l'O.N.U. et eux-mêmes devant le fait accompli d'une annexion pure et simple. C'est l'époque où les trois chefs d'État (Houari Boumedienne, Hassan II et Moktar Ould Daddah) multipliaient les rencontres pour trouver une riposte commune. Officiellement l'entente était totale et les communiqués euphoriques, unanimes. En réalité, aucune mesure concrète n'était prise. Car si on rappelait à chaque réunion la nécessité de la libération, de la décolonisation du *Sahara Occidental*, et la voie à suivre pour ce faire, à savoir l'autodétermination des populations par un référendum organisé sous l'égide de l'O.N.U. et en consultation avec les fameuses « *parties concernées* », les arrière-pensées restaient contradictoires, sinon antagonistes.

Après s'être longtemps désintéressé du problème, tout en laissant se poursuivre le ronron revendicatif, le roi Hassan découvrait de sérieuses raisons de s'en occuper.

Raisons politiques d'abord : la monarchie était plus isolée que jamais, ses soutiens habituels étaient devenus autant de dangers après Skhirat; toute diversion extérieure était la bienvenue. Raisons économiques, aussi : les phosphates de Bou-Craâ devenaient une réalité alléchante et, s'ils se trouvaient entre d'autres mains, une sérieuse menace pour la position dominante du Maroc sur le marché mondial.

Comment *obtenir* le Sahara Occidental? Aux yeux du roi, le seul obstacle était l'Espagne. Le Sahra valait-il la peine de se brouiller avec un régime ami parmi les plus proches, avec lequel, par surcroît Rabat partageait, si l'on peut dire, les mêmes protecteurs? Surtout si, même au prix d'une brouille, on n'était pas sûr de gagner...

C'est pour cela que le roi acceptait de participer à des réunions à trois : pour lui, la pression d'un front maghrébin pouvait faire réfléchir l'Espagne. C'est bien entendu le Maroc qui en recueillerait les fruits, parce qu'il détenait, vis-à-vis de l'Espagne, des cartes majeures. Pour Rabat, d'ailleurs, le Maroc était le *seul* pays réellement *intéressé*, thèse étonnante mais dont ils avaient dû se persuader à force de la *servir aux autres :*

- La Mauritanie, n'avait selon eux rien à dire. Elle devrait être trop contente d'avoir obtenu sa propre reconnaissance. Et puis que pesait-elle, face au Maroc? Qu'elle commence par exister d'abord!

- L'Algérie, elle, proclamait *urbi et orbi* qu'elle n'avait pas de revendications territoriales. D'ailleurs, elle avait été « scandaleu-

sement favorisée » par le colonialisme français qui lui avait rattaché la plus grande partie du Sahara maghrébin « au détriment » des pays frères (Maroc et Tunisie). On pouvait, à la rigueur, concevoir qu'à l'occasion du règlement du problème du Sahara Occidental, l'Algérie veuille obtenir la *consolidation définitive* de ses propres frontières...

Le moins que le Maroc pouvait attendre des deux pays, envers lesquels il avait montré une si *grande compréhension* c'est qu'ils le soutiennent à fond pour la récupération des seuls territoires encore susceptibles de lui revenir, les seuls de ce « Grand Maroc » dont on était désormais loin. Certes, on pouvait envisager leur *intéressement* à l'exploitation économique, une formule de coopération qui serait un pas vers la construction du Maghreb... Certes, une formule d'autodétermination pouvait être recherchée, mais elle ne pouvait qu'aboutir au « retour » du *territoire* au Maroc. Elle aurait cependant l'avantage de sauver la face de tous : celle de l'O.N.U. qui s'était engagée, de l'Espagne devant ses ultras et son opinion, de l'Algérie pour son image de marque progressiste, et de la Mauritanie.

Ainsi raisonnait-on à Rabat...

L'attitude algérienne n'avait pas varié depuis le début : attachement total, inébranlable à la doctrine O.U.A. en la matière : intangibilité des frontières coloniales, et libre détermination des peuples, dans les limites de ces frontières. Quant à celles de l'Algérie : « Nous avons arraché de haute lutte notre indépendance dans le cadre de frontières qui étaient, officiellement celles de l'Algérie; nous ne sommes partis à la conquête d'aucun autre territoire. Voilà pour la légalité internationale, africaine. Pour la légitimité, nous disons, nous, que nos frontières sont celles que nos martyrs ont tracées avec leur sang. Et que nous sommes prêts à les défendre de même ».

A propos du Sahra, l'Algérie tenait à exercer ses prérogatives de pays voisin et concerné, en veillant à l'application et au respect des résolutions de l'O.N.U. et de l'O.U.A. Elle n'était pas disposée à fermer les yeux sur une tentative d'annexion déguisée, non conforme à la volonté réelle du peuple concerné, tout en évitant la surenchère, les provocations inutiles à l'égard de Rabat. Elle ne voulait pas compromettre les chances de construction du Maghreb arabe, ni se laisser distraire de son effort de développement par des conflits avec ses voisins. L'Algérie menait plusieurs batailles décisives pour elle-même et pour le Tiers-Monde, dans des domaines

différents, mais en fait si imbriquées que ce qui pouvait gêner l'une ne pouvait qu'avoir de répercussions importantes sur les autres. Bataille pour la récupération des richesses naturelles, qu'elle était en train de gagner durement; bataille pour l'O.P.E.P., à laquelle il fallait forger, en la violant... subrepticement, une combativité nécessaire sans sacrifier sa cohésion, conditions égales de sa future efficacité; bataille pour le Tiers-Monde, à travers les « 77 » et autres conférences similaires, et à travers les Non-Alignés dont l'Algérie tenait déjà le gouvernail et dont elle se servirait de main de maître pour entraîner le sud énorme mais jusque-là inefficace faute de stratégie commune et de volonté indépendante, dans cette gigantesque et décisive bataille pour une redistribution moins injuste des richesses et de la puissance.

Alger ne cessait pas, cependant, d'apporter aux mouvements de libération, africains et arabes, ce soutien actif qui fit s'écrier Amilcar Cabral : « Alger, la Mecque des révolutionnaires... »; mais elle attachait un prix énorme à la *paix civile* maghrébine. Rabat ne pouvait l'ignorer. Et c'est probablement en partant de prémisses vraies que le roi et ses conseillers aboutirent à des conclusions fausses en pensant que l'Algérie paierait n'importe quel prix pour cette paix, même au détriment de ses principes les plus sacrés et de la sécurité stratégique de sa révolution.

En cette année 1972, l'intérêt qu'Alger portait au Sahara Occidental avait un autre motif, en dehors même des principes : le danger espagnol. Non pas la simple prolongation d'une présence coloniale anachronique, mais sa transformation en présence définitive, en tête de pont européenne et impérialiste, en base menaçante pour l'Afrique du Nord-Ouest et les aspirations de ses peuples à une indépendance réelle.

Transformé en colonie de peuplement européen, en base atlantique qui prolongerait les Canaries, le Sahra intégré à l'Espagne signifierait la perspective d'avoir pour voisin une sorte d'Afrique du Sud.

Les Algériens ne pouvaient qu'y être particulièrement sensibles de par leur propre histoire.

Alger restait cependant prudente, pour toutes les raisons déjà dites, mais aussi par ignorance de ce qui se passait au Sahra. S'y passait-il seulement quelque chose? Comment apporter un soutien à un mouvement de libération qui ne se manifestait pas? Au moins les Algériens n'avaient pas, eux, l'illusion de savoir...

Car personne ne savait... pas même les Espagnols. Encore moins les Marocains. Qui *savait*, pour l'Algérie, en 1953?

La position de la Mauritanie, elle, n'était peut-être pas si loin de l'idée qu'on s'en faisait à Rabat. Le Sahra n'était pas un problème dominant. Le gouvernement avait de graves difficultés intérieures; populaire, puissant, le M.N.D. mobilisait la masse de la jeunesse et l'essentiel des forces vives du pays. Grèves et manifestations se multipliaient au point que certains observateurs croyaient le régime au bord de l'effondrement. Lors de la première visite d'un chef d'État français, le gouvernement n'arrivait pas à empêcher des manifestations d'hostilité à Mokhtar O. Daddah et à son hôte, considéré par le M.N.D. comme le premier exploiteur d'une Mauritanie toujours néo-coloniale.

L'opinion publique n'était pas sensibilisée au problème du Sahra, à vrai dire mal connu.

Quant au gouvernement, seule le préoccupait la peur d'avoir des frontières — et quelles frontières ! — communes avec le Maroc, si celui-ci avait gain de cause.

Hassan II venait de reconnaître enfin la R.I.M. Mais quelle valeur aurait cette reconnaissance du bout des doigts si les F.A.R. occupaient un jour la Guëra, à quelques centaines de mètres de Nouadhibou « capitale économique » du pays, et d'autres bases jouxtant Zouérate? La reconnaissance en question était d'ailleurs contestée par le principal parti du royaume, et n'était ratifiée par aucune institution constitutionnelle...

En fait, le régime mauritanien n'avait pas de politique sahraouie — encore moins une politique offensive — qui lui aurait permis de faire valoir ses atouts maîtres : une frontière interminable avec le Sahra, des liens étroits avec le peuple sahraoui, la sympathie assurée de la majorité des pays africains; enfin et surtout, la force invincible qui aurait été celle des deux peuples jumeaux à l'incomparable valeur guerrière, s'ils avaient uni leur lutte pour une cause commune.

Mais Nouakchott partait battue d'avance. Et la lutte populaire ne pouvait que l'effrayer autant que l'épouvantail chérifien. L'alliance avec l'Algérie? Un paravent, une *carte de visite* utile pour se faire une virginité *progressiste* après avoir été si longtemps, avec des régimes à la Tsirana et autres Tombalbaye, le symbole de l'état fantoche. C'etait aussi une aide économique et technique précieuse et *gratuite*, puisque lui savait bien, malgré les apparences et les années, que ce flirt n'était pas sa vérité profonde.

Les craintes algériennes, même s'il y acquiescait par convenance, ne pouvaient toucher ce régime-là. Son essence néo-colo-

niale, que l'habit ne changeait point, lui faisait accepter comme une chose normale l'ordre du monde *sur lequel il avait ouvert les yeux* (1), et dont il n'avait rien à craindre, puisque c'était réciproque.

Même lorsqu'il esquissa quelques réformes, sur l'insistance algérienne et pour sauver la face devant ses *amis* anti-impérialistes, et en espérant mystifier l'opposition intérieure, il le fera avec si peu de conviction qu'au moment de réintégrer la famille néo-coloniale, la *normalisation* se fera avec une facilité déconcertante... Comme s'il s'était agi d'une habile mise en scène, où le décor d'origine était seulement couvert d'une mince pellicule.

Ce qui convenait le mieux au régime de Nouakchott, c'était en réalité le maintien au Sahra du *statu quo*, de l'administration coloniale ou, à la rigueur, la création d'une *entité sahraouie* à condition que l'Espagne la garde sous sa protection.

*
* *

Pour le peuple sahraoui, lui aussi *partie concernée*, après tout, le temps était multiple. Tout le monde ne sentait pas, bien sûr, l'urgence, ne percevait pas les dangers environnants avec la même acuité. Comme partout et toujours, une masse apparemment indifférente vaquait à sa vie (plus ou moins) quotidienne.

Une bonne partie des nouveaux sédentaires s'enrichissaient et s'embourgeoisaient à toute allure, peu concernés par le reste. La majorité des notables s'arrachaient férocement les faveurs du colonisateur devenues source de juteuses prébendes et influences. Une génération montait qui découvrait avec délices les facilités et les plaisirs de la société de consommation occidentale à travers une société espagnole étrangement permissive pour eux. Ils s'y jetaient à corps perdu, encouragés par leurs mentors, des *assimilateurs* professionnels commis à cette tâche.

Arme de la débauche... les armes de l'impérialisme sont bien diverses. Celle-ci est-elle plus scandaleuse que d'autres? On croira pourtant à l'exagération, à l'outrance, lorsque l'accusation en sera faite (à vrai dire peu de gens dans le monde en entendront parler, car le Sahra espagnol, qu'était-ce?).

---

(1) Cf « L'indépendance néo-coloniale » (op. cit.).

Naissance du Front Polisario

Les patriotes, en tout cas les militants, goûtent peu à ces poisons. Ils ont l'angoisse d'une urgence impérieuse. Non pas qu'ils fassent, pour la plupart, une analyse exacte de la situation. Mais ils savent...

Les intentions, les appétits des « parties intéressées », en particulier ceux de l'Espagne et du Maroc, sont de notoriété publique. Les disputes à l'O.N.U., les conférences à trois, les échos dans la presse de l'intérêt de puissances encore plus grandes, ces conflits qui s'annonçaient, ces esquisses d'intrigues, ces bruits de bottes, ces clameurs diplomatiques inquiétaient les Sahraouis conscients, irritaient leur orgueil, provoquaient une sorte de sentiment de frustration. « Tout se fait en dehors de nous... tout le monde se bat ou débat à propos du Sahra, sauf les Sahraouis... ».

Depuis que le groupe de Rabat avait commencé à rejoindre celui de Zouérate en janvier-février 73, les préparatifs s'accéléraient. Il s'agissait de lancer au plus vite le nouveau mouvement. On renouait les liaisons, on intensifiait le travail de sensibilisation des masses, clandestinement à l'intérieur et au Maroc, un peu plus librement en Mauritanie. En Algérie, il y avait un début d'organisation à Tindouf.

Il restait un travail immense à faire si on voulait lancer un mouvement ayant une base solide, et couvrant l'ensemble du pays. Certains restaient traumatisés par le précédent de Zemla et se demandaient si la précipitation ne risquait pas de tout faire échouer à nouveau. Les plus résolus faisaient valoir que seul le déclanchement de la lutte armée, *la voix du fusil* pouvait faire changer radicalement les choses et rassembler le peuple autour de son avant-garde.

La manière dont les choses se passeront pourrait être présentée comme une défense et illustration de la théorie du « foquisme ». Les apparences sont parfois trompeuses...

Mai 1973 : le F. Polisario (Front populaire pour la Libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro) est créé. Il a deux dates de naissance : le 10 mai, a lieu le *congrès* constitutif, le 20 mai, la lutte armée est déclenchée. C'est la deuxième qui comptera réellement et sera célébrée chaque année. Choix significatif, comme l'est cet autre signe-témoin : lorsque la revue du Front sera lancée, quelques mois plus tard, elle se nommera « 20 Mai ».

Dès le 10 mai, les militants déjà prêts — une poignée, mais qui fera rapidement des adeptes — sont *lâchés* dans le peuple pour faire connaître le Front, populariser ses idées, ses mots d'ordre, recruter des combattants, organiser le soutien... Quelques-uns iront, sous la conduite d'El Ouali, entamer immédiatement la lutte armée. Dès avant le 10 mai, les dispositions pour la première opération étaient prises. Le 20 mai, le poste de Khanga était assailli et occupé. L'extraordinaire épopée du F. Polisario est commencée, une des pages les plus glorieuses d'une histoire riche en gloire.

L'opération de Khanga aura un retentissement considérable, symbolique. Une importance dépassant de loin celle des effectifs en présence et des résultats proprement militaires. C'était en effet le coup d'envoi d'une nouvelle résistance, *et* c'était une victoire. Peu importait les détails.

La manière dont le coup de Khanga réussit est intéressante parce qu'elle montre la témérité de l'entreprise, au vu des moyens dont disposaient les premiers « thouâr » (1). Elle est caractéristique de cette chance insolente qui n'a cessé d'accompagner les audaces de ce peuple. Chance bien entendu qui n'est pas faite que de hasard, mais qui n'est pas toujours réductible non plus à la récompense ordinaire de l'effort, de la volonté, de l'audace...

Khanga était un petit poste espagnol, tenu par un détachement bien armé, équipé, retranché derrière les murs d'un blockhaus. Cela suffisait pour lui donner l'allure d'une forteresse redoutable par rapport aux moyens dont disposait El Ouali : une dizaine de militants, dont aucun n'avait participé, jusque là, à une opération militaire, quelques fusils hétéroclites, dont un mousqueton en à peu près bon état, presque pas de cartouches, une petite mitraillette, joyau du Front, dont c'était au départ tout l'arsenal !

(1) En arabe courant : révolutionnaires; en sahraoui : guerilleros.

En cas de combat réel, les patriotes n'avaient pas de quoi tenir cinq minutes faute de munitions ! Toute l'opération était donc basée sur l'effet de surprise.

La petite mitraillette presque inoffensive dans un vrai combat, allait jouer un rôle psychologique décisif.

Pour commencer, le hasard fut du côté de l'ennemi. El Ouali, ménageant ses compagnons, épuisés par une marche forcée de plusieurs jours, se chargea, avec un camarade, de la corvée d'eau. Au retour, ils tombèrent sur une patrouille de routine qui les arrêta.

Alertés par un guetteur qui avait vu passer Luleï et son compagnon encadrés par plusieurs militaires, les membres du groupe étaient catastrophés : effet de surprise évanoui, mais surtout perte de leur chef, de l'artisan infatigable et obstiné de toute l'action en cours, politique et militaire, analyste et stratège du Mouvement. Perte qui risquait d'être irréparable à ce stade, comme celle de Bassiri trois ans auparavant, autrement plus importante en tout cas que la réussite ou l'échec du coup de main sur un petit poste, même s'il s'agit d'un coup d'envoi.

Cependant, à la sahraouie, on ne perd pas de temps à discuter... on passe à l'action. La nature de celle-ci s'imposa d'elle-même : on appliquerait à la lettre le plan mis au point par El Ouali. Les circonstances ayant changé, il n'aurait logiquement plus dû être applicable, mais qu'importe ! Le groupe des patriotes suivit à la trace la patrouille, qui le mena tout droit à Khanga. A l'approche du poste, ils se camouflèrent, attendant la nuit. Puis il se faufilèrent et se *présentèrent* à l'heure du dîner. L'effet de surprise joua quand même et le « jouet » de Brahim fit son effet : la sentinelle se laissa désarmer et les autres soldats se rendirent sans résister.

Libéré, El Ouali reprit aussitôt la direction des opérations. Il fallait faire vite, la base espagnole la plus proche était déjà avertie de l'arrestation de « deux individus suspects ». Les armes, munitions et équipements furent placés sur les beaux chameaux de selle. Et le groupe repartit aussitôt, emmenant ses prisonniers, tous sahraouis d'ailleurs, l'officier espagnol étant absent.

A l'étape, ceux-ci écoutèrent une véritable conférence politique sur le Mouvement, ses objectifs, la nécessité de la lutte, la patrie, l'honneur, le colonialisme... Après quoi, ils furent libérés. De retour chez leurs *employeurs*, ils devinrent des propagandistes involontaires du Front car la leçon s'adressait à un public plus

vaste. Non seulement ils repartirent sains et saufs, mais on leur restitua, suivant les traditions guerrières, un chameau pour porter les provisions et l'eau, et un fusil.

Le *coup d'envoi* de la lutte armée aura à travers tout le pays un grand retentissement, mais pas comme on peut l'imaginer dans le monde où règnent les « mass media » et où les événements se répercutent au jour le jour, sinon à la minute.

Ce sera un retentissement peut-on dire, *rampant?* En tout cas en profondeur. La rumeur circule, de proche en proche, par « le téléphone arabe », la « Jabara » comme disent les Espagnols. Le peuple sahraoui apprenait que l'étendard glorieux de la lutte était de nouveau levé!

D'autres bénéfices furent plus immédiats : les premiers guérilleros étaient désormais gonflés d'enthousiasme. Ils venaient de faire la démonstration — et d'abord à eux-mêmes — que la lutte était possible, que *l'aventure* n'était pas désespérée. Enfin, ils récupéraient ce qui alors était un véritable arsenal : une demi-douzaine d'excellents fusils, des munitions, de très bonnes montures avec leur équipement. Une véritable aubaine!

La guérilla démarra tout de même lentement, pour l'impatience sahraouie. On n'était plus en 1930, ni même en 1957. Les grands campements d'où les ghaziân pouvaient prendre leur envol en quelques jours ont disparu, chassés par la sécheresse et happés par une mini-société de consommation sédentaire en plein essor dans ces villes-champignons dévoreuses de bédouinité, où la peseta-reine avait reçu mission de transformer en quelques années des guerriers en herbe en beatniks dorés, en ouvriers de luxe, en petits nouveaux riches férus d'américaines et de scandinaves.

Et puis, les échecs sanglants de 57 et 70 avaient laissé chez beaucoup un scepticisme amer, et pas seulement justificateur de l'attentisme, des peurs, des lâchetés qui n'épargnent aucun peuple, qui sont l'attitude *naturelle*, première, face aux initiatives de rupture, aux mouvements qui n'ont pas encore « fait leurs preuves ».

L'ennemi aussi n'était plus celui des ghaziân du début ou du milieu du siècle. Il disposait de troupes nombreuses, aguerries, entraînées à la vie du Sahra, équipées de véhicules tout terrain, de chars, et d'une arme redoutable entre toutes dans le désert : l'aviation. Ses forces quadrillaient le pays. En moins de deux ans pourtant, le F. Polisario ménera plusieurs dizaines d'opérations, pour la plupart réussies.

Dès 1974, plusieurs groupes opèrent dans des régions différentes. Ils infligent à l'ennemi des pertes — y compris en *vies espagnoles* — suffisamment importantes pour que des problèmes commencent à se poser au niveau de l'armée, du monde politique, du pays.

La guérilla du désert, formule impossible, presque sacrilège pour les spécialistes de tout bord y compris révolutionnaires... quelques dizaines de combattants sahraouis démunis en auront trouvé la voie, instinctivement. Ils la *peaufineront* plus tard, lorsqu'ils disposeront d'autres moyens.

En 1973-74, la tactique suivie consiste presque toujours à harceler un poste et à décrocher pour tendre plus loin une embuscade. Presque toujours, les occupants tombent dans le piège en lançant une colonne à la poursuite des attaquants.

L'écueil le plus dur fut le transport : pour monter une opération contre un poste parfois éloigné des bases des thouâr, pour quitter une région devenue intenable, etc. Impossible, pratiquement de se déplacer de jour. Les étapes devaient être minutieusement étudiées, pour arriver avant chaque aube dans un endroit offrant des possibilités de camouflage et au moins une fois sur 2 ou 3, de l'eau. Parfois ces étapes dépassaient 50 km en une nuit, à pied, avec armes, munitions et provisions. On imagine le soin avec lequel ces étapes devaient être prévues au retour d'une opération.

Du Tribal au national

En ces temps difficiles, l'effort principal de l'organisation naissante portait sur le soutien à la lutte armée. Des militants et surtout des militantes travaillaient des nuits entières pour fabriquer l'équipement nécessaire : guerbas (1), vêtements, selles pour les rares montures; réunir les provisions, collecter cotisations et dons en espèces ou en nature. Des femmes vendaient leurs bijoux, des familles offraient des têtes de bétail.

L'organisation de cette solidarité concrète constituait une part importante, souvent centrale du travail politique. En contribuant

(1) Outre en peau de chèvre, pour transporter l'eau.

matériellement, on accomplissait un devoir communautaire mais on glissait aussi parfois involontairement vers l'engagement patriotique, politique. Le point de départ était parfois à la limite du tribal et du national, celui-là servant d'amorce à celui-ci.

Je ne vois d'ailleurs pas de raison de s'en offusquer, tant que la tendance va dans ce sens. Si le tribal disparaît, plus exactement s'il cède la place en tant que principale référence patriotique au profit du national; si *en plus* en le faisant il rend un inestimable service à la révolution nationale en y infusant toute la puissance d'engagement affectif, collectif, tout le potentiel de dévouement qu'il recèle, je ne vois pas de quoi on se plaindrait. Certains peuvent penser que toute cette *générosité* ne peut être gratuite et trouver suspecte l'extraordinaire complaisance avec laquelle le tribal se laisserait excommunier tout en apportant tant. Ne prendra-t-il pas sa revanche une fois passée la tourmente? Ce n'est pas fatal. Au national de se faire au fil de ses victoires et de ses épreuves, irréversible.

A l'intérieur, le travail de réveil, de *reconnaissance*, cheminait lentement, difficilement — la méfiance, les peurs, les tentations — mais sûrement : le monde sera étonné un jour par une explosion qui paraîtra soudaine, incompréhensible. En attendant, la diaspora sahraouie assurait un relai indispensable; moins traumatisée par les épreuves passées, son audace était plus fraîche et une sorte de zèle de néophyte la poussait à faire un étalage bientôt provoquant de sa sahraouité toute rénovée.

Il en fut ainsi tout au moins chez les Sahraouis de Mauritanie. C'est de là, à cette époque, que vint le soutien le plus large. Le gouvernement de Nouakchott, occupé à lutter contre le M.N.D., se contentait de *contenir* l'ardeur des Sahraouis dans des limites *convenables* — surtout pas d'officialisation de leurs activités — en faisant semblant de fermer les yeux sur le reste, pour ne pas risquer d'étaler son impuissance dans une épreuve de force douteuse... faisant en somme « le saut du guerrier » (1).

Des comités se formaient dans les villes à population mauritano-sahraouie, les femmes et les jeunes, très jeunes, en étaient les plus ardents animateurs. Les ouvriers d'origine sahraouie constituèrent à Zouérate un noyau solide.

---

(1) Qui, pour ne pas s'avouer mauvais cavalier (ou chamelier) fait mine de sauter lorsqu'il est désarçonné.

L'aide fraternelle
des militants mauritaniens

Un autre soutien de valeur venait de Mauritanie : celui des militants mauritaniens eux-mêmes. Le M.N.D. menait campagne pour l'aide matérielle et politique et dénonçait la position officielle, incitant le pouvoir à une politique de solidarité avec le peuple-frère en lutte. Lorsque le gouvernement tolérera en 1974 des festivals de jeunes où le Mouvement patriotique fait publiquement la preuve de son audience nationale (comment imaginer alors que ce serait son chant du cygne...) le M.N.D. fera acclamer partout et notamment à Nouakchott, le soutien sans réserve au F. Polisario comme l'une des 5 revendications majeures du peuple mauritanien. Les ministres seront durement interpellés là-dessus et feront des concessions verbales pour ne pas se faire huer.

Le M.N.D. apportait également une précieuse *aide technique*, pour la confection du matériel de propagande notamment. École intellectuelle et politique très avancée, bouillonnante d'idées, riche d'expérience pratique dans le domaine de la lutte politique, le M.N.D. était pour les militants sahraouis vivant en Mauritanie un partenaire au contact particulièrement enrichissant. La double appartenance n'était d'ailleurs pas rare, des militants mauritaniens d'origine sahraouie adhérant au F. Polisario. Des poètes-militants du M.N.D. *offrirent* à leurs jeunes frères sahraouis des poèmes que chantèrent les thouâr dans les montagnes. Certains des plus beaux chants du Mouvement à cette époque seront inspirés de l'épopée des « thouâr as-sahra »; on y sent la solidarité, mais aussi une nostalgie, une fascination... peut-être une frustration de ne pas encore *en être*.

Les révolutionnaires du Sahra sont en marche
et mènent une lutte splendide!
promptement, ils portent la terreur
au cœur de l'ennemi et de ses acolytes
par le courage et par la volonté
se lèvent leurs fusils
de liberté...
regarde les!

à l'ennemi ils ont déjà pris
des armes et puis l'ont affaibli
à son armée de mort, ils infligent des pertes
tant de soldats d'élite sont terrassés
car chaque jour
villes et campements frémissent sous l'attaque!

les menaces agressives ne font pas peur
au peuple sahraoui
et son honneur
est au zénith

à nous de célébrer sa gloire!
accueillons-le dans nos bras et nos cœurs!
la guerre sahraouie est une guerre résolue!
et nous, voisins et frères
ne devons que l'aider... (1)

Même non dédiés au Sahra, d'autres poèmes révolutionnaires ne pouvaient qu'aller droit au cœur des *thouâr*, lorsqu'ils débutaient ainsi, par exemple :

Dans les masses résident les miracles
de l'oppression naît la liberté (2)

ou, encore plus

Opprimé, libère ta violence
leur paix n'est qu'un leurre

Même les Sahraouis du Maroc, où le pouvoir était sans complaisance et avait, lui, les moyens de ses choix répressifs, savaient manifester par des voies ingénieuses leur totale solidarité, en particulier par *transfusion* de cadres.

Nombre de militants du Front ont connu la filière Tan-Tan—Aioun—Zouérate, ou Tan-Tan—Aioun—Tindouf avec de nombreuses variantes et des ruses toujours renouvelées pour tromper

(1) Ce poème si actuel date pourtant de 1974... quoiqu'en pensent ceux qui répètent — et croient ? — obstinément que les Sahraouis n'avaient pas lutté contre l'ancien colonisateur, et que le F. Polisario a été *inventé*, il y a deux ans, contre le Maroc.

(2) Début d'un poème d'Ahmedou Ould Abdelkader, l'un des plus grands poètes du M.N.D., ces deux vers figuraient à la première page du journal du Mouvement, *Sayhat al Madhloum*.

la vigilance des divers cerbères frontaliers, inventer des itinéraires impossibles.

En Algérie, la communauté sahraouie fournit, elle aussi, très vite, une contribution qui ne cessera de croître. Ses fils participent, dès le début, à la lutte armée. Plusieurs d'entre eux sont présents au coup d'envoi, le 20 mai à Khanga. L'antenne de Tindouf prend de ce fait progressivement de l'importance. Elle devient, avec Zouérate, l'un des deux principaux *relais* du Front vers l'extérieur.

L'Algérie, à cette époque, observe une neutralité prudente, Non pas qu'elle se désintéresse du problème, elle ne peut se le permettre. Mais, justement, étant donné son importance et sa complexité, elle ne peut pas se permettre non plus le moindre faux pas. Elle serait prête à soutenir — comme elle soutient le Frelimo ou l'O.L.P. — un mouvement authentiquement sahraoui qui aurait fait la preuve de son sérieux, de sa représentativité, même si ce soutien devait déplaire à certains voisins. Mais elle ne veut pas courir le risque de provoquer une détérioration des relations inter-maghrébines, pour s'apercevoir ensuite que c'était pour rien.

Or, à l'époque, aucun observateur ne pouvait évaluer l'audience acquise ou potentielle, l'enracinement, en un mot la représentativité du F. Polisario.

Une tentative de diversion :
le mouvement de résistance des hommes bleus

Pour ajouter à la difficulté, un élément de confusion intervint avec un *à-propos* significatif. Alors que le F. Polisario était encore inconnu à l'extérieur, un autre « mouvement sahraoui » fit son apparition et accapara tout de suite l'attention des fabriquants de renommée. Il s'agit du Morehob (Mouvement de Résistance des Hommes Bleus), né en 1972, au Maroc. L'irrédentisme sahraoui commençait alors à inquiéter à Tan-Tan et les services royaux pressentaient de proches bouleversements. La création du Morehob devait devancer celle du Mouvement qu'on sentait en gestation.

En 1973, cependant, le Morehob vint s'installer à Alger, se disant mal soutenu, voire persécuté à Rabat. La date était aussi habilement choisie que le sigle, fait pour frapper les imaginations et faciliter le lancement publicitaire du *produit*. Le Morehob,

c'était en fait un seul homme, Édouard Moha, mais qui se disait bien entendu chef de tout un mouvement. Alger se contenta de l'héberger, comme d'autres réfugiés politiques, en attendant que le temps et les événements fassent leur œuvre de décantation. Il n'en fallait pas plus à un « mouvement » dont le seul objectif, le seul souci était de faire parler de lui : une tribune, un tremplin idéal, Alger.

Bientôt, les « mass media » internationaux répercutaient aux quatre coins du monde ce nom si folkloriquement poétique : « Mouvement des Hommes Bleus ».

Mais voilà que Moha disparait d'Alger. On entendit parler de lui à Bruxelles, puis à Madrid, et le revoilà à Rabat !

Eh oui ! Il s'agissait d'une mystification étonnante.

Le « Mouvement des Hommes Bleus » n'a jamais existé que dans l'imagination de ses inventeurs dont Édouard Moha était l'agent. Personne n'a jamais rencontré au Sahra un militant, encore moins un combattant du Morehob !

L'idée géniale dans la supercherie avait été de « domicilier » le mouvement à Alger pour lui donner une auréole révolutionnaire, un brevet d'anti-impérialisme. Rabat avait acquis une grande maîtrise dans la fabrication de mouvements « bidons ». Il fallait du *culot* pour *fourguer* ainsi à l'Algérie une créature du Maroc et éclipser le vrai Mouvement de Libération sahraoui qui commençait à être gênant. C'était bien dans la manière des *joueurs* de Rabat, dont toutes les ressources s'épuisaient à monter des *coups*, des intrigues machiavéliques, et à qui ces tactiques policières à la petite semaine tenaient généralement lieu de stratégie; et qui, de toute façon, comme leurs inspirateurs étrangers, étaient incapables de comprendre que les dollars n'achètent pas toujours tout; et que même la répression la plus aveugle ne vient pas nécessairement à bout de la volonté d'un peuple.

Finalement, le résultat de l'épopée du Morehob restera assez maigre et ne changera rien au cours de l'histoire. Si l'idée était habile, sa réalisation fut de toute façon trop bâclée pour lui donner une crédibilité d'une durée suffisante. Ainsi Édouard Moha ne savait-il rien du Sahra. Il suffisait d'une rencontre avec quelqu'un qui connaisse le pays — et à plus forte raison un Sahraoui — pour le confondre. Il est vrai que peu de gens connaissaient ce pays et que les risques de rencontrer des Sahraouis, denrée encore rarissime dans les milieux internationaux qui intéressaient Moha, étaient faibles. Tout de même, peupler « son pays » d'oasis verdoyantes et confondre Rgueibat et Touareg comme il le fit en présence de

deux militants sahraouis de passage à Alger, c'était un peu fort! Autre maladresse incompréhensible : pourquoi ce nom d'Édouard Moha? Puisqu'il fallait affubler d'un nom d'emprunt le fonctionnaire Bachir Figuigui chargé de cette mission, pourquoi ne pas avoir choisi un nom sahraoui? Aucun Bidhâni n'a jamais porté de prénom chrétien (1) et le nom *Moha* est totalement inconnu chez nous.

Gueddafi donne des armes

La disparition du Morehob contribua à clarifier la situation : il était prouvé que seul existait *UN* mouvement sahraoui. Mais cette péripétie de peu de conséquence — puisqu'Alger n'avait apporté aucun soutien exceptionnel à Moha, encore moins misé sur lui : il s'était de toute façon dégonflé trop tôt — de peu de conséquence et néanmoins désagréable, justifiait et alimentait la prudence algérienne. Cependant, loin, très loin des flashes de l'actualité, la crédibilité du Front croissait discrètement.

Le F. Polisario avait délibérément accordé la priorité absolue à la lutte armée. L'action extérieure : propagande, contacts, resta longtemps très faible, trop faible, car les moyens manquaient cruellement. Les cadres ayant un minimum de formation politique et d'expérience étaient peu nombreux et l'action à l'intérieur en exigeait de plus en plus; les voyages coûtaient trop cher et le problème des passeports se posait.

Au-delà des trois voisins immédiats à forte communauté sahraouie, un seul voyage fut jugé prioritaire dès le début : Tripoli, pour concrétiser un soutien qu'on savait acquis et trouver une solution au cauchemar permanent : l'approvisionnement en armes.

Cet espoir n'a pas été déçu, malgré les difficultés d'acheminement auxquelles des solutions ingénieuses et parfois inattendues furent trouvées : par exemple, des caisses de livres saints et de littérature arabe débarquaient au centre culturel libyen d'une capitale voisine, où un diplomate prestidigitateur savait y découvrir, entre des piles de Coran et d'anthologies ante-islamiques, des objets métalliques de formes curieuses qu'il offrait à ses *copains* sahraouis.

(1) Le choix de ce pseudonyme aurait été dicté par des préoccupations internationalistes...!

Les armes n'arrivaient pas par tonnes, mais chaque fusil valait alors une batterie d'artillerie.

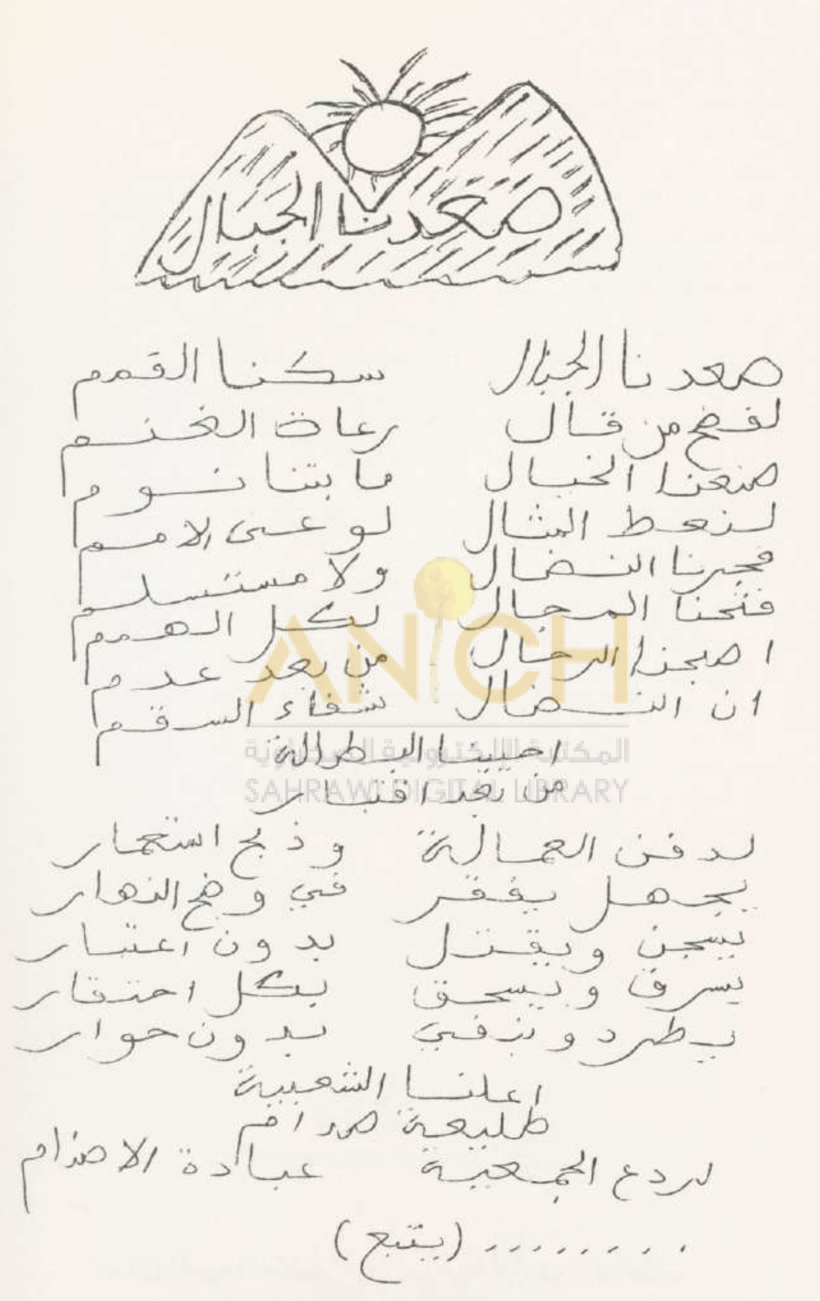
Dès avant la création du F. Polisario, Moammar el Gueddafi avait lancé, en 1972, un appel à la libération du *Sahra arabe*, précisant que la Libye était prête à assumer sa part de solidarité *nationale arabe*. Au lieu d'attendre une hypothétique solution diplomatique, le peuple arabe du Sahra, soutenu par les autres peuples frères devait se lancer dans la lutte.

Rien ne laissait alors prévoir l'imminence d'un sursaut sahraoui et d'ailleurs aucun observateur ne donnait la moindre chance de succès à une éventuelle rébellion. Gueddafi n'avait besoin ni d'analyses ni de sondages : sa foi simple et inébranlable dans une idée lui suffisait et lui donnera raison contre les prévisions des experts. Pour lui, l'aspiration de la Nation arabe, de toutes ses composantes, à l'unité, à la libération, est une force invincible. Donc, là où se trouve un morceau de cette Nation morcelée, écartelée, dominée, l'étendard de la révolte, s'il n'a pas déjà triomphé, ne saurait tarder à se lever. Il suffit d'aider, au besoin d'encourager.

Indépendamment du jugement que chacun peut avoir sur le contenu de cette option nationaliste, elle illustre l'importance d'un principe, d'un idéal supérieur comme guide durable des choix et des actions dans la vie des Nations, des hommes.

Le « vive le Sahra libre » lancé en 1972 à Chinguitti par Moammar el Gueddafi n'était pas moins « utopiste », pas moins prophétique en réalité que le « Vive le Québec libre », assené par de Gaulle comme un défi à l'Amérique dans son fief même, 10 ans avant la victoire du Parti Québéquois de René Levesque.

Tripoli apporta également un soutien précieux à la diplomatie naissante du F. Polisario qui prit des contacts avec les milieux arabes et étrangers de la capitale libyenne, et y participa à certaines rencontres arabes ou africaines organisées. En 1974, le Front fut admis au Congrès des jeunesses euro-arabes et, surtout, au Mouvement Panafricain de la Jeunesse (M.P.J.). Tripoli devint pour longtemps la principale base du Comité des Relations Extérieures du Front. C'est également de Tripoli que le F.P. a pu lancer, en 1974, son premier programme radiophonique, intitulé « La Saguia et le Rio sur la voie de la libération ».



صعدنا الجبال

صعدنا الجبال   سكنا القمم
لفضح من قال   رعاة الغنم
صعدنا الجبال   ما بتنا نوم
لنعط المثال   لوعى الامم
فجرنا النضال   ولا مستسلم
فتحنا المجال   لبكل الهمم
اصبحنا الرجال   من بعد عدم
ان النضال   شفاء السقم
احيينا البطولة
من بعد اقتبار
لدفن العمالة   وذبح استعمار
بجهل يفقر   في وضح النهار
يسجن ويقتل   بدون اعتبار
يسرق ويسحق   بكل احتقار
يطرد وينفي   بدون حوار
اعلنا الشعبية
طليعة صدام
لردع الجمعية   عبادة الاصنام
.... (يتبع)

Poème extrait du 1er numéro du « 20 Mai » (nov. 73).

Traduction du poème extrait du n° 1 du « 20 Mai ».

nous avons *occupé* les montagnes
et de leurs cimes fait nos demeures
faisant rougir ceux qui ont dit
avec mépris
« ... mais ce ne sont que des bergers... »
nous donnons vie à l'impensable
et ciselons le modèle exemplaire
de la volonté populaire
nous traçons le chemin de toutes les audaces...
la lutte est un baume précieux.
nous ressuscitons le courage
et nous plaçons dans son tombeau
la trahison
et le colonialisme fanfaron
qui apporte ignorance et misère
qui emprisonne et tue sans respect
qui pille et piétine en tout mépris
qui chasse et qui exile sans dialogue
nous proclamons l'Avant-Garde Populaire Audacieuse
pour que se taise
la Djemâa des idolâtres.

Extrait de la couverture du numéro anniversaire (nov. 1976).



حرب التحرير تضمنها الجماهير

20 ماى

لسان الجبهة الشعبية لتحرير الساقية الحمراء ووادى الذهب



Boumedienne - Hassan - Daddah :
au temps de l'entente cordiale maghrébine.

Photo Gamma.



Ould Daddah, Boumedienne, Sihanouk.

Photo Gamma.

La riposte de l'Espagne

Non, l'année 1974 n'aura pas été celle de la percée extérieure. Année difficile mais décisive pour le travail de fond, par la seule vertu de la durée, sans éclaircie prévisible dans le brouillard de l'avenir. L'ennemi, au faîte de sa puissance, s'agitait pourtant beaucoup — se peut-il qu'il soit si sensible à de si petits coups d'épingles? — et usait à une vitesse record les solutions, les unes après les autres.

Il fallait durer, seule solution, et garder l'offensive. La victoire resterait au plus *durable*. Situation difficile pour le moral des troupes. El Ouali le savait. Faisant sans cesse la navette entre l'intérieur et les centres extérieurs (Zouérate, Tindouf, Nouakchott, Tripoli, Alger...), entre les branches (militaire, politique, extérieure...) il ignorait le doute, la fatigue, le découragement. Son passage remettait partout les choses, et d'abord le moral en place, c'est-à-dire au zénith. Il était, cependant, compréhensif pour les faiblesses inévitables. Mais il n'eut heureusement pas souvent à se montrer d'une sévérité inflexible, comme il savait l'être lorsque l'essentiel était délaissé ou mis en danger au profit de tentations peu honorables ou d'intrigues politiciennes.

Sentant tout de même que quelque chose se passait, que la lutte armée, quoique loin encore d'être militairement insupportable pour elle, déclenchait cependant au sein des *populations* un processus *dangereux* à terme, l'Espagne s'était convaincue au cours de cette année 74 de la nécessité de lâcher réellement du lest.

Dès lors, ce fut une course de vitesse. Madrid se rendait compte que l'intégration — même assortie d'une ratification par « la Djemâa » n'était plus de mise et décida de jouer la carte de l'indépendance. Pour couper l'herbe sous les pieds des nationalistes et

des pays qui mobilisaient l'O.N.U. contre « l'affreux colonisateur », il suffisait de trouver les protégés sûrs qui la gèreraient au nom de l'Espagne.

A la recherche d'un Bao Daï

Rien de bien original en cela : il s'agissait de rééditer une expérience réussie des dizaines de fois sur les trois continents — et même les autres — par toutes les puissances dominatrices, malgré quelques échecs cuisants. Le scénario était le suivant : parallèlement à la Djemâa et aux notables (maintenus dans leurs fonctions et dignités) on *recruterait* une équipe de jeunes intellectuels sahraouis. La politique d'assimilation accélérée avait déjà fait accéder quelques étudiants autochtones aux universités espagnoles : du reste, pourquoi faire la fine bouche : ils sauront bien lire, écrire, et obéir, et seront auréolés de titres universitaires.

Porte-parole d'un parti créé à cet effet par Madrid, ils réclameraient et obtiendraient l'indépendance — au besoin ratifiée par des élections bien préparées, puis deviendraient les ministres et dignitaires du nouvel état « *national* ». L'équipe ne fut pas facile à réunir.

Les étudiants se dérobaient soit par patriotisme — la majorité — soit pour d'autres motifs. Les manipulateurs avaient trouvé pourtant une recrue pour le rôle principal, celui de chef du parti, de futur Président : Ikhallihenna Ould Rachid, titulaire d'un diplôme, fils de grande tente, affable, patient pour les longues palabres, assez intelligent pour *assimiler* les conseils, qui disait mieux?

Certes, les exemples ne manquaient pas pour les apprentis-décolonisateurs dans *l'ordre et l'amitié*. On ne peut cependant s'empêcher de penser à une similitude frappante, jusque dans maints détails, à en être carricaturale, entre le scénario espagnol et celui qui fut appliqué en son temps dans un pays voisin; et se demander si la coïncidence pouvait être simplement fortuite, si toute ressemblance, comme le veut la formule consacrée, avec des événements et des personnages ayant réellement existé, pouvait être un simple effet du hasard.

Les comparaisons ont leurs limites. Le *Sahara occidental* de 1974 avait ses spécificités et son insertion particulière dans la conjoncture internationale, si pesante. Le colonisateur avait aussi

les siennes. C'est de leur équilibre qu'allaient naître les différences et les incertitudes d'un plan si bien réussi ailleurs — et si bien imité.

Ikhallihenna se mit au travail, avec beaucoup de bonne volonté, sous l'égide d'un mentor de poids : le Secrétaire général du gouvernement colonial d'El Aioun, Rodriguez de Viguri, spécialiste chevronné du *Sahara espagnol* (1). Le futur président devait faire l'apprentissage systématique de son métier. Et pour commencer, se faire admettre par les notables traditionnels, en procédant à d'inombrables visites à travers tout le pays, du Nord au Sud. Puis on lui conseilla d'aller visiter la Mauritanie, pour se faire mieux connaître au-delà des frontières, et pour apprendre. Pour tâter le terrain également du côté des sahraouis de Mauritanie dont l'appui serait précieux et, pourquoi pas, tenter un contact avec le F. Polisario.

Si les « rebelles » acceptaient de se reconvertir en parti politique, on pourrait construire ensemble la patrie sahraouie, dans l'amitié avec l'Espagne dont la puissance servirait de garantie contre les revendications marocaines.

Ikhallihenna fut très bien reçu en Mauritanie — quoique officieusement, n'étant pas encore officiellement intronisé. On prodigua conseils et promesses à ce petit frère et émule dont on suivait les premiers pas hésitants avec des souvenirs attendris. Certains ministres furent ses compagnons inséparables et l'introduisirent auprès de mauritaniens d'origine sahraoui.

D'ailleurs, l'avenir brillant auquel le jeune visiteur semblait promis, le pouvoir enfin à portée de la main, il y avait de quoi tenter certains de ceux qui gravitaient dans les avenues du pouvoir mauritanien à la recherche d'un rôle, tout en ayant une oreille pour les *jabara* rapportés par des contribules de l'autre côté de la frontière. Il n'y avait là rien que de très normal : au Sahra même, les Espagnols avaient bien fini par découvrir quelques Ikhallihenna : il était inévitable qu'il y en ait quelques-uns également à l'extérieur, parmi la diaspora sahraouie.

Le F. Polisario refusait délibérément le contact, craignant l'utilisation qui pouvait en être faite, et jugeant que le maintien d'une ligne sans concession était le seul moyen de démasquer les manœuvres colonialistes et ceux qui s'en faisaient les complices.

---

(1) Fervent partisan de *l'indépendance dans l'amitié*, le colonel de Viguri prendra violemment position, en 1976 et 1977, contre la trahison du gouvernement Arias Navarro et l'accord tripartite.

L'establishment sahraoui de Nouakchott faisait cependant le siège de Luleï : pourquoi ne pas saisir toutes les chances d'unité, de règlement sur la base de l'indépendance?

Le Maroc se faisait menaçant et l'Espagne, trop déçue, pourrait retirer ses forces, seule digue contre le déferlement des Chlouha. Après tout, ajoutaient-ils, le Front ne perd rien à engager le dialogue : il n'a qu'à poser ses conditions, etc. Bien sûr, on sentait également une pression discrète dans le même sens de la part du gouvernement de la R.I.M., dont la neutralité était toujours d'une extrême importance. Sans changer de position sur le fond, il fut donc décidé de faire une concession de forme : une rencontre discrète avec Ikhallihenna, en terrain neutre, avec la ferme intention de ne pas lui donner suite. Cela permettait d'éviter des ruptures ou des tensions inopportunes, et des choix douloureux pour certains patriotes modérés. D'où parfois des allégeances multiples dont la tonalité dominante variera selon les circonstances jusqu'au moment où l'étoile de l'indépendance néo-coloniale pâlira. Alors, le patriotisme sahraoui sera le plus fort chez la plupart. Quant à la masse sahraouie de Mauritanie, elle restera jusqu'au bout fidèle à son unique engagement, le F. Polisario.

* * *

Après une première tentative en 1974 sous le nom de « Parti progressiste révolutionnaire », pratiquement mort-né, la naissance du nouveau parti de la collaboration, ou Parti de l'Union Nationale Sahraouie (P.U.N.S.) sera proclamée seulement au début de 1975. A l'extérieur, il donne l'impression de prendre un départ foudroyant, — tout étant préparé pour le faire connaître à l'étranger. C'est que les échéances internationales gênantes approchent et l'Espagne a besoin de faire vite la preuve qu'elle prépare activement la *population* à prendre son destin en mains par le truchement *d'interlocuteurs valables*. Une troisième force, en somme : ni les « rebelles polisarios » ni les « annexionnistes maroco-mauritaniens »...

Voilà pourquoi « Le Parti » se souciait par priorité des contacts extérieurs. L'un des tout premiers gestes de son chef fut une longue tournée en Europe et au Moyen-Orient, avec conférences de presse de haut standing (les diplomates espagnols connaissent leur métier) à Paris et à Beyrouth. Les résultats diplomatiques restèrent modestes, Ikhallihenna et ses compagnons étant trop novices.

Mais c'était un début, et les services de presse possédaient désormais quelques éléments pour étoffer les dossiers.

Au Sahra, le sigle « Union Nationale Sahraouie » est resté totalement inconnu. Pour ses supporters, le parti du colonisateur était le Hizb (Parti), pour ses adversaires, le hzaib, diminutif de Hizb.

Sur le terrain donc, le Hzaib, prenait un mauvais départ. En plus de l'opposition des forces vives liées au F. Polisario, il n'arrivait pas à faire le plein de ses appuis potentiels. Bien sûr, la plupart des « béni-oui-oui » inconditionnels, les agents dépendant directement et étroitement des espagnols (1) y adhérèrent. Beaucoup de notables aussi, mais nombre d'entre eux et non des moindres, refusèrent ; d'autres le firent sans conviction. Parmi les récalcitrants figuraient une bonne partie des membres de la Djemaâ et même plusieurs des six grands dignitaires à qui on avait fait l'honneur de les admettre aux Cortès, au *parlement métropolitain*...

Plusieurs facteurs parfois contradictoires sont à l'origine de cette fronde larvée de la classe politique traditionnelle. D'abord la montée insensible mais inexorable du F.P., de l'esprit patriotique et anti-colonialiste qu'il incarnait, était partout présente.

En fait, un phénomène étonnant, issu des profondeurs du peuple, était en train de se développer de sa propre vie, indépendemment presque de ceux qui avaient aidé à son éclosion, une unanimité nationale qui, une fois scellée, explicite, devenait exclusive : ou on est avec la communauté, ou on en est rejeté. Tout un peuple cherchait instinctivement le noyau solide, la direction déterminée autour desquels il pourrait se rassembler. Et il n'y en avait qu'une. Si le Front n'avait pas existé, même le Hzaib aurait peut-être eu sa chance. Mais il ne fit pas illusion un instant. Avec un instinct sûr, toutes les couches de la population se mirent en mouvement pour *investir* le F. Polisario, au double sens du terme.

Les chefs de tribu, soumis pour la plupart à un *siège* familial permanent, ne pouvaient rester insensibles à ce climat. Les femmes, les jeunes et les enfants étaient en effet les plus ardents propagandistes de ce mouvement général qui montait. Rares étaient les chefs dont un fils ne militait pas, quand il n'était pas en prison ou au maquis.

---

(1) Ce n'est pas vrai cependant pour la majorité des militaires.

Début 1975, quelques chefs avaient secrètement *basculé*, et tout en maintenant certaines apparences, laissaient les enfants utiliser leurs moyens et leur influence au profit de la *cause*. De nombreux autres glissaient vers l'attentisme, anti-chambre de la conversion. Un dernier carré restait hostile aux idées nouvelles et à leurs propagateurs, accusés d'être des irresponsables, des criminels et des fous qui voulaient « nous séparer de nos amis espagnols et nous livrer aux hordes chlouhas ». Ceux-ci puisaient dans l'attachement aux privilèges et dans leur ambition féroce, la force de rester insensibles aux aspirations de la communauté.

Ils constituaient la base principale, obligée de tout parti colonial. S'ils n'ont pas tous répondu à l'attente des Espagnols, ce fut par dépit: d'aucuns s'attendaient à jouer le premier rôle, en récompense de leur longue fidélité, du fait de leur influence tribale et de leur rang. Or, voilà qu'on parachutait abruptement un blanc-bec qui n'avait même pas la correction (peut-être pas le temps, mais ils l'ignoraient) de faire les approches, de proposer aux plus illustres des postes et des rôles de prestige. Mais leur déception s'adressa surtout à leurs amis les Hekkâm (1) espagnols. Leur avoir préféré le « petit Ikhallihenna », c'était dur à accepter. Mais ne pas même les *mettre dans le coup*, ne pas les associer à la genèse de l'affaire, c'était trop ! D'où le désarroi, l'hésitation de certains chefs.

(1) Officiers, administrateurs.

Maroc-Mauritanie : l'alliance de la chèvre et du chou

Les Espagnols avaient en effet commis une erreur grave. Tout en soutenant à fond le Hizb, ils croyaient devoir montrer officiellement un certain détachement, se donner l'air de le laisser voler de ses propres ailes, pour, à la limite ne pas trop le compromettre. Mais ces habiletés en demi-teinte n'intéressaient pas l'immense majorité pour qui la cause était entendu et qui ne les remarqua pas : elle regardait ailleurs: et elles firent perdre à leurs auteurs le bénéfice d'une attitude plus ferme auprès de ceux qu'elle pouvait influencer.

L'irréparable handicap fut donc pour le Hizb de ne pas rallier solidement dès le début, à défaut des masses et de l'élite montante, cette arrière-garde décidée et encore solide. Dès lors, le Hizb était frappé d'une inconsistance congénitale, et vue la situation, irrémédiable.

Si elle fut importante sur le plan intérieur, par les événements mais surtout par l'invisible mûrissement dont les conséquences apparaîtront, spectaculaires, quelques mois plus tard — l'année 1974 marqua incontestablement un tournant décisif dans l'environnement régional et les positions internationales.

Le point de départ et la cause principale de ce tournant fut le renversement d'alliances auquel procéda la Mauritanie. Rabat et Nouakchott passèrent sans transition apparente de la rivalité ouverte et irréductible à la collaboration sans réserve. Ce fut l'un de ces coups de théâtre qui semblent destinés à inciter à la modestie les observateurs les plus sûrs de leurs analyses...

L'impensable, en effet, se produisait. Tout séparait les deux adversaires de toujours. Le Maroc déniait à la Mauritanie le droit à l'existance et la revendiquait depuis 18 ans, comme une province sécessionniste à ramener au bercail. La Mauritanie répliquait en empêchant que l'O.N.U. n'avalise les revendications marocaines sur le Sahra Occidental. Depuis 10 ans les thèses des deux régimes apparaissaient comme radicalement inconciliables.

En 1969, Hassan II avait dû recevoir Moktar Ould Daddah puisqu'à Rabat se tenait un sommet islamique dont il était difficile de l'exclure, d'autant plus que le Président Houari Boumedienne faisait de sa présence l'une des conditions de sa venue. Mais, cette reconnaissance du bout des doigts n'avait rien changé, quant au fond, ni les arrière-pensées, ni les craintes, ni les appétits. Tout semblait opposer une monarchie connue comme l'une des plus conservatrices, sanguinaires et corrompues et une république qui se proclamait progressiste et anti-impérialiste, les alliances étant aussi opposées et voyantes, d'un côté comme de l'autre. La Mauritanie multipliait les prises de positions tapageuses, aux côtés de tous les refus anti-impérialistes (Viet-Nam, Cambodge, colonies portugaises, Palestine, etc.) et un alignement inconditionnel sur l'Algérie socialiste, dont le soutien dans tous les domaines, en particulier technique et économique devait — en principe ! — permettre, avec l'aide financière libyenne, de couper le cordon ombilical avec l'ancienne puissance coloniale, toujours maîtresse des principales ressources du pays.

Le Maroc, lui, maintenait sans complexe, et sans cachotteries les bonnes vieilles alliances néo-coloniales avec les puissances dominantes — France, USA et autres, à leurs conditions : exploitation des ressources du pays au profit des intérêts étrangers et, accessoirement, d'une couche de profiteurs nationaux: alliance aussi avec les régimes arabes et africains les plus conservateurs: rôle de gendarme régional pour surveiller l'Algérie, si possible la contenir et en tout cas limiter les effets subversifs de son rayonnement.

On imagine la violence de *la bombe* qui éclata en pleine session de l'O.N.U., fin 1974 et l'effet du choc psychologique obtenu par les deux adversaires, lorsqu'ils annoncèrent qu'ils étaient désormais complices. On découvrira que cette conversion ne fut pas si subite et que Hassan II et Mokhtar Ould Daddah avaient signé un pacte secret, quelques semaines auparavant, pour le partage du Sahra. Conséquences prévisibles et inévitables : une alliance durable,

stratégique, impliquant une harmonisation, sinon une totale unification des politiques, le plus fort entraînant forcément le plus faible dans ses principaux choix. Cela signifiait notamment pour la Mauritanie un renversement spectaculaire d'alliances au détriment de ses relations privilégiées avec l'Algérie, le retour au sein de la famille néo-coloniale, le resserrement des liens économiques, militaires avec la France et la suppression de toute contestation démocratique et anti-impérialiste, c'est-à-dire la mise au pas ou la « récupération » du M.N.D.

On apprendra aussi — tout au moins ceux qu'abusait une façade progressiste en trompe-l'œil — que cette révision n'a pas dû être vraiment déchirante pour le régime de Nouakchott — hormis pour quelques naïfs, dont la plupart, faute de caractère, finirent par s'aplatir. Le « retour au bercail » s'accomplit, en effet, si vite et si bien que, quelques mois après le début de la mise en œuvre concrète, sur le terrain, de la nouvelle politique — début retardé par les événements jusqu'à la fin de 1975 —, on pourra se demander si la Mauritanie avait jamais *quitté* ce camp-là.

Si la Mauritanie dut procéder à une révision radicale, à défaut d'être déchirante, de positions longtemps affichées, le Maroc n'eut au contraire qu'à approfondir ses principaux choix et alliances pour aborder l'aventure nouvelle avec des atouts vérifiés. Il lui a fallu cependant faire une concession de taille, sur un point sensible à son opinion publique : le Sahra. Il n'avait pas le choix.

Depuis un an, le Roi avait relancé l'affaire du Sahra, pour essayer de sortir de l'isolement où l'avaient plongé 10 années de répression policière, de détérioration des conditions de vie, de révoltes militaires et d'exercice solitaire d'un pouvoir absolu et néanmoins impuissant. Il s'agissait aussi de prévenir l'apparition d'un concurrent dangereux dans un domaine vital : celui des phosphates, principale source de devises du pays. Le calcul s'avéra juste, sur le premier point. Conditionnée depuis de longues années, l'opinion réagit favorablement. Les directions des partis apportèrent leur soutien à la surprise générale des observateurs étrangers. Rejetés depuis 12 ans dans l'opposition, beaucoup de dirigeants supportaient mal ce long sevrage. Les méthodes expéditives du pouvoir ne laissaient même pas la possibilité d'une opposition *constructive*, à défaut d'être parlementaire. Ces intellectuels légalistes tournaient en rond, heureux d'échapper à la prison, à la liquidation physique, et à l'exil, mais à quel prix !

L'appel à la croisade expansionniste leur offrait une occasion

miraculeuse de sortir de ce calvaire, sous *un bon prétexte*. En tout cas présentable comme tel à l'opinion marocaine : on essaiera de convaincre l'autre, puis de s'en passer.

Ils auraient évidemment pu garder leurs distances vis-à-vis du Palais, tout en soutenant une cause baptisée nationale et en profitant de la nouvelle et relative tolérance affichée par le pouvoir envers les partis pour leur permettre de contribuer à la mobilisation générale de la Nation. Les leaders préférèrent aller plus loin... c'est le cas de le dire; ils acceptèrent de se faire les envoyés personnels de Sa Majesté à travers le monde, notamment auprès des pays progressistes et des forces anti-impéralistes.

Ce renfort insolite venait en appoint d'une campagne diplomatique de grande envergure destinée à faire connaître de manière avantageuse la position du Maroc et « ses droits » à l'opinion internationale, à obtenir le soutien maximum et des pressions suffisantes pour amener l'Espagne à composition. Les alliés occidentaux furent bien sûr les plus sollicités; eux seuls pouvaient avoir quelque influence directe sur le vieux Caudillo. Une campagne intense et soigneusement étudiée était en même temps déclenchée en direction de Madrid : offensive de charme auprès des milieux dirigeants franquistes, dont on connaissait bien les points faibles et les systèmes d'influence; utilisation sur un autre registre d'arguments pouvant trouver le chemin du cœur de nationalistes intransigeants et peut-être de Franco lui-même (s'ils pouvaient encore lui parvenir) : l'épouvantail « communiste », tout au moins socialiste — *kif-kif*, non? — assorti de menaces subversives algéro-libyennes et du danger de voir s'étendre ces influences dangereuses jusqu'aux portes des Canaries! L'intérêt pour l'Espagne d'une alliance solide avec un Maroc fort et résolument pro-occidental; les avantages économiques qui seraient maintenus et même élargis non seulement au Sahra mais aussi au Maroc lui-même...; la tranquillité maintenue aux présides, le soutien pour la récupération de Gibraltar, etc. Ce tableau alléchant était complété par des menaces indirectes. Le Maroc ne peut reculer indéfiniment, son opinion publique ne comprendrait pas. Voulez-vous avoir un régime révolutionnaire à Rabat? Ou acculer le Roi à des mesures extrêmes : soutien à un mouvement de libération, dénonciation de Madrid devant l'opinion internationale et, en désespoir de cause, invasion du territoire, la guerre ouverte, peut-être...?

Mais il n'était apparemment au pouvoir de personne de convraincre Franco, presque mourant déjà, de céder « son »

Sahara (1). Du reste, la crédibilité du Maroc restait faible. Sa position diplomatique était mauvaise : isolé en Afrique et en général dans le Tiers-Monde malgré quelques alliances surtout arabes, objet de réserve, — sinon d'hostilité polie — pour le monde socialiste, ami de l'Occident mais qui se montrait peu pressé de rompre des lances pour une affaire peu sûre et, surtout, peu disposé, même pour l'amour d'un protégé si cher, à mécontenter un allié du poids de l'Espagne. La crédibilité des menaces militaires était encore moins évidente : on savait la détermination du roi nulle dans ce domaine : il ne pouvait courir le risque d'une confrontation perdue d'avance, avec une armée peu sûre, encore traumatisée et affaiblie par les purges, et à laquelle la nouvelle mystique nationale n'avait pas eu le temps d'insuffler vigueur et cohésion. D'ailleurs ses fournisseurs d'armes n'auraient pas toléré une pareille aventure.

Après avoir fait semblant de préparer une action militaire, le roi était au pied du mur. Comment s'en sortir sans trop perdre le face?

Premier coup de théâtre : il changea totalement de tactique sur le plan international, en demandant à la Cour de Justice de La Haye de se saisir de l'affaire du Sahra, présentée comme un conflit territorial entre le Maroc et l'Espagne. Cette démarche aura des conséquences importantes sur la suite des événements, mais dans un permier temps, elle était surtout destinée à faire diversion. Et il était évident que si les positions des divers protagonistes restaient inchangées, le Maroc n'aurait aucune chance de gagner la partie. Le roi eut l'intelligence de le comprendre, et de passer sur ses préventions et sur certaines critiques prévisibles, pour rechercher *à tout prix* un arrangement avec la Mauritanie. Dans un mariage que l'on croira un peu vite, seulement de raison, Nouakchott devait apporter une jolie dot, exactement ce qui manquait au roi : de nombreuses amitiés africaines, une bonne image de marque auprès des Non-Alignés du Tiers Monde. Enfin un tel accord délivrait Rabat de l'obstacle placé sur son chemin depuis 1964 et contre lequel il n'avait cessé de buter : l'existence d'un autre prétendant. Désormais, les instances internationales

---

(1) Dans un livre paru récemment, un auteur espagnol conteste la thèse généralement admise et affirme que le gouvernement Navarro n'a fait que se conformer aux dernières volontés du Caudillo mourant. (Dans « Sahara, Passión Y Muerte de un sueño colonial » R. Criado-Ruedo Iberico, 1977).

n'auraient plus à arbitrer leur querelle et l'Espagne, qui jouait sur leur rivalité, verrait sa marge de manœuvre singulièrement réduite. La position stratégique de la Mauritanie, ses 1 600 km de frontières avec le Sahra — 3 fois plus que le Maroc n'en possédait, le fait d'avoir un allié sur le flanc sud de l'Algérie : autant d'atouts majeurs. Le roi ne pouvait oublier que son véritable adversaire régional restait, malgré la cordialité de la coexistance à laquelle on s'efforçait ces dernières années, cette austère et dynamique révolution aux portes de son royaume, subversive par son exemple bien plus que par d'éventuelles « menées » hostiles.

Avec l'appoint mauritanien — voyez la carte — il suffirait de peu pour réaliser la jonction qui séparerait définitivement le Sahra de l'Algérie, dont l'encerclement serait bien amorcé; car à l'est on pouvait compter sur la Tunisie. Il resterait juste, en dehors des frontières désertiques du Mali et du Niger, la Libye — certes militante et anti-royaliste mais dont les rapports avec l'Algérie restaient difficiles (on était encore en 1974).

Calculs à long terme. Pour l'heure, les complices se disaient, dans l'euphorie, que l'Algérie serait impuissante devant leur coalition : comment pourrait-elle s'opposer à leur accord, alors qu'elle ne cessait de proclamer qu'elle n'avait pas de revendications propres, et avait tout fait pour inciter ses voisins à surmonter leurs querelles?

Ils faisaient plus facilement encore fi des réactions éventuelles d'une autre « partie concernée » : pas question désormais de tenir le moindre compte de l'opinion du peuple sahraoui ou de son droit, tant de fois proclamé par eux, à l'autodétermination. Quant à le croire capable de résister militairement à leurs forces coalisées...!

L'Espagne avait rejeté l'appel du roi à un arbitrage de la Cour de La Haye. Elle objectait à juste titre, qu'il ne s'agissait pas d'un « conflit territorial » entre deux États, mais d'un problème de décolonisation dont l'instance compétente en la matière, l'O.N.U., était *déjà* saisie et avait *déjà* indiqué la solution convenable — l'autodétermination — et même ses modalités d'application : la tenue d'un référendum sous sa supervision. L'Espagne défendait ainsi une thèse inattaquable du point de vue onusien, puisque conforme en tous points aux principes, aux résolutions et au droit international dans sa lettre et son esprit; une position d'autant plus forte qu'elle *en rajoutait* en proposant d'organiser sans délai le fameux référendum.

Aussi, l'appel du roi à la C.I.J. ne fut-il pas pris très au sérieux

dans les cercles internationaux. La Cour ne pouvait de toutes façons y donner suite que si l'Espagne acceptait cette procédure, ou si l'O.N.U. se dessaisissait du dossier, ou adressait à La Haye une demande *d'avis consultatif*, toutes choses hautement improbables étant donnée la position de l'organisation internationale, et le peu d'appuis diplomatiques dont jouissait Rabat au sein de la majorité non alignée de l'Assemblée Générale.

L'appui de la Mauritanie à la démarche marocaine bouleversait cette ambiance et transformait le bluff royal en une initiative de première importance destinée à devenir pour un an un élément central dans la nouvelle stratégie diplomatique maroco-mauritanienne.

Sans se dessaisir du dossier, l'O.N.U. acceptait de renvoyer l'affaire à l'année suivante, pour laisser à la C.I.J. le temps d'étudier le problème juridique et de lui soumettre un avis motivé.

Dans la confusion provoquée par le revirement de Nouakchott, l'Algérie et d'autres pays africains parvinrent malgré tout à faire maintenir, dans la résolution entérinant le recours à la C.I.J., une réaffirmation des positions précédentes de l'O.N.U. et notamment de la primauté du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce rappel, auquel les deux conjurés se prêtèrent assez facilement, trop pressés de *faire passer* leur victoire en profitant du climat créé, pèsera lourd sur les *attendus* de la Cour et son « verdict final ». Pour l'instant, ce qui leur importait c'était de gagner du temps pour mettre au point leur nouvelle collaboration et des offensives communes. La bataille diplomatico-juridique de La Haye devait pendant ce temps amuser la galerie.

1975 : le F. Polisario émerge sur la scène internationale

Si 1974 fut, pour le F. Polisario, l'année de l'effort continu, des épreuves où se trempe la détermination, 1975 allait être celle du triomphe intérieur et de la consécration extérieure.

C'est en mai 1975, deux ans exactement après le déclenchement de la lutte armée, que la surprise éclatera en gerbes de dépêches sur les téléscripteurs du monde entier, à la stupéfaction des milieux spécialisés qui s'attendaient, de la part des journalistes visitant pour la première fois cette colonie presque clandestine, maintenue jusque-là à l'abri des regards indiscrets, à l'évaluation des influences respectives de l'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie, éventuellement de l'Algérie. Ils s'attendaient surtout à un constat de l'influence marocaine sur laquelle Rabat avait fait tant de bruit. Or, ils apprenaient que, au Sahara Occidental, Hassan II égal strictement zéro; M. O. Daddah : idem; Franco : (malgré la pesante présence de son armée et de son administration) égal quelques *béni-oui-oui;* et que seul un mouvement inconnu — surgi des sables durant la nuit? — contrôlait politiquement la quasi-totalité des *populations.* On parlera de génération spontanée, voire de... « machination » et les propagandistes marocains avec l'admirable cynisme qui leur permet d'affirmer avec *naturel* les contre-vérités les plus invraisemblables — trouvèrent sur le champ une « explication » : les Espagnols étaient complices.

Lorsqu'on apprit que le Front en question venait de célébrer son deuxième anniversaire en capturant deux patrouilles de l'armée franquiste et faisant prisonniers 15 Espagnols dont 4 officiers, personne n'eut plus envie de persifler — sauf à Rabat, bien sûr.

Cette révélation se fit à l'occasion d'un événement particulièrement propice pour en répercuter l'écho et lui assurer une diffusion

internationale : il s'agissait de l'arrivée, au Sahara Occidental, pour la première fois dans l'histoire, d'une « Mission de visite » de l'O.N.U. L'Espagne avait enfin accepté la requête formulée régulièrement depuis neuf ans par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

L'objet de cette *visite* était de contrôler les renseignements fournis chaque année par la *puissance administrante*, d'examiner la situation du territoire sous tous ses aspects (politique, social, culturel, économique, etc.) et surtout de s'informer des souhaits des populations concernant leur avenir. Elle était désignée par le « Comité de décolonisation » dit « Comité des 24 », chargé par l'Assemblée Générale des problèmes coloniaux. Elle était composée des représentants de 3 pays :

— S.E. l'ambassadeur Siméon Aké, représentant permanent de la Côte-d'Ivoire, à l'O.N.U., Président,

— Mme Martha Jimenez Martinez, diplomate cubaine,

— M. Manouchehr Pishva, diplomate iranien, accompagnés de plusieurs fonctionnaires de l'organisation. Des journalistes, dont certains accrédités auprès des Nations Unies, « couvraient » le périple.

L'O.N.U. chez Franco

L'arrivée de la Mission, le 12 mai, fut l'occasion des premières manifestations populaires de caractère politique depuis le début de la lutte. Le F. Polisario étant « hors la loi », sa participation aux contacts officiels n'était pas prévue. Mais les militants et surtout les sympathisants, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population, jeunes et femmes en tête, ne voulaient à aucun prix laisser passer cette occasion de prendre l'O.N.U. à témoin de leurs préférences. Ce fut possible dès le début, par un subterfuge qui réussit grâce à l'ingéniosité, à la cohésion et à l'enthousiasme des habitants. Une manifestation était prévue par les organisateurs espagnols, sous l'étiquette du Hizb, pour réserver un accueil populaire aux visiteurs.

Les chefs du Hizb entreprirent de convaincre une partie des habitants d'y assister, leur faisant dire en gros :

— Nous savons qu'il y a des compatriotes qui sont contre le Hizb. Mais tous les Sahraouis, nous-mêmes, le Front, la Djemaâ sommes d'accord sur l'essentiel : l'autodétermination, l'indépendance. Montrons-nous unis devant les étrangers conformément à

nos traditions, ensuite nous discuterons pour régler nos divergences. Venez tous à la manifestation dire la volonté d'indépendance de notre peuple. Peu importe que vous acclamiez ou non le Hizb... »

Le jour de l'arrivée de la mission, une énorme foule en rangs serrés, calme, disciplinée, était massée sur son trajet. De-ci, de-là, un drapeau du Hizb et quelques banderoles. Ikhallihenna et ses amis étaient étonnés, mais ravis. Les officiels espagnols, moins innocents, étaient un peu nerveux, mais préféraient se rassurer : de toute façon, il était trop tard.

Fuera Espana

Au moment où la Mission s'engageait parmi les premiers rangs de manifestants, ce fut comme si un rideau invisible s'était soudain levé : les quelques emblèmes du Hizb disparurent en un clin d'œil, et des centaines de drapeaux du F. Polisario surgirent ainsi que des banderoles aux slogans sans complaisance. Tout un peuple en colère, des milliers de poumons criaient, martelaient, rugissaient la haine du colonisateur si longtemps contenue *(l'Espagne dehors)*; le refus et le mépris des fantoches, l'exigeance d'une indépendance totale *(non au Maroc et à la Mauritanie! Ni annexion ni partage!; nous sommes Sahraouis : ni Marocains, ni Algériens, ni Mauritaniens;* la confiance en l'O.N.U. qu'ils mettaient devant ses responsabilités.

La discipline céda bientôt devant la fougue, et la Mission fut littéralement submergée. Un peu inquiets au départ, les délégués réagirent pourtant de façon ouverte, puis sympathique, bientôt rassurés quant aux intentions de leurs interlocuteurs. Le parcours dura bien plus longtemps que prévu. Le contact avec la population n'était-il pas partie du programme? En arrivant au centre d'El Aioun, ils n'ignoraient plus grand-chose de la situation politique et des desiderata de la population.

Le ton était donné.

Pendant la semaine que dura le séjour de la Mission (du 12 au 19 mai 1975), ce fut une kermesse populaire, pratiquement permanente.

Les Espagnols étaient obligés de laisser faire. Ils avaient eux-mêmes fait venir la Mission et jouaient à fond la coopération

avec l'O.N.U. Il leur était difficile de changer de cheval au milieu du gué : renvoyer la Mission ou recourir en sa présence à la répression — qui devrait être sanglante pour contenir ce raz de marée — aurait signifié une condamnation universelle (néfaste pour le jeu européen de Madrid), en même temps qu'une guerre coloniale coûteuse sur tous les plans, au moment où le Portugal lui-même se dégageait enfin des siennes. Sans compter le risque de représailles immédiates de la part d'un F. Polisario de plus en plus entreprenant et qui détenait de précieux prisonniers de guerre espagnols, dont le sort allait être le cauchemar de Madrid.

Les autorités coloniales tentèrent d'endiguer le flot, d'empêcher la reprise des manifestations, mais durent renoncer. Ils tentèrent également d'isoler la Mission, en la tenant éloignée des quartiers populaires et en lui présentant des notables et des agents sûrs pour uniques interlocuteurs, prétextant les impératifs de sécurité pour la dissuader de tout nouveau « bain de foule »... Les délégués de l'O.N.U. se montrèrent réticents. Les manifestants, bien renseignés — il y avait des complicités partout — se dirigeaient invariablement vers les lieux où on essayait de soustraire l'*O.N.U.* à leur affection. Et si les tentatives d'endiguement devenaient trop dures, il se trouvait toujours quelqu'un pour alerter le président Aké ou la fougueuse Martha, qui s'empressaient d'abandonner les insipides litanies des fantoches réciteurs de leçons, pour aller constater qu'à deux pas de là, on « endiguait... ». Les délégués de l'O.N.U. firent des représentations courtoisement sévères et menacèrent de repartir si ce genre d'incidents se renouvelait. Les *organisateurs* se contentèrent de mesures plus discrètes tout en continuant les programmes officiels de rencontres et de visites à l'avantage de leurs protégés (Hizb, Djemaâ et autres corps constitués). Fair-play, diplomatie obligent... la Mission se laissait faire à moitié, mais elle n'était plus dupe; à travers les notables eux-mêmes, la voix du peuple se faisait entendre.

La Mission a parcouru de long en large tout le pays, s'arrêtant dans toutes les localités de quelque importance : El Aioun, Daora, Bou Craâ, Tfariti, Gueltet Zenmour, Mahbès, Smara, Dakhla, Ausred, Tichla, Aargub, La Güera. Elle signalera dans son rapport *deux* personnes qui ont « manifesté » en faveur du Maroc. Elle ne précise pas, diplomatie oblige... mais on comprend qu'il s'agissait d'agents isolés. A La Güera, « le manifestant » faillit être lynché. Il se fit raccompagner à Nouadhibou, ville mauritanienne voisine d'où il était venu. En fait, un certain nombre d'agents marocains

avaient été envoyés avant l'arrivée de la Mission pour préparer des actions, mais devant le climat d'unanimité nationale, la plupart préférèrent se terrer.

Le rapport de la mission établira donc la volonté unanime des habitants du Sahara Occidental d'obtenir leur indépendance, de rejeter l'intégration à tout autre État, toute annexion, tout partage. Ces affirmations reviennent, comme un leitmotiv, dans le rapport : « Dans le territoire, la Mission a contesté que la population ou pour le moins la quasi-unanimité des personnes qu'elle a rencontrées s'est prononcée en faveur de l'indépendance et contre les revendications territoriales du Maroc et de la Mauritanie. Elle a exprimé le souhait de voir l'Organisation des Nations Unies, celle de l'Unité Africaine et la Ligue des États Arabes l'aider à obtenir son indépendance et à la préserver ».

Le rapport fait état de l'existence du Hizb sans dire explicitement qu'il est fait de clients de l'administration, mais laisse entendre qu'il s'agit d'une organisation dépassée, sans influence sur le peuple et sur les forces vives du pays. Le rapport affirme par contre, sans ambages, que le F. Polisario est non seulement le *seul* Mouvement de Libération, mais également « *la* force politique dominante », dans le pays.

« Le F. Polisario qui était considéré comme clandestin jusqu'à l'arrivée de la Mission, est apparu comme la force politique dominante dans le territoire : partout la Mission a assisté à des manifestations de masse en sa faveur. »

Étant donné la prudence bien connue de ce genre de documents et venant d'une délégation dans l'ensemble peu suspecte de partialité en faveur d'un mouvement taxé d'extrémisme, cette conclusion équivaut à une reconnaissance internationale du F. Polisario comme représentant légitime et unique du peuple sahraoui.

C'est peut-être la première fois qu'on voit un mouvement émerger sur la scène internationale déjà paré d'une telle audience populaire, d'une telle représentativité.

L'ONU chez Hassan

Au Maroc, on préparait depuis longtemps l'accueil de la Mission. Devant le désastre subi au Sahra, il fut décidé de le rendre encore plus grandiose. Il fallait prouver :

— que la majorité des réfugiés sahraouis se trouvait au Maroc.

On parlait de 30 000 et plus. C'était une précaution importante pour le cas où on n'arriverait pas à éviter le référendum : Rabat pourrait alors faire admettre l'entrée d'autant de Marocains habillés en Sahraouis, pour participer au vote;

— qu'il existait un mouvement de libération pro-marocain.

Il fallait donc impressionner les délégués par un étalage de faste et de puissance — « les sous-développés ne croient qu'à ça » — et gagner les sympathies sans lésiner sur les moyens. Les résultats furent spectaculaires. Un peu trop, parfois... La Mission fut accueillie, dans la province de Tarfaya et le Sud marocain, par des foules bigarrées avec force tam-tam, fantasias, méchouis, dans des tentes ou des villas des Mille-et-une nuits où rien de ce qui peut rendre inoubliable le séjour d'un hôte supposé « friand des plaisirs de la vie » ne manquait. Pour le nombre des réfugiés, la recette était simple : celle-là même qui allait être utilisée pour assurer la « marche verte ». Des milliers de Marocains furent amenés : des tribus frontalières, plus ou moins apparentées aux Sahraouis, des habitants d'Agadir et d'ailleurs, habillés en Sahraouis, entraînés à crier des slogans préparés par les services d'action psychologique; encadrés par les agents des services de sécurité, déguisés, eux aussi.

Les Sahraouis authentiques, réfugiés ou simplement habitants de la région de Tan-Tan—Tarfaya, avaient été *dûment conditionnés*. Ils connaissaient les méthodes chérifiennes et savaient que les menaces n'étaient pas paroles en l'air : tout contrevenant disparaîtrait purement et simplement, « ne verrait plus le soleil », selon l'expression sahraouie. Des mesures draconiennes furent prises : un grand nombre de « suspects » furent *concentrés* ailleurs sous bonne garde; meneurs supposés, mais surtout otages au cas où cela « bougerait » qnand même; le nombre des agents en darrâa (1) fut décuplé.

Il n'était pas facile pour des étrangers ne connaissant ni les langues locales, ni les peuples de la région, de distinguer les Sahraouis authentiques. Mais pour de fins observateurs, il était possible de déceler des signes révélateurs :

— une différence d'ambiance entre l'enthousiasme sincère, violent, vrai de là-bas et l'exubérance de commande, la *claque* d'ici.

— l'aspect physique de beaucoup de manifestants, si différents de ceux d'El Aioun ou de Dakhla,

---

(1) Costume sahraoui.

— leur comportement différent par maints détails. Certains vendirent la mèche en toute innocence. Telles ces femmes censées venir d'un Sud désertique, que taquinait une déléguée :

« — Comment faites-vous pour avoir le teint si blanc? Les Sahraouies que j'ai vues sont plus foncées. Avec le soleil et le vent du désert... Et puis ces talons aiguilles... quelle élégance! »

— — « Mais nous ne venons pas du désert », répondirent-elles avec des éclats de rire offusqués. « Ils nous ont emmenées d'Agadir pour participer à *la fête* ».

Restait le mouvement de Libération. Les services de Sa Majesté sont passés maîtres dans leur *fabrication* et ont acquis une expérience d'autant plus grande qu'il fallait recommencer périodiquement, car ces plantes pourtant soigneusement mises en condition et généreusement arrosées, refusaient de prendre racine en sol sahraoui.

Justement, le Morehob, enfin Moha était là. Démonétisé, démasqué, on le présenta quand même. Cela ne suffisait pas, il fallait trouver autre chose. Quelque temps avant l'arrivée de la Mission, la presse marocaine annonça à grand renfort de tapage, l'apparition d'un *Front pour la Libération et l'Unité* (F.L.U.) auquel elle attribua des faits d'armes imaginaires. Selon une technique éprouvée, quelques éléments des F.A.R., originaires si possible du Sud marocain, furent choisis et on leur adjoignit des aventuriers d'origine plus ou moins sahraouie (en tout cas Maures, bien entraînés à la vie du *grand désert* et au port de la darrâa et du ltham (1)). Cela donnait une troupe apparemment aguerrie et *présentable*. Quelques personnages du même genre furent sacrés « leaders politiques » et le tour était joué. Pour donner quelque consistance à ce « Front » aux contours bien flous, un gros battage publicitaire lui fut consacré à Rabat pendant que la Mission était au Sahra. Trop zélés, les *services* allèrent jusqu'à lui attribuer des opérations réelles, mais menées par le F. Polisario. On prétexta le moment venu que les *prises* ne pouvaient être montrées à la Mission, pour des raisons de sécurité. Un certain embarras était cependant visible. Pourquoi cette bévue? Avait-on cru à Rabat que le F. Polisario bluffait?

Tous ces efforts, ces trésors d'imagination, seront mal récompensés. Le F.L.U. figurera bien au rapport de la Mission, mais

---

(1) Turban sahraoui.

simplement parmi les *choses montrées*, ou plutôt *dites* au Maroc. Il ne sera pas présenté — ce qui était l'unique objectif — comme un *autre* mouvement de libération, disputant la représentativité au F. Polisario.

Enfin, l'offensive de charme commencée dans le Sud, fut couronnée à Rabat par une hospitalité plus moderne mais non moins fastueuse. La Mission fut reçue par les hauts responsables, et le Roi lui-même tint à lui marquer sa bienveillance. Il poussa la complaisance jusqu'à faire l'honneur d'un tête-à-tête au Président de la Mission.

On parla aussi de cadeaux princiers. Comment éviter de tels bruits, étant donné les *usages* du pays, et l'importance qu'on y attachait au problème? En tout cas, le rapport n'en porte pas la marque infamante.

L'O.N.U. et le F. Polisario

Après le Maroc, l'Algérie : Tindouf, les réfugiés.

La Mission y constata deux séries de phénomènes :

— une foule enthousiaste, décidée, aussi exigeante dans sa volonté d'indépendance sans compromis que celle d'El Aioun. Et d'évidence, tout aussi sahraouie. Les réfugiés étaient déjà plusieurs milliers. Rien de comparable cependant aux énormes moukhayamât actuels.

— Elle fit connaissance avec les dirigeants de ce « mystérieux » F. Polisario dont elle avait vu les milliers d'adeptes, dont elle savait qu'il était le maître politique du Sahra. Elle discuta longuement avec certains dirigeants et obtint ainsi la confirmation du sérieux, de la solidité du Mouvement.

Elle se rendit ensuite en territoire sahraoui sous la protection de l'Armée de Libération Populaire. Elle fut en contact avec des combattants du Front, et on lui présenta les fameux prisonniers espagnols avec lesquels elle put s'entretenir sans témoin : ils lui confirmèrent les circonstances de leur capture, le traitement correct qui leur était réservé. On lui présenta également les autres prises : armes, véhicules, équipement. Ce fut une revue impressionnante. La réalité militaire du Front était elle aussi désormais établie.

Au Maroc, l'excès de répression empêcha toute contestation de s'exprimer. En Algérie, la liberté totale laissée aux réfugiés lui ôtait tout objet. C'est en Mauritanie qu'elle se manifesta le plus. Le gouvernement souhaitait empêcher les Sahraouis de s'exprimer, mais n'avait pas les moyens d'une répression efficace. La Mission sera donc témoin de brutalités, et devra menacer de repartir comme à El Aioun. A Atar, à Zouérate et F'dérick, à Nouadhibou, les Sahraouis manifesteront leur volonté d'indépendance et leur soutien au F. Polisario. Des contremanifestants mauritaniens — présentés comme sahraouis — leur répondront en criant la mauritanité du Sahra. Là, le déguisement n'était pas nécessaire, puisque Maures du Sahra ou de Mauritanie sont très difficiles à distinguer, argument d'ailleurs utilisé à tort pour justifier la thèse de l'annexion.

Ici le rapport signalera donc des manifestations contradictoires. Il en ressort en tout cas à l'évidence que les patriotes sahraouis en Mauritanie ont bravé les pressions et les représailles, pour affirmer avec force leurs préférences.

Dialogue de sourds entre « Parties intéressées »

Parallèlement à son enquête sur le terrain, la Mission s'entretenait avec les gouvernements des 3 pays voisins du Sahra auxquels l'O.N.U. reconnaissait un avis consultatif et avec l'Espagne, puissance administrante à qui incombait la charge d'organiser le référendum sous la supervision de l'O.N.U.

Rabat et Nouakchott développèrent leurs thèses traditionnelles, revues et corrigées en fonction de leur nouvelle alliance : leurs « droits » sur le Sahra d'exclusifs devenaient réciproques. Ils insistaient sur la patience, le courage et l'abnégation qu'il leur avait fallu pour parvenir à une solution de sagesse, dans l'intérêt de leurs peuples et de la paix. En se mettant d'accord, ils contribuaient immensément à la paix et à l'unité du continent, tout en coopérant à l'œuvre de l'ONU. Le problème selon eux, était celui d'un conflit frontalier et territorial entre deux pays. C'est leur différend qui en avait jusque-là empêché la solution. A partir du moment où ils s'étaient mis d'accord, il ne restait plus qu'à les soutenir pour obliger la puissance coloniale à se retirer.

— Et le droit à l'autodétermination reconnu aux Sahraouis par la Communauté internationale, y compris vous-mêmes?

Ce que la communauté internationale exige, c'est la décolonisation. Elle doit se faire, comme le rappellent toutes les résolutions, en consultation entre la puissance administrante et les pays intéressés. Malheureusement l'Espagne a toujours refusé la négociation. C'est pourquoi nous avons été obligés d'introduire contre elle une procédure à la Cour Internationale de Justice. Nous attendons sereinement son verdict.

Quant au référendum initialement préconisé, nous y avions souscrit par esprit de conciliation alors que rien ne nous y obligeait dans un territoire qui relève normalement de notre souveraineté. L'Espagne ne l'a pas organisé et les circonstances ont changé. Le « droit à l'autodétermination » ne saurait s'appliquer partout au détriment de l'intégrité territoriale des Nations.

— Mais les pays concernés sont *trois*...

Là-dessus, le *ton* variait. Nouakchott évitait encore d'attaquer l'Algérie, espérant échapper le plus longtemps possible aux inconvénients de son renversement d'alliances. C'est donc Rabat qui donna brutalement la vraie réponse : il y a seulement deux pays *intéressés*. Le prétendu 3e ne continue-t-il pas à proclamer qu'il n'a aucune revendication territoriale? et que son seul objectif était de voir régler le différend qui opposait les deux parties au conflit? Puisque c'est fait, de quoi se mêlerait-il? Pourquoi jouet-il le trouble-fête, essayant de recréer une tension qui n'a plus sa raison d'être? Il devrait joindre ses efforts aux nôtres pour hâter le départ du colonisateur et œuvrer à la construction d'un Maghreb débarrassé des séquelles coloniales...

Puis sur le ton d'une *confidence* à laquelle les « mass media » avaient déjà fait faire le tour du monde : l'Algérie sait bien qu'elle ne peut s'opposer au retour des territoires sahariens. Elle fait pression pour obtenir l'abandon par le Maroc de ses droits sur la région de Tindouf. Cela aussi peut être réglé à l'amiable. Une solution a été envisagée : l'exploitation commune des richesses de la région (fer de Gara-Djebilet, notamment). Nous sommes prêts à la réétudier. Et même à étendre cette formule à d'autres régions. Voilà une excellente base pour la construction du Maghreb qui résoudrait aussi le problème d'un débouché sur l'Atlantique qui préoccupe nos frères algériens.

A Alger, la thèse restait invariable : Rabat prétend que nous faisons obstacle au « retour » du Sahara Occidental au Maroc.

C'est inexact. Les Sahraouis veulent être marocains? Mauritaniens? Très bien. A la fois mauritaniens et marocains? Parfait. Ils veulent rester indépendants? Et bien, qu'on les laisse en paix. Il y a un principe sur lequel l'Algérie ne transigera jamais, pour lequel elle s'est battue pendant 7 ans et a perdu un million et demi de ses enfants : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous le défendons partout et soutenons les peuples qui luttent pour l'obtenir, à travers leurs mouvements de libération. Nous ne faisons pas autre chose au Sahara Occidental. Qui a changé? Les 3 pays voisins du Sahra, Algérie-Maroc-Mauritanie, ont participé à la définition des modalités de décolonisation de ce territoire : exercice du droit à l'autodétermination par un référendum libre sous la garantie de l'ONU, organisé après consultation avec eux. Depuis 9 ans, nous avons régulièrement voté, ensemble, des résolutions rappelant ces dispositions. Ces dernières années, les Chefs d'État des 3 pays concernés ont tenu au moins 3 réunions consacrées à ce problème et publié des communiqués préconisant la même solution; sans abandonner leurs revendications respectives, le Maroc et la Mauritanie s'en remettaient au verdict des urnes, à la volonté du peuple sahraoui.

Le Maroc prétend tout remettre en question : c'est lui qui change de position, qui renie ses engagements. Nous ne pouvons le suivre sur ce terrain et pensons qu'encourager des ambitions annexionnistes contre le choix des peuples serait un précédent dangereux pour la paix internationale et une prime à l'aventurisme qui risquerait d'ouvrir pour ce monde aux équilibres fragiles une ère semblable à celle qu'ont inaugurées les invasions de l'Éthiopie puis de la Tchécoslovaquie.

Nous ne comprenons pas. On nous dit que les Sahraouis sont marocains ou (et) mauritaniens. Et qu'ils attendent avec impatience de « réintégrer la Mère-Patrie ». Où est le problème puisque la solution préconisée par l'O.N.U. — et que la puissance administrante ne peut plus reculer maintenant — leur permettra de dire s'ils veulent être marocains, mauritaniens ou autre chose? Nos frères Marocains (et Mauritaniens) auraient-ils des conditions à poser pour la liberté, l'authenticité du scrutin? Qu'ils le disent, nous les soutiendrons.

En réalité, on veut confisquer la liberté des Sahraouis pour laquelle ils se battent depuis des années. Qu'on ne compte pas sur nous pour être complices. Nous n'avons pas de revendications. Mais nous ne sommes pas moins concernés que les deux autres voisins par

la décolonisation d'un territoire frontalier qui intéresse directement la sécurité de notre pays, celle de toute la région et du continent.

Quant aux insinuations relatives à un « couloir », l'Algérie, encore une fois, ne revendique rien. Elle dispose d'une vaste façade sur la mer et de l'un des meilleurs réseaux de communications du continent.

Nous sommes favorables à une coopération inter-maghrébine étroite. Mais pas au prix d'un reniement et d'un crime. Ce seraient là de bien dangereuses fondations pour édifier le Maghreb. Celui, en tout cas, auquel nous croyons.

La volte-face de l'Espagne

A Madrid, on semblait avoir été réveillé subitement par l'escalade spectaculaire de la lutte armée, la capture des patrouilles et des officiers, et par le désaveu populaire brutal d'El Aioun. *Ingrats Sahraouis!*

Du jour au lendemain, le gouvernement espagnol annonçait publiquement sa volonté de se débarrasser sans délai d'une colonie qui tout-à-coup semblait lui brûler les doigts. Renversant les rôles, il adressait le 23 mai 1975 un ultimatum à l'O.N.U., exigeant on ne sait trop quoi car les termes de la lettre au Secrétaire Général de l'Organisation sont savamment ambigus. Elle exigeait que les « parties intéressées » s'entendent avec Madrid sur une solution, et que l'ONU envoie des observateurs; et annonçait que l'Espagne considérait sa « mission » terminée, et que, faute d'obtenir satisfaction elle fixerait unilatéralement la date de son retrait et transmettrait alors ses pouvoirs... à qui?

Le chantage était clair : menace d'un retrait précipité, sans passation de pouvoirs en règle, laissant le pays en proie aux *désordres*, aux luttes des « parties intéressées ».

Que signifiait ce revirement?

L'Espagne était saisie d'une peur obsessionnelle d'une guerre coloniale, comme son voisin ibérique en avait connu. Il y avait changement de priorités : sauvegarder les atouts stratégiques et économiques du Sahra devenait moins impératif que préserver la paix de l'Espagne. « Votre Sahra ne vaut pas une goutte de sang espagnol », dira un jour un important *hâkem* à un de nos camarades. Étonnante philosophie pour un régime arrivé au

pouvoir de la manière que l'on sait, avec pour tremplin une armée coloniale restée l'un de ses piliers.

Fin d'une époque. Fin d'une idéologie qui se survivait, dans les battements artificiels du cœur d'un mort. Fin d'un règne. Car du temps de Franco, ces incertitudes-là n'étaient pas de mise. Elles ne pouvaient durer de toutes façons. A quoi bon maintenir la puissante légion du Tercio, si elle ne peut se battre? Comment se défendre, sans mourir un peu? Une armée forte, nombreuse, cesse d'être dissuasive si on sait qu'elle ne peut ou ne doit se battre.

Les Marocains, bien renseignés, jouèrent là-dessus : les F.A.R. s'enhardirent à provoquer quelques incidents de frontière. Leurs patrouilles furent repoussées par des soldats sahraouis de l'armée espagnole qui se battaient sans leurs officiers.

La fragilité psychologique d'un régime agonisant suffisait-elle à expliquer tant de précipitation et d'incohérence? Madrid qui avait à New York un ambassadeur de choc nourri dans le sérail onusien, ne pouvait ignorer que ses appels « pressants » avaient toutes chances de demeurer vains. La lourde machine onusienne a des procédures difficiles à escamoter, des échéances contraignantes, des impératifs et des impossibilités inignorables — si vous permettez cet arabisme. Elle avait renvoyé l'étude du problème à sa prochaine session et pouvait d'autant moins revenir sur cette décision unanime que :

— elle avait chargé 2 organismes spécialisés de lui *faire rapport* là-dessus : la C.I.J. de la Haye au plan juridique, et la Mission de visite du Comité des 24 que l'Espagne elle-même avait invitée;

— il serait impossible d'obtenir un large consensus en faveur d'une action anticipant sur les avis attendus : le Maroc et la Mauritanie s'y opposeraient et mobiliseraient leurs amis et alliés (dont des membres influents du Conseil de sécurité);

— la gravité de la situation mise en avant par Madrid n'était pas crédible. Certes, il y avait une situation coloniale, explosive par définition — une lutte de libération, avec des *violences*, des morts, des manifestations etc... Et après? Les incidents sur lesquels se basait la requête de Madrid — y compris la capture d'une quinzaine de militaires — ne pouvaient que paraître dérisoires comparés à des situations qui avaient motivé des interventions d'urgence célèbres dans l'histoire de l'O.N.U. (Congo, Chypre, Sinaï...) et qui n'ont pu être réalisées que parce que les principales parties intéressées y ont souscrit ou, au moins, n'y ont pas fait obstacle. D'autres situations aussi (ou plus) graves ont vu l'O.N.U.

rester impuissante, à défaut de consensus. Personne ne l'ignorait.

Le gouvernement de Madrid ne pouvait ignorer qu'en affichant sa panique, il encourageait presque ouvertement les appétits expansionnistes du candidat le plus résolu. Et c'est probablement là qu'il faut chercher une première explication au comportement étrange de Madrid. Qui en effet serait favorisé par un départ précipité de l'armée espagnole?

De toute évidence, la partie prête et décidée à remplir immédiatement le vide créé. Un pays avait annoncé sa détermination en ce sens, et massé des troupes sur la frontière : le Maroc. Il pouvait compter sur son nouvel allié mauritanien pour lui prêter main forte. Les deux auraient beau jeu de répondre qu'ils n'avaient fait que remplir le vide laissé par le colonisateur, pour maintenir l'ordre et préserver leurs « droits » en attendant le verdict de la Cour Internationale de Justice. Qui les empêcherait d'occuper le terrain laissé ainsi *vacant?* Le F. Polisario? Les Marocains étaient persuadés qu'ils pourraient le *nettoyer* en quelques jours, s'il commettait « la folie » de vouloir leur résister. L'Algérie? Elle n'irait tout de même pas, pensaient-ils, jusqu'à risquer une guerre ouverte pour un territoire qu'elle ne revendiquait pas...

Tout se passait donc comme s'il existait, en ce début d'été 1975, une connivence secrète entre Madrid et Rabat, démentie pourtant par certains actes officiels. A la Haye où la délégation espagnole continuait à accomplir un travail titanesque, de recherche, d'analyse, de synthèse, démolissant méthodiquement et impitoyablement les efforts mauritaniens et surtout marocains de prouver l'improuvable; de nombreux responsables espagnols civils et militaires refusaient de tolérer au Sahra les infiltrations marocaines et *glissaient* parfois vers des positions pro-sahraouies; les milieux diplomatiques étaient en faveur d'une attitude loyale, l'Espagne devant assumer jusqu'au bout ses responsabilités.

Oui, il y avait probablement toutes ces contradictions au sein de l'appareil franquiste, tiraillé entre les tendances qui éclateront après la mort officielle du Caudillo. Selon toute probabilité, un clan influent avait, alors, amorcé une première version du futur accord de Madrid, sans pouvoir le conclure puisque finalement Franco n'était pas mort, pas tout à fait. Le sursis ainsi imposé allait permettre aux protagonistes de mettre en place leur jeu.

Une analyse attentive de la lettre du 23 mai, à la lumière des événements ultérieurs montre l'existence de cette connivence. Par exemple, il n'y est plus question de référendum. C'est pourtant

la seule solution pour laquelle l'Espagne aurait pu logiquement exiger la collaboration de l'O.N.U. Elle avait annoncé sa tenue en 1975 puis accepté d'y surseoir. Si elle jugeait que les circonstances imposaient une accélération, il n'y avait juridiquement d'autre solution que le référendum. Or, il est question de solutions nouvelles qui « rappellent » à rebours la procédure utilisée pour l'accord de Madrid. Par exemple, ce curieux paragraphe de la lettre du 23 mai, qui évoque une mystérieuse passation de pouvoirs à des successeurs aussi mystérieux : « le gouvernement espagnol souhaite que son mandat puisse prendre fin sans qu'il y ait solution de continuité du pouvoir, ce dernier étant transmis à *quiconque assumera* par suite de la décolonisation la responsabilité de l'administration du territoire » (1). En somme, Madrid *repasserait* le pays au premier candidat venu, pour peu qu'il paraisse capable ou résolu à l'« assumer ». Pour peu, il y aurait une petite annonce... Pinochet? Vorster? Une grande, une petite puissance? Est? Ouest? Mesdames, Messieurs, choisissez votre nouveau colonisateur.



(1) Voir annexe n° 5.

Le Sahra nouveau



ANICH
المكتبة الإلكترونية الصحراوية
SAHRAWI DIGITAL LIBRARY

La « marche verte »

Le roi et la cour

Le 14 octobre, une nouvelle sensationnelle éclate : le roi du Maroc annonçe que la Cour Internationale de Justice lui avait donné raison dans le « litige qui l'opposait à l'Espagne ». Afin d'obtenir un impact maximum sur l'opinion internationale, le Maroc proclame en même temps que fort de son « droit » désormais « reconnu » il va procéder à la « réintégration » de « son » Sahra. Sans attendre la décision de l'O.N.U. à la lumière de l'avis de la Cour, ni les réactions de l'Espagne, et de l'Algérie, sans demander bien entendu, l'opinion des Sahraouis. Est-ce la guerre qu'annonce ainsi Hassan II? Le suspense est de taille, l'attention concentrée sur Rabat.

Quelques heures auparavant, la C.I.J. publiait en effet son avis tant attendu. Elle rejetait catégoriquement et en bloc les thèses marocaines et mauritaniennes, et partiellement celles de l'Espagne.

Non, le Sahara occidental « n'était pas un territoire sans maître » au moment de sa colonisation; il appartenait à un peuple qui avait ses autorités, ses lois, sa souveraineté : le peuple sahraoui. Non, le Sahara occidental ne dépendait pas d'une autorité étrangère; il ne faisait partie, ni des domaines du sultan, ni de « l'ensemble mauritanien ». Non, il ne s'agit pas d'un litige « territorial » entre l'Espagne et le Maroc (et la Mauritanie) mais d'un problème de décolonisation. Oui, la solution c'est l'autodétermination.

La seule « concession » faite par la Cour aux deux *plaignants*, consistait dans le constat de liens entre les populations frontalières

des 4 pays (Sahra, Mauritanie, Maroc, Algérie) notamment entre certaines fractions de tribus du nord du Sahra et celles du royaume et certaines tribus du sud avec « l'ensemble mauritanien ».

Le contraire eût été miraculeux. Où a-t-on jamais vu deux pays voisins dont les populations frontalières n'auraient pas des liens multiples? Et sur quelle heureuse planète les frontières politiques coïncident-elles parfaitement avec des frontières ethniques, culturelles? Ce n'est même pas le cas là où les nations de type moderne sont les plus anciennes, voyez les frontières de la France avec *tous* ses voisins, de la suisse avec les siens, de l'Autriche, de la Pologne...

Quant à notre Tiers-monde colonisé, on sait que le tracé de ses frontières défie souvent le bon sens : elles sont dans 95 % des cas le fruit du plus pur arbitraire colonial — parfois purement absurdes. En Afrique, rares sont les ethnies à ne pas être écartelées.

Et quand bien même leur reconstitution serait à l'ordre du jour, le schéma en serait bien différent de l'accord Daddah-Hassan II : comme première conséquence, la Mauritanie serait démembrée au sud et la frontière repasserait au nord de l'oued Draâ. Aucun pays africain ne conserverait ses frontières actuelles, et bien peu des autres pays du monde.

Si la Cour a mentionné des *liens frontaliers*, c'est parce qu'elle s'est livrée à une description en détail du contexte géographique, historique, culturel, sociologique (pardon, ethnologique), à la suite du déluge d'exposés oraux et de documents écrits, déversés par les protagonistes. Elle prenait ainsi acte des quelques éléments fondés dans l'argumentation des expansionnistes, mais pour en tirer des conclusions opposées aux leurs. En effet, dit-elle, en substance, il existe des liens entre les populations frontalières des 4 pays mais il n'existait pas entre ces pays de *liens de souveraineté*. La Cour n'a trouvé dans les arguments présentés par le Maroc aucun élément prouvant que l'empire chérifien se soit étendu au Sahara Occidental ou qu'il ait exercé sur ce pays une souveraineté politique, administrative, étatique. Pas plus que la Mauritanie.

Afin de prévenir toute tentative d'interprétation intéressée ou erronée, la Cour a indiqué la seule solution, à son avis, correcte, la seule conforme au droit international; le droit à l'autodétermination devrait être appliqué rigoureusement à ce pays colonial,

Photo Sygma



Photo D. R.

Gueddafi parmi les siens : la force d'une foi.

Mohamed Saïd El Gashât (2e à partir de la dr.). Journaliste-écrivain proche du président Gueddafi, Gashât a été le premier responsable libyen à entrer en contact avec les militants sahraouis (dès avant la création du Front Polisario). On le voit ici en 1976, entouré de personnalités sahraouies. On reconnaît au milieu : Mahfoud Aali Beyba, secrétaire général adjoint du Front, et Mhammed Ould Ziou, ministre de la Justice.

Photo D. R.

L'O.N.U. chez Franco.
Première manifestation à Aïounn depuis Zemla : cette fois, le pouvoir colonial recule.



Photo D. R.

dont les habitants doivent se prononcer en toute liberté au cours d'une consultation dont l'indépendance et la sincérité seront garanties par l'O.N.U.

Si, si, vous avez bien lu! Quelques heures après avoir été débouté — par le tribunal qu'il avait pris l'initiative de saisir — le Roi du Maroc annonçait triomphalement qu'il avait eu gain de cause!

De l'utilisation des « mass media »

Pourquoi, se demanderont certains? Pourquoi un aussi gros mensonge? N'était-ce pas se déconsidérer puisque l'arrêt de la Cour était publié? N'était-ce pas risquer de paraître un charlatan aux yeux du monde entier et même devant son peuple? Mais l'opinion publique est à qui sait et peut crier le plus fort. Et pour la propagande, le roi ne lésine pas sur les moyens. Et la faveur des mass media occidentaux, qui déterminent pour l'essentiel la grande information dans le monde, lui est assurée. Non seulement il ne fut pas montré du doigt mais il réussit à effectuer une percée spectaculaire qui lui permit de sceller l'union sacrée autour de son trône.

Certain de la complaisance des médias internationaux, il eut recours à une astuce simple. Il devança l'événement et donna sa version des faits avant que la vraie, ne fût connue. La très grande majorité des gens n'aurait entendu que la version du roi, répétée, martelée, répercutée, reprise par des milliers de propagandistes bénévoles, (eux-mêmes alimentés par les grandes agences et autres médias, de masse). Peu importe que tel journaliste bien informé, honnête arrive à publier un petit article ou un commentaire rectificateur! Peu importe que quelques centaines ou milliers de naïfs ou de militants s'indignent. La recette est appliquée systématiquement. L'O.N.U. vote-t-elle une résolution un peu hésitante mais réaffirmant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui? Rabat crie victoire. L'O.U.A. prend-elle acte de la déclaration d'indépendance du Sahra en laissant à chaque État membre le soin de décider de la reconnaissance de jure de la R.A.S.D., conformément à une procédure constante? Rabat crie victoire en annonçant que l'Organisation continentale a refusé de reconnaître le droit des Sahraouis à l'indépendance. En publiant sa

version avant que l'organisme concerné ait fait connaître la sienne — et en entretenant pendant plusieurs jours un tel vacarme on obtient que l'annonce officielle se perde dans les échos multiples d'une propagande relayée par de multiples informateurs, *bénévoles* ou non.

Je ne sais si vous avez eu la joie de lire cet admirable mille-et-une-nuits moderne et latino-américain qu'est le livre de Gabriel Garcia Marquez, « Cent ans de solitude ». Je me permettrai de vous en lire au moins une page :

« *José Arcadio le Second attendit pour parler d'avoir fini de boire son café.*

« *Ils devaient être au moins trois mille, murmura-t-il.*

— *Quoi donc?*

— *Les morts, expliqua-t-il. Ce devait être tous ceux qui se trouvaient à la gare* ».

La femme le considéra avec pitié. « *Il n'y a pas eu de morts ici dit-elle. Depuis l'époque de ton oncle, le colonel, il ne s'est rien passé à Macondo* »...

Dans les trois cuisines où s'arrêta José Arcadio le Second avant d'arriver jusque chez lui, on lui répéta la même chose : « *il n'y a pas eu de morts* ». *Il passa par la petite place de la gare, vit des tables où l'on mangeait les fritures empilées les unes sur les autres, et là non plus ne trouva nulle trace de l'hécatombe...*

La version officielle, mille fois répétée et rabâchée dans tout le pays par tous les moyens d'information dont avait pu disposer le gouvernement, finit par s'imposer : il n'y avait pas eu de morts, les travailleurs satisfaits étaient rentrés avec leurs familles et la compagnie bananière suspendait ses activités jusqu'à ce que la pluie cessât. La loi martiale était maintenue en vigueur pour le cas où il s'avèrerait nécessaire de prendre des mesures urgentes contre la famine consécutive à cette averse interminable, mais les troupes étaient consignées.

Dans la journée, les soldats déambulaient à travers les torrents des rues, les pantalons retroussés jusqu'à mi-jambe, jouant avec les enfants aux naufrages. Durant la nuit, après le couvre-feu, ils défonçaient les portes à coup de crosse, sortaient du lit les suspects et les embarquaient pour un voyage sans retour. Il s'agissait toujours de la recherche et de l'extermination des malfaiteurs, assassins, incendiaires et autres rebelles du décret n° 4, mais les militaires refusaient de l'avouer aux parents mêmes de leurs victimes qui venaient envahir le bureau de l'État-major en quête de nouvelles : « *Vous avez surement rêvé, disaient les officiers avec insistance. A Macondo, il ne s'est*

rien passé, il ne se passe rien et il ne se passera jamais rien. Ce village est un village heureux.

Ainsi vinrent-ils à bout de l'extermination des responsables syndicaux. »

Il y avait cependant une faille, dans l'astucieux système royal.

Il ne suffit pas de donner une image déformée de la vérité, de travestir l'ombre de la réalité, car celle-ci demeure. Et si on n'arrive pas à la changer, elle finit par se manifester malgré la virtuosité des illusionnistes. Tout le monde, ou presque, a pu croire le roi lorsqu'il déclarait que le F. Polisario n'existait pour ainsi dire pas, qu'il était une invention, un instrument de l'Algérie, que les « bandes de sécessionnistes » étaient balayées par les F.A.R. Si au bout de quelques mois, à la rigueur un an, toute résistance avait disparu, on aurait fini par croire, comme à Macondo, qu'il n'y avait jamais rien eu, que personne n'avait résisté et qu'on n'avait massacré personne. Malheureusement pour le roi, la résistance sahraouie n'a fait que se développer, et ses effets sur les armées d'invasion et sur la vie même du pays agresseur n'ont cessé de s'aggraver. Le monde l'apprenait peu à peu, et la tâche de Messieurs Benhima et autres Alaoui devenait de plus en plus difficile.

En même temps qu'il rapportait à sa manière le verdict de la Cour de la Haye, le roi annonçait l'invasion « pacifique » du Sahra.

Il s'agissait d'une machine de guerre d'une habileté diabolique, ayant pour objectif d'obliger l'Espagne à lui céder le Sahra avant qu'elle ait fini de l'évacuer et que les pays ait pu accéder normalement à l'indépendance. L'obliger, mais surtout donner à son gouvernement, lui-même consentant, un prétexte crédible aux yeux de l'opinion publique.

Apparemment, Hassan II jouait une partie dramatique : faire affronter à des centaines de milliers de miséreux, aux mains nues, les champs de mines, les tanks et les légions de l'armée franquiste, c'était les envoyer à la mort. C'était aussi risquer de se retrouver devant une alternative suicidaire : reculer en perdant la face, ou se lancer dans une guerre perdue d'avance.

Du sens de l'honneur

Pour corser le suspense, les Espagnols se lancèrent dans une escalade verbale. Le futur roi Juan Carlos n'hésita pas à payer

de sa personne. Le 2 novembre, il se rendit à El Aioun pour haranguer l'armée et promettre solennellement de défendre son honneur et celui de l'Espagne. Allait-on assister à une *nouvelle bataille des Rois?*

Non bien sûr : il y avait trop de liens, d'intérêts de protecteurs, communs. C'est le roi d'Espagne qui sera parjure. Et il n'a pas l'air de s'en porter plus mal, dans ce monde où on ne peut plus sans rougir, parler d'honneur. Même en Espagne?

Cependant, la mort de Franco et l'imminence d'une confrontation donnaient au clan dominant à Madrid les ultimes arguments en faveur d'un accord avec Rabat :

Les dangers qui pesaient sur le régime après la disparition de son fondateur, requéraient toute l'attention des responsables; ce n'était pas le moment de s'encombrer d'une guerre africaine, contre un pays jouissant du soutien des principaux États arabes exportateurs de pétrole et détenteurs de pétro-dollars, amis traditionnels de l'Espagne... Que dirait l'opinion démocratique, celle des pays du Marché Commun d'un règne inauguré par les massacres de milliers de « marcheurs pacifiques »?

Y eut-il, dans les cercles « réticents » du pouvoir, au moins un homme courageux pour faire valoir que l'Espagne se déshonorerait en reniant sa promesse maintes fois réitérée de mener le peuple sahraoui à la liberté; que la meilleure manière de rejoindre la communauté des pays où les droits de l'homme avaient un sens, c'était de se montrer ferme sur une position juste, soutenue par la communauté internationale : la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; qu'enfin, c'était compromettre gravement l'avenir de l'Espagne dans une région vitale; que le roi du Maroc n'oserait pas aller jusqu'au bout, s'il était sûr de la détermination de l'Espagne? Y en eut-il un seul? Nous l'espérons, pour l'honneur de la Nation espagnole.

Le 9 novembre, les deux partenaires jugèrent que les choses étaient mûres. La désescalade pouvait commencer. Ils annoncèrent donc le début des négociations (concession espagnole) et le retour des marcheurs (« concession » marocaine). Alors commença une semaine fertile en fuites calculées, coups de théâtre simulés, pour bien conditionner l'opinion et dérouter les adversaires de la hontense transaction.

Le 14 novembre 1975, on annonçait à Madrid et à Rabat la signature d'un accord tripartite, car au dernier moment on y associait la Mauritanie. L'Espagne s'y engageait à livrer le Sahra

au Maroc et à la Mauritanie. En compensation, elle pourrait conserver la haute main sur l'exploitation des phosphates et des droits de pêche étendus. Une période transitoire était prévue, durant laquelle le gouverneur espagnol resterait *en charge* du territoire, secondé par deux gouverneurs, l'un marocain et l'autre mauritanien, étant entendu que l'Espagne se serait définitivement retirée avant la fin février 1976. Pour essayer d'amadouer l'O.N.U., il était déclaré que tout cela se faisait conformément à ses prescriptions et que la population serait bien consultée par l'intermédiaire de ses notables.

Voici ce que stipule l'accord de Madrid — du moins la partie rendue publique : « Réunies à Madrid le 14 novembre 1975, les délégations représentant les gouvernements d'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie se sont mises d'accord sur les principes suivants :

1° L'Espagne réaffirme sa décision, maintes fois réitérée devant les Nations Unies, de décoloniser le territoire du Sahara occidental en mettant fin aux responsabilités et aux pouvoirs qu'elle détient sur ce territoire en tant que puissance administrante.

2° Compte tenu de cette décision, et en conformité avec les négociations préconisées par les Nations Unies entre les parties concernées, l'Espagne procédera immédiatement à l'institution sur le territoire, d'une administration intérimaire, avec les participations du Maroc et de la Mauritanie et la collaboration de la Djemaa, administration à laquelle seront transmis les pouvoirs et responsabilités auxquels se réfère le paragraphe précédent. A cet effet, il a été convenu de désigner deux gouverneurs adjoints, l'un sur proposition du Maroc, l'autre sur celle de la Mauritanie, afin d'assister le gouvernement général du territoire dans ses fonctions.

La présence espagnole sur le territoire prendra fin définitivement avant le 28 février 1976.

3° L'opinion de la population sahraouie, exprimée par la Djemâa sera respectée.

4° Les trois pays informeront le Secrétaire Général des Nations Unies des dispositions prises au titre du présent document, comme résultant de négociations tenues conformément à l'article 33 de la Charte des Nations Unies.

5° Les trois pays contractants déclarent être parvenus aux conclusions précédentes dans un esprit de compréhension, de fraternité et de respect des principes de la Charte des Nations Unies, et comme contribution de leur part au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Un personnage, dont le « curriculum » est significatif, a joué un rôle de pointe dans la corrida finale qui a permis de mettre l'Espagne devant le fait accompli : il s'agit de Solis Ruiz, à l'époque ministre du « Movimiento » dans le gouvernement d'Arias Navarro. Il a fait la navette entre Madrid et Marrakech (où se trouvait le roi) et a négocié avec Hassan II les étapes de la désescalade et de l'accord. Lui, et non le ministre des Affaires étrangères, M. Pedro Cortina Mauri, resté obstinément hostile à cette honteuse combine. Parallèlement à ses fonctions officielles, Solis Ruiz était, dans le privé, chargé de la gestion des biens du monarque marocain en Espagne. Autrement dit, c'est un agent financier du roi du Maroc qui était chargé de défendre devant lui les intérêts de l'Espagne. Ce détail permet d'entrevoir la puissance qu'avait atteint le lobby marocain à Madrid et le niveau où était tombé le sens de la responsabilité, de l'intérêt général, de la dignité nationale dans les sphères dirigeantes. Car enfin, on savait qui était Solis. Mais celui-ci ne fut pas le seul intermédiaire diligent.

Ainsi Carro, ministre de la Présidence qui relaya le ministre du Movimiento pour continuer les tractations avec Hassan II au cours de la marche verte; ainsi Martin Gamero, ambassadeur à Rabat avant de devenir ministre de l'Information dans le premier gouvernement de l'*après-Franco*; ainsi des hommes d'affaires (très) intéressés au renforcement des relations hispano-marocaines. Il semble même que des personnages plus augustes ne dédaignaient pas d'utiliser leur influence au profit de S.M. chérifienne. Ainsi depuis longtemps déjà, dans la plus grande discrétion, le propre père de Juan Carlos qui entretenait avec la cour chérifienne d'excellentes relations dont certains observateurs ne se hasardent pas à garantir le caractère totalement désintéressé. Le comte Juan de Borbón aurait effectué le voyage de Rabat, à des périodes cruciales. Notamment en juin 1975.

Écarté de la succession par Franco, Juan de Borbon n'en joue pas moins un rôle occulte dans la politique espagnole dès avant la mort officielle du Caudillo et surtout après, bien entendu; notamment dans la politique extérieure, à travers un réseau de relations où les liens personnels, les alliances dynastiques et même les relations d'affaires ont leur part.

Ainsi les liens ancestraux entre les cours d'Espagne et de France (prince Poniatowski) auraient-ils été, à côté des canaux politico-diplomatiques officiels, des voies efficaces et discrètes pour le rôle actif joué par Paris dans la préparation de l'Accord de Madrid.

Ainsi, un axe dynastique Paris-Madrid-Rabat existait déjà et préparait dans l'ombre l'axe politique du même nom bien avant que celui-ci ne fût annoncé.

Bien que les cartes aient été pipées et le suspense largement artificiel, la marche verte a pleinement réussi grâce à l'habileté de la mise en scène et aux complicités acquises sur 3 plans importants : la mobilisation du Maroc tout entier autour du roi, le conditionnement de l'Espagne pour permettre au clan pro-marocain d'*enlever* l'accord, enfin la popularisation des thèses marocaines à travers le monde.

Le spectacle était énorme. Couleurs à profusion, costumes bigarrés, dizaines de milliers de drapeaux... avec le petit frisson de terreur, qui corse les choses puisque ces « pauvres bougres » vont à la mort; on taquine aussi l'inconscient collectif de l'Occident chrétien resté peu ou prou imprégné de la haine ancestrale pour le sarrazin, ennemi héréditaire dont les *hordes* sont toujours prêtes à *déferler*.

Mais on plaint malgré tout ces hommes, même « fanatiques », et surtout on admire le *deus ex machina*, le chef qui sait si bien jouer des sentiments de « son » peuple pour faire triompher une grande politique. Le spectacle était assez flamboyant pour attirer naturellement des nuées de journalistes. Deux précautions valant mieux qu'une : des centaines d'invitations furent adressées aux mass-média du monde entier. Même les plus riches étaient pris en charge, reçus princièrement. Un journaliste même honnête ne se sent pas nécessairement en conflit avec sa conscience parce qu'il a goûté aux plaisirs de la table, ou même de l'alcôve. Quelques-uns raconteront ensuite comment ils ont refusé des offres plus sonnantes et trébuchantes. Quelques-uns... sur combien de centaines? D'autres sans doute ont refusé, et se sont tus. Quelques-uns, plus quelques autres... cela fait toujours quelques-uns sur... combien de centaines?

Cela n'infirme malheureusement pas tout à fait la recette de base qui fonde le cynisme triomphant d'une certaine Amérique et de ses émules à travers le monde et le Tiers-Monde (celle du dollar-roi) et qui s'exprime en une formule d'une brutalité tragique : tout s'achète. Une vérité aussi, hélas. Car même parmi les consciences les plus pures, rares sont celles qu'on ne peut influencer, au moins indirectement, *inconsciemment*, en utilisant des moyens, d'autres consciences qui elles se payent et ainsi de suite.

Si les exceptions sont rares, elles sont heureusement de taille,

et irréductibles. Les cyniques compteurs, les habiles acheteurs de conscience se sont toujours *cassé le nez* devant cette chose incompréhensible, pour eux, qu'est la pureté d'un militant, la ferveur d'un patriote; et surtout, la prodigieuse, l'incalculable puissance, de la volonté d'un peuple décidé à arracher ou à préserver sa liberté : force déroutante puisqu'irréductible à des élément matériels, prévisibles, et impalpable, donc impossible à localiser. On a beau éliminer les meneurs, les agitateurs, elle renaît d'on ne sait où. On dépense des milliards, des trésors d'imagination, de travaux savants, rationnellement imparables pour convaincre ces « multitudes » que leur intérêt est *là*... elles continuent à regarder et à courir *ailleurs*. Irréductible incompréhension. Éternel drame des *pacificateurs*.

Rabat en avait de multiples expériences. Depuis 18 ans, des millions et des millions de dollars avaient été dépensés pour créer en Mauritanie, puis au Sahra un courant favorable à ses visées annexionnistes. Bien sûr, des individus se sont laissés acheter, parfois même des personnages importants. Mais pas la moindre *multitude*.

Au lendemain de la grande fiesta, Rabat retrouvera le goût amer de ses échecs passés, dans le nouvel et sanglant refus sahraoui. Pourtant, la « marche verte », en tant que telle, aura amplement répondu à l'attente de ses organisateurs. Il nous faudra de nombreux mois, de durs efforts de clarification, d'information, de victoires militaires, de succès diplomatiques non pour effacer le souvenir de la marche verte, mais simplement pour creuser *à côté* une place pour d'autres réalité, d'autres vérités « vraies », on peut dire?

D'autres images (1) aussi : celles d'un peuple agressé, fuyant l'invasion, d'enfants napalmés, de guérilleros (1) infligeant avec peu de moyens de cuisants revers à des armées suréquipées mais étrangères.

Ce fut dur, mais ce fut... fait.

(1) *Cf.* le dernier film de Med Hondo « Polisario, un peuple en armes ». Dans « Nous aurons toute la mort pour dormir », le cinéaste mauritanien avait déjà décrit de façon émouvante un exode dont il avait vécu sur place les moments les plus dramatiques.

La nouvelle résistance

Le 30 octobre 1975 commence une nouvelle résistance sahraouie. Ce jour-là, le roi du Maroc lance son armée à la conquête du Sahra. Pour la première fois dans l'histoire (1), les Alaouites osent s'aventurer au-delà de l'oued Noun et de l'oued Drâ, au pays des « Araib As-Sahra ». L'invasion atteint le Ouad Saguia et trois postes que venaient d'évacuer les Espagnols sont occupés par les nouveaux colonisateurs : Hausa, Farsya et Jdeirya. C'est la guerre.

Deuxième résistance? Oui, en un sens, depuis qu'existe un mouvement nationaliste de type moderne politiquement organisé, centralisé à l'échelle du pays et appuyé sur un sentiment national où convergent les particularismes tribaux et régionaux, depuis la création du Mouvement de Libération du Sahra, et l'avènement du Front Polisario.

Mais c'est la troisième depuis la fin de la « pacification », depuis que l'ordre colonial s'est apesanti sur l'ensemble de la région. Et la quatrième depuis le début du siècle :

— Résistance à l'invasion coloniale franco-espagnole, des débuts du XXe siècle jusqu'en 1936;

— Insurrection de 1957-58;

— Déclenchement de la lutte de libération finale contre l'occupant espagnol en 1973;

— Enfin résistance à l'invasion marocaine (puis maroco-mauritanienne) en 1975.

Pendant quelques mois, le pays avait connu une période de

---

(1) Si l'on excepte l'éphémère incursion du sultan Moulay Ismaïl au XVIIe siècle, du côté de l'Adrar mauritanien.

paix précaire et de lutte politique intense. C'était une trêve armée, négociée à l'occasion des discussions qui avaient abouti à la libération des prisonniers espagnols. Chacun y trouvait son compte : le gouvernement de Madrid, qui cherchait fébrilement une solution pour se retirer au plus vite avec un maximum d'avantages; le F. Polisario soucieux de mieux se préparer à prendre la relève et de renforcer son appareil politique et ses structures militaires.

Sur le plan intérieur l'effondrement moral du P.U.N.S., déjà visible lors de la mission de visite de l'O.N.U. et révélé de façon spectaculaire par la fuite de son secrétaire général, s'accéléra durant l'été. Lors des grandes manifestations populaires de juillet ses bureaux avaient été saccagés et ses dirigeants ne durent qu'à la protection de l'armée espagnole de ne pas être lynchés : ce fut le coup de grâce.

Militairement, l'Armée Populaire sahraouie augmentait ses effectifs, élargissait ses zones d'implantation et renforçait sa pression sur les garnisons espagnoles. C'est pour prendre de vitesse l'A.L.P.S. que les F.A.R. déferlèrent le 30 octobre : pendant que le gouvernement de M. Arias Navarro faisait semblant de refuser toute intervention marocaine et disposait spectaculairement ses canons et ses champs de mines à la frontière face aux marcheurs « verts » de Hassan, il lui communiquait secrètement les dates de retrait de ses troupes. Dès avant la signature de l'accord officiel, l'Espagne fournira un soutien logistique et des informations précieuses aux F.A.R., pour organiser, en somme, clandestinement le transfert du Sahra.

Étant donnés les moyens mis en œuvre par le colonel Dlimi, qui avait carte blanche pour mener rondement « l'affaire », étant données la complicité espagnole et la faiblesse de l'armement et des effectifs sahraouis, la substitution devait être achevée en quelques jours. Or, pour atteindre l'intérieur du pays à quelques centaines de km de la frontière, il fallut aux F.A.R. six mois d'une guerre extrêmement dure, où elles ont dû engager des dizaines de milliers d'hommes et subirent des pertes sévères : des centaines de morts et de prisonniers, des milliards de matériel.

Dès le 31 octobre, l'avance des envahisseurs était stoppée aux 3 postes qui devenaient autant de pièges.

Pendant que les F.A.R. piétinaient, le F. Polisario occupait les autres postes d'où les Espagnols étaient obligés de se retirer à l'exception des principales villes (Aioun, Dakhla, Smara), où

la transmission des pouvoirs allait se faire ouvertement, les armées d'invasion faisant leur entrée sous la protection du Tercio.

L'Armée Sahraouie nouvelle s'improvisait, se forgeait dans l'épreuve.

La période qui commence le 30 octobre 1975 est aussi marquée par le début d'un exode qui sera l'une des épreuves les plus dures de l'histoire d'un peuple dont les grandes transhumances, la guerre, la mort ont pourtant toujours été des compagnes intimes. Exode cruel du fait des épisodes sanglants, barbares qui l'ont provoqué et accompagné durant près d'un an.

14 novembre 1975 : le tournant

L'automne 1975 marqua sur tous les plans un tournant majeur dans l'affaire sahraouie. Après l'élaboration par les principales instances internationales saisies du problème (Cour de La Haye, Mission du Comité des 24), de rapports défavorables aux revendications expansionnistes, le roi décida de passer définitivement outre avec la marche verte et l'invasion militaire, celle-là camouflant celle-ci. Trois des quatre États directement impliqués entreprenaient des changements substantiels, à portée stratégique, de leur politique : renversement d'alliances pour l'un, engagement décisif pour l'autre. Fin octobre-début novembre on voyait se multiplier les signes : aboutissement des tractations hispano-marocaines sur les modalités d'application d'un accord déjà acquis; échec d'une tentative de la dernière chance algéro-mauritanienne pour dissuader Nouakchott de se joindre à la conjuration anti-sahraouie et anti-algérienne (une entrevue dramatique entre Boumedienne et Ould Daddah eut lieu à Béchar, le 10 nov.); nouveau pas de l'Algérie dans le sens du soutien à la cause sahraouie; début du démantèlement des forces espagnoles au Sahra dont de nombreux soldats autochtones désertent pour rejoindre le F. Polisario; début enfin de la vraie guerre, de l'exode, des atrocités qui achèvent de sceller l'unité nationale sahraouie.

Une longue gestation était arrivée à terme.

Malgré tout, rares sont les observateurs, même concernés, qui prennent l'exacte mesure des bouleversements en cours. Madrid s'est acharné à donner le change : jusqu'au jour de la

publication de l'accord tripartite, des assurances formelles étaient données par certains hauts responsables du gouvernement et de l'armée à leurs homologues algériens, à des émissaires de l'O.N.U. et de l'O.U.A... Comme, après le renversement d'alliances effectué par Nouakchott, la position espagnole prenait une importance encore plus déterminante, l'officialisation de la volte-face de Madrid devait exploser comme une bombe aux retombées incalculables.

Si une date-symbole, une date rupture peut être retenue, en fonction de son retentissement sur le conscient collectif sahraoui et dans l'opinion des pays voisins, c'est bien le 14 novembre 1975.

L'Espagne change officiellement de camp. Pour la première fois depuis que le problème est posé internationalement, elle répudie sa position de décolonisation orthodoxe quoique lente, sous l'égide de l'O.N.U., et du refus d'être complice du Maroc annexionniste.

L'Espagne bascule et avec elle l'équilibre des forces déjà ébranlé par le revirement de Nouakchott est gravement menacé : désormais, la « puissance administrante » fait cause commune avec 2 des 3 pays voisins et « concernés » — ceux qui encerclent le Sahra sur 95 % de ses frontières terrestres (les frontières maritimes ayant pour vis-à-vis les Canaries espagnoles et... l'Espagne américaine).

Les conséquences de ce bouleversement se feront immédiatement sentir, sur tous les plans; trois exemples, parmi les plus sensibles : la politique intérieure sahraouie; l'engagement algérien, et la politique générale algérienne; enfin la dimension internationale du problème.

L'unité nationale sahraouie

Sur le plan intérieur sahraoui, la « trahison espagnole » se répercute de façon à première vue paradoxale. On aurait pu s'attendre à ce que l'accord de Madrid et la caution de l'Espagne profitent au Maroc; au moins auprès de la clientèle traditionnelle de l'administration coloniale : notables appointés, fonctionnaires, militaires; au moins auprès des plus compromis, l'équivalent des « harkis » algériens.

Or, le 14 novembre et la perspective d'une prochaine occupation marocaine ont donné le signal d'un mouvement spontané, massif en faveur de l'unité nationale, à une sorte de sursaut instinctif de défense de tout un corps social où se réveillent soudain les grands élans collectifs du passé. La « fidélité » à l'Espagne n'était pas faite seulement de « béni-oui-ouisme » intéressé; elle était légitimée depuis de nombreuses années, chez la plupart des notables, par une justification honorable : une alliance, la promesse formelle et maintes fois réitérée (1) de protection contre l'ennemi héréditaire. Leur indignation est donc sincère, après ce qu'ils appellent « la trahison des Espagnols ».

Cette véritable ruée vers l'unité profite à la seule force nationale organisée, le F. Polisario, qui avait inlassablement multiplié les mises en garde contre ces illusions, contre la collusion inévitable entre le fascisme de Rabat et celui de Madrid; qui avait également ménagé l'avenir en ménageant les chefs traditionnels.

Le Front avait même profité de la précaire trêve de l'été quand tout à Aioun semblait indiquer qu'on s'acheminait vers une rapide décolonisation, sur la base d'une entente hispano-sahraouie, pour faire avancer l'unité nationale dans son acception la plus large; celle à laquelle El Ouali a attaché son nom après l'avoir fait prévaloir contre vents et marées au sein du Mouvement. C'est lui-même qui prépara avec soin et dans la plus grande discrétion une rencontre à laquelle allait participer tout ce qui « porte un nom » au Sahra. Ce fut le congrès d'Ain Bentili (12.10.75), où l'on put voir les plus grands notables, dont certains jugés la veille encore ennemis implacables du combat patriotique, rassemblés autour de l'un de ces « enfants » qu'ils condamnaient si sévèrement.

Le gouverneur d'El Aioun était sans doute au courant, mais laissait faire : le destin hésitait encore. Le congrès fut un succès incontestable et prépara les esprits à la grande réconciliation nationale qui allait suivre.

Après le 14 novembre, l'immense majorité des chefs et notables rejoignirent en quelques jours les bases du Front, comme la plupart des soldats sahraouis de l'armée espagnole. On a parfois

---

(1) Officiellement et solennellement par Franco lui-même, notamment dans sa lettre à la Djemaâ le 21 septembre 1973. Ainsi que de nombreux dignitaires venus sur place (Carrero Blanco, Lopez Bravo, etc.). Enfin par Juan Carlos presque roi, en tout cas, déjà chef d'État, le 2.11.75 à Aïoun.

exagéré l'importance de cet apport et surtout sa nature, assimilant ces militaires sahraouis aux « harkis » de la guerre d'Algérie, et en tirant des conclusions erronées quant à la *substance* même du F. Polisario. Le phénomène demande quelques précisions.

Avant le ralliement de ces militaires, le F. Polisario menait la lutte armée depuis le 20 mai 1973, et entamait avec succès une nouvelle résistance contre les nouveaux envahisseurs. Les ralliés rejoignirent donc une organisation déjà solide, structurée, homogène. Deuxième fait important, ils la rejoignent *individuellement* et non en unités constituées qui auraient pu poser des conditions, ou peser collectivement dans un sens donné. Ils ont été incorporés au fur et à mesure dans des groupes du Front existants, possédant un encadrement militaire et politique; sans ostracisme cependant : les cadres de valeur ralliés ont très vite été utilisés à leur place normale.

D'ailleurs les militaires sahraouis n'avaient pas joué, auprès des Espagnols, un rôle comparable à celui des harkis. Ils seraient plutôt à rapprocher (bien que toute comparaison soit hasardeuse, tant les situations diffèrent) de ces militaires algériens qui faisaient carrière dans l'armée française, tout en gardant des sentiments patriotiques et dont certains désertèrent pour rejoindre le F.L.N., d'autres attendant passivement l'issue, un certain nombre enfin acceptant de servir avec plus ou moins d'empressement le colonisateur contre leurs compatriotes.

Au Sahra, le colonialismes espagnol n'a pas poussé ses efforts pour s'accrocher, jusqu'à la même fureur. Ayant très vite perdu toute illusion, il n'a pas eu besoin de pousser aussi loin l'organisation de la répression (1), ni les tentatives de sahraouisation (2) de la guerre. Il n'y eut donc pas de « harkis » sahraouis. De plus, et pour des raisons historiques que le lecteur peut désormais deviner, l'armée à été de tout temps (on l'a vu lors de l'insurrection de 1957-58) un terrain de prédilection pour le nationalisme sahraoui et, depuis la fin des années 60, une pépinière de cadres et de militants pour le nouveau mouvement anti-colonialiste. Le F. Polisario a entretenu et développé cette tendance. De nombreux militaires

---

(1) Cela viendra au cours de la 2e phase de la guerre, que l'Espagne aura léguée au Maroc. Mais la proportion de traîtres sahraouis restera étonnamment faible.

(2) Plus que de sahraouis du « centre », dont seule une poignée joue le jeu de l'envahisseur — il s'agit surtout de sahraouis périphériques, de cette zone intermédiaire, de transition, au-delà de Tan-Tan (région de Goulimine notamment).

étaient des militants clandestins, d'autres, plus nombreux encore, des sympathisants. Le Front n'encouragea pas les désertions, car il n'avait pas alors la possibilité d'accueillir et d'organiser tous les candidats. Une exception fut faite en mai 1975, lorsque des soldats sahraouis facilitèrent la capture de leurs patrouilles en se mutinant.

A parti de ce moment, les Espagnols comprirent l'adhésion profonde de leurs « amis » sahraouis au Mouvement national. Même les policiers refusaient les ordres, ou les appliquaient à l'envers lorsqu'il s'agissait de répression contre leurs compatriotes. Ils firent preuve d'un zèle jugé intempestif par leurs supérieurs, pour découvrir les agents marocains et les empêcher de nuire (été 75 notamment); de même les militaires sahraouis passaient-ils outre aux instructions des officiers espagnols et repoussaient-ils de leur propre initiative les incursions des F.A.R. durant cette période. Au cours des derniers mois de leur présence, les Espagnols ne demandèrent pratiquement plus rien aux militaires et autres collaborateurs sahraouis, qu'ils payaient, ménageaient avec le seul espoir d'éviter un affrontement; au mieux, utilisaient-ils encore quelques guides pour des patrouilles de routine. Ils commirent cependant une petite « gaffe » à la fin : fin octobre, ils licencièrent massivement les militaires sahraouis encore présents dans leur armée.

Tout est prêt en effet, à cette époque-là, pour officialiser l'accord avec le Maroc. On hésite encore sur la date la plus opportune, et il faut prendre toutes les précautions pour prévenir d'éventuelles réactions. Même si on biaise encore, le temps n'est plus aux amabilités à l'égard du Front. Aioun est soumise à un état de siège qui ne dit pas son nom : couvre-feu, contrôle sévère; l'essence est strictement rationnée pour empêcher les « transferts » de plus en plus fréquents de véhicules, de cadres, etc.

Le 28 octobre, l'état de siège est officiel. Le 30, commence l'évacuation forcée des civils espagnols.

Deux jours plus tard, les autorités se rendent compte de l'erreur commise en licenciant les militaires, et annoncent leur réintégration. L'immense majorité ne répond pas à l'appel : ils étaient déjà loin, au maquis. La plupart avaient accueilli leur licenciement comme une délivrance, une normalisation. Certains étaient furieux car pris de courts : ils voulaient partir avec des armes, des véhicules, du matériel. Le Front n'avait pas donné le feu vert, à un moment où l'incertitude était encore entretenue...

Les Marocains sont furieux — eux aussi — parce que, sans ce licenciement intempestif, ils auraient eu, pensent-ils, quelque chance de retenir les militaires sahraouis et de les convaincre de collaborer. Une illusion parmi d'autres.

Naissance des nouvelles institutions sahraouies

En ce novembre 1975 donc, les élites, civiles et militaires du peuple sahraoui, se retrouvent loin d'Aioun et de Dakhla, dans leur élément naturel, au milieu des leurs. Parmi eux, plus des 2/3 des membres de l'Assemblée territoriale. Celle-ci peut donc se réunir officiellement en territoire libéré, à Gueltet-Zemmour, dès le 28 novembre. Et elle vote, à l'unanimité le texte que voici :

La proclamation d'El Guelta

Au nom de dieu le Miséricordieux, que le salut soit sur son Prophète.

El-Guelta, le 28 novembre 1975.

Nous, signataires de ce document historique, réunis sous la présidence de Son Excellence M. Baba Ould Hassanna Ould Oumar Ould Cheikh, vice-président de l'Assemblée générale sahraouie, instituée par les autorités colonialistes espagnoles, décidons ce qui suit :

Nous avons accepté par le passé de prendre part à cette institution colonialiste (la Djemaâ) l'Espagne nous ayant promis de faire de cette instance une autorité profitable au peuple sahraoui et à la consolidation de son indépendance dans les plus brefs délais. Cependant, l'Espagne s'est refusée à maintes reprises à reconnaître les prérogatives assignées initialement à cette Assemblée sans autorité réelle et n'ayant d'autre signification que son nom d'Assemblée.

L'Espagne a dernièrement commencé à ourdir des complots avoués contre l'indépendance de notre patrie en vendant publiquement notre pays au Maroc et à la Mauritanie, réalisant ainsi la plus grande escroquerie colonialiste que l'Histoire ait jamais connue. Ce faisant, l'Espagne a justifié sa trahison à l'égard du peuple sahraoui en prétendant le consulter par le biais de l'Assemblée générale.

Nous, membres de l'Assemblée générale, réunis le 28 novembre 1975 à El-Guelta, réaffirmons unanimement ce qui suit :

1° La seule manière de consulter le peuple sahraoui est de lui permettre de décider de son destin et d'obtenir son indépendance en dehors de toute pression et de toute intervention étrangère.

Par conséquent, l'Assemblée générale, qui n'a pas été élue démocratiquement par le peuple sahraoui, ne peut décider de l'autodétermination du peuple sahraoui.

2° Pour qu'il n'y ait aucune utilisation par le colonialisme espagnol de cette institution (la Djemâa) et à la suite des manœuvres tentées par les ennemis du peuple sahraoui, l'Assemblée générale décide, à l'unanimité de ses membres présents, sa dissolution définitive.

3° L'autorité unique et légitime du peuple sahraoui est le Front Polisario reconnu par l'O.N.U., suivant les conclusions de la mission d'enquête des Nations-Unies.

4° Dans le cadre d'une solution d'unité nationale et en dehors de toute intervention étrangère, il est constitué un Conseil National Provisoire Sahraoui.

5° Nous, signataires du document d'El-Guelta, réaffirmons notre soutien inconditionnel au Front Polisario, représentant unique et légitime du peuple Sahraoui.

6° Réaffirmons notre détermination de poursuivre la lutte pour la défense de notre patrie, jusqu'à l'indépendance totale et la sauvegarde de notre intégrité territoriale.

Ce fut une gifle retentissante aux régimes espagnol et marocain et une faille irrémédiable dans le mince survêtement « juridique » grâce auquel les conjurés de Madrid voulaient se donner l'air de sacrifier à la loi internationale. En effet, l'accord de Madrid, qui prévoyait pourtant le partage du Sahra, fixait les modalités et jusqu'aux dates de la session ainsi que les compensations offertes au vendeur, déclarait avec un admirable aplomb que tout cela était conforme aux principes de l'O.N.U. et aux droits des peuples; que du reste, la « population » serait consultée par l'intermédiaire de la Djemâa.

La Djemâa ayant signifié son refus de servir de cache-sexe à ce bâtard des fascismes hispano-marocains, l'accord de Madrid se trouva dénué de tout semblant de légalité.

Le lendemain de cette prise de position spectaculaire, les membres de la Djemâa se trouvaient rassemblés, avec des centaines d'autres notables, de nombreux militants et responsables du

Front Polisario à Mahbès, devenue capitale provisoire du Sahra Libre. Tout le Sahra politique était là, toutes tendances et générations confondues.

Même les personnages les plus compromis avec le colonisateur, les plus abhorrés, les « bourreaux du peuple », étaient là. On en était à compter les absents de marque, tant ils étaient rares : un des anciens, Khatri Ould El Jumani qui fut Président de la Djemâa par la grâce de Salazar (1), chef important mais dont les volte-faces et les reniements avaient depuis longtemps cessé d'étonner; (il avait pris les devants en se ralliant au roi) et un parmi les jeunes : Ikhallihenna Ould Ar-Rachid, ancien secrétaire général du P.U.N.S. par la grâce du même Salazar, que les Espagnols voulaient préparer à jouer le premier rôle dans un Sahra néo-colonial et qui, après la déconfiture de son parti fantoche, avait fui au Maroc. Ni l'un ni l'autre n'avaient entraîné de « troupes ». Leurs proches compagnons, leurs parents étaient là, à Mahbès. Notamment les nombreux frères et neveux de Khatri, dont la dernière trahison soulevait une indignation unanime.

Bien différente de celle qui se sabordait, une nouvelle assemblée était immédiatement créée : la première Djamâa libre depuis un demi-siècle, la plus représentative peut-être de l'histoire du Sahra. Toutes les communautés du pays, de la Güera à Tan-Tan, de Mahbès à Dakhla, s'y retrouvaient, mais également toutes les générations et tendances : des anciens de la Djemâa coloniale aux militants de la première heure du F. Polisario, en passant par des personnalités patriotes ayant refusé la collaboration avec l'occupant sans rejoindre ouvertement le Mouvement.

Pour renouer avec la tradition, le nombre des membres officiels était limité à 40 (2). La Djemâa nouvelle s'appellerait : Conseil National Sahraoui. Le C.N.S. se donne, par consensus, un président qui symbolise la continuité de la lutte de libération à travers les générations et la reconciliation entre celles-ci : M'Hemmed Ould Ziou représente une synthèse vivante du Sahra d'hier et d'aujourd'hui. Militant nationaliste depuis le début des années 50, il fut l'un des initiateurs et des dirigeants de l'insurrection de 1957, avant de devenir un des fondateurs du F. Polisario. Pour les anciens patriotes et les jeunes militants, c'est donc un des leurs. Mais les vieux notables sont également à l'aise avec lui, car ce combattant

(1) Gòmez de Salazar, gouverneur général du Sahara espagnol.
(2) + 1 tout de même, pour signifier le renouveau.

des temps et des idées modernes de la libération nationale est resté un personnage traditionnel, profondément et vitalement attaché aux valeurs et aux traditions de son peuple.

La création du C.N.S., première institution nationale représentative de la nouvelle souveraineté sahraouie, fut ressentie comme le premier acte de la prise en main par le pays de ses propres affaires. Le second acte, la proclamation de l'indépendance, est attendue comme une suite, un couronnement naturel. Pour les anciens, l'Espagne avait rompu les liens contractuels qui existaient : nous nous sommes retrouvés entre nous, pour renouer avec notre ancienne organisation de souveraineté ; et faire face à l'envahisseur.

La proclamation d'indépendance

Pour les responsables du Front, la proclamation officielle de cette souveraineté retrouvée apparaissait également comme une nécessité nationale et on pesa longuement le pour et le contre, avant toute décision. Le « Pour » : d'abord une préoccupation majeure, véritable hantise pour les dirigeants sensibles aux implications internationales : la peur du fait accompli juridique; la crainte que l'accord de Madrid si outrageusement illégal et illégitime, en restant seul en lice comme seule alternative juridique à l'ancien système colonial, n'acquière une sorte de *légalité de fait* dans l'opinion étrangère, au moins au niveau des institutions étatiques internationales qui, autant sinon plus que la nature, ont une sainte horreur du vide. Alors, pourquoi ne pas demander tout de suite la reconnaissance de notre indépendance et l'admission du Sahra aux Nations Unies ? Puisque cette indépendance nous était reconnue d'avance par le monde entier comme un droit; et que le colonisateur annonçait lui-même qu'il abandonnait ses responsabilités de « puissance administrante » auxquelles il avait de toute façon failli; puisque nous contrôlions l'ensemble du pays politiquement, et les 3/4 de son territoire militairement, qu'une administration nationale s'y installait... ? Il s'agissait donc d'un pouvoir national de fait, appuyé sur une profonde légitimité et un vaste consensus populaire, conforme à la légalité internationale. Il ne restait plus, visiblement, qu'à compléter l'édifice étatique par un gouvernement et obtenir la reconnaissance juridique de cette souveraineté restaurée.

Nous disposions également d'un important soutien africain. Et l'on sait que, lorsqu'il s'agit des problèmes du continent, cela signifie presque toujours une majorité assurée au niveau des instances internationales.

Les dirigeants du Front ne se contentaient pas de spéculer. La délégation sahraouie à la 30e session de l'O.N.U., avait pris de nombreux contacts et « tâté le terrain », sondé de façon plus précise les intentions des amis les plus sûrs. D'autres missions de bonne volonté avaient sillonné le monde au cours des semaines précédentes; surtout l'Afrique, mais aussi plusieurs pays latino-américains, asiatiques. Des démarches avaient été effectuées auprès de quelques pays particulièrement favorables, qui promirent d'apporter leur appui diplomatique dès que la décision finale leur aurait été communiquée. Cette décision, la direction du Front ne voulait pas la prendre sans avoir l'opinion, non seulement de ses militants, mais également de toutes les composantes du nouveau consensus national. Or, c'est d'elles que venait maintenant l'incitation la plus enthousiaste à aller de l'avant. Tout était prêt, y compris le mémorandum destiné à présenter au monde la naissance d'une République sahraoui.

La pierre lorsqu'elle prend son envol...

Pourquoi hésiter encore, sinon à cause de ce sentiment... que connaissent bien tous ceux qui à la tête d'un pays, d'une organisation, ont eu à certains moments de leur vie à prendre des décisions *irréversibles* pour l'avenir de toute une communauté. C'est surtout la conscience de l'irréparable qui est terrifiante...

« La pierre, lorsqu'elle prend son envol, ne reviendra plus dans ta main »... dit le proverbe hassani.

Cette acuité de perception de la conscience des responsabilités — un septième sens? — n'est évidemment pas la chose la mieux partagée chez ceux à qui les hommes délèguent ou laissent accaparer la direction de leurs affaires.

Certains en avaient leur part, parmi ceux qui cherchaient en grelottant où dormir, à 4 h du matin, dans ce Mahbès au visage d'exode, de drame et de fête des tout derniers jours de novembre 1975.

El Ouali Ould As-Sayed, en particulier, portait à un degré rare le sens des responsabilités assumées à l'égard d'un peuple menacé d'extermination. Au point d'en perdre souvent le goût du sommeil, de la vie. Au point d'en mourir. On devait le voir au cours des mois suivants, au fur et à mesure qu'affluait le flot des éclopés,

femmes et enfants à moitié morts de froid et de faim, ensanglantés, brûlés... Chaque fois qu'il rencontrait une de ces visions insoutenables, touchait du doigt les limites de l'impuissance, il sombrait dans un désespoir que ses compagnons ne percevaient pas toujours sauf lorsque les nerfs lâchaient brutalement et qu'il ne pouvait retenir ses larmes : c'est ce qui se produisit une ou deux fois en ces journées de froid mortel où les années 75 et 76 se transmettaient un héritage maudit.

Le dilemme était insoluble pour un homme d'honneur, ardent patriote, doublé d'un humaniste au cœur sensible. Quant il ne s'agissait que de risquer sa vie et celle de compagnons ayant choisi de se battre, El Ouali ne connaissait pas l'hésitation. Mais chaque décision engageait désormais la vie même de tout un peuple; qui s'engageait lui-même, il est vrai, allant plus vite et au-delà... Mais pouvait-il, malgré son courage, vaincre les puissances du monde coalisées? Les amis, même les plus proches, s'engageraient-ils jusqu'au bout à nos côtés? Comment protéger ces milliers de familles disséminées à travers l'immense pays et exposées aux obus, au napalm? Comment les nourrir, les couvrir, alors qu'elles avaient tout abandonné à Aioun ou Dakhla?...

El Ouali se sentait responsable du malheur de chaque vieille sahraouie grelottant au coin de l'infini. Pour certains, le « réalisme » aurait peut-être commandé d'accepter certains accommodements avec les envahisseurs — le roi en proposait tous les jours — pour éviter le massacre; pour ne pas risquer l'élimination politique, culturelle, spirituelle d'une communauté, l'assassinat de son âme; pour éviter sa suppression physique. La partition, l'annexion contre le génocide.

Et Ouali, lui, était de la race de Taabbata Charran (1).

Il ne pouvait exister pour lui qu'une troisième solution, celle de la lutte et de la victoire. Et il ne pouvait, en attendant, que porter l'importable croix de 100 000 vieilles sahraouies.

---

(1) Héros de légende et poète arabe anté-islamique, qui décrit dans un poème resté un morceau d'anthologie le dilemme où il s'est trouvé enfermé : isolé sur un piton montagneux, ses ennemis lui avaient coupé la retraite; devant lui, un versant à pic. L'alternative était de se rendre donc, s'humilier, ou se battre sans espoir, à 1 contre 100. « Non se dit-il, *trouve* la 3e solution ». C'est l'éloge du courage mais aussi de l'initiative, de l'imagination. Le poète-aventurier avait une outre contenant du miel. Il s'enduisit la poitrine de miel, et se laissa glisser contre la roche lisse. S'agissait-il d'un miel spécial? Voici en tout cas ce que dit Taabbata Charan de la réussite de son audacieuse « 3e voie » : « J'en enduis mon corps qui survola la roche, une poitrine puissance, un flanc sans mollesse. Il toucha le dos de la terre sans que la pierre l'éraflât... faisant la nique à la mort qui regardait... impuissante ».

C'est pourquoi la tentation de la témérité est parfois si difficile à maîtriser, celle d'exploits impossibles, avec une mort glorieuse au bout, comme récompense. Et comme délivrance.

Mais on était encore fin novembre 1975.

Cette nuit-là donc, la décision fut prise : certains choix excluaient la précipitation, mais l'heure n'était pas non plus à l'irrésolution.

La composition du gouvernement fut arrêtée, en consultation avec quelques personnalités. Elle serait annoncée 4 jours plus tard, devant le Conseil National élargi et en présence de représentants de la presse internationale. En attendant, le C.N.S. devait poursuivre ses travaux et la mise en place de ses rouages.

La proclamation de l'indépendance fut fixée pour début décembre, mais dit le proverbe « le décideur décide et le destin observe en souriant ».

L'événement fut remis par suite de contretemps divers. L'isolement de Mahbès joua là un rôle important. Il était indispensable de coordonner un certain nombre d'actions vers l'extérieur, de prévenir les délégués à l'étranger, d'effectuer des démarches urgentes auprès de pays amis, d'alerter la presse... car il faut que la campagne pour la reconnaissance soit une victoire éclair : si elle traînait, c'était l'enlisement inévitable. Or, la délégation chargée d'organiser tout cela en quelques jours à partir de capitales amies, se retrouva à l'hôpital de Tindouf, à la suite d'un malencontreux accident. Entre-temps, chaque responsable avait été happé par mille urgences : guerre, ravitaillement, accueil des réfugiés dans tous les coins du pays. Tout cela pratiquement sans moyens de communiquer sinon par messager.

D'ailleurs, beaucoup de membres du C.N.S. devaient repartir au plus vite pour sortir leurs familles des villes encore tenues par les Espagnols avant qu'elles ne soient remises aux nouveaux envahisseurs, ou pour organiser la défense de leurs régions.

La plupart préfèrent cependant répondre d'abord à l'invitation du président Boumedienne, et proclamer à la face du monde, à partir d'Alger, le refus de leur peuple d'accepter la servitude. A leur manière, ils annonçaient en fait que le Sahra reprenait sa liberté. Le monde ne les comprit qu'à moitié. Ils ne connaissaient pas son langage et lui, bien sûr, ignorait le leur.

Ils retournèrent chez eux en se donnant rendez-vous fin décembre à Mahbès. Presque tous s'engageaient à fond dans la lutte. Presque tous furent au rendez-vous. Quelques-uns

manquaient pourtant à l'appel, surtout parmi les chefs du Sud. Personnages honorables, leur ralliement à la cause nationaliste était sans doute sincère, mais l'esprit de sacrifice a des limites, quand on est d'une certaine classe, d'une certaine mentalité et d'un certain âge.

La situation avait considérablement changé en un mois. Aioun, Smara et Dakhla étaient occupées. La Güera était tombée après une résistance héroïque menée par une poignée de combattants du Front et les habitants valides organisés en milice, y compris les femmes dont plusieurs se distinguèrent; il fallut d'énormes moyens dont des chars amenés en toute hâte du Maroc (1) — pour briser, au bout de 10 jours de pilonnage, ce petit poste défendu avec des moyens de fortune.

Argoub fut occupé à son tour, et la bataille faisait rage à Ausred qui changea de mains plusieurs fois.

Pour retourner à Mahbès, il aurait fallu — comme beaucoup l'ont fait — renoncer aux troupeaux restés de l'autre côté de la frontière mauritanienne, faire déménager en catastrophe les campements vers des régions plus sûres, en abandonnant une grande partie du matériel; renoncer à bien d'autres conforts. Certains n'étaient pas suffisamment motivés pour le faire, peut-être parce que leur patriotisme était encore plus tribal que national et qu'une grande partie de leur tribu ne pouvait participer au transfert, ne serait-ce que pour des raisons pratiques.

Deux ou trois seulement prirent l'initiative active de trahison, en choisissant volontairement d'aller faire allégeance aux envahisseurs.

Tout compte fait, le déchet restait faible, si on le compare à n'importe quel pays occupé dans des conditions comparables.

Fin décembre, le C.N.S. tint une session importante et de nombreux journalistes ramenèrent des reportages qui allaient aider à faire connaître la lutte et les drames du peuple sahraoui.

Mais le grand événement prévu pour cette date fut reporté de nouveau. La situation avait évolué et la nécessité de combler le « vide juridique » apparaissait moins urgente, ou plus exactement liée à une autre échéance : la fin du mois de février, fixée par l'Espagne comme terme officiel de sa présence.

---

(1) Et de la base française de Dakar? Les défenseurs de la Güera en étaient convaincus.

La République Arabe Sahraouie Démocratique (R.A.S.D.) fut proclamée le 27 février 1976, c'est-à-dire le jour même prévu pour le retrait total et définitif de l'Espagne. Il n'y aurait donc pas de « vide juridique ». Les choses avaient considérablement changé depuis novembre 1975, et l'impact extérieur de cet événement n'était plus le même — notamment parce que les milieux étrangers le ressentirent comme la constitution d'un gouvernement en exil. Pour le peuple sahraoui cependant, c'était la liesse. Dans les camps de réfugiés, parmi les combattants de l'A.L.P.S., la naissance de la R.A.S.D. fut vécue comme une grande victoire. Et comme une réhabilitation. La composition du gouvernement, rendue publique le 4 mars 1976, avait subi quelques modifications par rapport à novembre 1975. Le président restait cependant Mohamed Lemine Ould Ahmed, l'un des fondateurs et principaux responsables politiques du F. Polisario, jusque là chargé des Relations Extérieures.

Le F. Polisario n'avait pas attendu la déclaration d'indépendance pour mettre en place les structures étatiques nécessaires à l'organisation de la vie d'un peuple. Amorcée durant les derniers mois de 1975 sous les bombes, à l'intérieur du Sahra, l'expérience se poursuivait plus tranquillement dans les camps de réfugiés de Tindouf. En quelques mois, la politique de la terre brûlée pratiquée par les forces royales, l'extermination systématique des hommes et du bétail, le bombardement des centres de regroupement où se rassemblaient les populations fuyant les villes occupées, avaient provoqué un nouvel exode vers l'Algérie. Le F. Polisario avait d'abord tenté d'endiguer le flot, mais c'était une tâche surhumaine de ravitailler des dizaines de milliers de personnes disséminées sur des milliers de km sans routes, à travers les embuscades et les bombardements; il aurait fallu d'énormes moyens de défense anti-aérienne pour les protéger contre les raids de l'aviation, et l'A.L.P.S. aurait dû consacrer l'essentiel de ses forces *à tenir* des places qui auraient constitué des objectifs rêvés pour l'artillerie et les chars de l'ennemi, au lieu de les consacrer à la guerilla offensive qu'impliquait l'équilibre des armements et des effectifs, et la stratégie révolutionnaire choisie.

En février 1976, l'administration (au sens large) était déjà en train de se roder et se dotait de divers services spécialisés : enseignement, santé, justice, ravitaillement, transports; l'information et les relations extérieures s'étaient considérablement développés depuis 1975; la « branche militaire » était devenue

l'A.L.P.S. Après le 27 février, il suffira de donner rang de ministère à chacun de ces services.

Un peuple qui se gouverne

En mai 1976, commence une nouvelle expérience pour le peuple réfugié. Jusque là, il avait fallu parer au plus pressé : accueillir, installer, nourrir, soigner le flot incessant; leur assurer régulièrement un minimum vital. Maintenant, il s'agissait de leur faire prendre en mains l'organisation de leur nouvelle vie. Ce fut le début d'une période de débats politiques ininterrompus durant un mois et d'élections à tous les niveaux à la fin desquels les moukhayamât (1) furent dotés d'organes démocratiques de gestion et de direction. L'organisation administrative prenait sa forme définitive, avec les daïras (circonscriptions de base coiffant chaque moukhayyam) et les wilâya (*régions* dirigées par un gouverneur).

Seuls les organes de direction à l'échelle nationale (Direction du Front, Conseil National Sahraoui, gouvernement, État Major de l'A.P.L.S.) n'avaient pas été renouvelés : ce sera la tâche du Congrès général prévu pour la fin de l'été. Un mois de débats, même intensifs, on pourrait penser que c'est peu, pour des populations ayant vécu sous un régime colonial particulièrement obscurantiste; l'exercice de la démocratie ne risquait-il pas d'être un peu formel dans ces conditions? Cela n'a pas échappé aux militants sahraouis. Mais il a été jugé que les aspects positifs l'emportaient : la meilleure manière d'apprendre la démocratie n'est-elle pas de la pratiquer? Discuter de tous les problèmes permet de les connaître mieux, de savoir en débattre; être obligé de prendre des décisions, de voter, de faire des choix de tous ordres forme, en tout cas donne un début de formation, permet d'avoir confiance en soi, de prendre conscience de la situation où on vit, au lieu de rester passif, pris en charge, dirigé...

En un mois? oui, un peu, et surtout cela ne s'arrêtait pas là, car les congrès populaires de base devaient être renouvelés tous les 8 mois, le Congrès général tous les 2 ans.

---

(1) Camps de tentes.

La mort d'El Ouali

A peine achevée la première série de congrès de base, les moukhayamât allaient vivre une secousse d'une autre nature, qui les ébranlera profondément : la mort d'El Ouali. Il avait donné le départ de la grande campagne de conscientisation et laissé les camps bourdonnants d'activité; quant à lui, il s'était enfoncé comme il aimait tant le faire dans le temps de la guerre, le seul auquel il adhérait vraiment, le seul qu'il sentait vrai.

Après Ain Bentili, Amgala, Bir-Mogrein, Farsia et bien d'autres champs de bataille où il avait défié joyeusement la mort parmi ses compagnons, il s'attaqua cette fois à la principale forteresse de l'un des agresseurs. Le choix de Nouakchott, capitale de la Mauritanie n'avait pas seulement des raisons militaires; il ne s'agissait pas de frapper le principal ennemi, mais le frère qui avait trahi « le sang et les serments ». Et ce n'est pas n'importe quel endroit de la capitale qui était visé, mais symboliquement la maison de Mokhtar Ould Daddah, ce bureau même où le jeune leader sahraoui avait eu un an auparavant, une si fraternelle discussion avec lui. El Ouali, était venu proposer simplement l'unité des deux pays, qui aurait, après la libération du Sahra, permis à presque toute la communauté hassanophone de se retrouver au sein d'une Fédération. Mokhtar répondit à celui qu'il appelait son « jeune frère » que ce serait là son plus cher désir. Ce qu'Ould Daddah ne dit pas, c'est qu'il avait déjà signé le pacte de trahison avec l'ennemi commun et qu'il s'apprêtait à tenir les pieds du Sahra pour aider Hassan à l'égorger (1).

(1) Image de la vie courante : le second, l'enfant, l'esclave qui tient les pattes de la chèvre pour l'empêcher de ruer, pendant que le maître la sacrifie selon les rites.

Le temps n'a jamais atténué l'indignation d'El Ouali : « Pourquoi... Pourquoi? Pourquoi cette trahison? Par cupidité? Mais nous aurions largement partagé nos richesses. Par ambition? Pour agrandir ses domaines d'un bout de plus de notre Tiris? Mais nous étions prêts à lui offrir la présidence d'un État fédéral, englobant tout le Sahra, au lieu du morceau que lui laisse Hassan et qu'il n'aura de toute façon pas. Pourquoi vendre ainsi ses frères, et ouvrir la voie à l'annexion de son propre pays??? »

Pour El Ouali, la trahison était également grave à l'égard des deux peuples frères. Et c'est au nom des deux que le châtiment devait être infligé.

El Ouali était le plus exigeant des patriotes sahraouis, le plus pointilleux sur le chapitre de l'indépendance du peuple sahraoui en tant que tel, de son droit au libre choix de son destin, même vis-à-vis des frères les plus proches. Cela ne l'empêchait pas de se sentir chez lui en Mauritanie, de se retremper aux sources culturelles et spirituelles profondes de sa communauté aussi bien à Atar et même Nouakchott, qu'à Smara ou au Zemmour. Il ne voyait là aucune contradiction et n'éprouvait aucun complexe à l'avouer, ni à vibrer jusqu'aux larmes en écoutant Sidâti ou Cheikh Ould Abba, ou d'autres iggâwen (1). Le hawl (2) était pour lui un besoin premier, comme l'air... plus même que le thé. Il en avait constamment sur lui quelques enregistrements et dès qu'il entrait dans une tente, sa première préoccupation était de s'enquérir, en plaisantant : « *Fulana...* (3) vas-tu nous donner quelque chose à manger? Tu n'as rien?... Tant pis... Avant de préparer le thé, as-tu d'abord quelque chose à nous faire entendre?... »

Si *Fulana* n'avait rien, il sortait de sa poche une bande, qu'il écoutait pour la 2 000ᵉ fois avec le même plaisir. Dans cette passion partagée, je dois avouer que je n'ai jamais rencontré plus passionné que lui; ni mieux compris que dans sa stimulante convivialité, le sens de l'expression « avoir besoin d'une chose comme de l'air qu'on respire ».

A-t-on compris en Mauritanie que c'est par amour pour la Mauritanie qu'il attaquait Nouakchott? Non le Nouakchott du peuple, mais celui de ces gouvernants qui avaient commis le plus impardonnable des crimes, une guerre cent mille fois fratricide?

---

(1) Chanteurs-musiciens
(2) La musique, le chant, mais aussi l'ambiance, *l'état* d'y être...
(3) Une telle.

La nouvelle de l'attaque de Nouakchott provoqua une joie indescriptible dans les moukhyamât qui la ressentirent comme un défit rendu, un avertissement personnel à Mokhtar.

Au milieu de cette fête, l'annonce de la mort d'El Ouali fut accueillie par un énorme rire collectif : on avait l'habitude des mensonges de la propagande adverse; « Nouakchott a bien appris de Rabat »... On était d'autant plus sceptique que les informations contenaient des invraisemblances et des mensonges : l'adjoint dont le corps aurait été identifié en même temps que celui d'El Ouali se trouvait dans les camps qu'il n'avait jamais quittés, les pertes supposées du Front dépassaient le nombre des effectifs engagés dans l'opération, etc.

Peu à peu cependant, la joie cédait à une gravité inquiète. Tout un peuple était tendu dans la même prière, dans un même regard scrutant un horizon muet. Une longue semaine de rumeurs, chaque jour plus folles et d'autant plus facilement acceptées, comme seul refuge au refus obstiné d'une *vérité impossible*.

Il fallut l'annonce officielle et solennelle par la direction du Front pour que la douleur, si longtemps mystifiée, explose.

La mort d'El Ouali fut ressentie comme un scandale insupportable par ce peuple pourtant si stoïque, pour qui la mort violente est une compagne familière, acceptée comme une chose normale. Mais pas lui. Lui, le symbole, le guide, le refuge.

Tout un peuple se sentait d'un seul coup orphelin, abandonné.

Le choc fut si violent que, le jour de l'annonce officielle, on ne comptait plus le nombre de femmes qui s'évanouissaient. Et d'hommes aussi. Qui les compterait d'ailleurs? L'état d'hébétude était quasi général.

Puis la colère chasse l'abattement. Une colère à la mesure de la douleur. Portées à de tels sommets, la douleur et la colère constituent un mélange tonique d'une rare violence. Tout un peuple était submergé par une volonté primordiale de venger l'offense, de relever le défi, de continuer l'œuvre du grand martyr.

C'est pratiquement de ce jour que date *l'offensive Chahîd* (1) *El Ouali*, une offensive permanente, générale sur tous les fronts. Une offensive pas seulement militaire, puisqu'il s'agit de mobiliser les potentialités de chacun dans tous les domaines; gagner la guerre, mais aussi pouvoir présenter à l'histoire, le jour de la libération, un peuple fort, instruit, conscient; un partenaire fier, sans

---

(1) Martyr.

complexes, pour les peuples frères avec qui il faudra construire une communauté de peuples libres.

Le troisième congrès du F. Polisario donnera la formulation adéquate à ces conséquences et donnera notamment la définition exacte de l'offensive permanente en lançant le célèbre slogan :

Pas de tranquillité (1) *Pas de paix avant le retour et l'indépendance totale* .

La meilleure formulation réside peut-être dans la réflexion d'un frère d'El Ouali qu'on essayait de rassurer au moment où la nouvelle était encore incertaine, et qui montre la nature de ce défi :

— El Ouali mort? Mais chaque Sahraoui est un Ouali... » et après une pause :

— « Mais s'ils l'ont tué... »

Cette menace inexprimée grondait au même moment dans le cœur de cent mille Ouali et exprime mieux que les discours ce que seront les prochaines échéances.

El Ouali mort donne une impulsion plus puissante à la lutte de son peuple, à sa volonté de résistance, à sa combativité. Il cimente formidablement son unité. Le peuple chante son grand martyr. Chants simples, dans le langage le plus populaire. Mais aussi poèmes plus élaborés, en langue littéraire. Des complaintes réduites presque à un refrain douloureux qu'on répète inlassablement. On rappelle les grandes qualités du disparu et on lui promet — comme s'il s'agissait vraiment de le convaincre de ne pas s'en faire — que malgré son départ, l'ennemi ne triomphera pas, que ses idéaux seront sauvegardés, réalisés. On lui promet de continuer le combat.

Voici une complainte popularisée par Radio Sahra Libre :

« *Chahiduna, Hua El Ouali*
Chahiduna, Hua El Ouali
Chahiduna, Hua El Ouali...
« *Notre martyr, c'est El Ouali...* »

Ou encore ce chant composé le soir de l'annonce officielle :

O peuple! chante Luleï...
C'était ton meilleur guide!
mais sa mort, aujourd'hui
éclate au champ d'honneur
O peuple! chante Luleï...

---

(1) Sous-entendu ni pour nous, ni *pour les autres.*

Il a porté la lutte jusqu'en Mauritanie
dont le gouvernement a trahi la fraternité
pour complaire à ce roi sanguinaire

Alors, debout, peuple mauritanien!
debout pour écraser les traîtres
qui t'ont vendu aux ennemis,
ô déshonneur,
pour presque rien...

Le troisième Congrès du F. Polisario se tint du 26 au 30 août 1976). C'était en fait le premier Congrès du Peuple, complément et couronnement des congrès de base tenus en mai; les deux premiers congrès du Front (1973 et 1974) ayant été ceux de la seule organisation d'avant-garde qui avait déclenché la lutte, des seuls militants.

Le grand absent était présent partout. Le congrès portait son nom, gravé en lettres géantes sur les panneaux, les banderoles qui couvraient l'enceinte des délibérations, les tentes des délégués et des invités, de même que des photos de toutes dimensions. Il était dans tous les discours, dans tous les esprits.

Une innovation importante : de très nombreux délégués et invités apportaient au peuple sahraoui les salutations et le soutien de mouvements, partis et organisations du monde, et même de certains gouvernements. Leur présence — un souffle de fraîcheur humaine dans la fournaise de la guerre — atténuait un peu l'amertume d'un peuple à l'égard d'un monde dont il avait si souvent vu les puissances se liguer pour l'étouffer.

Le congrès définit le programme d'action pour la nouvelle étape — en principe deux ans. Il entérina les dispositions relatives à l'organisation des institutions de la R.A.S.D. et renouvela la direction du Front : Comité Exécutif et Bureau Politique, État-Major général. Enfin, un Secrétaire Général fut élu, en remplacement d'El Ouali : Mohamed Abdel Aziz, un militant de la première heure, fidèle compagnon d'El Ouali durant les années des débuts difficiles et obscurs, devenu depuis l'invasion marocaine l'un des meilleurs chefs de l'A.L.P.S. Il jouissait de l'estime de tous ses camarades de lutte, comme de ses compagnons de guerre, et vit non sans émotion tomber sur ses épaules une charge terrible, et qu'il n'avait pas recherchée : la difficile tâche de succéder à Luleï.

La réplique algérienne

A Alger, l'accord de Madrid fut ressenti comme une machine de guerre contre la Révolution algérienne : parce qu'il avait été conclu contre la volonté de l'Algérie, à la suite de négociations dont elle seule avait été exclue parmi les pays « concernés »; parce qu'il violait le principe fondamental sur lequel est bâti le droit international de la décolonisation, la doctrine du non-alignement et la lutte pour un nouvel ordre mondial — le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, parce qu'enfin cet accord ressemblait à une tentative d'encerclement, à la mise en place d'un dispositif d'encerclement.

Si l'on met bout à bout les pactes ou alliances dont le roi fait l'inventaire complet dans sa conférence de presse du 25 novembre 1976, on comprend l'inquiétude algérienne. Si le Sahra est annexé, un premier bloc Nouakchott-Rabat couvre tout le flanc occidental de l'Algérie; avec l'accord de Madrid, ce bloc s'étend à l'Europe; avec l'axe Paris-Madrid-Rabat il inclut une puissance nucléaire, principal partenaire européen de l'Algérie, et fait de la Méditerranée occidentale un lac d'hostilité pour elle; avec l'axe Paris-Rabat-Tunis (proclamé début novembre à l'occasion de la visite de Giscard à Bourguiba), l'encerclement est presque complet : y échappent là uniquement une partie des confins sahariens, très enclavés. Et l'on parle aussi d'un axe Paris-Rabat-Dakar. Regardez la carte : Dakar-Nouakchott-Rabat-Madrid-Paris-Tunis... qui ne serait ému d'être le centre d'une telle sollicitude?

L'Algérie entreprend donc de renforcer ses alliances régionales (Libye, Mali, Niger...).

Enfin, elle décide d'accorder au F. Polisario un soutien plus résolu.

Cette dernière remarque pourrait étonner certains : on a

Juan Carlos à Aïounn : « L'honneur de l'armée et de la nation... »



Photo D. R.

L'armée espagnole fait précipitamment ses bagages.



Photo D. R.

La marche verte.
Une criminelle (et géniale) mystification.



Photo Sygma



Photo A.P.S.

Images d'exode.



Photo D.R.

Les populations des villes fuient l'invasion marocaine (nov.-déc. 75) vers les zones libérées.



Photos G. Bloncourt



Nouvel exode : cette fois vers l'Algérie voisine, après les bombardements des camps d'accueil des régions libérées.



Photo D. R.

En réponse aux tentatives d'encerclement, l'Algérie opte pour une stratégie nouvelle : le Maghreb des peuples.
Ici, le Président Boumedienne reçoit une délégation du F. Polisario : Mahfoud Ely Beiba (à g.), secrétaire général adjoint et Mhemmed Ould Ziou, Président du Conseil national sahraoui, qui viennent de signer (ci-dessous) un communiqué conjoint avec Mohamed Cherif Messadia, responsable du département information-orientation du F.L.N., au cours d'une rencontre officielle entre les deux mouvements.


Photo A.P.S.





L'ambassadeur Reydbeck arrive aux Moukhayamât. Il discute avec Omar Hadrani, membre du comité exécutif du F.P. et responsable de l'organisation des camps de réfugiés (avril 1976).

Photo D. R.

Saddruddin Agha Khan chez les sahraouis (à sa g., Aali Mahmoud, président du Croissant rouge sahraoui et à sa dr., Nih, membre du bureau politique du F.P.).
Malgré les amis du Prince, le Haut-Commissaire ne compte pas ses pas.

Photo A.P.S.

Proclamation de l'indépendance (27-2-76) devant la presse internationale.

Photo D. R.

A la tête d'une délégation du F.P., El Ouali reçoit les ambassadeurs des deux premiers pays à avoir reconnu la R.A.S.D., Madagascar et le Burundi (mars 1976).

Photo A.P.S.



Photo D. R.



Photo D. R.

Pour organiser la solidarité africaine, le Premier Ministre sahraoui rend visite à ses homologues (1977).
On voit ici Mohamed Lemine Ould Ahmed avec le Premier Ministre malgache (en haut) et le Président Samora Machel (Mozambique) en bas à g. et le Premier Ministre angolais (au centre).

tellement entendu une certaine propagande répéter que le F. Polisario était une invention de l'Algérie. Même si personne ne croit plus honnêtement à ces mensonges, peu sans doute savent qu'Alger a attendu longtemps avant de lui accorder un soutien et que jusqu'au milieu de 1975, son aide était comparable à celle consentie aux plus lointains mouvements de libération africains ou arabes.

Outre la crainte de provoquer des tensions régionales, cette réserve nous semble avoir eu une autre cause, plus subtile, moins consciente. Depuis que le roi avait décidé de jouer à pile ou face sur le Sahra un destin bien compromis, sa stratégie consistait à éloigner l'Algérie à tout pris du problème : la Mauritanie seule ne serait pas un obstacle important, et l'Espagne finirait bien par entendre raison.

L'une de ses armes principales était psychologique et consistait à essayer de donner aux Algériens un véritable *complexe du Sahra*. « Les Algériens se sont taillés la part du lion dans le partage du grand Sahara. L'Algérie a été outrageusement favorisée par la France qui espérait garder le sahara. Et maintenant, elle voudrait nous disputer le dernier lambeau de nos provinces sahariennes historiques ! Elle veut créer un État fantoche au Sahara occidental ; c'est une annexion déguisée pour s'agrandir encore ; après Tindouf et son fer, elle veut les phosphates. A force d'accumuler le sable, elle va mourir d'indigestion... »

L'Algérie partie concernée? En quoi? Elle reconnaît elle-même ne pas avoir de revendications sur le Sahra... Alors de quoi se mêle-t-elle?... »

On sait ce que pensent (1) de ces accusations les Algériens, qui jugent en particulier ridicule et absurde l'idée qu'on puisse leur faire des « concessions » en reconnaissant leurs frontières. Mais pouvaient-ils s'empêcher d'en être imperceptiblement influencés à propos du Sahra? Accusée de créer le F. Polisario avant même d'avoir eu le temps de vraiment le connaître, l'Algérie hésita encore plus à l'aider. Puis elle le fit très modestement, avec une discrétion inhabituelle, ce dont paradoxalement les Marocains tirèrent argument. Comme si c'était Alger qui était en faute, en aidant un mouvement de libération à la représentativité incontestable, et non Rabat en complotant contre lui.

Mais l'engagement ouvert de l'Espagne dans le camp adverse, exigeait un engagement total et ouvert de la part d'Alger.

---

(1) Cf. pages 145 et 184.

Désormais, l'aide au F. Polisario se fit au grand jour, sans complexe, comme pour l'OLP ou l'ANC. Avec d'autant moins de *scrupules* que les Algériens avaient été bien mal payés de leur modération : « accusés » d'inventer un mouvement qu'ils se reprochaient en fait de ne pas avoir suffisamment aidé, bafoués par des voisins conservateurs envers qui ils avaient fait preuve d'une très grande compréhension par souci de préserver la paix et de favoriser la coopération régionale, trahis par des partenaires européens à qui ils avaient cru devoir laisser une chance d'adopter dans leurs rapports avec nos pays des normes plus équitables, plus conformes à l'esprit et aux réalités des temps nouveaux...

Ces déceptions en série provoquèrent une révision radicale de la vision algérienne du monde maghrébo-midéterranéen. Elles furent à l'origine d'une stratégie nouvelle qui se traduisit en particulier par la doctrine « Maghreb des Peuples », substituée au « Maghreb des États ». Cela signifiait concrètement non pas la guerre, mais une nette distance à l'égard des voisins conservateurs — en fait déjà bien distants eux-mêmes, et une perspective à long terme pour l'unité d'un Maghreb progressiste; cela impliquait le soutien résolu aux forces de changement, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition : mouvements de libération, partis d'opposition démocratique, gouvernements anti-impérialistes (là où il s'en trouve...).

A l'égard des deux partenaires européens en question, cela impliquait également le développement des relations avec leurs oppositions. C'est surtout avec les partis espagnols que le changement parut spectaculaire. Il s'agissait non seulement d'amorcer de nouvelles alliances nécessaires, mais aussi de venger un affront intolérable.

C'est comme tel en effet, qu'Alger ressent le comportement du gouvernement Arias Navarro qui élaborait l'accord tripartite de Madrid alors que s'y trouvait une très importante délégation algérienne à laquelle on prodiguait des apaisements.

Relativement peu connus encore à l'étranger — agissant dans une semi-clandestinité, les dirigeants de l'opposition espagnole accueillirent avec empressement les ouvertures algériennes, heureux de cette fenêtre ouverte sur le Tiers-Monde. Tous les moyens de pression en faveur de la démocratie étaient utiles, et l'opinion internationale avait des répercussions de moins en moins négligeables en Espagne même. Tout ce qui comptait dans l'opposition démocratique espagnole fit le voyage d'Alger au moins une fois

et le maximum de publicité fut donnée aux rencontres : avec les dirigeants algériens, mais aussi avec les représentants du F. Polisario.

Une autre organisation profita à plein de la brouille algéro-espagnole : le M.P.A.I.A.C. (Mouvement Pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel des Canaries).

Pour les observateurs politiques, les habitués des conférences internationales, pour tous les milieux anti-impérialismes du monde, le M.P.A.I.A.C. c'était d'abord un homme : Antonio Cubillo, son Secrétaire Général-Fondateur. Un homme dont le dynamisme, l'activité inlassable, l'ouverture d'esprit et le charme font un propagandiste hors-pair. Alors que le mouvement se créait lentement avec les difficultés que l'on imagine — aux Canaries de l'ordre franquiste et touristique — Cubillo avait déjà réussi à l'imposer à l'extérieur.

Alors que beaucoup d'observateurs avaient de la peine à croire à la crédibilité d'un tel projet, le M.P.A.I.A.C. était en train de se faire reconnaître *par l'O.U.A.* comme un Mouvement de Libération africain. Ce qui est tout de même une référence. Les sceptiques changeront définitivement d'avis lorsque les explosions des bombes commenceront à perturber la quiétude touristique, et à préoccuper sérieusement Madrid (à partir du 1er novembre 1976). Mais on n'en est pas encore là, en novembre 1975. Le M.P.A.I.A.C. avait juste obtenu, l'été précédent, la caution du principal organisme spécialisé de l'O.U.A en la matière, le Comité de Libération; de quoi justifier largement le soutien accru que l'Algérie et d'autres pays du continent lui prodiguaient désormais : ils ne faisaient ainsi qu'aider à la libération d'un territoire jugé africain par la communauté africaine, et ce par l'intermédiaire d'un mouvement dont la représentativité était reconnue.

Le M.P.A.I.A.C. existe depuis 1964. Il n'a donc pas été créé de toutes pièces pour « embêter » Madrid après sa volte-face de 1975, comme certains l'affirmèrent. Il reste que le soutien à la lutte canarienne est le seul problème sur lequel Madrid réagit en perdant visiblement son calme.

Les démarches discrètes deviennent plus insistantes auprès de l'Algérie, qui est finalement mise en cause avec véhémence.

Les Canaries seraient-elles en train de devenir L'Algérie de l'Espagne?

Il faut dire que l'enjeu est de taille : pour l'Espagne elle-même, mais aussi pour les grandes puissances concernées, et pour les peuples de notre continent, à commencer par ceux du Maghreb et de l'Afrique de l'ouest.

Pour les puissances occidentales, l'importance stratégique de l'archipel vient du fait qu'il domine la route du pétrole et qu'il permet de surveiller de près, de tout près, le continent africain.

400 avions par jour, 19 000 bateaux par an dont les plus gros pétroliers du monde... ; escale obligée de la South African Airways depuis l'indépendance des colonies portugaises ; câble sous-marin Lisbonne—Canaries—Le Cap permettant à l'État-major naval de l'OTAN en Europe d'être en relation avec les bases de la Nasa en Afrique du Sud..., voilà quelques-unes des données qui expliquent l'intérêt dont est entouré ce porte-avions fixe amarré à 5 minutes de notre continent (pour les avions supersoniques).

Pour compléter le tableau, il faut préciser que les USA y ont installé, dès 1960, des bases de contrôle et de téléguidage de satellites (Samos et HS-303 à Maspalomas, Grande Canarie), des bases de Sonnar anti-sous-marins (La Palma et Ténérife). Ils envisageraient d'en faire une base pour les nouveaux sous-marins tridents (base de Gando). Les bases américaines des Canaries sont en relation avec celles du Maroc (Kenitra) et des Açores.

D'autres puissances occidentales utilisent des « facilités » aux Canaries. Ainsi, la France dont les avions militaires en route vers l'Afrique ont souvent fait escale, récemment, sur les aéroports de l'archipel, au grand mécontentement des Canariens, de toute obédience, partisans déterminés de la cause sahraouie.

Enfin, l'Archipel sert de point d'appui — notamment de ravitaillement — à la guerre d'agression contre le Sahra par Rabat et Nouakchott.

Batailles diplomatiques

Sur le plan diplomatique, l'accord de Madrid avait marqué un tournant : les 3 pays dont les démêlés triangulaires avaient marqué les débats de la 4e commission et de l'Assemblée Générale de l'O.N.U durant plus d'une décennie, parlaient désormais d'une même voix.

Les conjurés se partagèrent le travail : Madrid apportait ses alliances occidentales, et son influence en Amérique Latine. Le Maroc et la Mauritanie se chargeaient du reste : Tiers-Monde et pays socialistes. Le Maroc réussit à mobiliser une bonne partie du monde des pétro-dollars — exception faite pour la Libye; il compléta utilement l'action de l'Espagne auprès des puissances occidentales et influença certains pays islamiques, deux ou trois États africains. La Mauritanie *racla* les fonds de tiroir de ses relations africaines et progressistes.

L'offensive tripartite, utilisant les grands moyens de la diplomatie et de la publicité semblait devoir tout écraser sur son passage.

Quelques pays progressistes, surtout africains — montèrent en première ligne pour la combattre.

A la clôture de la 30e session, le résultat était théoriquement défavorable aux conjurés de Madrid. Mais comme ils étaient plus forts en propagande, le résultat réel fut disons, un match nul.

L'affaire se cristallisa autour de deux projets de résolution. La première, en résumé, renouvelait la reconnaissance par l'O.N.U du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, réaffirmant la nécessité de lui donner la possibilité de l'exercer, rejetant toute autre solution. Dénonciation de l'accord de Madrid et de l'invasion du territoire sahraoui, ce projet était cependant rédigé avec beau-

coup de modération afin de recueillir un maximum de signatures.

Le second projet entérinait, en gros, l'accord de Madrid. Devant l'accueil presque unanimement défavorable et l'attachement manifesté par tous au principe de l'autodétermination, ses auteurs y introduisent des modifications si fondamentales qu'elles en changeaient complètement le sens : en fin de compte, le second texte affirmait lui aussi le droit à l'autodétermination, se contentait de « prendre acte » de l'accord de Madrid.

Pas question de « synthèse » pourtant entre les deux motions qui prirent valeur de drapeau pour chaque camp. La victoire de la première résolution était celle du groupe africain, des non-alignés et d'abord de l'Algérie. Celle de la seconde était celle des 3 de Madrid, de l'aile la plus conservatrice du Tiers-Monde, mais surtout de Rabat. Le projet A obtient plus des 2/3 (quelque 88 voix), le projet B une très faible majorité relative (quelque 54 voix).

Juridiquement, les deux résolutions étaient votées. Théoriquement, il y avait un gagnant : le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui; les 2 textes l'affirmaient mais le projet qui insistait plus explicitement là-dessus, obtint *de ce fait* une majorité beaucoup plus confortable.

La propagande marocaine ne l'entendait évidemment pas ainsi. Pour elle, les deux résolutions avaient été votées, c'est tout. Quand elle le pouvait elle n'en citait qu'une, la seconde, bien sûr.

Une énorme campagne fut entreprise pour faire croire que l'accord de Madrid avait été approuvé par l'O.N.U ; l'annexion du Sahra entérinée ; le problème réglé. « Le dossier est clos », était le leit-motiv répété comme une évidence, une certitude, un article de foi.

Cette campagne aurait été plus difficile si le projet B avait été simplement rejeté. Le calcul de ses auteurs a été de prévoir que la seule chose importante était de faire passer un projet patronné par eux. A la limite, il aurait pu être identique au projet A. De fait, après le vote, personne ne se souvenait plus du contenu respectif des deux résolutions. La lutte était désormais placée sur un autre terrain, celui de la foire d'empoigne de la grande « information ».

Bien entendu, les événements étaient rapportés avec plus de fidélité par une partie de la presse internationale. Leur victoire fut avant tout de savoir masquer leur défaite et de semer la confusion afin de paralyser l'O.N.U ; le temps au moins, de faire de l'annexion un fait accompli, définitif, ou présentable comme tel.

Mais l'invasion militaire piétinait et sur le plan international, l'Afrique n'avait pas dit son dernier mot.

Ainsi dès le début 1976, le Comité de Libération de l'O.U.A reconnaissait le F. Polisario comme représentant légitime du peuple sahraoui, fustigeait l'invasion maroco-mauritanienne, l'assimilant à une occupation coloniale, et exigeait le retrait des armées étrangères. Quelques semaines plus tard, le Conseil des Ministres devait entériner cette décision, une importante majorité étant assurée malgré le chantage au retrait des 2 États expansionnistes — lorsqu'intervint la proclamation de l'indépendance et la naissance de la R.A.S.D.

Une certaine confusion s'ensuivit, mais la session se termina sur un résultat tout de même très positif : le Conseil des Ministres considéra qu'en proclamant son indépendance, le peuple sahraoui avait exercé son légitime droit à l'autodétermination; il laissa cependant à chaque État le soin de procéder à la reconnaissance juridique du nouvel État, conformément à la pratique de l'Organisation.

Les clameurs de la propagande alaouite firent au contraire ressortir comme un échec sahraoui le fait que la reconnaissance du F. Polisario n'ait pas été formellement approuvée par le Conseil des Ministres — qui ne l'avait pourtant pas remise en cause, et que la R.A.S.D n'ait pas été reconnue, comme si elle pouvait l'être par cette instance-là.

Cependant, un certain nombre de pays reconnurent la R.A.S.D. La Révolution malgache ouvrit le cycle, *dès le premier jour*, suivie par 8 autres pays dont 7 africains et 1 asiatique : Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Guinée Bissau, Mozambique, Rwanda, Togo et Corée (démocratique, bien sûr). Quelques surprises, dans les deux sens : certains pays qui ne s'étaient pas signalés par un soutien voyant, accordèrent vite la reconnaissance juridique, tandis que d'autres... s'abstinrent de le faire. Ils ne cessaient pas d'être pour autant de précieux alliés. De nombreux pays reconnaissaient non pas la R.A.S.D. mais le F. Polisario, recevaient les délégations sahraouies avec égards et honneurs, apportaient dans les conférences internationales un soutien ferme.

Un an et demi plus tard, une onzième reconnaissance : celle des Seychelles.

La solidarité africaine

L'O.U.A. rouvrit à nouveau le dossier lors de la conférence annuelle des Chefs d'État, qui se tint à Port-Louis (Ile Maurice) en juin 1976. Rabat et Nouakchott subirent une cuisante défaite au niveau du Conseil des Ministres qui précéda et prépara le sommet. Les deux États furent invités à évacuer le territoire sahraoui indûment envahi. Manœuvres de retardement, chantage au retrait, pressions, rien n'y fit : une majorité écrasante se prononça contre eux. Deux ou trois pays à peine prirent la parole en leur faveur. La délégation marocaine se retira de la session. La délégation mauritanienne menaça de se retirer à son tour si les Chefs d'État ne revenaient pas sur la décision des ministres, et agita le spectre d'une « crise » au sein de l'O.U.A. La majorité tint bon, d'autant plus que très peu de chefs d'État — à peine une demi-douzaine sur 48 — vinrent et que les chefs de délégation présents au Conseil des Ministres et au « sommet » étaient pour la plupart les mêmes. Mais les discussions s'éternisaient et deux événements spectaculaires accaparèrent le « sommet »; deux Chefs d'État africains « débarquèrent » dans une ambiance de drame à Port-Louis : le général Jaafar Numeiry qui venait d'échapper à un coup d'état, dont il accusait Moammar el Gueddafi d'être l'instigateur; et le Président en exercice de l'O.U.A. lui-même, le maréchal Idi Amin Dada, qui venait de subir l'humiliant raid d'Entebbé après avoir tenu la vedette plusieurs jours sous les projecteurs de l'actualité.

Lorsque ces deux affaires font irruption dans le sommet, s'y installent, en prennent possession, aucune décision n'est encore prise à propos du Sahra. Or, il faut bien clore la conférence. Faute d'être modifiée, la décision du Conseil des Ministres aurait dû rester acquise. Un conciliateur de la dernière heure fit alors une contre-proposition : réunir un sommet spécial consacré exclusivement à l'affaire.

Celle-ci fut bien accueillie : la majorité favorable au respect des droits du peuple sahraoui y vit une preuve de l'importance donnée au problème et l'occasion de lui apporter une solution définitive; les autres l'acceptèrent comme un sursis. Pour éviter toute équivoque, certaines délégations exigèrent que l'objectif

de la conférence extraordinaire soit bien précisé, et que le peuple sahraoui y soit représenté. Cette mention à elle seule constituait une dénonciation explicite des thèses du Maroc et de la Mauritanie selon lesquelles il ne pouvait être question de reconnaître l'existence d'un peuple sahraoui. Malgré cela ils préfèrent s'associer à la décision unanime pour pouvoir la « récupérer ». « Présence des Sahraouis, certes, mais les vrais Sahraouis, sont ceux qui se trouvent à Aioun et Dakhla... »

D'ailleurs, Rabat et Nouakchott découvrirent vite le point faible de la décision de Port-Louis : on n'avait fixé ni date ni lieu pour le « sommet » spécial. En utilisant à fond les ressources de la procédure et des usages, même un groupe très minoritaire pouvait retarder presque indéfiniment une réunion, à moins que la présidence de l'organisation ne fasse preuve d'une réelle fermeté, ou qu'un autre groupe n'exige l'utilisation d'une procédure d'urgence, en proposant par exemple, une date et un lieu et en demandant officiellement et publiquement au Président en exercice de recueillir l'avis de chaque État membre là-dessus; il suffit alors que la majorité simple accepte pour que la décision soit acquise.

Les partisans de la conférence ne s'inquiètèrent pas durant les premiers mois et à partir de la fin 1976, la présidence les rassurait : « le sommet spécial aura lieu début 1977... au printemps... en avril... ».

Les manœuvres de retardement mettaient à profit de nombreuses circonstances naturelles : crises régionales ou internationales, calendriers surchargés des Présidents et de leurs ministres, etc. A partir d'avril, les événements du Shaba et l'approche de la date du sommet ordinaire offraient suffisamment de prétextes pour plaider en faveur d'un ajournement. Il faut cependant reconnaître qu'il y eut là une grande occasion manquée pour la cause sahraouie, et celle de la paix africaine. Faut-il seulement incriminer l'habileté manœuvrière de l'adversaire — c'est de bonne guerre après tout — ou bien y eut-il quelque part un défaut de vigilance?

La conférence annuelle qui se tint fin juin début juillet 1977, sembla d'abord se dérouler dans les conditions les plus favorables au Maroc. Elle se tenait chez — et sous la présidence de — l'un des rares chefs d'État africains, qui fût un allié inconditionnel du roi; celui-ci venait auréolé du prestige que lui valait aux yeux des modérés, la remise en selle de Mobutu grâce à l'intervention des F.A.R; enfin, les « observateurs » voyaient dans l'affluence inhabi-

tuelle de Chefs d'État et de gouvernement (1), une volonté nouvelle de l'Afrique dite modérée, galvanisée par les encouragements franco-marocains, de reprendre l'initiative.

Deux faits semblèrent le prouver dès l'ouverture de la réunion des ministres le 29 juin :

— La conférence adressa au Maroc un télégramme l'invitant à cesser de « boycotter » les activités de l'O.U.A dont il s'était retiré, six mois auparavant, après avoir été pris à partie en raison de sa participation à l'agression contre le Bénin. L'atmosphère étant *en apparence* à la conciliation et à l'unité, personne ne voulut s'opposer à cette démarche — le Président gabonais put l'effectuer au nom de l'Afrique unanime. Le Maroc pouvait donc, sans perdre la face, reprendre sa place. Résultat paradoxal : c'est la victime de l'agression de janvier 1977 — le Bénin — qui sera absente du « sommet », alors que les deux artisans les plus actifs de cette agression triomphaient : le Maroc en se faisant prier pour venir, et le Gabon en accueillant chez lui le sommet et en accédant à la présidence de l'organisation.

— Pour la première fois, le F. Polisario se voit refuser l'entrée même du pays où se tient une réunion panafricaine. Un an auparavant, le gouvernement mauricien avait refoulé la délégation sahraouie à l'insu des participants, mais avait été vite obligé de l'accueillir avec des égards particuliers, tant les protestations avaient été vives et nombreuses. Cette fois, le président gabonais resta intraitable, malgré l'intervention d'une vingtaine de pays. Il n'accepta d'autoriser la venue de la délégation qu'à la veille de la clôture du « sommet ».

Peut-on en conclure que la conférence de Libreville fut un triomphe sur toute la ligne pour S.M. chérifienne qui, une fois de plus, n'a pas daigné se commettre avec ses cousins bicots-nègres (2)? En réalité, malgré une amélioration de sa position africaine, jusque-là franchement mauvaise, le Maroc était loin d'avoir obtenu un renversement complet de la situation : il existe toujours à l'O.U.A. une majorité favorable aux droits du peuple sahraoui.

Rabat fut obligé d'accepter un compromis : le « sommet

---

(1) Une trentaine sur 50, l'une des plus fortes proportions depuis la fondation de l'O.U.A.; à Port-Louis, par exemple, une demi-douzaine de Chefs d'État seulement étaient présents.

(2) Le Roi s'est fait représenter par son beau-frère et premier ministre Ahmed Osman.

spécial » cette fois fut prévu de façon plus précise : Lusaka, avant la mi-octobre 1977. (1)

Contrairement à ce que certains observateurs ont cru *constater*, la conférence de Libreville ne fut pas celle du triomphe absolu des « modérés », ni de leur coupure d'avec les « progressistes ». La plupart des chefs d'État présents, ont eu à cœur d'éviter le clivage. Au moment où les « indépendants » s'organisaient au « parlement » chérifien pour donner au roi une majorité massive et inconditionnelle, la « majorité silencieuse » qu'il croyait avoir décelée en Afrique resta introuvable.

Les observateurs signalèrent non sans surprise que le chef d'État le plus unanimement acclamé (2) était Houari Boumedienne. C'est la meilleure preuve que l'Afrique refusait de suivre la pente de la division en deux camps vers laquelle la poussaient les tenants de certains axes; la preuve que Houari Boumedienne, Houphouet Boigny, Kenneth Kaunda, Nyéréré, Eyadéma, Cabral et d'autres refusaient de se définir en tant que membres d'un clan africain, mais s'imposaient d'agir comme solidairement *responsables* du sort du continent. D'autres signes vinrent confirmer le rétablissement de l'équilibre (rompu en apparence seulement au début) : l'impact de l'opération de Nouakchott à Libreville, l'annonce coup sur coup de l'autorisation d'entrée enfin obtenue par la délégation sahraouie et de la tenue prochaine d'un « sommet Sahra ».

La mission Reydbeck

Le peuple sahraoui attendait M. Olaf Reydbeck comme on attend le Mehdi. Des milliers de réfugiés, à peine sortis de l'enfer de l'exode voulaient le voir personnellement, lui raconter leurs souffrances.

Le peuple sahraoui se représentait l'O.N.U. simplement, comme elle se présente elle-même : une Djémaâ internationale dont la fonction serait de rendre justice et de « donner à chacun ce qui lui revient ».

Ambassadeur de Suède à l'O.N.U., M. Reydbeck avait été chargé par M. Waldheim d'étudier sur place les possibilités et modalités d'application des résolutions relatives au Sahra.

---

(1) Il sera pourtant une nouvelle fois retardé.
(2) Si l'on excepte Idi Amin Dada qui le fut pour de tout autres raisons.

Pour réserver un accueil populaire à l'envoyé de M. Waldheim, le Front n'avait pas besoin d'encourager, mais plutôt de modérer les ardeurs, d'expliquer que M. Reydbeck n'aurait pas beaucoup de temps, et ne pourrait rencontrer qu'un nombre limité de délégations, visiter une petite partie seulement des camps.

Comment leur expliquer que M. Reydbeck ne voulait pas dépasser Tindouf — où il n'arriva qu'après bien des hésitations? Ce n'étaient pas seulement la fatigue, le climat et le mauvais état des pistes qui faisaient hésiter le vieux diplomate suédois. Il avait senti que Rabat était décidé à faire échouer sa mission. Pas question, bien sûr, de se plier au diktat grossier des États expansionnistes. Mais pourquoi ne pas voir les dirigeants du Front plutôt à Alger? Il ne fut cependant pas difficile de lui faire comprendre que la capitale algérienne était trop éloignée de la réalité sahraouie.

Le voilà donc à Tindouf, il se déclare prêt à recevoir, à son hôtel ceux qui désirent le rencontrer. Il s'agit de lui faire comprendre que sa mission serait bien incomplète s'il repartait sans avoir mis les pieds dans un mukhayyam : ni discours, ni mémorandums ne sauraient *exprimer* ce qu'il sentirait au contact direct de ce peuple. Et qui pourrait faire comprendre à ceux qui l'attendent depuis des semaines, que le Délégué de l'O.N.U., n'a pas éprouvé le besoin d'aller jusqu'à eux? L'image de cette déception a fait fléchir cette conscience honnête et sensible sous son masque de neutralité. Émotion intense : une foule entrait en communion avec le monde, avec l'O.N.U., personnifiés par un homme. A-t-il eu conscience de ce qu'il représentait?

Il avait eu bien tort de tant se préoccuper de compter ses pas, car peu importait, pour les bourreaux de ce peuple, qu'il se soit arrêté à Alger, Tindouf, Hafidh Boujema ou... Guelta, comme on le lui proposait : ils étaient d'avance décidés à saboter sa mission. Rabat et Nouakchott annoncèrent en effet aussitôt leur refus de recevoir M. Reydbeck, accusé d'avoir « dépassé les limites » en rencontrant le F. Polisario. Le Secrétaire Général de l'O.N.U. prit modérément la défense de son représentant... et se considéra quitte, jusqu'à la session suivante. Celle-ci trouva une échappatoire bien commode : s'agissant d'un problème africain, et l'O.U.A. ayant décidé d'y consacrer un « sommet » spécial, il fallait lui laisser le temps de le faire. Le problème était donc renvoyé à la session suivante (satisfaction pour les États agresseurs) mais le dossier restait ouvert (satisfaction pour le F. Polisario et ses amis).

Résultat : ce chef-d'œuvre onusien, le vote unanime d'une résolution sur un problème sur lequel personne n'est d'accord.

Nouvelle visite onusienne :
le prince Sadruddin Agha Khan

Fin 1976, une autre visite onusienne était attendue avec presqu'autant d'intérêt : celle du prince Sadruddin Khan, Haut-Commissaire pour les réfugiés. Annoncée puis démentie à plusieurs reprises, son arrivée provoqua une mobilisation spontanée et massive des camps.

Sa mission était purement humanitaire : organiser l'assistance que l'O.N.U. se doit d'apporter par l'intermédiaire d'un organisme dont c'est la raison d'être. Mais pour Rabat, il n'y avait pas de réfugiés sahraouis mais des Algériens déguisés, à la rigueur un petit groupe « d'égarés ». Les organisations internationales ne devaient en aucun cas fournir une aide qui constituerait simplement un soutien à « l'agression algérienne », etc.

Rabat suivi par Nouakchott reconnaît finalement qu'il y avait des réfugiés — quelques milliers au maximum, mais qu'il s'agissait de citoyens marocains et mauritaniens « enlevés et séquestrés »; les 2 États demandaient donc au Haut-Commissariat et à la Croix Rouge Internationale d'intervenir pour les rapatrier. Manœuvres dilatoires qui retardèrent en effet la visite du Haut-Commissaire. Laquelle devint du coup un enjeu politique important.

Le prince Sadruddin était gêné. Il ne voulait pas se laisser entraîner hors des limites de sa compétence officielle, purement humanitaire et, au-delà de sa mission, tenait à préserver les excellentes relations personnelles qu'il avait toujours eues, quoique dans des styles différents, avec la Révolution algérienne et la Cour alaouite. Cela pouvait-il étonner de la part d'un homme aussi courtois à qui d'ailleurs, les observateurs ont toujours prédit une brillante carrière internationale.

Le Haut-Commissaire ne pouvait décemment retarder plus longtemps sa visite à Tindouf. Il y alla donc, (15.1.77) au risque de mécontenter certains amis... du prince. Il devait se rendre compte par lui-même de la situation de ces réfugiés qui, selon les uns, n'existaient pas ou ne dépassaient pas 2 000 et pour d'autres atteignaient les 100 000.

Il devint, malgré lui, l'arbitre d'une querelle politique.

Contrairement à Reydbeck, Sadruddin Khan prit tout son temps, visita tous les camps, mangea et dormit avec les réfugiés, discuta longuement avec eux. Il tenta en vain d'échapper à la curiosité des journalistes, de dépouiller ses propos de toute charge politique. Ce qu'il dit dans le cadre de ses attributions prit néanmoins l'aspect d'un démenti irréfutable, — puisque neutre, infligé à Rabat et Nouakchott. Oui, il y avait beaucoup de réfugiés (1). Non, rien ne permettait de penser qu'ils soient soumis à des contraintes.

Rabat et Nouakchott lancèrent aussitôt une campagne de dénigrement et de dénonciation contre Saddrudin Khan, mais l'arrêtèrent au bout de quelques jours : il s'agissait d'un baroud d'honneur devant l'opinion intérieure; il était difficile d'empêcher le « patron » des réfugiés de s'occuper de ses ouailles, et imprudent d'insulter l'avenir.

Dès son retour à Genève, le Haut-Commissaire annonçait la mise en route d'un premier programme d'aide de quelque 12 millions de dollars aux réfugiés sahraouis.

***

Les Moukhayamât ont reçu la visite de bien d'autres personnalités et organisations internationales, humanitaires, religieuses, préoccupées par la détresse de ce peuple. Parmi les plus marquantes, on peut citer :

— une délégation œcuménique, conduite par Mgr Duval, archevêque d'Alger, dont la visite a beaucoup ému un peuple profondément croyant. Les comités des Moukhayamât lui remirent une lettre pour Sa Sainteté Paul VI;

— une délégation de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, conduite par son secrétaire général, l'avocat genevois Denis Payot. A la suite d'une longue enquête, la F.I.D.H. a pu dénoncer, preuves à l'appui, la tentative de génocide perpétrée contre le Peuple sahraoui et mener une large campagne internationale pour le respect des droits de l'homme au Sahra et pour l'aide aux réfugiés sahraouis (dont elle évaluait le nombre à plus de 60 000 dans la seule région de Tindouf, fin 1976);

---

(1) Le chiffre retenu par le Haut-Commissariat comme base de calcul des secours sera de 50 000.

— les associations de soutien au Peuple sahraoui qui s'étaient constituées dans de nombreux pays, en particulier européens (Espagne, France, Hollande, Belgique, Suisse, Suède, Allemagne, Italie, etc...) et qui envoyaient souvent des délégations;

— enfin, des représentants de la presse internationale dont il faut souligner le rôle dans l'ensemble positif. Si les grands *mass média* ont respecté, sauf exception, la consigne du silence tendant à conforter la thèse hassanienne du « dossier clos », il faut reconnaître qu'un certain nombre de journaux ont refusé de s'y plier, même lorsque leurs gouvernements le souhaitaient (France, Espagne, et... Sénégal par exemple). On ne peut que souligner surtout le mérite personnel des journalistes quand on sait à quelles tentations de tous ordres ils doivent résister pour ne pas se laisser séduire à Rabat, et à quelles pressions (1) aussi. Tous bien sûr n'y sont pas insensibles, loin de là, mais il en reste assez pour sauver l'honneur de la profession et offrir un refuge à la vérité.

(1) un grand journal français n'est-il pas interdit au Maroc non pour avoir adopté une position partisane, mais au contraire parce qu'il prétendait continuer à informer objectivement ses lecteurs en donnant régulièrement les divers points de vue en présence?



Sahraoui, qui es-tu ?

Nous sommes le Peuple sahraoui
peuple libre
peuple pur — peuple fier
peuple d'Afrique

nous gardons vie aux vertus authentiques de notre ancestrale vaillance

que protège le temps
et notre honneur de nomades
nous est plus précieux que notre sang

Nous sommes Ce Peuple sahraoui

par le fusil
par le canon
nous défendrons nos valeurs bédouines
aussi tenace que puisse être
l'envahisseur imprudent
ce vautour assoiffé de nos mines
de nos richesses infinies
dont il prétend faire profit
en écrasant les peuples
par le courage et par l'honneur
nous tenons tête aux agresseurs!

Nous sommes Ce Peuple sahraoui

notre unanime volonté
glorifiera la vérité
malgré les intrigues agressives
nous sommes ce peuple sahraoui
nous terrassons les monstres-idoles
Les occupants de notre terre
auront la mémoire tatouée
d'une leçon incomparable
l'impossible est bien permis à nos fusils sahraouis,
sans fin, les colonnes ennemies
se figent en cohortes de mort.
Dis bien à celui qui l'ignore : ce peuple protège les trop faibles
et nous offrons tout notre cœur à qui s'approche en ami.

celui qui veut nous humilier
sera défait dans le déshonneur
et dis à ceux qui nous ignorent
que nous sommes amants de l'impossible

Nous sommes Ce peuple sahraoui
En avant, affrontons les envahisseurs, et les brigands fascistes
En avant, affrontons les dictateurs, les féodaux et les seigneurs

nous proclamons l'insurrection des peuples
de la Nation arabe
et par la guerre libératrice
construisons l'État démocratique
et que jaillisse
dans toutes les classes populaires
la fraternité des cœurs

créons une société purifiée
de ses barrières réactionnaires
nous proclamons le pouvoir populaire
pour tout le continent africain

nous sommes Ce peuple sahraoui
et pour un État libre
nous proclamons la Révolution
qui étonne le monde
et soit modèle de la démocratie

nous sommes Ce peuple sahraoui

Un chant sahraoui parmi d'autres. Traduit de l'arabe, bien entendu. Faut-il préciser que tous les poèmes cités dans ce livre sont en réalité des traductions... Mais tout le monde l'aura compris.

La société sahraouie

Pour définir la société sahraouie, on ne peut plus se contenter de la qualifier de bédouine et tribale. Déjà la sédentarisation imposée par la sécheresse, facilitée par la nouvelle politique de mise en valeur économique et de libéralisation relative pratiquée par l'Espagne au cours de la dernière décennie, avait commencé à modifier sensiblement cette image classique. Ce processus aurait en temps normal, abouti à une transformation complète des habitudes de vie et à la longue des mentalités.

Une intervention d'un tout autre genre devait introduire des changements plus radicaux et plus rapides directement au niveau des superstructures. Depuis cinq ans, la Révolution sahraouie a en effet entrepris de forger une conscience nationale unifiée, en bannissant le tribalisme, en l'extirpant radicalement pour laisser s'épanouir à sa place un sentiment d'identité, un attachement à une communauté plus large, une solidarité d'un type nouveau, nationale. Il s'agissait à la fois de renforcer la cohésion d'un peuple appelé à mener une lutte vitale, et de supprimer les obstacles qui l'ont traditionnellement affaibli, de supprimer les causes anciennes de division sur lesquelles le colonialisme a tant joué.

Le F. Polisario ne s'est pas contenté de prêcher la fraternité entre sahraouis d'origines diverses, de tribus différentes. Dès le début, il a essayé d'introduire l'antitribalisme dans la pratique concrète, dans la vie. Au début cela se limitait aux militants du Mouvement.

— Qui es-tu?
— Ahmed
— Fils de...?

— Du peuple sahraoui
— De quelle tribu?
— Du peuple sahraoui
— Tu n'as pas de père...?

A l'interlocuteur guoguenard ou irrité, en tout cas étonné, le militant commence à expliquer la nouvelle doctrine. Il y a en effet de quoi être surpris : les premiers échanges entre deux sahraouis qui se rencontrent suivent un rythme — d'aucuns diraient un rite — bien établi. Une longue série de salutations débouche sur des informations relatives à tous les aspects de la vie, de la santé et de la situation générale de personnes qu'on connaît de part et d'autre; et si on ne se connaît pas, ces renseignements sont précédés par une définition réciproque d'identité. Aucun rapport social normal n'est possible tant qu'on n'a pas *situé* l'interlocuteur : tribu, famille, c'est là la clef de tout; du niveau social (caste, hiérarchie dans la caste, etc.) aux relations d'alliance ou d'hostilité (cette tribu est en guerre avec la nôtre, ou au contraire son alliée, sa vassale ou sa suzeraine), en passant par le « situage » géographique (en énonçant le nom de sa tribu, l'interlocuteur annonce en fait la région où celle-ci évolue généralement); autant d'éléments indispensables pour entamer un dialogue.

C'est pourquoi le combat est dur : il ne s'agit pas seulement d'aller à l'encontre de valeurs bien enracinées, mais aussi de problèmes pratiques auxquels on ne voit pas encore d'autre solution. Aussi, pendant deux ans, l'action dans ce domaine des militants du Front s'est limitée à un début de sensibilisation.

C'est après novembre 1975 qu'on a pu passer de la propagande sensibilisatrice à la pratique de masse, dans les zones contrôlées par le F. Polisario. Et à partir de 1976, le peuple des moukhayamât (1) constitue un laboratoire idéal pour l'élaboration et l'expérimentation d'une organisation sociale nouvelle, vécue dans l'enthousiasme par la grande majorité. Une partie des anciens, et une minorité de moins anciens un peu conservateurs suivent... avec résignation.

Du jour au lendemain, les nouveaux arrivants se mettent au diapason : on peut circuler d'un moukhayyam à l'autre, discuter

(1) Pluriel de moukhayyam : ensemble de tentes, camp, devenu depuis le drame palestinien, synonyme de camp de réfugiés.

avec des centaines de gens, parler au hasard à l'un de ces milliers de réfugiés, sans entendre prononcer le nom d'une tribu. Pour des Maures venus d'ailleurs, qui débarquent là en 1977, voilà une impression étrange, irréelle. D'autant plus que, d'un excès on passe souvent à l'autre : non seulement on s'abstient désormais de se référer à l'appartenance tribale, mais on pousse le zèle jusqu'à refuser de donner le nom de son père. Excès peut-être utile en une phase donnée pour mieux lutter contre l'esprit ancien, quitte à revenir par la suite à un juste milieu...

Bien sûr, il ne suffit pas de bannir le tribalisme du langage pour le tuer dans les esprits. D'autres mesures sont prises pour faire vivre le brassage tribal à tous, à commencer par la volonté d'éviter le regroupement de réfugiés-contribules, dans un moukhayyam. Exigence respectée, au moins partiellement.

Tout cela fait partie de la lutte en cours pour la création d'une société nouvelle, démocratique, libre. Et il est certain qu'il y a déjà un acquis populaire important.

Peut-on pour autant considérer que la société de type ancien a cessé d'exister et qu'il n'est pas indispensable de la décrire ici? Nous ne le prétendons pas, car l'évolution amorcée est loin d'être achevée, mais surtout ce peuple n'est pas tout entier dans les moukhayamât ou les zones libérées. Enfin, il est nécessaire que le lecteur étranger soit informé aussi complètement que possible, pour comprendre certains problèmes et événements évoqués dans ce livre.

La société ancienne

Avant l'expérience révolutionnaire actuellement en cours et avant le phénomène de sédentarisation massive de ces dernières années, la société sahraouie se caractérisait principalement par les traits suivants qui, pour l'essentiel, se retrouvent chez l'ensemble de la communauté maure :

— un mode de vie (et de production) bédouin, basé sur l'élevage et la transhumance,

— une organisation de type tribal, rendue plus complexe par un système de « castes » (1) qui s'y superpose.

(1) A prendre dans un sens moins rigide que le système hindou auquel ce terme est pratiquement réservé dans la terminologie ethnologique. D'où les guillemets.

Économiquement, la quasi-totalité des tribus vivait de l'élevage, le chameau (1) occupant la toute première place, suivi par les caprins et les ovins. L'âne remplaçait parfois le chameau comme moyen de transport. Le cheval, denrée rare, était l'objet de soins particuliers en raison de sa valeur militaire.

Le type de transhumance variait considérablement d'une tribu à l'autre, et même parfois à l'intérieur d'une tribu, en fonction du type d'élevage. Chez les grands nomades chameliers, c'est-à-dire la grande majorité, les zones de parcours couvraient plusieurs centaines de kilomètres, souvent plus de 1 000 km. En cas de séchresse au Sâhil, il n'était pas rare de les voir aller plus loin jusqu'au Tagant ou au Hodh (Est-Mauritanie), au sud de l'Algérie ou au Maroc, ou encore au nord du Mali. On connaît la belle image par laquelle les Ahl Sâhil se définissaient : « fils des nuages... ».

Le chameau fournissait tout : nourriture, abri, transport, monnaie d'échange... La nourriture, c'était d'abord le lait, base primordiale de l'alimentation. Trait le soir, une ou deux heures après le retour du troupeau — trois ou quatre heures après la tombée de la nuit — on le boit frais, en grandes quantités (un à plusieurs litres selon l'âge, l'appétit et... les pâturages). Il constitue ainsi, à lui seul, le principal repas de la journée. L'unique repas, le plus souvent. Le reste du lait disponible est conservé dans des outres spéciales, où il est caillé et sert à préparer le zrîg — lait + eau + (éventuellement) sucre — la boisson sahraouie par excellence. Lorsqu'il n'y a rien d'autre à manger, le « zrîg » aide aussi à tromper la faim — plus consistant si la prospérité le permet, plus largement coupé en cas de sécheresse.

La nourriture, c'est aussi, de temps en temps la viande d'un chameau sacrifié à cet effet, ou mort accidentellement.

L'abri, c'est la tente en poil de chameau.

Le transport : le chameau de bât — pour les caravanes et les déplacements ordinaires du campement, ou le chameau de selle pour les voyages rapides, la recherche de troupeaux égarés, et les rezzous.

Le chameau était enfin la principale production à valeur marchande qui permettait de se procurer les autres produits de première nécessité : armes et munitions, tissus, thé, céréales; soit directement grâce au troc, soit par l'intermédiaire d'une monnaie, depuis que la colonisation en a répandu l'usage.

---

(1) En réalité, le dromadaire, à une bosse.

La répartition des richesses était assez variable. Quelques rares familles possédaient plusieurs centaines de chameaux, d'autres presque rien.

La majorité possédait un troupeau par tente, (quelques dizaines de têtes en moyenne); le minimum pour faire vivre convenablement une famille pas trop nombreuse se situant entre 20 et 30 chameaux (chamelles surtout — de préférence). Cela permettait un « roulement » indispensable : pendant qu'une partie des chamelles était grosse, quelques autres donnaient du lait — il en fallait en permanence trois ou quatre au moins; un ou deux jeunes chameaux mâles étaient vendus, d'autres grandissaient pour le transport.

Les écarts de fortune étaient partiellement corrigés par une grande solidarité tribale et familiale. Non seulement les riches et même les moins riches partageaient avec les plus démunis les produits de leurs troupeaux (lait, laine, etc.), mais ils leur donnaient des têtes de bétail en usufruit (mnîha), dont ils disposaient pratiquement comme s'ils en étaient propriétaires; sans compter les dons définitifs relativement fréquents, notamment par le biais de la Zakât (1).

Les petits éleveurs se déplaçaient un peu moins, tirant en gros les mêmes produits de leurs troupeaux de chèvres et de moutons, le transport étant assuré dans ce cas par quelques chameaux (le « mélange » n'était pas rare) ou par des ânes. Ils s'adonnaient souvent à de petites cultures saisonnières — ce qui ne veut pas dire régulières car leur fréquence dépendait du caprice des nuages. Leurs zones de transhumance étaient généralement plus proches de la côte. Très peu cependant profitaient des richesses exceptionnelles d'une mer réputée l'une des plus poissonneuses du monde. Seules en vivaient quelques toutes petites tribus, essentiellement les Imarâguen — pêcheurs à l'outillage très rudimentaire (filets lancés et ramenés à la nage).

La chasse enfin constituait un appoint apprécié, surtout en période de « soudures » difficiles. Elle se pratique avec les armes mêmes de la guerre. Gazelle, autruche, antilope, outarde sont le gibier le plus fréquent. Le petit gibier (lièvre, oiseaux, etc.) est généralement dédaigné, sauf en période de disette. Alors, même les sauterelles sont les bienvenues.

La société maure se divise à la fois en tribus et en castes.

---

(1) Impôt *auto-prélevé* et distribué aux pauvres, et dont le montant est fixé par des règles coraniques strictes. (Prélevé dans d'autres pays par le pouvoir central).

Chaque tribu appartient dans son ensemble à une caste donnée — bien qu'il existe des ambiguïtés et des ambivalences dont la fréquence est l'une des particularités des tribus sahraouies. Au sommet il y a une aristocratie bicéphale, celle des guerriers (aarab ou hassân) et des lettrés (Zwâya ou Tolba). Aristocratie dont dépendent, à des degrés divers, toutes les autres castes : tributaires (aznâga, lahma) payant une redevance collective ou individuelle et jouissant, selon le cas, d'une quasi-indépendance ou seulement d'une étroite autonomie; artisans (maallmîn) payant également tribut; affranchis (hrâtin) dont la liberté était plus ou moins étendue selon l'ancienneté de leur libération et selon de nombreux autres facteurs (qualités personnelles, réussite, situation du maître, etc.); esclaves enfin dont le sort pouvait varier énormément d'un maître à l'autre, sans cesser par définition d'être dur.

Une caste à part, pratiquement inexistante au Sahra, mais qui joue un rôle essentiel dans la vie de la communauté maure — même sahraouie : celle des Iggâwen, musiciens-chanteurs-poètes, bouffons ou (et) conseillers de cour. Les anciens troubadours européens c'était un peu cela, paraît-il? Leur statut social? Moins facile à résumer en quelques mots (1). Théoriquement, ils sont placés presqu'en bas de l'échelle. Mais ils sont redoutés — leur langue fait et défait les renommées — et leur compagnie est recherchée, bien qu'elle soit — et parce qu'elle est en principe maudite (plaisir, vice... perdition). Tout cela tempère le mépris dont la caste est supposée être l'objet et leur confère un pouvoir et une situation matérielle et sociale privilégiée. Ils peuvent se vanter d'être les seuls à prélever un « tribut » sur ceux à qui tous les autres payent tribut; les seuls à pouvoir dire leur fait à de puissants émirs ou chefs devant lesquels tout le monde tremble. Malgré cela les règles (non écrites) du mariage, signe qui ne trompe pas dans cette société, sont révélatrices : un fils de grande tente non-conformiste se permet parfois une mésalliance — souvent provisoire — en épousant une jolie Tigguiwît. Sa sœur ne peut y songer.

La réalité sociale vivante est évidemment plus complexe que ce schéma simplifié. Il existe en fait toutes sortes de statuts intermédiaires. Ainsi, des « porteurs de fusil » qui se disent guerriers, mais paient tribut. Il s'agit d'anciens guerriers vaincus, contraints à payer une redevance, généralement collective, aux

---

(1) On peut lire utilement sur ce sujet « Musique, honneur et plaisir au Sahara » de Michel Guignard (Librairie Paul Geutner, 1975).

vainqueurs. Parfois, c'est l'inverse : des tributaires se mettent à porter les armes, sans avoir encore réussi à se libérer de toute sujétion (1).

On retrouve la même complexité chez les Zwâya : des lettrés qui paient un tribut régulier ou irrégulier, qui se mettent sous la protection d'une autre tribu zwâya plus puissante en devenant de fait ses vassaux, des lettrés qui ont perdu leurs lettres et se comportent comme des « serviteurs de chameaux » tout en se souvenant de leur origine...

Les « passages » d'une catégorie à l'autre sont encore plus fréquents entre les deux composantes de l'aristocratie tribale. Des guerriers renoncent à la guerre, par piété, et deviennent Zwâya ; des lettrés acquièrent des... tendances belliqueuses et préfèrent imposer désormais leur influence par les armes et non plus par le savoir, la prière et la diplomatie.

Certaines tribus arrivent cependant à concilier les deux statuts, et à cumuler leurs avantages et leurs inconvénients. On en trouve un exemple assez étonnant chez une tribu très répandue dans la plupart des Émirats et principautés maures, les Kinta.

Un autre exemple intéressant, celui d'une tribu mauritano-sahraouie, les Oulad Bessbâa que leur généalogie rattache à la descendance du prophète Mouhammad : les Chorfas — lettrés par définition, et qui n'en ont pas moins joué un rôle de premier plan dans les guerres tribales des XIXe et XXe siècles.

C'est au Sâhil-Sahra que cette polyvalence est peut-être la plus répandue, surtout dans le nord. L'exemple le plus remarquable est celui de la plus grande tribu du pays, les Rgueïbat. Un nom familier à tous ceux qui ont quelque information sur l'histoire récente de notre région — notamment l'histoire de la « pénétration » française, et l'épopée de la résistance sahraouie. Pourtant ces guerriers fameux se considèrent essentiellement non comme des « porteurs de fusil » mais comme des Chorfa, héritiers de la Baraka de leur saint ancêtre éponyme, Cheikh Sid Ahmed Er Rgueïbi, qui ne se sont résignés à porter les armes que pour châtier des razzieurs devenus trop gourmands.

Le « passage » d'une caste à une autre — même aristocratique —, peut apparaître comme un démérite. Le guerrier qui devient lettré est évidemment brocardé comme étant « fatigué » de la guerre, voire accusé de lâcheté. Le lettré qui se fait guerrier

---

(1) Ces anciens tributaires descendaient parfois eux-mêmes d'anciens guerriers vaincus, après s'être « relevés » d'une ancienne vassalité, etc.

subit lui aussi les sarcasmes des siens, qui trouvent inconvenant de se commettre avec des « impies » et le soupçonnent de vouloir se faire pillard par cupidité.

Pourtant, la polyvalence est ressentie, elle, comme une qualité. Et pas seulement par ceux qui la pratiquent, comme en témoignent de nombreux panégyriques adressés à certaines tribus : ainsi, les fameuses t'haïdina dédiées au Rgueïbat par le grand Saddoum Ould Abba.

Iggiw du Tagant installé en Adrar, Saddoum est l'un des plus grands poètes hassanophones de tous les temps, héritier d'une lignée prestigieuse d'Iggâwen, dont son ancêtre et homonyme Saddoum Ould Ndjartou. Au cours d'une tournée au Sâhil, Saddoum O Abba reçut un accueil triomphal chez les Rgueïbat, qui le couvrirent de présents. Il chanta leur générosité dans d'innombrables poèmes, que continuent à populariser son fils et ses neveux, en particulier le grand chanteur Sidâti Ould Abba.

En voici deux extraits :

Les descendants du Râgueb Sid'Ahmed (1)
sont des chorfas
haut placés par Allah
leur renommée est de haute lignée
et leur sainte origine engendre le respect

L'audace et la puissance,
noblement dépolyées dès qu'on effleure leur dignité
ont forgé cette gloire
dont les amants se battent sans merci

Si farouche qu'il soit
nul ennemi ne les effraie en tenant un fusil :
les leurs sont invincibles

Ils sont chorfas
par leur générosité et leur prestige
ils sont chorfas par leurs actions et leur Histoire

---

(1) L'ancêtre éponyme des Rgueibat s'appelle Sid'Amhed er Rgueïbi, mais on dit parfois, avec une nuance de respect religieux, SidAhmed Er Râgueb, ce dernier mot évoquant alors l'élévation, sinon l'ascension.

Leur généalogie prend sa source à la source suprême
du sanctuaire de Mouhammad
Tout poète qui vient les visiter
comprend qu'il est reçu chez de grands preux

*
* *

Rgueib... ce sont deux flammes (1)
que dessinent le Qâf et le Kâf
Gloire aux gens du Kâf et à leurs vaillants ancêtres
Et gloire aux gens du Qâf
Gloire au Kâf quand s'éternisent les batailles et qu'il lance ses défis
Gloire au Kâf des heures sombres...
La poésie alors fait éclore ses profondes valeurs
Mais comment donc imaginer que le Qâf ne soit pas son sosie?
C'est la logique... l'évidence.
Je n'ai pas encore connu le Qâf, mais je suis sûr de sa générosité
par analogie simple avec son frère, le Kâf.

Une autre tribu polyvalente du Nord : Izerguiyîn, très bons guerriers, mais qui ne négligent pas l'étude ni le commerce (comme leurs cousins d'origine Tekna).

On connaît enfin l'extraordinaire aventure guerrière des Ahl Cheikh Malainine, lettrés par excellence et qui, du jour au lendemain, sont devenus des chefs de guerre incomparables; des chefs de guerre qui, après la bataille, dirigeaient eux-mêmes la prière et dispensaient le savoir.

Au Sud, les genres sont plus tranchés. L'aristocratie y est représentée principalement par deux tribus qui se sont trouvées toutes deux divisées (elles et leurs terrains de parcours et leurs vassaux) par le partage colonial : les Oulad Dleïm restèrent en majorité du côté espagnol, et les Ahl Bârikalla furent recensés en majorité du côté français. Les Oulad Dleïm sont le type même de la grande tribu guerrière pure. Ils sont parmi les principaux protagonistes de la plupart des conflits régionaux de ces derniers

---

(1) Marques distinctives imprimées au fer rouge, « flammes » sur les chameaux. La confédération des Rgueïbat est divisée en deux branches : celle du Charg (est) dont la marque est la lettre (Qâf) et celle du Sâhil (ouest) dont la marque est la lettre (kâf).

siècles, et ont joué un rôle primordial dans la résistance aux envahisseurs européens. Grands guerriers, ils le sont encore par le nombre de leurs tributaires : ils possèdent des vassaux, jusque dans les Émirats voisins, en Adrar et au Trarza.

Le cas des Ahl Bârikalla est plus complexe. Il s'agit nettement d'une grande tribu zwâya, mais dont l'influence dépasse largement les limites dévolues habituellement aux tribus de lettrés. Non seulement ils possèdent de très nombreux hrâtîn (affranchis) et esclaves comme d'autres grands zwâya, mais peu de guerriers ont autant de vassaux (tributaires) à travers tout le Sâhil et les Émirats voisins... Jusqu'au Hodh. Cette influence est à base spirituelle-intellectuelle, mais aussi économique et politique. C'est cette tribu qui a foré, par exemple, la plupart des puits du Sâhil, notamment du Tiris. Sans porter les armes, elle s'appuie sur plusieurs tribus guerrières qui vivent en étroite symbiose avec elle et dont certaines lui sont apparentées : Oulad Al-Labb (longtemps aile armée ou bras séculier), Oulad Dleïm, al-gueraa; avec les Oulad Bessbâa, leurs relations étaient plus conflictuelles tout en étant étroites; de véritables pactes d'alliance sont scellés avec des tribus du Sâhil plus éloignées (Rgueïbat, Izeguiyîn...) et des Émirats voisins.

C'est encore la poésie qui témoigne le mieux de ces statuts sociaux. C'est Mouhammad Abdallahi Ould Al Boukhari Ould Al Filâli qui a le mieux défini celui de sa tribu.

Il est avec Cheikh Mouhamd Al Mamy et Mhammad Ould Tolba, l'un des grands maîtres du Tiris, à la fois savant, poète, mystique et politique (ce n'est pas incompatible dans cette société) :

La vérité est quelquefois douleur
mais elle reste beauté.
voici la nôtre :
de multiples tribus — même guerrières —
nous ont fait allégeance
car nous sommes la lumière des Zwâya
nos racines ont pris vie
d'une vieille lignée
nous sommes tolérance
nous sommes intransigeance
nous répondons par l'amitié
et le don de nos biens
à la douceur et au respect

mais nos réponses à tout mépris
ne font qu'embellir notre gloire!
nous sommes recours et protection
pour les caravanes de paix
mais gare à celui qui s'oppose
il avalera son tourment!
nous ne tissons jamais d'obscures intrigues contre un ami,
dussions-nous en mourir
sans fusils
sans guetteurs
sans même quelque éclaireur
nous vivons au pays de la peur
nos armes sont : patience, prestige
et générosité
spiritualité et savoir
nous sommes source fraîche pour tous les offensés
et nous donnons refuge à celui qui a fui, en laissant son troupeau
brouter l'askaf (1) *dans la sérénité*
n'est possible qu'à notre ombre immense
et les troupeaux s'abreuvent
aux seuls puits que nous avons forés

* * *

Les autres tribus du Sâhil sont : Awlâd Tidrârîm, Laaroussiyîn, Aït Lehsen, Tobbâlet, Majjât, Filâla, Lamyâr, Leffeïkât, Imrâguen...

Certaines tribus, à cheval sur le Sâhil et les Émirats voisins, sont très peu représentées dans l'actuel Sahra. Ainsi certaines fractions Tandgha, les Ahl Mouhammad Salem (une tribu de savants) ainsi les Ideïqub — cousins des Ahl Bârikalla et qui ont donné au Tiris son plus grand chantre, Mhammed Ould Et-Tolba, et d'autres poètes et savants

Mais on n'a pas tout dit lorsqu'on a affirmé qu'une tribu *est* guerrière, lettrée, tributaire; ou qu'elle est guerrière-zwâya à la fois, ou tributaire-guerrière, ou même un peu mâtinée des trois. Car à l'intérieur d'une même tribu, on retrouve des divisions, parfois nombreuses. La caste accolée automatiquement au nom de la tribu, est celle du noyau principal, elle donne la tonalité

(1) Plante salée du Sâhil, dont raffolent les chameaux.

dominante... Autour de ce noyau se greffent d'autres catégories, moins nobles : tributaires (lorsqu'ils ne sont pas assez nombreux pour constituer une entité à part jouissant d'un minimum d'autonomie), artisans, hrâtîn, esclaves. Chaque tribu n'a pas nécessairement des tributaires et des artisans, mais toujours des esclaves et des hrâtîn, en nombre variable.

Cependant, la connaissance des généalogies, des coutumes, des comportements, des... tics (?) sociaux est telle qu'il suffit à un voyageur venant de l'autre bout du Sâhil ou même d'un pays maure voisin, de dire le nom de sa tribu (1) : le reste transparaît, on sait de quelle *souche* exacte il est.

La Tribu-État

C'est au niveau de la tribu que se situait traditionnellement l'essentiel du pouvoir politique. Un pouvoir extrêmement souple, décentralisé, non coercitif. Son organe principal : la Djemâa (assemblée) des chefs de tente, ou si l'on suit une interprétation plus restrictive, des notables. En fait pratiquement tous les adultes mâles et libres peuvent y participer, même si les influences sont inégales (2). La Djemaâ (3) exprime un consensus social, qui donne à ses décisions une très grande force. Tous les membres de la communauté s'estiment engagés : question à la fois d'honneur national et d'intérêt; car hors de cette solidarité nourricière et protectrice, on est un paria, à la merci de n'importe quelle calamité. Aussi, pratiquement rien n'est prévu pour imposer le respect des décisions. La pression sociale suffit, quand ce n'est pas l'enthousiasme patriotique. Même lorsqu'il s'agit d'une condamnation individuelle, les intéressés obtempèrent... il ne s'agit presque jamais d'une condamnation à mort, ni même à la prison. Il y a eu quelques cas au cours des siècles — où la paix intérieure ou extérieure de la communauté imposait l'exécution d'un homme. La Djemaâ, dans ce cas, s'en chargeait, confiant de préférence cette tâche à un groupe d'hommes représentant les principales fractions ou clans de la tribu — comme avaient fait les Quraïch

(1) Parfois ce n'est même pas nécessaire : on devine la tribu et la caste, il suffit de dire son nom et celui de son père.

(2) Mais n'est-ce pas le cas dans toutes les assemblées humaines?...

(3) Appelée dans certains cas Aït Arbaïn.

La nouvelle guérilla du désert : l'adoption du chameau-land.

Photo Houzel



Photos A.P.S.



Un objet domestique « manipulé » dès l'enfance...



Photos A.P.S.



« L'Amérique et la France fabriquent les armes, Rabat et Nouakchott les payent, le F. Polisario les utilise. »

oto D. R.

1[er] char marocain détruit par les guérilleros.

Désert... pour qui?

Photo G. Bloncourt



Photo A.P.S.

Un fusil sahraoui.

Prendre la montagne.



Photo A.P.S.



Photo D. R.

Photos D. R.





« Apprendre à vivre avec les chars. »





Photos C. Bloncourt et D. R.



Une expérience révolutionnaire. Les femmes prennent en main la vie de la cité y compris la sécurité des Moukhayamât.

pour tenter de se débarrasser du Prophète Mouhammad dont la prédication révolutionnaire dérangeait leur aimable panthéisme et menaçait leur tranquille hégémonie.

En dehors des périodes de réunion de la Djemaâ, le chef de tribu exerce une influence variable, à la mesure de sa personnalité. Il faut dire qu'il s'agit rarement d'une fonction formellement attribuée, sanctionnée par une investiture. Devient chef celui qui s'impose par ses qualités, par l'estime qu'il inspire à la communauté; celui dont la conduite, les initiatives, le courage, la sagesse, la science, apparaissent à tous comme la meilleure garantie vis-à-vis de l'extérieur, et une cause de fierté collective. Et rien n'est définitivement acquis... c'est une dignité à conquérir chaque jour, et les challengers ne manquent pas; mais on n'a pas à craindre les coups d'État, et peu les intrigues politiciennes : la *vox populi* ici est un arbitre infaillible.

Pour faire accepter ses décisions, le chef ne disposait que de ses talents de persuasion, de son prestige, et de la pression sociale quand il s'agissait d'un choix commandé à l'évidence par l'intérêt commun.

Et comme la Djemaâ ne se réunissait qu'à des occasions exceptionnelles — guerre et paix, par exemple — on voit combien le pouvoir tribal était souple, peu pesant. C'est pourtant la tribu qui était la véritable entité politique au Sâhil. C'est à son niveau que s'élaboraient les grandes décisions, les alliances extérieures, les choix économiques. Les principales tribus surtout, qui ne dépendaient — ni ne jouissaient — d'aucune protection, avaient tout un système de relations diplomatiques, d'alliances. On peut vraiment parler d'un système de tribu-État.

Au-dessus de la tribu, il y avait les confédérations de tribus — dont l'une rassemblait à elle seule près de la moitié du Sâhil. Enfin, il existait un sentiment d'appartenance à un même pays, qui créait des liens importants, se concrétisant parfois par des assemblées inter-tribales qui réglaient des problèmes d'intérêt commun.

Mais c'est peut-être *au-dessous* de la tribu, et même de la fraction, que se situaient les véritables unités politico-économiques de base. La tribu, en effet, se compose d'un grand nombre de campements qui nomadisent chacun de leur côté, se croisent au hasard des pâturages, mais ne se rassemblent que très exceptionnellement — en cas de pluie très localisée dans une région, ou de grand péril extérieur. Les nouvelles circulent, la solidarité joue, les principaux représentants du campement vont, à l'occasion, participer à une Djemaâ... mais le campement est seul face à ses

problèmes et maître de sa vie, de ses décisions. Il se compose en moyenne d'une demi-douzaine de tentes, souvent plus, parfois moins. Son noyau est constitué par une famille élargie, autour de laquelle gravitent des vassaux ou serviteurs divers.

C'est le personnage le plus influent, généralement le plus âgé du principal noyau, qui joue le rôle de chef incontesté du campement, qui décide par exemple des déplacements, de la politique générale (puits, pâturages, caravanes, etc.). Mais il arrive souvent que le campement se compose de plusieurs noyaux familiaux n'ayant pas entre eux des liens de dépendance. Dans ce cas, seule l'assemblée du campement — où chacun expose ses arguments — décide par consensus... sans que les décisions soient nécessairement exécutoires pour tous : celui qui n'est pas convaincu de l'intérêt qu'il y a à se déplacer vers le Zemmour dont les pâturages sont vantés, peut toujours se replier avec sa tente — et celles de ses serviteurs — vers la Saguia où l'eau reste abondante et les arbres encore presque verts. Même la participation à une action ou à une dépense d'intérêt commun — ailleurs on dirait « impôt » — est un acte volontaire.

Cette absence de pouvoir central réel, cette décentralisation poussée à l'extrême, caractérisaient tous les pays maures. Même là où un chef général, un Émir était officiellement intronisé, son pouvoir dépassait rarement celui d'un chef à compétence intertribale. Au Sâhil, cependant, cette tendance à la décentralisation était poussée presqu'à la perfection absolue. Le genre de vie, la grande nomadisation chamelière y étaient certainement pour quelque chose; mais aussi un goût excessif de la liberté : l'expression « fils des nuages » n'a pas seulement une résonance économique.

Cette sorte d'*anarchie organisée* n'a pas empêché le Sâhil d'être lui-même : elle fait partie au contraire des caractéristiques propres qui le distinguaient de ses voisins, même les plus proches. Elle n'a d'ailleurs pas cessé réellement avec la colonisation, restée lointaine avant d'imposer, au cours des deux dernières décennies, un pouvoir plus pesant mais extérieur à la réalité sociale sahraouie. Ce n'est pas l'administration coloniale qui a unifié les diverses tribus-États dont la structure profonde n'a pas beaucoup varié, jusqu'en 1975; c'est en fait le F. Polisario qui a représenté le premier pouvoir central au Sâhil, le premier pouvoir national sahraoui ressenti comme supra-tribal (sans être étranger, extérieur, rejeté).

Signalons qu'il s'agit d'une expérience originale, sinon unique

dans notre région, notamment parmi les communautés maures. Nulle part ailleurs, le pouvoir tribal n'a été battu en brèche. Bien sûr, en Mauritanie, un État central est substitué aux Émirats et aux tribus-États. Mais, s'imposant de l'extérieur, comme le continuateur du pouvoir purement étranger, il ne se substitue effectivement, de l'intérieur, que de manière très lente aux solidarités et aux patriotismes de type tribal.

Bien sûr, l'expérience sahraouie n'est pas achevée, mais elle est incontestablement d'un type nouveau. Il faut dire qu'elle se fait dans des conditions exceptionnelles, dans le cadre de la lutte de libération, de la guerre révolutionnaire particulièrement propice aux bouleversements sociaux, autrement si difficiles.



Un héros sahraoui Eali Ould Mayâra

« ... Son corps était étendu, interminable, recouvert d'un voile, prolongé au loin par un sillon de sang... déjà sec... Hamdi, mon père, admonestait les femmes qui pleuraient, et se préparait à enterrer son oncle. Il venait de rentrer après avoir poursuivi les soldats impies qui avaient assassiné Eali »...

Eali, c'était le grand Eali Ould Mayara, l'un des plus fameux guerriers du Sâhil qui avait défait tant d'expéditions coloniales, mené tant de ghaziân victorieux contre les snag (1) et les postes français, qui avait en un mot, si longtemps animé la résistance sahraouie (mauritano-sahraouie) contre l'occupation européenne. Ce géant silencieux, au courage légendaire, tireur imparable, était si redouté par les goumiers et les tirailleurs que son seul nom jetait la terreur et le désordre dans leurs rangs.

Ses actions d'éclats se racontent d'un bout à l'autre de la Hassanité : de la Saguia au lointain Hodh.

Eali faisait partie d'un ghazzi parti du Zemmour vers le Hodh profond. Objectif : ramener quelques bonnes armes et quelques troupeaux pour renforcer le camp de la Résistance. Tactique : s'attaquer à de petites patrouilles *nçara* (2) ou à des

---

(1) Pluriel de sanga. Désigne en langue hassaniya, les groupes nomades (G.N.) ou Méharistes, organisés en contre-rezzous pour lutter plus efficacement contre les résistants.

(2) Pluriel de naçrâni : chrétien, infidèle.

groupes de supplétifs des tribus ralliées. Mais ils tombent un jour sur un très important contre-rezzou de guerriers du Hodh, et ne peuvent éviter le combat.

Alors le petit ghazzi du Sâhil se divise en deux : le groupe le plus important continue son chemin, en poussant devant lui les prises déjà faites qu'il faut mettre hors de portée des attaquants, pendant qu'une petite arrière-garde bien choisie fait face. Dans celle-ci, plusieurs Mayâra : Al Farrâh, l'aîné; son jeune frère Eali, un neveu : Hamdi... La région est traversée d'oueds avec de grands arbres... une véritable « ghâba » (1) pour des hommes du Sahra. Ils se retranchent donc dans un de ces oueds, en adoptant une disposition qui donne le change sur leur nombre véritable (un contre 10) : leur risposte vient d'endroits très éloignés les uns des autres, et ils ne tirent pas au hasard... les balles sont précieuses.

Cependant, Al Fârrah est touché.

« Je l'ai vu, racontera Hamdi, retomber à mes côtés, inanimé : la balle l'avait arraché, soulevé... Je continue à tirer. Puis je me rends compte que rien ne vient plus du côté d'Eali, installé 100 m plus loin dans une sorte de grotte naturelle, creusée au milieu d'un de ces étranges arbres de là-bas. Est-il mort, lui aussi? Il faut que je sache. Quand je parviens à le rejoindre, il est comme absent, perdu dans une étrange méditation la tête appuyée sur son fusil, inondé de larmes. Je le réveille à la réalité. Nous n'étions plus que quelques-uns. Al Farrâh était mort, certains étaient blessés, d'autres avaient cru plus sage de se replier. Oui, dit-il, mais ces gens ne savent pas leur intérêt : tuer Al Farrâh alors que je suis encore vivant! »

A la fin de cette journée mémorable, les poursuivants se repliaient en désordre, abandonnant sur le terrain de nombreux morts, des quantités impressionnantes d'armes et d'équipements divers, des chameaux et même quelques chevaux.

(1) Forêt.

La renommée de Eali Ould Mayâra ne fit que s'amplifier, au fil des rezzous. L'un de ses tout derniers exploits en dit long sur l'ascendant qu'il exerçait.

On était au début des années 30. Les temps étaient durs. La sécheresse avait contraint les troupeaux du Sâhil à se réfugier dans l'Adrar et le Tagant, déjà occupés par les forces françaises. L'étau se resserrait sur les derniers carrés de résistants. Même Eali était obligé de laisser nomadiser les siens sur des terres à moitié soumises, sans rien tenter contre des proies pourtant bien alléchantes : une *sanga* bien paisible... et même de petites patrouilles pourvues de belles armes et gardant d'énormes troupeaux officiels dans des pâturages réservés...

De leur côté, les *Nçara* savaient bien qu'Eali n'était pas loin, mais ils préféraient le laisser tranquille; peut-être s'habituerait-il à la paix?... En somme, une sorte de trêve non déclarée; armée, bien sûr.

Le commandant français du G.N. a-t-il reçu des ordres, ou décidé de prendre une initiative audacieuse, susceptible, en cas de réussite, de lui valoir une gloire exceptionnelle? Un jour, en tout cas, il a fait sonner le « samblma » (1) comme disaient les goumiers. Sur un ton volontairement provoquant :

— « Qui a le courage d'aller chercher Eali Ould Mayâra? Vous êtes tous ici des fils de grandes tentes guerrières. Je veux qu'on me le ramène. Vivant, de préférence. Il est actuellement seul dans son campement à deux journées de marche d'ici : les autres guerriers du campement sont partis pour un lointain rezzou. »

Un silence pesant. Puis le brigadier-chef des goumiers, un guerrier de l'Adrar — d'une tribu liée à celle de Eali par une... inimitié héréditaire (qui n'excluait pas l'estime) — se décide :

(1) Rassemblement, en français « petit maure » des goumiers de l'époque.

— Nous savons tout sur Eali. Mais même seul, il reste redoutable : nous autres guerriers, ne sommes pas envieux. Et puis, l'un ou l'autre de ses nombreux neveux ou cousins rôde toujours par là... Moi, j'y vais, mais à une condition : que tu me laisses choisir 10 guerriers parmi ceux-là, avec les 10 meilleurs chameaux de selle de la *sanga*, et les 10 meilleurs fusils.

— Accordé.

Deux jours plus tard, la petite troupe était à pied d'œuvre. Eali a des habitudes. Chaque matin — après la prière de l'aube — quand à peine « on distingue un fil blanc d'un fil noir », il fait un tour complet du campement, de son ample pas plus rapide qu'un rapide coursier. Avant le lever du soleil, il a décrit un large cercle de plusieurs kilomètres autour des tentes et enregistré de son regard d'aigle tous les indices, toutes les modifications intervenues depuis la veille dans le paysage, notamment toutes les traces de bêtes ou d'hommes, entrés ou sortis dans ce large espace de sécurité. Avant que les troupeaux ne se mettent en marche pour les lointains pâturages de la journée, il peut signaler à chaque berger dans quelles directions seraient allés les chameaux détachés du troupeau durant la nuit.

Lorsqu'il a décidé d'aller à la chasse, Eali part plus tôt encore. A l'aube, il a déjà pris position au flanc d'une colline-observatoire d'où il peut voir se réveiller les grandes « biches robert », les petites gazelles ou les majestueuses autruches.

Ce jour là, Eali a fait sa prière — deux raqaa silencieuses et rapides — dans les lointaines collines. Chasse normale ou prémonition, réflexe de vieux lutteur toujours aux aguets...? Les temps sont durs et il faut parfois sacrifier quelques cartouches pour « ramener quelque chose » au campement; mais aussi, quel bon observatoire, ces collines, pour les mouvements d'éventuelles expéditions ennemies!

Le soleil est à deux hauteurs d'homme lorsqu'il aperçoit au loin — il ne se sépare jamais de ses

vieilles jumelles prises sur le corps d'un officier français — une petite troupe qui se dirige tout droit vers lui au trot de ses puissants chameaux de course engraissés dans les pâturages interdits réservés aux troupeaux des impies. Armés jusqu'aux dents, les poursuivants avaient visiblement suivi depuis le campement les traces du chasseur solitaire. Ils avaient sans doute passé la nuit tout près, dans l'espoir de le surprendre à l'aube chez lui : ils avaient trouvé plus matinal qu'eux.

Un quart d'heure plus tard, les goumiers pressaient toujours leurs coursiers. Ils n'étaient plus qu'à 200 m de l'endroit d'où Eali les avait vus. L'un d'eux, nerveux : ... « il ne doit plus être très loin... les traces sont toutes fraîches ».

— « Ne t'en fais pas, Brahim. On l'aura, ton grand « gouggouh » (1). Il ne pourra même pas tirer un seul coup de feu...

— « Arrêtez-vous et jetez vos fusils ! »

Les chameliers se retournèrent d'un seul mouvement, après avoir instinctivement arrêté leurs coursiers. Légèrement en retrait, sur leur droite, l'imposante masse de leur adversaire, les tenait en joue. Pétrifiés, ils n'osèrent bouger. Aucun d'eux n'a pensé à fuir ou à essayer de tirer. L'un d'eux réussit enfin à dire : « Mais cousin, nous ne venions pas en ennemis. Nous venons simplement te voir... »

— Jetez d'abord vos fusils. Nous parlerons ensuite !

Le ton était sans réplique, et la peur ramollissait étrangement les mains. Les goumiers s'exécutèrent : les armes tombèrent pour ainsi dire d'elles mêmes au pied des coursiers. Il s'agissait pourtant d'une troupe d'élite...

Eali n'avait pas bougé d'un pouce, il écoutait encore les explications embarrassése de ces « hôtes » si matinaux, lorsqu'une injonction sèche retentit sur la gauche des goumiers, leur intimant l'ordre de... se rendre. C'était Hamdi, l'un des neveux du

(1) Ogre, épouvantail.

« Vieux », qui avait été informé d'une présence suspecte et qui, avec quelques fidèles, avait poursuivi les poursuivants. Son oncle, qu'il n'avait pas encore vu, le rassura d'un mot et lui ordonna de ramasser les armes. On n'a jamais su comment Eali comptait s'en sortir tout seul avec tout cet arsenal et tant de prisonniers.

Ceux-ci, tous guerriers de l'Adrar ou du Trarza, jurèrent qu'ils n'avaient pas de mauvaises intentions à l'égard de leur vieux « cousin » pour qui ils éprouvaient le plus grand respect. Simplement le commandant leur avait demandé de lui rendre visite pour savoir comment « allaient les choses », en ajoutant que si Eali voulait bien les accompagner jusqu'au goum, leur commandant serait très heureux de le recevoir...

Qu'en faire? D'autres les auraient sans doute liquidés, avant de reprendre la « dissidence ». Le grand résistant sahraoui avait une autre conception de l'honneur et des relations humaines — même en temps de guerre. Il les reçut sous sa tente en hôtes privilégiés et ils repartirent le soir même, gardant tout, sauf leurs armes.

Il existe plusieurs versions de cette histoire vraie. Celle-ci, par exemple, confirmée par l'un des principaux acteurs.

Eali voit bouger quelque chose très loin. Il croit d'abord qu'il s'agit d'un gibier. A la jumelle, il finit par distinguer mieux les silhouettes, et comprend. Il voit finalement les goumiers s'arrêter, baraquer et préparer rapidement leur thé et leur casse-croûte matinal : apprivoisés, les fils des guerriers prennent les mauvaises habitudes de leurs maîtres *nçara*. Eali décide de profiter, lui aussi, de la halte... Il approche rapidement en restant invisible — exactement comme il aurait fait avec un gibier ordinaire et au moment de la plus grande confusion, lorsque toutes les mains se tendent vers le plat de « Beleghmân », il interpelle rudement le groupe, de sa voix grave, calme, qui sonne aux oreilles abasourdies comme un coup de tonnerre :

— Vous êtes mes prisonniers. Laissez les armes tranquilles. Éloignez-vous par là...

Après quelques secondes d'hébétude, les assaillants assemblés s'exécutent. Mais que faire de tout cet arsenal, tout seul? Il est arrivé à Eali de dépouiller plusieurs ennemis, de ramasser 3 ou 4 fusils en même temps, sans compter les munitions et autre matériel intéressant. Mais 10...

La solution est simple et élégante : Eali se contente d'enlever d'un geste précis la culasse de chaque fusil et de la glisser dans sa musette. Après quoi, il dit aux goumiers de reprendre leurs armes devenues provisoirement inoffensives et de se diriger vers le campement. La malheureuse procession arrive chez Eali en se demandant : quelle mort l'attend... Le grand guerrier du Sâhil les reçoit somptueusement, en les traitant comme de vrais cousins. Une chamelle est tuée, et chaque jour Eali ramène un gibier différent. Pendant ses absences, un jeune neveu surveille discrètement à partir d'une autre tente, les mouvements de ces hôtes un peu particuliers auxquels pas un geste, pas un mot ne rappelle leur condition réelle.

Une fois passées les 3 nuits de l'hospitalité, Eali prend congé d'eux. Leurs chameaux étaient sellés. Il ne manquait pas... un bouton de guêtre..., disons pas une entrave de chameau à leur équipement, sauf les armes, bien sûr. Suivant les meilleures traditions guerrières, Eali leur fait remettre cependant, à la sortie du campement, un fusil — moins rutilant que les leurs, mais encore bon et quelques cartouches, pour qu'ils puissent se défendre en cas d'attaque imprévue.

Bon perdant, le chef des goumiers rapporte fidèlement à la *sanga* ce nouvel exploit d'Ould Mayara à la courtoisie duquel il rend un hommage sincère.

Ealâti reprend : ... « J'avais... quoi? 3... 4 ans? Mais je n'oublierai jamais sa mort. Je ne comprenais pas très bien, mais ces images resteront à jamais gravées dans ma mémoire.

Il y a de quoi méditer : lui qui a traversé tant de dangers, affronté tant de forces redoutables, devait mourir en marge d'une bataille qui n'a finalement pas eu lieu, tué par un jeune soldat qui faisait ses premières armes et ne savait probablement pas à qui il avait affaire. Il est en tout cas mort au champ d'honneur. Chahîd comme il le souhaitait, en défendant sa patrie, son peuple, sa foi contre la souillure de l'occupation étrangère. Il a eu ainsi la chance de ne pas connaître la servitude coloniale ».

Les neveux du grand Eali Ould Mayara continuèrent la lutte tant que ce fut possible jusqu'en 1935-1936, jusqu'à l'encerclement total, les armées coloniales convergeant des 4 points cardinaux de l'oppression : troupes françaises du nord de la Mauritanie, du sud de l'Algérie et du Maroc, et troupes espagnoles remontant de Dakhla, Tarfaya. Ceux qui survécurent à cette période n'attendaient que l'occasion de reprendre la lutte. Ce devait être le cas 20 ans plus tard, lors du grand soulèvement saharoui de 1957-1958. Ce fut le cas de Hamdi, notamment. Vieux et malade, il vibrait cependant aux échos de la nouvelle résistance. A un jeune parent qui lui proposait de se charger de lui sortir son fusil d'el Aioun dans des conditions difficiles, il répondit sèchement en caressant affectueusement l'arme « Tu crois que je ne suis plus un compagnon digne pour lui...? »

Mais déjà la relève était assurée... la continuité : les fils de Hamdi, ses neveux étaient parmi les héros de cette nouvelle résistance, dont le combat paraîtra vain, alors qu'il prépare et amorce les luttes futures.

Le narrateur, Ealâti lui-même, fut l'un des cadres qui dirigèrent la lutte en 1957-1958. 15 ans plus tard, il sera l'un des piliers les plus sûrs, les plus discrets de la dernière résistance sahraoui dans sa forme la plus achevée : l'organisation politico-militaire de type moderne de la lutte de libération nationale sahraouie.

Il sera aussi l'un des conseillers politiques les plus écoutés et les plus perspicaces du fondateur du F. Polisario, son très jeune cousin El Ouali.

Peu de gens pouvaient soupçonner dans ce brave commerçant « mauritanien » prospère qui vivait si tranquillement et depuis si longtemps à Tindouf, et dont la maison était le lieu privilégié de séjour des officiels mauritaniens de passage, l'un des principaux centres de ralliement des « fellagha » sahraouis. Ealâti pouvait d'autant plus facilement donner le change, qu'il paraît infiniment plus vieux que son âge réel : il n'a pas encore 50 ans.

Et déjà son fils reprend à son tour le flambeau.

Plusieurs autres neveux et petits cousins sont dans la lutte.

Quatre générations de sahraouis... Quatre résistants dont les luttes se téléscopent pour ainsi dire, dont l'enfance est nourrie des luttes passées, et qui transmettent les leurs à leur tour. En remontant plus loin, la chaîne continue... la tradition de lutte remonte à des siècles.

L'histoire des Mayâra est exemplaire, mais pas exceptionnelle. C'est celle de presque chaque famille sahraouie, avec des variantes.

La guérilla du désert

Malgré la disproportion entre les armées soutenues par la puissance industrielle, logistique, militaire, organisationnelle de l'Europe du XXe siècle, et les résistants sahraouis disposant au mieux de quelques mousquetons de la guerre de 14-18, ces derniers combattirent jusqu'au milieu des années 1930 et infligèrent aux envahisseurs des défaites répétées, aussi inexplicables pour les stratèges modernes que le sont les exploits similaires réédités quelques dizaines d'années plus tard, par les descendants de ces héros, dans des conditions matérielles tout aussi inégales.

La guerre du Sahra relance un vieux débat : est-il possible de mener une lutte de libération armée, une guerre de guerilla quand on a le désert comme pays? Vieux débat, qui resurgit de temps en temps. A propos du Sinaï, par exemple.

La réponse qu'on entend est presque toujours non. Je me souviens de discussions passionnées là-dessus, avec des amis égyptiens.

— Mais si, c'est possible. Chez nous, elle a été menée efficacement pendant un demi-siècle contre les Français et les Espagnols.

— Oui, mais l'aviation était encore presque inexistante avec toute la gamme actuelle, du bombardier à l'hélicoptère, et tous les gadgets meurtriers inventés depuis...

— Mais les inventions profitent aux deux camps...

— La guerre révolutionnaire exige, par définition, que le combattant vive en symbiose avec la population.

— Oui, comme un poisson dans l'eau, la formule est connue. Au désert, évidemment, l'eau...

— Tu peux plaisanter... mais c'est bien ça. Avec au mieux des petits groupes de bédouins en déplacement perpétuel...

— Tout est là, en fait. Tout est dans l'homme. Votre désert à vous « n'est habité que » par quelques bédouins... Nous, *nous sommes* ces quelques bédouins-là...

En résumé, impossible de se cacher au désert, faute d'arbres, et... d'habitants. Cela se comprend, bien sûr, si l'on voit la guérilla à travers les images classiques popularisées à partir des modèles européens ou asiatiques, celles *des maquis*. De même qu'on pouvait, à partir d'une certaine idéologie européo-centriste, croire la révolution impossible dans un pays non-industrialisé.

Le problème se pose tout à fait différemment pour le bédouin, lorsque c'est lui qui le pose, qui décide de résister, chez lui. Il n'a pas, comme le citadin, à « imaginer » une situation impossible (1), mais à vivre sa vie, à se battre comme il l'a toujours fait, en s'adaptant bien sûr aux moyens nouveaux, utilisés contre lui ou par lui.

Pour lui, le désert n'est pas aussi nu, aussi vide, aussi plat qu'il en a l'air pour un étranger. Il faut seulement en connaître les reliefs, les caches, les puits, la végétation. Cela ne transforme pas tout à fait l'askâf en forêt, mais les collines presque en montagnes. D'ailleurs chez nous, on ne prenait pas le maquis mais la kédia (la montagne), comme le dit bien la tradition populaire maure : « si ton cousin tue, qu'il n'atteigne pas avant toi le sommet de la montagne ».

Connaître « le désert », cela veut dire aussi avoir l'endurance et le courage adéquats. Et la solidarité, la qualité de solidarité qui convient. Et pas seulement un patriotisme et un militantisme quelconques.

L'exemple sahraoui à cet égard, est privilégié. Nous allons voir comment les nouvelles générations sahraouies ont réinventé une tradition ancienne en l'adaptant magistralement aux conditions modernes. Rappelons auparavant brièvement les luttes auxquelles les Sahraouis ont été si souvent confrontés au cours de leur histoire récente.

Il y a d'abord les guerres locales et régionales. Ce sont elles avant tout qui ont forgé la personnalité des tribus, leur combativité, leur force. Sans remonter jusqu'aux Almoravides, disons que les derniers siècles ont été particulièrement fertiles en guerres de

---

(1) Qui peut donner au mieux, à force de technique et de technicité, des commandos opérant en appoint comme les Anglais par exemple en organisèrent aux confins égypto-libyens durant la seconde guerre mondiale.

tout genre entre tribus du Sâhil et autres tribus maures des émirats voisins, ou contre des tribus berbères du Nord.

Le peuple sahraoui fut le dernier, dans sa zone géographique, à déposer les armes face au colonisateur. Les envahisseurs franco-espagnols coalisés n'obtinrent sa soumission — conditionnelle et précaire — qu'après l'avoir complètement encerclé et coupé du monde extérieur.

La résistance *offensive* des Sahraouis avait duré près d'un demi-siècle. Résistance *offensive* ou, pourrait-on dire, *préventive*, puisqu'ils attaquaient les forces d'invasion — en l'occurrence, les troupes françaises — loin de leur propre territoire, au cœur de la Mauritanie, du Maroc, du sud algérien.

La « paix coloniale » ne dura qu'une vingtaine d'années. Voyant la possibilité de se réarmer dans le Sud Marocain en semi-dissidence par rapport au pouvoir royal, encouragés par l'exemple algérien, les vieux résistants reprirent le chemin de la lutte ou encouragèrent leurs fils à le reprendre.

En 1957-1958, c'était donc l'insurrection générale. Les troupes espagnoles furent décimées et le pays libéré à l'exception de quelques bases pratiquement assiégées : Aioun, Dakhla, La Güera, Tarfaya.

Mais la grande puissance coloniale de la région, la France, n'entendait pas avoir un nouveau sanctuaire pour résistants aux portes de son empire en Afrique du nord-ouest; cela aurait été une dangereuse fenêtre pour l'Algérie, au plus fort de sa guerre de libération; un exemple contagieux (et combien proche) pour la Mauritanie où un mouvement nationaliste cherchait sa voie et où Paris préparait le passage du régime colonial au régime néo-colonial; c'aurait été laisser naître un grave danger pour la récupération entreprise avec succès au Maroc, où les intérêts coloniaux et impérialistes, sortis par la porte et rentrés dans le ventre du Cheval de Troie royal, réadaptaient leurs méthodes et reprenaient leur puissance. Un Sahra libéré par une insurrection populaire armée aurait été un allié dangereux, un encouragement peut-être décisif pour la semi-dissidence patriotique incarnée à l'époque par au moins une partie de l'« Armée de Libération » du sud marocain, ainsi que pour l'opposition radicale ou en voie de radicalisation.

Pour intervenir contre l'insurrection sahraouie, la France coloniale prit prétexte de l'entrée en Mauritanie de quelques unités de la fameuse « Armée de Libération » venue à l'appel de Allal El Fassi « libérer » cette « province marocaine » et la

rattacher à la « mère patrie ». Une puissante force partie de Dakar et soutenue par toutes les bases françaises de la région (en Algérie, au Maroc, et en Mauritanie) bouscula rapidement les quelques éléments de l'A.L. entrés en Mauritanie, et s'acharna surtout contre les résistants du Sahra. Encouragés par ce renfort, les Espagnols sortirent de leurs forteresses.

Les combattants sahraouis n'avaient aucun armement lourd, et pas encore d'organisation révolutionnaire, de stratégie de lutte véritablement adaptée. Ils n'avaient pas non plus prévu l'entrée en lice massive et brutale d'un deuxième ennemi, bien plus puissant que l'Espagne, ni la trahison également brutale et... massive du voisin sur qui ils comptaient comme allié et base arrière. Ils se replièrent donc vers le Nord presque totalement libéré, dont ils espéraient faire un refuge sûr et une base de départ pour la libération de l'ensemble du Sahra.

Ils se trouvèrent face à l'armée royale qui les sommait de se rendre ou de s'intégrer dans ses rangs. Pris entre plusieurs feux, totalement encerclés, ils manquaient aussi tragiquement d'une organisation, d'une direction. Seules s'ouvraient alors devant eux des solutions d'abandon, ou de désespoir. La plupart des combattants sahraouis, révoltés par la trahison marocaine, choisirent de retourner au sud ou en Mauritanie, ou d'engager un combat suicidaire contre les F.A.R.

Pourquoi trahison marocaine? Parce que le Maroc venait de conclure avec l'Espagne une véritable alliance contre le peuple sahraoui, où chacun des partenaires trouvait son compte : l'Espagne obtenait l'assurance que Rabat empêcherait les résistants de s'approvisionner et de trouver refuge sur son territoire et se chargerait même de mettre ceux qui s'y aventureraient hors d'état de nuire. Madrid obtenait également l'assurance d'une longue période de tranquillité pour Ceuta et Mellila, sans compter d'importants avantages économiques.

Moyennant quoi, l'Espagne vendait au Maroc une province sahraouie, celle de Tarfaya.

C'était, 18 ans plus tôt, une préfiguration de l'accord de Madrid. Il n'y manquait même pas le troisième partenaire, la France, véritable meneur de jeu en 1958 (comme en 1975?).

Le peuple sahraoui se trouvait une nouvelle fois encerclé. Isolé du monde extérieur, écrasé sous la force brutale de plusieurs puissances coalisées. La « paix coloniale » allait, de nouveau, régner un temps — bref.

Moins de 10 ans après, s'organisait le mouvement qui allait donner naissance à la nouvelle résistance, la bonne. Après quelques années de lutte politique, marquée notamment par la sanglante répression de 1970, le Mouvement connaissait sa dernière mue : le 10 mai 1973 naissait le F. Polisario qui entamait aussitôt (dès le 20 mai 1973) la lutte armée de libération.

Comment dire, en quelques pages, une telle épopée? Comment rendre compte de son originalité, de sa richesse, de sa simplicité?

L'extraordinaire aventure du F. Polisario, c'est d'avoir inventé tout simplement la guérilla moderne du désert; d'avoir *en deux ans* mis à genoux l'une des 10 premières puissances militaires et industrielles du monde, sans autres moyens que quelques fusils et pratiquement sans aide extérieure; d'avoir transformé en si peu de temps la détermination d'une vingtaine de militants en un raz de marée populaire, en une unanimité nationale.

Quelques points de repère permettent de se faire une idée de la progression du F. Polisario, fulgurante en comparaison de beaucoup de luttes de libération qui, pour obtenir des résultats comparables, mirent beaucoup plus de temps.

Mai 1973 : une demi-douzaine d'armes hétéroclites et démodées, presque pas de munitions — une dizaine de militants qui affrontaient le baptême du feu : c'étaient là les forces du Front, mises en ligne pour déclencher la révolution armée. La victoire qu'elles remportèrent à Khanga eut un retentissement psychologique et politique considérable. Sa dimension militaire était évidemment bien plus limitée : le poste avait une dizaine de défenseurs, soldats sahraouis de l'armée espagnole, ne disposant ni de véhicules ni de matériel sophistiqué.

Décembre 1974 : un an et demi plus tard, la bataille d'Agjeijimât avait une toute autre portée militaire. Une unité du Front tint en échec pendant plus de 24 heures un détachement de l'armée espagnole disposant d'un puissant armement, de nombreux véhicules, de renforts et de protection aérienne. Malgré son acharnement, il n'arriva pas à réduire la résistance des guérilleros qui finirent par décrocher et se mettre à l'abri après avoir infligé d'importantes pertes à l'ennemi, bien que disposant uniquement d'armes individuelles.

Mai 1975 : 6 mois plus tard, le Front pouvait mener des opérations de plus grande envergure. Ainsi, pour célébrer le 2e anniversaire de sa naissance, il mettait hors de combat et capturait

deux patrouilles motorisées, avec armes, bagages, et véhicules. Précieux butin entre tous, il avait entre ses mains 14 officiers, sous-officiers, et soldats espagnols. Cette opération aura un retentissement international au moment où une Mission de l'ONU arrive à El Aioun; pour la réussir, le Front a bénéficié de complicités à l'intérieur de l'armée ennemie : celle de soldats sahraouis clandestinement affiliés.

Ce sera pratiquement la dernière opération militaire importante contre l'occupant espagnol qui, redoutant l'aggravation de la lutte et sa transformation en une guerre de plus en plus coûteuse, s'empresse de rechercher les conditions d'une trêve et se résout peu après à entamer des négociations avec le F. Polisario. Ces contacts aboutissent à un échange de prisonniers et à un accord officieux que Madrid reniera par la suite.

Février 1976 : C'est contre les armées marocaines, puis maroco-mauritaniennes que la résistance reprend, à partir du 30 octobre 1975. Dès cette époque, (fin 1975-début 1976) deux ans et demi après la naissance du Front, les guérilleros sont à même d'affronter victorieusement des unités marocaines du niveau du bataillon et parfois de plusieurs bataillons; des unités disposant des armes les plus modernes, du soutien des blindés et de l'aviation. Des embuscades meurtrières permettent de mettre hors de combat des dizaines de soldats marocains lors de chaque engagement important et de récupérer des armes, des munitions, des véhicules. En même temps, les attaques contre des postes se multiplient. Ainsi, à Amgala, en février 1976, un bataillon des F.A.R. est anéanti. Les morts se comptent par centaines. Le commandement marocain est abasourdi au point de croire peut-être sincèrement à l'intervention d'une armée disposant de « grands moyens », donc l'Algérie. C'est en tout cas ce que le Roi déclare, dans un discours dramatique. Or, il n'y avait pas plus d'Algériens que de Japonais, mais quelques groupes (une centaine) de guérilleros n'ayant pas froid aux yeux.

Deux semaines plus tôt — le 29 janvier 1976 — avait eu lieu à Amgala un incident auquel la propagande marocaine donna des dimensions extravagantes. Une unité de l'armée algérienne, chargée d'acheminer du ravitaillement pour des populations sahraouies en détresse, fut attaquée par les F.A.R. qui firent quelques dizaines de prisonniers. Ce sera d'ailleurs l'unique fois où les services du roi trouveront un prétexte aux accusations adressées à l'Algérie. Lors d'Amgala II, le 14 février 1976, le roi adressa au

Président algérien, un appel solennel et dramatique dont le « Défi » donne la version suivante :

... Mais voilà, Monsieur le Président du Conseil de la Révolution, voilà que, le 29-1-76, les Forces Armées Royales se trouvent en présence de l'A.N.P. à Amgala, partie intégrante du Sahra. Le sang entre nos deux peuples a coulé, car votre engagement n'avait pas été tenu. Et voilà encore que pas plus tard qu'hier, la garnison marocaine laissée sur place à Amgala a été attaquée traitreusement par des unités de l'A.N.P., dotées d'armement lourd, aux effectifs calculées pour un opération d'anéantissement. Cette action a causé des dizaines de victimes parmi mes fils, les combattants de mon pays.

Pour l'honneur de votre pays et de votre peuple, auxquels s'attachent tant d'adjectifs historiques, je vous adjure d'éviter au Maroc et à l'Algérie un autre drame. Je vous demande aussi de faire en sorte, soit par une guerre loyalement et ouvertement déclarée, soit par une paix internationalement garantie, que dorénavant on ne dise plus chez moi, dans mon pays, parmi mon peuple : Algérie égale inconstance!

Avec le temps, la vérité a fini par s'imposer, notamment le fait que, si l'Algérie avait participé directement à la guerre, celle-ci aurait pris depuis longtemps une autre dimension. Comment expliquer d'ailleurs, si des Algériens étaient mêlés au conflit, que les F.A.R. n'aient fait aucun d'eux prisonnier en deux ans?

Cela dit, il reste qu'un pays — Algérie ou autre — qui interviendrait à la demande d'un peuple en lutte pour sa libération, serait parfaitement en accord avec la légalité internationale comme l'O.N.U. le préconise expressément; ce qui évidemment, n'est pas le cas de ceux qui soutiennent les agresseurs.

Il est à noter que dans tous les cas les effectifs de l'Armée Populaire de libération sahraouie restent extrêmement faibles par rapport à ceux de l'adversaire : souvent de l'ordre de 1 contre 10, parfois moins. Ce qui a beaucoup changé et permis d'élever considérablement le niveau de la guérilla (au point de permettre parfois des batailles rangées où les Sahraouis prennent le dessus, c'est l'amélioration continue de l'armement et des moyens logistiques. Tout en restant bien inférieurs à ceux de l'ennemi (qui dispose d'armes lourdes de tous calibres et de tous genres, de blindés et d'avions) les moyens du Front ont changé de nature

et du coup changé la nature de la guerre. D'abord et pendant longtemps grâce aux armes prises à l'ennemi, ensuite grâce à l'aide extérieure — les « prises » restant cependant une source très importante, de plus en plus importante même (1).

Le rôle des armes

Paradoxalement, c'est avec l'amélioration de l'armement de l'A.L.P.S. que le rôle des armes est apparu comme nettement secondaire, laissant apparaître l'élément primordial, déterminant : la qualité des combattants, c'est-à-dire avant tout leur foi, leur volonté de sacrifice, leur détermination.

Bien sûr, sans armes les hommes ne peuvent pas faire grand chose — sauf s'en procurer (par la ruse, etc.) Avec des armes de très mauvaise qualité, ils peuvent faire ce qu'ont fait les premiers « polisario », contre l'Espagne. Mais la disproportion des moyens reste si écrasante que seules des conditions particulières et exceptionnelles (qu'il faut savoir provoquer) peuvent permettre de frapper l'ennemi. Mais au fur et à mesure que la disproportion diminue, le rôle des armes tend à se neutraliser et les autres facteurs deviennent véritablement déterminants.

C'est surtout contre le Maroc que nous avons vu cette logique se vérifier de façon quasi automatique, presque expérimentale. En août 1975, la véritable guerre maroco-sahraouie n'avait pas commencé, mais les F.A.R. tâtaient déjà le terrain. Un groupe de 5 guérilleros rencontra une section motorisée marocaine. Il disposait de bons fusils et de quelques armes automatiques. Les guérilleros étaient à pied. Ils rentrèrent à leur base au volant de 5 véhicules marocains. Le reste de la section avait fui en laissant ses morts sur le terrain.

Des engagements de ce genre, il y en aura par la suite un grand nombre.

A partir du 30 octobre 1975, les F.A.R. entreprirent l'invasion systématique du pays. L'A.L.P.S. n'avait pas les moyens de boucler toute la frontière, dont l'armée espagnole tenait d'ailleurs une bonne partie. Madrid faisait encore semblant de s'opposer vigoureusement aux menées expansionnistes et respectait la trêve conclue depuis quelques mois avec le Front. Les bataillons des

(1) « L'Amérique et la France fabriquent des armes; le Maroc et la Mauritanie les achètent, et le F. Polisario les utilise... ».

F.A.R. purent donc avancer de plusieurs dizaines de kilomètres en territoire sahraoui. Mais très vite, ils furent accrochés et cloués en 3 points : Jdecria, Farsia et Haouza.

Les quelques unités de l'A.L.P.S. et de la Milice Populaire rassemblées en vitesse pour faire face à l'invasion étaient très inférieures en nombre et bien entendu en armes. Elles disposaient cependant d'un bon armement léger, de quelques mitrailleuses. Dès les premiers jours, les premiers bataillons des F.A.R. furent décimés.

Pour ne pas être complètement anéantis, ils se retirèrent dans les anciens postes espagnols qu'ils essayaient de protéger par un déluge de feu. Mais leur ravitaillement devint rapidement impossible, les hélicoptères eux-mêmes n'osant plus s'aventurer. C'est pour les dégager que le commandement marocain dut décider l'utilisation massive des blindés dans cette guerre.

Avec l'intervention des chars d'un seul côté, la disproportion de l'armement réapparaissait : elle ne faisait que rétablir un équilibre qui aurait sans cela été définitivement rompu en faveur des résistants.

Inconnus des Sahraouis, les chars firent d'abord l'effet des mitrailleuses et des canons au début du siècle, dans les guerres coloniales : celui du monstre effrayant, invulnérable, intouchable, de l'« arme absolue ». Les Marocains purent se ravitailler, effectuer des sorties, se protéger... en mettant des chars partout, dans toutes les patrouilles. Les guérilleros guettaient, frappaient tout ce qui n'était pas le géant d'acier, anéantissaient toutes les patrouilles non blindées.

Puis, peu à peu, les chars eux-mêmes ont perdu leur invulnérabilité : d'une part les combattants apprenaient à *vivre avec* eux, découvraient leurs habitudes, leurs points forts ou faibles (distance et angles de tir, possibilités de manœuvre, etc...) Ils apprenaient à jouer avec eux comme avec un animal méchant, voire un gibier.

D'autre part, quelques armes anti-chars arrivaient enfin et étaient très vite maîtrisées. Étant donné la précision de tir presqu'innée des Sahraouis, qui, du simple fusil familial s'adapte vite à toutes les armes, l'arrivée de quelques bazookas renversa pratiquement la situation : de chasseur, le char devint cible, là où des armes anti-chars existaient en nombre suffisant. Au lieu de foncer devant lui, insolemment, lui aussi essaie d'utiliser les protections naturelles pour approcher, à l'abri, de son but. Il est lui aussi obligé de jouer à cache-cache. Avec la différence qu'il

connaît beaucoup moins bien que les guérilleros les règles de ce jeu-là, et qu'il a beaucoup moins envie de jouer.

De nouveau, le déséquilibre de l'armement devenant moins total, l'armée d'invasion est sur la défensive et essuie des coups très durs.

En réalité, le Sahra est devenu très vite un piège pour les F.A.R., une guerre d'usure intolérable à long terme pour les finances et le prestige du Roi, sans parler de l'hémorragie en hommes. Certes, le problème des vies humaines en lui-même ne saurait émouvoir les dirigeants de Rabat, mais ses conséquences proprement militaires et politiques : affaiblissement de l'armée par la disparition de nombreux cadres et soldats ayant une formation, répercussion sur le moral des troupes, déjà au plus bas. L'augmentation du nombre de familles éprouvées (morts, blessés, prisonniers par milliers) fera que, dans tous les coins du royaume, on saura peu à peu ce que la propagande officielle essaie de cacher : qu'il y a une guerre meurtrière contre un peuple qui refuse le rattachement au Maroc; que l'expédition au Sahra n'est pas une promenade joyeuse au milieu de populations heureuses de retrouver leurs « frères du nord », « leur Roi »; que l'armée marocaine subit continuellement des défaites dans sa lutte contre les combattants de la liberté. A l'extérieur également, malgré la puissance de mystification de l'appareil de propagande royal (à l'habileté duquel il faut rendre hommage) il devient impossible de cacher l'étendue des pertes des F.A.R., dont les observateurs étrangers peuvent se rendre compte, ne serait-ce qu'à partir du nombre des prisonniers de guerre et des prises de toutes sortes.

C'est cependant le coût matériel de la guerre qui, sans aucun doute, préoccupe au premier chef le Roi et ses protecteurs. Nous ne disposons pas de données précises pour le calculer exactement, mais il ne fait pas de doute pour les observateurs qu'il se chiffre par millions de dollars quotidiens. En quelques mois, les F.A.R. ont perdu des centaines de véhicules militaires, le nombre de chars détruit augmente rapidement, et même celui des avions. Ils ont perdu d'énormes quantités d'armes et de munitions ainsi que de carburant : en dehors des prises de guerre, plusieurs dépôts, parfois géants, ont été détruits par les commandos du F.P. (1).

(1) En mars 76, le dépôt de Jdéria, chargé de l'approvisionnement des troupes d'invasion dans tout le Nord-Est, a été atteint de plein fouet et a brûlé toute une nuit, durant laquelle on a entendu à des dizaines de kilomètres des explosions ininterrompues d'obus, de fusées, de caisses de munitions. Un brasier énorme a éclairé toute la région comme un feu de joie révolutionnaire.

Le coût du ravitaillement (en carburant, munitions, vivres, etc.) d'une armée énorme engagée loin de ses bases-arrière dans un pays inconnu et des conditions de vie et de lutte étrangères, devient prohibitif. Compte tenu des moyens respectifs (humains, économiques, militaires), l'engagement marocain au Sahra est plus lourd et déjà plus coûteux que ne l'était celui des USA au Viêt-Nam; et les soldats marocains dans l'ensemble aussi dépaysés à Amgala que les G.I.'s dans les rizières annamites.

La colonne Dlimi, un succès de propagande

Même avec l'aide de certaines puissances étrangères et des subsides octroyés par d'autres monarchies arabes, combien de temps le roi pourra-t-il se payer une guerre d'usure aussi ruineuse? C'est pour essayer d'en sortir que les stratèges marocains ont monté une opération encore plus coûteuse dans l'espoir d'obtenir une décision. Ils ont engagé une bonne partie de leurs réserves pour organiser une puissante colonne qui s'est enfoncée vers le cœur du pays, à partir de Smara. Objectif : « nettoyer » ce que leur propagande appelait « les dernières poches de résistance du Polisario ». Ils ont en effet annoncé la « prise » d'Amgala, Tfariti, reculé devant Guelta, tenté vainement de dégager leurs forces prises au piège depuis des mois à Farsia, et finalement abouti à Mahbès. Ils ont incontestablement obtenu — pour dix jours, — un important succès de propagande.

En réalité, ils n'ont rien « nettoyé » du tout, mais aggravé, il est vrai, l'exode et les malheurs mais aussi la détermination et la combativité des populations civiles. Occuper des points fixes, des centres même importants dans un immense territoire, ce n'est pas « pacifier », ni vaincre, ni réduire la résistance. Surtout s'il s'agit d'une résistance doublement insaisissable : guérilla moderne doublée d'une tradition nomade; Ahmed Ould Hammadi et Smaïl Ould El Bardi plus Giap et Castro, cela donne un acier d'une qualité que le Roi et ses stratèges sont bien excusables de ne pas savoir apprécier.

Or, la colonne Dlimi ne pouvait même pas occuper durablement les centres en question. Car se diviser aurait été sa perte. Elle s'est contentée de se « promener » d'un point à un autre. Promenade coûteuse. La colonne était harcelée en permanence. Chaque matin, elle laissait derrière elle des carcasses de véhicules, de chars,

emportait ou abandonnait des morts ou des blessés; contrainte finalement de se diviser pour essayer de colmater les brèches, elle s'est retrouvée dans la même situation que les autres forces d'invasion : prise au piège et soumise à un harcèlement permanent, dans les régions de Mahbès et d'Amgala. Entre-temps, le succès de propagande obtenu par Dlimi après le Premier Amgala avait été ruiné par son Roi après le 2e Amgala, Hassan II ayant reconnu la défaite cuisante infligée à ses troupes par quelques guerilleros. Cet aveu contredisait tout ce que la propagande marocaine avait essayé d'accréditer durant les semaines précédentes. Comment, en effet, une armée qui a tout « nettoyé », qui contrôle tout, de Mahbès à Dakhla, peut-elle être surprise aussi loin à l'intérieur du pays et subir des pertes aussi sévères?

Personne n'a cru évidemment à la fable selon laquelle c'est l'armée algérienne avec de gros moyens, qui aurait « attaqué » les « enfants du Roi ». Comment d'ailleurs des forces aussi importantes seraient-elles arrivées jusqu'à Amgala sans être repérées? En réalité, le gros bataillon marocain surarmé mais qui a été décimé n'a eu à faire qu'à une seule unité sahraoui, *de moins de 100 hommes*.

Au lieu « d'en finir » donc, la colonne Dlimi à son tour a été « digérée » par la guerre. Ses restes se sont enlisés, aggravant au lieu de les résoudre les effets de la guerre d'usure : en plus de Haouza, Farsia, Jdeiria, Smara, l'État-Major de Rabat doit résoudre les graves problèmes de ravitaillement et faire face aux pertes quotidiennes d'autres abcès de fixation. C'est la fuite en avant habituelle, les illusions habituelles des « pacificateurs » de l'Algérie, du Vietnam, du Mozambique, etc. dont des impérialistes beaucoup plus puissants et plus inventifs ont été les victimes. C'est la succession habituelle des « derniers quart d'heure » dont l'ultime est toujours celui de l'agresseur lui-même.

Tentative de génocide

La seconde tentation à laquelle le Roi a fini par céder, c'est l'utilisation massive d'un atout qu'il a préféré, au début, tenir en réserve (pour d'autres éventualités) : l'engagement à fond de son aviation, pour soutenir des unités en difficulté. Mais aussi pour attaquer des camps de réfugiés, pour des raisons sans doute politiques, le caractère non-militaire de ces objectifs étant évident.

Le cas de Oum Dreiga est particulièrement édifiant. Non seulement (comme tous les camps), il abritait essentiellement des femmes et des enfants, mais les femmes y avaient totalement pris les choses en main et interdit pratiquement aux hommes d'y vivre (leur place étant sur le champ de bataille).

C'est là que l'aviation royale s'est acharnée pendant des jours et des jours. Des centaines de victimes, dont de très nombreux blessés ont pu être acheminés jusqu'en Algérie. Certains sont morts en route (5 jours et 5 nuits à dos de camion, sans route, à travers des zones dangereuses). Beaucoup de blessés légers se sont soignés sur place. Des gosses décapités, brûlés vifs. Des femmes enceintes éventrées. Des dizaines d'autres dont on a retrouvé par-ci, par-là qui une main, qui une jambe... Les responsables du camp comptent ainsi leurs morts : 35 morts le premier jour (identifiés) et 13 sacs (sous entendu remplis de « morceaux » divers).

Il s'agit visiblement d'une tentative désespérée, celle de terroriser, qui sait? de démoraliser la population dans l'espoir de la détacher de la Résistance. Ou alors, d'un chantage exercé contre le F. Polisario? ou faut-il croire vraiment à la volonté d'extermination, à la volonté de supprimer le plus de Sahraouis possible, combattants ou pas, enfants, vieux, femmes pour extirper les racines mêmes de ce peuple? C'est en effet la seule solution pour qui veut prendre, et posséder tranquillement le Sahra. Hassan II et ses complices sont dans ce cas parfaitement logiques avec eux-mêmes.

Cette opération extermination a été un échec total. Elle a fait « seulement » quelques centaines de morts et de blessés car seuls les premiers bombardements ont été meurtriers — notamment à Oum Dreiga — la population ayant vite appris à se camoufler dans des abris où elle vivait toute la journée. Elle a eu l'effet exactement contraire de celui qui était recherché. L'indignation soulevée par ces pratiques sauvages a renforcé la volonté des Sahraouis de rester libres, en confirmant avec éclat — c'est le cas de le dire — les pires de leurs craintes quant au sort qu'ils pourraient attendre des nouveaux colonisateurs.

Les armes de la révolution

Nous avons vu les rôles respectifs des armes et des hommes. Ce sont là en fait les données fondamentales de l'équation qui commande l'issue de la guerre. Or, le déséquilibre concernant la

qualité des combattants est une donnée pratiquement constante et qui joue en faveur de la Révolution. Les envahisseurs peuvent le compenser partiellement, en augmentant sans cesse la quantité de leurs soldats, mais cela ne suffit pas.

La durée de la guerre dépend donc principalement de l'évolution de la deuxième donnée. Si le déséquilibre, sur le plan de l'armement, restait énorme, il permettrait aux envahisseurs de résister plus longtemps.

Mais si demain, les combattants de la liberté disposaient d'un armement comparable, les légions du Roi ne tiendraient pas longtemps, même à 20 contre 1.

Comment expliquer cette disproportion qualitative entre les guerilleros sahraouis et les soldats du roi? Comme le faisait remarquer un journaliste étranger qui nous posait la même question, l'armée marocaine est pourtant réputée l'une des meilleures d'Afrique et du Monde Arabe. N'a-t-elle pas, tout récemment encore, fait parler d'elle à l'occasion de la guerre d'octobre (1973)? « De plus, disait cet observateur étranger, ils sont quand même arabes, comme vous, et vos voisins. Ils ne peuvent pas être aussi dépaysés au Sahra que les Espagnols... »

Que répondre?

Tout d'abord, nous ne faisons que constater. Nous ne disons pas « s'il y avait une guerre maroco-sahraoui, les soldats marocains ne feraient pas le poids devant les Sahraouis ». Nous disons : la guerre dure depuis des mois et voici comment les soldats marocains se comportent effectivement sur le terrain. En second lieu, nous pouvons donner quelques éléments d'explication, mais il y en a sans doute d'autres qui nous échappent (et que des frères marocains seraient mieux placés pour fournir).

Un premier élément nous semble évident : ce sont les motivations, le moral. Observons ce soldat marocain qui se bat comme un héros au Golan, et qui au Sahra, se bat très mal ou pas du tout. Au Golan, les choses sont pour lui simples et claires : il vient prêter main-forte à d'autres frères arabes qui défendent leur terre, et la patrie arabe commune contre un agresseur étranger. Il s'agit pour lui d'une cause juste et sainte, à l'évidence.

Au Sahra, on a beau lui répéter sur tous les tons qu'il s'agit également d'une cause sacrée, de la « réunification de la Patrie », que les Sahraouis sont des Marocains, etc., la réalité est plus têtue, il la vit tous les jours et elle lui dit autre chose.

Les premières unités engagées sont arrivées pleines d'enthou-

siasme et d'illusions : on leur avait prédit un accueil de libérateurs, à peine quelques rebelles manipulés par l'Algérie et de toute façon bien incapables de résister à la prestigieuse armée royale. Le refus agressif des habitants, ou leur fuite éperdue devant les « libérateurs »; les attaques meurtrières de l'Armée Populaire de Libération ont apporté une désillusion immédiate, énorme, catastrophique. Le moral des premières troupes, presque décimées avant l'intervention des chars, ne s'en releva jamais. La nouvelle se répandit malgré les précautions, parmi les autres unités, lesquelles, une fois engagées, vivaient une réalité comparable, c'est-à-dire l'enfer au lieu du Paradis promis. A l'efficace et imprévisible guerilla moderne menée par le F. Polisario vient du fond des mémoires collectives, s'ajouter en surimpression la réputation séculaire de redoutables guerriers-razzieurs des Sahraouis, pour créer, autour des guerilleros, une légende d'effroi, de terreur, à elle seule suffisante pour ébranler bien des résolutions.

Le combattant sahraoui sait quant à lui exactement pourquoi il se bat : pour sa liberté. Une liberté d'une qualité exceptionnelle, rare... sans doute la plus proche qui soit de la liberté absolue pour laquelle se sacrifient tant d'anarchistes, et qui pourtant n'a rien à voir, chez nous, avec l'anarchie. Il se bat comme il le faisait avant 1936 contre l'envahisseur européen, et en 1957-58, en 1973-75 pour chasser l'occupant fascite. Il se bat avec une foi totale en sa cause et sans la moindre interrogation sur la nécessité de la mort qu'il affronte.

Voilà, pour le moral du combattant, sa volonté de se battre.

La deuxième différence qui nous paraît fondamentale concerne la valeur militaire intrinsèque du combattant, son efficacité en tant qu'instrument de guerre. Le soldat marocain passe par toute une préparation spéciale, il sort d'un moule désormais commun à toutes les armées conventionnelles du monde, et destiné à en faire cet « instrument parfait », le temps de préparation étant plus ou moins long selon le degré de spécialisation et la complexité des engins à « servir ».

Le combattant sahraoui n'a pas ce privilège. Il s'est montré pourtant infiniment plus efficace que son adversaire : c'est qu'il sortait d'une « académie » autrement formatrice. En règle générale, la nouvelle recrue dans une armée classique et même révolutionnaire — arrive sans avoir touché à un fusil, sans aucune idée des règles d'un combat. Or, aux abords de l'adolescence, un jeune

sahraoui est généralement un tireur d'élite, familiarisé depuis longtemps avec les armes, sachant ce qu'une recrue classique mettra des années à assimiler.

Le fusil familial est en effet un objet *domestique* avec lesquel il a vécu depuis sa naissance, et qu'il a commencé à *manipuler* progressivement dès l'enfance. En période de rezzous, de guerre, c'est en tuant son premier ennemi qu'il pourra, sans démériter, faire couper son « garn », et faire pousser sa « gouffa » (1), symbole du passage à l'âge adulte. En période de paix c'est, au moins, de succès au tir à la cible, à la chasse, etc... qu'il s'agira. Au seuil de l'âge adulte, le jeune sahraoui sait également tout ou presque de la guerre du désert : les batailles du passé, les tactiques utilisées — « ici, nous les avons surpris en débouchant de derrière cette dune; là, les Oulad G. sont tombés sur les Ahl B. en les prenant à revers; au puits de H., Ghazzi S. a été décimé... »; les itinéraires des ghazian; le code d'honneur, la valeur guerrière et le caractère distinctif des tribus.

Il a acquis cette science immense, inestimable, à travers les récits, les légendes, les commentaires des siens, possède toute une littérature orale et parfois écrite, qui véhicule des siècles d'expérience, de sagesse, d'histoire vivante — mais aussi au fil du vécu de tous les jours, de la transhumance incessante qui permet de faire et de refaire, naturellement, dans tous les sens, tous les itinéraires du passé, guerriers ou pacifiques, de connaître par cœur la résistance des chameaux, les étapes possibles, les pâturages probables; de savoir s'orienter avec certitude, évaluer les chances de pluie — les terrains de nomadisation respectifs, refaire sur les lieux mêmes toutes les batailles célèbres ou significatives militairement, humainement...

En fait, tout le pays, dans ses limites naturelles et non administratives, tout le territoire de nomadisation traditionnel, de l'Oued Drâ et du Tîris jusqu'aux confins mauritano-maliens est un immense terrain de manœuvres et une énorme carte d'état-major sur laquelle le jeune sahraoui apprend son métier de sahraoui; une merveilleuse leçon de choses, permanente, à livre ouvert, à ciel ouvert, dont les thèmes sont la vie, la guerre, l'histoire, intimement mêlés.

---

(1) Garn : touffe de cheveux au milieu du crâne rasé, gouffa : coiffure adulte, comparable à « l'Afro » actuellement en vogue en occident.

Sans le savoir, il est déjà, à peine adulte, un tacticien distingué — dans son domaine bien sûr — sinon un fin stratège, et en tout cas un combattant de grande valeur.

C'est pourquoi, le problème de l'encadrement moyen ne s'est jamais posé à l'A.P.L.S. : chaque Sahraoui vient pratiquement de sa tente familiale en étant déjà cadre. Cela grâce à sa formation militaire *innée*, mais aussi du fait d'un autre trait de caractère très répandu chez les Maures et spécialement les Sahraouis : une confiance en soi, une fierté de soi sans limite, une absence de complexe intégrale devant n'importe qui, n'importe quoi; qualité dont le revers peut être dangereux, notamment au niveau politique, mais qui constitue un atout formidable en période de lutte, de mobilisation, de responsabilisation à outrance de tous.

On le voit lorsqu'on compare une troupe marocaine qui perd son chef, forcément un officier dont la formation a demandé de longues et coûteuses années : un troupeau désemparé, proie facile quels que soient les moyens dont il dispose; et un groupe Sahraoui, dont le chef est un simple coordinateur qui doit continuellement se surpasser pour continuer à *mériter* sa responsabilité, et où chaque membre a la conscience et la capacité d'un chef.

Tels sont donc les deux atouts majeurs du guerillero sahraoui : le premier, qu'il partage avec ses camarades combattants de la liberté de tous pays, mais qu'il porte à un degré rare : la foi en sa cause, l'esprit de sacrifice, le courage. Le deuxième, qui lui est propre (1) : l'école de guerre familiale, qui en fait un combattant accompli avant même de s'engager. Deux atouts majeurs qui font défaut à l'adversaire.

Celui-ci dispose par contre de deux atouts d'une toute autre nature : la supériorité en armes et en matériel et celle du nombre.

Un équilibre précaire s'installe donc lorsque la disproportion des armes reste grande, sans être énorme : elle est alors compensée par le moral et la valeur des combattants de l'autre camp, le nombre comptant finalement assez peu en deçà d'un certain seuil de démoralisation.

Cet équilibre est rompu, localement ou globalement, chaque fois que l'un des éléments de base de cette équation complexe est affecté d'une variation importante, et surtout lorsque l'importance *relative* de ces éléments — les uns par rapport aux autres — change.

---

(1) Certaines autres sociétés possèdent des traditions guerrières de haute valeur, mais rarement aussi généralisées. Chez les Sahraouis, les exceptions à cette règle sont rares.

De la « division internationale du travail » ou le droit de l'impérialisme à la sécurité

Le 20 avril 1977, à Dakar (1), une nouvelle théorie est née : le *droit* de l'Afrique à la sécurité. Assortie du *devoir* de solidarité : celui de l'Europe à l'égard de sa petite sœur.

C'est la nouvelle version de la mission civilisatrice de l'Europe.

Un phénomène étrange. Nous sommes bien habitués à la démagogie des nôtres, la plus débridée. Nous nous étonnons à peine, ou plus du tout, lorsqu'un dictateur sanguinaire et sous-développé pérore sur la Révolution ou la démocratie; ou qu'un fantoche corrompu et dépersonnalisé nous parle de nos valeurs et de notre dignité.

Pourquoi un chef étranger — celui par exemple d'une puissance qui, même passée en catégorie B, continue à jouer un rôle de premier plan pour maintenir nos peuples dans la dépendance et l'obscurantisme — n'aurait-il pas le droit de nous *raconter*, lui aussi, *des histoires?* Il le fait d'ailleurs de manière fort mesurée, distinguée, un peu pédante et paternaliste, bien sûr... mais nous en avons entendu bien d'autres.

Pourquoi cela nous choque, nous indigne presque? Est-ce un reste de ce complexe d'infériorité injecté aux évolués de chez nous par l'enseignement colonial et qu'exprimait naïvement un interprète : « Les chefs blancs, ils ont quelque chose qu'ils apprennent là-bas qui les empêche de faire pas bien... ça s'appelle conscience... »

N'importe... on avait envie de dire : « ce n'est pas permis... il se « fout » trop du monde... »

Qui, en effet, menace l'Afrique? Un temps, ce furent « les chinois ». Maintenant, ce sont, paraît-il, les « soviéto-cubains » (2).

Quelque chose est menacé en Afrique, c'est incontestable. Il s'agit seulement de savoir *quoi*. Et par *qui*. Quelques régimes le sont sans doute. Mais surtout... une chose : la domination

---

(1) Où M. Giscard d'Estaing expose devant une conférence francophone sa conception des relations franco-africaines.

(2) On ne peut s'empêcher de trouver un air de famille — une filiation? — entre ce slogan épouvantail et celui, à usage interne français, de « socialo-communiste ».



Photo J.-P. Bonnotte Gamma

En septembre 1973, Kurt Waldheim assiste à l'ouverture du « Sommet des Non-alignés », avant de recevoir à New York le Président algérien pour la session spéciale de l'O.N.U.

Giscard d'Estaing à la conférence de la francophonie à Dakar : un nouveau protectorat pour l'Afrique.

Photo H. Culos Sygma

Giscard - Hassan II à Paris.
Les « copains » n'en sont pas moins rois.

Photo D. Simon Gamma



exclusive, en chasse gardée, de la plus grande partie de notre continent par quelques puissances étrangères. Trompés par la magie du mot indépendance, beaucoup de peuples ont attendu, espéré, deux décennies durant, puis découvrent progressivement la réalité étrangère sous les masques noirs ou café-au-lait des gouvernements nationaux. Leur réveil met en danger la quiétude néo-coloniale. Et pas toujours par des révoltes populaires, ou la lutte armée. Souvent, des régimes en place évoluent eux-mêmes, les dirigeants découvrent beaucoup de choses, à force de *se frotter* au monde; portés (1) aussi par des courants profonds qui agitent leur peuple. Alors, ils cherchent à desserrer un peu l'étau, à diversifier au moins leurs dépendances... ou leur indépendance. Et lorsque les puissances extérieures au Club ont le « culot » de répondre — en général bien timidement pourtant — à ces appels, on crie à l'invasion communiste.

Depuis 1960, — l'année des indépendances —, il y a eu des dizaines d'interventions, d'actions armées de toute sorte, d'origine extérieure au continent. Une seule provenait d'un pays non occidental, et les Américains eux-mêmes sont obligés d'en reconnaître le caractère légitime, et même positif (dixit leur porte-parole le plus en vogue, le brillant Andrew Young).

Il n'en a pas fallu davantage pour susciter des appels passionnés à la croisade... Avec la révolte au Shaba le délire est à son comble et ce sont des appels giscardo-hassaniens à la mobilisation générale. Là encore, les Américains — qui ne peuvent se permettre de mettre en danger le délicat équilibre nucléaire de la coexistence dans une aventure sans objet, infligent eux-mêmes le démenti le plus gênant aux valeureux champions de l'Occident. Ils reconnaissent publiquement que les « soviéto-cubains » ne sont pour rien dans l'affaire du Shaba. Les porte-parole les plus sérieux des milieux modérés africains vont plus loin : ils mettent en doute la responsabilité de l'Angola elle-même (2).

Qui alors menace l'Afrique, en dehors de ceux qui crient « au voleur »?

---

(1) Ceux qui trop coupés ou trop corrompus, ne *sentent* pas cela et restent trop figés, trop serviles... ce sont ceux-là qui seuls sont « menacés ». Par leurs peuples. Ils ne sont heureusement pas trop nombreux, mais nous en avons bien quelques... beaux spécimens : souvent ceux dont les pitreries sont les plus appréciées par les *mass media* européens — pas du tout racistes, pourtant. Bien sûr.

(2) *Cf.* : les n°s 857 et 856 de juin 77 de Jeune Afrique, d'après lesquels les « gendarmes katangais » auraient décidé de retourner dans leur pays et d'y engager la lutte sans prévenir le pays qui les hébergeait (l'Angola).

Il est en vérité plaisant de s'entendre proposer un pacte, une garantie de « sécurité » par celui qui vous maintient en tutelle, vous exploite. Contre toute velléité de votre part de secouer cette tutelle, ou de la part d'un passant susceptible d'écouter vos appels à l'aide.

Il est triste que certains de nos dirigeants se laissent abuser. Je ne parle pas de ceux, plutôt rares, évoqués plus haut et qui sont définitivement perdus, mais de nombre de ceux qu'on appelle « modérés », dont on peut ne pas partager certaines options — les divergences n'excluent pas toujours le respect — mais que rien ne condamne à lier définitivement leur sort aux ennemis de leurs peuples.

Personne ne menace ces régimes-là. Et il ne tient qu'à eux de reconquérir — ou, selon le cas, de garder l'estime et le soutien de leur peuple en faisant prévaloir justement l'intérêt national contre la main-mise étrangère; et non en pactisant avec l'exploiteur. C'est là tout le problème.

La sécurité pour le développement, explique le bon maître Giscard, dans une démarche didactique apparamment sans faille... sauf que l'exemple choisi est peu probant, c'est le moins qu'on puisse dire. Quel développement en effet a connu le Zaïre, dont le peuple après 15 ans de stabilité et de pouvoir absolu, est plus misérable, dont l'économie et l'administration sont en ruines malgré d'immenses richesses, pendant que des bénéfices fabuleux sont rapatriés en Europe.

Qui sème la subversion en Afrique? Vous-mêmes, grands chefs blancs et vos protégés qui, à force de pressurer le paysan africain, de dilapider devant ses yeux, dans un luxe insolent, ses propres richesses pendant qu'il meurt de faim, de maladie, l'acculez à la révolte.

Ainsi vous avez le droit à la sécurité de cet assassinat-là... et lui n'a pas le droit d'essayer de se libérer d'une tutelle aussi injuste, insupportable? Et lorsqu'il tente de se débarrasser d'un régime odieux, vous criez comme des écorchés et lancez vos « signaux » de solidarité, c'est-à-dire vos bataillons de la mort. Mais c'est exactement l'ancienne politique du gros bâton, de la grosse canonnière, à peine remise au goût du jour.

Cela peut-il nous consoler... nous ne sommes pas, nous autres africains, les seuls à jouir d'une protection aussi impériale, aussi impérieuse. A chacun son maître. Ainsi, l'Europe super-civilisée, avancée, industrielle, technologique et technocratique, qui aligne

à elle seule les 4/5 des puissances les plus riches et les plus fortes du monde, est-elle à son tour admonestée sans ménagement et avertie par son grand frère américain qu'elle n'a pas le droit de changer de régime. Avertissement lancé par M. Kissinger, à peine nuancé par les nouveaux maîtres de Washington. Aucune intervention extérieure pourtant n'est avancée pour justifier une telle ingérence : il s'agirait, personne ne le conteste, des résultats éventuels d'élections démocratiques organisées *sous l'égide des pouvoirs en place.*

C'est justement de l'un de ces pouvoirs menacés par leur peuple que viennent les « signaux » les plus impératifs pour protéger certains régimes africains contre les leurs. Cela explique bien des choses. Et éclaire un peu cette organisation pyramidale de l'impérialisme qui apparaît de plus en plus : un chef de file de moins en moins désireux de s'engager directement dans les conflits, mais dispensant largement ses directives et son assistance technique, laissant à des puissances industrielles de deuxième rang des rôles « stabilisateurs » et au besoin de gendarmes; à un autre niveau, des sous-impérialismes régionaux (sous-développés) ayant des rôles de gendarmes locaux embrassant des régions plus ou moins vastes, et enfin les pouvoirs « nationaux » au niveau de chaque pays, dont la compétence est si l'on peut dire de simple police.

La compétition est parfois vive pour être investi de ces rôles. Les crises actuelles — Afrique australe et du nord-ouest — révèlent un activisme français assez étonnant pour se placer comme puissance mandataire; est-ce un besoin de compensation par rapport à la faiblesse intérieure de son régime? et un activisme marocain lui tout à fait compréhensible pour le rôle de sous-impérialisme régional. Rôle qui lui revient de droit en Afrique du nord-ouest, s'il apporte la preuve de sa capacité, c'est-à-dire s'il réussit l'annexion du Sahra et la satellisation de la Mauritanie (le succès final de celle-ci dépendant d'ailleurs directement de celle-là).

S'il en déborde largement — le Shaba est tout de même à l'autre bout du continent, sans parler du Bénin! — ce n'est pas seulement pour faire du zèle auprès de ses protecteurs. Il joue là un jeu dangereux, certes, mais qui peut, s'il réussit, lui rapporter des bénéfices substantiels.

Ensablé dans une terrible guerre d'usure au Sahra, il était acculé sur le plan diplomatique, en tout cas africain : ayant réussi

par toute sorte de manœuvres à reporter de conférence en conférence la décision finale de l'OUA, dont la condamnation de l'invasion maroco-mauritanienne était connue d'avance, il était en train d'utiliser sa dernière cartouche en pratiquant la politique de la chaise renversée pour éviter d'être mis en accusation au sommet extraordinaire attendu d'un mois à l'autre.

Il venait par ailleurs d'être pratiquement mis au ban de l'Afrique après sa honteuse collusion avec les mercenaires qui avaient attaqué le Bénin.

En osant le premier voler au secours de Mobutu, il s'assure la gratitude de quelques régimes anti-nationaux, qui se sentent gravement menacés de l'intérieur, mais aussi de certains gouvernements modérés plus respectables, malheureusement abusés par la propagande impérialiste.

Il rend par ailleurs un service difficile à oublier aux échelons supérieurs de la pyramide, depuis longtemps à la recherche d'un sous-impérialisme efficace là-bas, après la lamentable déroute de Mobutu lui-même, en Angola.

Vis-à-vis de l'Afrique « modérée », il va plus loin que la recherche d'une gratitude même durable. Il essaie de faire de son intervention une opération de redressement, de renversement de courant. Redonner courage à ces régimes là, remonter leur moral et les inciter en même temps à relever la tête, à prendre conscience de leurs forces, c'est en même temps se créer une troupe de manœuvre, sinon de choc. Les régimes inféodés aux intérêts étrangers étaient faibles avant tout moralement : ils n'osaient s'assumer en tant que tels, le conservatisme, la dépendance étant trop discrédités, dépréciés; et tous ou presque dénonçaient le néo-colonialisme. Hassan leur dit en substance :

Cessons d'avoir honte de notre état, et vous verrez, nous serons forts, nous serons les plus forts. Cela ne nous sauvera pas de faire semblant d'être ce que sont nos ennemis : nous ne faisons ainsi que les renforcer et nous désarmer implicitement. Cela ne nous sert à rien de cacher nos liens avec nos grands amis occidentaux... De toutes façons, les gens (entendez les peuples) ne seront pas dupes et nous perdons ainsi beaucoup d'efficacité à tourner autour du pot. Utilisons au contraire à fond tous les atouts que nous donnent ces alliances et... mettons les autres en accusation, pour cesser de l'être nous-mêmes...

Le Shaba pour Hassan c'était, après la marche verte, un deuxième coup de poker audacieux, mais non sans risques. Échouer, « s'envaser » au Shaba après s'être ensablé au Sahra, aurait été

mortel. Réussir, c'était, espérait-il, obtenir sur le plan africain, donc international, ce qu'il avait si brillamment accompli sur le plan intérieur. A l'union sacrée autour du trône répondrait ainsi une sainte alliance africaine dont le complément arabe, déjà en place, pèse des milliards de pétro-dollars.

L'expédition du Shaba a réussi, pour de nombreuses raisons, dont l'étrange passivité des camps anti-impérialistes. Le roi en recueille un regain de prestige auprès de quelques pays modérés, qui atténue son isolement en Afrique.

Mais la percée reste limitée. Hassan II a beau réitérer, multiplier les appels à la « majorité silencieuse » dont il voudrait prendre la tête, au moment notamment où M. Giscard d'Estaing annonce à Dakar la *Charte du nouveau protectorat pour l'Afrique*, les échos restent faibles. Ce que dit le monarque alaouite, certains dirigeants avaient sans doute envie de l'entendre et quelques-uns l'admirent parce qu'il ose, lui, aller jusqu'au bout de sa logique. Mais la plupart des Africains — responsables ou non — se sentent peu concernés, en tout cas peu attirés par les propos de ce potentat oriental (1) donneur de leçons, qui ne peut s'empêcher en s'adressant à eux, de laisser passer une pointe de condescendance envers ces sous-développés arabo-africains à l'égard de qui il n'a jamais caché son mépris de super-développé égaré parmi les siens.

(1) Le qualificatif est d'un ministre originaire d'un pays d'Afrique « francophone », réputé plutôt favorable aux positions de Rabat. Quoiqu'il fasse, Hassan II reste ressenti comme un étranger.


ANCH
المكتبة الإلكترونية الصحراوية
SAHRAWI DIGITAL LIBRARY

Le judas du tiers-monde
ou le vrai défi de Hassan

Si on fait le bilan de ces deux ou trois dernières années, sur le plan international, on s'aperçoit que Hassan II a réussi un travail remarquable de démolition des résultats acquis au cours des années précédentes; qu'il a donc accompli une tâche énorme au profit des forces de conservation.

En 1974, l'offensive des pays dominés était à son apogée et l'unité de leur front largement réalisée au sein du Mouvement des Non-Alignés.

En 1977, cette imposante unanimité et la force qu'elle conférait au Tiers-Monde est assez sérieusement entamée. Notamment au niveau africain, sa principale base.

On ne peut créditer le roi seul d'un tel résultat, mais le rôle qu'il y a joué est important.

L'unanimité du Tiers-Monde autour de quelques grandes options était bien sûr vulnérable. Parce que superficielle sur plus d'un point, et que nombre de régimes n'y participaient que pour ne pas se faire montrer du doigt. Elle était pourtant suffisamment solide pour avoir résisté, survécu à des épreuves et aux assauts tantôt bismarkiens, tantôt machiavéliques du « Cher Henry ». Faut-il suivre ceux qui mettent au crédit du « magicien de Washington » une des manœuvres obliques qui devaient finalement faire au front des opprimés plus de mal que bien des attaques frontales? A les en croire, c'est Kissinger qui aurait imaginé l'audacieuse « Opération Sahra » avec ses intrigues tortueuses, sa flamboyante « marche verte », etc., efficacement relayé dans certaines coulisses et surtout sur le devant de la scène par une complaisante France giscardienne.

Opération et intrigues dont l'objectif était bien sûr de renflouer le navire chérifien, mais également sinon plus, d'atteindre l'Algérie et à travers elle, de casser le grand élan des peuples en voie de libération — ce torrent apparemment inendiguable —; au moins de freiner provisoirement son impétuosité : le temps de mettre au point de nouveaux systèmes de digues et de creuser des canaux détourneurs qui iraient perdre dans des sables providentiels — nos continents sont *fertiles* en déserts — une partie de cette énergie dévastatrice.

L'Algérie de 1974 occupait en effet, dans le concert des opprimés, et dans le concert international tout court, une place à part. Jouissant d'un grand prestige, elle faisait pratiquement l'unanimité autour d'elle. Cela était dû à la conjugaison de plusieurs facteurs : sympathie acquise au cours d'une lutte de libération devenue exemplaire; positions et pratique anti-impérialistes justes, soutien actif aux mouvements de libération, mais aussi ouverture tous azimuts qui faisait éclater le ghetto du progressisme, du non-alignement première manière et se traduisait par le développement de relations amicales avec les pays aux régimes les plus variés.

Il s'agissait en somme de l'application réussie par un pays moyen du Tiers-Monde à la fois de deux principes, difficiles à concilier dans la pratique, celui de la coexistence-coopération entre pays aux régimes différents, et celui du non-alignement dans sa version la plus intransigeante : relations privilégiées avec l'ancienne puissance coloniale (1), coopération importante avec l'Union Soviétique, et pourtant développement considérable des échanges économiques et commerciaux avec les U.S.A., relations particulièrement amicales avec la Chine, etc.

Cette ouverture réelle, assortie d'une volonté d'indépendance ombrageuse, valait à l'Algérie une réputation de sérieux que fondait, par dessus tout, une *attitude* générale tranchant heureusement avec l'irresponsabilité, l'inconscience et le fantochisme qui faisaient de la plupart des pays du Tiers-Monde des pays en voie de sous-développement.

Durant plusieurs années, l'Algérie est restée en retrait, en tout cas volontairement discrète par rapport aux affaires du monde — y compris le plus proche, la zone afro-arabe.

---

(1) Il est évident que les choses ont changé.

Ce repli — relatif — sur soi contribuera, après coup, à renforcer l'image de sérieux : les Algériens donneront l'impression qu'ils avaient voulu d'abord se donner la base minimum nécessaire de solidité économique, de contrôle de leurs propres ressources, avant de prétendre apporter une contribution utile à la construction, à la lutte communes; avant de pouvoir décemment se permettre de donner des conseils aux autres (1).

Lorsqu'au début des années 70, la voix de l'Algérie commencera progressivement à se faire entendre plus souvent, tout cela pèsera de plus en plus lourd dans la balance très sensible d'un équilibre international très fluctuant.

Il serait exagéré de dire que les puissances impérialistes et les pays les plus réactionnaires du Tiers Monde aient été particulièrement heureux de voir émerger une Algérie socialiste forte, stable et influente. Mais puisqu'elle l'était... autant avoir affaire, enfin, à un pays progressiste qui soit en même temps un partenaire sérieux, raisonnable, ouvert au dialogue.

Cette attitude de la main tendue a contribué — parmi d'autres facteurs — à rapprocher progressistes et modérés et à créer ce front uni si fragile et si précieux du Tiers Monde en favorisant chez les régimes conservateurs l'aspect positif de leurs deux faces contradictoires, de leurs deux tendances dont l'une, faite de soumission aux puissances protectrices, les tire en arrière, pendant que l'autre, sentiment d'appartenance à une communauté opprimée et *méprisée*, favorise l'aspiration à la solidarité, à la résistance.

Ce qui s'est passé à l'O.P.E.P., à cette époque là, est typique à ces égards.

En 1973-74, ce phénomène atteignait son apogée. Tout le monde, amis ou adversaires, recherchait l'amitié de l'Algérie, ou au moins sa neutralité, des rapports corrects. Elle devenait un interlocuteur irremplaçable, obligé pour qui voulait traiter des relations entre riches et pauvres, entre l'Europe et le Monde arabe, entre ce dernier et l'Afrique.

Sympathie et admiration des uns, estime de tous, l'Algérie, un des principaux leaders du Front des Nations prolétaires, apparaissait comme une sorte de conscience du Tiers Monde. La

(1) Les Algériens ont sans doute l'équivalent de notre proverbe maure : « Si quelqu'un te donne un conseil... regarde d'abord comment vont ses propres chameaux... ».

sanction officielle de ce rôle apparaîtra en pleine lumière avec la succession de sommets (Ligue arabe, conférence des 77, etc...) couronnée par la conférence qui marquera en 1973 une impulsion nouvelle du mouvement des Non-Alignés, à la tête duquel le Président H. Boumedienne apparaîtra désormais comme le symbole de la grande bataille pour un nouvel ordre international plus juste, notamment économique — dont l'un des moments forts sera la session spéciale des Nations Unies, dont le Chef de l'État algérien inaugurera les travaux. C'est également en 1974 que Abdel Aziz Bouteflika préside avec brio l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies.

L'ascendant moral de l'Algérie, qui n'était pas pour peu dans son influence politique, devait beaucoup à cette ouverture tous azimuts dont on parlait plus haut... mais plus spécialement à un aspect particulier de cette politique : le fait de n'avoir aucun ennemi *personnel* déclaré, aucune querelle avec quiconque.

Ses actions, ses initiatives ne pouvaient donc apparaître suspectes de partialité, d'arrière-pensées. Il est facile de se rendre compte de l'importance de ces atouts, en comparant cette situation avec celle des autres animateurs possibles du Non-Alignement de l'époque... Quoi que fît l'Inde par exemple, on ne pouvait éviter d'y de soupçonner une machine de guerre anti-pakistanaise ou anti-chinoise, ou la main de quelque grande puissance... de l'Égypte à Cuba, de la Libye à la Guinée, chacun avait son ou ses ennemis intimes, sa ou ses querelles particulières.

Alger n'avait pas ces problèmes. Avec tous les pays de la région, elle entretenait attentivement au moins des rapports de bon voisinage et de coopération, parfois très poussée, parfois très amicale. Même avec le Maroc, des relations correctes ont été patiemment développées. La guerre des sables (1963) était bien loin, et on s'acheminait même vers une coopération étroite pour le développement des potentialités de certaines régions frontalières, qui devait être le prélude à l'amorce d'une intégration économique plus large... de la construction du Maghreb.

Les dirigeants algériens manquèrent-ils, à l'époque, de vigilance? Toujours est-il que, *tout entier* absorbés par leur effort de développement interne et par la grande bataille internationale en cours, ils croyaient bien faire en éliminant toutes les causes de tension régionale pouvant distraire les pays du Tiers Monde de ces tâches prioritaires et gigantesques, et d'abord les pays du Maghreb — charité bien ordonnée... —. C'est donc apparemment

en toute bonne foi — excessive? — qu'ils favorisèrent de toute leur force une réconciliation entre le Maroc et la Mauritanie — à l'époque alliée inconditionnelle d'Alger — obligeant littéralement Hassan II à recevoir et reconnaître Ould Daddah. Dans le même esprit, ils présidèrent à la création d'un front des trois pays voisins du Sahara Occidental, « pays concernés et intéressés » par la décolonisation de ce territoire d'après la doctrine onusienne en la matière; avec l'espoir de peser en faveur d'une décolonisation rapide, évitant une confrontation fratricide, une dispersion des forces maghrébines et — toujours cette hantise — le développement d'un foyer de tensions qui distraie les peuples concernés des tâches prioritaires qui s'imposent à eux.

Comment atteindre le principal animateur du Mouvement et à travers lui, casser l'élan de ce front du Tiers Monde dont l'offensive paraissait inexorable...

La réponse n'était pas simple car l'Algérie de 1974 semblait inattaquable : économie en plein développement, stabilité politique, prestige international... Une faiblesse invisible... un talon d'Achille caché? Personne n'est invulnérable.

La méthode employée sera très simple : il suffit de prendre un atout... et de le retourner pour le transformer en handicap. Par exemple : l'Algérie est forte de l'absence d'ennemis intimes, *domestiques*...? Eh bien, créons-lui en...

Rien de plus aisé apparemment, puisque le seul ennemi intime potentiel susceptible de faire le poids, se trouve être celui là même qui se portait volontaire pour jouer le rôle de Judas du Tiers Monde.

En réalité, la chose n'était pas si facile. Déclarer du jour au lendemain la guerre, même « froide » à l'Algérie, sans raison plausible, aurait été un geste suicidaire pour le roi dont la faiblesse intérieure et l'isolement extérieur étaient à leur comble. Il fallait donc éviter toute attaque frontale, intempestive et, si possible, obliger l'Algérie à prendre la responsabilité de l'aggravation des relations, sinon de la rupture.

Le Sahra — qui sera par ailleurs et sur d'autres plans si précieux pour le roi — était un prétexte tout trouvé. Il suffisait, dans un premier temps, de rompre le front à trois créé en 1970 et de proclamer qu'il s'agissait d'un problème national sacré qui concernait le Maroc seul, en somme de revenir à la situation d'avant 1970 (et même 1966) pour créer un début de tension régionale. Ce qui fut fait.

Mais pour réussir pleinement l'opération Judas, il fallait plus. Beaucoup plus. Il fallait réunir un grand nombre de conditions dont chacune à l'époque ressemblait à une gageure et dont l'ensemble paraissait positivement impossible à rassembler. Il fallait en effet :

— convaincre l'Espagne de favoriser les revendications marocaines et de négocier en conséquence avec Rabat. Une Espagne où le Sahra était encore une affaire réservée, l'affaire du Caudillo et de l'armée, mystiquement attachés à ce dernier lambeau d'empire — leur berceau —. Ils s'étaient bien résignés à composer avec les dures réalités de ces temps... décolonisateurs mais tenaient à le faire à leur manière ; au pire, ils auraient sans doute préféré composer avec le diable — c'est-à-dire un authentique mouvement nationaliste — plus que de subir l'humiliation de céder le pas à un prétendant extérieur, même idéologiquement proche. Même la dynamique bourgeoisie moderne espagnole ne pouvait favoriser une politique qui privilégerait le Maroc dans un Maghreb où les États progressistes étaient en train de devenir ses meilleurs clients, et qui ruinerait par ailleurs l'image avantageuse que Madrid essayait d'acquérir sur le plan international en jouant le jeu d'une coopération modèle avec l'O.N.U. ;

— dissocier la Mauritanie de l'Algérie, à laquelle elle collait si étroitement et avec des avantages si évidents et apparemment irremplaçables, qu'elle semblait en être devenue un *satellite siamois*. Entreprise indispensable pour rompre l'isolement de Rabat au Maghreb et en Afrique, et faire pression sur l'Espagne et l'O.N.U. mais espoir insensé car l'alliance algéro-mauritanienne est la seule garantie pour Nouakchott contre l'expansionnisme marocain, sans compter les autres avantages substantiels : aide économique, technique et culturelle multiformes, soutien décisif dans toutes les instances internationales et régionales, caution politico-morale pour un régime dont la réputation de fantochisme fut d'autant moins facile à inverser qu'il était toujours contesté par un puissant mouvement d'opposition anti-impérialiste et anti-féodal. Faut-il mentionner un *autre obstacle* qui, au profane, pouvait paraître à l'époque important : le progressisme affiché à Nouakchott...

— consolider la situation intérieure, avant de s'attaquer à si forte partie. Rude tâche, car la position du roi semblait désespérée : meurtries, traumatisées par une décennie de répression sanglante, les forces dynamiques du pays étaient moralement en

état de révolte, même si la terreur policière et l'aplatissement de certaines directions, de certaines élites avaient décimé les cadres et désorganisé les luttes, même si le pays réel restait prostré dans sa misère et son aliénation idéologique.

Situation qui serait presque normale dans une dictature sous-développée de chez nous si le dernier rempart du système n'était pas devenu, depuis deux ans, la principale source de menace contre lui. En 1971, (Skhirat 10 juillet) et en 1972 (attaque du boeing royal 16 août) la monarchie ne fut sauvée que par des miracles de... maladresse de certains exécutants des putchs militaires; et que les thuriféraires du régime auront tôt fait — c'est de bonne guerre de religion — de transformer en miracle tout court. Mais comment compter sur la répétition à volonté des miracles ou (et) des maladresses?...

— Circonvenir l'O.N.U. et l'O.U.A. Ce n'aurait pas été la première fois que l'organisation qui s'est donné pour tâche, ou pour idéal de faire régner la paix et la justice entre les nations, dispose en violation de sa charte, du sort et du territoire d'un pays sans consulter ses habitants. Un ou deux cas extrêmes sont probablement dans beaucoup de mémoires, mais les exemples sont nettement plus nombreux, ceux notamment de tous les pays placés « sous mandat » au lieu d'être rendus à eux-mêmes, à l'indépendance, après chacune des deux grandes guerres mondiales. Mais, outre que dans ce cas précis l'O.N.U. s'était engagée avec une fréquence, une netteté et une solennité particulières à faire respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, il y avait surtout l'équilibre des forces qui excluait une volte-face brutale.

— Bien d'autres conditions encore : renverser également la tendance au niveau des Non-Alignés, convaincre les alliés et protecteurs naturels de miser à fond sur un régime dont la crédibilité déclinait fâcheusement, obtenir un soutien plus massif des cousins d'Orient plus fortunés et néanmoins prudents, etc.

Il était évidemment impossible de réussir tant de choses... impossibles en même temps. L'habileté, plus probablement la chance du roi fut de réussir très vite celle qui était la plus importante, non pas par elle-même, mais parce qu'elle était *centrale*, qu'elle pouvait le plus faciliter, entraîner les autres : le débauchage de la Mauritanie fut véritablement un coup de maître. Il portait en puissance tous les succès partiels ou complets qui allaient suivre dans les autres domaines : il mit fin immédiatement à

l'isolement de Rabat sur la scène africaine et tiers-mondiale, lui donna une crédibilité accrue auprès de ses alliés, constitua une pression décisive sur l'Espagne qui ne suffira cependant pas (il faudra, en plus de diverses interventions alliées, un petit coup de pouce du destin : la mort au *bon moment* de Franco), renforça son prestige intérieur en rendant plus plausible l'issue heureuse de la croisade chauvine déjà lancée.

Il porta surtout le premier coup sensible à l'Algérie qui se retrouvait d'un coup, comme en une embuscade bien préparée, dans une position inconfortable. Passant d'une situation d'arbitre désintéressé au-dessus de la mêlée, à celle de *partie* dans un conflit régional. Jusqu'en 1974, le Maroc était en réalité isolé, sous l'apparence du consensus à trois (Algérie + Mauritanie d'un côté, Maroc de l'autre).

Alger restait sur une position juste à la fois sur le plan des principes, du droit international et sur celui de la lutte anti-impérialiste : soutien à la lutte d'un peuple opprimé, de son droit à la liberté. Néanmoins, la manœuvre avait atteint son but : Alger était désormais impliqué dans une querelle à trois avec deux de ses voisins, et où elle se retrouvait à un contre deux. Même si cette minorisation relative et purement locale était largement compensée à d'autres niveaux plus larges (africain, non-aligné, etc.) la représentativité absolue dans le Tiers-Monde, *l'incontestabilité* pouvait désormais être altérée par l'évocation d'une position « partisane » au moins sur *un* problème.

Hassan-Judas avait consolidé son trône.

Il avait aussi mérité de l'impérialisme.

Entretien Ahmed Baba Miské / Jean Lacouture

19.12.77 à Paris

J.L. Ahmed Baba Miské, vous m'avez proposé d'assurer le rôle du contradicteur en guise de conclusion de votre livre. Cette conversation peut être utile : un certain nombre de dissentiments entre nous peuvent permettre d'approfondir ou d'éclairer vos thèses. Je voudrais donc préciser nos désaccords d'entrée de jeu, pour bien marquer qu'il s'agit d'un débat et non pas d'un entretien « complice ». Par exemple, je suis en désaccord avec vous sur l'usage que vous faites, dans ce livre de la formule « l'impérialisme », au singulier, qui me paraît répondre de moins en moins aux réalités de l'époque.

Est-il besoin de se référer aux idéologues chinois pour considérer qu'aujourd'hui il y a dans le monde deux super-puissances et que le mot d'impérialisme ne saurait plus être employé comme au temps de Lénine? Deux impérialismes principaux se combattent, relayés par des impérialismes secondaires, le français, l'anglais, l'allemand, voire à l'occasion le japonais ou le brésilien, et naturellement le sud-africain. Je ne crois pas qu'on puisse écrire aujourd'hui l'histoire du monde à partir de l'action de l'« impérialisme », mais plutôt en décrivant les luttes entre deux principaux impérialismes et des impérialismes secondaires, et des peuples dominés.

De même je ne crois pas que l'on puisse parler d'une

façon aussi ironique de l'action des « soviéto-cubains » en suggérant qu'il y a là une sorte de forgerie de la propagande occidentale. Il me semble qu'il y a bien une action déterminée, militaire, des soviéto-cubains qui pouvait historiquement se justifier dans le cas de l'Angola étant donné l'intervention préalable des milices ou des agents sud-africains, et me paraît beaucoup moins défendable dans la « corne de l'Afrique ». Il y a là un type d'intervention qui me paraît — mais peut-être parce que je suis influencé par la propagande occidentale — dangereux et porteur de conflits et d'internationalisation, voire « d'intercontinentalisation » des conflits en Afrique.

Un autre point sur lequel je suis en désaccord avec les présupposés d'Ahmed Baba Miské est une sorte de sacralisation du socialisme. Je reste persuadé qu'un socialisme réellement indépendant et démocratique est un bien en soi et c'est en cela que, moi aussi, je place mon espoir; mais il me semble que les expériences « socialistes » qui se déroulent actuellement en Afrique doivent être sérieusement critiquées pour bien marquer que le socialisme n'est pas un absolu mais est une permanente conquête et un travail permanent.

D'autre part je crois devoir me désolidariser des méthodes employées par les combattants du Polisario telles que les prises d'otages ou de prisonniers non-militaires, nous ne nous disputerons pas sur une question sémantique. Les meilleures causes sont parfois défigurées par les moyens auxquelles recourent leurs défenseurs.

Enfin, il me semble devoir marquer que la cause de l'indépendance sahraouie ou du droit à l'autodétermination du Sahara occidental revêt, par bien des aspects, l'allure d'une opération de politique étrangère algérienne. Je ne confonds pas la lutte des Sahraouis avec la stratégie propre de Houari Boumedienne, mais il me semble qu'il est important de rappeler ici que les deux objectifs, se confondent souvent. Je comprends très bien qu'une lutte de libération, s'appuie sur un « grand frère » — après tout, la Résistance française a eu à s'appuyer sur des alliés et elle n'en a pas été rendue vaine — mais il me semble utile de bien marquer la part et le rôle des uns et des autres, pour que le problème soit plus clairement posé.

A.B.M. Certains éléments de réponse existent déjà dans le livre à vos objections, Jean Lacouture, ce qui ne les rend d'ailleurs pas moins intéressantes. J'ajouterai cependant quelques remarques et aussi, à mon tour certaines réserves.

A propos de l'impérialisme, je crois qu'il y a certainement divergence d'appréciation. Je rappellerai cependant ce que j'explique dans mon introduction, à savoir que, s'il y a, en gros, deux camps (d'un côté ceux qui travaillent, agissent, luttent pour assurer une meilleure liberté de l'homme et des peuples dans un sens très général, et de l'autre, le camp de tous ceux qui s'y opposent d'une façon ou d'une autre, à des degrés divers et de manières très diverses aussi), j'ai pris soin d'expliquer qu'en fait il existe un grand nombre d'options très différentes et de forces très indépendantes; en fait un grand nombre de camps. Cela dit, je ne veux pas entrer ici dans la querelle que vous soulevez; et vous comprendrez que les impératifs des patriotes africains dont les peuples sont en lutte pour imposer leur existence contre les forces relevant directement d'un système donné, ne sont pas celles de l'élite intellectuelle française ou européenne.

Quant à l'expression « soviéto-cubains », je l'ai évoquée, je crois, à propos de l'Angola. Je continue à penser que l'aide cubaine à l'Angola, c'est-à-dire à un peuple africain agressé à l'évidence par les forces réactionnaires et racistes — Afrique du Sud en tête —, est difficilement assimilable aux interventions de type impérialiste. Et, à ma connaissance il ne s'agissait pas de « soviéto-cubains », mais de cubains tout court. Il y a d'ailleurs dans cette expression « soviéto-cubains » un amalgame, une sorte de mépris aussi, qui sont inadmissibles : les Cubains sont assez grands pour être nommés (et s'il le faut accusés) tout seuls, sans être réduits à une sorte d'appendice honteux.

Le socialisme, je ne crois pas tellement le sacraliser, je dis même très clairement que j'évite exprès de parler de socialisme quand je parle, par exemple, des forces en présence dans le Maghreb et en Afrique du nord-ouest.

Je parle d'une convergence possible entre un certain nombre de forces nationalistes, patriotiques, progressistes, elles peuvent être très diverses mais leur dénominateur commun est le refus de la dépendance et de l'inféodation à quelque force extérieure que ce soit.

Il peut m'arriver de parler de socialisme et mes sympathies sont évidentes, mais je ne dis pas qu'il existe, ni chez nous ni ailleurs, un socialisme modèle. Mais ce n'est pas mon propos ici de juger — soit de condamner, soit de défendre — telle ou telle expérience africaine.

Pour le problème des prisonniers, je marquerais davantage ma désapprobation devant l'emploi du mot « otages », qui me paraît assez scandaleux, et devant la campagne qui a été faite pour assimiler les combattants sahraouis aux preneurs d'otages. Cette campagne a été lancée au lendemain de l'opération de Mogadiscio, à un moment où l'opinion internationale était très sensibilisée au problème de la prise d'otages. A ce moment-là, les six prisonniers pris au cours de la bataille de Zouérate l'étaient depuis plusieurs mois. Vous connaissez suffisamment l'histoire de la colonisation et de la décolonisation, l'histoire des guerres modernes, pour savoir que le problème des prisonniers est très complexe, toutes sortes de cas ont existé, notamment parmi des civils ou apparemment tels. Le cas des prisonniers se pose souvent d'une façon très aiguë. Je pense à certaines réponses de monsieur Giscard d'Estaing aux journalistes qui l'interviewaient récemment (1). J'ai été tout à fait surpris de la légèreté... je m'excuse d'utiliser ce terme à l'égard de votre Président, ce n'est pas du tout dans l'intention de lui manquer de respect...

J.L. Pourquoi?

Le Président de la République peut être léger, il nous l'a montré.

A.B.M. C'est par égard pour la France que j'hésitais à employer ce mot, mais il n'y en a pas d'autres : il s'agit bien de légèreté.

J'ai donc été surpris par la légèreté de l'argumentation. Il a dit à peu près textuellement « la manière dont on annonce leur libération prouve que c'étaient bien des otages. Lorsqu'on fait des manœuvres politiques à propos de la libération de quelqu'un, on apporte la démonstration que c'était un otage, et non un prisonnier de guerre ».

C'est assez ahurissant lorsqu'on pense à toutes les

---

(1) le 14 décembre 1977.

« manœuvres politiques », interventions, négociations, auxquelles ont donné lieu bon nombre d'affaires de prisonniers de guerre, ou de prisonniers tout court. Citons au hasard : les prisonniers américains du Viet-Nam, Israéliens en Syrie, les prisonniers Djiboutiens, il n'y a pas si longtemps, les prisonniers algériens en France ou français en Algérie; la libération du Sultan Mohamed V ou celle de Bourguiba, etc. sans parler des cas de toute sorte de prisonniers de guerre militaires ou civils, durant la deuxième guerre mondiale. Et... tenez, un exemple plus récent encore : le gouvernement français a donné lui-même beaucoup d'importance, de publicité, à la détention de monsieur Klaus Croissant et à son retour dans son pays. Monsieur Croissant était-il un otage, en France?

Le fait que des prisonniers suscitent un grand intérêt, que leur cas soit un problème politique important et qu'il fasse intervenir un tas de gens n'est pas, à mon avis, une chose étonnante, ou alors le Président Giscard considère que le cas, la liberté de ses compatriotes, ne sont pas importants.

Enfin, que signifie le mot « otages » à propos de prisonniers dont la vie n'est l'objet d'aucune menace ou chantage? En tout cas, depuis qu'ils étaient aux mains du Front, leur vie n'a jamais été en danger, si ce n'est du fait de l'aviation française (ou franco-marocaine).

J.L. Il y a des précédents inquiétants, celui du groupe Guyot-Pascon par exemple. Quelle qu'ait pu être l'action de vos camarades, le sort des vies humaines dans une région aussi mouvementée, où les armées agissent en formations aussi dispersées, a de quoi inquiéter. Il en allait de même pour les prisonniers du F.L.N. autrefois en Algérie. Leur vie pouvait être constamment menacée, ne serait-ce que par la contre-intervention de leurs propres amis.

A.B.M. Absolument. En ce qui concerne les prisonniers du F.P., leur vie ne pouvait être menacée *que* du fait de leurs « amis ». Par exemple au cours de la bataille de Zadnâs (entre Zouérate et Bir Moghrein) d'importantes forces mauritano-marocaines ont attaqué la colonne du F.P. Elles ont été mises en déroutes. Puis, des avions (1)

(1) Comprenant des appareils français?

ont bombardé la colonne, y compris les prisonniers. On se souvient que des responsables mauritaniens et marocains ont prétendu avoir évité exprès « d'accrocher » cette colonne, pour ne pas mettre en danger la vie des prisonniers. Ceux-ci peuvent témoigner, maintenant. Comme peuvent témoigner les journalistes qui ont vu les rescapés des massacres perpétrés par les jaguars français parmi les prisonniers mauritaniens (à la mi-décembre).

Vous avez donc tout à fait raison de souligner les graves dangers que courent les étrangers qui s'aventurent dans les zones de guerre. Le sort tragique des deux Français morts au cours de la bataille de Zouérate en est un exemple, comme celui des six jeunes disparus dans le Sud Marocain, il y a deux ans. A ce propos, je rappellerai que la seule nouvelle que le Front Polisario ait eue à leur sujet fut, à ma connaissance, la découverte sur le corps d'un militaire marocain tué au cours d'un engagement survenu à la même époque (début janvier 1976) de papiers dont une carte d'identité de l'un de ces jeunes, Jean Guyot. Les enquêtes ordonnées par la suite par les Responsables du Front n'ont rien donné de plus : la région concernée, aux confins maroco-sahraouis était en effet en dehors des régions contrôlées par les guerilleros, et les groupes qui y opéraient ne s'attardaient pas longtemps sur les lieux des engagements.

S'ils les avait détenus, le F. Polisario n'aurait eu aucune raison de le cacher pendant deux ans, ni de le nier officiellement. Plus qu'à toutes les interventions, les Responsables du Front étaient sensibles aux demandes des parents des disparus; monsieur Guyot est venu à plusieurs reprises à Alger. Mais que lui dire, sinon notre conviction que les autorités marocaines sont, sans doute possible, au courant du sort de ses enfants? Ont-ils été victimes des combats? Les a-t-on alors totalement fait disparaître (1) pour éviter de reconnaître la réalité d'une guerre que le pouvoir de Rabat s'acharnait à cacher, surtout dans une région où les F.A.R. étaient

(1) Ils ne seraient hélas pas les seuls. Sans même parler des victimes directes de la guerre, des dizaines de familles sahraouies attendent toujours avec angoisse des nouvelles de fils, de filles, de parents enlevés un jour sans justification par les services chérifiens « spécialisés », et définitivement disparus depuis.

omni-présentes? La responsabilité marocaine est totale dans cette affaire, et ce depuis le début, c'est-à-dire depuis l'autorisation donnée à des touristes étrangers de circuler dans une zone de guerre hautement dangereuse. Il a fallu d'autres incidents, notamment des touristes sautant sur des mines — destinées bien entendu à l'armée marocaine — pour que Rabat se résigne à interdire cette région aux étrangers.

Donc, le fait d'utiliser le mot « otages » me semble extrêmement grave. Des Français ont été faits prisonniers pendant des opérations militaires contre les armées mauritanienne et marocaine, ils sont maintenant libres. Cela dit, il est toujours possible qu'il y en ait d'autres, tant que le gouvernement français encourage systématiquement ses ressortissants à aller ou à rester dans des zones de guerre. Vous comprenez qu'une ville comme Zouérate est un véritable camp retranché et que ce n'est pas le lieu le plus indiqué où envoyer travailler des ressortissants étrangers désireux de vivre paisiblement. Or, il semble que cette intention existe toujours.

J.L. Tout de même, on ne peut pas comparer des pilotes américains bombardant le Viet-Nam et des cheminots français qui travaillent dans une zone de guerre; on ne peut pas les qualifier de prisonniers de guerre, même s'ils sont objectivement des agents d'une politique militariste. Il me semble d'ailleurs qu'aucun gouvernement ou organisation, que ce soit dans le camp socialiste ou parmi les partis de gauche en France ait considéré ces gens comme étant des prisonniers. On peut ne pas employer le mot otage qui est extrêmement désobligeant, mais prisonniers de guerre, non! Peut-être faut-il parler de « prises de guerre ». Si des avions militaires français sont abattus dans le combat et si leurs pilotes tombent entre les mains des Sahraouis, je suis tout à fait d'accord avec vous pour considérer que ce sont des prisonniers de guerre; mais pas les dactylos ou les cheminots qui étaient récemment entre les mains du Front Polisario.

A.B.M. Vous n'avez peut-être pas eu l'occasion de suivre de très près ce qui a été écrit à ce sujet, et notamment les déclarations de ces Français de Mauritanie et de Zouérate en particulier. Je rappellerai par exemple les propos de l'animateur d'une association qui a été créée par les

Français rapatriés de Zouérate, monsieur Eudeline, où il apparaît à l'évidence que ces Français étaient pratiquement obligés de participer à la guerre.

J.L. C'est-à-dire ?

A.B.M. Par exemple, « le Quotidien de Paris » a publié il y a quelques jours les déclarations de monsieur Foulon, dont la femme faisait partie des six premiers prisonniers. Il disait de façon très claire qu'ils étaient obligés de participer à la guerre en fabriquant certaines pièces, en préparant des Land-Rover qui allaient combattre, en les réparant etc. Et la participation aux transmissions militaires par des techniciens qui officiellement ne sont là que pour les P et T, sans compter la construction de la fameuse « petite muraille de Chine » de Zouérate, ouvrage militaire s'il en est, auquel leur contribution fut décisive... Tenez, voici le texte : « Christian Foulon avait un contrat civil pour travailler à la Cominor à Zouérate. Or il admet aujourd'hui... qu'il a souvent été amené à travailler pour les P.C. (postes de commandement) de l'armée mauritanienne... « mes camarades étaient parfois amenés à travailler sur les radars et même les radars anti-personnels que l'armée mauritanienne a fini par recevoir de la France... C'était çà ou le licenciement. Alors, hein... !

Par ailleurs, les ateliers de mécanique de Zouérate, parmi les meilleurs d'Afrique, servaient à fabriquer des affûts de mitrailleuse A 52 et 12/7 pour les monter sur les lands. Et au moins deux fois par mois, il fallait effectuer l'entretien des véhicules militaires des colonnes de passage ».

M. Eudeline confirme toutes ses déclarations et montre des documents administratifs D.T.S. (demandes de travaux) de la Cominor, tout ce qu'il y a de plus officiel, où des services à l'intention de l'armée sont exigés ».

Quand le Président Giscard nous dit (1) qu'il y a là un ingénieur, un technicien des téléphones, etc. donc des civils qui n'ont aucune participation à la guerre, il

---

(1) Quelques jours plus tard, son Ministre des Affaires étrangères reconnaît assez naïvement en croyant la minimiser, la participation des agents de la Cominor aux activités militaires : « ce n'est pas une activité militaire que de mettre une plaque de blindage à un train minéralier ». (A.F.P. 24/12/77). Un train minéralier qui est le poumon de la guerre d'agression contre le Sahra !

me semble là aussi qu'il ne prend pas ses interlocuteurs très au sérieux. Croyez-vous que les prisonniers de guerre sont toujours des gens en uniforme, pris les armes à la main? Est-ce que vous ne pensez pas que la guerre est devenue quelque chose de beaucoup plus complexe et que ses aspects logistiques, techniques, électroniques, économiques... font participer un certain nombre de gens qui ne sont pas que des porteurs de fusils?

J.L. Si le cas est aussi clair, comment se fait-il que le Polisario ait rendu ses prisonniers sans contrepartie et sans même exiger de la Mauritanie qu'elle restitue ceux qu'elle détient? Il me semble que la pression internationale a été telle sur le Polisario, notamment de la part des États socialistes ou des partis de gauche, qu'il a dû, dans une position morale impossible, rendre les prisonniers.

A.B.M. Je ne suis pas d'accord.

Premièrement, je ne dis pas que précisément ces huit Français-là étaient des agents sans uniforme. S'ils ont été libérés, c'est peut-être aussi parce que l'enquête menée pendant leur détention a révélé au moins des circonstances atténuantes pour la majorité d'entre eux. Je voulais dire que le fait que *la plupart* des Français travaillant dans cette zone participent d'une façon ou d'une autre à des travaux *d'utilité militaire* si l'on peut dire, explique qu'ils puissent être gardés prisonniers lorsqu'ils sont capturés par le Front au cours d'opérations militaires contre des bases ennemies.

Deuxièmement, il y a eu beaucoup d'interventions, en effet, parce que la France est un grand pays, parce que le gouvernement français est intervenu auprès de beaucoup de gens, et avec beaucoup d'insistance, que, dans beaucoup de cas, ce sont des amis communs je pense par exemple au président Gueddafi, au général Eyadema, M. Waldheim et beaucoup d'autres. Mais presque toujours les interventions étaient extrêmement amicales, des amis communs acceptaient de servir d'intermédiaires, de faire valoir les raisons françaises auprès des Sahraouis. Pour expliquer que ce geste soit unilatéral, il y a beaucoup de raisons qui ne sont pas du tout le fait de se trouver dans une position morale impossible. Je crains que certains de nos amis démocrates français ne se soient laissés aller un peu à sacrifier sinon à la

mode, du moins à une pression provoquée par une campagne du pouvoir dont les moyens sont connus et faciles à comprendre; et ceci, tout en prenant bien soin de marquer leur profond désaccord avec la politique giscardienne. Il y a donc eu en France des prises de position condamnant le fait de garder ces prisonniers. Mais ailleurs? En dehors de très rares cas, comme par exemple l'empereur Bokassa, peut-être le président Senghor... en dehors de ces cas très exceptionnels, à ma connaissance, il n'y a pas eu du tout de condamnation. Et en tout cas, pas parmi nos amis. Il ne s'agit donc pas d'une pression morale insupportable mais d'un geste de bonne volonté à l'égard du peuple de France chez qui il y a de nombreux soutiens à la cause sahraouie. C'est aussi un geste de clarification destiné à acculer le pouvoir français actuel dont la politique agressive essayait de se cacher derrière un écran de fumée, derrière cette campagne de mystification et de confusion, mélangeant prisonniers, otages, sahraouis, Entebbe, etc. Je rappelle que ce n'est cependant pas un geste sans précédent, ce n'est pas la première fois que le F.P. libère des prisonniers sans conditions. Il y a eu des prisonniers espagnols libérés après des discussions, en 1975.

J.L. Militaires?

A.B.M. Oui, pour la plupart, un ou deux servaient l'armée d'une façon indirecte; il y avait une quinzaine d'officiers, de sous-officiers et de soldats. Ils avaient d'ailleurs été présentés à la mission de l'O.N.U. lorsqu'elle avait visité le Sahra en mai-juin 1975. Ils ont été libérés, là aussi pour éprouver la bonne volonté espagnole et, effectivement, par la suite, les Espagnols ont libéré des prisonniers sahraouis et ont maintenu une certaine attitude de coopération, jusqu'au revirement de novembre 75. Des prisonniers français avaient aussi été capturés, dans le sillage de l'armée marocaine, et ont été libérés en octobre 76; il y a — et c'est sans doute encore moins connu — des prisonniers mauritaniens qui ont été libérés en 1976, à plusieurs reprises. Ils ont été relâchés en Mauritanie même. Cela a été connu en Mauritanie, mais pas à l'étranger. D'autres gestes de bonne volonté ont été accomplis, par exemple, le fait qu'un certain nombre de prisonniers ont été présentés à la Croix Rouge internationale sans contrepartie.

J.L. S'agissant de prisonniers de guerre, il y a des procédures tout à fait classiques : annonce aux familles, précision sur l'état de santé des prisonniers, et ensuite, échange. Ce sont les pratiques coutumières. Ce qui est surprenant en l'affaire c'est qu'aucune de ces procédures n'a été suivie, je rends volontiers hommage à un geste que vous qualifiez d'unilatéral. Mais il me semble que dans toutes ces affaires, en tout cas dans la dernière, celle de décembre, le Front Polisario agit d'une façon déconcertante, à la fois un excès de sévérité en ne déclarant pas les prisonniers qu'il a, en ne donnant pas de leurs nouvelles, et ensuite avec une générosité tout à fait exceptionnelle en restituant ces prisonniers sans contrepartie. Il est vrai qu'on peut inventer un nouveau droit de la guerre : à guerre révolutionnaire, droit nouveau...

A.B.M. En ce qui concerne les nouvelles des prisonniers, vous me donnez là l'occasion de marquer une chose qui est, pour nous, aussi tout à fait étonnante, c'est la discrimination systématique et inadmissible pour nous — vous comprenez sans aucun doute ces préoccupations, puisque vous avez suivi de très près toutes les luttes de libération du Tiers Monde ces dernières décades et tous les problèmes que cela pose, y compris de racisme, de discrimination, etc. — On mobilise non seulement la France entière mais le monde entier à propos de six prisonniers européens ou de huit et jamais on ne marque le moindre intérêt à d'autres prisonniers qui parfois partagent le même sort mais surtout le sort de ceux qui sont de l'autre côté. Le Front réclamait des listes, des nouvelles des prisonniers sahraouis et le fait que l'opinion française n'ait pas soutenu les revendications sahraouies pour l'échange de nouvelles est une chose tout à fait étonnante. Bien sûr, on comprend que les Français s'intéressent davantage au sort de Français, mais cela prend un caractère parfois extravagant; il y a des Français prisonniers, mais il y en a des centaines d'autres, il y a des prisonniers sahraouis dont on est sans nouvelles, dont le Maroc refuse de reconnaître l'existence, dont la Mauritanie reconnaît l'existence du bout des lèvres mais refuse de donner des nouvelles.

Pour répondre plus précisément à votre question, Vous parlez de « procédures coutumières » : échange

de nouvelles débouchant éventuellement sur des échanges de prisonniers. Ce n'est pas au F.P. qu'on peut reprocher le fait que ces procédures-là n'aient pas été suivies.

Des prisonniers avaient été faits en Mauritanie au cours d'opérations militaires, parmi lesquels beaucoup de Mauritaniens et quelques Français. Le F.P. se déclarait prêt à donner leur liste et des nouvelles, à charge de réciprocité.

La Mauritanie refusait. Pourquoi? Qu'à-t-elle à cacher? Pourquoi en Europe ne s'est-on pas indigné de ce refus? Les prisonniers sahraouis n'ont-ils pas de famille, eux aussi? Droits de l'homme, ou *droits de l'homme européen?* Puis un autre élément est intervenu : les menaces françaises. La France a menacé d'intervenir militairement, de faire des opérations de commando, etc. Évidemment, il n'était pas question de céder sous la menace. Par la suite, le gouvernement français a essayé de prendre contact indirectement, alors qu'on ne lui demandait rien, c'est un problème qui concernait la Mauritanie et le Peuple sahraoui.

J.L. Les Français détenus, ça concernait la France, tout de même.

A.B.M. Oui, mais le gouvernement français prétendait ne pas être partie dans le conflit, il l'était en réalité, mais de façon plus sournoise et indirecte, maintenant, il l'est de plus en plus ouvertement. A l'époque, ce n'était pas aussi flagrant. C'était donc un problème à traiter avec la Mauritanie dont la responsabilité était la seule engagée; c'est un État qui se dit souverain et qui est responsable à la fois de la sécurité de ses nationaux et des étrangers qui sont sur son territoire. Dans tous les cas, le gouvernement français a pris l'initiative de contacts. Ces contacts ont été acceptés pour discuter des rapports franco-sahraouis. Son intervention à ce moment-là a compliqué les choses, les menaces n'étaient pas de nature à...

J.L. Les menaces non, mais la démarche diplomatique, oui, ne vous procurait-elle pas une reconnaissance internationale de fait que vous recherchiez tout particulièrement?

A.B.M. Le Front n'avait rien contre la démarche diplomatique et il l'avait bien accueillie, mais elle a été interrompue unilatéralement. De plus, tout au long des discussions, il y a eu refus d'aborder véritablement les problèmes qui peuvent exister entre les deux pays, les deux peuples, les deux parties. A partir du moment où le gouvernement français a mis une sourdine à ses menaces, disant qu'il s'en remettait aux organisations humanitaires pour se préoccuper du sort de ses ressortissants, dont, en effet, il est normal qu'il se préoccupe, il n'y avait plus de raison d'empêcher un geste qui par ailleurs se justifiait du point de vue sahraoui.

J.L. Je voudrais vous faire observer à propos du sort des prisonniers non Français que les objections que je viens de vous faire sont formulées aussi par des hommes qui se sont particulièrement intéressés pendant des années à des prisonniers sud-vietnamiens dans les prisons de Saïgon ou à des prisonniers sud-africains et qu'il est difficile de les qualifier de racistes. Il n'est pas surprenant, que des Français, qu'ils soient de droite ou de gauche, se préoccupent en priorité du sort de leurs compatriotes. Cela n'a rien de raciste ni de discriminatoire, c'est simplement normal. Nous sommes mal informés du sort des prisonniers sahraouis aux mains des Mauritaniens ou des Mauritaniens aux mains des Sahraouis; si mes camarades et moi connaissions cela — nous pourrions peut-être lire de plus près, c'est vrai, les bulletins d'information ou les déclarations des dirigeants sahraouis — nous n'hésiterions pas à nous en préoccuper. En tout cas, nous intéresser par priorité au sort de nos compatriotes relève peut-être d'une mentalité un peu dépassée, mais, après tout, je n'en ai pas honte. D'autre part, ces hommes et femme, mêlés malgré eux à une guerre de mouvement dangereuse et dans ce climat, n'étaient pas, je pense, tellement à l'abri qu'il soit ridicule de s'inquiéter pour eux.

A.B.M. Bien sûr, et je l'ai tout à fait admis, mais justement, à partir du moment où leurs problèmes ont sensibilisé l'opinion française qui était effectivement mal informée, il aurait pu y avoir en même temps un intérêt plus grand pour d'autres prisonniers. Par exemple, les sahraouis au Maroc. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de

lire les témoignages (1) de certains coopérants français rentrés du Maroc depuis l'année dernière — certains ont d'ailleurs été repris par Amnesty International — qui présentent les réfugiés sahraouis, qui sont des milliers au Maroc, comme autant de prisonniers. Vraiment. Il y a un système de répression, de surveillance, d'emprisonnement, d'enlèvement, etc. tout à fait systématique. D'ailleurs, il y a un petit rapport sur ce sujet qui est publié en annexe dans ce livre, montrant la gravité de ce problème. Il n'y a pratiquement pas d'écho de cela en France et c'est étonnant.

Pour ce qui est de la politique algérienne et du problème sahraoui, ce sont deux choses tout à fait différentes. La lutte du peuple sahraoui date de très longtemps. Sans parler des siècles passés ni même du début de ce siècle, la toute dernière lutte dure depuis une quinzaine d'années sous diverses formes et le Front Polisario comme mouvement armé agit depuis mai 1973 contre l'occupant espagnol; même au début de l'invasion marocaine le soutien algérien n'était pas du tout exceptionel et ne dépassait pas le soutien à des mouvements aux antipodes. Depuis, le soutien algérien est devenu plus important, mais il ne dépasse pas en nature le soutien de n'importe quel pays voisin à un mouvement de libération d'un pays frontalier comme il en existe en Afrique, en Asie...

J.L. Je ne prétends pas vous donner de leçon de morale politique : vous faites ce que vous pouvez. Mais, les Vietnamiens se battaient à 99 % sur leur sol; leurs actions partaient de leur sol. On peut difficilement nier que beaucoup d'opérations du Front Polisario partent du territoire algérien.

A.B.M. Est-ce qu'au début de la lutte vietnamienne, quand les Vietnamiens ne disposaient pas encore d'un État indépendant avec Hanoï, ils n'ont pas utilisé des territoires voisins d'autres pays, amis ou pas pendant un certain temps? Il y a en tout cas d'autres exemples plus proches. D'où partaient au début les opérations du P.A.I.G.C. contre les Portugais, et celles du Frelimo? D'où partent

(1) cf. annexe n° 4.

aujourd'hui les attaques des combattants du Zimbabwé et de Namibie? Cela dit, les Sahraouis se battent à partir de leur propre territoire. Actuellement, des zones très importantes sont contrôlées par le Front Polisario et, contrairement à ce que l'on prétend de l'autre côté, les opérations ne partent pas de Tindouf pour revenir à Tindouf. L'Algérie offre un soutien très important mais l'armée de libération populaire sahraouie existe au Sahra, il y a des bases partout au Sahra et très, très loin des frontières algériennes.

J.L. Le thème de base de votre livre et de l'argumentation du Front Polisario et du mouvement sahraoui est le droit à l'autodétermination. Sur ce plan-là, il n'y a pas de contestation possible, en tout cas pas de ma part. Il me semble que c'est de ce thème-là que nous devons partir pour relever nos points d'accords. Seulement il faut trouver au thème de l'autodétermination une assise territoriale. Bien sûr, il y a l'assise post-coloniale, sans oublier la longue histoire de ce peuple. Aujourd'hui, jusqu'où faut-il appliquer le droit à l'autodétermination? Est-ce dans les seules frontières du Sahara dit autrefois espagnol? Jusqu'où à l'est faut-il que s'exerce ce droit? Au sud, la frontière est le fleuve Sénégal. Au nord, les frontières marocaines ne sont pas faciles à tracer. La Mauritanie, coloniale ou post-coloniale doit-elle relever de ce processus d'autodétermination? Et à l'est, jusqu'où, dans ce qui est aujourd'hui l'Algérie, faut-il faire jouer ce droit?

A.B.M. Je crois que cette question est utile parce qu'il y a souvent confusion de mots et de terminologie. Le terme Sahara lui-même a de multiples significations, territoriale, géographique. Pour les Français, le Sahara est avant tout algérien, ce sont les « départements du sud ». Il y a aussi l'existence d'un Sahara géographique simplement, le grand Sahara africain. L'un des objectifs de ce livre, et j'espère qu'il l'aura atteint, est de montrer la spécificité *sahraouie*; celle d'un pays, d'un peuple très nettement définis.

D'abord, une réponse très nette et très simple : pour les Sahraouis, pour le Front Polisario, la lutte de libération entreprise pendant les années 60 et transformée depuis 1973 en lutte armée, concerne la colonie espagnole appelée Sahara Occidental espagnol et plus exactement

les deux territoires espagnols nommés Rio de Oro et Saguia el-Hamra. Le combat a donc commencé dans ces limites, avec un Sahra, réduit à la signification que nous donnons à sahraoui maintenant, déjà bien grignoté de tous les côtés. Mais, peu importe. Les Sahraouis voulaient libérer cette colonie dans laquelle ils se sont trouvés en acceptant la règle du jeu instaurée par l'O.U.A. : chacun se libère dans les frontières léguées par la colonisation. Comme tous les voisins du Sahra se trouvaient déjà indépendants, Maroc, Mauritanie, Algérie, avec cette délimitation acceptée unanimement, le problème était simplifié à l'extrême. Chacun de ces États était indépendants dans ses limites coloniales, les Sahraouis voulaient se donner une patrie dans ce qui restait, on ne pouvait tout de même pas leur faire grief de ne pas revendiquer autre chose ! Ils auraient pu eux aussi invoquer des droits historiques, parfois plus évidents.

J.L. Vous faites allusion par exemple, à l'histoire des Almoravides ?

A.B.M. Oui, il y a eu l'histoire des Almoravides, mais nous considérons que c'est très « farfelu » d'invoquer — comme le font nos frères marocains — des faits aussi éloignés, ou même parfois moins éloignés, pour justifier des revendications territoriales. Je pense qu'en Europe, vous pouvez très bien comprendre cela : si on voulait reconstituer les anciens empires, vous ne vous y retrouveriez plus !

J.L. Nous aurions en tout cas une guerre généralisée !

A.B.M. Bien sûr ! Il y a évidemment le problème des limites culturelles, ethniques, etc. Où s'arrêtent les limites culturelles des Sahraouis? Sur ce plan, on pourrait parler du Sénégal, du Draa, etc. Mais je crois qu'il ne faut pas mélanger les choses. Il y a une unité ethnique entre certains peuples de cette région, notamment pour l'ensemble des Maures, qu'ils soient en Mauritanie comme c'est le cas de la majorité, au Sahra, dans le sud marocain et algérien, dans le nord du Mali. Il y a là une unité ethnique et culturelle évidente, et qui aurait pu être la base d'une nation. Mais c'est le cas de presque tous les pays africains. Il y a des ethnies morcelées alors qu'elles auraient pu très bien servir de bases peut-être plus solides à des nationalismes. Cela n'a pas été le cas et les nationalismes ont épousé les frontières coloniales.

Prenons par exemple le cas de la Mauritanie. La Mauritanie du sud est peuplée de plusieurs ethnies négro-africaines qui, elles-mêmes sont écartelées. Les Hal Poular sont les plus importants en dehors des Maures; ils sont divisées entre la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée etc. : est-ce qu'on peut parler d'une nécessité d'autodétermination des Hal Poular dans les limites ethniques et culturelles? C'est là que se pose tout le problème que l'O.U.A. a essayé de résoudre en demandant que chacun respecte les frontières coloniales. On ne peut pas en sortir et le problème est le même. Ce que les Sahraouis ne peuvent pas comprendre c'est qu'on veuille faire un cas particulier de leur problème. Ils ne revendiquent que le droit qui est reconnu universellement à tout le monde, dans le cadre des frontières coloniales. Ils acceptent de ne pas revendiquer certains morceaux de ce qui aurait pu leur revenir s'ils voulaient invoquer d'autres règles, mais ils demandent qu'on leur laisse ce minimum que le colonialisme leur avait laissé et qu'ils avaient pratiquement fini de libérer en 1975 lorsque deux pays frères et voisins ont envahi le Sahra. En novembre 1975 les Espagnols ne tenaient plus que quelques villes côtières, plus de 90 % du territoire sahraoui étaient contrôlés par les Sahraouis, pratiquement indépendants. C'est ce peuple déjà pratiquement indépendant qu'on a voulu empêcher d'exprimer et d'exercer son droit.

J.L. Oui, mais supposez qu'une large négociation aboutisse, que le Maroc et la Mauritanie finissent par accepter l'autodétermination sur l'ex-« Sahara espagnol ». Ne croyez-vous pas que le Maroc, et la Mauritanie et une partie de la société internationale diront : « Pourquoi donner le droit à l'autodétermination à cette région du Sahara et ne pas l'élargir vers l'est? » Autrement dit, le Maroc et la Mauritanie peuvent être tentés de faire un mauvais coup à l'Algérie et de lui dire : « Nous acceptons l'autodétermination sur cette partie, nous tombons d'accord avec les Sahraouis pour qu'ils exercent le droit à l'autodétermination, mais pourquoi ce droit ne serait pas appliqué au reste du Sahara sur lequel le pouvoir politique d'Alger ne s'est pas exercé de tous temps? »

A.B.M. Cela n'a rien à voir! Est-ce qu'il y a des habitants du Sahara algérien qui revendiquent le droit à l'autodéter-

mination? Si c'est le cas, c'est le problème de l'Algérie, ce n'est pas le nôtre; mais ce n'est pas évident. C'est comme si l'on disait qu'en Afrique australe si les Zimbabwis demandent le droit à l'autodétermination, une tribu voisine (au Mozambique) va le demander également... Les Sahraouis qui luttent pour l'autodétermination n'ont rien à voir avec l'Algérie. L'Algérie, pour nous, est indépendante dans les limites que le colonisateur lui a laissées. Les Marocains prétendent que ce colonisateur avait rattaché à l'Algérie des territoires qui devraient être marocains; c'est un autre problème. En Afrique, vous trouverez bien d'autres exemples de pays qui considèrent que le colonisateur les a défavorisés.

J.L. Le droit à l'autodétermination parait très clair dans votre cas. Supposez pourtant que la politique française soutienne le droit à l'autodétermination des Gallois ou des Écossais; elle n'aurait pas à s'étonner ensuite si le gouvernement de Londres soutenait le droit à l'autodétermination des Bretons. L'exercice de votre droit pose des questions et entraîne des conséquences politiques possibles. Les Marocains n'accepteront peut-être l'autodétermination sur le territoire qui vous intéresse qu'en posant aux Nations Unies le problème de l'autodétermination dans le reste du Sahara, mais je ne suis pas informé des intentions marocaines...

A.B.M. S'ils peuvent ne pas l'accepter, ils ne l'accepteront jamais; ça risque de leur être imposé par la force des armes, c'est-à-dire par la résistance sahraouie qui, elle, ne se préoccupe que de son pays. Que l'Algérie ait des territoires qui lui appartiennent ou pas, c'est son problème. Mais, à ma connaissance, on n'a jamais imposé le droit à l'autodétermination à une communauté qui ne le revendique pas et qui ne lutte pas pour l'avoir — même quand cette lutte existe, c'est très difficile à obtenir, à plus forte raison quand elle n'existe pas — or, à ma connaissance, il n'y a personne en Algérie qui lutte pour un éventuel droit à l'autodétermination. Mais si cela était le cas, nous partons de bases très précises : les frontières coloniales, suivant la doctrine de l'O.U.A. en la matière. Sur ce plan, l'Algérie est inattaquable : elle s'en tient strictement à ces frontières-là. Quant au Maroc, soit il revendique une partie de l'Algérie et il essaie de la récupérer, comme il l'a fait en 1963,

Photo C. Bloncourt

Mai 1976 - El Ouali (à dr.) reçoit M. Astre, adjoint du secrétaire général de la F.E.N., venu intercéder en faveur de 2 coopérants français faits prisonniers au cours d'une opération militaire contre les forces d'invasion marocaines (libérés en octobre 1976).

L'ambassadeur Chayet, envoyé spécial du Président Giscard, en discussion avec Omar Hadrami, membre du Comité exécutif du F.P. (extrême gauche) et Mohamed Salem Ould Salek, ministre de l'Information de la R.A.S.D. (oct. 1977 au siège de la représentation du F.P. à Alger).

Photo D. R.



Cérémonie de libération des huit prisonniers français le 23 décembre 1977 à Alger. On voit au centre M. Hakim Brahim, ministre des Affaires étrangères de la R.A.S.D.

Photo A.F.P.



en vain (et il ne semble pas que l'Algérie se soit affaiblie depuis cette époque, au contraire), soit il entérine l'accord de 1972 où il a reconnu officiellement et publiquement comme définitives les frontières existantes. Dans tous les cas, ce n'est pas aux Sahraouis qu'il faut poser la question. Les Sahraouis ont une règle très simple : ils lutteront par les armes tant qu'il en restera un pour se battre, jusqu'à ce qu'ils obtiennent le droit à l'autodétermination sur un territoire très précis qui est celui qui a été abandonné par les Espagnols en 1975.

J.L. Sans reprendre l'argument médiocre du « mini-État » et de l'insuffisance de la population sahraouie par rapport à telle ou telle norme internationale d'ailleurs très mal déterminée, sans non plus entrer dans des débats sur la difficulté pour une population mouvante à se fixer sur un sol et avoir une assise territoriale très claire, ne peut-on considérer que la vraie solution d'avenir — à supposer que les territoires du Sahara occidental soient émancipés et le droit à l'indépendance des Sahraouis exercé — serait la formation d'une grande Mauritanie. Les liens culturels sont étroits, entre ce qui est maintenant la Mauritanie et ce que sera, une fois autodéterminé, le Sahara occidental. Ne serait-ce pas la solution la plus rationnelle? Vous-même, par exemple, avez été le représentant de la Mauritanie aux Nations Unies. Maitenant, vous êtes militant du F. Polisario — je ne vois aucune contradiction bien entendu, je conçois cela très bien — Ne vous sentez-vous pas au fond un citoyen de cette future grande Mauritanie?

A.B.M. Je ne sais pas si « grande Mauritanie » serait le terme juste. Nos peuples ont trop souffert du rêve « grand Maroc » pour ne pas être très sensibilisés à toute évocation de « grand n'importe quoi... ».

Mais, en effet, la perspective unitaire que vous évoquez est intéressante et les Sahraouis l'ont toujours envisagée.

Le tout est de savoir comment elle serait réalisable. Je crois que, quelles que soient les affinités et les liens, il y a des faits historiques et géographiques qui s'imposent. Les Sahraouis existent en tant que peuple; il y a toujours eu des différences malgré l'unité linguistique, entre les diverses communautés maures; il n'y

avait pas d'unité politique maure, il y avait un certain nombre d'émirats, de principautés, d'ensembles tribaux. Le Sahra, ancien Sâhil était l'une de ces communautés maures, avec son indépendance politique et ses particularités. La colonisation a fortement renforcé l'existence propre de cette personnalité sahraouie et il existe désormais deux peuples : le peuple sahraoui et le peuple mauritanien, lui-même très marqué par la colonisation, et du reste, multi-ethnique et multinational.

Une unité entre les deux n'est pas du tout impossible, au contraire, c'est même ce qu'il y aurait de plus logique. Savez-vous que l'ancien Secrétaire Général du F. Polisario, tombé au champ d'honneur le 9 juin 1976, El Ouali, a proposé en 1975 à M.O. Daddah l'unité entre les deux pays? Cette proposition a été renouvelée plusieurs fois par la suite.

Malheureusement, le gouvernement mauritanien — je ne dis pas « les Mauritaniens » parce que le Peuple mauritanien a une autre position — y a répondu très mal, en s'alliant avec Hassan II pour partager les Sahraouis et leur pays.

Évidemment, cela est inadmissible. Cela n'enlève pas aux Sahraouis le désir d'avoir par la suite des rapports très étroits avec leurs frères mauritaniens — et vice-versa —. D'ailleurs, actuellement, l'opinion mauritanienne est pratiquement unanime contre la politique de son gouvernement.

Et les conséquences désastreuses de cette politique — souffrances dues à une guerre ruineuse et fratricide, aliénation de l'indépendance et de la dignité nationales — ne font que rapprocher les deux peuples, contrairement aux calculs des fauteurs de guerre.

Tout cela aboutira probablement à... quelque chose de commun; d'autant plus qu'il s'agit de deux pays qui sont les plus petits de la région et qui dans un ensemble plus large seraient les partenaires les plus faibles alors qu'en ayant entre eux une forme d'unité ils seraient un partenaire de plus de poids. Encore faut-il que le Sahra puisse se libérer et devienne indépendant pour pouvoir s'unir à un autre État, tout en gardant, de toute façon, sa personnalité qui existe, qui est une réalité.

J.L. En ce qui concerne vos rapports avec vos voisins — vous disiez même « frères » — en particulier avec les Marocains, il y a pour moi une énigme, c'est l'attitude de la

gauche marocaine. Nous avons l'un et l'autre des amis très chers dans la gauche marocaine; pour vous, peut-être vous aviez, et moi j'ai encore...

A.B.M. Si, si, j'ai toujours.

J.L. Tant mieux pour l'avenir... et nous avons pu constater que la majorité de cette gauche, marxiste et non marxiste, plus ou moins social-démocrate ou plus clairement révolutionnaire, est acquise à la politique actuelle de la monarchie, l'a soutenue par tous les moyens, politiques et même militaires, a participé plus ou moins directement à la « Marche Verte », a donné sa caution morale et politique à la statégie du roi, assurant même quelquefois que c'est elle qui a inspiré cette politique à Hassan II. — exception faite d'une petite fraction gauchiste qui s'en est désolidarisée. Naturellement, on ne peut pas faire de référendum ou de sondage sur le nombre des militants de gauche marocains qui préconisent une autre politique. Quelle est votre interprétation de cette attitude de la gauche marocaine et où se situent vos alliés naturels?

A.B.M. C'est en effet non seulement déroutant, mais triste et décevant. S'il y a eu un problème peut-être gênant, c'est celui-là. On ne doit pas s'étonner outre mesure que Hassan II ait choisi de faire ce pari, il était de toute façon acculé dans beaucoup de domaines et il ne pouvait pas non plus avoir les scrupules qu'on aurait peut-être avec une autre inspiration; l'attitude de certaines puissances extérieures est compréhensible aussi. L'attitude de la gauche marocaine est, elle, grave. Je pense que pour les grandes directions des partis d'opposition il y a eu un certain opportunisme politique. Les revendications pour un grand Maroc contre la Mauritanie, l'Algérie, le Sahra et le Mali etc, existent depuis une vingtaine d'années et il y a là-dessus une propagande assez importante — j'explique un peu dans le livre comment cela s'est passé et les raisons qui les ont poussés. Je n'exclus donc pas l'idée qu'une partie de l'opinion marocaine, même de gauche, ait été mystifiée. Mais les dirigeants politiques, eux, ne pouvaient pas ignorer ce qu'il en est et je crois que s'ils ont accepté de cautionner la politique du roi, c'est essentiellement pour des raisons de politique intérieures; d'ailleurs, l'attitude du roi est elle-même dictée

par des raisons de politique intérieure. Je crois que les grandes directions se sont trouvées un peu « coincées », étant plus ou moins coupées de leur base, du moins, ne pouvant pas diriger une lutte vraiment militante; elles ont fait un choix de facilité qui leur permettait de sortir un peu du ghetto dans lequel le pouvoir les avait cantonnées. De la part de militants de gauche plus engagés, peut-être plus conséquents, le choix est encore plus étonnant. Je crois qu'ils ont surtout craint de se couper du gros de l'opinion marocaine, entraînée dans une sorte d'union sacrée à la fois par le ralliement des grandes forces d'opposition et par le matraquage d'une propagande massive et unilatérale.

J'ai donné à ce propos l'exemple des communistes arabes qui avaient mal apprécié le nationalisme des masses et qui, pendant très longtemps, se sont marginalisés dans une large mesure. Je pense que beaucoup de camarades marocains ont craint de se trouver dans une situation de ce genre et ont préféré aller dans un sens même erroné, peut-être sans en ignorer totalement les dangers, en se disant qu'en restant dans le même courant, ils pourront par la suite jouer un rôle positif plus facilement que s'ils se coupaient des masses. C'est une hypothèse... Je préfère trouver une raison de ce genre qui explique — sans excuser tout à fait, à mon avis —; en tout cas, pour certains militants marocains, je ne pense pas que l'opportunisme seul explique tout. Mais c'est à eux qu'il faut demander...

J.L. Vous ne recueillez aucun signe d'évolution dans l'une ou l'autre des formations politiques marocaines, même modestes?

A.B.M. Au niveau des organisations, non; au niveau des militants, peut-être. Il semble qu'il y ait, dans l'émigration marocaine une évolution intéressante, dont je ne peux apprécier l'importance quantitative, mais je crois qu'elle existe.

A l'intérieur aussi, et pas seulement dans la gauche, mais dans l'opinion publique. Il y a quand même des éléments qui jouent et une information parvient, qui contredit totalement la thèse officielle. Il y a par exemple des milliers de familles qui sont touchées par la mort ou la disparition d'un fils ou d'un parent; les soldats reviennent parfois et racontent des choses très différentes des thèses officielles. Donc, l'opinion marocaine

commence à être touchée, mais du fait de cette union sacrée, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique marocain, toute issue est bouchée pendant un certain temps. Il paraît aussi qu'il y a, au sein même de l'armée, des organisations bien entendu clandestines qui s'opposent à cette politique — je ne dis pas pour autant que cette évolution sera déterminante dans un très proche avenir.

Il y a cependant parfois certains gestes qui méritent d'être signalés car, même s'ils paraissent isolés, ils portent une charge politique et morale exceptionnelle de signification. Ainsi l'audace de ces jeunes militants jugés en 1976 à Casablanca pour des crimes de lèse-majesté et qui, après des années de torture, faisaient face à la mort. En guise de circonstances atténuantes, ils osent proclamer en pleine audience publique, leur solidarité avec la lutte de libération sahraouie. Sujet tabou s'il en est. Position apparemment d'autant plus suicidaire qu'elle prenait l'opinion publique à rebrousse-poil et que le pouvoir n'aurait même pas à craindre de réactions intérieures, en leur réservant le plus dur châtiment. Certains dirigeants de gauche n'ont d'ailleurs pas craint de faciliter la tâche des bourreaux en dénonçant officiellement ce geste. En réalité, le geste « gauchiste » des accusés de Casablanca était profondément juste. Politiquement, moralement, humainement. Il avait valeur de témoignage, à l'égard du monde et de message d'avenir vers ce petit peuple frère qu'on assassinait. Si faible que fût l'écho de leur voix, il rompait l'odieuse unanimité de l'union sacrée imposée au peuple marocain par ses élites et sauvait l'honneur de la gauche marocaine. Comme en d'autres circonstances l'avait sauvée la voix prestigieuse de Mehdi Ben Barka dénonçant la guerre imposée en 1963 à l'Algérie martyre qui saignait encore par des millions de blessures.

J.L. Pour revenir à vos relations avec l'Algérie actuelle, est-ce un problème pour vous que d'avoir reçu d'elle une aide importante — c'est le mot que vous avez employé? — ce problème risque-t-il de se poser à l'issue de votre combat, au moment où vous aurez réussi à faire valoir vos droits? Ce « grand frère » algérien pourrait-il être tenté de jouer un rôle abusif? Des intérêts d'état algériens, d'ailleurs respectables, sont-ils susceptibles de s'opposer à l'occasion, à vos propres intérêts patriotiques?

A.B.M. Je ne dis pas que l'Algérie soit, à la différence de tous les États du monde, immunisée contre toutes les tentations, je sais que les États ont leurs intérêts nationaux qui ne convergent pas toujours avec les intérêts du voisin, même le plus proche. Je dis que dans l'évolution actuelle, rien ne montre que les Algériens ont envie d'exercer une pression sur les Sahraouis contre leur volonté. Ils ont une attitude vraiment exemplaire — et j'en ai l'expérience personnelle depuis maintenant plusieurs années — dans leurs relations avec les Sahraouis. Exemplaire et très scrupuleusement observée, voulue, ils sont très attentifs à éviter tout ce qui peut apparaître comme une pression quelconque; ayant eux-mêmes, je crois une expérience douloureuse dans ce domaine, sachant aussi combien les Sahraouis sont pointilleux, ombrageux quant à leur indépendance de décision. Je ne dis pas que cela ne peut pas changer un jour mais je peux dire que les Sahraouis ne se laisseront jamais marcher sur les pieds et que, objectivement, il semble que les intérêts des deux peuples ne se contredisent pas au point d'imposer une conflagration. Il est normal qu'il y ait des désaccords, bien sûr, entre les amis les plus proches.

J.L. Vous avez raison de dire qu'objectivement les rapports entre les deux États ne semblent pas comporter d'opposition fondamentale. Ils semblent plutôt complémentaires et de nature à se servir l'un l'autre. Mais je vais faire du pessimisme systématique : est-ce que vous n'envisagez pas que vous puissiez faire les frais d'une large réconciliation maroco-mauritano-franco-algérienne et que, dans le cas d'un règlement quadripartite — la France est marginale à tout cela mais nous savons tous qu'elle est importante aussi — vous puissiez être les dindons de la farce; un peu comme les Palestiniens risquent d'être les dindons de la farce dans le cas d'un règlement proche-oriental qui les diminue, les marginalise ou même les oublie.

A.B.M. L'Algérie a, à mon avis, une position irréprochable et sur le plan du droit international et sur le plan moral du soutien à un peuple faible qui lutte pour sa survie, pour son existence. On a fait beaucoup d'efforts pour porter des accusations contre les Algériens mais je ne vois pas très bien ce qu'on a trouvé pour les étayer de

façon sérieuse en dehors des effets de propagande. L'Algérie a une position qui n'a jamais varié quant à ce problème : depuis son indépendance, elle soutient le droit à l'autodétermination des Sahraouis sans du tout savoir, à diverses époques, ce que les Sahraouis pouvaient bien choisir. Personne ne le savait, en tout cas pendant très longtemps. Que cela coïncide par ailleurs avec l'intérêt de l'Algérie, c'est possible. Justement, je crois que cela coïncide et que c'est une garantie très importante; en plus de l'accord sur les principes, sur les engagements, il y a l'intérêt national de l'Algérie qui fait qu'elle n'a pas à s'incliner devant un fait accompli illégal qui ferait qu'un voisin menaçant deviendrait un géant dominant dans cette région. Je ne vois pas quel intérêt aurait l'Algérie à laisser assassiner définitivement le peuple sahraoui, à le laisser rayer de la carte. Non seulement celà serait contraire à ses positions de principe et à son image progressiste dans le monde, mais encore, cela serait tout à fait contraire à ses intérêts nationaux. Je ne vois pas ce qu'on pourrait lui donner en échange qui pourrait justifier un tel *déjugement*. Donc, je ne crois pas que l'Algérie laisse tomber les Sahraouis pour se mettre d'accord avec ses adversaires, sur quoi? Et pourquoi?

J.L. Je trouve votre argumentation convaincante. Mais l'attitude de la France dans tout cela? Si adversaire que vous soyez du pouvoir d'État français actuel et de ce régime, vous cherchez naturellement à comprendre ses démarches, ses motivations, sa stratégie. Comment l'expliquez-vous? Est-ce seulement par la rapacité capitaliste? Voyez-vous une sorte d'impérialisme de relais par rapport aux États-Unis ou bien un rôle de charnière entre les États-Unis et le Maroc, par exemple? Envisagez-vous une évolution possible de la politique française dans le cadre de sa majorité actuelle?

A.B.M. Je voudrais dire plusieurs choses. Et d'abord, combien l'attitude de la France est ressentie douloureusement par le peuple sahraoui. La France a toujours eu un grand prestige auprès des Sahraouis. Il y a eu des luttes très dures — les Sahraouis ont fait l'essentiel de leur résistance à la colonisation contre la France — mais cela n'empêche pas le respect et une certaine admiration; cela n'empêche pas non plus qu'une partie des élites

sahraouies a une culture française — importante même s'il s'agit d'une deuxième culture par rapport à l'arabe — acquise dans les pays voisins, Maroc, Algérie, Mauritanie. La France est considérée comme un grand pays. Les militants et les Responsables sahraouis ont toujours pensé à une coopération possible avec la France. L'attitude du pouvoir français a été très décevante. Beaucoup de Sahraouis, de Mauritaniens avaient une grande admiration pour de Gaulle, par exemple, malgré son rôle très ambigü dans la décolonisation, mais nous étions surtout touchés par l'aspect *indépendance de la France*, prestige et dignité de la France face aux grands et aux super-grands en particulier. La France pouvait très bien continuer à jouir de ce prestige. Le gouvernement actuel, au contraire, nous place lui-même dans la nécessité de lui être hostile parce qu'il pratique une politique absolument incompréhensible pour nous. On commence un petit peu à en entrevoir les contours, il semble qu'il y ait un grand dessein giscardien dans cette région, qui s'appuie sur les forces de conservation, souvent dépassées. Il y a une carte de la politique giscardienne en Afrique assez décevante. Vous parliez des grands intérêts capitalistes; oui, nous savions que la France — la France officielle — est avant tout une puissance qui a des intérêts importants et, pour l'essentiel, capitalistes. Mais ce n'est pas notre problème, c'est le problème des Français. Notre problème, c'est d'avoir des relations correctes et aussi égalitaires que possible, aussi neutres que possible quand il y a des conflits locaux ou régionaux. Et c'est tout à fait le contraire qui se passe. La France a encouragé d'une façon très grave l'accord de Madrid — on le sait maintenant — elle soutient de plus en plus militairement le Maroc, et la Mauritanie. Bien sûr, il y a des intérêts économiques précis (les investissements à Zouérate et aussi à Boucrâa...) mais les choses peuvent être conçues de façon tout à fait différente; nous voyons par exemple des relations très utiles entre une France, quel que soit son régime, s'il est indépendant et respectueux de l'indépendance des autres, et un ensemble de pays indépendants, y compris le Sahra qui ne demanderait pas mieux que de collaborer économiquement et culturellement avec la France.

Cela justifie les accusations algériennes contre la France : pourquoi les intérêts économiques français seraient-ils plus importants avec une Afrique du nord-

ouest dominée par un Maroc réactionnaire et répressif qu'avec une Afrique du nord-ouest où personne ne domine et où l'Algérie garde l'influence qu'elle a déjà acquise et qu'elle se donne par son dynamisme et par son rayonnement? Apparemment, ce n'est pas évident, sauf s'il y a cette conception giscardienne qui s'appuie, avec, s'il le faut, des moyens militaires sur un ensemble de forces ultra conservatrices. Je pense qu'au début, cette politique était encouragée par Kissinger. Elle s'est peut-être trouvée depuis partiellement en porte-à-faux par rapport à l'administration Carter et, peut-être, à son corps défendant, la France giscardienne assume-t-elle une politique relativement indépendante d'intervention en Afrique du nord-ouest, mais malheureusement dans un sens qui n'est pas spécialement intéressant.

J.L. Pensez-vous qu'un changement de gouvernement en France, que l'*avènement* d'un gouvernement de gauche, après les élections de mars, pourrait provoquer un renversement de politique?

A.B.M. Actuellement, la France est tellement sensibilisée à tout ce qui est électoral que j'hésite un peu... bien que je ne vois pas en quoi nous pourrions influencer les électeurs français. Nous ne voudrions pas apparaître comme exerçant une ingérance quelconque (bien que nos adversaires n'aient pas les mêmes scrupules : Hassan II est certains de ses alliés conservateurs (1) n'hésitent pas à dicter aux Français *le bon choix*.) Je peux dire simplement que la politique actuelle semble essentiellement giscardienne, essentiellement liée à la personne du président Giscard, ou peut-être aux forces principales qui l'inspirent et que je ne connais pas de façon très précise mais qui ne semblent pas s'étendre à tout l'échiquier politique, même de droite ou du centre en France. Des gaullistes auraient peut-être une politique différente; il paraît qu'ils ne seraient pas tout à fait d'accord, en particulier à propos de la détérioration des relations avec l'Algérie : il y avait tout de même un dessein gaulliste — et même pompidolien — dans ce domaine. Je pense que des forces démocratiques françaises, auraient également une toute autre vue des choses. Les grands partis

---

(1) Sans parler de l'Empereur Bokassa qui viendrait en personne voter pour M. Giscard.

de gauche ont pris une position très nette de soutien aux droits légitimes des Sahraouis, au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et à son indépendance et beaucoup d'organisations françaises, syndicales, humanitaires — y compris des chrétiens — ont pris position contre le soutien au régime répressif du Maroc contre le peuple sahraoui. Donc, je pense qu'un changement en France amènerait certainement une politique plus profitable aux relations entre la France et les pays du Maghreb et de l'Afrique en général. Le Président Giscard d'Estaing lui-même finira-t-il par comprendre l'étendue de son erreur? A ce propos, je voudrais rappeler une déclaration qui nous a beaucoup choqués, qui date de fin 75. Il a parlé, là aussi, avec beaucoup de légèreté du problème sahraoui en disant que serait déplorable, une multiplication de micro-États. La France est l'une des grandes nations qui occupent un siège permanent au Conseil de Sécurité, avec droit de veto. Donc, par définition, tous les États qui sont admis à l'O.N.U. le sont avec l'accord et le soutien de la France. Parmi ces pays — je les ai comptés à l'époque — il y en avait au moins une douzaine (1) qui étaient plus petits, géographiquement, démographiquement, du point de vue des ressources, que le Sahara occidental, et il y en a eu d'autres depuis. C'était vraiment très léger, de tels propos dans la bouche du président d'un tel pays. C'etait l'époque où la France reconnaissait le droit à l'indépendance des Comores, en prétendant donner en plus un droit à l'autodétermination à une île de ce pays contre les autres. Enfin, depuis, vous savez qu'elle a donné l'indépendance à Djibouti. Je crois qu'il est vraiment dommage que le chef d'un grand pays comme la France, avec de telles responsabilités, se permette des propos semblables.

J.L. C'est aussi mon point de vue. Permettez-moi une autre question, à propos de votre place dans le mouvement d'émancipation africain : on a souvent eu l'impression qu'à propos de votre lutte, la gauche africaine est assez réservée, ou ne vous soutient qu'avec prudence; que les tentatives de l'Algérie pour faire comprendre au sein de l'O.U.A. ou aux Nations Unies, le cas du Sahara

(1) Une revue africaine les évalue à 22 (cf. « Afrique » n° 7janvier 1978).

occidental, sont relativement mal comprises. Votre avenir ne se situe-t-il dans ce cadre des mouvements de libération africains? Vos perspectives y sont-elles positives? Votre avenir ne leur est-il pas lié?

A.B.M. Je crois qu'on peut parler d'un avenir parmi les peuples africains, parmi les pays africains d'une manière générale, quelles que soient leurs tendances; avec des affinités plus grandes bien sûr avec les régimes patriotiques, ce qui est le cas de la majorité (y compris nombre de ceux qu'on dit « modérés »). Nous n'en demandons pas plus : établir des relations sur des bases simples de bons rapports, de solidarité et de soutien mutuel, dans le respect des options de chacun.

Cela dit, je crois que votre information n'est pas tout à fait complète. Je lisais hier un éditorial de notre ami Jean Daniel auquel je tiens d'ailleurs à rendre hommage pour la ténacité avec laquelle il a tenu tête, l'autre jour, à l'arrogance présidentielle au sujet des interventions militaires en Afrique. Dans cet éditorial donc, Jean Daniel disait un peu ce que vous venez de dire, que l'Algérie n'a pas trouvé de soutien à l'O.U.A., aux Non-Alignés, à la Ligue Arabe. Pour les États arabes, oui, il y avait du vrai, mais au niveau africain et non aligné, c'est tout à fait erroné et cela correspond à ce que la propagande adverse a essayé de faire croire et que beaucoup d'amis ont finalement cru. D'une façon générale, à ma connaissance, en dehors de la gauche marocaine, il n'y a pas un seul mouvement ou un seul régime de gauche ou simplement anti-impérialiste dans le monde qui ne soutienne la juste lutte du peuple sahraoui. L'une des prises de position récentes et intéressantes, à cet égard, est celle de l'internationale socialiste qui, lors de sa réunion de Madrid, a affirmé son soutien aux droits du peuple sahraoui.

J.L. Il n'y a pas très longtemps, j'ai eu une longue conversation à Damas avec des responsables du Baas Syrien : ils disaient : « pour nous, le problème est simple. Nous ne nions pas les droits du peuple sahraoui mais pour nous qui sommes des unitaires arabes, un État arabe de moins, c'est bon, un État arabe de plus, c'est mauvais ».

A.B.M. Oui. J'ai fait une réserve tout à l'heure à propos des pays arabes. Nous y reviendrons si vous voulez. Mais en

Afrique, tous les États progressistes et les deux-tiers des États modérés soutiennent notre position : cela s'est toujours vérifié aux conférences de l'O.U.A. De plus, la minorité qui ne nous soutient pas fermement, n'appuie pas pour autant les thèses expansionnistes de Rabat et Nouakchott qui, souvent, ne trouvent que deux ou trois voix pour prendre activement leur défense. Le soutien aux droits du peuple sahraoui est massif et pratiquement général. Dans les débats internationaux, ce sont souvent des amis africains autres que les Algériens et les Libyens, qui sont le plus en flèche pour défendre le peuple sahraoui.

J.L. Par exemple?

A.B.M. Par exemple, Madagascar, le Bénin, le Congo, la Guinée-Bissau, la Tanzanie, le Togo, le Burundi, le Kénya... Je cite un peu au hasard; certains ont reconnu la République arabe Sahraouie démocratique, d'autres pas. Le Congo, par exemple, et la Tanzanie, n'ont pas reconnu la R.A.S.D. *de jure*, mais reconnaissent le F. Polisario et soutiennent à fond sa lutte. Il y a un très large consensus africain pour soutenir le peuple sahraoui indépendamment de leurs relations avec l'Algérie. Parmi les Non-Alignés aussi, on nous soutient quand le problème se pose. C'est l'isolement du Maroc qui est une très grande constante, mais qui souffre une exception, la Ligue Arabe. La plupart des États arabes se sont effectivement engagés très vite, un peu légèrement, comme ils l'avaient déjà fait en 1960 contre la Mauritanie, pour soutenir le Maroc. Par la suite, les choses évoluant, la plupart s'aperçoivent de leur erreur et restent en retrait. En quoi en effet la cause de l'unité serait-elle servie par le renforcement d'un État tout à fait anti-unioniste et inféodé à des forces étrangères farouchement hostiles à l'unité arabe ou africaine, d'ailleurs inconcevable sans une libération totale par rapport à toute hégémonie extérieure? L'expansionnisme à courte vue porte au contraire un coup sévère à la cause de l'unité car il exacerbe, par réaction, les nationalismes particuliers et sème d'embûches la marche vers l'unité.

J.L. Encore une question. Je sens un décalage assez grand chez vous, et je serais curieux de savoir pourquoi, entre ce qu'on pourrait appeler vos présupposés idéologiques, votre problèmatique générale au plan mondial,

qui est ardemment anti-impérialiste et franchement progressiste, et, d'autre part, votre langage quand vous parlez de votre pays et de ses perspectives, beaucoup moins marquée idéologiquement, elle est beaucoup plus « neutre ». Est-ce parce que vous pensez que la société sahraouie est une société à laquelle il ne faut pas proposer dès maintenant des solutions trop radicales? En vous le militant révolutionnaire s'efforce-t-il à la modération idéologique quand il traite les problèmes de son propre pays?

A.B.M. C'est difficile à expliquer en peu de mots... Je crois qu'il y a une première chose fondamentale et qui passe avant tout : le peuple sahraoui — et, dans une large mesure, le peuple mauritanien avec lui — est dans une lutte pour la vie actuellement, une lutte décisive de libération. La Mauritanie n'a pratiquement jamais achevé la sienne, le résultat en tout cas est demeuré très ambigu et le pouvoir est resté largement celui que l'administration coloniale avait mis en place. De toute façon, la Mauritanie ne se reconnaît pas du tout actuellement dans la politique menée par son gouvernement et elle soutient largement le peuple sahraoui. Pour les Sahraouis, c'est une lutte de libération, ce n'est pas une lutte idéologique au sens où vous l'entendez. Le peuple sahraoui lutte pour son indépendance. A l'intérieur de cette lutte, évidemment se font de grands changements, une vieille société traditionnelle se transforme beaucoup; il y a une aspiration pratiquement unanime — avec des réticences inévitables dans certaines couches sociales, naturellement — pour une nouvelle communauté plus égalitaire, plus libre. C'est surtout une lutte de libération qui ne veut se faire l'ennemi de personne, qui n'en a contre personne sauf contre ceux qui l'agressent directement ou ceux qui les soutiennent directement. Si cette lutte aboutit, bien entendu, il y aura une dynamique, cette société ne sera pas figée, elle évolue vers des choix qui ont été, en gros, esquissés par les congrès du Front Polisario, en particulier par le dernier (1) qui a été un véritable congrès du peuple sahraoui et non pas seulement d'une organisation d'avant-garde. Cette option, exprimée d'une façon très large, peut se

(1) Voir annexe n° 1.

situer certainement dans le cadre du socialisme, dans un sens très large, sans présupposé idéologique de type européen précis. En ce qui me concerne, je participe à cette lutte, telle qu'elle est; je crois qu'elle va dans le sens de ce qui a toujours été mon choix personnel : le combat anti-féodal et anti-impérialiste pour la libération des hommes, des peuples. Les circonstances m'ont permis de participer à la lutte en Mauritanie, puis au Sahra. Vous avez raison de remarquer que je suis un peu à cheval sur ces deux luttes-là et je n'en renie aucune, et mes anciens camarades mauritaniens soutiennent la lutte sahraouie actuelle quand ils n'y participent pas directement.

J.L. Au sein de la gauche espagnole, vous avez des appuis déclarés?

A.B.M. La gauche espagnole soutient d'une façon très ferme, et c'est normal, la cause sahraouie, mais pas seulement la gauche, c'est je crois un des problèmes sur lesquels il y a pratiquement unanimité en Espagne (1). Le gouvernement lui-même, sans aller encore jusqu'à remettre en cause l'Accord de Madrid (14 novembre 1975) n'ose pratiquement plus, à cause de la pression de son opinion publique, faire état ouvertement de sa propre position. Il est en tout cas paradoxalement beaucoup moins engagé que le gouvernement français et s'il vend encore des armes aux États agresseurs, il le fait en cachette en prenant beaucoup de précautions. Il en faut davantage, cependant, pour faire oublier la très grave responsabilité de Madrid, sans la complicité de qui cette guerre atroce n'aurait pas été possible, avec son terrible cortège de souffrances, de destructions, de sang et de larmes. Responsabilité qui restera engagée tant que l'Espagne n'aura pas dénoncé officiellement l'accord tripartite.

J.L. Quand « voyez-vous » flotter le drapeau sahraoui sur un État indépendant?

---

(1) Le meilleur signe en est la démarche entreprise *en commun* par l'ensemble des groupes parlementaires des Cortès (y compris l'union du centre) auprès de M. Kurt Waldheim pour exiger que l'O.N.U. mette en œuvre une solution conforme à ses principes et permettant l'autodétermination du peuple sahraoui.

A.B.M. C'est une prophétie difficile à faire... Le peuple sahraoui se prépare pour une longue lutte mais j'espère pour tous les peuples de la région — le peuple sahraoui n'est pas le seul à être touché par la guerre bien qu'il en soit la principale victime — que cela aille très vite et que l'année nouvelle nous apporte la paix.



Mauritanie-Sahara : 2 peuples jumeaux

L'essentiel de ce texte a été publié sous forme de *tribune libre* dans le journal « Le Monde » (16 Nov. 1977). Son intérêt ici est qu'il résume brièvement certains points essentiels des relations entre divers protagonistes, éclairant utilement cette dernière partie du livre.

Le respect de la vie humaine érigé en absolu universel, est l'une des conquêtes les plus belles et les plus étonnantes de l'histoire de l'humanité.

Mais quelle tristesse de voir même cette valeur-là galvaudée, récupérée par la fantastique usine à fabriquer du sensationnel qu'est devenu l'appareil multidimensionnel des medias de masse; et détournée, utilisée effrontément pour des objectifs totalement opposés.

A propos des Français de Zouérate, une énorme confusion est entretenue. Le Frère Mohamed Lemine ould Ahmed (1) en a fait justice, en donnant notamment quelques définitions pertinentes (2) des mots otage, mercenaire, chantage. J'ajouterai simplement ceci.

Tout le monde sait, au moins tous ceux qui, de par leur métier, sont bien informés et qui font l'opinion : responsables politiques, journalistes, diplomates ... savent que les prisonniers du F. Polisario ne sont pas des otages (leur vie n'étant ni menacée ni utilisée dans un quelconque chantage).

Tout le monde sait que le gouvernement français *le sait* parfaitement. Le reste est amalgame et confusion pour faciliter, dans l'opinion, l'officialisation d'une guerre menée discrètement depuis deux ans et qui nécessite une nouvelle escalade.

Tout le monde sait que tout cela, c'est une affaire de « gros

(1) Président du Conseil des ministres de la R.A.S.D.
(2) Cf. ôtages et mercenaires, « Le Nouvel observateur » nº 679 du 14.11.1977.

sous » : fer de Zouérate, phosphates de Boucraa, protection de bien d'autres intérêts, et sauvetage du régime marocain destiné à devenir, suivant une expression de notre hassâniya, un « atâch aalba », littéralement « gros bâton de la nuque » frappant toutes les têtes qui oseraient se relever dans notre nord-ouest africain.

Pourquoi alors ne pas le dire clairement, fermement? On a l'impression que personne n'ose *tout à fait* aller à contre-courant; au risque pour la France de se laisser *piéger* dans une espèce d'union sacrée contre ce nouvel « ennemi héréditaire » : le Sahraoui; autour de M. Giscard d'Estaing. Les démocrates français n'ignorent pourtant pas le danger de ce genre de situations et ils ont tous déploré par exemple, la navrante mésaventure où s'est fourvoyée la gauche marocaine.

Mais c'est le comportement des dirigeants Mauritaniens qui demeure le plus incompréhensible. La Mauritanie disposait d'atouts majeurs qui faisaient d'elle l'arbitre de la situation. Avant le ralliement de Nouakchott à sa bannière, le régime marocain avait utilisé en vain toutes ses cartes. Politiquement affaibli, diplomatiquement isolé, il ne pouvait même pas compter sur une armée devenue suspecte et traumatisée, désorganisée par les purges. Nouakchott lui apportait tout ce dont il pouvait rêver : des sympathies africaines et non alignées, le contrôle des 3/4 des frontières sahraouies, une crédibilité introuvable auprès de ses principaux interlocuteurs et surtout de l'Espagne qui n'aurait jamais signé à deux l'accord... tripartite de Madrid.

Les bénéfices qu'en a retirés le Maroc, en tout cas son régime, sont connus, énormes.

La Mauritanie, elle, a brûlé tous ses atouts. Elle se retrouve discrédité auprès de la plupart de ses amis; certains lui gardant une pitié méprisante, ou mieux une sympathie apitoyée; ruinée, exangue; et, plus grave encore : à moitié occupée. Doublement. Si l'occupation marocaine est la plus menaçante pour son indépendance formelle, celle de la France n'en est pas moins dangereuse, et humiliante. Quel patriote mauritanien, civil ou militaire, peut sans révolte voir son armée redevenir peu à peu une sorte de troupe coloniale : chair à canon indigène et encadrement européen... Comme du temps de Coppolani et de Gouroud; et, comme du temps de Lecocq, se lancer de nouveau sous leurs ordres à partir d'Atar, de Fort-Gouroud, de Fort-Trinquet, contre ses frères les résistants du Nord, les Mouhajriya du Sâhil?

La Mauritanie avait tout à perdre, dans cette aventure sanglante et fratricide. Elle a (presque) tout perdu.

Elle avait tout à gagner en la refusant : au « pire », un État Sahraoui tout à fait indépendant, mais fraternel et coopératif, et fort. Au mieux, une unité librement et pacifiquement consentie faisant de ces deux peuples jumeaux un solide pilier de toute construction unitaire plus large, un partenaire de poids notamment pour ses grands voisins maghrébins.

Des responsables mauritaniens accusent après coup l'Algérie qui leur a apporté, durant une décennie longue et difficile, une aide précieuse et raisonnablement désintéressée. Mais aussi, qu'est-ce qui les obligeait à aller si loin dans le suivisme, la satellisation? L'Algérie au moins est peu suspecte d'expansionnisme territorial. Mais un État, même progressiste, a sa logique étatique, ses intérêts nationaux. Il s'agit, en face, d'être aussi exigent pour ses propres intérêts, et pour sa dignité. Et de ne pas quitter une tutelle pour se précipiter de nouveau sous une autre. La vérité c'est que lorsque l'échec d'une politique devient patent, total, pour une nation, il appartient à ceux qui l'ont menée à la catastrophe de se corriger, ou de renoncer.

Le peuple sahraoui, quant à lui, reste fidèle en ce domaine aussi à la mémoire de son grand dirigeant disparu El Ouali, pour qui l'unité avec la Mauritanie était un objectif premier, sur la voie stratégique de toute construction unitaire future entre les peuples de cette région.

La Mauritanie retrouvant le chemin de la sagesse, de la solidarité fraternelle, de l'honneur, c'est aussi presque automatiquement la paix retrouvée, au moins dans cette corne-ci de l'Afrique. C'est aussi beaucoup de problèmes annexes résolus à court terme, et notamment l'élaboration avec nos voisins et partenaires d'Europe, de relations enfin débarrassées de toute ambiguïté, confiantes parce qu'égalitaires.

A. B. M.



Les parrains de la guerre
et les clefs de la paix

Le lecteur sait maintenant qui est le peuple sahraoui, il a vécu la genèse même du Front Polisario et de la guerre qui ensanglante cette « corne nord » de l'Afrique, il en connaît les acteurs, les instigateurs, les inspirateurs; il peut la *situer* au moins approximativement sur le très complexe échiquier international.

Puisque cela est — et c'était pour nous l'essentiel — et qu'il faut, paraît-il, que ce livre s'arrête pour garder des dimensions *raisonnables*, nous nous contenterons de résumer très brièvement, la toute dernière période (fin 1976-fin 1977) en retenant simplement les principales tendances qui s'y sont dégagées, pour faire mieux apparaître l'évolution et les *tonalités* dominantes du conflit. Après quoi... il ne peut être question de *conclure*, ni de lire l'avenir, mais peut-être d'évoquer certaines perspectives.

Sur le plan militaire, l'année 1977 a vu l'A.L.P.S. atteindre véritablement les dimensions, la plénitude d'une armée de guérilla à son plus haut niveau d'efficacité; sur tous les fronts. Cependant, à l'extérieur, dominait de plus en plus le sentiment que le Front Polisario concentrait l'essentiel de ses coups contre la Mauritanie, « maillon le plus faible » de l'alliance adverse. Cette impression est due à plusieurs facteurs.

Au début, les forces encore peu nombreuses et mal équipées du Front étaient presque entièrement accaparées par la lutte contre le premier agresseur et, de loin, le plus important : le Maroc. Cependant, l'A.L.P.S. se renforçait rapidement et, de son côté, le régime mauritanien accentuait son engagement dans la guerre et son osmose avec celui de Rabat, rendant illusoire tout espoir de le voir revenir à une vision plus saine de la situation. Peu à peu donc, le front sud a été renforcé. C'est, en fait, la première opération de Nouakchott (juin 1976) qui donnera le départ à une étape de la guerre où tous les fronts seront *traités* sur le même plan, l'étape de l'offensive généralisée et permanente proclamée officiellement par le 3e Congrès du Front Polisario (fin août 1976).

Plus faible — on verra plus loin la *nature* de cette faiblesse — la Mauritanie ressent gravement les coups. Et, surtout, elle ne sait ni ne peut les cacher : faiblesse et non-cohésion de l'appareil gouvernemental, présence d'étrangers dans les zones touchées, elles-mêmes vitales pour le pays, etc., mais surtout excessive

sollicitude de son allié marocain qui s'empresse chaque fois de donner la plus grande publicité aux coups reçus par la RIM, pour mieux cacher ceux que continue à encaisser le Royaume. La presse internationale se fait — en partie involontairement — complice de cette tactique : elle se fait largement l'écho (1) des opérations menées en RIM et que Nouakchott reconnaît, ne pouvant les cacher, et ne mentionne que rarement celles dont les FAR sont victimes, sous prétexte que l'information vient d'un seul côté. Pourtant, de nombreux journalistes étrangers ont accompagné l'ALPS et ont été témoins de l'étendue des zones qu'elle contrôle ou dans lesquelles elle opère au Nord-Sahra et au Sud-Maroc, ainsi que de l'efficacité de ses opérations contre les FAR. En fait, l'ALPS se bat essentiellement contre l'armée marocaine qui a engagé quelque 30 000 hommes équipés du matériel le plus lourd et le plus sophistiqué, y compris d'importantes forces aériennes et qui tente de contrôler tout le territoire allant de Dakhla, de Zouérate et même d'Akjoujt, jusqu'à Tan Tan; c'est-à-dire presque tout le Sahra, la Mauritanie du Nord et le sud marocain.

La deuxième moitié de l'année 1977 a vu s'accentuer la déconfiture mauritanienne. Des dizaines d'opérations se soldaient par la destruction d'unités importantes, la récupération d'un abondant matériel militaire, et la reddition de groupes de plus en plus nombreux de soldats. A l'extérieur, on retient surtout les opérations les plus spectaculaires, qui ne sont généralement pas les plus meurtrières : Zouerate, Nouakchott, train minéralier...

On a essayé d'expliquer cette situation en invoquant surtout la faiblesse numérique de l'armée mauritanienne (3 000 hommes en 1975) et les difficultés — encadrement, technicité, etc. — dues à un trop rapide gonflement d'effectifs (une quinzaine de milliers deux ans après). Cette explication purement *technique* est absurde, à force d'être insuffisante. Et le Front Polisario, à la même époque, de combien de forces disposait-il *au départ* pour faire face à l'énorme machine de guerre marocaine — alors que la Mauritanie justement le poignardait dans le dos? N'a-t-il pas dû, lui aussi, faire face à un gonflement d'effectifs rapide? La Mauritanie disposait d'un

(1) En privilégiant cependant assez systématiquement la version donnée par Nouakchott, puisqu'elle a au départ le label d'objectivité d'agences « extérieures au conflit ».

armement limité, comparativement au Maroc; peu d'avions notamment, et de chars. Mais le Front Polisario n'avait pas le moindre « coucou », pas un seul blindé et, encore une fois, il avait à lutter sur deux fronts.

Pourquoi alors la Mauritanie est-elle aussi peu efficace? Pourquoi finalement ses soldats se battent-ils dans cette guerre du Sahra presque aussi mal que les Marocains, alors que les Mauritaniens sont, en gros, d'aussi bons guerriers que leurs cousins sahraouis, d'aussi bons connaisseurs du désert et de sa guérilla, celle-là même que les Sahraouis ont si brillamment adaptée aux conditions, aux armes modernes? Pourquoi pas les Mauritaniens?

Simplement parce que la Mauritanie réelle, la Mauritanie profonde refuse profondément cette guerre qui n'est pas la sienne. Et l'armée mauritanienne est le reflet de son peuple. Certains de ses cadres ont essayé, même sans conviction, « pour l'honneur », de se battre courageusement, d'entraîner leurs hommes : beaucoup d'ailleurs y ont laissé leur vie. Mais comment remplacer cette arme irremplaçable : la foi ?

Même les observateurs étrangers les plus superficiels ont senti, sans toujours bien le comprendre, ce phénomène. Ils parlent, d'une façon ou d'une autre, du refus du pays de se battre, de la répugnance de son armée à le faire contre des frères, aux côtés *d'alliés* si suspects, de la « complicité généralisée » dans la population avec le Front Polisario, etc.

Seul, semble-t-il, le gouvernement français ne veut pas comprendre — ou refuse d'admettre...

L'année 1977 aura justement révélé au grand jour un autre élément d'une grande importance : l'étendue et la nature de l'engagement français dans cette guerre.

Nous savions déjà quel rôle avait joué la France dans les tractations tendant à empêcher l'indépendance du Sahra et à l'offrir au roi Hassan, et qui ont abouti à l'accord de Madrid (14.11.75). Nous avions pu constater depuis le début de l'invasion, que la France intensifiait ses fournitures d'armes et son assistance logistique aux agresseurs; qu'elle prenait progressivement en mains l'instruction de l'armée mauritanienne. Pour un pays qui continait à clamer sa neutralité — j'allais dire son innocence, c'était déjà pas mal... Mais, la fin de l'année 1977 allait amener une différence considérable de degré, puis de nature, dans cet engagement. L'intervention se fait au grand jour. Des dizaines de

nouveaux « instructeurs » débarquent à Zouérate et Atar, des officiers d'État-Major, des spécialistes du renseignement, des transmissions, etc... investissent les bureaux de Nouakchott; enfin, les paras débarquent, à Zouérate notamment, et l'aviation française prend possession du ciel mauritanien.

Pour faciliter cette (re)prise en main, les bases dont la France disposait au Sénégal avaient entre temps été considérablement renforcées.

L'opération reconquête de la Mauritanie, les effectifs engagés, les objectifs, sont suffisamment importants pour justifier la création d'un véritable État-Major spécial dirigé par un général installé presque en permanence à Nouakchott; en fait le général Forget fait la navette entre Nouakchott et Dakar, où réside son adjoint le colonel Huret.

Préparée depuis longtemps, annoncée progressivement depuis 1976, cette escalade a été brutalement accélérée à partir d'octobre-novembre 1977. Escalade qui ressemble étrangement au début d'un engagement dans une véritable guerre coloniale, et qui, à froid, ne pouvait manquer de soulever l'inquiétude et la réprobation de l'opinion française. Pour la « faire passer », il fut donc décidé de créer une situation, une atmosphère de crise et de trouver une « justification honorable ». On déterra une vieille recette qui avait servi depuis des siècles de prétexte à toute sorte d'interventions : la protection de vies humaines, c'est-à-dire européennes, de « ressortissants » égarés — et bien entendu menacés — chez les Barbares. Justement, des Français vivaient dans une zone particulièrement dangereuse, celle de Zouérate. Le gouvernement français les avait lourdement encouragés à y rester, pour soutenir l'économie et l'effort de guerre mauritaniens, et ce, malgré les mises en garde réitérées du Front Polisario, malgré le danger qui grandissait, la guerre qui rôdait, les attaques répétées contre la ville-garnison, son train-ravitailleur... Quelques uns de ces Français avaient fini par se trouver pris directement dans la guerre (1), et faits prisonniers au cours de batailles opposant les armées en présence.

Une brillante campagne publicitaire est alors déclenchée, selon les règles les plus éprouvées de cet art-là. Objectif : persuader

(1) Deux d'entre eux sont morts au cours de la bataille, ayant été pris sous le feu croisé des défenseurs et des assaillants.

les Français que le méchant Polisario en veut, sans raison, à de paisibles *ressortissants* d'un pays « étranger au conflit », qu'il les utilise pour exercer un odieux chantage, qu'il faut « faire quelque chose ». Moyens : les *mass média* officiels et officieux qui orchestrent un matraquage permanent, envahissant, irrésistible. Au fur et à mesure que l'atmosphère s'échauffe, on fait monter les enchères. Le « quelque chose à faire » devient plus précis : non seulement les démarches et pressions diplomatiques, mais de plus en plus clairement l'intervention militaire directe « pour sauver nos ressortissants », puis pour protéger les Français travaillant en R.I.M., enfin, de plus en plus, pour aider cette Mauritanie « pacifique, faible mais honorable », qu'on « agresse » indûment chez elle.

Mais toute campagne publicitaire a besoin de slogans qui frappent, qui symbolisent, qui entraînent. C'est là en fait que réside la merveilleuse trouvaille du promoteur Elysée. Le slogan-choc, c'est : « otages ». Le gouvernement français savait parfaitement que les prisonniers du F. Polisario n'étaient pas des otages, que le Front ne menaçait pas leur vie et ne s'en servait pour aucun chantage, que leur détention faisait partie des conséquences multiples de ce genre de conflits et que leur libération serait le résultat de procédures courantes, connues; qu'il était le principal responsable de leur malheur, puisque d'un coté, il alimentait et attisait la guerre et de l'autre incitait puissamment ses « ressortissants » à en courir les plus grands risques, en demeurant et travaillant là où c'était le plus dangereux de le faire; que la France n'était pas neutre; que la Mauritanie n'était pas *la* victime innocente, faible, pacifique, qu'au contraire, elle occupait une partie du Sahra et participait à son dépeçage, à l'asservissement de son peuple, le F. Polisario ne faisant que riposter en attaquant certaines des bases de l'agression dont il était victime.

Tout cela, le chef d'orchestre Elysée le sait mieux que personne, mais peu importe : l'opinion française, elle, n'en sait pratiquement rien, et le slogan « otages » est merveilleusement entraînant. L'opinion n'est-elle pas toute pantelante encore, toute frissonnante sous le formidable écho émotionnel de la *victoire* de Mogadiscio? Et toute prête à toutes les performances, à toutes les audaces guerrières contre les Barbares ?

Le génie colonisateur français a sans doute découvert là un filon bien prometteur pour l'avenir. Les grands *medias* devenus d'incomparables instruments d'uniformisation, d'abrutissement

de masse, distillent depuis des années une idéologie sournoisement raciste où les peuples du Tiers-Monde et surtout les Africains et les Arabes apparaissent comme irrémédiablement sous-développés, généralement sauvages — au mieux de bons sauvages, et où l'Européen redevient de plus en plus ouvertement, ostensiblement, le seigneur. Sournoisement? Voyez comment on fait un film sur Idi Amin Dada, observez surtout les réactions des spectateurs européens d'une salle où il est projeté, la manière dont l'Empereur Bokassa est couronné à la télévision, sans parler du phénomène d'exaltation, d'*identification* à propos d'Entebbé, etc...

Je n'accuse pas, bien entendu, toute la presse. Bien entendu, il existe des journaux qui sont aux antipodes de cette idéologie d'inspiration néo-nazie. Mais que pèsent-ils à côté de la grande presse à sensation et des radio-télévisions qui touchent quotidiennement l'ensemble de l'opinion? Et comment peuvent-ils éviter de répercuter en partie l'intoxication idéologique qui sert de trame aux informations que leur fournissent les grandes agences-monopoles ?

Comme, parallèlement, le respect de la vie humaine a été à la fois érigé en absolu — ce qui est en soi un extraordinaire progrès — et récupéré politiquement, manipulé au point d'être souvent utilisé contre lui-même, la convergence de ces deux phénomènes a abouti à une véritable sacralisation de la vie des seuls Européens — pas en principe bien sûr, mais en fait. Ils *ont voulu être indépendants : c'est pire que du temps de la colonie.* Ils *sont incapables de construire une démocratie. Regardez leurs dictateurs sous-développés... Qu*'ils *s'entretuent entre eux, mais qu*'ils *ne touchent pas à nos compatriotes.*

Peu importe qui a mis en place et maintient ces dictateurs effectivement sous-développés. Peu importe ce que font là-bas ces « compatriotes » là, peu importe qui organise le plus souvent les tueries : un esprit de croisade est créé, qui peut être propice aux projets interventionnistes sous un quelconque prétexte (desperados européens ou japonais, mouvements de libération africains ou arabes, gangsters preneurs d'otages, immigrés, cubains, sahraouis, tout cela pêle-mêle devient du bicot-nègre indéterminé, inquiétant; du *kif-kif* au même).

Sous prétexte de préparer une opération de commando « pour délivrer les prisonniers », le gouvernement français met donc ses forces d'intervention en état d'alerte, et procède à des transferts massifs d'armement et à l'envoi de troupes à la base relais de

Dakar (1), puis en Mauritanie. Il fait durer le suspense (et les préparatifs) en faisant semblant de négocier à Alger. Puis, subitement, il n'est plus question d'opération-commando, mais de soutien renforcé à l'armée mauritanienne. En réalité, il savait bien depuis le début qu'aucune « opération-récupération » n'était possible, et qu'il faudrait bien autre chose qu'une formation de commandos même d'élite, pour impressionner les combattants sahraouis.

Miracle de la propagande de masse : un jour on persuade l'opinion qu'il faut employer tous les moyens, y compris une intervention militaire directe — pour « délivrer nos compatriotes » *sans délai*; le lendemain, elle trouve tout aussi normal qu'on s'en remette aux organisations humanitaires, avec *tous les délais* que cela suppose, et ne s'étonne pas autrement de ne pas voir revenir à leur base d'origine les personnels et matériels partis pour une opération désormais oubliée.

En novembre, l'armée mauritanienne est pratiquement sous tutelle française : État-Major général, transmissions, instruction, couverture aérienne, etc...

En décembre, *la France s'engage directement dans les combats.* Nié d'abord — on avoue seulement des vols de reconnaissance — cet engagement est ensuite admis implicitement, puis enfin, officiellement le 23 décembre, dans une déclaration du ministre des affaires étrangères, Louis de Guiringaud : « le gouvernement mauritanien a demandé l'aide des forces françaises et, à deux reprises, des éléments des forces aériennes françaises leur sont venus en aide » (2).

Entre temps, le Front Polisario avait décidé la libération des 8 prisonniers français. Dès le 14 décembre, cette décision était annoncée à l'opinion française par M. Georges Marchais, Secrétaire Général du P.C.F. à qui le Front en avait fait part lors d'une rencontre à Alger. Elle était en fait officieusement

---

(1) D'autres bases militaires en Afrique servent à la préparation, au camouflage de l'agression française; ainsi, ces Jaguars partant en « manœuvre » au Gabon, et qu'on retrouve dans le ciel du Sahra.

(2) L'opinion française *réalise*-t-elle ce que signifie une nouvelle guerre coloniale, quelles souffrances, quels deuils, quel gâchis cela signifierait *pour le peuple français*! il est vrai que l'annonce officielle est *glissée* à mi-voix au moment le plus favorable : à la veille même des longues fêtes de fin d'année. La plupart des organisations démocratiques et des partis d'opposition ont cependant déjà exprimé assez énergiquement leur condamnation de cette politique.

déjà connue de Paris, par diverses voies dont celle d'une personnalité gaulliste, et le Secrétaire Général de l'O.N.U., à qui les prisonniers allaient être remis le 23 décembre.

Le prétexte mis en avant par le gouvernement français cessait donc d'exister. Pourtant l'engagement ne fait que s'accentuer. L'une des interventions qu'avoue M. de Guiringaud a fait des dizaines de morts parmi lesquels de nombreux Sahraouis et une cinquantaine de prisonniers mauritaniens.

La France giscardienne se précipite avec une hâte fébrile dans un engagement extrêmement grave, extrêmement dangereux. Dangereux parce qu'il élargit une guerre régionale où se trouve désormais impliqué un pays africain de plus, le Sénégal, dont le territoire sert une nouvelle fois de base d'agression (1) contre ses voisins. Dangereux parce qu'il internationalise ce conflit en y introduisant une puissance extra-africaine, et ouvre ainsi des perspectives encore plus inquiétantes pour la paix mondiale. Dangereux, en particulier, pour la France parce qu'il rappelle de façon troublante les débuts de l'engagement américain au Vietnam : par les modalités, jusques et y compris les falsifications tendant à attribuer au peuple agressé le rôle d'agresseur pour justifier des « représailles », mais surtout par le *contexte*, la situation du régime « assisté ».

Je disais plus haut que le gouvernement français — ou le seul M. Giscard ? — refuse de comprendre, d'admettre que, dans ses profondeurs, la Mauritanie est indisponible pour cette guerre. Il croit donc pouvoir remédier à sa « faiblesse » par des améliorations techniques, des greffes s'il le faut. C'est exactement ce que pensaient les Américains de leurs protégés. Et d'améliorations techniques en greffes, on se retrouve avec, sur les bras, un régime

(1) Le Sénégal colonial avait servi de base de départ à la conquête de la plupart des pays d'Afrique occidentale française; on ne peut évidemment en faire grief à ses habitants, eux-mêmes premières victimes de l'occupation. Plus récemment, le Sénégal semi-autonome de 1958 fut le point de départ d'une opération Écouvillon destinée à écraser une insurrection sahraouie dont les Espagnols étaient incapables de venir à bout. Le gouvernement semi-autonome de Mamadou Dia n'a sans doute pas été consulté à l'époque. Mais le sénégal officiellement indépendant a continué à servir de base d'agression tous azimuts en Afrique, entre autres : le Gabon en 1964 (pour rétablir un président limogé par les siens); La Mauritanie en 1968 (soutien logistique pour écraser une grève des ouvriers de Zouérate); les deux Guinées en 1970 (soutien à l'opération mercenaro-portuguaise); le Bénin en 1977 (participation à la préparation de l'attaque manquée contre Cotonou, en coordination avec le Maroc et le Gabon) etc... Les patriotes sénégalais, nos frères, peuvent-ils continuer à admettre une utilisation aussi peu fraternelle de leur territoire national?

incurable où la valse des présidents et des généraux ne change pas fondamentalement les données du problème.

Mais la France peut-elle aller aussi loin? Peut-elle se permettre d'envoyer un véritable corps expéditionnaire, qui n'aurait quelque efficacité que s'il atteignait des milliers d'hommes, sans pour autant espérer un résultat définitif ? Et qui aurait à faire face, non seulement aux guerilleros sahraouis, mais probablement à des patriotes mauritaniens?

Sans parler des réactions possibles au Sénégal, la France a déjà réussi par sa politique interventionniste et arrogante à recréer en Mauritanie une atmosphère de révolte nationaliste contre l'ancien occupant perçu comme un nouveau (re)colonisateur. Si cette politique se poursuit, elle aura pour résultat de rendre explosive cette révolte patriotique déjà suscitée par la politique de démission nationale du pouvoir de Nouakchott, par la guerre fraticide qu'il impose, et par la pénétration des F.A.R. ressentie de plus en plus comme une invasion.

Comment expliquer cet acharnement giscardien à jeter la France dans un tel engrenage? Comment expliquer cet aventurisme guerrier de la part d'un homme qui, à première vue, pouvait apparaître comme le tenant d'un capitalisme éclairé, d'un libéralisme « avancé », pouvant en tout cas s'accommoder, un peu à la manière de la nouvelle administration américaine, d'évolutions plus souples, de profits non pas moindres, mais plus subtilement gagnés?

La réponse réside, nous semble-t-il, dans l'existence d'une vision giscardienne qui se traduit dans un projet relativement différent de ses prédécesseurs. Plus « libéral » ou plus conservateur? Les deux à la fois. Plus moderne, en tout cas en apparence, plus dynamique, plus offensif dans la forme, les méthodes. Mais nettement plus conservateur sur le fond et moins indépendant que la démarche gaullienne. Un premier indice éloquent : en moins de quatre ans, la république giscardienne a entrepris autant d'interventions militaires extérieures que la Ve République au cours des douze années qui ont suivi la grande vague des indépendances (1960) et la fin de la guerre d'Algérie (1962) : expédition du Bénin (par mercenaires français et alliés africains interposés); expédition du Shaba (franco-marcocaine); guerre du Sahra (derrière Rabbat et Nouakchott depuis 1975, et maintenant directement); destabilisation, dépecage des Comores et ocuupation de Mayotte; expédition manquée du Liban, etc., sans compter des interventions

plus camouflées — presque ouvertes pourtant en Angola, spécialement au Cabinda...

Le projet giscardien peut se résumer, dans son fond, par la volonté de renforcer systématiquement, et éventuellement reconquérir les positions néocoloniales de la France, en s'appuyant résolument sur les forces les plus conservatrices, les plus *inféodables*, en les soutenant aussi pour en faire des vecteurs efficaces de cette influence.

Rien de bien original jusque là. L'apport le plus neuf, le plus imaginatif de M. Giscard — ou de ses conseillers — réside ailleurs : dans le fait d'avoir essayé de combler un vide idéologique devenu gênant. La présence, la domination européenne en Afrique n'avait plus aucune couverture, aucune justification à prétention moralisante. On ne pouvait tout de même plus, décemment, évoquer *la Mission civilisatrice* auprès des bons sauvages indigènes. La « Communauté franco-africaine » était mort-née et le terme passe-partout de « coopération » perdait, au début des années 1970, la magie qu'il avait pu avoir auprès des classes au pouvoir.

Giscard essaye d'abord de réconforter les régimes *amis*. Et il s'appuie sur quelques capitales jugées solides : Rabat, Kinshasa, Pretoria (dont il favorise à fond les tentatives de dialogue avec certains dirigeants africains), Dakar, Tunis (mais le Président Bourguiba n'est plus à même de jouer un rôle actif), sans négliger de plus petits (Libreville, Port-Louis et même Bangui). Il faut, pense-t-il, que les « modérés » cessent de se comporter en accusés, qu'ils défendent fièrement leur *appartenance* au *monde libre*, à ses valeurs humanitaires, morales : la liberté, la démocratie, le libéralisme... Il faut faire en sorte que les progressistes cessent de dominer moralement, d'avoir idéologiquement le champ libre.

C'est pourquoi on peut parler de coup de foudre entre ce Giscard impatient de trouver sa voie africaine, de mener une croisade d'un type nouveau pour redonner à l'Occident sa place, sa chance, ses positions perdues, et un Hassan piaffant lui aussi du désir de prendre la tête d'une offensive contre-révolutionnaire dans un monde afro-arabe à ses yeux lamentablement résigné à subir la loi du plus faible.

Quelques semaines après cette *rencontre* historique — dont le Roi a révélé au monde l'extrême intimité en traitant le Président de copain — Hassan II définira (1) la doctrine commune : *pas de*

(1) Notamment dans sa conférence de presse du 25 novembre 75.

coexistence possible avec les « révolutionnaires », nous avons avec nos amis occidentaux une communauté d'idéaux — l'exemple donné à l'époque est celui du fascisme franquiste — *et d'intérêts que nous devons défendre ensemble*, etc.

Désormais le roi du Maroc jouera un rôle-clé dans toute la stratégie giscardienne en Afrique. C'est lui qui se chargera de certaines entreprises de déstabilisation (Bénin) — c'est lui surtout qui jouera le rôle essentiel dans les deux plus importantes et les plus spectaculaires : le Sahra bien sûr, mais aussi le Zaïre.

C'est à propos de l'affaire du Shaba d'ailleurs que M. Giscard trouvera l'occasion rêvée pour formuler l'esquisse d'une nouvelle doctrine. Oh ! cela ne va pas très loin : l'épouvantail communiste est agité avec conviction, avec force, et deux ou trois formules bien ciselées, en tout cas bien assenées sont lancées : *le droit de l'Afrique à la sécurité, le devoir de solidarité de l'Europe à l'égard de sa petite sœur, les signaux* que la France émet pour y répondre.

La réunion d'une conférence de chefs d'État francophones à Dakar en avril 1977, donne le cadre adéquat à la naissance de cette « doctrine » (1) dont la pauvreté du contenu idéologique est partiellement masquée par *le jeu*, et par la disponibilité d'une partie des auditeurs. De toutes façons, c'était là quelque chose... à la place de rien. Quelque chose qui avait — dans la pratique plus encore que dans la théorie — un avantage sur la politique des prédécesseurs : la cohérence et la détermination. Ainsi, la politique algérienne de de Gaulle — maintenue en gros par Pompidou (et Jobert !) et qui consistait à privilégier les relations avec Alger et à en faire une pièce maîtresse de la politique arabo-africaine, tiers mondiale de Paris; cela devenait, dans la nouvelle cohérence élyséenne, une anomalie impossible. Comment « favoriser » un partenaire qui est en fait un des obstacles majeurs à une *normalisation* d'une région-clé de l'ancien empire français? Comment prolonger plus longtemps le médiocre état des relations avec le Maroc royal, le meilleur allié possible?

Ajoutez à cela une grande méconnaissance des réalités afro-arabes — malgré les safaris —; des réminiscences — dit-on — sinon des nostalgies « Algérie-Française »; une indisponibilité intellectuelle, politique, culturelle, à l'égard de certains phénomènes : la force des « passions » militantes, l'insoupçonnable quantité d'énergie que dégage un peuple « en proie » à la volonté

(1) Que tend sans doute à « enrichir » et à concrétiser l'annonce faite à Abidjan le 12-1-78, d'un projet de « pacte euro-africain ».

d'être libre, l'indignation que provoque chez les patriotes africains la politique désinvolte et interventionniste de Paris, et vous aurez une idée de l'énorme *malentendu* sur lequel est fondée la nouvelle politique africaine de la France et qui risque de la précipiter dans une guerre absurde aux conséquences dramatiques.

Faut-il y voir aussi une tentative de diversion extérieure par rapport aux difficultés intérieures, un espoir de compenser par des lauriers exotiques certains échecs domestiques?

La subite accélération de l'escalade ces dernières semaines fait craindre en tout cas la volonté d'engager à fond la France dans la guerre avant les élections de mars, pour mettre devant le fait accompli son futur gouvernement, quel qu'il soit. C'est aux diverses familles politiques et spirituelles françaises qui ambitionnent, pour leur pays, d'autres moyens de rayonnement, d'autres voies pour conserver son influence et ses intérêts, qu'il appartient de s'opposer dès maintenant à une telle aventure.

D'autant que, au delà de ce danger ponctuel et immédiat, il y a celui plus général d'une altération grave et durable de l'image de la France. Nous en avons vu les premisses en Mauritanie, au Sahra, au Sénégal. La Libye proteste, et Madagascar, entre autres. En Algérie, l'attitude de la France est jugée suffisamment menaçante pour rappeler le temps des colons et des paras et susciter de grandes manifestations populaires. Dans le reste du Maghreb, Paris s'identifie aux tenants de l'obscurantisme, de la répression.

Ailleurs en Afrique, la tournée de M. de Guiringaud a donné une idée de la réprobation dont son gouvernement est l'objet, notamment par la nature de ses liens avec l'Afrique du Sud et par l'occupation illégale de Mayotte, dont la condamnation a été l'un des rares points d'unanimité au dernier sommet de O.U.A.

En un mot, cette politique est en train de donner à la France une image comparable à celle d'avant 1962, celle du pays le plus honni par les peuples dominés, le symbole même du colonialisme. Image que le Général de Gaulle avait magistralement réussi à inverser, donnant à la France le prestige le plus flatteur (et éventuellement le plus profitable) dont une puissance occidentale puisse rêver auprès des peuples du Tiers-Monde; et qui, graduellement, s'en va en fumée... dans le sillage des Transall et des Jaguar.

L'année qui commence apportera-t-elle la paix? Ou une guerre encore plus grave, celle qui opposerait les deux principaux États de la région? Ou l'une et l'autre, l'une après l'autre?

Allâhou aalam, comme dit sagement notre proverbe. On peut simplement interroger plusieurs hypothèses. Sur le plan diplomatique, on peut imaginer qu'une pression africaine ne soit pas inutile. Nous avons vu que la réunion du « Sommet Sahra » de l'OUA. a été une nouvelle fois retardée, à la suite de manœuvres... de retardement. Depuis peu, Rabat et Nouakchott ont changé de tactique : ils clament partout leur désir de voir le sommet se réunir. Leur opposition bruyante à sa tenue était de toute façon un aveu trop flagrant de leur peur de ses résultats, donc de leur isolement au moins relatif en Afrique. Se tiendra-t-il prochainement, comme le Président en exercice prétend s'y employer? Pourra-t-il aboutir à une recherche sérieuse de solution, malgré les tentatives d'obstruction? Même si une nette majorité se dégage pour réclamer une solution juste et raisonnable, il est évident que Rabat et Nouakchott — à moins d'un changement de régime — refuseront de s'incliner. Cela serait cependant important à plus long terme, car il contribuera à miner plus rapidement les positions internationales — et nationales — des deux gouvernements et donc à rapprocher la paix. Mais c'est bien la guerre de libération du peuple sahraoui qui resterait le facteur déterminant.

Une autre hypothèse à envisager : que le coût de la guerre devienne réellement insupportable pour le régime marocain. Il peut, dans ce cas, réagir de deux façons très différentes. La plus probable pour la majorité des observateurs, c'est la fuite en avant, l'élargissement de la guerre par une attaque contre l'Algérie. Le roi espérerait ainsi imposer la fiction selon laquelle il s'agit d'un conflit entre l'Algérie et lui et escamoter le peuple sahraoui dans les tentatives de règlement qui suivraient; au pire, il pourrait accepter un règlement acceptant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui sans être obligé de reconnaître sa défaite devant le seul Front Polisario.

Il est cependant clair que cette « solution » comporte des risques particulièrement graves pour le roi : déclencher une guerre contre l'Algérie, alors qu'une bonne partie de son armée est empêtrée au Sahra et en Mauritanie, est un pari dangereux (1). En cas de défaite, l'armée ne se retournerait-elle pas contre celui qui l'aurait entraînée dans l'aventure? Dégarnirait-il le Sahra pour faire face à l'Algérie, au risque de permettre au Front Polisario d'achever la libération du pays et de menacer en même temps les

(1) Même avec les encouragements de Paris et une couverture aérienne française.

Hassan - Ould Daddah le 14 avril 1976 à Rabat : le partage du « gâteau » sahraoui.
(« Une moitié pour moi parce que c'est ma part, une autre moitié parce que je suis le plus fort, et le reste parce que je le veux... »)

Photo Gamma





Ould Daddah - Giscard : le retour au bercail.

Les paras français à Zouérate : l'indépendance néo-coloniale.

Photo H. Bureau Sygma

Photo J. Pavlovsky Sygma

arrières des F.A.R.? Croit-il possible de limiter la guerre avec l'Algérie à quelques escarmouches vite arrêtées à l'arrivée des premiers médiateurs? Il y a là trop d'incertitudes pour que le sort de la monarchie soit garanti contre tous les risques.

C'est pourquoi — sans exclure un coup de dés dont Hassan II a donné d'autres exemples — on peut espérer que le Maroc, avec ou sans lui, en arrive à envisager une autre solution : celle de la sagesse, de la justice, de la réconciliation. Celle que préconisent toutes les autorités, toutes les instances internationales, celle qui passe par l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. L'occasion et le lieu d'une telle issue pourrait justement être une conférence de l'O.U.A., et les modalités préparées par un comité de sages désignés par l'organisation continentale et agissant en consultation avec toutes les parties concernées. Réconciliation, mais aussi discussion, échanges, négociation pour préparer les futurs liens qui doivent exister entre les peuples frères de cette région. Car, une fois reconnus son droit à l'existence, sa liberté de choix, le peuple Sahraoui ne pourra que suivre ses penchants, ses sentiments naturels, tout de générosité, de solidarité.

Mais il n'est pas exclu que le Maroc puisse « tenir » encore longtemps, malgré le niveau des pertes et le coût prohibitif de la guerre, si des soutiens matériels considérables lui sont fournis.

C'est pourquoi l'issue heureuse la plus probable serait à attendre du côté de la Mauritanie. L'intérêt d'une solution pacifique rapide pour ce pays est si évident, les dangers que la poursuite de la guerre fait peser sur son existence même, sur sa cohésion nationale et son indépendance si manifestes, le peu de bénéfice qu'il aurait pu retirer d'un partage même « réussi » tellement minces au regard de ceux que peut lui offrir un arrangement fraternel avec le Sahra, que cette solution devrait s'imposer avec ou sans le régime actuel — qui ne semble pélas has encore voir tant d'évidences.

Nous avons dit que l'existence même de la Mauritanie est menacée. Pas par la France : là, c'est d'indépendance qu'il s'agit. Par le Maroc bien sûr, nous l'avons déjà dit. Mais pas seulement.

Les déclarations que vient de rendre publiques le Président Senghor sont graves, et nous autorisent à faire état d'autres faits plus graves encore et plus anciens. Il existe depuis longtemps, très longtemps, une entente entre le roi du Maroc et le Président sénégalais (je ne dis pas le Sénégal), dont l'objectif est le partage de la Mauritanie. Les raisons du Roi sont connues. Celles du

président-poète moins. En peu de mots : l'ambition — tout à fait louable en elle-même — d'être le pays-charnière, directement entre l'Afrique noire et le monde arabe occidental; le secret espoir de donner au Sénégal d'autres dimensions (un peu comme le président Bourguiba a toujours rêvé d'une Tunisie plus grande plus à la mesure d'un tel Président); un certain mépris pour la Mauritanie, cette sous-colonie franco-sénégalaise dont le chef-lieu (colonial) est resté dans un quartier marginal de la capitale du Sénégal, jusqu'en 1960, et dont il a été, lui Senghor le premier député à l'assemblée française au lendemain de la seconde Guerre mondiale — grâce au vote de quelques fonctionnaires sénégalais et français, les seuls à avoir à l'époque le droit de vote.

Cependant, la France voulait que la Mauritanie existât, et il n'était pas question de contrarier cette volonté-là. Mais une complicité se développait entre Rabat et Dakar, qui attendait son heure et qui, en attendant, se renforçait à l'occasion de menus services. C'est avec la déconfiture militaire mauritanienne que la convergence des convoitises commença à devenir lisible, pour qui veut bien lire. Un premier « signal » important apparut, lorsque le Roi se précipita après l'opération du 1er mai 1977 (Zouérate) pour renforcer la présence de son armée et que, peu après, Senghor proposa lui aussi l'entrée de l'armée sénégalaise en Mauritanie. Bien entendu pour voler au secours du pays frère en difficulté. Le deuxième signal important — il y en eut bien d'autres de moindre dimension — c'est l'interview publiée par Jeune Afrique le 23 décembre 1977. Le président Senghor y dévoile pratiquement l'intention de partage. Il y revendique en tout cas, tout à fait officiellement, la *Mauritanie du Sud*, plus exactement les *Mauritaniens du Sud*. Il met en demeure les Mauritaniens de garder le même régime, sans quoi c'est le démantèlement. Curieuse leçon de démocratie ! En réalité, l'essentiel n'est pas cette concession apparente au régime actuel de Nouakchott — *je ne réclamerai pas ma part de Mauritanie tant que tu seras là* —, mais bien l'officialisation d'une revendication, d'une volonté de partage : *les Mauritaniens noirs sont des Sénégalais et, le moment venu, nous exigerons leur rattachement au Sénégal.*

M. Senghor dit, d'après Jeune Afrique : « ... ces noirs, l'histoire l'a prouvé, ce sont des Sénégalais, dont la langue maternelle n'est pas l'arabe. La France les a arrachés à leur patrie en 1905 sans les consulter. Ils sont maintenant 500 000 et, eux aussi, ils ont droit à l'autodétermination. Nous avons refusé de donner suite à leur

requête de rejoindre le Sénégal et ils ont accepté librement de cohabiter avec les Maures. Si le statut de la Mauritanie, de sa population, de son régime étaient modifiées ... nous reposerions le problème car encore une fois, ces 500 000 Noirs ont le droit, eux aussi, à l'autodétermination.

... S'il y avait un coup de force en Mauritanie, nous réclamerions que les 500 000 Mauritaniens qui sont ethniquement et culturellement des Sénégalais exercent leur droit à l'autodétermination. »

Ainsi, la Mauritanie vivrait-elle depuis 17 ans, sous l'œil paternel d'un protecteur vigilant sans la magnanimité duquel elle aurait éclaté en naissant. Ainsi les *Mauritaniens noirs* n'auraient-ils accepté *librement* de cohabiter avec les Maures qu'après en avoir reçu l'ordre de ce grand-frère, et n'attendraient-ils qu'un mot de lui, un contre-ordre pour quitter une patrie provisoire et incertaine. Quelle admirable abnégation et quelle discipline ! On croirait entendre S. M. Hassan disant à son peuple « Avance ! » et il avance ; « recule » et il recule ... Mais le Roi ne parlait qu'au peuple marocain, dans les limites réelles du royaume. La performance du Président est beaucoup plus remarquable.

Je dois cependant l'avouer, j'ai été davantage convaincu par le Roi — sur ce point précis ! — que je ne le suis par le Président. Je crois en effet que les *Mauritaniens noirs* sont aussi Mauritaniens que les autres, qu'ils sont chez eux dans leur pays, et qu'ils ne sont pas plus Sénégalais que les Suisses francophones ne sont Français. Je crois surtout qu'ils sont assez grands pour savoir tout seuls ce qu'ils ont à faire et que, s'ils ont des problèmes avec leurs compatriotes arabes, ils sauront les régler sans aller chercher des consignes ailleurs. Cela bien sûr sans minimiser la possibilité pour Dakar de susciter ou de favoriser une agitation en Mauritanie, à l'occasion de circonstances favorables : comme Nouakchott pourrait le faire au Sénégal, comme pratiquement n'importe quel pays africain à l'égard de ses voisins.

En formulant cette revendication à base raciale, au mieux ethnique, le Président se contredit gravement — puisqu'il rappelait encore récemment son attachement à la doctrine de l'O.U.A. concernant le respect des frontières coloniales. Il prend ainsi le grave risque de donner le signal d'une remise en question généralisée de la paix africaine. Imaginons un peu ce que serait la situation dans un pays comme la Côte d'Ivoire, où cohabitent une soixantaine d'ethnies aux langues différentes, dont beaucoup

ont de nombreux contribules au-delà des frontières, si les dirigeants voltaïques, guinéens, maliens, libériens, ghanéens ... se faisaient les adeptes de M. Senghor? Ou l'inverse, si les responsables ivoiriens se mettaient à revendiquer les *Ivoiriens rattachés* depuis 70 ou 90 ans au Mali, à la Guinée, etc... et beaucoup plus récemment à la Haute-Volta?

Ils sont noirs, leur langue n'est pas l'Arabe, donc ils sont Sénégalais. A cette aune, le Président régnerait sur quelques centaines de millions d'heureux citoyens. Mais sans aller en chercher jusqu'en Martinique, au Congo ou en Géorgie et en supposant un 3e critère peut-être implicite, il y en aurait en tout cas un certain nombre dans tous les pays voisins du Sénégal : Guinées, Mali, Gambie ...

A moins que le fond de la pensée présidentielle ne soit encore plus *raciale* et qu'il considère imppossible toute cohabitation entre Africains de couleurs différentes, de langues différentes — en tout cas lorsqu'il s'agit de l'arabe. D'après sa logique, le gouvernement de chaque pays (1) noir aurait le droit de revendiquer la minorité *noire* voisine « rattachée » à un pays arabe. Le Sud-Soudan par exemple irait ainsi tout naturellement à l'Éthiopie. Il semble évident que l'inverse serait vrai et que les minorités arabophones se verraient, d'après la logique senghorienne, placées sous la protection du « grand frère » le plus proche : les Arabes de Zanzibar seraient yéménites, l'Algérie pourrait revendiquer les Touareg et autres arabo-berbères maliens et nigériens, on n'ose imaginer ce qu'il adviendrait du Tchad ...

Le plus étonnant c'est que, partant d'une conception aussi raciste, le président Senghor accuse le Front Polisario de racisme, de « discrimination » à l'égard des *Mauritaniens noirs.* Le Président est très mal informé. Le Front Polisario n'est pas raciste. Qui plus est, ses relations sont excellentes avec les Mauritaniens du Sud, unanimement opposés à la guerre d'agression menée par leur gouvernement.

Encore deux remarques à proposer à la méditation du grand théoricien de la démocratie aux *couleurs* de l'Afrique. Les Mauritaniens à vocation sénégalaise se définissent d'après lui par deux critères de base : « ils sont noirs, et leur langue n'est pas l'arabe ».

---

(1) On ne voit d'ailleurs pas très bien pourquoi, vis à vis de la Mauritanie, le *Protecteur* serait le Sénégal seul et non le Mali.

Or il se trouve que la moitié des Mauritaniens les plus noirs sont arabophones; cela risque de poser de délicats problèmes de définitions...

Deuxième remarque : supposons que la revendication s'adresse plus précisément aux nationalités Hal Poular, Soninké et Wolof. Prenons le cas des Hal Poular, les plus nombreux. Il s'agit d'une ethnie à cheval sur les deux pays (pour ne parler que d'eux). Mais ils sont également très minoritaires au Sénégal. Le président Senghor revendique pour eux le droit à l'autodétermination en Mauritanie. Est-il disposé à l'accorder également aux Hal Poular du Sénégal? Et pourquoi préjuge-t-il de leur choix? Cette attitude rappelle fâcheusement celle du shah d'Iran qui encourageait, avant de l'étouffer, la révolte des Kurdes d'Irak, alors qu'il ne tolérait aucune revendication de la communauté kurde d'Iran, beaucoup plus importante.

En réalité, une seule chose reste évidente : le président Senghor juge le moment venu de préparer l'opinion au partage de la Mauritanie, en posant le problème sans plus de fard.

Y a-t-il de surcroît, là aussi, une raison plus conjoncturelle de politique intérieure? Le Président reconnaît sans se faire prier — dans la même interview — qu'il utilisera le problème du Sahra comme « argument électoral ». Mais cela va sûrement plus loin que l'horizon février 1978. Rien de tel en effet qu'un « ennemi » fournissant l'occasion d'une mobilisation nationale, pour ranimer la foi vacillante des citoyens dans un régime fatigué. A chacun sa « marche verte ». Celle de Giscard se déploie dans le ciel africain, sur les ailes des Jaguars et des Transall. Les électeurs français en seront-ils séduits?

Quant aux Sénégalais, il est douteux que le seul fait de voir décoller de leur territoire des avions étrangers vers une guerre étrangère suffise à leur donner un sentiment de fierté suffisamment mobilisateur. Verra-t-on alors bientôt la conquête de la « Mauritanie noire » proposée comme objectif sacré au patriotisme sénégalais, et 10 000 pirogues aborder à Kaedi, et 100 000 marcheurs se déployer sous des portraits géants du Président-protecteur, le coran dans une main et dans l'autre les œuvres complètes du regretté Teilhard de Chardin?

Prions en tout cas pour qu'aucun autre chef pouvant s'intéresser de près ou de loin au Sahra ne connaisse, avant longtemps, de baisse de popularité préoccupante.

Marche verte ou pas, le dessein senghorien se déploie. Et comme

pour répondre à ce dernier *signe* d'outre-fleuve, Hassan fait avancer un peu plus ses troupes, désormais installées à Akjoujt.

Akjoujt, dernier centre minier du pays (le cuivre après le fer de Zouérate, déjà occupée, après Nouadhibou, la capitale économique, après Atar, le cœur de l'Adrar guerrier); Akjoujt, dernière étape avant Nouakchott. A quand *la jonction*?

On le voit, la Mauritanie est effectivement menacée; gravement. Et ce n'est évidemment pas le fait du F. Polisario, qui n'a aucun intérêt à sa disparition, au contraire, et qui n'a même pas de revendications territoriales à son encontre, et qui ne se sent, lui, investi d'aucune mission *pan-raciale*. Le F. Polisario, la résistance sahraouie est le seul rempart qui retarde encore, qui empêche la mise à exécution d'un projet de partage aussi vieux que la R.I.M.; mais seuls les Mauritaniens peuvent sauver leur pays, eux dont le gouvernement semble être tombé si bas qu'il a perdu jusqu'au sens des convenances, pour rester ainsi sans réaction devant d'aussi brutales, d'aussi grossières menaces.

On le voit, la guerre de conquête du Sahra met en danger tout l'échafaudage fragile sur lequel repose la paix africaine. Nous avons l'amère satisfaction de l'avoir prévu, et d'avoir mis en garde solennellement l'O.U.A. dès 1975, en montrant (1) les terribles conséquences prévisibles « si une prime était donnée à l'expansionnisme tel qu'il se manifeste à l'encontre du peuple sahraoui ».

Ainsi déchaînés, les démons de l'expansionnisme sont en train de faire une deuxième victime. Une victime sur laquelle se penchent trois sauveurs qui cachent sous leurs blouses de secouristes des instruments inhabituels, où domine un fonds commun rappelant étrangement l'attirail des perceurs de coffres-forts et voisinant chez l'un avec des chaines de négrier d'antan, chez l'autre avec des outils de fossoyeur; le troisième qui n'a pas de *trousse* propre, utilisant à la demande celle de l'un ou de l'autre.

Puisse cette nouvelle alerte convaincre les responsables africains qu'il est réellement temps de mettre un terme aux jeux sanglants des fauteurs d'ethnocide.

Mais il appartient d'abord aux peuples les plus directement concernés de prendre leur destin en main, pour mettre un terme à une guerre qui n'est dans l'intérêt d'*aucun* d'entre eux, comparée aux avantages de la paix et de la solidarité. Certains sont, il est vrai, *Maghloubîn aala amrihin*.

---

(1) Cf. Annexe n° 2.

Maghloub aalâ amrih est difficile à *rendre* : privé, dépossédé de ce qui est *son affaire*, de sa volonté, de sa liberté de choix, d'action; *dé-responsabilisé.*

Il n'y a cepedant pas de quoi désespérer : cette situation est, hélas, très fréquente; en un sens, et jusqu'à un certain degré, elle est même commune à tous les peuples, mais elle n'est, heureusement, jamais définitivement *acquise*, même là où elle atteint aux sommets. Il n'est que de se souvenir. Les deux révolutions de ce siècle qui ont le plus pesé sur l'histoire de l'humanité ont été faites par deux peuples dont *on* jugeait infinie la *résignation.* Et qui, avant de les voir déplacer les montagnes, pouvait reconnaître dans des communautés écrasées, apparemment dépersonnalisées et résignées, nos futurs *peuples-symboles*?

Annexe n° 1

Programme national général défini au cours du 3e congrès du Front Polisario (26-30 août 1976)

Le 3e Congrès pupulaire général du Front Populaire pour la Libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro, Congrès du Héros Martyr El Ouali Mustapha Sayed, se tient en des circonstances particulièrement décisives pour la cause du peuple sahraoui. Notre peuple fait face à un complot réactionnaire féroce, ourdi par les alliés locaux de l'impérialisme, en l'occurrence les régimes traîtres du Maroc et de la Mauritanie, auxquels l'impérialisme apporte son appuie militaire et politique. Il s'agit là d'un complot barbare et lâche qui va jusqu'à la tentative d'extermination physique de notre peuple afin de partager sa patrie et ses richesses. C'est pourquoi le Congrès, conscient de la gravité de cette étape et se référant au Programme National élaboré par le IIe Congrès (Congrès du martyr Abdarrahmane Ould Abdallahi), estime indispensable d'élaborer un Programme d'Action Nationale nouveau, conforme aux besoins de l'étape actuelle, capable de répondre aux défis réactionnaires expansionnistes et concrétisant les aspirations de notre peuple à la souveraineté et à la dignité.

I — A long terme

1 — *Principes de base* : les caractéristiques propres du peuple sahraoui sont son authenticité arabe, africaine et islamique, son appartenance à la famille du Tiers-Monde, son opposition à l'impérialisme, au colonialisme et à l'exploitation.

2 — *Culture :* les caractéristiques propres à la culture sahraouie émanent de sa vieille histoire glorieuse, de sa situation présente et de l'avenir auquel il aspire. Elles se définissent à partir de son identité profonde de peuple arabe, africain et musulman, en lutte contre les forces d'exploitation pour la construction nationale et la réalisation du socialisme. La langue arabe est l'instrument essentiel et naturel de notre culture nationale.

3 — *Politique intérieure :* nos options sont :

a — Maintien du système républicain, démocratique, ayant une perspective unioniste.

b — Mobilisation des masses et libération de leur esprit d'initiative pour qu'elles jouent pleinement leur rôle.

Pour la construction nationale, notre programme comportera :

a — Répartition juste des ressources nationales et suppression des inégalités entre les campagnes et les villes.

b — Supression de toute exploitation.

c — Garantie d'une vie digne à tous les Sahraouis.

d — Garantie de l'habitat pour tous.

e — Protection de la famille, élévation de son niveau dans tous les domaines, étant donné qu'elle constitue la cellule fondamentale de la communauté.

f — Réalisation des droits politiques et sociaux de la femme, accès pour elle à tous les domaines pour qu'elle assume ses responsabilités dans la construction nationale en accord avec nos conditions culturelles propres.

g — Suppresion de toutes les causes de débauche morale et sociale.

h — Protection de la civilisation et de l'héritage islamiques.

i — Élaboration d'une politique d'enseignement obligatoire et gratuit pour tous les niveaux et généralisé à toutes les couches sociales. Arabisation de l'enseignement à tous les niveaux.

j — Lutte contre les maladies, construction d'hôpitaux, soins gratuits.

k — Garantie des libertés fondamentales aux citoyens.

4 — *L'économie :* notre projet est de :

- Construire une économie nationale équilibrée.
- Contrôler les ressources naturelles.
- Développer le secteur agricole.
- Suivre une politique d'industrialisation.
- Protéger les ressources maritimes.

5 — *Défense nationale :* l'Armée Populaire de Libération est au service du peuple, assure la défense de la Patrie et son intégrité, participe activement à la construction du pays.

L'Armée Populaire de Libération est la main armée de l'organisation politique et constitue officiellement l'Armée Populaire de la République Arabe Sahraouie Démocratique, assume la responsabilité de la libération de la patrie, de son unification et de la défense de la souveraineté nationale.

L'Armée Populaire de Libération est le garant de la souveraineté nationale et des acquis de la Révolution.

Les tâches de l'Armée Populaire de Libération évoluent en fonction des étapes; au moment où le complot impérialiste et réactionnaire prend de larges dimensions, les tâches prioritaires sont : l'élévation du niveau culturel et la politisation au sein de l'armée, l'amélioration des capacités techniques et d'entraînement, le développement permanent de ses moyens et possibilités. Il y a nécessité également d'élargir sans cesse les bases des forces armées populaires et d'améliorer régulièrement leur niveau pour qu'elles assurent la défense de la Révolution, du pays et des acquis du peuple, pour qu'elles parachèvent la souveraineté sur l'ensemble du territoire national occupé, en permettant aux larges masses populaires de prendre les armes, en les préparant militairement.

Il nous faut créer des réserves, conformément au principe du développement nécessaire des forces propres d'un peuple organisé, armé idéologiquement et militairement, les renforcer constamment, car elles constituent la force capable d'accomplir les tâches de la Révolution dans l'étape actuelle et dans les étapes à venir.

Il nous faut mobiliser tout le peuple, le former militairement et l'armer idéologiquement; construire une force moderne entraînée et organisée, ayant une haute connaissance des arts du combat et des armes modernes, équipée de tous les organes et institutions nécessaires, et en premier lieu de cadres politico-militaires hautement qualifiés, appliquant le principe de la discipline consciente et mettant l'accent sur l'élévation du niveau culturel et politique des combattants et des officiers. C'est là une mission essentielle qu'il faut accomplir.

6 — *Politique extérieure :* notre politique extérieure se base sur notre foi dans les principes suivants :

a — La liberté est la base fondamentale de tout choix.

b — L'intérêt des masses populaires réside dans la liberté et l'unité dont elles sont l'unique garant : c'est pourquoi nous considérons que l'unité des peuples du Maghreb arabe et la construction effective de cette unité constituent un pas important vers la réalisation de l'unité de la nation arabe.

Pour ce qui est de notre continent africain, notre position part du fait qu'aucun mouvement ou peuple en lutte ne peut vivre isolé des autres peuples et mouvements de libération. La coordination entre mouvements de libération et peuples est un préalable indispensable à la distinction entre les amis et les ennemis de nos peuples.

Telle est la logique de notre glorieuse révolution du 20 mai 1973 : c'est sur cette base qu'elle établit des relations et rapports avec nos frères du continent africain, qui luttent pour une véritable auto-détermination et pour l'indépendance nationale, contre toute forme de domination ou de discrimination raciale et militent pour la nécessaire unité de nos peuples et pour que notre continent fasse entendre sa voix.

En tant que mouvement de libération nationale qui encadre toutes les couches de notre peuple, le Front Populaire pour la Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro estime qu'il est du devoir de tous les nationalistes fidèles aux principes de la défense de la dignité des peuples dont les droits sont bafoués, de soutenir avec fermeté la cause sacrée de notre peuple, jusqu'à ce que celui-ci arrache sa liberté et achève son indépendance nationale, loin de toute pression et ingérence étrangère.

La lutte dans le cadre du Front du Tiers-Monde est une contribution capitale pour mettre en échec les complots ourdis par l'impérialisme contre la volonté des peuples, leur émancipation réelle, afin de continuer le pillage de leurs richesses nationales.

Fidèle aux coutumes et traditions vivantes de notre peuple et à sa glorieuse histoire, le Front Populaire opte pour la coopération avec toutes les organisations régionales, continentales et internationales dans le respect mutuel entre pays et la défense des droits des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Le respect de ce principe est un facteur primordial et déterminant pour la préservation des relations entre les États et les peuples, pour qu'ils coexistent dans la paix, la prospérité et la stabilité. Notre peuple a eu foi en ces principes tout au long de son histoire, et s'engage à coopérer sur la base des principes de la coexistence pacifique.

Le renforcement des rangs des forces nationales et démocratiques dans le monde constitue un objectif pressant des peuples pour la réalisation d'un avenir meilleur.

II — A cours terme

Programme d'action transitoire :

1 — *Politique :* œuvrer à :

- L'approfondissement de la conscience politique et au renforcement de l'organisation des masses.
- La préservation des acquis dans tous les domaines : travailler sans relâche pour que notre peuple ne cesse de progresser.
- La mobilisation efficace et permanente de tout le peuple, afin de réaliser les tâches du rétablissement de la souveraineté sur toute la patrie, et d'avancer vers d'autres étapes.
- L'élargissement de la participation des masses à l'administration des affaires de l'État, en partant des instances populaires élues afin d'accomplir les tâches de l'étape actuelle, et de susciter des cadres parmi les masses, capables d'accomplir les tâches d'administration et de direction.
- Au renforcement des institutions de l'organisation politique et des structures de l'État.
- A la formation des cadres dans tous les domaines et plus particulièrement la formation des cadres politico-militaires.

2 — *Diplomatique :*

- Renforcer les liens de la révolution de la République Arabe Sahraouie Démocratique avec ses alliés naturels et historiques sur le plan arabe, africain et international.
- Œuvrer pour que la R.A.S.D. occupe la place naturelle qui lui revient en tant qu'État souverain, respectueux de tous les principes et coutumes en vigueur dans les

relations internationales, au sein des organisations et groupements internationaux et régionaux.

• Travailler à la reconnaissance de la R.A.S.D., à l'élargissement des alliances, de la solidarité et de la coopération, sur la base de l'intérêt commun, du respect mutuel et du respect des principes, chartes et coutumes internationaux.

• Œuvrer à la création d'un Front Progressiste dans le Monde Arabe et en Afrique et, en premier lieu et, comme tâche essentielle, la concrétisation du Front Arabe tripartite (Sahra, Algérie, Libye) et pour son renforcement; qu'il soit un pôle d'attraction pour le reste des peuples du Maghreb Arabe et un exemple mobilisateur pour les peuples arabes et africains. Ce Front tripartite est imposé par l'étape actuelle, c'est pourquoi il est aujourd'hui nécessaire de renforcer la cohésion des masses, de procéder à une coordination organique et globale; de mettre en place une base de complémentarité dans tous les domaines, pour la construction du Maghreb des peuples.

Celui-ci est le seul cadre qui puisse garantir l'existence de chacune de ses parties; il représente la riposte efficace au cadre colonial et réactionnaire du Maghreb des gouvernants que l'impérialisme tente d'imposer aux masses. Aussi, l'indépendance de l'une des parties est-elle considérée comme incomplète tant que les autres parties n'ont pas parachevé leur indépendance. C'est pourquoi l'unité de toutes les parties n'est possible que s'il y a indépendance authentique de chacune d'elles.

3 — *Organisationnel :*

• Œuvrer à la formation de tous les cadres, quel que soit leur rang afin qu'ils soient à même d'assumer les grandes responsabilités qui leur incombent dans la défense de la Révolution et des acquis des masses.

• Accorder une grande attention à l'approfondissement de la politisation et à sa généralisation au sein des organisations de massses (femmes, ouvriers, étudiants...).

• Mettre en place des bases organisationnelles en garantissant par des lois toutes les institutions.

4 — *Économique :*

• Œuvrer pour l'épanouissement des activités sociales et économiques en vue de subvenir aux besoins primordiaux du peuple, par la création de coopératives, par exemple des coopératives d'élevage, d'artisanat, de transport, de construction et d'habitat, de commerce.

• « Compter sur ses propres forces » est le principe à suivre impérativement pour que s'affirment les capacités de notre peuple et se réalise l'indépendance totale.

5 — *Militaire :*

• Œuvrer au renforcement de l'organisation à l'intérieur de l'armée et à sa consolidation; imposer une discipline consciente et le respect des lois.

• Approfondir la conscience politique et culturelle, élever le niveau de l'organisation en vue de former un combattant patriote révolutionnaire discipliné, capable d'accomplir des prodiges, de libérer le reste des parties occupées de la République, d'expulser les agresseurs pour que notre peuple retourne chez lui, dignement; capable aussi d'assurer la défense de la souveraineté et de l'unité nationale; de préserver la dignité et les acquis des masses.

• Subvenir aux besoins de l'armée en cadres politico-militaires créateurs, capables d'encadrer les masses combattantes et de les guider dans leur difficile marche révolutionnaire vers la victoire finale.

• Former des cadres nationaux conscients et héroïques, capables de dépasser une vision étroite et individualiste pour en arriver à l'analyse et à la planification au niveau général.

• Mettre en place la justice : création d'un tribunal militaire, instauration d'un système de hiérarchie et de contrôle pour évaluer les pertes, les consommations et pour préserver les moyens de lutte.

• Œuvrer à la constituion de réserves humaines et matérielles.

• Assurer l'équilibre au niveau des fronts de combat. Approfondir la réflexion sur les expériences de tous, encourager leur échange, étudier leur mise en œuvre afin de renforcer la cohésion et la solidarité nécessaire entre tous les niveaux de l'Armée de Libération Populaire Sahraouie.

6 — *Social :*

a — Dans le domaine sanitaire

• Nécessité d'assurer une alimentation complète (protéines, vitamines...).

• Se procurer les moyens techniques et sanitaires nécessaires; exploiter le côté positif de la médecine traditionnelle et lutter contre les idées arriérées et leurs promoteurs en ce domaine.

• Nécessité de créer un équilibre sanitaire entre les campements.

• Création d'une revue sanitaire. Travailler à l'élévation du niveau de la conscience populaire pour qu'elle comprenne l'importance de l'hygiène et des soins.

• Formation de cadres, techniciens et employés sanitaires compétents et en nombre suffisant.

• Développer les connaissances techniques et psychologiques, créer le climat nécessaire à la lutte contre les maladies contagieuses, et contre leurs causes.

• Subvenir à l'insuffisance des médicaments, de l'infrastructure, des soins, des ambulances et de tous les moyens nécessaires à l'élévation du niveau technique sanitaire.

• Donner de l'importance à l'hygiène collective et individuelle et trouver les moyens propres à la développer, en particulier pour prévenir les maladies contagieuses.

• Programmer des campagnes de vaccination cycliques.

• Donner la primauté aux victimes de guerre et à leurs familles.

b — Dans le domaine de l'enseignement

• Nécessité d'exploiter les possibilités pour répondre aux besoins essentiels en matière d'enseignement et édifier l'École Nationale.

• Nécessité d'une préparation suffisante d'enseignants compétents politiquement et pédagogiquement.

• Nécessité d'élaborer un programme scolaire national unifié, à la préparation duquel doivent participer cadres et intellectuels; il s'agit d'approfondir les connaissances à tous les niveaux, sans négliger la culture populaire.

• Nécessité d'insister sur l'enseignement de la femme, car elle constitue l'école première, et de souligner la parfaite compatibilité entre un métier et son rôle de femme.

• Mettre en place un programme radio-diffusé qui traite des problèmes de l'enseignement, qui veille à lier celui-ci aux tâches de la Révolution et à la formation du citoyen.

• Lancer des campagnes régulières et programmées d'alphabétisation au sein du peuple.

• Nécessité de développer la solidarité et la compréhension mutuelle entre les milieux d'éducation (l'école, la famille).

• Solutionner provisoirement le problème de l'école secondaire en envoyant les élèves et les étudiants à l'étranger.

• Encourager la culture populaire pour construire la personnalité nationale complète.

• Renforcer les liens entre les révolutions armée et culturelle.

• Écrire l'histoire de la civilisation et de la société d'un point de vue révolutionnaire, en luttant contre les séquelles d'une idéologie rétrograde.

Le congrès

Annexe 2

Intervention devant le groupe africain de la délégation du F. Polisario auprès de la 30e session de l'ONU

(octobre 1975)

Monsieur le Président,
Chers Frères,

L'Afrique a aujourd'hui avec l'histoire un de ces rendez-vous qui déterminent pour longtemps l'avenir des peuples. La solution qui sera apportée au problème du Sahara aura non seulement des répercussions directes sur la paix dans le Nord-Ouest africain, mais elle influencera immanquablement la nature des rapports entre l'ensemble des États de notre continent.

Si une prime était donnée à l'expansionnisme tel qu'il se manifeste contre le peuple sahraoui, ces rapports seront durablement empoisonnés. Aucun d'entre vous ne pourra plus rencontrer un de ses voisins sans se poser des questions sur ses arrière-pensées; sans se demander : « Quel prétexte va-t-il inventer pour me revendiquer? Ai-je chez moi une tribu qui a des cousins de l'autre côté de la frontière? Depuis combien de siècles le conquérant « x » de chez eux a-t-il traversé nos terres? Et l'empereur « y » de chez nous soumis les leurs le temps d'un règne? Quel est, dans ce domaine le délai de « prescription »? Quels yeux ai-je aujourd'hui? Une histoire populaire de chez nous raconte qu'un jour M'hammad le chacal avait très faim et pas de gibier en vue. Il regarda sa sœur bien en face et lui dit : « Tiens... tu t'es réveillée aujourd'hui avec des yeux de brebis... » lorsqu'elle ouvrit la bouche pour s'étonner de ces paroles insolites et lui rappeler leurs liens de fraternité, il s'écria : « Tiens, elle bêle... c'est bien une brebis » et lui tordit le cou.

Monsieur le Président,
Chers Frères,

C'est en s'inspirant de la vieille sagesse africaine que les dirigeants de notre continent ont trouvé la seule solution raisonnable à l'un des problèmes les plus graves que l'Afrique indépendante avait à affronter. Fallait-il dénoncer les frontières souvent arbitraires tracées par les différents colonisateurs? Cela aurait signifié une gigantesque et sanglante mêlée dont l'Afrique serait sortie gravement affaiblie, et plus dépendante, car les intérêts étrangers auraient évidemment profité de la confusion pour reprendre ou renforcer leurs positions en soutenant les uns contre les autres; et rien ne prouve qu'on aboutirait, au terme d'une multitude de guerres fratricides, à des frontières plus « naturelles ».

Fallait-il assumer l'héritage, malgré ses défauts? L'Afrique unanime a répondu oui. Parce que, tout d'abrod, elle a choisi la paix comme priorité numéro un. Parce

que, ensuite, elle a préféré miser sur le dépassement des frontières (et de leurs problèmes) par une intégration progressive, même si elle devait être lente, à travers une coopération régionale et continentale à vocation unitaire. Parce que, enfin, il fallait tenir compte des réalités nouvelles nées de la colonisation elle-même. C'est en effet dans le cadre des frontières coloniales que les nouvelles Nations Africaines, comme la plupart des autres Nations du Tiers-Monde, ont pris conscience d'elle-même. C'est dans ce cadre que se sont développés les nouveaux nationalismes dépassant les anciennes solidarités ethniques ou tribales et les fondant dans un nouveau sentiment patriotique qui sert désormais de ciment, de base aux États modernes.

Cette solidarité qui fonde les nations nouvelles est elle aussi le résultat d'une histoire commune, de souffrances communes sous la domination étrangère, d'une volonté commune tendue vers un but essentiel, vital : celui de préserver d'abord sa personnalité, son authenticité contre les agressions et les tentations et, enfin, se libérer, redevenir sujet de l'histoire. Cette solidarité construite dans l'adversité et dans le combat n'est pas moins vraie, n'est pas moins déterminante que l'ancienne solidarité tribale, ethnique.

Il est temps de dire que nous ne sommes pas en train de justiffer, en ce qui nous concerne, une « sécession », une « séparation » quelconque. Le peuple sahraoui est au contraire l'un des peuples africains et arabes dont la cohésion est totale, et chez lesquels les solidarités ancienne et nouvelle se recoupent le plus parfaitement.

D'ailleurs la Cour Internationale a fait justice des allégations qui tendaient à nier la personnalité spécifique et l'existence historique indépendante, à travers les siècles, de notre pays. Certes, elle a constaté des liens entre le Sahra et ses trois voisins. Mais elle a pris un soin extrême à spécifier que ces liens n'étaient en aucun cas des « liens de souveraineté » et qu'ils ne sauraient mettre en cause le droit de notre peuple à disposer de lui-même souverainement.

Ces liens, tels que la Cour les décrit, se rencontrent à travers *toutes* les frontières africaines et arabes *sans exception*. On en trouve même de beaucoup plus étroits entre de nombreux pays dont aucun aujourd'hui ne revendique l'autre. Quelques exemples : Sénégal-Mauritanie-Mali; Zaïre-Congo-Angola; Burundi-Rwanda-Zaïre; Haute Volta-Côte d'Ivoire-Mali; Nigeria-Niger; Sénégal-Gambie; Algérie-Tunisie-Libye; Maroc-Algérie, etc.

Qui plus est, une partie de ces « liens » constatés par la Cour ne devrait être invoquée qu'avec beaucoup de prudence par nos frères saisis par les démons de l'expansionnisme. Ils sont en effet dus à une amputation antérieure de notre pays au profit du Maroc et de la Mauritanie. Du côté de la Mauritanie, notre pays devrait comprendre normalement au moins les actuelles provinces de Nouadhibou et de Zouérate. Les colonisateurs français et espagnols avaient eux-mêmes retenu approximativement ces limites pour fixer leurs zones d'influence respectives. Mais au moment où les tracés définitifs furent négociés, l'Espagne se trouvait dans une position de faiblesse telle, qu'elle dut abandonner une partie importante du pays à la France.

Du côté du Maroc, ce n'est qu'en 1958 que l'Espagne a cédé la province sahraouie de Tarfaya, obtenant en échange de nombreux avantages et, notamment, une longue péroide de tranquilité pour les villes qu'elle occupe toujours dans le nord du Maroc (Ceuta et Melilla).

Ainsi on vous prend un morceau de votre pays, de votre peuple et quelque temps après, on vient vous dire que le reste doit suivre car il ressemble un peu — et pour cause — au morceau déjà pris, que vous devez donc être annexés; que vous avez en somme, des « yeux de brebis ».

Rassurez-vous, chers frères, le Sahra indépendant n'inaugurera pas une nouvelle ère de revendications territoriales, quelle que soit la douleur que peut lui causer cette amputation. Il est trop respectueux des règles de coexistence instaurées par la communauté internationale et africaine, trop attaché à la paix. Il croit, enfin, profondément à l'unité inéluctable entre les peuples de la région, et préfère y contribuer par une politique résolue de coopération fraternelle.

Monsieur le Président,
Chers frères,

L'Afrique, en ce qui la concerne, n'a jamais douté du droit à l'indépendance de notre peuple et n'a jamais marchandé son soutien à notre lutte de libération. Depuis dix ans, l'Organisation de l'Unité Africaine renouvelle sans cesse son appui aux droits du peuple du Sahra à l'autodétermination et à l'indépendance. En 1974, un an après le déclenchement de la lutte armée sous la direction du F. Polisario, le Conseil des Ministres de l'Organisation nous exprime son entière solidarité.

Cette sollicitude ne se dément pas devant les épreuves actuelles. Au contraire. Après avoir reçu une délégation sahraouie dirigée par le Secrétaire Général du F. Polisario, le Président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine réaffirmait, en septembre 1975, le soutien de la grande organisation africaine à notre lutte contre le colonialisme et l'expansionnisme. Le 24 octobre dernier, il adressait au Secrétaire Général de l'O.N.U. un message exprimant les préoccupations de l'O.U.A. et insistant sur la nécessité de préserver les droits du peuple sahraoui. Le Président de l'O.U.A. envoyait également des messages à la puissance administrante et aux États de la région, pour faire entendre la voix de l'Afrique et faire prendre en considération sa double doctrine en la matière, savoir : le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et l'intangibilité des frontières coloniales.

La révolte contre l'injustice et la conscience du dangereux précédent que comporterait pour l'Afrique le dépeçage d'un pays dont les voisins convoitent les richesses, ont provoqué de nombreuses réactions de solidarité avec notre peuple, au nord, au centre, à l'ouest, à l'est du continent. Nous citons à titre d'exemple la voix de la jeunesse africaine qui s'est élevée avec courage et clarté. Le Secrétaire Général du M.P.J. (Mouvement Panafricain de la Jeunesse) a déclaré notamment : « Nous saluons le rapport de la Mission de l'O.N.U. et l'avis de la Cour Internationale de Justice qui sont venus appuyer la lutte du peuple sahraoui sous la direction du F. Polisario. Le peuple sahraoui fait face actuellement à une série de manœuvres visant à créer un climat de tension et comportant une agression directe contre ce pays... Nous ne pouvons tolérer une telle situation, ni que le colonialisme espagnol soit remplacé par un colonialisme africain. Le peuple du Sahra a droit à la liberté et à l'indépendance. Nous nous opposons également à toute tentative de partage de ce pays. La position du Maroc est un défi à l'humanité. La marche organisée par le pouvoir royal marocain est une menace contre l'Afrique. Nous devons tout faire pour arrêter ces manœuvres ».

Monsieur le Président,
Chers Frères,

Notre continent a beaucoup souffert du colonialisme. Mais peu de peuples en ont souffert aussi longtemps et ont consenti autant de sacrifices que le peuple sahraoui. Pour ne parler que de la phase ultime de notre combat. Cela fait six ans que notre peuple est soumis à une répression sanglante, cela fait trois ans qu'il mène sous la conduite du F. Polisario, une lutte armée dans les conditions les plus dures que puisse connaître une guérilla. Subissant de lourdes pertes, le colonisateur a été obligé de reculer, de concentrer ses troupes dans les bases principales et d'évacuer une grande partie du pays que contrôlent désormais nos forces. Il a dû également reconnaître l'impossibilité de maintenir sa domination et s'engager enfin à appliquer les résolutions de l'O.N.U. relatives au droit à l'autodétermination et à l'indépendance de notre pays.

Nous étions en droit d'attendre de nos voisins, durant cette période cruciale de notre histoire, un soutien fraternel. Sur les trois, un seul répondit à notre attente : l'Algérie, dont l'attitude fut irréprochable. Si elle montra une certaine circonspection au début de notre lutte, il faut reconnaître que, dès que notre mouvement a fait la

preuve de sa représentativité et de son sérieux, il reçut le soutien constant et sans immixtion dont bénéficient à Alger les mouvements de libération africains et arabes.

Les deux autres pays voisins, hélas, choisirent de pactiser avec le colonisateur. Ils collaborèrent d'abord avec lui pour essayer de tuer dans l'œuf notre mouvement de libération. Ils aboutirent enfin à un accord de partage pur et simple à deux (Maroc-Mauritanie), qu'ils essayent maintenant de transformer en accord à trois (Maroc-Mauritanie-Espagne). Si ce dernier accord se réalisait, l'Espagne serait partie prenante dans le partage des richesses du pays, et se débarrasserait sur les deux autres des basses besognes répressives en leur laissant partager le territoire et les habitants, réduits ainsi au rang de troupeau.

Imaginez qu'il y a deux ans, la République de Guinée et le Sénégal aient envahi conjointement la Guinée-Bissau...

Imaginez que vous trouvez votre frère se battant contre un dangereux malfaiteur et qu'au lieu de lui porter secours, vous essayez de l'assommer pour partager le contenu de son portefeuille...

Monsieur le Président,
Excellences,
Chers frères,

Le peuple sahraoui est décidé à continuer la lutte de Libération jusqu'à la restauration de sa souveraineté entière, de son indépendance. Il est également déterminé et prêt à repousser toute agression, même si elle vient de frères, en vérité de faux frères. Il s'ensuivrait une guerre plus atroce encore que les guerres coloniales et plus dangereuse pour la stabilité de la région et la paix du continent.

C'est pourquoi nous lançons un appel pressant à l'Afrique pour qu'elle prenne ses responsabilités.

L'Afrique peut prendre l'initiative d'une démarche internationale ferme et vigoureuse, mettant en demeure les agresseurs de s'arrêter, sous peine de sévères mesures de rétorsion. Mesures d'autant plus justifiées que les expansionnistes violent de façon flagrante les résolutions de l'Organisation, après les avoir acceptées, agissent à l'encontre des conclusions de la Cour qu'ils avaient eux-mêmes sollicitée, et préjugent enfin de la décision finale de l'assemblée générale à la veille même de la discussion du problème dans le but manifeste de la mettre devant le fait accompli.

L'Afrique se doit, enfin, de proclamer sa solidarité avec la juste lutte du peuple sahraoui, lui apportant ainsi un soutien moral incomparable, et encouragent tous les pays épris de paix et de justice, africains ou non, à lui accorder toute l'aide dont il a besoin pour se défendre et faire respecter ses droits.

Annexe 3

Lettre adressée au peuple mauritanien par A.B. Miské (juillet 1975)

Le problème du Sahra et des relations mauritano-sahraouies revêt actuellement une importance vitale : c'est à la fois le sort du peuple sahraoui et celui de la Mauritanie elle-même qui se jouent, intimement liés.

Or, les circonstances qui entourent ce problème sur les plans local, régional et international se conjuguent de telle façon qu'elles attribuent à la Mauritanie un rôle décisif dans sa solution. Cette responsabilité écrasante que la Mauritanie assume en tant qu'État, chaque Mauritanien — responsable ou simple citoyen, y compris le militant de l'opposition — en a sa part et doit en prendre conscience et l'exercer dans un sens ou dans un autre : par l'action positive, ou le silence et l'abstention.

Le moment est trop grave pour qu'il soit possible de continuer à se taire. Les remarques qui suivent ont pour objet d'aider chacun à mieux comprendre les données et les implications du problème, avant de prendre sa décision.

La Mauritanie mettait en avant, pour revendiquer le Sahra, des arguments dont le principal était l'existence entre Sahraouis et Mauritaniens de liens particulièrement étroits, et sans équivalent parmi les autres voisins arabes et musulmans de ce pays (notamment marocains et algériens, pour ne prendre que les voisins immédiats).

Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas de différences. Les spécificités sahraouies existaient, et la colonisation séparée a contribué à les accentuer. C'est alors dans le cadre de cette réalité nouvelle, de ces frontières coloniales, que le peuple sahraoui, à l'instar d'autres pays coloniaux, a pris conscience de son existence nationale propre. Et la communauté internationale lui a reconnu, comme aux autres, le droit de décider — librement et souverainement — de son destin. Une fois libéré, il pouvait évidemment organiser une forme d'unité avec le plus proche de ses voisins — géographiquement, humainement, culturellement.

On peut cependant comprendre que le premier mouvement des Mauritaniens, une fois indépendants, ait été de réclamer la libération du Sahra dans l'unité avec la Mauritanie. D'autant plus que le peuple sahraoui, dont le mouvement de libération était encore en gestation et qui subissait une très dure répression, n'avait pas encore la possibilité d'exprimer lui-même avec suffisamment de force, ses propres aspirations. Et que la Mauritanie s'est contentée de subordonner ses revendications à l'accord préalable du peuple sahraoui, puisqu'elle reconnaissait le droit de ce dernier à l'autodétermination.

Malheureusement, la Mauritanie n'a fait qu'exprimer, devant les instances internationales, des revendications verbales au lieu de jouer le rôle qui aurait dû être le sien. Elle pouvait d'abord favoriser le développement et l'organisation des courants anti-colonialistes au Sahra. Elle pouvait, au moins à partir de 1968-1970, soutenir le puissant mouvement sahraoui qui avait émergé et déferlé sans aide extérieure et qui, de toute évidence, était mûr pour donner naissance à un véritable mouvement de libération. Si elle l'avait fait, une solide unité de combat aurait forgé, entre les deux peuples, des liens encore plus solides que ceux, si étroits soient-ils, du « sang » et de l'histoire.

L'histoire, la mystique unitaire etc. auraient-elles suffi, au Vietnam, si Hanoï n'avait pas, 20 ans durant, maintenu une solidarité de lutte sans faille avec les frères du sud? Serait-il question, aujourd'hui, d'un Vietnam en voie d'unification si Hanoï avait pactisé avec l'ennemi? Cependant, malgré les lourds et innombrables sacrifices

dont le nord a payé sa solidarité avec le sud, Hanoï n'a jamais essayé d'imposer quoi que ce soit au peuple frère du Sud Vietnam. Même parès la victoire commune, l'unité n'est pas proclamée précipitamment — encore moins unilatéralement —. Elle est préparée méthodiquement, de façon concertée, afin que sa réussite ne soit pas compromise par les différences, les contradictions qui caractérisaient les conditions dans lesquelles vécurent, jusque-là, les deux peuples. En attendant, deux États séparés sont volontairement maintenus.

Chez nous, les choses se passent très différemment.

En 1973, les patriotes sahraouis, sous la direction du F. Polisario, déclenchent la lutte armée de libération. Non seulement, Nouakchott ne leur sert pas de Hanoï, mais se comporte comme si elle était de connivence avec l'ennemi pour étouffer dans l'œuf ce mouvement. Il est vrai que les populations des provinces limitrophes — où sont indissolublement mêlés Mauritaniens, Sahraouis, Mauritano-Sahraouis — apportèrent dès le début un soutien ferme et précieux au Mouvement, auquel elles assurèrent ainsi une certaine base arrière. Il est vrai également que le Mouvement National Démocratique mauritanien en fit autant. Mais ce soutien restait sans commune mesure avec celui qu'aurait pu apporter la Mauritanie dans son ensemble, si l'aide avait pu être organisée officiellement, à l'échelle nationale, avec les moyens de l'État, et ceux d'un peuple prêt à répondre avec enthousiasme à une telle tâche.

Par cette attitude négative, la Mauritanie en tant qu'État a failli à son devoir de solidarité, affaiblissant elle-même ses propres revendications, car ce n'est pas ainsi qu'on se comporte à l'égard de frères, de compatriotes, même s'il y a des risques de représailles. Elle est en train de faire beaucoup plus grave encore.

On ne peut approuver le fait qu'on dise à un peuple « *Tu fais partie de mon pays; donc je t'annexe malgré toi* ». Mais que penser lorsque même cette motivation ultra-nationaliste disparaît et que le raisonnement devient « *Tu fais partie de moi, donc je te partage avec le voisin* »?

... Mais les instigateurs de ces plans n'ont pas renoncé et la Mauritanie se préparerait à jouer non pas le rôle de Hanoï, mais celui de Amman — l'Amman de Hussein, l'Amman de septembre 1970 et d'après.

La politique du « partage » est non seulement inadmissible sur le plan des principes, mais, pour la Mauritanie, elle est incompréhensible, même d'un point de vue étroitement et égoïstement nationaliste.

... Mais surtout, ce serait faire preuve d'une naïveté étonnante que d'espérer que le Maroc, encouragé par un premier succès, s'arrêterait à la moitié du Sahra ou même à sa totalité. Le gouvernement mauritanien serait-il seul à ignorer que l'attitude conciliante de Rabat à son égard est à l'évidence tactique et on ne peut plus provisoire, et que les dirigeants marocains n'ont renoncé ni à leurs revendications sur l'ensemble du Sahra ni à leurs visées annexionnistes sur la Mauritanie elle-même.

Le travail devant préparer la chute de la Mauritanie, au-delà du Sahra, est dit-on déjà entamé : infiltrations, noyautage, corruption... De sorte que, le moment venu, une fois la conquête du Sahra consolidée, il suffira d'une petite chiquenaude pour que la Mauritanie tombe comme un fruit mûr. Ne parle-t-on pas d'un budget de plusieurs milliards de C.F.A. destiné à acheter tout ce qui est corruptible en Mauritanie, à tous les niveaux? (...).

Sur quels atouts la Mauritanie compte-t-elle pour faire respecter les accords, face à un partenaire peu scrupuleux et comparativement aussi puissant sur les plans militaire, politique et économique... alors qu'elle doit pour consacrer son alliance avec lui, tourner le dos à l'autre puissance régionale susceptible de maintenir un certain équilibre?

Ici, il faut je crois, lever une équivoque. Je n'ai personnellement aucune hostilité à l'égard du Maroc, et surtout pas du peuple marocain frère. Au contraire. Je ne prêche pas non plus un nationalisme ombrageux et « séparatiste », que ce soit au niveau de la Mauritanie ou du Sahra, ou de l'ensemble que constitueraient éventuellement les deux. Je suis unioniste et considère comme un progrès très important toute étape franchie dans le sens de l'unité. Pourquoi alors, disent certains, craindre la constitution d'un ensemble maroco-mauritano-sahraoui?

La réponse est simple : tout dépend des bases sur lesquelles cette unité serait réalisée, de ses conditions de réalisation et de ses objectifs. Nous sommes pour l'unité lorsqu'elle se fait avec le consentement profond et la participation active des peuples concernés, et pour servir leurs intérêts; lorsqu'elle respecte également la personnalité de chacun d'eux.

Car toute communauté humaine qui se sent une spécificité propre a besoin de s'organiser d'abord dans un espace politique, culturel et économique à sa mesure, même — et surtout — si elle doit s'intégrer dans un ensemble plus grand.

Nous sommes contre une annexion brutale d'un pays par un autre. Annexion qui, dans le cas du Sahra par exemple, se traduirait par une guerre fratricide et ne pourrait être imposée que par un véritable bain de sang, voire un génocide. Elle signifierait au moins l'élimination physique des forces vives d'un peuple qui se retrouverait soumis à un régime qu'il récuse, et dont les efforts de libération contre les forces rétrogrades et féodales seraient pour longtemps annihilées.

Cette annexion ne serait pas une victoire, mais au contraire une grave défaite pour la cause de l'unité arabe. Le régime marocain en sortirait en effet politiquement consolidé, économiquement renfloué et son importance stratégique serait démesurément renforcée, d'autant plus qu'en occupant le Sahra, il aurait désormais la Mauritanie à sa merci, en attendant de l'annexer à son tour. Le régime marocain, dont il n'est pas besoin de rappeler la nature et les options, constituerait ainsi, sur le flanc occidental du Monde Arabe, une base d'une redoutable puissance pour les forces conservatrices et séparatistes, pour les ennemis de la Nation et de l'Unité arabes, une base d'agression contre les forces de libération arabes et africaines.

La Mauritanie porte une grave responsabilité dans cette affaire, car, sans elle, le régime marocain n'avait aucune chance de faire valoir son point de vue sur le plan international, ni d'exercer sur le terrain une pression d'une certaine efficacité. Mais même avec son appoint, le dernier mot est loin d'être dit.

... Sur le plan international, même en conjuguant leurs efforts, Rabat et Nouakchott ont été incapables de faire entériner leur plan de partage par la communauté africaine.

Pour la Mauritanie, il n'est donc pas trop tard pour choisir. Deux politiques sont possibles :

1) S'enfoncer définitivement dans l'alliance avec le régime marocain. Dans ce cas : 2 hypothèses :

— ou bien les deux gouvernements réussissent à imposer leur loi au peuple sahraoui. Cela signifie l'élimination des forces vives de ce peuple, la création d'une grave tension en Mauritanie même (notamment dans ses provinces du nord-ouest dont le sort est indissociable de celui du Sahra). Bien que victorieux en apparence, le régime mauritanien verrait en fait sa cohésion nationale menacée, et surtout serait vite satellisé, investi... en attendant d'être annexé à son tour, comme on l'a vu plus haut.

— ou bien la coalition maroco-mauritanienne, malgré les énormes moyens mis en œuvre, est mise en échec par la détermination du peuple sahraoui et par le refus de la communauté internationale d'entériner un projet si contraire à ses principes. Paradoxalement, cet échec serait pour la Mauritanie moins grave qu'une « victoire ». L'attitude mauritanienne n'en aurait pas moins compromis gravement l'avenir des relations entre les deux peuples.

On le voit, dans les deux cas, la Mauritanie est perdante.

Sans compter que le choix d'une alliance privilégiée avec un régime comme celui de Rabat soulève de sérieuses interrogations en ce qui concerne ses options fondamentales et l'image qu'elle essayait de donner d'elle-même. Cette alliance suppose en effet un choix stratégique, à long terme, car obtenir de la communauté internationale carte blanche au Sahra, réduire son peuple au silence, le dépecer et organiser « ensemble » la mise en valeur... tout cela n'est pas une mince affaire. Choix que paraît confirmer l'intensification de la coopération économique et politique entre les deux régimes. Étant donné la disproportion entre les deux, cela signifie l'inféodation de l'un à l'autre, donc aux intérêts étrangers qui prédominent dans le 1er choix.

On assiste donc à un véritable renversement d'alliances, qui ramènerait ouvertement, s'il se confirmait, la Mauritanie dans le camp de la réaction et de l'impérialisme.

2) L'autre politique offre tellement d'avantages qu'on se demande comment un gouvernement ayant le souci des intérêts nationaux peut hésiter à la suivre. Elle consisterait d'abord à reprendre la thèse qui a toujours été celle de la Mauritanie, c'est-à-dire l'affirmation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination en la complétant par un soutien au mouvement de libération sahraoui.

Les avantages sont à la mesure des inconvénients de la première solution qu'il suffirait de repasser en revue, en retenant leur contraire. En voici les plus importants :

Cette politique recueillerait sans difficulté l'adhésion de tous les Mauritaniens et constituerait un élément de cohésion nationale, au lieu d'être un facteur de division et de trouble.

Elle préserverait et renforcerait les chances d'unité entre les peuples mauritanien et sahraoui, en ajoutant à la symbiose naturelle entre eux les puissants liens que forge la lutte commune. Après l'indépendance du Sahra, rien en s'opposerait à ce qu'un processus d'unification soit engagé entre les deux pays, selon des modalités et des délais librement définis en commun et préservant la personnalité et les intérêts de chacun.

Rien ne s'y opposerait puisque les deux peuples le désirent. Les dirigeants sahraouis, en ce qui les concerne, viennent de le réaffirmer, par la voix du Secrétaire Général du F. Polisario, lors de l'inauguration de sa représentation officielle à Tripoli (qui est venue confirmer, soit en dit passant, l'appui fraternel que la Libye n'a cessé d'apporter, depuis le début, à la révolution sahraouie).

Étroitement solidaires, peut-être unis, le Sahra et la Mauritanie constitueraient un partenaire autrement plus solide, un facteur positif et efficace dans la construction d'un ensemble maghrébin, et pourront jouer un rôle important dans la bataille de la libération de l'Afrique et du Monde Arabe, comme dans le développement de la coopération arabo-africaine.

Bien entendu, l'unité mauritano-sahraouie ne se ferait pas contre d'autres voisins mais au contraire en vue d'établir avec eux des rapports étroits et solides devant préparer la voie à l'entrée avec eux dans un ensemble plus grand, c'est-à-dire à l'étape suivante du processus unitaire.

... La Mauritanie peut influencer ainsi considérablement le cours des événements, non seulement pour le Sahra, mais pour toute l'Afrique du Nord-Ouest. Sans compter qu'elle joue son propre sort.

Dans ce choix, le gouvernement porte bien entendu la première responsabilité. Mais chaque citoyen mauritanien en a également sa part. Tous peuvent influer sur la décision. En se mobilisant ensemble — indépendamment de leurs choix politiques, qu'ils appartiennent au Parti du Peuple Mauritanien ou à l'opposition — pour une solution de ce problème conforme à l'intérêt national, ils faciliteront le choix d'une solution juste et auront fait avancer l'unité nationale mauritanienne sur des bases plus saines.

On me permettra, avant de finir, d'apporter une clarification concernant ma propre position sur ce problème. Certains « s'étonneront » sans doute, de bonne ou de mauvaise foi, que je soutienne sans réserve la cause de l'indépendance du Sahra, alors que j'avais plaidé pour sa mauritanité, il y a 10 ans. Je répondrai très simplement ceci :

J'ai toujours été très sensibilisé au problème du Sahra, dans lequel les miens ont de profondes racines. J'ai toujours milité pour la libération du Sahra, d'abord dans le cadre qui me paraissait et qui paraissait à d'autres sahraouis le plus naturel, à l'époque : dans l'unité avec le pays le plus proche (géographiquement, humainement etc.), la Mauritanie. Mais depuis, la conscience nationale sahraouie s'est affirmée avec plus de force et un mouvement de libération authentiquement sahraoui, depuis longtemps en gestation, s'en est fait l'interprète en déclenchant notamment la lutte armée. Dès lors, il n'y avait plus qu'une seule position juste : soutenir ce mouvement ou, mieux, se battre dans ses rangs.

Annexe 4

Rapport sur les différentes formes de répression dont sont victimes les populations sahraouies exilées au Maroc, suivi d'un témoignage personnel (celui d'un coopérant français)

Quelques précisions concernant les Sahraouis résidant au Maroc

Bien que la société sahraouie s'articule suivant d'autres critères il convient d'y distinguer plusieurs catégories en fonction de la durée de la présence sur le territoire marocain.

Il y a d'abord un certain nombre de sahraouis disséminés parfois depuis des siècles sur toute l'étendue du territoire. Principalement dans le sud. Avec parfois de fortes concentrations comme dans la région de Benguerir.

Ensuite entre Goulimine et l'Oued Draa s'étend une région entièrement peuplée de sahraouis mais qui est cependant depuis assez longtemps — du moins depuis l'époque coloniale — considérée comme marocaine.

La province de Tan Tan et de Tarfaya qui a été retranchée du territoire du Sahara occidental à une date récente (avril 58) et confiée au Maroc est, elle aussi, entièrement peuplée de Sahraouis.

A ces différentes catégories sont venus s'ajouter les réfugiés de l'armée de libération que l'Espagne et la France avaient au cours de l'opération Écouvillon repoussés vers le nord (1958).

Tous ces groupes se sont brassés et dispersés à la suite de la sécheresse et d'autres facteurs d'exode rural et sont venus nombreux gonfler les bidonvilles et les quartiers populaires des grandes villes du sud et des grandes villes industrielles.

Combien sont-ils? Au moins 50 000 si l'on en croit les chiffres officiels marocains.

Ils ont en commun une organisation sociale, une langue (Hassania), une histoire et tous autres facteurs d'une identité.

Au Maroc ils sont tous des étrangers réfugiés, exilés. Tous également tenus en suspicion. Tous d'une façon ou d'une autre concernés par la répression.

Par exemple un garçon de Goulimine, fils de militants de la guerre d'indépendance, se croyant complétement marocanisé est arrêté à Rabat et battu pendant deux jours parce que Sahraoui.

La région de Benguerir, où les Saharouis se sont établis depuis plus de 60 ans pendant lesquels ils ont abandonné beaucoup de leurs traditions, est à chaque passage du roi particulièrement quadrillée par l'armée et la police.

Relations entre le peuple sahraoui résidant au Maroc et le Front Polisario

Tout Sahraoui se sent concerné par la lutte que mène son peuple. D'autant plus concerné que nombreux sont les fils ou frères qui ont à un moment ou un autre rejoint le combat. Même les plus modérés ou les plus lâches sont secrètement fiers des exploits de leur peuple et secrètement hostiles à l'oppression que fait régner le pouvoir marocain. Chacun espère la libération.

Si ce sont là des critères suffisants pour arrêter quelqu'un, les forces de l'ordre marocaines peuvent évidemment mettre en prison ou dans des camps de concentration les 50 000 Sahraouis du sud marocain.

Chronologie de la répression

Tout a commencé (pour ce qui est de l'histoire récente) en juin 1972. Après les manifestations de Tan Tan dirigées avant tout contre la présence espagnole au Sahara occidental et pour son autodétermination. Juste après le déclenchement de la lutte armée, des arrestations ont lieu à Tan Tan accompagnées de brutalités à l'encontre du reste de la population. Un certain nombre de militants sont retenus chez le Caïd et pendant plusieurs jours torturés. Ils sont ensuite progressivement libérés mais fichés.

En 1974 la frontière avec le Sahara occidental est coupée et la plupart des familles se trouvent déchirées. On ne peut plus voyager que la nuit, à pied, au péril de sa vie. En même temps l'armée marocaine commence à masser des troupes bien plus dirigées contre les Sahraouis que contre l'Espagne.

La tension s'accroît au début de l'été 1975. A l'occasion de la visite de la Mission de l'O.N.U. des pressions diverses (mais infructueuses) sont faites sur les masses sahraouies afin qu'elles manifestent leur attachement au Maroc. Sous couvert de la création de pseudo « fronts de libération » (en réalité des militaires déguisés) on développe l'appareil policier et les réseaux d'indicateurs au sein de la population sahraouie.

Entre temps beaucoup de militants sont partis rejoindre le combat.

L'automne 1975 voit avec la marche verte s'accentuer la répression. On enrôle obligatoirement les Sahraouis. Les premières arrestations commencent à faire régner une atmosphère de crainte.

1976 voit dès son début les arrestations se multiplier un peu dans tous les milieux mais surtout à Tan Tan, Goulimine puis Tiznit. A mesure qu'approchent les vacances du printemps les milieux lycéens sont eux aussi touchés. D'abord Ouarzazate, Goulimine, Tiznit puis Inezgane et Agadir. A Rabat un étudiant est recherché mais parvient à se cacher. A Inezgane un lycéen est arrêté. Enfin le mercredi et le jeudi précédant les vacances c'est le couronnement de ces arrestations aux lycées d'Inezgane et d'Agadir, au C.P.R. d'Agadir et à la fac de Rabat.

En même temps survient une sombre affaire. El Abadila, un avocat de la famille Malaïnine, peu de temps après avoir participé à Tanger à un congrès organisé par le Maroc de la « jeunesse sahraouie » où il avait manifesté quelques réticences, meurt dans un accident de voiture, sur la route de Taroudant. La voiture et le chauffeur sont indemnes et ce dernier vient d'être recompensé d'un agrément (de car ou de taxi).

Ensuite c'est le silence. Un an de tranquilité relative. De temps en temps des arrestations aveugles, immotivées. Des disparitions. Des gens — très rares — que l'on relâche. Aucune nouvelle des personnes arrêtées précédemment ne transpire.

Puis en mai-juin 1977 cela recommence. Le 15 juin Hassan Ould Tamek et un camarade circulent en moto. On leur ordonne de s'arrêter. Ils sont poursuivis. C'est l'accident (quelle sorte d'accident?). Hassan (le neveu d'un chef de groupes d'intervention promarocains) meurt. Son ami, blessé, est amené à l'hôpital et serait parvenu à s'enfuir. On n'a plus de nouvelles de lui.

Puis à partir du 25 mai de nouvelles arrestations, nombreuses, pas encore toutes connues.

Une forme de représailles

On peut remarquer que toutes les fois que le F. Polisario mène une opération de grande envergure à laquelle le Maroc ne parvient pas à riposter sur le terrain il y a sur la population civile sahraouie une accentuation de la répression.

C'est à la résistance du F. Polisario devant l'invasion et à la proclamation de la république que correspond la première grande vague d'arrestations.

Quant à celle de cette année elle suit de près l'opération de Zouérate.

Il y a aussi dans le sud (zone de guerre) des représailles directes et individuelles sur les populations civiles chaque fois qu'un combat tourne mal pour l'agresseur.

Par ailleurs il ne faut pas oublier que ce dossier ne concerne strictement que la répression dans le territoire marocain. Les atrocités commises dans le Sahara occupé, encore plus nombreuses, encore plus déchaînées, méritent à elles seules un rapport spécial.

Caractéristique de ces arrestations

Elles vont de l'enlèvement en pleine rue par une voiture banalisée à l'arrestation au domicile par des policiers en uniforme dans un fourgon de la police. Elles peuvent être individuelles ou massives.

Les forces de répression utilisées sont : la gendarmerie, les mokhaznis, la police, les simi et la police politique clandestine.

Les centres de détention : dans les cas les moins graves on emmène au commissariat (qui n'est souvent qu'un lieu de passage et où il y a aussi des salles de torture). Le plus souvent les détenus sont immédiatement transférés dans un centre de torture spécialisé (comme celui de Moulay Chérif à Casablanca). C'est à Agadir que les personnes arrêtées à Tan Tan furent habituellement interrogées. Par des policiers marocains puis sahraouis (parlant parfaitement le Hassania). Après des mois de tourment les prisonniers sont conduits dans des camps de concentration et autres lieux de déportation. Entre autres à Sidi Ifni, Kenitra, Ouarzazate (Dar Glaoui plus exactement). Jamais dans des prisons.

Mais ce qui caractérise ces arrestations c'est que :

1) Elles se font toutes sans mandat d'arrêt et en aucun cas les autorités ne les reconnaissent.

2) Les Sahraouis ne sont jamais jugés.

3) Les familles ne portent jamais plainte et les seules recherches faites le sont par des voies parallèles (relations) et parfois coûteuses (corruption) mais toujours inutiles.

4) Les témoins marocains (proviseurs de lycée, surveillants, voisins) ne veulent pas ou n'osent pas parler.

5) Le silence des forces de l'« opposition » est total. Elles dénoncent parfois la répression dont est victime l'extrême gauche mais ne mentionnent jamais les Sahraouis.

6) L'usage de la torture est systématique.

Critères des arrestations

Aucun des Sahraouis dont il est question dans cette enquête n'est ou n'a été en aucune façon pris les armes à la main. Aucun n'a participé à des opérations militaires ni été en contact avec ceux qui se battaient.

Parmi les personnes arrêtées il y a des hommes, des femmes et des adolescents (des lycéens de seconde et même du premier cycle). Ils sont étudiants, ouvriers, chômeurs.

Pourquoi les a-t-on arrêtés?

1) Parfois parce qu'on les soupçonnait d'appartenir au Front Polisario ou d'avoir pour lui des sympathies, mais sans que jamais on puisse leur reprocher la moindre infraction aux lois en vigueur.

2) Il y eut aussi des arrestations préventives de jeunes pour les empêcher de rejoindre leurs camarades.

3) Ceux qui étaient surpris en possession de livres révolutionnaires (même s'ils étaient en vente libre) étaient automatiquement suspectés.

4) D'autres payaient pour le passé : ils avaient participé en 1973 aux manifestations de Tan Tan. Ainsi des personnes qui depuis avaient abandonné la lutte furent-elles malgré tout touchées.

5) Enfin — et très souvent — les familles de ceux qui étaient partis rejoindre la lutte eurent-elles à payer pour cela. C'est le cas entre autres des familles Mayara, Leili, Bellal, H'maidet, Daoud qui furent particulièrement décimées.

6) Certaines tribus furent plus que d'autres touchées.

Fonction et modalités de la torture

Ses buts sont :

1) De faire parler, soit très vite (pour démanteler une organisation) soit à plus long terme (pour mieux « connaître » l'adversaire).

2) De dissuader : au Maroc la torture n'est pas cachée. Certains torturés sont au bout de quelques années libérés : ils parlent. Chacun sait ce qu'il risque.

3) De briser les volontés, retourner les militants, écraser dans chaque être la volonté de révolte.

Son fonctionnement

La torture répand ses effets sur toute une société par ondes concentriques. Les centres de torture, à demi secrets, étendent leur rayonnement sur tout le pays.

La douleur elle-même n'est qu'une partie de l'appareil des centres d'interrogatoire, mais à chaque instant présente. C'est une entreprise de dépossession des êtres. Tout est étudié :

Le bandeau sur les yeux : il entraîne une perception différente de l'espace, une incertitude permanente.

Les menottes : c'est une gêne continuelle. Il est difficile de manger. Ces deux choses entrainent une sorte de mutilation de l'individu.

Le silence : les autres sont présents et on ignore leur identité. Des dizaines de personnes ne sont plus que des corps étendus, posés n'importe où (pas besoin de cellules ou de barreaux. Il n'est pas possible de s'échapper).

Les cris des torturés.

Le pas des gardiens : qui viennent-ils chercher? L'ordre impersonnel : « lève toi ». La main qui se pose. 24 heures sur 24 on est à la disposition de l'autre.

La nourriture : des bouillies. Des haricots. Du pain. C'est assez quantitativement (on ne peut pas avaler plus) mais insuffisant sur le plan calorifique (on s'affaiblit).

L'interrogatoire : à n'importe quel moment. 5 minutes ou toute une nuit. Toutes les heures ou tous les quinze jours.

La durée.

Des femmes ont témoigné avoir été violées. Elles ont décrit plusieurs formes de torture. Celle du perroquet (une barre passée sous les coudes et sous les genoux). La serpillère que l'on met sur le visage et sur laquelle on verse de l'eau et du grésil (cela entraîne des maladies des yeux, de la digestion). La torture à l'électricité sur les plaies ouvertes. La bouteille sur laquelle on fait asseoir les hommes.

Autres formes de répression

Au sud de Goulimine, hors de toute présence des étrangers (interdiction de se rendre dans cette zone) c'est la guerre avec tout ce que cela entraîne pour les civils : couvre feu. Arbitraire total des forces de l'ordre. Viols. Maisons aux portes brisées. Pillage. Difficulté de déplacements.

La situation des nomades ou des semi nomades est encore plus pénible.

La population de cette région vit dans un état de terreur permanente. Chacun reste chez soi.

Au nord de Goulimine : dans les quartiers populaires et les bidonvilles à forte population sahraouie (à Agadir : Khiyam, Anza) les simi font régner une espèce de couvre feu non déclaré. Tout Sahraoui se trouvant dehors le soir — fut-ce devant sa porte — femme ou enfant — est emmené dans un commissariat, battu gardé, un jour ou deux puis relâché.

Sur les lieux de travail ou d'étude : méfiance des autres. Surveillance. On tente de les compromettre dans des activités promarocaines (discours pour remercier le roi, etc.) qu'ils ne peuvent pas refuser. Lorsqu'il y a des conflits sociaux, des grèves scolaires... c'est eux que l'on rend responsables.

Ils sont en permanence dans une position d'otage.

Un ethnocide

Le peuple sahraoui se voit forcé de camoufler toutes les manifestations extérieures de son existence collective.

Le nomadisme est pratiquement interdit. Les nomades doivent se regrouper dans des camps ou en ville.

Les vêtements : le port de la Deraa (vêtement traditionnel) est presque impossible (on se ferait suspecter).

Les fêtes privées (les mariages, les circoncisions...) se font en présence d'indicateurs· Elles sont de moins en moins importantes.

L'alimentation : il est difficile de trouver les produits de base de l'alimentation sahraouie. On ne trouve plus d'orge moulu grillé à Tan Tan (les autorités craignent qu'il ne soit porté aux combattants). La qualité de thé vert habituellement utilisé par les Sahraouis est devenue très chère.

La langue : il y a danger à la parler. Pour ne pas se faire remarquer on s'efforce à employer le dialecte marocain.

Encerclés et écrasés ils n'ont plus d'autres possibilités que de vivre retranchés dans leurs maisons en se laissant voir le moins possible. Dépossédés de leur espace (tout le sud de Goulimine est maintenant occupé par l'armée), de leurs traditions ils seraient — sans la lutte que mène leur peuple — appelés à disparaître.

Le rôle des partis d'« opposition » marocains

1) Ils maintiennent un silence total face à la répression dont est victime le peuple sahraoui exilé au Maroc. Ils ne condamnent jamais cette politique. Seule l'extrême gauche a dénoncé cette situation.

2) Les partis sont activement complices de la répression :

— En déclarant comme Ali Yata au monde qu'il n'y a plus de prisonniers politiques au Maroc... à part les traitres...

— En disant à la face du monde que le problème du Sahra est réglé alors que les camps sont pleins de Sahraouis qui n'ont en aucune façon participé aux combats.

Témoignage

En 1973 lorsque j'allai pour la première fois à Tan Tan je rencontrai un de mes élèves, Salek, qui ne m'attendait pas mais m'accueillit et, pendant les trois ou quatre jours que dura la fête se chargea de moi sans désamparer. Dans la rue, élèves, amis, tout le monde voulait nous accueillir et, éclectiques dans nos choix, nous allions chez tout le monde : nous parlions du Sahara, de l'Espagne, des Basques, de la monarchie, du désert tel qu'autrefois il verdissait, de la longue lutte de libération qui venait à peine de faire entendre ses premiers coups de feu, de la nécessité de convaincre les indécis: de la profonde unité de ce peuple que le monde ignorait et nous buvions thé sur thé, nous mangions, buvions du lait dans des calebasses puis, là où nous nous trouvions, très tard dans la nuit, nous nous allongions pour dormir. C'était comme une grande maison qui appartenait à tout le monde et j'y étais un parmi d'autres — sans excès d'honneur... ni d'indignité.

Par la suite mes parents, mes amis, sont venus à Tan Tan et ils se sont sentis chez eux dans cette ville où les hommes étaient égaux.

Avec eux ou seul je suis allé dans des dizaines de maisons et de tentes... boire du lait, faire du thé, écouter sur des cassettes les chansons révolutionnaires.

J'avais d'innombrables amis et si parfois j'ai oublié les noms, le visage et l'accueil restent gravés en moi.

Parmi eux combien maintenant sont morts sous la torture? Combien s'épuisent dans les camps de concentration du régime Alaouite?

Il y a deux familles au moins dont je peux bien parler : elles n'ont hélas, plus rien à craindre.

D'abord celle de Daoud Salek.

Le père de Salek était un homme autoritaire et distant. Il ne partageait pas les idées de ses fils qui désespéraient de le convaincre (ce qu'il n'aimait pas surtout

dans les idées de ses fils c'est la place qu'elles faisaient prendre aux jeunes.) Lorsque Salek en 1974 partit rejoindre le combat son père manifesta une colère apparente mais au fond il était fier. En 1975 au moment de la marche verte il fut convoqué de force et partit. Quelque temps plus tard — allez savoir pourquoi — le gouvernement lui offrit (ainsi qu'à d'autres Sahraouis) un voyage à La Mecque. Puis en février il fut arrêté. Pour rien. Pour lui faire payer le départ de son fils.

Un mois plus tard ses deux autres fils étaient eux aussi emportés. La mère est seule maintenant avec des enfants en bas âge. El Khader était mon élève l'année précédente. C'était mon ami.

La deuxième famille est celle de Nouna. La famille Leili. Nouna est la mère de Lamine, le premier ministre de la République Sahraouie. Les Sahraouis n'aiment pas que l'on fasse de différence : ils disent que tout le monde est égal dans la lutte et ils ont raison. Mais peut-être serait-il bon que ceux qui disent que les dirigeants du peuple sahraoui sont des fantoches, sachent. Et puis Nouna elle-même mérite que l'on parle d'elle.

Je l'avais connue sous une tente entre Goulimine et Tan Tan. Elle rayonnait de force de générosité et tous les jeunes l'aimaient. Elle me fit plusieurs cadeaux de bagues, coussins... et me demanda simplement de rester fidèle. Nouna qui était chérifa, c'est-à-dire descendante du prophète, disait que c'était maintenant qu'il fallait montrer la vraie noblesse.

En janvier 1976 sa fille Fatma El Ghalia était arrêtée en pleine rue à Tan Tan. Vaines recherches. Un mois plus tard, c'était le tour de Nouna, de son mari, de son fils qui étudiait à Kenitra, de son beau-frère qui y était professeur. De toute la famille si accueillante il ne reste je crois que deux jeunes garçons.

Mais ce ne sont là que deux cas qui pourraient presque passer inaperçus au milieu de la centaine d'autres arrestations qui eurent lieu à cette époque, au milieu des dizaines d'autres familles décimées, coupables elles aussi d'avoir des fils dans la lutte.

A la même époque furent arrêtés mes amis Maatalla, Safar, Azzaz, El Admi, Khouaja, Lafreitiss et de nombreux autres dont j'ai oublié le nom. On ne le a jamais plus revus.

Pendant ce temps la vie continuait, les proviseurs dirigeaient, les professeurs professaient, les surveillants surveillaient, et les caïds corrompaient. Personne n'avait rien vu, rien entendu et tout continuait comme à l'accoutumée.

Et puis maintenant en ces mois de mai-juin 1977 cela vient de reprendre : à nouveau la police a forcé les portes, fouillé, arrêté des dizaines de personnes.

Ce n'est pas cela, bien sûr qui fera plier le peuple sahraoui. Dans la lutte qu'il a entreprise plus rien, que la mort, ne saurait en venir à bout. Le peuple sahraoui fait plus confiance, pour réparer l'injustice, à sa lutte qu'à la conscience internationale et sans doute a-t-il raison.

Mais nous qui n'avons pas d'autres armes que notre protestation, nous, citoyens de pays qui sont tous — d'une façon ou d'une autre — responsables de ce qui se passe là-bas, devons par tous les moyens exiger que justice soit faite, protester contre l'ignominie d'une répression qui prend des allures d'ethnocide, faire savoir que derrière le « libéralisme » de façade dont s'affuble le régime marocain féodal et totalitaire, on arrête, on tue, on torture.

Peut-être notre protestation ne pourra-t-elle arrêter dans l'immédiat ce déferlement d'horreur mais elle permettra au moins que l'on sache, que chacun sache, de quel côté il se trouve et ce qu'il cautionne.

Gilles Gauthier

professeur de C.E.S. Ivry.

Annexe n° 5

Points essentiels de la lettre adressée par le Gouvernement espagnol au secrétaire général des Nations-Unies le 23 mai 1975

a) En application des résolutions des Nations Unies relatives à la décolonisation du Sahara Occidental, le Gouvernement espagnol a proclamé publiquement sa décision de mettre fin à sa présence dans le territoire, ayant accompli la mission qu'il s'était imposée lorsqu'il s'était établi sur le dit territoire.

b) Le Gouvernement espagnol souhaite que son mandat puisse prendre fin sans qu'il y ait solution de continuité du pouvoir, ce dernier étant transmis à quiconque assumera, par suite de la décolonisation, la responsabilité de l'administration du territoire.

c) A cet effet, pour éviter d'alourdir indûment les reponsabilités de la puissance administrante, le Gouvernement espagnol estime urgent que les parties intéressées par le processus de décolonisation assument leurs responsabilités, et il se propose, à cette fin, de les inviter à harmoniser leurs aspirations respectives ou, si cette tentative directe échoue, à participer à une conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin que ce processus puisse se dérouler pacifiquement.

d) Au cas où il serait impossible de mener à bien l'une ou l'autre des tentatives, parce que les parties concernées ne s'en accommoderaient pas, ou de trouver une solution équivalente allant dans le même sens, le Gouvernement espagnol serait obligé de mettre fin à sa présence et à son action administrative en fixant la date à laquelle les autorités espagnoles transmettraient leurs pouvoirs, sans pour autant cesser de collaborer avec l'O.N.U. pour trouver les moyens appropriés de mener à bonne fin, dans les meilleurs délais, ses desseins décolonisateurs.

e) Le Gouvernement espagnol estime qu'il serait opportun d'envoyer au Sahara Occidental des observateurs du Secrétariat, chargés de surveiller sur place l'évolution de la situation et pouvant vous informer comme il convient de tous les faits qui pourraient justifier l'adoption de mesures urgentes de maintien de la paix.

f) En tout état de cause, le Gouvernement espagnol, dans l'exercice de ses responsabilités de puissance administrante, se réserve le droit de saisir le Conseil de sécurité si, compte tenu de l'évolution de la situation, il estime nécessaire de le convoquer d'urgence en vue d'adopter les mesures pertinentes pour assurer le maintien de la paix dans le territoire.

Abréviations

A.J.M.	Association de la Jeunesse Mauritanienne
A.L.	Armée de Libération *(Maroc)*
A.N.C.	African National Congress *(Afrique du Sud)*
A.N.P.	Armée Nationale Populaire *(Algérie)*
A.O.F.	Afrique Occidentale Française
A.L.P.S.	Armée de Libération Populaire Sahraouie.
C.I.J.	Cour Internationale de Justice (cour de La Haye)
C.N.S.	Conseil National Sahraoui
F.A.R.	Forces Armées Royales *(Maroc)*
F.L.N.	Front de Libération Nationale *(Algérie)*
F.L.U.	Front pour la Libération et l'Unité *(Maroc)*
F. POLISARIO (ou F.P.)	Front Populaire pour la Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro *(Sahra)*
FRELIMO	Front de Libération du Mozambique
G.N.	Groupe Nomade
G.P.R.A.	Gouvernement Provisoire de la République Algérienne
I.N.I.	Instituto Nacional de la Industria *(Espagne)*
M.N.D.	Mouvement National Démocratique *(Mauritanie)*
MOREHOB	Mouvement de Résistance des Hommes Bleus *(Maroc)*
M.P.A.I.A.C.	Mouvement Pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel des Canaries
M.P.J.	Mouvement Panafricain de la Jeunesse
O.C.A.M.	Organisation Commune Africaine et Malgache
O.C.P.	Office Chérifien des Phosphates
O.C.R.S.	Organisation Commune des Régions sahariennes
O.L.P.	Organisation de Libération de la Palestine
O.N.U.	Organisation des Nations Unies
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
O.U.A.	Organisation de l'Unité Africaine
P.K.M.	Parti des Kâdihîn de Mauritanie
P.P.M.	Parti du Peuple Mauritanien
P.U.N.S.	Parti de l'Union Nationale Sahraouie
R.A.S.D.	République Arabe Sahraouie Démocratique
R.I.M.	République Islamique de Mauritanie
U.M.T.	Union Marocaine des Travailleurs
U.N.E.M.	Union Nationale des Étudiants Marocains
U.N.F.P.	Union Nationale des Forces populaires *(Maroc)*
U.S.F.P.	Union Socialiste des Forces Populaires *(Maroc)*

Table des matières

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 19 JANVIER 1978 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY.

Réalisation : ATELIER NICE

I.S.B.N. 2.86.220.004.2 — Hachette 78.1-57.0619.7



Qui est *ce* **Peuple Sahraoui,** si mal connu ?
Ce livre apporte enfin la réponse :
des siècles d'histoire, d'épopées, de résistances.
L'émergence d'un nationalisme.
La genèse d'un mouvement de libération dont l'irruption fracassante bouleverse les calculs savants des "chancelleries".
L'enjeu stratégique d'un petit pays... petit, mais gorgé de richesses et situé à un point d'équilibre névralgique du monde afro-arabe.
Une société traditionnelle, tribale, en pleine révolution.
Le rôle des grandes puissances, et de moins grandes, dans un conflit dont l'issue concerne aussi bien l'agriculteur européen et le fellah du Zimbabwé que le bédouin de Mauritanie...
Le rôle aussi de Hassan II, Giscard d'Estaing, Franco, Boumedienne, Allal El Fassi, Senghor et d'autres...

- Votre biographie...
- C'est inutile.
- C'est important pour les lecteurs.
- Je leur donne la biographie d'un peuple, c'est plus important, non ?
- Oui, je suis d'accord avec vous. Mais il faut un minimum, par égard pour les lecteurs. Sans compter les pêcheurs en eau trouble : *"ils" ne peuvent pas dire qui est l'auteur, ce n'est donc pas lui qui a écrit son livre...*

- Vous êtes connu surtout, internationalement, comme diplomate et journaliste engagé. Mais vous êtes également poète, philosophe, professeur, écrivain, chercheur...
- La seule chose ayant peut-être quelque intérêt en l'occurrence, c'est la permanence d'un engagement : la lutte pour la liberté, chez moi bien sûr, mais aussi ailleurs dans le monde...

C'est tout ce que l'éditeur a pu savoir. Si, un détail encore : que Ahmed Baba MISKE a des racines profondes au Tiris, cette région des confins mauritano-sahraouis que les Espagnols appelaient Rio de Oro ; qu'il a d'abord animé le Mouvement anti-colonialiste en Mauritanie (il fut secrétaire général de la Nahda dès 1958) et qu'il est aujourd'hui membre du Bureau Politique du F. Polisario.
Quant au "contradicteur" d'Ahmed Baba Miské, l'éminent journaliste, écrivain, professeur Jean LACOUTURE, est-il nécessaire de le présenter au public français ?

Jean Grouet (Editions Rupture)

